

PROCÈS-VERBAUX
DE
L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC

VOTES AND PROCEEDINGS
OF THE
NATIONAL ASSEMBLY
OF QUÉBEC

VOLUME CXIII



PROCÈS-VERBAUX
DE
L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC

VOTES AND PROCEEDINGS
OF THE
NATIONAL ASSEMBLY
OF QUÉBEC

DU 21 FÉVRIER 1978
AU 20 FÉVRIER 1979

TROISIÈME SESSION
TRENTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

Président
L'HONORABLE
CLÉMENT RICHARD

FROM 21 FEBRUARY 1978
TO 20 FEBRUARY 1979

THIRD SESSION
THIRTY-FIRST LEGISLATURE

President
THE HONOURABLE
CLÉMENT RICHARD

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Proclamation: Convocation de la troisième session de la 31 ^e Législature	IX
État des travaux de la session	XI
Procès-verbaux de l'Assemblée nationale	1
Précis des décisions rendues par le Président de l'Assemblée nationale.	972
Membres du Conseil exécutif et adjoints parlementaires	983
Liste alphabétique des districts électoraux et de leurs représentants ...	989
Liste alphabétique des membres, répartie par district électoral	993
Index	997

CONTENTS

	PAGE
Proclamation Convocation of the Third Session of the 31st Legislature .	IX
Statement of work of the Session	XI
Votes and Proceedings of the National Assembly	1
Summary of the decisions rendered by the President	973
Members of the Executive Council and the Parliamentary Assistants ...	983
The Electoral Districts of the National Assembly and the Members thereof	989
The Members of the National Assembly and their Electoral Districts ...	993
Index	1111

PROCLAMATION



Canada
Province de HUGUES LAPOINTE
Québec
[L.S.]

ELISABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À nos très aimés et fidèles conseillers les membres de l'Assemblée nationale du Québec,

SALUT.

PROCLAMATION

ATTENDU QUE, pour diverses considérations, il est à propos de convoquer la Législature de la province de Québec pour l'expédition des affaires, Nous vous convoquons par les présentes pour le vingt et unième jour de février prochain et, en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date, au palais législatif, en la ville de Québec, pour y expédier les affaires de la province et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

Canada
Province of HUGUES LAPOINTE
Québec
[L.S.]

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To our Beloved and Faithful Councillors, the Members of the National Assembly of Québec,

GREETING.

PROCLAMATION

WHEREAS, for various considerations, it is expedient to summon the Legislature of the Province of Québec for the dispatch of business, We hereby convene you for the twenty-first day of February next and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the City of Québec, for the dispatch of the business of the Province and to examine, discuss and decide the questions to be submitted to you.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de ladite province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, le sixième jour de février, l'an de grâce mil neuf cent soixante-dix-huit et de Notre règne le vingt-septième.

Par ordre,

*Le secrétaire de la
chancellerie à Québec.*
RENÉ BLONDIN.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our letters to be made patent and the Great Seal of our Province of Québec to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of the said Province.

Given at Our Government House, in Québec, on the sixth day of February, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and seventy-eight, in the twenty-seventh year of Our Reign.

By command,

RENÉ BLONDIN.
*Clerk of the Crown in
Chancery, at Québec.*

ÉTAT DES TRAVAUX

DE

LA SESSION DE

1978/79

3^e SESSION DE LA 31^e
LÉGISLATURE

La session s'ouvre le mardi 21 février 1978.

L'Assemblée est prorogée le 20 février 1979.

Séances 105

Documents déposés sur le bureau
de la Chambre; réponses aux
ordres de l'Assemblée 607

Projets de loi présentés à l'Assemblée nationale:
Projets de loi publics 132

Projets de loi privés 28

Projets de loi sanctionnés:
Projets de loi publics 111

Projets de loi privés 23

Avis de questions et de motions.. 406

STATEMENT OF WORK

OF

THE SESSION OF

1978/79

BEING THE 3rd SESSION OF THE
31st LEGISLATURE

The session opened on Tuesday, the 21st day of February 1978.

The prorogation took place on the 20th day of February 1979.

Number of sittings 105

Documents laid before the Assembly; returns to Orders of the Assembly 607

Bills introduced in the National Assembly:
Public Bills 132

Private Bills 28

Bills assented to:
Public Bills 111

Private Bills 23

Notices of Motions and Questions 406

PROCÈS-VERBAUX
DE
L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC

VOTES AND PROCEEDINGS
OF THE
NATIONAL ASSEMBLY
OF QUÉBEC

27-28 ELISABETH II
1978/79

N° 1

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirty-first Legislature

Le mardi 21 février 1978

Quinze heures

À quinze heures, M. le Président prend le fauteuil.

L'honorable lieutenant-gouverneur fait son entrée dans l'Assemblée nationale, accompagné de son aide de camp et occupe le fauteuil du Président.

Alors l'honorable lieutenant-gouverneur lit l'allocution d'ouverture suivante à l'adresse du Parlement.

*Mesdames et Messieurs de
l'Assemblée nationale,*

En accueillant dans cette Chambre les représentants du peuple québécois réunis pour entreprendre les travaux de la troisième session de la trente et unième Législature, je veux d'abord souhaiter à toutes et à tous la plus cordiale bienvenue.

Dans ce décor rénové qui nous rappelle agréablement nos origines et le temps de la Nouvelle-France, les travaux auxquels vous vous apprêtez à participer vont assurément contribuer

Tuesday, 21 February 1978

Three o'clock P.M.

At three o'clock P.M., Mr President took the Chair.

The Honourable the Lieutenant-Governor entered the National Assembly accompanied by his Aide-de-Camp, and occupied the President's Chair.

The Honourable the Lieutenant-Governor then read the opening speech addressed to Parliament.

*Ladies and Gentlemen of the
National Assembly,*

In welcoming the representatives of the people of Québec in this House who are meeting to undertake the work of the third session of the Thirty-first Legislature, I would also like to wish a most cordial welcome to each and everyone of you.

The work you are about to begin, in this newly decorated chamber which is a pleasant reminder of our origins and the days of New France, will surely contribute to the improvement of the

à l'amélioration du bien-être et à l'épanouissement de nos concitoyens et de notre nation.

C'est la conviction qu'il m'est agréable d'exprimer en déclarant ouverte cette troisième session de la trente et unième Législature. Qu'il s'agisse des domaines politique, économique, social ou culturel, vous devrez apporter les solutions les plus appropriées aux problèmes qui nous confrontent.

Dans cette tâche essentielle, je ne doute point que vos délibérations sauront toujours maintenir au premier plan et la dignité éclairée qui sied à votre rôle, et le bien général du Québec et de tous ses habitants.

*Mesdames et Messieurs de
l'Assemblée nationale,*

Je sais que vous ne ménagerez aucun effort pour faire en sorte que la présente Législature permette au Québec de progresser et de se développer, afin d'accroître la qualité de vie de l'ensemble de ses citoyens et de permettre à notre collectivité de continuer de s'affirmer.

L'honorable lieutenant-gouverneur se retire, accompagné de son aide de camp.

M. le Président s'exprime comme suit:

J'ai l'honneur de communiquer à l'Assemblée le télégramme suivant:

Pointe-Claire, le 18 février 1978.

Monsieur Clément Richard,
Président,
Assemblée nationale du Québec,
Hôtel du Gouvernement,
Québec.

welfare and to the development of our fellow-citizens and of our nation.

It is this conviction that I express with pleasure in declaring open this third session of the Thirty-first Legislature. Whether it concerns political, economic, social or cultural matters, you will be called upon to provide the most appropriate solutions to the problems confronting us.

In performing this essential task, I am confident that, in your deliberations, you will always bear in mind the enlightened dignity which befits your responsibilities and the general well-being of Québec and of all its inhabitants.

*Ladies and Gentlemen of the
National Assembly,*

I am convinced that you will spare no effort to see that this Legislature makes it possible for Québec to grow and to develop in order to increase the quality of life of its citizens as a whole and to allow our collectivity to continue to assert itself.

The Honourable the Lieutenant-Governor retired, accompanied by his Aide-de-Camp.

Mr President made the following announcement:

I have the honour to inform the Assembly of the following telegram:

Pointe-Claire, 18 February 1978.

Mr Clément Richard,
President,
The National Assembly of Québec,
Hôtel du Gouvernement,
Québec.

C'est avec un profond regret que je dois vous aviser que je ne ferai plus partie du caucus de l'Union Nationale. Pouvez-vous me désigner un nouveau siège à l'Assemblée et m'allouer un autre bureau pour l'ouverture de la nouvelle session.

Votre tout dévoué,
Le député de Pointe-Claire,
(Signé) William F. Shaw.

Puis le Premier ministre prononce le message inaugural au nom du gouvernement.

Et un débat s'élève.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Levesque (Bonaventure).

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Burns propose:

Que les amendements ci-après soient apportés au règlement de l'Assemblée nationale, à titre de règlement sessionnel, pour valoir jusqu'à la fin de la présente session:

1. *Que* l'article 135 soit remplacé par le suivant:

«**135.** Les commissions élues permanentes de l'Assemblée sont les suivantes:

1. la commission de l'Assemblée nationale;
2. la commission de la présidence du conseil et de la constitution;
3. la commission des finances et des comptes publics;
4. la commission des affaires culturelles;
5. la commission des affaires intergouvernementales;
6. la commission des affaires municipales;

It is with deep regret that I must advise you that I will no longer be a member of the caucus of the Union Nationale Party. Could you arrange for alternate seating and office location for the opening of a new session.

Yours,
(Signed) William F. Shaw,
Member for Pointe-Claire.

The Prime Minister then delivered the inaugural message in the name of the government.

And a debate arising thereon.

The debate was adjourned on motion of Mr Levesque (Bonaventure).

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Burns moved:

That the following amendments be made to the Standing Orders of the National Assembly, as Sessional Orders, to remain in force until the end of the current session:

1. *That* Standing Order 135 be replaced by the following:

«**135.** The standing committees of the Assembly shall be the following:

1. Committee on the National Assembly;
2. Committee on the Presidency of the Council and the Constitution;
3. Committee on Finance and Public Accounts;
4. Committee on Cultural Affairs;
5. Committee on Intergovernmental Affairs;
6. Committee on Municipal Affairs;

7. la commission des affaires sociales;

8. la commission de l'agriculture;

9. la commission des communications;

10. la commission des consommateurs, coopératives et institutions financières;

11. la commission de l'éducation;

12. la commission de la fonction publique;

13. la commission de l'immigration;

14. la commission de l'industrie et du commerce;

15. la commission de la justice;

16. la commission du revenu;

17. la commission des richesses naturelles;

18. la commission des terres et forêts;

19. la commission du tourisme, de la chasse et de la pêche;

20. la commission des transports;

21. la commission du travail et de la main-d'oeuvre;

22. la commission des travaux publics et de l'approvisionnement;

23. la commission de la protection de l'environnement;

24. la commission de la jeunesse, des loisirs et des sports;

25. la commission de l'énergie;

26. la commission des engagements financiers;

27. la commission des corporations professionnelles.»

2. *Que* soit inséré, après l'article 148, l'article suivant:

«**148 A.** Par dérogation au paragraphe 1 de l'article 148, peuvent se faire entendre d'une commission les députés qui ont été désignés comme intervenants auprès de cette commission par la commission de l'Assemblée nationale suivant l'article 138. Les arti-

7. Committee on Social Affairs;

8. Committee on Agriculture;

9. Committee on Communications;

10. Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions;

11. Committee on Education;

12. Committee on the Civil Service;

13. Committee on Immigration;

14. Committee on Industry and Commerce;

15. Committee on Justice;

16. Committee on Revenue;

17. Committee on Natural Resources;

18. Committee on Lands and Forests;

19. Committee on Tourism, Fish and Game;

20. Committee on Transport;

21. Committee on Labour and Manpower;

22. Committee on Public Works and Supply;

23. Committee on Protection of the Environment;

24. Committee on Youth, Recreation and Sports;

25. Committee on Energy;

26. Committee on Financial Commitments;

27. Committee on Professional Corporations.»

2. *That* the following Standing Order be inserted after Standing Order 148:

“**148 A.** In derogation of paragraph 1 of Standing Order 148, Members designated by the Committee on the National Assembly, in accordance with Standing Order 138, as participating members of a committee may take part in the deliberations of the

cles 142 et 160 s'appliquent aux députés désignés comme intervenants; ceux-ci ont le droit de faire des motions.»

La motion est adoptée.

Conformément aux articles 22 et 136 du règlement, M. Burns propose:

Que la commission de l'Assemblée nationale soit instituée et que Mme/ MM. Bellemare, Bertrand, Bisailon, Blank, Burns, Cardinal, Cuerrier, Dus-sault, Fallu, Gendron, Grenier, Lamontagne, Laplante, Lavoie, Proulx, Richard et Vaillancourt (Jonquière) en soient les membres, et que cette commission se réunisse le mercredi 22 février 1978, à dix heures trente minutes, à la Salle 91 «A».

La motion est adoptée.

M. Burns propose:

Qu'aux fins de la prise en considération du message inaugural, l'Assemblée ajourne ses travaux au mercredi 22 février 1978, à quinze heures.

La motion est adoptée.

En conséquence, à seize heures vingt-cinq minutes, l'Assemblée s'ajourne.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

committee. Standing Orders 142 and 160 apply in respect of Members designated as participating members; the latter have the right to make motions."

The motion was adopted.

In accordance with Standing Orders 22 and 136, Mr Burns moved:

That the Committee on the National Assembly be appointed and that Mrs/ Messrs Bellemare, Bertrand, Bisailon, Blank, Burns, Cardinal, Cuerrier, Dus-sault, Fallu, Gendron, Grenier, Lamontagne, Laplante, Lavoie, Proulx, Richard and Vaillancourt (Jonquière) be members thereof, and that the Committee do meet Wednesday, 22 February 1978, at ten-thirty o'clock A.M., in Room 91 "A".

The motion was adopted.

Mr Burns moved:

That for the consideration of the inaugural message, the Assembly do adjourn its work until Wednesday, 22 February 1978, at three o'clock in the afternoon.

The motion was adopted.

At twenty-five minutes past four o'clock P.M., the Assembly accordingly adjourned.

CLÉMENT RICHARD,
President.

APPENDICE

LISTE des ministres et des fonctionnaires qui sont tenus de présenter à l'Assemblée nationale des rapports ou des comptes rendus périodiques.

Ministre ou fonctionnaire	Nature du rapport ou compte rendu	Article de loi ou de règlement ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le premier ministre.	Rapport annuel des activités de Sidbec.	1968, c. 77, a. 10.	Durant le cours de la session.
Le premier ministre.	Rapport des activités de la Société de développement de la Baie James.	1971, c. 34, a. 33.	Sans délai.
Le premier ministre.	Rapport des activités du Conseil du statut de la femme pour l'année financière précédente.	1973, c. 7, a. 18.	Sans délai.
Le premier ministre.	Rapport des activités de l'Office des professions du Québec pour son année financière précédente.	1973, c. 43, a. 16.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le premier ministre.	Rapport annuel des activités du Conseil interprofessionnel du Québec.	1973, c. 43, a. 22.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le premier ministre.	Rapport de l'activité de tout Bureau institué au sein d'une corporation professionnelle, et l'état financier de la corporation.	1973, c. 43, a. 102.	Dans les trente jours de sa réception, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les dix jours du début de la session suivante.
Le premier ministre.	Rapport des activités de l'Office de planification et de développement du Québec pour son année financière précédente.	1969, c. 16, a. 9b, édicté par a. 10.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.

APPENDIX

LIST of the Ministers and Officers whose duty it is to make periodical reports or statements to the National Assembly.

Minister or Officer	Nature of the report or statement	Article of the statute or the rule ordering the report or statement to be made	Time when the report or statement is to be made
The Prime Minister.	Annual report of the activities of Sidbec.	1968, c. 77, s. 10.	At each session.
The Prime Minister.	Report of the activities of the James Bay Development Corporation.	1971, c. 34, s. 33.	Forthwith.
The Prime Minister.	Report of the activities of the Council on the Status of Women for the previous fiscal year.	1973, c. 7, s. 18.	Forthwith.
The Prime Minister.	Report of the activities of the Québec Professions Board for its preceding fiscal year.	1973, c. 43, s. 16.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if it is not, within thirty days following the opening of the next session.
The Prime Minister.	Annual report of the activities of the Québec Interprofessional Council.	1973, c. 43, s. 22.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if it is not, within thirty days of the opening of the next session.
The Prime Minister.	Report of the activities of any Bureau established within a professional corporation, and the financial statement of the corporation.	1973, c. 43, s. 102.	Within thirty days after it is received if the National Assembly is in session or, if it is not, within ten days after the opening of the next session.
The Prime Minister.	Report of the activities of the Québec Planning and Development Bureau for its previous fiscal year.	1969, c. 16, s. 96, enacted by s. 10.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if it is not, within thirty days after the opening of the next session.

LISTE des ministres et des fonctionnaires qui sont tenus de présenter à l'Assemblée nationale des rapports ou des comptes rendus périodiques.—(Suite)

Ministre ou fonctionnaire	Nature du rapport ou compte rendu	Article de loi ou de règlement ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le premier ministre.	La proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil approuvant, mettant en vigueur et déclarant valide toute Convention complémentaire, à laquelle le Québec est partie, destinée à modifier, annuler ou remplacer la Convention de la Baie James et du Nord québécois.	1976, c. 46, a. 4.	Dans les quinze jours de son adoption, si l'Assemblée nationale est en session, sinon, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante ou, suivant le cas, dans les quinze jours de la reprise de ses travaux.
Le ministre d'État au développement culturel.	Rapport des activités de l'Office de la langue française pour l'exercice précédent.	1977, c. 5, a. 120.	Dans les trente jours de sa réception, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux, selon le cas.
Le ministre d'État au développement culturel.	Rapport des activités de la Commission de surveillance de la langue française pour l'exercice précédent.	1977, c. 5, a. 184.	Dans les trente jours de sa réception, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux, selon le cas.
Le ministre d'État au développement culturel.	Rapport des activités du Conseil de la langue française pour l'exercice précédent.	1977, c. 5, a. 204.	Dans les trente jours de sa réception, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux, selon le cas.

LIST of the Ministers and Officers whose duty it is to make periodical reports or statements to the National Assembly.—(Continued)

Minister or Officer	Nature of the report or statement	Article of the statute or the rule ordering the report or statement to be made	Time when the report or statement is to be made
The Prime Minister.	The proclamation emanating from the Lieutenant-Governor in Council, approving, giving effect to and declaring valid any complementary Agreement to which Québec is a party, designed to amend, rescind or replace the Agreement concerning James Bay and Northern Québec.	1976, c. 46, s. 4.	Within fifteen days of its adoption, if the National Assembly is in session or, if it is not, within fifteen days after the opening of the next session, or the resumption of its sittings, as the case may be.
The Minister of State for Cultural Development.	Report of the activities of the Office de la langue française for the preceding fiscal year.	1977, c. 5, s. 120.	Within thirty days following its receipt if the Assemblée nationale is in session or, if it is not, within thirty days after the opening of the next session or after resumption.
The Minister of State for Cultural Development.	Report of the activities of the Commission de surveillance de la langue française for the preceding fiscal year.	1977, c. 5, s. 184.	Within thirty days following its receipt if the Assemblée nationale is in session or, if it is not, within thirty days after the opening of the next session or after resumption.
The Minister of State for Cultural Development.	Report of the activities of the Conseil de la langue française for the preceding fiscal year.	1977, c. 5, s. 204.	Within thirty days following its receipt if the Assemblée nationale is in session or, if it is not, within thirty days after the opening of the next session or after resumption.

LISTE des ministres et des fonctionnaires qui sont tenus de présenter à l'Assemblée nationale des rapports ou des comptes rendus périodiques.—(Suite)

Ministre ou fonctionnaire	Nature du rapport ou compte rendu	Article de loi ou de règlement ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre des finances.	Arrêtés du lieutenant-gouverneur en conseil accordant une pension de retraite aux membres du personnel de la fonction publique.	S.R.Q. 1964, c. 14, a. 9.	Pendant la session en cours ou la session suivante.
Le ministre des finances.	État de tous les rapports et mandats spéciaux et de toute dépense encourue en conséquence.	1970, c. 17, a. 42.	Pas plus tard que le troisième jour au cours duquel l'Assemblée nationale siège après la signature des mandats.
Le ministre des finances.	État des comptes publics pour l'année financière qui vient d'expirer.	1970, c. 17, a. 72.	Au plus tard le 31 décembre suivant la fin de l'année financière ou, si la Législature ne siège pas, au plus tard le quinzième jour au cours duquel elle siège par la suite.
Le ministre des finances.	Rapport du Vérificateur général.	1970, c. 17, a. 79.	
Le ministre des finances.	État détaillé de tous les cautionnements fournis sous l'autorité de la Loi des employés publics et des changements qui peuvent y avoir été faits depuis l'époque à laquelle le dernier état a été soumis à la Législature.	S.R.Q., 1964, c. 12, a. 42.	Dans les quinze jours après l'ouverture de chaque session.
Le ministre des finances.	Rapport annuel de la Caisse de dépôt et placement du Québec.	1965 (1 ^{re} session), c. 23, a. 40.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre des finances.	Règlements de la Caisse de dépôt et placement du Québec.	1965 (1 ^{re} session), c. 23, a. 13.	Dans les quinze jours, si l'Assemblée nationale est alors en session; sinon dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante.

LIST of the Ministers and Officers whose duty it is to make periodical reports or statements to the National Assembly.—(Continued)

Minister or Officer	Nature of the report or statement	Article of the statute or the rule ordering the report or statement to be made	Time when the report or statement is to be made
The Minister of Finance.	Orders in council granting an annual pension to members of the civil service.	R.S.Q. 1964, c. 14, s. 9.	During the current or next ensuing session.
The Minister of Finance.	Statement of all reports and special warrants, and of all expenditures incurred in consequence thereof.	1970, c. 17, s. 42.	Not later than the third day on which the National Assembly sits after the signing of the warrants.
The Minister of Finance.	Statement of the public accounts for the previous fiscal year.	1970, c. 17, s. 72.	Not later than the 31st day of December following the expiration of the fiscal year to which they relate, if the Legislature is in session, or, if it is not, not later than the fifteenth day after it is in session.
The Minister of Finance.	Report of the Auditor-General.	1970, c. 17, s. 79.	
The Minister of Finance.	Detailed statement of all securities given under the authority of the Public Officers Act, and of any changes that may have been made thereto since the period of the previous return submitted to the Legislature.	R.S.Q. 1964, c. 12, s. 42.	Within fifteen days following the opening of each session.
The Minister of Finance.	Annual report of the Québec Deposit and Investment Fund.	1965 (1st session), c. 23, s. 40.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if not, within fifteen days after the opening of the next session.
The Minister of Finance.	Regulations of the Québec Deposit and Investment Fund.	1965 (1st session), c. 23, s. 13.	Within fifteen days if the National Assembly is in session or, if it is not, within fifteen days after the opening of the next session.

LISTE des ministres et des fonctionnaires qui sont tenus de présenter à l'Assemblée nationale des rapports ou des comptes rendus périodiques.—(Suite)

Ministre ou fonctionnaire	Nature du rapport ou compte rendu	Article de loi ou de règlement ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre des finances.	Rapport des activités de la Société d'exploitation des loteries et courses du Québec pour son année financière précédente.	1969, c. 28, a. 68.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre des finances.	Rapport des activités de la Société des alcools du Québec pour l'année financière précédente.	1971, c. 20, a. 59.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre des finances.	Rapport de l'administration du curateur public pour l'année financière précédente.	1971, c. 81, a. 40.	Dans les trente jours de sa réception, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les dix jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre des finances.	État des rapports du contrôleur des finances, des décisions du Conseil du trésor, et de toute dépense encourue en conséquence d'un mandat de paiement émis malgré le refus du contrôleur des finances.	1970, c. 17, a. 55.	Au plus tard le troisième jour au cours duquel l'Assemblée nationale siège après la signature du mandat émis sur l'ordre du Conseil du trésor.
Le ministre des finances.	Rapport de la Régie des mesures anti-inflationnistes sur le mouvement des prix, profits, rémunérations et dividendes en fonction des directives gouvernementales, ainsi que leur efficacité et leur utilité générale ou particulière vis-à-vis de certaines catégories d'entreprises ou de personnel.	1975, c. 16, a. 41.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante.

LIST of the Ministers and Officers whose duty it is to make periodical reports or statements to the National Assembly.—(Continued)

Minister or Officer	Nature of the report or statement	Article of the statute or the rule ordering the report or statement to be made	Time when the report or statement is to be made
The Minister of Finance.	Report of the activities of Société d'exploitation des loteries et courses du Québec for its previous fiscal year.	1969, c. 28, s. 68.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if it is not, within thirty days following the opening of the next session.
The Minister of Finance.	Report of the activities of the Québec Liquor Corporation for its previous fiscal year.	1971, c. 20, s. 59.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if not, within thirty days of the opening of the next session.
The Minister of Finance.	Report of the administration of the public curator for his preceding fiscal year.	1971, c. 81, s. 40.	Within thirty days after being received, if the National Assembly is in session or, if not, within ten days of the opening of the next session.
The Minister of Finance.	Statement of the reports of the Comptroller of Finance, of the decisions of the Treasury Board, and of any expenditure incurred according to a warrant of payment issued in spite of the refusal of the Comptroller of Finance.	1970, c. 17, s. 55.	Not later than the third day during which the National Assembly is sitting after the signing of the warrant issued upon the order of the Treasury Board.
The Minister of Finance.	Report of the Inflation Control Commission on changes in prices, profits, compensation and dividends in relation to the government directives and the effectiveness and workability of the directives both in general and in their application to particular classes of businesses or personnel.	1975, c. 16, s. 41.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if it is not, within fifteen days after the opening of the next session.

LISTE des ministres et des fonctionnaires qui sont tenus de présenter à l'Assemblée nationale des rapports ou des comptes rendus périodiques.—(Suite)

Ministre ou fonctionnaire	Nature du rapport ou compte rendu	Article de loi ou de règlement ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre des finances.	Rapport des constatations sur les enquêtes faites par la Régie pour déterminer si des fournisseurs de biens ou de services ou des catégories d'entre eux, non assujettis aux directives gouvernementales, sont d'une importance telle pour la lutte contre l'inflation qu'ils devraient être assujettis à un règlement.	1975, c. 16, a. 41.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre des finances.	Copie de tous les avis reçus par le lieutenant-gouverneur en conseil ou émanant de ce dernier, à l'effet que les directives gouvernementales concernant les mesures anti-inflationnistes n'ont pas été respectées.	1975, c. 16, a. 51.	Sans délai, si l'Assemblée nationale est en session, sinon, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre des finances.	Rapport du commissaire de la Régie des mesures anti-inflationnistes sur chaque enquête qu'il fait et sur l'exercice des fonctions et pouvoirs que lui confère la loi.	1975, c. 16, a. 52.	Sans délai, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre des finances.	Motion d'examen de toute proclamation prolongeant l'application de la Loi concernant les mesures anti-inflationnistes.	1975, c. 16, a. 134.	Dans les trois jours de son adoption, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.
Le ministre des terres et forêts.	Rapport des activités de son ministère pour la dernière année financière.	1974, c. 26, a. 4.	Dans les quinze jours de l'ouverture de chaque session.
Le ministre des terres et forêts.	Rapport des activités de la Société de cartographie du Québec pour son année financière précédente.	1969, c. 39, a. 18.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.

LIST of the Ministers and Officers whose duty it is to make periodical reports or statements to the National Assembly.—(Continued)

Minister or Officer	Nature of the report or statement	Article of the statute or the rule ordering the report or statement to be made	Time when the report or statement is to be made
The Minister of Finance.	Report of the findings of the Commission on the inquiries made to determine whether certain suppliers of goods or services or certain classes thereof, to whom the government directives do not apply, are of such strategic importance to the combatting of inflation that a regulation should be made applicable to them.	1975, c. 16, s. 41.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if it is not, within fifteen days after the opening of the next session.
The Minister of Finance.	A copy of all the notices received by or emanating from the Lieutenant-Governor in Council, showing that the government directives respecting anti-inflation measures have not been followed.	1975, c. 16, s. 51.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if it is not, within fifteen days of the opening of the next session.
The Minister of Finance.	Report of the Commissioner of the Inflation Control Commission on each inquiry he makes and on the performance of his duties and the exercise of his powers under this Act.	1975, c. 16, s. 52.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if it is not, within fifteen days after the opening of the next session.
The Minister of Finance.	A motion for consideration of a proclamation for the continuation in force of the Act respecting anti-inflation measures.	1975, c. 16, s. 134.	Not later than three days after being adopted if the National Assembly is in session, or, if it is not, within fifteen days of the opening of the next session or of the resumption of business.
The Minister of Lands and Forests.	Report of the activities of his department for the last fiscal year.	1974, c. 26, s. 4.	Within fifteen days of the opening of each session.
The Minister of Lands and Forests.	Report of the activities of the Québec Cartography Company for its previous fiscal year.	1969, c. 39, s. 18.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if it is not, within thirty days following the opening of the next session.

LISTE des ministres et des fonctionnaires qui sont tenus de présenter à l'Assemblée nationale des rapports ou des comptes rendus périodiques.—(Suite)

Ministre ou fonctionnaire	Nature du rapport ou compte rendu	Article de loi ou de règlement ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre des terres et forêts.	Rapport par la Société de cartographie du Québec de l'évaluation des actions ou biens acquis d'entreprises poursuivant les mêmes fins.	1969, c. 39, a. 15.	Dans les quinze jours de l'acquisition, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre des terres et forêts.	Les arrêtés en conseil adoptés en vertu de l'article 4 de la Loi pour assurer la stabilité et l'essor industriels de la ville et de la région de Matane.	1959/60, c. 23, a. 4.	Dans les quinze premiers jours de la session suivante.
Le ministre des terres et forêts.	Les arrêtés en conseil adoptés en vertu de la Loi pour stabiliser la petite industrie.	S.R.Q. 1964, c. 92, a. 100.	Dans les quinze premiers jours de la session suivante.
Le ministre des terres et forêts.	Rapport des activités de la Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec pour son année financière précédente.	1973, c. 21, a. 25.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre des terres et forêts.	Tout arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil approuvant un paiement visé à l'article 7 de la Loi de la Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec.	1973, c. 21, a. 9.	Sans délai, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre des terres et forêts.	Les arrêtés en conseil nécessaires pour mettre à effet les dispositions de la Loi des terres et forêts.	S.R.Q. 1964, c. 92, a. 6.	Dans les dix premiers jours de la session.
Le ministre des terres et forêts.	Tout arrêté en conseil adopté en vertu de l'article 18 de la Loi de la Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec.	1973, c. 21, a. 18.	Dans les quinze jours de son adoption, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante.

LIST of the Ministers and Officers whose duty it is to make periodical reports or statements to the National Assembly.—(Continued)

Minister or Officer	Nature of the report or statement	Article of the statute or the rule ordering the report or statement to be made	Time when the report or statement is to be made
The Minister of Lands and Forests.	Report by the Québec Cartography Company on the valuation of the shares or property acquired from undertakings pursuing the same objects.	1969, c. 39, s. 15.	Within fifteen days of the acquisition, if the National Assembly is in session or, if it is not, within fifteen days after the opening of the next session.
The Minister of Lands and Forests.	Orders in council adopted under section 4 of the Act to ensure the industrial stability and progress of the town and region of Matane.	1959/60, c. 23, s. 4.	Within the first fifteen days following the opening of the next session.
The Minister of Lands and Forests.	Orders in council adopted under the Act to stabilize small industry.	R.S.Q. 1964, c. 92, s. 100.	Within the first fifteen days of the following session.
The Minister of Lands and Forests.	Report of the activities of the Québec Wood Salvage, Logging and Forest Development Company for the previous fiscal year.	1973, c. 21, s. 25.	Forthwith, if the National Assembly is in session, or, if not, within thirty days following the opening of the next session.
The Minister of Lands and Forests.	Every order of the Lieutenant-Governor in council approving a payment contemplated in section 7 of the Québec Wood Salvage, Logging and Forest Development Company Act.	1973, c. 21, s. 9.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if it is not within fifteen days following the opening of the next session.
The Minister of Lands and Forests.	Orders in council necessary to carry out the provisions of the Lands and Forests Act.	R.S.Q. 1964, c. 92, s. 6.	Within the first ten days of the session.
The Minister of Lands and Forests.	Every order in council passed under section 18 of the Québec Wood Salvage, Logging and Forest Development Company Act.	1973, c. 21, s. 18.	Within fifteen days of its adoption if the National Assembly is in session or, if it is not, within fifteen days of the following session.

LISTE des ministres et des fonctionnaires qui sont tenus de présenter à l'Assemblée nationale des rapports ou des comptes rendus périodiques.—(Suite)

Ministre ou fonctionnaire	Nature du rapport ou compte rendu	Article de loi ou de règlement ordonnant la présentation	Epoque où la présentation doit être faite
Le ministre des terres et forêts.	Les arrêtés en conseil adoptés en vertu de l'article 108 de la Loi des terres et forêts.	S.R.Q. 1964, c. 92, a. 108 et 1974, c. 28, a. 32.	Dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivant la fin de l'année financière du gouvernement.
Le ministre des terres et forêts.	Rapport de l'Office du crédit agricole du Québec concernant l'administration de la Loi sur le crédit forestier pour l'année financière précédente.	1975, c. 33, a. 51.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre des richesses naturelles.	Rapport détaillé annuel des biens et des opérations de la Commission hydroélectrique de Québec.	S.R.Q. 1964, c. 86, a. 19.	Durant le cours de la session.
Le ministre des richesses naturelles.	Tout arrêté en conseil adopté en vertu de la Loi régissant l'exportation de l'énergie électrique.	S.R.Q. 1964, c. 85, a. 7.	Dans les quinze jours de leur adoption, si l'Assemblée nationale est alors en session, sinon, dans les quinze premiers jours de la session suivante.
Le ministre des richesses naturelles.	Rapport annuel de la Société québécoise d'exploration minière.	1965 (1 ^{re} session), c. 36, a. 18.	Durant le cours de la session.
Le ministre des richesses naturelles.	Tout arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil approuvant un paiement visé à l'article 6c de la Loi modifiant la Charte de la Société québécoise d'exploration minière.	1973, c. 20, a. 6.	Sans délai, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre des richesses naturelles.	Rapport annuel des demandes faites à la Régie de l'électricité et du gaz, des ordonnances qu'elle a rendues depuis son entrée en fonction ou, selon le cas, depuis son rapport précédent; du nombre, de la nature et du résultat des enquêtes faites pendant la même période.	S.R.Q. 1964, c. 87, a. 36.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session, sinon, au cours des trois premières semaines de la session suivante.

LIST of the Ministers and Officers whose duty it is to make periodical reports or statements to the National Assembly.—(Continued)

Minister or Officer	Nature of the report or statement	Article of the statute or the rule ordering the report or statement to be made	Time when the report or statement is to be made
The Minister of Lands and Forests.	Orders in council adopted under section 108 of the Lands and Forests Act.	R.S.Q. 1964, c. 92, s. 108 and 1974, c. 28, s. 32.	Within fifteen days of the opening of the session following the end of the fiscal year of the government.
The Minister of Lands and Forests.	Report of the Québec Farm Credit Bureau on the administration of the Forestry Credit Act for the preceding fiscal year.	1975, c. 33, s. 51.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if not, within thirty days of the opening of the next session.
The Minister of Natural Resources.	Detailed annual report of the property and operations of the Québec Hydro-Electric Commission.	R.S.Q. 1964, c. 86, s. 19.	During the session.
The Minister of Natural Resources.	Every order in council adopted under the Act governing the exportation of electric power.	R.S.Q. 1964, c. 85, s. 7.	Within fifteen days of their adoption, if the National Assembly is then in session or, if it is not, within the first fifteen days of the following session.
The Minister of Natural Resources.	Annual report of the Québec Mining Exploration Company.	1965 (1st session), c. 36, s. 18.	During the session.
The Minister of Natural Resources.	Every order of the Lieutenant-Governor in council approving a payment contemplated in section 6c of the Act to amend the Charter of the Québec Mining Exploration Company.	1973, c. 20, s. 6.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if it is not, within fifteen days following the opening of the next session.
The Minister of Natural Resources.	Annual report of the applications made to the Electricity and Gas Board and of the orders issued by it since the beginning of its functions or, as the case may be, since its last report; of the number, nature and result of the investigations made during the same period.	R.S.Q. 1964, c. 87, s. 36.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if it is not, within the first three weeks of the following session.

LISTE des ministres et des fonctionnaires qui sont tenus de présenter à l'Assemblée nationale des rapports ou des comptes rendus périodiques.—(Suite)

Ministre ou fonctionnaire	Nature du rapport ou compte rendu	Article de loi ou de règlement ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre des richesses naturelles.	Rapport des activités de la Société québécoise d'initiatives pétrolières pour son année financière précédente.	1969, c. 36, a. 17.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre des richesses naturelles.	Tout arrêté en conseil adopté en vertu de la Loi autorisant la concession de certaines forces hydrauliques à Belleterre Québec Mines, Limited.	1947, c. 40, a. 1.	Immédiatement, si la Législature est en session, et, si elle ne l'est pas, dans les quinze premiers jours de la session suivante.
Le ministre de l'agriculture.	Tous les arrêtés en conseil adoptés en vertu de la Loi pour augmenter le domaine cultivable de la province.	1946, c. 31, a. 3.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session et, si elle ne l'est pas, dans les quinze premiers jours de la session suivante.
Le ministre de l'agriculture.	Rapport de l'activité de son ministère durant la précédente année financière.	S.R.Q. 1964, c. 101, a. 4.	Dans les quinze jours de l'ouverture de chaque session.
Le ministre de l'agriculture.	Rapport contenant un compte rendu de toutes les sommes payées en vertu de la Loi des sociétés de colonisation, ainsi que des opérations des diverses sociétés établies en vertu de ses dispositions, et de tous les résultats obtenus, de la manière la plus complète et la plus détaillée possible.	S.R.Q. 1964, c. 104, a. 17.	Durant le cours de la session.
Le ministre de l'agriculture.	Sur l'ordre du lieutenant-gouverneur, copies de tous les arrêtés en conseil réservant des cantons ou parties de cantons en faveur des sociétés de colonisation.	S.R.Q. 1964, c. 104, a. 18.	Dans les dix jours après l'ouverture de la session.
Le ministre de l'agriculture.	Rapport des opérations de la Régie de l'assurance-récolte du Québec pour l'année précédente.	1974, c. 31, a. 19.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante.

LIST of the Ministers and Officers whose duty it is to make periodical reports or statements to the National Assembly.—(Continued)

Minister or Officer	Nature of the report or statement	Article of the statute or the rule ordering the report or statement to be made	Time when the report or statement is to be made
The Minister of Natural Resources.	Report of the activities of the Québec Petroleum Operations Company for its preceding fiscal year.	1969, c. 36, s. 17.	Forthwith, if the National Assembly is then in session, and if it is not, within thirty days following the opening of the next session.
The Minister of Natural Resources.	Every order in council adopted in virtue of the Act to authorize the concession of certain waterpowers to Bellettre Québec Mines, Limited.	1947, c. 40, s. 1.	Forthwith, if the Legislature is in session or, if it is not, within the first fifteen days of the following session.
The Minister of Agriculture.	All the orders in council passed under the Act to enlarge the arable domain of the Province.	1946, c. 31, s. 3.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if it is not, within the first fifteen days of the following session.
The Minister of Agriculture.	Report of the activities of his department for the preceding fiscal year.	R.S.Q. 1964, c. 101, s. 4.	Within fifteen days following the opening of each session.
The Minister of Agriculture.	Detailed report containing a statement of all the sums paid under the Act respecting Colonization Societies and specifying, as fully and completely as possible, the operations of the various societies thereunder established, and the results obtained by them.	R.S.Q. 1964, c. 104, s. 17.	During the session.
The Minister of Agriculture.	Upon orders from the Lieutenant-Governor, copies of all the orders in council by which any townships or portions of townships are set apart for Colonization Societies.	R.S.Q. 1964, c. 104, s. 18.	Within ten days after the opening of the session.
The Minister of Agriculture.	Report of the operations of the Québec Crop Insurance Board for the previous year.	1974, c. 31, s. 19.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if it is not, within fifteen days following the opening of the next session.

LISTE des ministres et des fonctionnaires qui sont tenus de présenter à l'Assemblée nationale des rapports ou des comptes rendus périodiques.—(Suite)

Ministre ou fonctionnaire	Nature du rapport ou compte rendu	Article de loi ou de règlement ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre de l'agriculture.	Rapport des opérations de la Régie des marchés agricoles du Québec pour l'année précédente.	1966/67, c. 45, a. 12a, édicté par a. 1.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre de l'agriculture.	Rapport des activités de la Commission administrative des régimes d'assurance-stabilisation des revenus agricoles pour son année financière précédente.	1975, c. 41, a. 26.	Dans les trente jours, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre de l'agriculture.	Toute directive portant sur les objectifs et l'orientation de la Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires.	1975, c. 42, a. 4.	Dans les quinze jours de son approbation par le lieutenant-gouverneur en conseil, si l'Assemblée nationale est en session, sinon, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux après un ajournement de plus de vingt jours.
Le ministre de l'agriculture.	Rapport des activités de la Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires pour son exercice financier précédent.	1975, c. 42, a. 18.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session, sinon, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre des transports.	Rapport annuel des activités de son ministère.	1972, c. 54, a. 12.	Dans les six mois qui suivent la fin de chaque exercice financier.
Le ministre des transports.	Copies des arrêtés en conseil adoptés en vertu de la Loi concernant la route Trans-Canada.	1950, c. 44, a. 4 et 1972, c. 54, a. 1.	Dans les vingt jours de la session suivante.

LIST of the Ministers and Officers whose duty it is to make periodical reports or statements to the National Assembly.—(Continued)

Minister or Officer	Nature of the report or statement	Article of the statute or the rule ordering the report or statement to be made	Time when the report or statement is to be made
The Minister of Agriculture.	Report of the operations of the Québec Agricultural Marketing Board for the previous year.	1966/67, c. 45, s. 12a, enacted by s. 1.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if it is not, within fifteen days following the opening of the next session.
The Minister of Agriculture.	Report of the activities of the Commission administrative des régimes d'assurance-stabilisation des revenus agricoles for its previous fiscal year.	1975, c. 41, s. 26.	Within thirty days if the National Assembly is in session or, if it is not, within thirty days of the opening of the next session.
The Minister of Agriculture.	Every directive bearing on the goals and orientations of the Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires.	1975, c. 42, s. 4.	Within fifteen days of its approval by the Lieutenant-Governor in Council if the National Assembly is in session or, if not, within fifteen days of the opening of the next session or of the resumption of its work following an adjournment of more than twenty days.
The Minister of Agriculture.	Report of the activities of the Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires for its previous fiscal year.	1975, c. 42, s. 18.	Forthwith, if the National Assembly is in session, if not, within thirty days of the opening of the next session.
The Minister of Transport.	Annual report of the activities of his Department.	1972, c. 54, s. 12.	Within six months following the end of each fiscal year.
The Minister of Transport.	Copies of the orders in council passed under the Act respecting the Trans-Canada Highway.	1950, c. 44, s. 4 and 1972, c. 54, s. 1.	Within the first twenty days of the following session.

LISTE des ministres et des fonctionnaires qui sont tenus de présenter à l'Assemblée nationale des rapports ou des comptes rendus périodiques.—(Suite)

Ministre ou fonctionnaire	Nature du rapport ou compte rendu	Article de loi ou de règlement ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre des transports.	Rapport des biens, des opérations, des revenus et des dépenses de l'Office des autoroutes du Québec au 31 décembre de chaque année.	S.R.Q. 1964, c. 134, a. 34 et 1972, c. 54, a. 1.	Dans les quinze jours suivants, si l'Assemblée nationale est en session, sinon dans les quinze premiers jours de la session suivante.
Le ministre des transports.	Arrêtés ministériels adoptés en vertu de l'article 72 de la Loi de la voirie.	S.R.Q. 1964, c. 133, a. 73 et 1972, c. 54, a. 1.	Immédiatement, si la Législature est en session, et, si elle ne l'est pas, dans les quinze premiers jours de la session suivant leur adoption.
Le ministre des transports.	Rapport de la Société des traversiers du Québec pour son année financière précédente.	1971, c. 65, a. 20 et 1974, c. 62.	Dans les trente jours, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les dix jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre des transports.	Rapport des activités de la Commission des transports du Québec pour la précédente année financière.	1972, c. 55, a. 26.	Dans les trente jours de sa réception, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les dix jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre des travaux publics et de l'approvisionnement.	Rapport de l'activité de son ministère pour l'exercice financier précédent.	1973, c. 27, a. 12.	Dans les six mois qui suivent la fin de chaque exercice financier.
Le ministre des travaux publics et de l'approvisionnement.	Rapport annuel sur tous les travaux sous son contrôle indiquant l'état de chaque ouvrage, le montant des recettes et des dépenses sur chacun, et contenant toutes autres informations nécessaires.	S.R.Q. 1964, c. 138, a. 7.	Dans les dix premiers jours de chaque session.

LIST of the Ministers and Officers whose duty it is to make periodical reports or statements to the National Assembly.—(Continued)

Minister or Officer	Nature of the report or statement	Article of the statute or the rule ordering the report or statement to be made	Time when the report or statement is to be made
The Minister of Transport.	Report of the property, the operations, revenues and expenses of the Québec Autoroutes Authority as at December 31st of each year.	R.S.Q. 1964, c. 134, s. 34 and 1972, c. 54, s. 1.	Within the ensuing fifteen days if the National Assembly is then in session or, if it is not, within the first fifteen days of the following session.
The Minister of Transport.	Orders in council passed under section 72 of the Roads Act.	R.S.Q. 1964, c. 133, s. 73 and 1972, c. 54, s. 1.	Forthwith, if the Legislature is in session or, if it is not, within the first fifteen days of the next session following their adoption.
The Minister of Transport.	Report of the activities of the Québec Ferry Company for its previous fiscal year.	1971, c. 65, s. 20 and 1974, c. 62.	Within thirty days if the National Assembly is in session or, if not, within ten days after the opening of the next session.
The Minister of Transport.	Report of the activities of the Québec Transport Commission for the preceding fiscal year.	1972, c. 55, s. 26.	Within thirty days of its receipt, if the National Assembly is in session or, if not, within ten days of the opening of the next session.
The Minister of Public Works and Supply.	Report of the activities of his Department for the preceding fiscal year.	1973, c. 27, s. 12.	Within the six months following the end of the preceding fiscal year.
The Minister of Public Works and Supply.	Annual report on all the works under his control, showing the state of each work and the amounts received and expended in respect thereof, with such further information as may be required.	R.S.Q. 1964, c. 138, s. 7.	Within the first ten days of each session.

LISTE des ministres et des fonctionnaires qui sont tenus de présenter à l'Assemblée nationale des rapports ou des comptes rendus périodiques.—(Suite)

Ministre ou fonctionnaire	Nature du rapport ou compte rendu	Article de loi ou de règlement ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre des travaux publics et de l'approvisionnement.	Les arrêtés en conseil, ou un résumé de ceux-ci, établis sous le régime de la section 2 de la Loi du ministère des Travaux publics.	S.R.Q. 1964, c. 138, a. 55.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze premiers jours de la session suivante.
Le ministre des travaux publics et de l'approvisionnement.	Rapport des activités de la Société de développement immobilier du Québec pour son année financière précédente.	1971, c. 43, a. 15.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les dix jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre du travail et de la main-d'œuvre.	Rapport de l'activité de son ministère pour chaque exercice financier.	1968, c. 43, a. 5.	Dans les six mois qui suivent la fin de chaque exercice financier ou, si l'Assemblée nationale n'est pas alors en session, au plus tard le quinzième jour au cours duquel elle siège, après l'expiration de ce délai.
Le ministre du travail et de la main-d'œuvre.	Rapport des activités du Conseil consultatif du travail et de la main-d'œuvre, pour son année financière précédente et des études qu'il a effectuées ou a fait effectuer.	1968, c. 44, a. 15.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session; sinon à l'ouverture de la session suivante.
Le ministre du travail et de la main-d'œuvre.	Rapport des opérations de la Commission des accidents du travail durant le cours de l'année finissant le 31 décembre précédent.	S.R.Q. 1964, c. 159, a. 68.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session, et si elle ne l'est pas, dans les quinze premiers jours de la session suivante.

LIST of the Ministers and Officers whose duty it is to make periodical reports or statements to the National Assembly.—(Continued)

Minister or Officer	Nature of the report or statement	Article of the statute or the rule ordering the report or statement to be made	Time when the report or statement is to be made
The Minister of Public Works and Supply.	The orders in council passed under Division II of the Public Works Act, or a summary thereof.	R.S.Q. 1964, c. 138, s. 55.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if it is not, within the first fifteen days of the next session.
The Minister of Public Works and Supply.	Report of the activities of the Québec Real Estate Development Corporation for its previous fiscal year.	1971, c. 43, s. 15.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if not, within ten days after the opening of the next session.
The Minister of Labour and Manpower.	Report of the activities of his department for each fiscal year.	1968, c. 43, s. 5.	Within six months following the end of each fiscal year or, if the National Assembly is not then in session, not later than the fifteenth day during which it sits following the expiration of such delay.
The Minister of Labour and Manpower.	Report of the activities of the Advisory Council on Labour and Manpower for its preceding fiscal year and the studies it has carried out or caused to be carried out.	1968, c. 44, s. 15.	Forthwith, if the National Assembly is then in session or, if it is not, at the opening of the following session.
The Minister of Labour and Manpower.	Report of the operations of the Workmen's Compensation Commission as at December 31st of the previous year.	R.S.Q. 1964, c. 159, s. 68.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if it is not, within the first fifteen days of the next session.

LISTE des ministres et des fonctionnaires qui sont tenus de présenter à l'Assemblée nationale des rapports ou des comptes rendus périodiques.—(Suite)

Ministre ou fonctionnaire	Nature du rapport ou compte rendu	Article de loi ou de règlement ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre du travail et de la main-d'œuvre.	Rapport des activités de l'Office de la construction du Québec pour l'année financière précédente.	1975, c. 51, a. 1 <i>h</i> , édicte par a. 2.	Dans les trente jours, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre du travail et de la main-d'œuvre.	Rapport des activités de la Régie des entreprises de construction du Québec pour l'exercice financier précédent.	1975, c. 53, a. 24.	Dans les trente jours, si l'Assemblée nationale est en session, sinon, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre du travail et de la main-d'œuvre.	Rapport du conseil d'administration sur la gestion et la direction du syndicat mis en tutelle.	1975, c. 57, a. 11.	Dans les quinze jours, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre des affaires municipales et de l'environnement.	Rapport des activités du ministère des affaires municipales pour l'année précédente.	S.R.Q. 1964, c. 169, a. 3.	Dans les dix premiers jours de chaque session.
Le ministre des affaires municipales et de l'environnement.	Rapport des activités du Conseil consultatif de l'environnement pour l'année financière précédente.	1972, c. 49, a. 19.	Sans délai.
Le ministre des affaires municipales et de l'environnement.	Rapport des activités de la Société d'habitation du Québec pour son année financière précédente.	1966/67, c. 55, a. 24.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.

LIST of the Ministers and Officers whose duty it is to make periodical reports or statements to the National Assembly.—(Continued)

Minister or Officer	Nature of the report or statement	Article of the statute or the rule ordering the report or statement to be made	Time when the report or statement is to be made
The Minister of Labour and Manpower.	Report of the activities of the Office de la construction du Québec for the preceding fiscal year.	1975, c. 51, s. 1 <i>h</i> , enacted by s. 2.	Within thirty days, if the National Assembly is in session or, if it is not, within thirty days of the opening of the next session.
The Minister of Labour and Manpower.	Report of the activities of the Régie des entreprises de construction du Québec for the preceding fiscal year.	1975, c. 53, s. 24.	Within thirty days, if the National Assembly is in session or, if it is not, within thirty days of the opening of the next session.
The Minister of Labour and Manpower.	Report of the board of trustees of the management and control of the union under trusteeship.	1975, c. 57, s. 11.	Within fifteen days, if the National Assembly is in session or, if it is not, within fifteen days of the opening of the next session.
The Minister of Municipal Affairs and the Environment.	Report of the proceedings of his department during the year then next preceding.	R.S.Q. 1964, c. 169, s. 3.	Within the first ten days of each session.
The Minister of Municipal Affairs and the Environment.	Report of the activities of the Advisory Council on the Environment for the preceding fiscal year.	1972, c. 49, s. 19.	Forthwith.
The Minister of Municipal Affairs and the Environment.	Report of the activities of the Québec Housing Corporation for its previous fiscal year.	1966/67, c. 55, s. 24.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if it is not, within thirty days following the opening of the next session.

LISTE des ministres et des fonctionnaires qui sont tenus de présenter à l'Assemblée nationale des rapports ou des comptes rendus périodiques.—(Suite)

Ministre ou fonctionnaire	Nature du rapport ou compte rendu	Article de loi ou de règlement ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre des affaires municipales et de l'environnement.	Rapport des activités du Bureau d'assainissement des eaux du Québec métropolitain.	1968, c. 56, a. 22.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre des affaires municipales et de l'environnement.	Rapport des activités de la Société d'aménagement de l'Outaouais, pour l'année financière précédente.	1969, c. 85, a. 278.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre des affaires municipales et de l'environnement.	Rapport de la Régie des installations olympiques sur les biens en sa possession et sur ses activités pour son exercice financier précédent.	1975, c. 72, a. 30.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre des affaires culturelles.	Rapport détaillé de son activité et de celle des organismes sous sa juridiction durant la précédente année financière.	S.R.Q. 1964, c. 57, a. 5.	Dans les quinze premiers jours de chaque session.
Le ministre des affaires culturelles.	Rapport annuel des biens et des opérations de la Régie de la Place des Arts.	1964, 12-13, Eliz. II, c. 19, a. 17.	À chaque session.
Le ministre des affaires culturelles.	Rapport des activités de la Commission des biens culturels du Québec pour l'année écoulée.	1972, c. 19, a. 7.	Sans délai.
Le ministre des affaires culturelles.	Rapport annuel des biens en sa possession, des opérations et de l'état général des affaires de la Régie du Grand Théâtre de Québec.	1970, c. 16, a. 14.	À chaque session.
Le ministre des affaires culturelles.	États financiers de la corporation du Musée des beaux-arts de Montréal pour chaque exercice financier.	1972, c. 21, a. 14.	Le plus tôt possible.

LIST of the Ministers and Officers whose duty it is to make periodical reports or statements to the National Assembly.—(Continued)

Minister or Officer	Nature of the report or statement	Article of the statute or the rule ordering the report or statement to be made	Time when the report or statement is to be made
The Minister of Municipal Affairs and the Environment.	Report of the activities of the Greater Québec Water Purification Board.	1968, c. 56, s. 22.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if it is not, within thirty days following the opening of the next session.
The Minister of Municipal Affairs and the Environment.	Report of the activities of the Outaouais Development Corporation for the preceding fiscal year.	1969, c. 85, s. 278.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if it is not, within thirty days of the opening of the next session.
The Minister of Municipal Affairs and the Environment.	Report of the Régie des installations olympiques on the property in its possession and its activities for its preceding fiscal year.	1975, c. 72, s. 30.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if it is not, within thirty days after the opening of the next session.
The Minister of Cultural Affairs.	A detailed report of his activities and those of the bodies under his jurisdiction during the preceding fiscal year.	R.S.Q. 1964, c. 57, s. 5	Within the first fifteen days of each session.
The Minister of Cultural Affairs.	Annual report of the Régie de la Place des Arts on the property in its possession and respecting its operations.	1964, 12-13 Eliz. II, c. 19, s. 17.	Each session.
The Minister of Cultural Affairs.	Report of the activities of the Cultural Property Commission of Québec, for the preceding year.	1972, c. 19, s. 7.	Forthwith.
The Minister of Cultural Affairs.	Annual report of the Régie du Grand Théâtre de Québec on the property in its possession and respecting its operations, and showing the general state of its affairs.	1970, c. 16, s. 14.	Each session.
The Minister of Cultural Affairs.	The financial statement of the corporation of the Montreal Museum of Fine Arts, for each fiscal year.	1972, c. 21, s. 14.	As soon as possible.

LISTE des ministres et des fonctionnaires qui sont tenus de présenter à l'Assemblée nationale des rapports ou des comptes rendus périodiques.—(Suite)

Ministre ou fonctionnaire	Nature du rapport ou compte rendu	Article de loi ou de règlement ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre des affaires culturelles.	Rapport annuel du secrétaire général de l'Office Franco-Québécois pour la Jeunesse.	1968, c. 7, a. 6.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de la session suivante.
Le ministre des affaires intergouvernementales.	Rapport détaillé de son activité durant la précédente année financière.	1974, c. 15, a. 9.	Dans les quinze premiers jours de chaque session.
Le ministre du tourisme, de la chasse et de la pêche.	Rapport détaillé de son activité et de celle des organismes sous sa juridiction durant la précédente année financière.	S.R.Q. 1964, c. 199, a. 4.	Dans les quinze jours de l'ouverture de chaque session.
Le ministre du tourisme, de la chasse et de la pêche.	Rapport des activités du bureau Hébergement Québec-Olympiques 76 pour l'année financière précédente.	1974, c. 77, a. 22.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session, sinon dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre des affaires sociales.	Rapport des activités du ministère des affaires sociales.	1970, c. 42, a. 11.	Dans les six mois qui suivent la fin de chaque exercice financier.
Le ministre des affaires sociales.	Rapport des activités de la Commission des affaires sociales pour l'année financière précédente.	1974, c. 39, a. 41.	Dans les trente jours de sa réception, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre des affaires sociales.	Tout arrêté en conseil adopté en vertu de l'article 17 de la Loi de la protection de la santé publique.	1972, c. 42, a. 22.	Au plus tard le troisième jour au cours duquel siège l'Assemblée nationale après l'adoption de l'arrêté.
Le ministre des affaires sociales.	Rapport annuel des activités du Conseil des affaires sociales et de la famille pour l'année financière précédente.	1970, c. 43, a. 17.	Sans délai.

LIST of the Ministers and Officers whose duty it is to make periodical reports or statements to the National Assembly.—(Continued)

Minister or Officer	Nature of the report or statement	Article of the statute or the rule ordering the report or statement to be made	Time when the report or statement is to be made
The Minister of Cultural Affairs.	Annual report of the Secretary General of the Office Franco-Québécois pour la Jeunesse.	1968, c. 7, s. 6.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if it is not, within thirty days following the opening of the next session.
The Minister of Intergovernmental Affairs.	Detailed report of his activities during the preceding fiscal year.	1974, c. 15, s. 9.	Within the first fifteen days of each session.
The Minister of Tourism, Fish and Game.	Detailed report of his activities and those of the bodies under his jurisdiction during the preceding fiscal year.	R.S.Q. 1964, c. 199, s. 4.	Within fifteen days following the opening of each session.
The Minister of Tourism, Fish and Game.	Report of the activities of the Hébergement Québec-Olympiques 76 Bureau for its previous financial year.	1974, c. 77, s. 22.	Forthwith, if the National Assembly is in session, if it is not, within thirty days of the opening of the next session.
The Minister of Social Affairs.	Report of the activities of the Social Affairs Department.	1970, c. 42, s. 11.	Within six months following the end of each fiscal year.
The Minister of Social Affairs.	Report of the activities of the Social Affairs Commission for its previous fiscal year.	1974, c. 39, s. 41.	Within thirty days after receipt thereof, if the National Assembly is in session or, if it is not, within thirty days after the opening of the next session.
The Minister of Social Affairs.	Any order in council made under section 17 of the Public Health Protection Act.	1972, c. 42, s. 22.	Not later than the third day during which the National Assembly is sitting, after the making of the order.
The Minister of Social Affairs.	Annual report on the activities of the Family and Social Affairs Council for the previous fiscal year.	1970, c. 43, s. 17.	Forthwith.

LISTE des ministres et des fonctionnaires qui sont tenus de présenter à l'Assemblée nationale des rapports ou des comptes rendus périodiques.—(Suite)

Ministre ou fonctionnaire	Nature du rapport ou compte rendu	Article de loi ou de règlement ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre des affaires sociales.	Rapport des activités de tout conseil régional de la santé et des services sociaux pour l'année se terminant le 31 mars précédent ainsi que tous les renseignements que le ministre peut prescrire.	1971, c. 48, a. 38 et 1977, c. 48, a. 8.	Dans les trente jours, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les dix jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre des affaires sociales.	Rapport détaillé des activités de l'Office de la prévention et du traitement de l'alcoolisme et des autres toxicomanies, pour chaque exercice financier.	1968, c. 48, a. 14.	Dans les six mois qui suivent la fin de chaque exercice ou, si l'Assemblée nationale n'est pas alors en session, au plus tard le quinzième jour au cours duquel elle siège après l'expiration de ce délai.
Le ministre des affaires sociales.	Rapport annuel des activités de la Régie de l'assurance-maladie du Québec pour l'année financière précédente.	1969, c. 53, a. 20.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre des affaires sociales.	Toute directive approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil portant sur les objectifs et l'orientation de la Régie de l'assurance-maladie du Québec dans l'exécution des fonctions qui lui sont confiées par la loi.	1969, c. 53, a. 26 et 1974, c. 40, a. 22.	Dans les cinq jours de son approbation par le lieutenant-gouverneur en conseil, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les cinq jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre des affaires sociales.	Rapport des activités, pour la précédente année financière, de la Commission de révision instituée en vertu de l'article 30 de la Loi de la protection du malade mental.	1972, c. 44, a. 45.	Dans les trente jours de sa réception, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.

LIST of the Ministers and Officers whose duty it is to make periodical reports or statements to the National Assembly.—(Continued)

Minister or Officer	Nature of the report or statement	Article of the statute or the rule ordering the report or statement to be made	Time when the report or statement is to be made
The Minister of Social Affairs.	Report of the activities of every regional health and social service council for the year ending on the preceding 31 March together with all information the Minister may prescribe.	1971, c. 48, s. 38 and 1977, c. 48, s. 8.	Within thirty days, if the Assemblée nationale is in session or, if it is not, within ten days of the opening of the next session.
The Minister of Social Affairs.	Detailed report of the activities of the Office for the Prevention and Treatment of Alcoholism and other Toxicomanias, for each fiscal year.	1968, c. 48, s. 14.	Within six months after the end of each fiscal year, or, if the National Assembly is not then in session, not later than the fifteenth day during which it sits after the expiration of such delay.
The Minister of Social Affairs.	Annual report of the activities of the Québec Health Insurance Board for its previous fiscal year.	1969, c. 53, s. 20.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if it is not, within thirty days of the opening of the next session.
The Minister of Social Affairs.	Every directive approved by the Lieutenant-Governor in Council bearing on the goals and orientations of the Québec Health Insurance Board in the performance of the function entrusted to it by law.	1969, c. 53, s. 26 and 1974, c. 40, s. 22.	Within five days of its approval by the Lieutenant-Governor in Council, if the National Assembly is in session or, if it is not, within five days of the opening of the next session.
The Minister of Social Affairs.	Report of the activities, for the previous fiscal year, of the Board of Review established under section 30 of the Mental Patients Protection Act.	1972, c. 44, s. 45.	Within thirty days after receipt thereof, if the National Assembly is in session or, if it is not, within thirty days after the opening of the next session.

LISTE des ministres et des fonctionnaires qui sont tenus de présenter à l'Assemblée nationale des rapports ou des comptes rendus périodiques.—(Suite)

Ministre ou fonctionnaire	Nature du rapport ou compte rendu	Article de loi ou de règlement ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre des affaires sociales.	Rapport annuel de la Régie des rentes du Québec.	1965 (1 ^{re} session), c. 24, a. 30.	Immédiatement, après le 31 mars, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze premiers jours de la session suivante.
Le ministre des affaires sociales.	Rapport quinquennal de l'analyse actuarielle de la Régie des rentes du Québec.	1965, c. 24, a. 225.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les cinq premiers jours de la session suivante.
Le ministre des affaires sociales.	Rapport d'un projet de loi modifiant la Loi du Régime de rentes du Québec.	1965, c. 24, a. 225.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les cinq premiers jours de la session suivante.
Le ministre des affaires sociales.	Rapport des activités de la Régie des rentes du Québec, en vertu du Régime des allocations familiales du Québec, pour l'année financière précédente.	1973, c. 36, a. 30.	Sans délai, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre des affaires sociales.	Rapports des établissements de services de santé portant sur les retenues effectuées pour chaque jour d'absence sur la rétroactivité des salariés.	1976, c. 29, a. 17.	Dans les quinze jours de leur réception si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre de l'éducation.	Rapport détaillé de l'activité de son ministère durant la précédente année financière.	S.R.Q. 1964, c. 233, a. 4.	Dans les quinze jours de l'ouverture de chaque session.

LIST of the Ministers and Officers whose duty it is to make periodical reports or statements to the National Assembly.—(Continued)

Minister or Officer	Nature of the report or statement	Article of the statute or the rule ordering the report or statement to be made	Time when the report or statement is to be made
The Minister of Social Affairs.	Annual report of the Québec Pension Board.	1965 (1st session), c. 24, s. 30.	Forthwith, after March 31st if the National Assembly is in session or, if it is not, within the first fifteen days of the following session.
The Minister of Social Affairs.	The actuarial report of the Québec Pension Board for every five years.	1965, c. 24, s. 225.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if it is not, within the first five days of the next session.
The Minister of Social Affairs.	Report on a bill to amend the Québec Pension Plan Act.	1965, c. 24, s. 225.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if it is not, within the first five days of the next session.
The Minister of Social Affairs.	Report of the activities of the Québec Pension Board, in accordance with the Québec Family Allowances Plan, for the preceding fiscal year.	1973, c. 36, s. 30.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if it is not, within fifteen days after the opening of the next session.
The Minister of Social Affairs.	Reports of the health services establishments regarding withholdings made on an employee's retroactive pay for each day of absence.	1976, c. 29, s. 17.	Within fifteen days of receiving them if the National Assembly is in session or, if it is not, within fifteen days after the opening of the next session.
The Minister of Education.	A detailed report of the activities of his department during the preceding fiscal year.	R.S.Q. 1964, c. 233, s. 4.	Within fifteen days after the opening of each session.

LISTE des ministres et des fonctionnaires qui sont tenus de présenter à l'Assemblée nationale des rapports ou des comptes rendus périodiques.—(Suite)

Ministre ou fonctionnaire	Nature du rapport ou compte rendu	Article de loi ou de règlement ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre de l'éducation.	Rapport annuel sur les activités du Conseil supérieur de l'éducation et sur l'état et les besoins de l'éducation.	S.R.Q. 1964, c. 234, a. 9.	À chaque session.
Le ministre de l'éducation.	Rapport des activités du Conseil des universités pour son année financière précédente.	1968, c. 64, a. 17.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre de l'éducation.	Tout plan d'investissements universitaires, s'il en est, préparé pour les cinq ans à venir.	1968, c. 65, a. 4.	Sans délai.
Le ministre de l'éducation.	Rapport annuel des activités de l'Université du Québec, y compris celles des instituts de recherche et écoles supérieures.	1968, c. 66, a. 25.	Sans délai.
Le ministre de l'éducation.	Rapport des activités de la Commission consultative de l'enseignement privé pour l'année scolaire précédente.	1968, c. 67, a. 8.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre de l'éducation.	Rapport d'étape indiquant l'orientation générale des recommandations principales du Conseil scolaire de l'île de Montréal sur la restructuration scolaire de l'île de Montréal.	1972, c. 60, a. 4.	Dès que possible.
Le ministre de l'industrie et du commerce.	Rapport des activités de la Société du parc industriel du centre du Québec, pour son année financière précédente.	1968, c. 60, a. 17.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre de l'industrie et du commerce.	Rapport des activités de la Société de développement industriel du Québec pour son année financière précédente.	1971, c. 64, a. 34.	Dans les trente jours, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les dix jours de l'ouverture de la session suivante.

LIST of the Ministers and Officers whose duty it is to make periodical reports or statements to the National Assembly.—(Continued)

Minister or Officer	Nature of the report or statement	Article of the statute or the rule ordering the report or statement to be made	Time when the report or statement is to be made
The Minister of Education.	Annual report on the activities of the Superior Council of Education and the state and needs of education.	R.S.Q. 1964, c. 234, s. 9.	At each session.
The Minister of Education.	Report of the activities of the Council of Universities for its preceding fiscal year.	1968, c. 64, s. 17.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if it is not, within thirty days following the opening of the next session.
The Minister of Education.	Any university investments plan prepared for the next five years.	1968, c. 65, s. 4.	Forthwith.
The Minister of Education.	Annual report of the activities of the University of Québec, including those of research institutes and superior schools.	1968, c. 66, s. 25.	Forthwith.
The Minister of Education.	Report of the activities of the Private Education Advisory Commission for the preceding academic year.	1968, c. 67, s. 8.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if it is not, within thirty days following the opening of the next session.
The Minister of Education.	An interim report indicating the general orientation of the principal recommendations of the School Council of the island of Montreal on the school reorganization for the island of Montreal.	1972, c. 60, s. 4.	As soon as possible.
The Minister of Industry and Commerce.	Report of the activities of the Central Québec Industrial Park Corporation for its preceding fiscal year.	1968, c. 60, s. 17.	Forthwith, if the National Assembly is then in session or, if it is not, within thirty days following the opening of the next session.
The Minister of Industry and Commerce.	Report of the activities of the Québec Industrial Development Corporation for its previous fiscal year.	1971, c. 64, s. 34.	Within thirty days, if the National Assembly is in session or, if not, within ten days after the opening of the next session.

LISTE des ministres et des fonctionnaires qui sont tenus de présenter à l'Assemblée nationale des rapports ou des comptes rendus périodiques.—(Suite)

Ministre ou fonctionnaire	Nature du rapport ou compte rendu	Article de loi ou de règlement ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre de l'industrie et du commerce.	Rapport des activités de la Société générale de financement du Québec pour son année financière précédente.	1973, c. 69, a. 3.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre de l'industrie et du commerce.	Rapport des activités de la Société Inter-Port de Québec pour son année financière précédente, accompagné d'un budget prévisionnel pour les deux années à venir.	1974, c. 57, a. 16.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre de l'industrie et du commerce.	Rapport des activités de la Société du parc industriel et commercial aéroportuaire de Mirabel pour l'année financière précédente, et de tous les renseignements prescrits par le ministre de l'industrie et du commerce du Québec ou par le ministre de l'expansion économique régionale du Canada.	1976, c. 32, a. 28.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre de la justice.	Liste des commissions délivrées pendant l'année aux employés publics.	S.R.Q. 1964, c. 12, a. 6; 1965 (1 ^{re} session), c. 16, a. 4a et 1969, c. 26, a. 95.	Dans les quinze premiers jours de la session.
Le ministre de la justice.	Rapport annuel des activités de la Commission de police du Québec.	1968, c. 17, a. 27.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre de la justice.	Rapport des activités de la Régie des loteries et courses du Québec pour la précédente année financière.	1969, c. 28, a. 19.	Dans les trente jours de sa réception si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.

LIST of the Ministers and Officers whose duty it is to make periodical reports or statements to the National Assembly.—(Continued)

Minister or Officer	Nature of the report or statement	Article of the statute or the rule ordering the report or statement to be made	Time when the report or statement is to be made
The Minister of Industry and Commerce.	Report of the activities of the General Investment Corporation of Québec for its preceding fiscal year.	1973, c. 69, s. 3.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if it is not, within thirty days of the opening of the next session.
The Minister of Industry and Commerce.	Report of the Société Inter-Port de Québec on its activities for the previous fiscal year, with its estimated budget for the two ensuing years.	1974, c. 57, s. 16.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if not, within thirty days after the opening of the next session.
The Minister of Industry and Commerce.	Report of the activities of the Société du parc industriel et commercial aéroportuaire de Mirabel for the previous fiscal year, and of all the information prescribed by either the Minister of Industry and Commerce of Québec or the Minister of Regional Economic Expansion of Canada.	1976, c. 32, s. 28.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if not, within thirty days after the opening of the next session.
The Minister of Justice.	List of commissions issued to officers in the civil service during the year.	R.S.Q. 1964, c. 12, s. 6; 1965 (1st session), c. 16, s. 4a and 1969, c. 26, s. 95.	Within the first fifteen days of the session.
The Minister of Justice.	Annual report of the activities of the Québec Police Commission.	1968, c. 17, s. 27.	Forthwith, if the National Assembly is then in session or, if it is not, within thirty days following the opening of the next session.
The Minister of Justice.	Report of the activities of Régie des loteries et courses du Québec for the previous fiscal year.	1969, c. 28, s. 19.	Within thirty days after being received, if the National Assembly is in session or, if it is not, within thirty days following the opening of the next session.

LISTE des ministres et des fonctionnaires qui sont tenus de présenter à l'Assemblée nationale des rapports ou des comptes rendus périodiques.—(Suite)

Ministre ou fonctionnaire	Nature du rapport ou compte rendu	Article de loi ou de règlement ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre de la justice.	Rapport des activités du Conseil consultatif de la justice pour l'année financière précédente.	1971, c. 13, a. 15.	Sans délai.
Le ministre de la justice.	Rapport des activités de la Commission des services juridiques pour l'exercice financier précédent.	1972, c. 14, a. 95.	Dans les six mois qui suivent la fin de chaque exercice financier.
Le ministre de la justice.	Rapport des activités et des recommandations de la Commission des droits de la personne pour l'année civile précédente.	1975, c. 6, a. 68.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre de la justice.	Rapport des activités de la Société québécoise d'information juridique pour l'exercice financier précédent.	1975, c. 12, a. 16.	Sans délai.
Le ministre de la justice.	Rapport des activités de la Commission des accidents du travail de Québec pour l'exercice précédent.	1977, c. 7, a. 25.	Dans les trente jours de sa réception si l'Assemblée nationale est en session, sinon, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux, selon le cas.
Le ministre de la justice.	Rapport des activités du Comité de la protection de la jeunesse pour l'exercice précédent ainsi que tous les renseignements que le ministre peut prescrire.	1977, c. 20, a. 30.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le procureur général.	Rapport des activités de la Commission de contrôle des permis d'alcool.	1971, c. 19, a. 193 et 1974, c. 14, a. 79.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.

LIST of the Ministers and Officers whose duty it is to make periodical reports or statements to the National Assembly.—(Continued)

Minister or Officer	Nature of the report or statement	Article of the statute or the rule ordering the report or statement to be made	Time when the report or statement is to be made
The Minister of Justice.	Report of the activities of the Advisory Council on Justice for the preceding financial year.	1971, c. 13, s. 15.	Forthwith.
The Minister of Justice.	Report of the activities of the Legal Services Commission for the preceding fiscal year.	1972, c. 14, s. 95.	Within six months after the end of each fiscal year.
The Minister of Justice.	Report of the activities and the recommendations of the Commission des droits de la personne for the preceding calendar year.	1975, c. 6, s. 68.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if it is not, within thirty days of the opening of the next session.
The Minister of Justice.	Report of the activities of the Société québécoise d'information juridique for the previous fiscal year.	1975, c. 12, s. 16.	Forthwith.
The Ministre de la justice.	Report of the activities of the Commission des accidents du travail de Québec for the preceding fiscal year.	1977, c. 7, s. 25.	Within thirty days after its receipt if the Assemblée nationale is in session or, if it is not, within thirty days of the opening of the next session or of resumption, as the case may be.
The Ministre de la justice.	Report of the activities of the Comité de la protection de la jeunesse for the preceding fiscal year together with all the information the Minister may prescribe.	1977, c. 20, s. 30.	Forthwith, if the Assemblée nationale is in session or, if it is not, within thirty days after the opening of the next session or after resumption.
The Attorney-General.	Report of the activities of the Liquor Permit Control Commission.	1971, c. 19, s. 193 and 1974, c. 14, s. 79.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if not, within thirty days of the opening of the next session.

LISTE des ministres et des fonctionnaires qui sont tenus de présenter à l'Assemblée nationale des rapports ou des comptes rendus périodiques.—(Suite)

Ministre ou fonctionnaire	Nature du rapport ou compte rendu	Article de loi ou de règlement ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre de l'immigration.	Rapport de l'activité de son ministère pour chaque exercice financier.	1968, c. 68, a. 10.	Dans les six mois qui suivent la fin de chaque exercice ou, si l'Assemblée nationale n'est pas alors en session, au plus tard le quinzième jour au cours duquel elle siège après l'expiration de ce délai.
Le ministre des consommateurs, coopératives et institutions financières.	Rapport de l'activité de son ministère durant la précédente année financière.	1967, c. 72, a. 7.	Dans les trente jours de l'ouverture de chaque session.
Le ministre des consommateurs, coopératives et institutions financières.	Règlements, s'il en est, adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil concernant la Loi des caisses d'épargne et de crédit.	1968, c. 76, a. 1.	Sans délai.
Le ministre des consommateurs, coopératives et institutions financières.	Rapport des opérations de la Régie de l'assurance-dépôts du Québec pour l'année précédente.	1966/67, c. 73, a. 20.	Immédiatement, après le 31 mars, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze jours du début de la session suivante.
Le ministre des consommateurs, coopératives et institutions financières.	États indiquant les permis accordés à des compagnies étrangères dans le cours de l'année financière précédente, le fonds social autorisé des corporations étrangères munies de permis et les honoraires payés pour chaque permis.	S.R.Q. 1964, c. 282, a. 13 et 1969, c. 26, a. 71.	À chaque session.
Le ministre des consommateurs, coopératives et institutions financières.	Rapports du capital, du trafic et des frais d'exploitation de toute compagnie de chemin de fer constituée en corporation par une loi de la Législature et de tout corps légalement constitué dans le but de construire, entretenir ou exploiter un chemin de fer dans cette province.	S.R.Q. 1964, c. 290, a. 187.	Dans les vingt et un premiers jours de chaque session.

LIST of the Ministers and Officers whose duty it is to make periodical reports or statements to the National Assembly.—(Continued)

Minister or Officer	Nature of the report or statement	Article of the statute or the rule ordering the report or statement to be made	Time when the report or statement is to be made
The Minister of Immigration.	Report of the activities of his department for each fiscal year.	1968, c. 68, s. 10.	Within six months following the end of each fiscal year or, if the National Assembly is not then in session, not later than the fifteenth day following the expiry of such delay.
The Minister of Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions.	Report of the activities of his department during the fiscal year then next preceding.	1967, c. 72, s. 7.	Within thirty days of the opening of each session.
The Minister of Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions.	Any regulations adopted by the Lieutenant-Governor in council respecting the Savings and Credit Unions Act.	1968, c. 76, s. 1.	Forthwith.
The Minister of Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions.	Report of the operations of the Québec Deposit Insurance Board for the previous year.	1966/67, c. 73, s. 20.	Forthwith, after March 31st, if the National Assembly is in session or, if it is not, within fifteen days following the opening of the next session.
The Minister of Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions.	A statement showing the licenses issued to extra-provincial corporations during the preceding fiscal year, the authorized capital of the extra-provincial corporations licensed and the fees paid for each license.	R.S.Q. 1964, c. 282, s. 13 and 1969, c. 26, s. 71.	Each session.
The Ministre des consommateurs, coopératives et institutions financières.	Returns of the capital, traffic and working expenditure of every railway company incorporated under an act of the Legislature and of every corporation enabled to construct, maintain and work a railway in this Province.	R.S.Q. 1964, c. 290, s. 187.	Within twenty-one days from the commencement of each session.

LISTE des ministres et des fonctionnaires qui sont tenus de présenter à l'Assemblée nationale des rapports ou des comptes rendus périodiques.—(Suite)

Ministre ou fonctionnaire	Nature du rapport ou compte rendu	Article de loi ou de règlement ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre des consommateurs, coopératives et institutions financières.	Rapport du surintendant des assurances sur l'état des affaires de tous les assureurs exerçant au Québec, pour l'année ayant pris fin le 31 décembre précédent.	1974, c. 70, a. 324.	Au plus tard le 30 juin suivant la fin de chaque année ou, si la Législature ne siège pas à cette date, dans les quinze premiers jours de la session suivante.
Le ministre des consommateurs, coopératives et institutions financières.	Rapport des activités du Conseil consultatif des institutions financières pour l'année financière précédente.	1975, c. 76, a. 29, édicté par a. 7.	Immédiatement.
Le ministre des consommateurs, coopératives et institutions financières.	Rapport des activités de la Régie de l'assurance automobile du Québec pour l'exercice financier précédent ainsi que tous les renseignements que le ministre peut exiger.	1977, c. 67, a. 19.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre des consommateurs, coopératives et institutions financières.	Rapport des activités du Fonds d'indemnisation pour l'exercice financier précédent ainsi que tous les renseignements que le ministre peut exiger.	1977, c. 68, a. 140.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre des consommateurs, coopératives et institutions financières.	Rapport des activités de la Société de développement coopératif pour l'année financière précédente ainsi que ses états financiers.	1977, c. 69, a. 50.	Dans les trente jours, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les dix jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre de la fonction publique.	Rapport de l'activité de son ministère pour chaque exercice financier.	1969, c. 14, a. 12.	Dans les six mois qui suivent la fin de chaque exercice financier.

LIST of the Ministers and Officers whose duty it is to make periodical reports or statements to the National Assembly.—(Continued)

Minister or Officer	Nature of the report or statement	Article of the statute or the rule ordering the report or statement to be made	Time when the report or statement is to be made
The Minister of Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions.	Report of the Superintendent of Insurance on the affairs of all the insurers in the province of Québec for the year ending on the 31st of December of the preceding year.	1974, c. 70, s. 324.	Not later than the 30th of June following the end of each year or, if the Legislature is not sitting at that date, within the first fifteen days of the next session.
The Minister of Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions.	Report of the activities of the Advisory Committee on Financial Institutions for the preceding fiscal year.	1975, c. 76, s. 29, enacted by s. 7.	Forthwith.
The Minister of Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions.	Report of the activities of the Régie de l'assurance automobile du Québec for the preceding fiscal year together with the information the Minister may require.	1977, c. 67, s. 19.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if it is not, within thirty days of the opening of the next session or after resumption.
The Ministre des consommateurs, coopératives et institutions financières.	Report of the activities of the Fonds d'indemnisation for the preceding fiscal year together with all the information the Minister may require.	1977, c. 68, s. 140.	Forthwith, if the Assemblée nationale is in session or, if it is not, within thirty days after the opening of the next session or after resumption.
The Minister of Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions.	Report of the operations of the Société de développement coopératif for the preceding fiscal year together with its financial statements.	1977, c. 69, s. 50.	Within thirty days if the National Assembly is in session or, if it is not, within ten days after the opening of the next session.
The Minister of the Civil Service.	Report of the activities of his department for each fiscal year.	1969, c. 14, s. 12.	Within six months following the end of each fiscal year.

LISTE des ministres et des fonctionnaires qui sont tenus de présenter à l'Assemblée nationale des rapports ou des comptes rendus périodiques.—(Suite)

Ministre ou fonctionnaire	Nature du rapport ou compte rendu	Article de loi ou de règlement ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre de la fonction publique.	Rapport annuel de la Commission de la fonction publique du Québec.	1965 (1 ^{re} session), c. 14, aa. 3 et 17 et 1969, c. 14, a. 23.	Dans les trente jours de l'ouverture de chaque session.
Le ministre de la fonction publique.	Rapport annuel de la Commission administrative du régime de retraite.	1973, c. 12, a. 26.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre du revenu.	État détaillé annuel des remises faites par le lieutenant-gouverneur en conseil, des taxes, droits et peages payables à la couronne ou des confiscations ou pénalités pécuniaires imposées pour contravention aux lois fiscales ou à l'administration de quelque ouvrage public produisant un péage ou un revenu.	1972, c. 22, a. 94.	Dans les quinze premiers jours de la session suivante.
Le ministre des communications.	Rapport de l'activité de son ministère pour chaque exercice financier.	1969, c. 65, a. 12.	Dans les six mois qui suivent la fin de chaque exercice financier.
Le ministre des communications.	Rapport annuel de l'éditeur officiel du Québec indiquant le nombre d'exemplaires du recueil des lois qui ont été imprimés au cours de l'année précédente, les personnes à qui des exemplaires de ce recueil ont été distribués et le nombre qui leur a été livré, l'autorisation en vertu de laquelle la livraison a été faite et le nombre d'exemplaires de recueils des lois qui restent alors en sa possession.	1968, c. 8, aa. 25 et 26, édictés par a. 8.	Dans les quinze premiers jours de la session.
Le ministre des communications.	Rapport des activités de l'Office de radiotélédiffusion du Québec pour son année financière précédente.	1969, c. 17, a. 19.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session, ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre des communications.	Copies de tous les arrêtés en conseil faits depuis la session précédente en rapport avec le Bureau de l'éditeur officiel du Québec.	1969, c. 26, a. 142, édicté par a. 6.	Dans les quinze premiers jours de chaque session.

LIST of the Ministers and Officers whose duty it is to make periodical reports or statements to the National Assembly.—(Continued)

Minister or Officer	Nature of the report or statement	Article of the statute or the rule ordering the report or statement to be made	Time when the report or statement is to be made
The Minister of the Civil Service.	Annual report of the Québec Civil Service Commission.	1965 (1st session), c. 14, ss. 3 and 17 and 1969, c. 14, s. 23.	Within thirty days after the opening of each session.
The Minister of the Civil Service.	Annual report of the Pension Commission.	1973, c. 12, s. 26.	Forthwith, if the National Assembly is then in session or, if it is not, within thirty days following the opening of the next session.
The Minister of Revenue.	Annual detailed statement of remissions made by the Lieutenant-Governor in Council, of any tax, duty or toll payable to the Crown, or for any forfeiture or pecuniary penalty imposed for any breach of a fiscal law or to the management of any public work producing a toll or revenue.	1972, c. 22, s. 94.	Within the first fifteen days of the next session thereof.
The Minister of Communications.	Report of the activities of his department for each fiscal year.	1969, c. 65, s. 12.	Within six months after the end of each fiscal year.
The Minister of Communications.	Annual report of the Québec Official Publisher showing the number of copies of the compilation of the statutes printed during the previous year, the persons to whom copies of such compilation were distributed and the number delivered to them and under what authority, and the number of copies of the compilation of the statutes then remaining in his possession.	1968, c. 8, ss. 25 and 26, enacted by s. 8.	Within the first fifteen days of the session.
The Minister of Communications.	Report of the activities of the Québec Broadcasting Bureau for its previous fiscal year.	1969, c. 17, s. 19.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if it is not, within thirty days following the opening of the next session.
The Minister of Communications.	Copies of all orders in council passed since the preceding session concerning the Office of the Québec Official Publisher.	1969, c. 26, s. 142, enacted by s. 6.	Within the first fifteen days of each session.

LISTE des ministres et des fonctionnaires qui sont tenus de présenter à l'Assemblée nationale des rapports ou des comptes rendus périodiques.—(Suite)

Ministre ou fonctionnaire	Nature du rapport ou compte rendu	Article de loi ou de règlement ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre des communications.	Rapport des activités de l'Institut québécois du cinéma pour l'exercice financier précédent.	1975, c. 14, a. 72.	Dans les quinze jours de sa réception, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le président de l'Assemblée nationale.	Les jugements et les rapports qu'il a reçus des juges concernant les élections contestées et un compte rendu des procédures qu'il a faites à cet égard.	S.R.Q. 1964, c. 8, a. 85.	Sans délai.
Le président de l'Assemblée nationale.	Rapport annuel des activités et des recommandations du Protecteur du citoyen.	1968, c. 11, a. 28.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le président de l'Assemblée nationale.	Arrêté en conseil nommant trois députés, membres du Conseil exécutif, commissaires de la régie interne de l'Assemblée nationale; et aussi, trois autres députés, membres du Conseil exécutif, comme commissaires suppléants.	S.R.Q. 1964, c. 6, a. 54 et 1971, c. 9, a. 8.	Au début de chaque session.
Le président de l'Assemblée nationale.	Toute disposition adoptée par les commissaires qui serait une dérogation aux lois, règlements et règles qui régissent l'administration et le personnel de l'Assemblée nationale.	S.R.Q. 1964, c. 6, a. 55 et 1971, c. 9, a. 9.	Au plus tard le quinzième jour au cours duquel siège l'Assemblée nationale après l'approbation d'une telle disposition.
Le président de l'Assemblée nationale.	Toute disposition autorisant le paiement d'une partie du coût des primes payables aux fins d'un plan d'assurance collective sur la vie des députés.	1971, c. 9, a. 101c, édicté par a. 19.	Au plus tard le quinzième jour au cours duquel siège l'Assemblée nationale après son adoption.

LIST of the Ministers and Officers whose duty it is to make periodical reports or statements to the National Assembly.—(Continued)

Minister or Officer	Nature of the report or statement	Article of the statute or the rule ordering the report or statement to be made	Time when the report or statement is to be made
The Minister of Communications.	Report of the activities of the Institut québécois du cinéma for the previous fiscal year.	1975, c. 14, s. 72.	Within fifteen days after it is received if the National Assembly is in session or, if it is not, within thirty days of the opening of the next session.
The President of the National Assembly.	Judgments and reports received from judges with reference to the controverted elections, and a statement of his own proceedings thereon.	R.S.Q. 1964, c. 8, s. 85.	Without delay.
The President of the National Assembly.	Annual report of the activities and recommendations of the Public Protector.	1968, c. 11, s. 28.	Forthwith, if the National Assembly is then in session or, if it is not, within thirty days following the opening of the next session.
The President of the National Assembly.	Order in council selecting three members of the National Assembly, already members of the Executive Council, as Commissioners of the Internal Economy of the National Assembly; and also, three other members of the Executive Council as substitute commissioners.	R.S.Q. 1964, c. 6, s. 54 and 1971, c. 9, s. 8.	At the beginning of each session.
The President of the National Assembly.	Any measure adopted by the commissioners and which would be a derogation to the acts, regulations and rules applicable to the administration and staff of the National Assembly.	R.S.Q. 1964, c. 6, s. 55 and 1971, c. 9, s. 9.	Not later than the fifteenth day on which the National Assembly sits after approval of such measure.
The President of the National Assembly.	Any measure adopted to authorize payment of a portion of the cost of the premiums payable for the purposes of a group life insurance plan for members.	1971, c. 9, s. 101c, enacted by s. 19.	Not later than the fifteenth day on which the National Assembly sits after it is adopted.

LISTE des ministres et des fonctionnaires qui sont tenus de présenter à l'Assemblée nationale des rapports ou des comptes rendus périodiques.—(Fin)

Ministre ou fonctionnaire	Nature du rapport ou compte rendu	Article de loi ou de règlement ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le président de l'Assemblée nationale.	Rapport des activités du directeur général du financement des partis politiques pour l'exercice financier précédent.	1977, c. 11, a. 93.	Dans les trente jours de sa réception, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante ou, suivant le cas, dans les quinze jours de la reprise des travaux de l'Assemblée après un ajournement de plus de vingt jours.
Le président général des élections.	Rapport détaillé et imprimé sur chaque élection générale, ainsi que sur les élections partielles qui ont eu lieu pendant la Législature précédente.	1973, c. 10, a. 21c, édicté par a. 2.	Après chaque élection générale.

Préparé conformément à l'article 178 du règlement de l'Assemblée nationale.

Le secrétaire général,

RENÉ BLONDIN.

LIST of the Ministers and Officers whose duty it is to make periodical reports or statements to the National Assembly.—(Concluded)

Minister or Officer	Nature of the report or statement	Article of the statute or the rule ordering the report or statement to be made	Time when the report or statement is to be made
The President of the National Assembly.	Report of the activities of the director general of financing of political parties for the preceding fiscal year.	1977, c. 11, s. 93.	Within thirty days after receiving it if the National Assembly is in session or, if it is not, within fifteen days after the opening of the next session or, as the case may be, within fifteen days after resumption following an adjournment of more than twenty days.
The Chief Returning-Officer.	Detailed and printed report on every general election and on the by-elections held during the precedent Legislature.	1973, c. 10, s. 21c, enacted by s. 2.	After every general election.

Prepared in accordance with Standing Order 178 of the National Assembly.

RENÉ BLONDIN,

Secretary General.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirty-first Legislature

Le mercredi 22 février 1978

Quinze heures

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Burns, il est—

Ordonné que le rapport de la commission de l'Assemblée nationale puisse être déposé aujourd'hui avant la fin de la séance.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Parizeau propose que des condoléances soient adressées à la famille de M. Jean-Henri Bieler, ex-sous-ministre des Finances, à l'occasion du décès de ce dernier survenu le 17 février 1978.

La motion est adoptée.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Roy propose que cette Assemblée commémore le souvenir du grand nationaliste que fut le Chanoine Lionel Groulx dont ce serait le centième anniversaire de naissance cette année et rende aussi un hommage officiel à sa mémoire. Il fut un ardent défenseur

Wednesday, 22 February 1978

Three o'clock P.M.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Burns,—

Ordered, that the report of the Committee on the National Assembly may be tabled today before the end of the sitting.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Parizeau moved that condolences be forwarded to the family of Mr Jean-Henri Bieler, former deputy-minister of Finance, on the occasion of his death which occurred on 17 February 1978.

The motion was adopted.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Roy moved that the Assembly do commemorate the hundredth anniversary of the birth of a great nationalist, Monsignor Lionel Groulx, and do render official homage to his memory. He was an ardent defender of the rights of French Canadians, an his-

des droits des Canadiens français, un historien de grand mérite et un artisan de notre avenir national.

La motion est adoptée.

Conformément à l'article 6 du règlement, M. Burns propose que les projets de loi suivants au nom du gouvernement soient inscrits au feuillet au stade où ils se trouvaient au moment de la prorogation:

Projet de loi n° 22.—Loi modifiant la Loi des travaux publics;

Projet de loi n° 39.—Loi sur le recours collectif;

Projet de loi n° 70.—Loi constituant la Société nationale de l'amiante;

Projet de loi n° 74.—Loi modifiant la Loi de la division territoriale;

Projet de loi n° 85.—Loi modifiant la Loi de la probation et des établissements de détention;

Projet de loi n° 92.—Loi sur la consultation populaire;

Projet de loi n° 95.—Loi favorisant la libération conditionnelle des détenus;

Projet de loi n° 98.—Loi modifiant la Loi du régime des eaux.

La motion est adoptée.

Les documents suivants sont déposés.

Par M. Lévesque (Taillon):

Rapport de la Commission d'étude et de consultation sur la révision du régime des négociations collectives dans les

torian of great merit and one of the artisans of our national consciousness.

The motion was adopted.

In accordance with Standing Order 6, Mr Burns moved that the following bills in the name of the Government be inscribed on the Agenda Paper at the stage they had reached at prorogation:

Bill No. 22.—An Act to amend the Public Works Act;

Bill No. 39.—An Act respecting the class action;

Bill No. 70.—An Act to establish the Société nationale de l'amiante;

Bill No. 74.—An Act to amend the Territorial Division Act;

Bill No. 85.—An Act to amend the Probation and Houses of Detention Act;

Bill No. 92.—Referendum Act;

Bill No. 95.—An Act to promote the parole of inmates;

Bill No. 98.—An Act to amend the Watercourses Act.

The motion was adopted.

The following documents were tabled:

By Mr Lévesque (Taillon):

Report of the study and consultation commission on the revision of the collective bargaining system in the public

secteurs public et parapublic, accompagné d'une synopsis du rapport.

(Document de la session n° 1.)

Par M. Morin (Sauvé):

Rapport annuel de l'Ordre des opticiens d'ordonnances du Québec, pour l'année 1976/77.

(Document de la session n° 2.)

Rapport annuel de la Corporation professionnelle des psychologues du Québec, pour l'année 1976/77.

(Document de la session n° 3.)

Document de consultation de la Commission d'étude sur les universités, en date de janvier 1978.

(Document de la session n° 4.)

Par M. Parizeau:

Rapport annuel du curateur public, pour l'année 1976.

(Document de la session n° 5.)

Volume 2 des comptes publics du gouvernement du Québec, pour l'année 1976/77.

(Document de la session n° 6.)

Par M. Tardif:

Rapport annuel de la Société d'habitation du Québec, pour l'année 1976.

(Document de la session n° 7.)

M. Burns donne l'avis suivant:

Demain, à compter de neuf heures trente minutes, la Commission permanente des engagements financiers siégera à la Salle 91 «A».

L'Assemblée reprend le débat sur le message inaugural.

M. Levesque (Bonaventure) propose: *Que* cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement de son incapacité

and parapublic sectors, together with a synopsis of the report.

(Sessional Papers, No. 1.)

By Mr Morin (Sauvé):

Annual report of the Order of Dispensing Opticians of Québec, for 1976/1977.

(Sessional Papers, No. 2.)

Annual report of the Professional Corporation of Psychologists of Québec, for 1976/77.

(Sessional Papers, No. 3.)

Document of consultation of the study commission on universities, dated January 1978.

(Sessional Papers, No. 4.)

By Mr Parizeau:

Annual report of the public curator, for 1976.

(Sessional Papers, No. 5.)

Volume 2 of the Public Accounts of the government of Québec, for 1976/77.

(Sessional Papers, No. 6.)

By Mr Tardif:

Annual report of the Québec Housing Corporation, for 1976.

(Sessional Papers, No. 7.)

Mr Burns gave the following notice:

The Standing Committee on Financial Commitments will sit tomorrow at nine-thirty o'clock A.M. in Room 91 "A".

The Assembly resumed the debate on the inaugural message.

Mr Levesque (Bonaventure) moved: *That* the Assembly do censure severely the government for its inability to

à redresser la situation économique du Québec.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Biron.

Conformément à un ordre adopté aujourd'hui par l'Assemblée, M. Vaillancourt (Jonquière), rapporteur désigné, dépose le rapport de la commission de l'Assemblée nationale qui s'est réunie, ce vingt-deuxième jour de février 1978, afin de désigner les membres qui feront partie des commissions permanentes, les intervenants et les députés désignés pour agir comme présidents des commissions permanentes. Des règlements sessionnels sont annexés au rapport.

Ce rapport contient également les délibérations de cette commission qui ont eu lieu les 28 octobre et 9 novembre 1977, ainsi que les 19 janvier et 7 février 1978, relativement à la radiodiffusion et télédiffusion des débats.

(Document de la session n° 8.)

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Burns propose que le rapport de la Commission de l'Assemblée nationale soit adopté et que les amendements au règlement contenus dans ce rapport soient adoptés à titre de règlement sessionnel pour la durée de la présente session et imprimés dans le procès-verbal de la présente séance.

La motion est adoptée.

Liste des membres de la Commission de l'Assemblée nationale:

Mme(s)—MM. Bellemare, Bertrand, Bisailon, Blank, Burns, Cardinal, Cuerrier, Dussault, Fallu, Gendron, Grenier, Lamontagne, Laplante, Lavoie, Proulx, Richard, Vaillancourt (Jonquière).

straighten out the economic situation in Québec.

The debate was adjourned on motion of Mr Biron.

In accordance with an Order adopted today by the National Assembly, Mr Vaillancourt (Jonquière), the appointed reporter, tabled the report of the Committee on the National Assembly, which sat, this twenty-second day of February 1978, to select the members who shall form the Standing Committees, the participating members, and the members selected to act as Chairmen of the Standing Committees. Sessional Orders are attached to the report.

This report also contains the debates of this Committee which took place on 28 October and 9 November 1977, and on 19 January and 7 February 1978, relating to the broadcasting and the televising of the debates.

(Sessional Papers, No. 8.)

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Burns moved that the report of the Committee on the National Assembly be adopted and that the amendments to the Standing Orders contained in this report be adopted as Sessional Orders, to remain in force until the end of the current session and printed in the Votes and Proceedings of the present sitting.

The motion was adopted.

List of the members which form the Committee on the National Assembly:

Mrs—Messrs Bellemare, Bertrand, Bisailon, Blank, Burns, Cardinal, Cuerrier, Dussault, Fallu, Gendron, Grenier, Lamontagne, Laplante, Lavoie, Proulx, Richard, Vaillancourt (Jonquière).

La liste des membres qui ont été choisis par la Commission de l'Assemblée nationale pour agir comme présidents des différentes commissions permanentes est la suivante:

MM. Bertrand, Blank, Boucher, Clair, Dussault, Jolivet, Laplante, Marcoux et Vaillancourt (Jonquière).

La liste des membres et des intervenants qui ont été choisis par la Commission de l'Assemblée nationale pour faire partie des commissions permanentes est la suivante:

List of the members appointed by the Committee on the National Assembly to act as Chairmen of the various Standing Committees:

Messrs Bertrand, Blank, Boucher, Clair, Dussault, Jolivet, Laplante, Marcoux and Vaillancourt (Jonquière).

List of the members and participating members appointed by the Committee on the National Assembly to be members of the following Standing Committees:

Commission de la Présidence du conseil et de la Constitution —Committee on the Presidency of the Council and the Constitution:

MM./Messrs Bisailon, Burns, Charbonneau, Garneau, Grenier, Laberge, Levesque (Bonaventure), Paquette, Roy, Samson, Vaugeois.

Intervenants—Participating members:

MM./Messrs Bertrand, Brochu, Dussault, Guay, Lavoie, Lévesque (Taillon), Morin (Louis-Hébert), Raynauld.

Commission des Finances et des Comptes publics—Committee on Finance and Public Accounts:

MM./Messrs Bordeleau, Charbonneau, Gagnon, Garneau, Goulet, Grégoire, Mackasey, Michaud, Parizeau, Roy.

Intervenants—Participating members:

MM./Messrs Boucher, Gosselin, Guay, Jolivet, Martel, O'Gallagher, Raynauld, Russell, Samson.

Commission des Affaires culturelles—Committee on Cultural Affairs:

Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, de Bellefeuille, Godin, Goldbloom, Guay, Lavoie-Roux, Le Moignan, O'Neill, Vaugeois.

Intervenants—Participating members:

MM./Messrs Beauséjour, Bertrand, Brochu, Ciaccia, Laplante, Laurin, Morin (Sauvé), Roy, Samson, St-Germain.

Commission des Affaires intergouvernementales—Committee on Intergovernmental Affairs:

Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Bertrand, Biron, Godin, Guay, Leblanc, Levesque (Bonaventure), Mackasey, Morin (Louis-Hébert), Vaugeois.

Intervenants—Participating members:

MM./Messrs Brochu, Couture, de Bellefeuille, Garneau, Johnson, Morin (Sauvé), Rancourt, Raynauld, Roy, Samson.

Commission des Affaires municipales—Committee on Municipal Affairs:

MM./Messrs Brassard, Caron, Cordeau, de Bellefeuille, Goldbloom, Guay, Mercier, Ouellette, Roy, Shaw, Tardif.

Intervenants—Participating members:

MM./Messrs Alfred, Charbonneau, Dubois, Lacoste, Léonard, Saindon, Samson, Vaugeois, Verreault.

Commission des Affaires sociales—Committee on Social Affairs:

Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Forget, Gosselin, Gravel, Grenier, Lavigne, Lavoie-Roux, Lazure, Martel, Paquette, Samson, Shaw.

Intervenants—Participating members:

MM./Messrs Alfred, Couture, Fontaine, Giasson, Lacoste, Marcoux, Marois, Saindon, Roy.

Commission de l'Agriculture—Committee on Agriculture:

MM./Messrs Baril, Brassard, Dubois, Gagnon, Garon, Giasson, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Picotte, Rancourt, Roy.

Intervenants—Participating members:

MM./Messrs Beauséjour, Charbonneau, Chevrette, Cordeau, Garneau, Mercier, Ouellette, Samson, Vaillancourt (Orford).

Commission des Communications—Committee on Communications:

MM./Messrs Bertrand, Ciaccia, de Bellefeuille, Godin, Guay, Laberge, Le Moignan, O'Neill, Vaillancourt (Orford).

Intervenants—Participating members:

MM./Messrs Beauséjour, Dussault, Fallu, Goulet, Larivière, Laurin, Lazure, Pagé, Roy, Samson.

Commission des Consommateurs, Coopératives et Institutions financières—Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions:

Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Beauséjour, Bisailon, Goulet, Laberge, Lalonde, Lefebvre, Paquette, Payette, Roy, Samson, St-Germain.

Intervenants—Participating members:

Mme/Mrs—MM./Messrs Fontaine, Gagnon, Giasson, Gosselin, Gravel, Leblanc, Perron, Raynauld.

Commission de l'Éducation—Committee on Education:

Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Chevrette, Jolivet, Lavoie-Roux, Le Moignan, Marquis, Morin (Sauvé), Paquette, Picotte.

Intervenants—Participating members:

MM./Messrs Bisaillon, de Bellefeuille, Desbiens, Gosselin, Goulet, Lacoste, Roy, Samson, Springate, St-Germain.

Commission de la Fonction publique—Committee on the Civil Service:

MM./Messrs Bellemare, Bisaillon, Chevrette, de Belleval, Garneau, Gendron, Gravel, Jolivet, Pagé.

Intervenants—Participating members:

Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Beauséjour, Dussault, Lacoste, Le Moignan, Martel, Ouellette, Picotte, Roy, Samson, Vaillancourt (Orford).

Commission de l'Immigration—Committee on Immigration:

MM./Messrs Alfred, Blank, Brochu, Couture, Laplante, Lavigne, Lefebvre, Marchand, Martel.

Intervenants—Participating members:

MM./Messrs Bellemare, Boucher, Charron, Ciaccia, Lessard, Mackasey, Marcoux, Roy, Samson, Vaugois.

Commission de l'Industrie et du Commerce—Committee on Industry and Commerce:

Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Dubois, Gosselin, Grégoire, Leblanc, Mackasey, Marquis, Ouellette (Beauce-Nord), Raynauld, Shaw, Tremblay.

Intervenants—Participating members:

MM./Messrs Caron, Ciaccia, Godin, Goulet, Landry, Lefebvre, Michaud, Perron, Roy, Samson.

Commission de la Justice—Committee on Justice:

MM./Messrs Alfred, Bédard, Blank, Charbonneau, Chevrette, Fontaine, Lacoste, Lalonde, Samson, Vaillancourt (Jonquière).

Intervenants—Participating members:

MM./Messrs Ciaccia, Cordeau, Duhaime, Lavigne, Léger, Marois, Pagé, Roy, Tardif.

Commission du Revenu—Committee on Revenue:

MM./Messrs Dubois, Gagnon, Garneau, Mackasey, Martel, Mercier, Michaud, Parizeau, Vaugois.

Intervenants—Participating members:

Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Bérubé, Gendron, Goulet, Leblanc, O'Gallagher, Rancourt, Raynauld, Roy, Samson, Tremblay.

Commission des Richesses naturelles—Committee on Natural Resources:

MM./Messrs Bérubé, Bordeleau, Brochu, Forget, Grégoire, Laplante, Ouellette, Rancourt, Raynauld.

Intervenants—Participating members:

MM./Messrs Fontaine, Garneau, Godin, Landry, Larivière, Léger, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Paquette, Roy, Samson.

Commission des Terres et Forêts—Committee on Lands and Forests:

MM./Messrs Bérubé, Brassard, Desbiens, Giasson, Jolivet, Marquis, Pagé, Perron, Roy, Russell.

Intervenants—Participating members:

MM./Messrs Baril, Dubois, Larivière, Léger, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Marcoux, Mercier, O'Gallagher, Samson.

Commission du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche—Committee on Tourism, Fish and Game:

MM./Messrs Chevette, Desbiens, Duhaime, Grenier, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Michaud, Pagé, Perron, Samson, Verreault.

Intervenants—Participating members:

MM./Messrs Blank, Brassard, Gravel, Grégoire, Le Moignan, Mailloux, Marquis, Mercier, Roy.

Commission des Transports—Committee on Transport:

MM./Messrs Baril, Lessard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Mailloux, Marquis, Ouellette, Perron, Russell, Samson, Vaillancourt (Orford).

Intervenants—Participating members:

MM./Messrs Bellemare, Brassard, Desbiens, Gratton, Grégoire, Lavigne, Lefebvre, Roy, Verreault.

Commission du Travail et de la Main-d'oeuvre—Committee on Labour and Manpower:

MM./Messrs Bellemare, Chevette, Forget, Gosselin, Gravel, Johnson, Lavigne, Mackasey, Roy, Vaillancourt (Jonquière).

Intervenants—Participating members:

MM./Messrs Bisillon, Brochu, Jolivet, Laplante, Lefebvre, Pagé, Paquette, Samson, St-Germain.

Commission des Travaux publics et de l'Approvisionnement—Committee on Public Works and Supply:

Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Baril, Bordeleau, Gratton, Michaud, Ouellette, Perron, Rancourt, Russell, Samson, Vaillancourt (Orford).

Intervenants—Participating members:

MM./Messrs Bisillon, Cordeau, Couture, Lavigne, Lessard, Mailloux, Roy, Tardif, Verreault.

Commission de la Protection de l'environnement—Committee on Protection of the Environment:

MM./Messrs Beauséjour, Brassard, Caron, Cordeau, de Bellefeuille, Goldbloom, Lavigne, Léger, Mercier.

Intervenants—Participating members:

MM./Messrs Baril, Dubois, Grégoire, Lacoste, Léonard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Roy, Saindon, Samson, Verreault.

Commission de la Jeunesse, des Loisirs et des Sports—Committee on Youth, Recreation and Sports:

MM./Messrs Charron, Gravel, Grenier, Lacoste, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Marchand, Marquis, Michaud, Springate.

Intervenants—Participating members:

Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Bordeleau, Chevrette, Laplante, Larivière, Lavoie-Roux, Le Moignan, Ouellette (Beauce-Nord), Roy, Samson, Vaillancourt (Jonquière).

Commission de l'Énergie—Committee on Energy:

MM./Messrs Bordeleau, Brochu, Desbiens, Godin, Gratton, Joron, Mercier, Rancourt, Raynauld.

Intervenants—Participating members:

MM./Messrs Baril, Charbonneau, Fontaine, Forget, Johnson, Lavigne, Michaud, O'Gallagher, Roy, Samson.

Commission des Engagements financiers—Committee on Financial Commitments:

Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Baril, Bellemare, Bordeleau, de Belleval, Desbiens, Gratton, Laberge, Leblanc, Lefebvre, Marchand, Proulx, Roy, Samson.

Commission des Corporations professionnelles—Committee on Professional Corporations:

MM./Messrs Beauséjour, Blank, Fallu, Fontaine, Gosselin, Jolivet, Lalonde, Martel, Morin (Sauvé), Shaw.

Intervenants—Participating members:

MM./Messrs Bédard, Boucher, Clair, Dussault, Forget, Goulet, Lazure, Roy, Samson, Springate.

Les amendements ci-après sont apportés au règlement de l'Assemblée nationale, à titre de règlement sessionnel, pour valoir jusqu'à la fin de la présente session:

The following amendments are made to the Standing Orders of the National Assembly as Sessional Orders to be in force until the end of this session:

1. *Que* l'article 23 soit amendé en remplaçant le paragraphe 1 par le suivant:

«1. Le débat sur le message inaugural ne doit pas durer plus de vingt heures, mais on ne tient pas compte dans ces vingt heures du temps consacré aux votes.».

2. *Que* l'article 30 soit amendé en remplaçant, dans le paragraphe 1, les mots «à 15 heures, le mardi, le mercredi et le jeudi, et à 10 heures le vendredi», par les mots: «à 14 heures le mardi et le jeudi et à 10 heures le mercredi.».

3. *Que* l'article 31 soit amendé

a) en remplaçant, dans la deuxième ligne du paragraphe 1, le chiffre «23» par «22»;

b) en retranchant, dans le paragraphe 1, les mots «et à 13 heures le vendredi»;

c) en ajoutant le paragraphe suivant:

«4. Le mercredi, la séance est suspendue de 13 heures à 15 heures. Cette suspension a, sur l'affaire en cours, l'effet d'un ajournement et l'article 38 s'y applique.».

4. *Que* soit inséré, après l'article 31, l'article suivant:

«**31A.** 1. Sauf en cas d'urgence, l'Assemblée ne peut siéger du 24 juin au 7 septembre, ni du 22 décembre au 31 janvier.

2. Lorsque l'Assemblée est appelée à siéger durant l'une des périodes prévues au paragraphe 1, elle doit d'abord être saisie d'une motion faite en vertu des paragraphes 2 et 3 de l'article 84.

1. *That* Standing Order 23 be amended by replacing paragraph 1 by the following:

“1. The debate on the inaugural message shall not last more than twenty hours but time used in voting shall not be counted in such twenty hours.”.

2. *That* Standing Order 30 be amended by replacing, in paragraph 1, the words “at three o'clock in the afternoon on Tuesdays, Wednesdays and Thursdays, and at ten o'clock in the morning on Fridays”, by the words: “at two o'clock in the afternoon on Tuesdays and Thursdays, and at ten o'clock in the morning on Wednesdays.”.

3. *That* Standing Order 31 be amended

(a) by replacing, in the second line of paragraph 1, the word “eleven” by the word “ten”;

(b) by striking out, in paragraph 1, the words “and at one o'clock in the afternoon on Fridays”;

(c) by adding the following paragraph:

“4. On Wednesdays, the sitting shall be suspended from one o'clock until three o'clock in the afternoon. This suspension has the effect of an adjournment on the business under discussion, and Standing Order 38 shall apply.”.

4. *That* the following Standing Order be added after Standing Order 31:

“**31A.** 1. Except in cases of urgency, the Assembly shall not sit from June 24 to September 7, or from December 22 to January 31.

2. When the Assembly is called upon to sit during one of the periods mentioned in paragraph 1, it must first be put in possession of a motion under paragraphs 2 and 3 of Standing Order 84.

3. Nonobstant toute autre disposition, l'Assemblée peut, du 1^{er} au 23 juin et du 1^{er} au 21 décembre, siéger tous les jours de la semaine, sauf le samedi et le dimanche, de 10 heures jusqu'à ce qu'elle décide de s'ajourner, avec suspension des travaux de 13 à 15 heures et de 18 à 20 heures, et à toutes ces séances l'ordre des affaires du jour est celui prévu pour le mardi; pendant cette période, les articles 174 et 174-A sont suspendus et le débat prévu aux articles 24, 68, 78, 79, 80 et 81 se termine trois heures après l'heure indiquée pour le début de la séance.

4. Lorsque la première lecture d'un projet de loi a lieu durant l'une des périodes prévues au paragraphe 3, la troisième lecture de ce projet de loi ne peut avoir lieu durant cette même période, sauf si l'Assemblée a d'abord adopté, pour raison d'urgence, et pour chaque projet de loi, une motion faite en vertu des paragraphes 2 et 3 de l'article 84.»

5. *Que* l'article 33 soit remplacé par le suivant:

«À chaque séance, l'Assemblée, avant d'entamer les affaires du jour, procède aux affaires courantes dans l'ordre suivant:

1. Déclarations ministérielles
2. Dépôt de documents
3. Dépôt de rapports de commissions élues
4. Dépôt de rapports du greffier en loi sur les projets de loi privés
5. Présentation de projets de loi au nom du gouvernement
6. Présentation de projets de loi au nom des députés
7. Questions orales des députés
8. Motions non annoncées
9. Enregistrement des noms sur les votes en suspens.

3. Notwithstanding any other provision, the Assembly may, from June 1 to June 23 and from December 1 to December 21, sit every day of the week except Saturday and Sunday, from ten o'clock in the morning until such time as it decides to adjourn, with suspension of work from one o'clock till three o'clock in the afternoon and from six o'clock till eight o'clock in the evening, and at all such sittings, the order of business is that provided for Tuesday's sittings; during this period, Standing Orders 174 and 174-A are suspended and the debate provided under Standing Orders 24, 68, 78, 79, 80 and 81 is concluded three hours after the time appointed for the opening of the sitting

4. When the first reading of a bill takes place during one of the periods mentioned in paragraph 3, the third reading of this bill cannot take place during that same period, except if the Assembly has first adopted, for reasons of urgency, and for each bill, a motion made under paragraphs 2 and 3 of Standing Order 84.”

5. *That* Standing Order 33 be replaced by the following:

“At each sitting, the Assembly, before entering on the orders of the day, shall take up routine business in the following order:

1. Ministerial declarations
2. Tabling documents
3. Tabling reports by standing committees
4. Tabling reports by the Law Clerk respecting private bills
5. Introducing Government bills
6. Introducing Members' bills
7. Oral questions by Members
8. Making motions without notice
9. Entry of names on suspended votes.

Toutefois, le mercredi, l'Assemblée ne procède aux affaires courantes que lors de la reprise des travaux à 15 heures et les questions de privilège en vertu du paragraphe 1 de l'article 49 de même que les motions d'urgence en vertu de l'article 78 ne peuvent se faire avant l'expédition des affaires courantes, les avis prévus à ces articles étant donnés avant 14 heures.».

6. *Que l'article 35 soit amendé en ajoutant, à la fin du paragraphe 2, le sous-paragraphe suivant:*

«f) les questions avec débat.».

7. *Que l'article 36 soit amendé en remplaçant la deuxième phrase par la suivante:*

«Toutefois, après l'expédition des affaires courantes de la séance du mercredi, les affaires du jour sont appelées dans l'ordre prévu au paragraphe 2 de l'article 35, mais quant aux items mentionnés aux sous-paragraphe *c*, *d* et *e*, ils sont appelés suivant l'ordre indiqué par le leader parlementaire du gouvernement.».

8. *Que l'article 78 soit amendé en retranchant, dans le paragraphe 5, les mots: «sauf le vendredi alors qu'il prend fin à 13 heures.».*

9. *Que l'article 106 soit remplacé par le suivant:*

«**106.** 1. Quand l'enregistrement des noms est demandé, le président peut, à la demande du leader parlementaire du gouvernement, décider qu'il aura lieu plus tard au cours de la même séance, à l'heure qu'il indique, ou avant l'appel des affaires du jour de la séance suivante. À l'heure indiquée, toute autre affaire cessant, l'enregistrement a lieu sans autre avis.

However, on Wednesdays, the Assembly shall take up routine business only when proceedings are resumed at three o'clock in the afternoon, and questions of privilege under paragraph 1 of Standing Order 49 as well as motions relating to urgent matters under Standing Order 78 may not be made before the dispatch of routine business, notices provided for in these Standing Orders having been given before two o'clock in the afternoon.».

6. *That Standing Order 35 be amended by adding, at the end of paragraph 2, the following subparagraph:*

“(f) questions for debate.”.

7. *That Standing Order 36 be amended by replacing the second sentence by the following:*

“However, after the dispatch of routine business at Wednesday's sitting, business of the day shall be taken up in the order provided in paragraph 2 of Standing Order 35, although items mentioned in subparagraphs *c*, *d* and *e* shall be taken up in the order indicated by the Government House Leader.”.

8. *That Standing Order 78 be amended by striking out, in paragraph 5, the words “, except Fridays, when it shall end at one o'clock in the afternoon.”.*

9. *That Standing Order 106 be replaced by the following:*

“**106.** 1. When the entry of names is demanded, the President, at the request of the Government House Leader, may decide if it will be held later during the same sitting, at the time he shall set, or before the orders of the day are called at the next sitting. At the appointed time, proceedings on any other business shall be interrupted and the entry made without further notice.

2. Il ne peut y avoir remise de l'enregistrement des noms sur le vote d'une motion d'ajournement du débat ou de l'Assemblée.

3. Pour ce qui touche la marche d'une affaire, le vote est présumé avoir été pris lors de la séance au cours de laquelle la motion a d'abord été mise aux voix et l'enregistrement des noms demandé.».

10. *Que* soit inséré, immédiatement après l'article 119, l'article suivant:

«**119A.** À moins que cinq députés ne s'y opposent, le leader parlementaire du gouvernement peut, par une motion non annoncée qui n'est pas susceptible de débat ni d'amendement, proposer que la motion de deuxième lecture d'un projet de loi soit mise aux voix sans débat.».

11. *Que* l'article 127 soit amendé en remplaçant le paragraphe 2 par les suivants:

«**1-A.** Immédiatement après le discours du budget, chacun des critiques financiers des partis d'opposition peuvent le commenter pendant dix minutes. Le temps de ces commentaires initiaux n'est pas compté dans le temps alloué en vertu du paragraphe 3.

2. Le débat sur le discours du budget ne doit pas durer plus de quinze heures, y compris le temps alloué au ministre des finances et aux commentaires initiaux des critiques financiers des partis d'opposition. On ne tient pas compte, dans ces quinze heures, du temps consacré aux votes.».

12. *Que* l'article 150 soit remplacé par le suivant:

«**150.** 1. Les commissions élues peuvent siéger en tout temps lorsque l'Assemblée n'est pas en session ou lorsqu'elle a ajourné ses travaux pour plus de cinq jours.

2. The entry of names of the vote on a motion to adjourn the debate or the Assembly cannot be postponed.

3. As regards business in progress, the vote is considered to have taken place during the sitting when the motion was first put to the vote and the entry of names requested.”.

10. *That* the following Standing Order be added immediately after Standing Order 119:

“**119A.** Unless at least five Members object, the Government House Leader, by a notice without motion not subject to debate or amendment, may move that second reading of a bill be put to the vote without debate.”.

11. *That* Standing Order 127 be amended by replacing paragraph 2 by the following paragraphs:

“**1-A.** Immediately after the budget speech, the financial critic of each Opposition party may comment on it for ten minutes. The time for these initial comments shall not count in the time allotted under paragraph 3.

2. The debate on the budget speech must not last more than fifteen hours, including the time allotted to the Minister of Finance and for the initial comments of the financial critic of each Opposition party. No account shall be taken in such fifteen hours of time devoted to voting.”.

12. *That* Standing Order 150 be replaced by the following:

“**150.** 1. Standing committees may sit at any time when the Assembly is not sitting or when it has adjourned for more than five days.

2. Lorsque l'Assemblée est en session, à moins qu'elle ait ajourné ses travaux pour plus de cinq jours, les commissions peuvent siéger aux mêmes heures que celles prévues pour l'Assemblée, de même que le lundi à compter de 15 heures et de 10 heures à 12 heures 30 du mardi au vendredi. Toutefois, seulement deux commissions peuvent siéger durant les séances de l'Assemblée et aucune ne peut siéger durant la période des affaires courantes.

3. Aucune commission élue ne peut siéger après minuit, même lorsque l'Assemblée peut siéger après cette heure.

4. Toutefois, une commission peut, du consentement unanime de ses membres, poursuivre ses travaux après l'heure normalement prévue pour sa suspension ou son ajournement.»

13. *Que* l'article 151 soit amendé en insérant, avant le paragraphe c), lequel est redésigné comme étant le paragraphe d), le paragraphe suivant:

«c) les questions avec débat;».

14. *Que* l'article 154 soit amendé en ajoutant le paragraphe suivant:

«3. Avant que la commission n'entreprene l'étude article par article d'un projet de loi dont la deuxième lecture a été adoptée en vertu de l'article 119-A, chacun de ses membres peut s'exprimer sur le principe et la teneur générale du projet de loi.».

15. *Que* soit inséré, après l'article 162, l'article suivant:

«162 A. Lorsqu'une commission élue est saisie d'une question avec débat, elle est soumise aux règles spéciales suivantes:

a) le député qui a donné l'avis de question avec débat a droit d'être entendu le premier et le ministre questionné peut lui répondre immédiatement

2. When the Assembly is sitting, unless it has adjourned for more than five days, the committees may sit at the same hours as those provided for the Assembly, as well as on Monday, from three o'clock in the afternoon, and from ten o'clock in the morning to twelve-thirty o'clock in the afternoon from Tuesday to Friday. However, only two committees may sit while the Assembly is sitting and none may sit during the period for routine business.

3. No standing committee may sit after midnight even when the Assembly is allowed to sit after this hour.

4. However, a commission may, with the unanimous consent of its Members, continue its work after the time normally provided for its suspension or its adjournment.».

13. *That* Standing Order 151 be amended by adding, before paragraph c), redesignated paragraph d), the following paragraph:

“(c) questions for debate;”.

14. *That* Standing Order 154 be amended by adding the following paragraph:

“3. Before the committee undertakes the section by section examination of a bill, the second reading of which was adopted under Standing Order 119-A, each Member may express himself on the principle and the general content of the bill.”.

15. *That* the following Standing Order be added after Standing Order 162:

“162 A. When a question for debate is referred to a standing committee, it is subject to the following special rules:

(a) the Member who has given notice of the question for debate has a right to be heard first, and the Minister being questioned may answer immediately

après; chacune de ces interventions doit être limitée à vingt minutes;

b) un député peut prendre la parole aussi souvent qu'il lui plaît, à condition de ne parler plus de vingt minutes en tout; cette restriction ne s'applique pas au député qui a donné l'avis de question avec débat ni au ministre questionné lesquels ont un droit de parole privilégié;

c) le ministre peut se faire accompagner des fonctionnaires de son choix et les autoriser à prendre la parole et ils parlent alors en leur nom;

d) la commission ne désigne pas de rapporteur et il n'y a pas de rapport à l'Assemblée;

e) le quorum est présumé exister et l'absence de quorum ne peut être invoqué;

f) il ne peut y avoir ni motion, ni vote;

g) à 13 heures, ou lorsqu'il n'y a plus d'opinant, le président met fin aux travaux de la commission. ».

16. *Que* l'article 174 soit amendé en remplaçant, dans le paragraphe 4, le chiffre «23» par «22».

17. *Que* soit inséré, après l'article 174, l'article 174-A:

«174A. 1. Un député peut inscrire au feuillet un avis de question avec débat signifiant qu'il désire interroger un ministre qu'il désigne sur une affaire d'intérêt général qui relève de sa compétence administrative.

2. Le paragraphe 2 de l'article 63 s'applique à cet avis, comme si c'était une motion.

3. La question avec débat se discute au cours d'une seule séance de la commission élue permanente de qui relève

afterwards; each such speech must be limited to twenty minutes;

(b) a Member may speak as often as he wishes provided he does not speak more than twenty minutes in all; this restriction does not apply to the Member who has given notice of the question for debate or to the Minister being questioned;

(c) the Minister may be accompanied by civil servants of his choice and may authorize them to speak and they therefore speak on their behalf;

(d) the committee shall not appoint a reporter and no report shall be made to the Assembly;

(e) a quorum is presumed to be present and the lack of a quorum cannot be invoked;

(f) there cannot be any motion or vote;

(g) at one o'clock in the afternoon, or when no one wishes to speak further, the Chairman shall adjourn the proceedings of the committee.".

16. *That* Standing Order 174 be amended by replacing, in paragraph 4, the word "eleven" by the word "ten".

17. *That* Standing Order 174-A be added after Standing Order 174:

"174A. 1. A Member may have notice of a question for debate placed on the Agenda Paper, signifying his intention to question a Minister whom he shall designate on a matter of general interest within the latter's administrative competence.

2. Paragraph 2 of Standing Order 63 applies to this notice as if it were a motion.

3. The question for debate shall be discussed at only one sitting of the standing committee having jurisdiction

l'affaire soulevée; cette séance se tient le vendredi, de 10 heures à 13 heures.

4. Il ne peut y avoir plus d'une question avec débat par semaine. S'il y a plusieurs avis de question avec débat, le président peut déterminer l'ordre dans lequel ils seront appelés en tenant compte de l'ordre dans lequel les avis ont été donnés, de leur répartition entre les divers partis reconnus et de la présence à l'Assemblée de députés n'appartenant pas à un parti reconnu.

5. Il ne peut y avoir de question avec débat entre les sessions, ni lorsque l'Assemblée a ajourné ses travaux pour plus de cinq jours.

6. Avant l'appel des affaires du jour de la séance du jeudi, le président annonce la question avec débat qui sera appelée le vendredi de la semaine suivante et la commission qui en sera saisie; cette annonce équivaut à une convocation de cette commission. L'endroit où se réunit la commission est fixé par le leader parlementaire du gouvernement suivant la procédure ordinaire.»

À dix-huit heures neuf minutes, sur la motion de M. Burns, l'Assemblée s'ajourne à demain quinze heures.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

over the matter put forward; this sitting shall be held on Fridays, from ten o'clock in the morning until one o'clock in the afternoon.

4. Not more than one question for debate may be considered in the same week. If there are several notices of questions for debate, the President may decide the order in which they will be called, taking into consideration the order in which the notices were given, their distribution among the various recognized parties and the presence in the Assembly of Members belonging to no recognized party.

5. No question for debate may be considered between sessions or when the Assembly has adjourned its work for more than five days.

6. Before the orders of the day are called at Thursday's sitting, the President shall announce the question for debate that will be called on Friday of the following week and the committee to which it will be referred; this announcement is equivalent to the convening of this committee. The place where the committee will meet is determined by the Government House Leader according to the ordinary procedure."

At nine minutes past six o'clock P.M., on motion of Mr Burns, the Assembly adjourned until tomorrow, at three o'clock P.M.

CLÉMENT RICHARD,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirty-first Legislature

Le jeudi 23 février 1978

Quinze heures

Thursday, 23 February 1978

Three o'clock P.M.

Déclaration ministérielle de M. Burns, ministre d'État à la réforme électorale et parlementaire, portant sur les intentions du gouvernement quant à la télédiffusion des débats de l'Assemblée nationale.

Ministerial declaration by Mr Burns, minister of State for Electoral and Parliamentary Reform, as to the intentions of the government concerning the televising of the debates of the National Assembly.

Conformément à l'article 180 du règlement, M. Samson dépose le document suivant:

In accordance with Standing Order 180, Mr Samson tabled the following document:

Pétition signée par 4,509 citoyens de Rouyn dont la signature implique directement en plusieurs cas leurs conjoints, totalisant ainsi environ 5,000 personnes, lesquelles sont toutes solidaires avec le Comité contre la hausse des taxes scolaires, présidé par M. Jean-Rock Gervais, 38, rue Notre-Dame ouest, à Rouyn.

A petition signed by 4,509 citizens of Rouyn whose signatures in many cases, directly involve their spouses, approximately 5,000 persons in all who support the committee against the increase in school taxes, presided by Mr Jean-Rock Gervais, 38 Notre-Dame West, at Rouyn.

(Document de la session n° 9.)

(Sessional Papers, No. 9.)

M. le Président informe l'Assemblée que conformément à l'article 174 du règlement, M. Lalonde lui a remis un

Mr President informed the Assembly that in accordance with Standing Order 174, Mr Lalonde submitted a notice to

avis pour le débat de fin de séance sur la question suivante savoir: les raisons qui ont convaincu le gouvernement de renoncer à la consultation populaire qui devait normalement précéder l'entrée en vigueur des règlements relatifs à la Loi sur l'assurance automobile (L.Q. 1977, c. 68).

M. le Président donne avis que vendredi le 3 mars 1978, à compter de dix heures jusqu'à treize heures, la Commission permanente des consommateurs, coopératives et institutions financières siégera pour étudier la question avec débat du Député de Jacques-Cartier au Ministre des Consommateurs, Coopératives et Institutions financières sur le sujet suivant:

Application de la Loi constituant la Régie de l'assurance automobile (L.Q. 1977, c. 67) et de la Loi sur l'assurance automobile (L.Q. 1977, c. 68).

L'Assemblée reprend le débat sur le message inaugural et sur la motion de censure suivante:

De M. Levesque (Bonaventure):

«*Que cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement de son incapacité à redresser la situation économique du Québec.*»

M. Biron propose:

Que cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement d'avoir présenté un programme législatif qui ne répond pas aux préoccupations réelles des Québécois, notamment en matière de relance économique et de création d'emplois.

Le débat est suspendu.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Burns, il est—

him for the end of sitting debate on the following question, namely: the reasons that convinced the government to abandon the project of a public consultation which normally was to take place before the coming into force of the regulations respecting the Automobile Insurance Act (S.Q. 1977, c. 68).

Mr President gave notice that Friday, 3 March 1978, the Standing Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions will sit from ten o'clock A.M. until one o'clock P.M., for the purpose of examining the question for debate by the Member for Jacques-Cartier to the Minister of Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions on the following matter:

Application of the Act to establish the Régie de l'assurance automobile du Québec (S.Q. 1977, c. 67) and the Automobile Insurance Act (S.Q. 1977, c. 68).

The Assembly resumed the debate on the inaugural message and on the following motion of non-confidence:

By Mr Levesque (Bonaventure):

“*That the Assembly do censure severely the government for its inability to straighten out the economic situation in Québec.*”

Mr Biron moved:

That the Assembly do censure severely the government for having introduced a legislative program that does not correspond to the real preoccupations of Quebecers, more particularly in matters pertaining to the economic recovery and the creation of jobs.

The debate was suspended.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Burns,—

Ordonné que les députés de Rouyn-Noranda et de Beauce-Sud aient chacun un droit de parole de quarante-cinq minutes lors de leur intervention sur le message inaugural; que, dès qu'ils auront terminé leur discours, l'Assemblée suspende le débat sur le message inaugural et que, mardi prochain le 28 février aux affaires du jour, l'Assemblée reprenne le débat sur la motion de M. Bérubé proposant que le projet de loi n° 70, «Loi constituant la Société nationale de l'amiante», soit maintenant lu la deuxième fois.

À dix-huit heures dix minutes, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures quinze minutes.

Vingt heures quinze minutes

L'Assemblée reprend le débat sur le message inaugural et sur les motions de censure suivantes:

De M. Levesque (Bonaventure):

«*Que cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement de son incapacité à redresser la situation économique du Québec.*»

De M. Biron:

«*Que cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement d'avoir présenté un programme législatif qui ne répond pas aux préoccupations réelles des Québécois, notamment en matière de relance économique et de création d'emplois.*».

Du consentement unanime de l'Assemblée, le débat est ajourné sur la motion de M. Charron, au nom de M. Burns.

Ordered, that the Members for Rouyn-Noranda and Beauce-South each have the right to speak forty-five minutes during the debate on the inaugural message; that as soon as they have concluded their speech, the Assembly do suspend the debate on the inaugural message and that, next Tuesday, 28 February, during Business of the Day, the Assembly do resume the debate on the motion by Mr Bérubé proposing that bill No. 70, "An Act to establish the Société nationale de l'amiante", be now read the second time.

At ten minutes past six o'clock P.M., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until eight-fifteen o'clock P.M.

Eight-fifteen o'clock P.M.

The Assembly resumed the debate on the inaugural message and on the following motions of non-confidence:

By Mr Levesque (Bonaventure):

«*That the Assembly do censure severely the government for its inability to straighten out the economic situation in Québec.*»

By Mr Biron:

«*That the Assembly do censure severely the government for having introduced a legislative program that does not correspond to the real preoccupations of Quebecers, more particularly in matters pertaining to the economic recovery and the creation of jobs.*».

With the unanimous consent of the Assembly, the debate was adjourned on motion of Mr Charron, on behalf of Mr Burns.

Le débat de fin de séance est tenu et le Ministre des Transports répond au nom du gouvernement à la question soulevée par M. Lalonde.

À vingt-deux heures, l'Assemblée s'ajourne à mardi prochain quatorze heures.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

The end of sitting debate was held and the Minister of Transport replied in the name of the government to the question raised by Mr Lalonde.

At ten o'clock P.M., the Assembly adjourned until next Tuesday, at two o'clock P.M.

CLÉMENT RICHARD,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirty-first Legislature

Le mardi 28 février 1978

Quatorze heures

Tuesday, 28 February 1978

Two o'clock P.M.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Morin (Sauvé):

Rapport annuel de la Direction générale de l'enseignement supérieur concernant les bourses accordées par le ministère de l'Éducation, pour l'année 1977/78.

(Document de la session n° 10.)

Rapport annuel de la Corporation professionnelle des urbanistes du Québec, pour l'année 1976/77.

(Document de la session n° 11.)

Par M. Léonard:

Étude intitulée: *Les sociétés d'État et les objectifs économiques du Québec: une évaluation préliminaire*, éditée par l'Office de planification et de développement du Québec.

(Document de la session n° 12.)

The following documents were tabled:

By Mr Morin (Sauvé):

Annual report of the Higher Education General Branch, concerning the scholarships awarded by the Department of Education, for 1977/78.

(Sessional Papers, No. 10.)

Annual report of the Professional Corporation of Town Planners of Québec, for 1976/77.

(Sessional Papers, No. 11.)

By Mr Léonard:

A study entitled: *Les sociétés d'État et les objectifs économiques du Québec: une évaluation préliminaire*, published by the Québec Planning and Development Bureau.

(Sessional Papers, No. 12.)

Rapport annuel de l'Office de planification et de développement du Québec, pour l'année 1976/77.

(Document de la session n° 13.)

Par M. le Président:

Copies de deux arrêtés en conseil, portant les n°s 455-78 et 456-78, en date du 22 février 1978, nommant trois députés, membres du Conseil exécutif, commissaires de la régie interne de l'Assemblée nationale et trois autres députés, membres du Conseil exécutif, commissaires suppléants (S.R.Q. 1964, c. 6, a. 54 et L.Q. 1971, c. 9, a. 8.).

(Document de la session n° 14.)

Cinquième rapport de la Commission permanente de la réforme des districts électoraux, accompagné d'une annexe cartographique, en date de février 1978.

(Document de la session n° 15.)

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Bérubé proposant que le projet de loi n° 70, «Loi constituant la Société nationale de l'amiante», soit maintenant lu la deuxième fois.

M. Brochu propose:

Que la motion en discussion soit amendée en retranchant le mot «maintenant» et en ajoutant à la fin les mots «dans six mois».

Et un débat s'élève sur cet amendement.

À dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

Annual report of the Québec Planning and Development Bureau, for 1976/77.

(Sessional Papers, No. 13.)

By Mr President:

Copies of two Orders in Council, dated 22 February 1978 and bearing Nos. 455-78 and 456-78, appointing three members of the National Assembly, already members of the Executive Council, as commissioners of the Internal Economy of the National Assembly and three other members of the Executive Council as substitute commissioners (R.S.Q. 1964, c. 6, s. 54 and S.Q. 1971, c. 9, s. 8.).

(Sessional Papers, No. 14.)

Fifth report of the Standing Commission on reform of the electoral districts, together with a cartographic appendix, dated February 1978.

(Sessional Papers, No. 15.)

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Bérubé proposing that bill No. 70, "An Act to establish the Société nationale de l'amiante", be now read the second time.

Mr Brochu moved:

That the motion under debate be amended by striking out the word "now" and by adding at the end the words "this day six months".

And a debate arising on this amendment.

At six o'clock P.M., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until eight o'clock P.M.

Vingt heures

Et le débat continue.

Le débat sur l'amendement est
ajourné sur la motion de M. Blank.

À vingt-deux heures cinq minutes,
l'Assemblée s'ajourne à demain dix
heures.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

Eight o'clock P.M.

And the debate continuing thereon.

The debate on the amendment was
adjourned on motion of Mr Blank.

At five minutes past ten o'clock P.M.,
the Assembly adjourned until tomorrow
at ten o'clock A.M.

CLÉMENT RICHARD,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirty-first Legislature

Le mercredi 1^{er} mars 1978

Dix heures

À l'ouverture de la séance, M. le Président donne la directive suivante suite à une demande faite par le député de Laval au moment de l'ajournement de la séance d'hier, concernant la journée des députés pour ce mercredi-ci:

L'ordre adopté à la séance du 23 février dernier se lit comme suit:

«*Ordonné* que les députés de Rouyn-Noranda et de Beauce-Sud aient chacun un droit de parole de quarante-cinq minutes lors de leur intervention sur le message inaugural; que, dès qu'ils auront terminé leur discours, l'Assemblée suspende le débat sur le message inaugural et que, mardi prochain le 28 février aux affaires du jour, l'Assemblée reprenne le débat sur la motion de M. Bérubé proposant que le projet de loi n° 70, «Loi constituant la Société nationale de l'amiante», soit maintenant lu

Wednesday, 1 March 1978

Ten o'clock A.M.

At the opening of the sitting, Mr President gave this directive following a request made by the Member for Laval at the time of the adjournment of yesterday's sitting, concerning Members' day for this Wednesday:

The Order adopted at the sitting of last February 23 read as follows:

“*Ordered*, that the Members for Rouyn-Noranda and Beauce-South each have the right to speak forty-five minutes during the debate on the inaugural message; that, as soon as they have concluded their speech, the Assembly do suspend the debate on the inaugural message and that, next Tuesday, 28 February, during Business of the Day, the Assembly do resume the debate on the motion by Mr Bérubé proposing that bill No. 70, “An Act to establish the Société nationale de l'amiante”, be now

la deuxième fois».

La suspension dont il est question dans cet ordre existe pour une fin bien spécifique, bien déterminée, c'est-à-dire l'étude du projet de loi n° 70 en deuxième lecture. L'ordre de l'Assemblée est de ce fait restrictif et n'a pas pour effet de placer cette Assemblée dans la situation où elle sera lorsque le débat sur le message inaugural sera terminé. En vertu du paragraphe 6 de l'article 23 et de l'usage, il ne peut être procédé à aucune affaire importante sauf les exceptions contenues audit article ou décidées par ordre de l'Assemblée. C'est pourquoi la séance d'aujourd'hui ne sera pas considérée journée des députés et l'Assemblée continuera l'étude du projet de loi n° 70.

L'Assemblée reprend le débat sur l'amendement de M. Brochu à la motion de M. Bérubé proposant que le projet de loi n° 70, «Loi constituant la Société nationale de l'amiante», soit maintenant lu la deuxième fois, lequel amendement se lit comme suit:

«Que la motion en discussion soit amendée en retranchant le mot «maintenant» et en ajoutant à la fin les mots «dans six mois».

Le débat est ajourné sur la motion de M. Larivière.

À douze heures vingt-cinq minutes, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quinze heures.

read the second time".

The suspension mentioned in this Order was for a very specific and very definite purpose, that is to examine bill No. 70 in second reading. The Order of the Assembly was therefore restrictive and was not intended to place the Assembly in the situation where it will find itself when the debate on the inaugural message is completed. Under paragraph 6 of Standing Order 23 and according to custom, no important matter can be taken up except in cases mentioned in the said Standing Order or decided by Order of the Assembly. This is why today's sitting will not be considered Members' day, and the Assembly will continue the consideration of bill No. 70.

The Assembly resumed the debate on the amendment by Mr Brochu to the motion by Mr Bérubé proposing that bill No. 70, "An Act to establish the Société nationale de l'amiante", be now read the second time, which amendment reads as follows:

"That the motion under debate be amended by striking out the word "now" and by adding at the end the words "this day six months".

The debate was adjourned on motion of Mr Larivière.

At twenty-five minutes past twelve o'clock noon, Mr President left the Chair and the sitting was suspended until three o'clock P.M.

Quinze heures

Three o'clock P.M.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Bédard:

Rapport annuel du Tribunal de l'expropriation, pour l'année 1976/1977.
(Document de la session n° 16.)

Par M. O'Neill:

Rapport du Comité de travail sur la concentration de la presse écrite, intitulé: *De la précarité de la presse ou le citoyen menacé*.
(Document de la session n° 17.)

QUESTIONS ET RÉPONSES

Question de M. Biron:

Du 1^{er} novembre 1976 au 1^{er} février 1978, quel est, pour chaque mois, le montant total des obligations d'épargne que le gouvernement a été dans l'obligation de racheter?

Réponse de M. Parizeau:

novembre	1976	\$49,700,000
décembre	1976	24,600,000
janvier	1977	7,800,000
février	1977	6,600,000
mars	1977	5,600,000
avril	1977	4,800,000
mai	1977	5,300,000
juin	1977	9,600,000
juillet	1977	3,900,000
août	1977	3,300,000
septembre	1977	3,200,000
octobre	1977	2,700,000
novembre	1977	4,000,000
décembre	1977	2,600,000
janvier	1978	2,200,000

N.B. Cette série de données est fondée sur le montant des obligations présentés à chaque jour par les diverses banques à charte à notre agent-payeur.

The following documents were tabled:

By Mr Bédard:

Annual report of the Expropriation Tribunal, for 1976/77.
(Sessional Papers, No. 16.)

By Mr O'Neill:

Report of the working committee on the concentration of the written press, entitled: *De la précarité de la presse ou le citoyen menacé*.
(Sessional Papers, No. 17.)

QUESTIONS AND ANSWERS

Question by Mr Biron:

From 1 November 1976 to 1 February 1978, what was, for each month, the total amount of savings bonds the government had to buy back?

Answer by Mr Parizeau:

November	1976	\$49,700,000
December	1976	24,600,000
January	1977	7,800,000
February	1977	6,600,000
March	1977	5,600,000
April	1977	4,800,000
May	1977	5,300,000
June	1977	9,600,000
July	1977	3,900,000
August	1977	3,300,000
September	1977	3,200,000
October	1977	2,700,000
November	1977	4,000,000
December	1977	2,600,000
January	1978	2,200,000

N.B. This information is based on the amount of bonds presented each day by various charter banks to our paymaster.

Question de M. Caron:

1. En regard de la nouvelle politique d'achat au Québec, le gouvernement a-t-il reçu une plainte du Syndicat des métaux, local 6714, à l'effet qu'un contrat de 6,500 tonnes de tuyau, octroyé à la firme Canron Ltée et devant être initialement exécuté à Trois-Rivières, le serait actuellement à l'usine de la rue Sherry, à Toronto, et la marchandise expédiée au Québec par la suite?

2. Quelle a été la réponse du gouvernement?

Réponse de M. Tremblay:

En réponse à la question du député de Verdun, j'informe cette Assemblée que le ministère de l'Industrie et du Commerce n'a pas reçu de plainte du Syndicat des métaux, local 6714, concernant un contrat de 6,500 tonnes de tuyau, octroyé à la firme Canron Ltée et qui aurait été exécuté à Toronto au lieu de Trois-Rivières. Il est bien sûr possible qu'une telle plainte ait été portée mais le ministère de l'Industrie et du Commerce n'en a pas été saisi.

Question de M. Caron:

1. Le ministère de l'Industrie et du Commerce a-t-il reçu une demande de permis de M. Franz Weber pour l'implantation d'une usine de fabrication de fourrure synthétique, à Lourdes-de-Blanc-Sablon, comté de Duplessis?

2. Dans l'affirmative:

- a) le permis a-t-il été accordé;
- b) quels seront les investissements requis pour l'implantation de cette usine;
- c) combien d'emplois seront créés;
- d) la requête est-elle assortie d'une demande de subvention et/ou de prêt?

Question by Mr Caron:

1. Concerning the new purchasing policy of the province of Québec, did the government receive a complaint from the Syndicat des métaux, local 6714, that a contract for 6,500 tons of pipe which was granted to the firm Canron Ltd. and was to have been carried out in Trois-Rivières, is now being executed at the mill on Sherry Street, in Toronto, and the merchandise shipped afterwards to Québec?

2. What was the government's answer?

Answer by Mr Tremblay:

In answer to the question by the Member for Verdun, I wish to inform the Assembly that the Department of Industry and Commerce did not receive any complaints from the Syndicat des métaux, local 6714, concerning a contract for 6,500 tons of pipe which was granted to the firm Canron Ltd. and would have been carried out in Toronto instead of Trois-Rivières. It is possible, however, that such a complaint could have been lodged but the Department of Industry and Commerce was not made aware of it.

Question by Mr Caron:

1. Did the Department of Industry and Commerce receive an application from Mr Franz Weber for a permit to establish a synthetic fur factory at Lourdes-de-Blanc-Sablon, Duplessis county?

2. If so:

- (a) was the permit granted;
- (b) what investments will be required to establish this factory;
- (c) how many jobs will be created;
- (d) did the application include any request for a grant and/or a loan?

Réponse de M. Tremblay:

En réponse à la question du député de Verdun, M. Lucien Caron, j'informe cette Assemblée que le ministère de l'Industrie et du Commerce a reçu il y a quelques jours la lettre ci-jointe de Me Gaston Savard au nom de la Fondation Franz Weber concernant l'implantation d'une usine de fabrication de fourrure synthétique à Lourdes-de-Blanc-Sablon.

M. Weber avait rencontré des fonctionnaires du ministère de l'Industrie et du Commerce le 12 juillet dernier et leur avait indiqué verbalement son intention d'implanter une telle usine. Il avait été convenu par la suite que M. Weber soumettrait au nom de la Fondation du même nom un projet précis.

Pour mener à terme ses projets au Québec, M. Weber a désigné Me Savard pour le représenter. Les fonctionnaires du ministère de l'Industrie et du Commerce maintiennent des communications avec Me Savard et c'est mon intention de leur demander d'apporter leur soutien technique à la réalisation du projet envisagé, si après examen, il s'avère intéressant pour le Québec.

Question de M. Caron:

1. Des pressions ont-elles été faites auprès du MIC afin que l'article 18 des règlements de pêche du Québec lequel interdit aux pêcheurs commerciaux de pêcher le saumon de l'Atlantique entre 20 heures le samedi et 8 heures le lundi soit amendé?

2. Si oui, le ministère a-t-il l'intention de se rendre à cette requête?

3. Si non, pour quelles raisons?

Réponse de M. Tremblay:

En réponse à la question du député de Verdun, M. Lucien Caron, les fonctionnaires de mon ministère m'ont informé

Answer by Mr Tremblay:

To answer the question by the Member for Verdun, Mr Lucien Caron, I wish to inform the Assembly that the Department of Industry and Commerce received the enclosed letter, a few days ago, from Mr Gaston Savard, Advocate, written on behalf of the Franz Weber Foundation concerning the establishment of a synthetic fur factory at Lourdes-de-Blanc-Sablon.

Mr Weber had met with employees of the Department of Industry and Commerce on 12 July 1977 and had indicated his intention verbally of establishing such a factory. It was agreed, later on, that Mr Weber would submit a detailed project on behalf of the Foundation bearing the same name.

To bring his projects in Québec to a successful conclusion, Mr Weber appointed Mr Savard to represent him. The employees of the Department of Industry and Commerce are in constant relation with Mr Savard and it is my intention to ask them to provide technical assistance in view of achieving this project if, after examination, it proves interesting for Québec.

Question by Mr Caron:

1. Were representations made to the Department of Industry and Commerce to amend article 18 of the Québec fishing regulations which prohibits commercial fishermen to fish for Atlantic salmon from 8:00 o'clock P.M. on Saturdays to 8:00 o'clock A.M. on Mondays?

2. If so, does the Department intend complying with this request?

3. If not, why?

Answer by Mr Tremblay:

In answer to the question by the Member for Verdun, Mr Lucien Caron, the employees of my Department have

que des demandes avaient été effectivement soumises par des pêcheurs au ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche afin que les dispositions qui interdisent aux pêcheurs commerciaux de pêcher le saumon de l'Atlantique entre 20 heures le samedi et 8 heures le lundi soient modifiées.

Ces demandes n'ont toutefois pas, d'après les renseignements qui m'ont été fournis, encore été analysées.

Enfin, je demanderais au député de Verdun de bien vouloir prendre note que c'est le Ministre du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche qui est responsable de la réglementation concernant la pêche commerciale du saumon dans l'Atlantique.

Question de M. Giasson:

1. Quelles réponses le Ministre des Terres et Forêts a-t-il fournies aux demandes qui lui ont été formulées par le Comité de citoyens d'Esprit-Saint, le 26 septembre 1977, concernant:

a) la création d'un fonds forestier ou, à défaut, le choix de possibilités au moins aussi avantageuses à court et à long terme;

b) l'obtention d'un permis pour le moulin d'Esprit-Saint et son approvisionnement dans les limites municipales;

c) la suspension des travaux de la compagnie Lagacé sur les trente milles carrés tant et aussi longtemps qu'une réponse favorable n'aura pas été donnée sur le principe du fonds forestier ou sur une autre solution;

d) l'élaboration d'un plan d'aménagement de ce territoire pouvant avantager autant les travailleurs de Biencourt que ceux d'Esprit-Saint?

Réponse de M. Bérubé:

1. a) Le gouvernement a pris l'engagement de réaliser de façon continue des

informed me that requests had actually been made to the Department of Tourism, Fish and Game by some fishermen to amend the regulations prohibiting commercial fishermen to fish for Atlantic salmon from 8:00 o'clock P.M. on Saturdays to 8:00 o'clock A.M. on Mondays.

According to the information I was given, these requests have not yet been examined.

However, I would like to point out to the Member for Verdun that the Minister of Tourism, Fish and Game is responsible for the regulations concerning the commercial fishing of salmon.

Question by Mr Giasson:

1. What answers did the Minister of Lands and Forests give to the requests made by the citizens' movement of Esprit-Saint on 26 September 1977, concerning:

(a) the establishing of a forest reserve or, if not, a choice of possibilities at least as profitable on a short or long-term basis;

(b) the obtaining of a permit for the Esprit-Saint mill and its supplying within municipal limits;

(c) the suspending of the work carried out by the firm of Lagacé on the thirty square mile territory as long as a favourable answer has not been given on the question of a forest reserve or concerning any other solution;

(d) the drawing up of a development plan of this territory that could benefit the workers of Biencourt as well as those of Esprit-Saint?

Answer by Mr Bérubé:

1. (a) The government has undertaken to carry out forestry work in the

travaux sylvicoles dans l'unité de gestion du Grand-Portage pour un montant de \$2,000,000 par année de façon à accroître le rendement de cette forêt et ainsi amener la disponibilité de matière ligneuse au même niveau que les approvisionnements consentis;

b) le comité de citoyens d'Esprit-Saint a été avisé qu'il pourra obtenir un permis pour:

- une usine de bardeaux de cèdre d'une capacité annuelle de 1,500 unités de 100 pieds cubes;
- une usine de sciage de service d'une capacité annuelle maximale de 500,000 p.m.p.

c) la compagnie Lagacé continuera à exploiter les trente milles carrés selon le plan de gestion établi par le ministère des Terres et Forêts;

d) le ministère des Terres et Forêts est actuellement à finaliser le plan de gestion de l'unité de gestion du Grand-Portage (incluant le territoire de trente milles carrés) en consultation avec toutes les parties intéressées.

Question de M. Larivière:

1. Le Ministre des Richesses naturelles a-t-il confié à l'Université de Sherbrooke le mandat de procéder à un programme de recherche sur l'amiante?

2. Dans l'affirmative:

- a) à quelle date;
- b) quelle est la durée du mandat;

c) le gouvernement fédéral est-il intéressé de quelque façon à ce programme;

d) quel sera le coût de ce programme de recherche pour le gouvernement québécois?

Réponse de M. Bérubé:

- 1. Oui.
- 2. a) le 8 novembre 1977;

Grand-Portage management unit for an amount of \$2,000,000 per year in order to increase the yield of this forest so that the availability of wood supply may reach the same level as that of guaranteed supplies;

(b) the Esprit-Saint citizens' movement was informed that a permit will be issued to it for:

- a cedar shingle mill of an annual capacity of 1,500 cunits;

- a sawmill to supply local needs of a maximum annual capacity of 500,000 f.b.m.;

(c) the firm of Lagacé will continue to operate the thirty square mile area in accordance with the management plan established by the Department of Lands and Forests;

(d) the Department of Lands and Forests is completing at present the management plan of the Grand-Portage management unit (including the thirty square mile territory) in consultation with all the parties concerned.

Question by Mr Larivière:

1. Was the University of Sherbrooke entrusted by the Minister of Natural Resources with the task of carrying out a research program on asbestos?

2. If so:

- (a) on what date;
- (b) what is the length of the mandate;

(c) is the federal government interested in this program in any way;

(d) what will be the cost of this research program for the Québec government?

Answer by Mr Bérubé:

- 1. Yes.
- 2. (a) on 8 November 1977;

- b) 3 ans;
- c) le ministère de l'Expansion Économique Régionale contribue financièrement à ce programme de recherche en vertu de l'entente auxiliaire sur le développement minéral;
- d) \$544,000.

Question de M. Mackasey:

1. La bâtisse détenue par la Société de développement industriel du Québec, dans le Parc de la Communauté urbaine de Québec, à Saint-Augustin-de-Desmaures, a-t-elle été vendue?
2. Dans l'affirmative, quels sont:
 - a) la date;
 - b) les noms de l'acheteur;
 - c) l'utilisation projetée;
 - d) le montant de la transaction?

Réponse de M. Tremblay:

En réponse à la question du député de Notre-Dame-de-Grâce, M. Mackasey, j'informe cette Assemblée que la bâtisse détenue par la Société de développement industriel du Québec, dans le Parc de la Communauté urbaine de Québec, à Saint-Augustin-de-Desmaures, n'a pas été vendue.

Cette bâtisse a plutôt été louée à la compagnie Générale Électrique à compter du 1^{er} septembre 1977 jusqu'au 31 août 1980 au coût de \$5,958.34 par mois, soit un total de \$214,500 sur trois (3) ans.

L'entente intervenue entre les deux parties prévoit une option de renouvellement d'une durée de cinq (5) ans à compter du 31 août 1980, les modalités de fixation du prix du loyer pour cette période, une option d'achat en faveur de la compagnie Générale Électrique au montant de \$715,000 et valide pour une période de deux (2) ans et enfin, que les améliorations locatives qu'apportera la compagnie Générale Électrique au mon-

- (b) three years;
- (c) the Department of Regional Economic Expansion provides a financial contribution to this research program following the auxiliary agreement on mining development;
- (d) \$544,000.

Question by Mr Mackasey:

1. Was the building owned by the Québec Industrial Development Corporation, in the Québec Urban Community Park, at Saint-Augustin-de-Desmaures, sold?
2. If so:
 - (a) on what date;
 - (b) what are the names of the buyer;
 - (c) for what purpose will it be used;
 - (d) what was the amount of the transaction?

Answer by Mr Tremblay:

In answer to the question by the Member for Notre-Dame-de-Grâce, Mr Mackasey, I wish to inform the Assembly that the building owned by the Québec Industrial Development Corporation in the Québec Urban Community Park, at Saint-Augustin-de-Desmaures, was not sold.

Instead, this building was leased to the General Electric Company from 1 September 1977 to 31 August 1980 for a monthly rent of \$5,958.34 or a total of \$214,500 over a period of three (3) years.

The agreement reached between both parties provides for an option to renew the lease for a period of five (5) years commencing 31 August 1980, the fixing of the rent for this period, a buyer's option in favour of the General Electric Company in the amount of \$715,000 and valid for a period of two (2) years and finally, that improvements made by the General Electric Company in the amount of \$500,000 will remain the

tant total de \$500,000 demeureront la propriété de la Société de développement industriel du Québec à la fin du bail qui se termine le 31 août 1980 ou le 31 août 1985.

Question de M. O'Gallagher:

1. Le gouvernement a-t-il confié à quelqu'un le mandat de préparer un code des investissements par secteurs?
2. À quelle date et à qui ce mandat a-t-il été confié?
3. À quelles conditions?
4. Quel est le délai prévu pour la préparation de ce travail?

Réponse de M. Landry:

1. Des études se poursuivent afin de compléter et mettre à jour les travaux déjà entrepris sur l'évolution et l'ampleur des investissements étrangers au Québec.
2. En mars dernier. Au Secrétariat du Comité ministériel permanent du développement économique.
3. Aucune somme n'est impliquée sauf naturellement le temps des fonctionnaires.
4. Aucun délai n'a été fixé.

Question de M. Pagé:

1. Le ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre a-t-il institué un comité de recyclage, suite à l'avis de fermeture qui lui a été adressé au mois de juillet 1977 par la compagnie Toussaint & Frères, de Saint-Jean-Port-Joli?
2. Si oui, quels sont les noms et fonctions des personnes qui font partie de ce comité?

Réponse de M. Johnson:

1. L'établissement en cause a été affecté par un lock-out à compter du 13 avril 1977.

property of the Québec Industrial Development Corporation at the end of the lease which will take place either on 31 August 1980 or on 31 August 1985.

Question by Mr O'Gallagher:

1. Has the government entrusted anyone with the task of preparing a code of investment by sectors?
2. On what date and to whom was this mandate given?
3. Under what terms?
4. What is the time allowed for the preparation of such work?

Answer by Mr Landry:

1. Studies are under way in view of completing and updating those already undertaken concerning the development and extent of foreign investments in Québec.
2. Last March. To the Secrétariat of the Comité ministériel permanent du développement économique.
3. No sums of money are involved except for the time put in by government employees.
4. No deadline was fixed.

Question by Mr Pagé:

1. Did the Department of Labour and Manpower establish a reclassification committee following a notice which was forwarded in July 1977 by the firm of Toussaint & Frères, at Saint-Jean-Port-Joli, informing the Department that they were ceasing all operations?
2. If so, what are the names and duties of the persons on this committee?

Answer by Mr Johnson:

1. The establishment in question was affected by a lock-out on 13 April 1977.

2. Compte tenu de ce qui précède, l'avis de licenciement collectif donné, au Ministre, par le procureur de l'employeur, le 18 juillet 1977 n'était pas recevable, en égard à l'article 3 du Règlement général relatif à l'avis de licenciement collectif aux fins de l'article 45 de la Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'œuvre (L.Q. 1969, c. 51) dont j'annexe copie.

Dans les circonstances, le Ministre ne pouvait demander la constitution d'un comité de reclassement des salariés dans le cadre du paragraphe *b* de l'article 45 de la loi concernée.

Question de M. Pagé:

Quels montants l'Office de radio-télédiffusion du Québec a-t-il dépensés pour:

- a)* le long métrage soulignant l'arrivée au pouvoir du Parti Québécois;
- b)* la préparation et la télédiffusion des émissions:
 - i. «René Lévesque en France»;
 - ii. «Le PQ, un an après»?

Réponse de M. O'Neill:

- a)* La diffusion du film «15 novembre» a coûté \$10,000 à Radio-Québec;
- b)* i. cette émission diffusée le 7 novembre dans le cadre de la série «Contact» a coûté \$7,100 de plus que l'émission régulière qui coûte habituellement de \$2,600 à \$3,000;
- ii. cette émission toujours diffusée dans le cadre de la série «Contact», le 14 novembre, a coûté \$2,600.

Question de M. Springate:

Le gouvernement a-t-il ou se propose-t-il d'interdire la vente, dans la province, du jeu sur la sécession du Québec qui a été mis sur le marché par la compagnie Simulation Publications Incorporated — SPI, dont le siège social est à New York?

2. Taking this into account, the mass layoff notice given to the Minister by the employer's attorney on 18 July 1977 was not admissible in consideration of article 3 of the general regulation respecting the notice of collective dismissal under section 45 of the Manpower Vocational Training and Qualification Act (S.Q. 1969, c. 51) copy of which is annexed hereto.

In these circumstances, the Minister could not require that a committee on reclassification of employees be established in accordance with subparagraph *b* of section 45 of the said act.

Question by Mr Pagé:

What amounts were spent by the Québec Broadcasting Bureau for:

- (a)* the full-length film marking the coming to power of the Parti Québécois;
- (b)* the preparation and broadcasting of the programs:
 - i. «René Lévesque en France»;
 - ii. «Le PQ, un an après»?

Answer by Mr O'Neill:

- (a)* It cost Radio-Québec \$10,000 to televise the film «15 novembre»;
- (b)* i. this program which was televised on 7 November as part of the series «Contact» cost \$7,100 more than the regular program which normally costs from \$2,600 to \$3,000;
- ii. this program which was also shown on 14 November as part of the series «Contact» cost \$2,600.

Question by Mr Springate:

Has the government prohibited or does it intend prohibiting the sale, in the province, of the game on the Secession of Québec which was put on the market by the firm Simulation Publications Incorporated — SPI, the head office of which is in New York?

Réponse de M. Tremblay:

En réponse à la question du député de Westmount, M. George Springate, on m'a informé de l'existence d'un jeu de simulation dont le titre exact est Canadian Civil War. La mise en marché de ce jeu a eu lieu au cours de l'automne 1976. Ce jeu, d'après les informations qui m'ont été fournies, était en préparation depuis quelque temps déjà avant sa mise en marché à cette époque.

Le concepteur de ce jeu est Simulation Publications Incorporated dont l'adresse est 44 East, 24th Street, New York. Le distributeur canadien de ce jeu est Potential Unlimited du 134 Janny Wrenway, Toronto. À Montréal, ce jeu est mis en marché par la firme Pile ou Face.

Question de M. Verreault:

1. Est-il exact, qu'à la demande du député de Saint-Maurice, le ministère des Transports a entrepris une étude sérieuse relativement au coût de construction d'un pont devant relier l'île aux Tourtes et les intersections de la 125^e rue et de la 12^e avenue, dans les limites de Shawinigan-Sud, afin que les citoyens de cette dernière puissent bénéficier des voies d'accès directes à la Transquébécoise (55) et, par la suite, vers celles de la rive nord (40), au cours des prochaines années?

2. Si oui, quels sont les noms des professionnels qui ont été chargés de cette étude, et à quelle date?

Réponse de M. Lessard:

1. Une étude est en cours en vue de déterminer le meilleur tracé pour relier Shawinigan-Sud et l'autoroute 55. Cinq options sont examinées. Il est encore trop tôt dans la poursuite de cette étude pour établir les coûts de chacune.

Answer by Mr Tremblay:

In answer to the question by the Member for Westmount, Mr George Springate, I was informed of the existence of a simulation game the exact name of which is Canadian Civil War. This game was put on the market in the fall of 1976 and, according to the information I was given, it had already been in preparation for some time before it appeared on the market at that time.

The inventor of the game is Simulation Publications Incorporated, located at 44 East, 24th Street, New York. The Canadian distributor of this game is Potential Unlimited, 134 Janny Wrenway, Toronto. In Montreal, this game is sold by the firm Pile ou Face.

Question by Mr Verreault:

1. Is it true that following a request by the Member for Saint-Maurice, the Department of Transport undertook an important study concerning the cost of building a bridge for the purpose of connecting aux Tourtes island to the intersections of 125th Street and 12th Avenue, within the boundaries of Shawinigan-South, so that the citizens of the latter may have direct access to the Transquébécoise Highway (55) and, eventually, to the north shore (40), during the next years?

2. If so, what are the names of the professionals who were entrusted with this study and on what date?

Answer by Mr Lessard:

1. A study is under way in view of determining the best layout to connect Shawinigan-South to Highway 55. There are five possibilities being examined and it is still too early, at this stage of the study, to establish the cost of each one.

2. Les professionnels impliqués dans cette étude sont ceux des services du ministère des Transports et sont au travail depuis le mois de juin 1977.

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Fontaine:

1. Lors de la construction du Palais de Justice d'Arthabaska, quel a été le coût supplémentaire total occasionné par l'aménagement de la prison au dernier étage de l'édifice?

2. Dans le coût total, quels ont été les montants payés pour:

- a) les services professionnels;
- b) la structure de l'étage;
- c) la construction;
- d) les aménagements sécuritaires;
- e) l'ameublement;
- f) les frais divers?

3. Quel a été le montant total des salaires payés à des gardiens pour surveiller les cellules vides de cette prison?

4. Quel a été le montant des autres déboursés nécessités par l'entretien de cette prison vide?

5. Combien en coûte-t-il en frais de voyage et en personnel pour transporter ces prisonniers de Trois-Rivières à Arthabaska pour leur procès?

Sur la motion de M. Burns, il est—

Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Burns, au nom de M. Bédard, dépose ledit document.

(*Document de la session n° 18.*)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Caron:

1. Le ministère de l'Industrie et du Commerce a-t-il élaboré un programme d'assistance technique et financière relativement au réaménagement des centres-villes?

2. The professionals involved in this study belong to branches of the Department of Transport and they have been at work since June 1977.

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Fontaine:

1. At the time of the construction of the Arthabaska Court House, what was the additional cost for the installation of the prison on the top floor of the building?

2. In the total cost, what were the amounts paid for:

- (a) professional fees;
- (b) the structure of the floor;
- (c) the construction;
- (d) the security installations;
- (e) the furniture;
- (f) miscellaneous expenses?

3. What was the total amount paid in salaries to guards to watch over the prison's empty cells?

4. What was the amount of other expenses brought about by the maintenance of this empty prison?

5. How much does it cost in travelling expenses and in personnel to transfer these prisoners for their trials from Trois-Rivières to Arthabaska?

On motion of Mr Burns,—

Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Burns tabled the said document, on behalf of Mr Bédard.

(*Sessional Papers, No. 18.*)

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Caron:

1. Did the Department of Industry and Commerce draw up a program of technical and financial assistance as regards the development of centres of town?

2. Le cas échéant, depuis quand ce programme est-il en vigueur?

3. Quelles en sont les modalités?

4. Quelles sont les villes qui ont soumis un plan de stratégie au ministère en vue de la revalorisation de leur centre-ville et quelle a été l'aide accordée dans chaque cas?

Sur la motion de M. Burns, il est—
Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Tremblay dépose ledit document.

(Document de la session n° 19.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Ciaccia:

1. Quels sont les noms et fonctions des membres de la Commission interministérielle permanente des achats qui a été mise sur pied?

2. Quels secteurs industriels particuliers le secrétariat de cette commission a-t-il choisis pour appliquer la politique d'achat en priorité?

3. Le catalogue de produits québécois devant être utilisé comme outil d'intervention est-il maintenant disponible?

4. Quelles mesures concrètes le ministère de l'Industrie et du Commerce a-t-il prises, depuis le 1^{er} mai 1977, pour solutionner le problème du manque de liens entre les fabricants et les acheteurs au Québec?

Sur la motion de M. Burns, il est—
Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Tremblay dépose ledit document.

(Document de la session n° 20.)

2. If so, since when has this program been in force?

3. What are the conditions thereof?

4. What are the towns which submitted to the Department a plan of action in view of giving more value to their centres of town and what was the assistance granted in each case?

On motion of Mr Burns,—
Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Tremblay tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 19.)

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Ciaccia:

1. What are the names and positions of the members of the standing interdepartmental committee on purchasing which was established?

2. What particular industrial sectors has the secretariat of the committee chosen to apply the purchasing policy as a priority?

3. Is the catalogue of Québec products which is to be used as an intervening instrument now available?

4. What concrete measures have been taken by the Department of Industry and Commerce since 1 May 1977 to solve the problem caused by a lack of communication between Québec manufacturers and buyers?

On motion of Mr Burns,—
Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Tremblay tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 20.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Gratton:

1. Y a-t-il eu des développements depuis que le Ministre des Affaires intergouvernementales a adressé une lettre au gouvernement fédéral, en septembre 1977, demandant que lui soit cédée la ferme expérimentale située sur le boulevard Gamelin, à Hull, afin d'y aménager un campus pour les personnes du troisième âge?

2. Si oui, quels sont ces développements?

Sur la motion de M. Burns, il est—

Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Burns, au nom de M. Morin (Louis-Hébert), dépose ledit document.

(Document de la session n° 21.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Saindon:

1. Le gouvernement a-t-il accordé un contrat, en 1977, pour l'exécution des travaux d'entretien et de nettoyage des locaux du ministère des Transports, à Papineauville, district électoral d'Argenteuil?

2. Dans l'affirmative, quels sont:

a) la date;

b) le nom de l'entreprise choisie et son adresse;

c) les noms, prénoms et adresses des administrateurs de cette entreprise;

d) le montant du contrat;

e) la durée du contrat?

3. Y a-t-il eu demande de soumissions publiques avant l'attribution du contrat?

4. Si tel est le cas, quels sont:

a) la date;

b) les noms, prénoms et adresses des soumissionnaires;

c) le montant de chaque soumission?

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Gratton:

1. Has there been any developments since the Minister of Intergovernmental Affairs forwarded a letter to the federal government, in September 1977, requesting that the experimental farm located on Gamelin Boulevard, at Hull, be handed over to it for the purpose of setting up a campus for senior citizens?

2. If so, what are these developments?

On motion of Mr Burns,—

Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Burns tabled the said document, on behalf of Mr Morin (Louis-Hébert).

(Sessional Papers, No. 21.)

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Saindon:

1. Did the government award any contracts, in 1977, for the maintenance and cleaning of offices occupied by the Department of Transport, at Papineauville, in the electoral district of Argenteuil?

2. If so, what are;

(a) the date;

(b) the name of the firm chosen and its address;

(c) the names, given names and addresses of the directors of this firm;

(d) the amount of the contract;

(e) the length of the contract?

3. Were public tenders called for before awarding the contract?

4. If such is the case, what are:

(a) the date;

(b) the names, given names and addresses of the bidders;

(c) the amount of each bid?

Sur la motion de M. Burns, il est—
Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Lessard dépose ledit document.
(*Document de la session n° 22.*)

Sur la motion de M. Bellemare, il est—

Ordonné qu'il soit déposé:

Copie de toute correspondance, mémoires, rapports, ententes et autres documents échangés entre le gouvernement, aucun de ses membres ou fonctionnaires et la compagnie General Mills Canada Ltd. ou sa filiale, la compagnie Gorton Pew Limited d'une part, ainsi que la Coopérative des Pêcheurs unis d'autre part, relativement à l'achat par le gouvernement du Québec des propriétés de la Gorton Pew Limited aux Îles-de-la-Madeleine.

M. Tremblay dépose ledit document.

(*Document de la session n° 23.*)

Sur la motion de M. Caron, il est—
Ordonné qu'il soit déposé:

Copie de toute correspondance, rapports, mémoires et autres documents échangés, depuis le 1^{er} décembre 1976, entre le gouvernement, aucun de ses membres ou fonctionnaires et la compagnie Canadian Industries Ltd., relativement au déménagement éventuel, en Ontario, de l'usine productrice d'engrais superphosphates actuellement située à McMasterville, district électoral de Verchères.

M. Tremblay dépose un document concernant ladite motion.

(*Document de la session n° 24.*)

Sur la motion de M. Larivière, il est—
Ordonné qu'il soit déposé:

Copie de toute correspondance, mémoires, rapports et autres documents

On motion of Mr Burns,—

Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Lessard tabled the said document.
(*Sessional Papers, No. 22.*)

On motion of Mr Bellemare,—

Ordered, that there be tabled:

Copy of any correspondence, briefs, reports, agreements and other documents exchanged between the government, any of its members or employees, and the firm General Mills Canada Ltd. or its subsidiary, Gorton Pew Limited, on the one hand as well as the Coopérative des Pêcheurs unis on the other hand, concerning the purchase by the government of the province of Québec of the properties of Gorton Pew Limited, in the Magdalen Islands.

Mr Tremblay tabled the said document.

(*Sessional Papers, No. 23.*)

On motion of Mr Caron,—

Ordered, that there be tabled:

Copy of any correspondence, reports, briefs and other documents exchanged since 1 December 1976 between the government, any of its members or employees, and the firm Canadian Industries Ltd., concerning the possible moving to Ontario of the superphosphate fertilizer plant located, at present, in McMasterville, in the electoral district of Verchères.

Mr Tremblay tabled a document concerning the said motion.

(*Sessional Papers, No. 24.*)

On motion of Mr Larivière,—

Ordered, that there be tabled:

Copy of any correspondence, briefs, reports and other documents ex-

échangés, depuis le 26 novembre 1976 jusqu'au 28 février 1978, entre le ministère des Richesses naturelles et l'Union Minière Explorations and Mining Corporation Limited, concernant la décision de cette dernière de déménager son siège social de Montréal à Toronto.

M. Bérubé dépose un document concernant ladite motion.

(Document de la session n° 25.)

Sur la motion de M. Mackasey, il est—

Ordonné qu'il soit déposé:

Copie de toute correspondance, rapports, mémoires, télégrammes, notes et autres documents échangés, depuis le 1^{er} janvier 1977, entre le gouvernement, aucun de ses membres ou fonctionnaires et les autorités de la Banque Royale du Canada concernant l'éventualité pour cette dernière de déménager son siège social dans une autre province.

Mme Payette dépose un document concernant ladite motion.

(Document de la session n° 26.)

Sur la motion de M. Mackasey, il est—

Ordonné qu'il soit déposé:

Copie de l'étude qui a été faite, il y a quelques mois, sur l'impact, tant régional que sectoriel, des divers programmes de la Société de développement industriel du Québec.

M. Tremblay dépose un document concernant ladite motion.

(Document de la session n° 27.)

Sur la motion de M. Marchand, il est—

Ordonné qu'il soit déposé:

Copie de tous les contrats intervenus, depuis le 1^{er} janvier 1977 jusqu'au 28 février 1978, entre la Régie des installations olympiques et toutes personnes, sociétés ou corporations concernant la

changed, from 26 November 1976 to 28 February 1978, between the Department of Natural Resources and the firm of Union Minière Explorations and Mining Corporation Limited concerning its decision to move its head office from Montreal to Toronto.

Mr Bérubé tabled a document concerning the said motion.

(Sessional Papers, No. 25.)

On motion of Mr Mackasey,—

Ordered, that there be tabled:

Copy of any correspondence, reports, briefs, telegrams, memorandums and other documents exchanged since 1 January 1977 between the government, any of its members or employees, and the authorized spokesmen of the Royal Bank of Canada, concerning the possibility of moving its head office to another province.

Mrs Payette tabled a document concerning the said motion.

(Sessional Papers, No. 26.)

On motion of Mr Mackasey,—

Ordered, that there be tabled:

Copy of the study carried out a few months ago on the regional as well as the sectorial impact of the various programs of the Québec Industrial Development Corporation.

Mr Tremblay tabled a document concerning the said motion.

(Sessional Papers, No. 27.)

On motion of Mr Marchand,—

Ordered, that there be tabled:

Copy of any contracts reached, from 1 January 1977 to 28 February 1978, between the Régie des installations olympiques and any persons, companies or corporations concerning the leasing of

location du stade et du vélodrome, y compris toutes les annexes de tels contrats ainsi que toutes les ententes, conventions supplémentaires et additionnelles.

M. Charron dépose un document concernant ladite motion.

(Document de la session n° 28.)

L'Assemblée reprend le débat sur l'amendement de M. Brochu à la motion de M. Bérubé proposant que le projet de loi n° 70, «Loi constituant la Société nationale de l'amiante», soit maintenant lu la deuxième fois, lequel amendement se lit comme suit:

«Que la motion en discussion soit amendée en retranchant le mot «maintenant» et en ajoutant à la fin les mots «dans six mois».

Le débat est ajourné sur la motion de M. Charbonneau.

À dix-huit heures, l'Assemblée s'ajourne à demain quatorze heures.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

the stadium or the velodrome, including all the appendices to such contracts as well as any supplementary or additional agreements.

Mr Charron tabled a document concerning the said motion.

(Sessional Papers, No. 28.)

The Assembly resumed the debate on the amendment by Mr Brochu to the motion by Mr Bérubé proposing that bill No. 70, "An Act to establish the Société nationale de l'amiante", be now read the second time, which amendment reads as follows:

"That the motion under debate be amended by striking out the word "now" and by adding at the end the words "this day six months".

The debate was adjourned on motion of Mr Charbonneau.

At six o'clock P.M., the Assembly adjourned until tomorrow, at two o'clock P.M.

CLÉMENT RICHARD,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirty-first Legislature

Le jeudi 2 mars 1978

Quatorze heures

À l'ouverture de la séance, le Secrétaire général informe l'Assemblée que le Président et les deux Vice-présidents sont absents.

M. Burns propose que M. Jean-Noël Lavoie soit élu Président pour la durée de la séance d'aujourd'hui.

La motion est adoptée à l'unanimité et M. Lavoie occupe le fauteuil du Président.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Parizeau:

Déclaration de M. Parizeau sur la remise des droits et des peines, Loi du ministère du Revenu (L.Q. 1972, c. 22, a. 94), en date du 24 février 1978.

(Document de la session n° 29.)

Par Mme Payette:

Rapport annuel du Conseil du statut de la femme, pour l'année 1976/1977.

(Document de la session n° 30.)

Thursday, 2 March 1978

Two o'clock P.M.

At the opening of the sitting, the Secretary General informed the Assembly that the President and both Vice-presidents were absent.

Mr Burns moved that Mr Jean-Noël Lavoie be elected President for today's sitting.

The motion was unanimously adopted and Mr Lavoie took the President's Chair.

The following documents were tabled:

By Mr Parizeau:

Declaration by Mr Parizeau on the remission of duties and penalties, Revenue Department Act (S.Q. 1972, c. 22, s. 94), dated 24 February 1978.

(Sessional Papers, No. 29.)

By Mrs Payette:

Annual report of the Council on the Status of Women, for 1976/77.

(Sessional Papers, No. 30.)

Par M. le Président:

Copie d'une lettre, en date du 27 février 1978, adressée à M. Clément Richard, Président de l'Assemblée nationale, par M. Maurice Champagne-Gilbert, concernant la démission de ce dernier à titre de membre et de vice-président de la Commission des droits de la personne du Québec.

(Document de la session n° 31.)

M. Burns propose que les deux avis apparaissant aux pages 7 et 8 du feuillet d'aujourd'hui soient modifiés en remplaçant les mots «à la Salle 81-A» par les mots «au Salon Rouge».

La motion est adoptée.

Sur la motion de M. Burns, la question suivante apparaissant à l'article 57 du feuillet d'hier au nom de M. Caron, est transformée en motion pour le dépôt d'un document additionnel.

1. Le ministère de l'Industrie et du Commerce a-t-il reçu une demande de permis de M. Franz Weber pour l'implantation d'une usine de fabrication de fourrure synthétique, à Lourdes-de-Blanc-Sablon, comté de Duplessis?

2. Dans l'affirmative:

a) le permis a-t-il été accordé;

b) quels seront les investissements requis pour l'implantation de cette usine;

c) combien d'emplois seront créés;

d) la requête est-elle assortie d'une demande de subvention et/ou de prêt?

M. Tremblay dépose ledit document.

(Document de la session n° 32.)

M. Burns propose que le nom de M. Léonard soit substitué à celui de M. de Belleval sur la liste des membres de la Commission permanente des engagements financiers.

La motion est adoptée.

By Mr President:

Copie of a letter dated 27 February 1978, forwarded to Mr Clément Richard, President of the National Assembly, by Mr Maurice Champagne-Gilbert, concerning his resignation as member and Vice-president of the Commission des droits de la personne du Québec.

(Sessional Papers, No. 31.)

Mr Burns moved that the two notices appearing on pages 7 and 8 of today's Agenda Paper be modified by replacing the words "Room 81-A" by the words "the Red Room".

The motion was adopted.

On motion of Mr Burns, the following question appearing at Item 57 of yesterday's Agenda Paper, in the name of Mr Caron, was converted into a motion for the tabling of an additional document.

1. Did the Department of Industry and Commerce receive an application from Mr Franz Weber for a permit to establish a synthetic fur factory at Lourdes-de-Blanc-Sablon, Duplessis county?

2. If so:

(a) was the permit granted;

(b) what investments will be required to establish this factory;

(c) how many jobs will be created;

(d) did the application include any request for a grant and/or a loan?

Mr Tremblay tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 32.)

Mr Burns moved that the name of Mr de Belleval be replaced by that of Mr Léonard on the list of members of the Standing Committee on Financial Commitments.

The motion was adopted.

M. le Président donne avis que vendredi le 10 mars 1978, à compter de dix heures jusqu'à treize heures, au Salon Rouge, la Commission permanente du tourisme, de la chasse et de la pêche siégera pour discuter la question avec débat du Député de Portneuf au Ministre du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche sur le sujet suivant:

La nouvelle politique concernant l'exploitation des clubs privés.

L'Assemblée reprend le débat sur l'amendement de M. Brochu à la motion de M. Bérubé proposant que le projet de loi n° 70, «Loi constituant la Société nationale de l'amiante», soit maintenant lu la deuxième fois, lequel amendement se lit comme suit:

«Que la motion en discussion soit amendée en retranchant le mot «maintenant» et en ajoutant à la fin les mots «dans six mois».

Le débat est suspendu.

M. Jean-Guy Cardinal, Vice-président de l'Assemblée nationale, étant de retour, prend le fauteuil et M. Jean-Noël Lavoie remet sa démission comme Président *pro tempore* au Secrétaire général.

L'Assemblée reprend le débat sur l'amendement de M. Brochu à la motion de M. Bérubé proposant que le projet de loi n° 70, «Loi constituant la Société nationale de l'amiante», soit maintenant lu la deuxième fois, lequel amendement se lit comme suit:

«Que la motion en discussion soit amendée en retranchant le mot «maintenant» et en ajoutant à la fin les mots «dans six mois».

Mr President gave notice that Friday, 10 March 1978, the Standing Committee on Tourism, Fish and Game will sit in the Red Room, from ten o'clock A.M. until one o'clock P.M., to discuss the question for debate by the Member for Portneuf to the Minister of Tourism, Fish and Game on the following matter:

The new policy concerning the operating of private clubs.

The Assembly resumed the debate on the amendment by Mr Brochu to the motion by Mr Bérubé proposing that Bill 70, "An Act to establish the Société nationale de l'amiante", be now read the second time, which amendment reads as follows:

"That the motion under debate be amended by striking out the word "now" and by adding at the end the words "this day six months".

The debate was suspended.

Mr Jean-Guy Cardinal, Vice-president of the National Assembly, having returned, took the Chair and Mr Jean-Noël Lavoie handed over his resignation as President *pro tempore* to the Secretary General.

The Assembly resumed the debate on the amendment by Mr Brochu to the motion by Mr Bérubé proposing that Bill 70, "An Act to establish the Société nationale de l'amiante", be now read the second time, which amendment reads as follows:

"That the motion under debate be amended by striking out the word "now" and by adding at the end the words "this day six months".

L'amendement est alors rejeté, les voix se divisant comme suit:

The amendment was rejected on the following division:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Bellemare, Biron, Brochu, Cordeau, Dubois, Fontaine, Goulet, Gratton, Lalonde, Lamontagne, Lavoie, Le Moignan, Levesque (Bonaventure), Mackasey, Mailloux, O'Gallagher, Pagé, Picotte, Roy, Shaw, St-Germain.—21.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bertrand, Bérubé, Boucher, Burns, Charbonneau, Charron, Chevette, Clair, Couture, de Bellefeuille, de Belleval, Desbiens, Dussault, Fallu, Gagnon, Garon, Gosselin, Gravel, Grégoire, Guay, Johnson, Laberge, Lacoste, Laplante, Lavigne, Leblanc, Lefebvre, Léger, Léonard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Marcoux, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, Ouellette (Beauce-Nord), Paquette, Parizeau, Proulx, Rancourt, Tremblay, Vaillancourt (Jonquière), Vaugois.—46.

Et le débat continue sur la motion principale.

And the debate continuing on the main motion.

À dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures quinze minutes.

At six o'clock P.M., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until eight-fifteen o'clock P.M.

Vingt heures quinze minutes

Eight-fifteen o'clock P.M.

Et le débat continue.

And the debate continuing thereon.

Au cours du débat, M. Lessard cite un document et à la fin de son intervention, M. Grégoire invoque l'article 177 du règlement et demande que ce document soit déposé immédiatement. M. Levesque (Bonaventure) objecte que le document que le Ministre veut déposer n'est pas le document original. Après avoir entendu les arguments de part et d'autre, M. le Président prend cette requête en délibéré.

During the debate, Mr Lessard cited a document and at the end of his speech, Mr Grégoire referred to Standing Order 177 and requested that this document be tabled immediately. Mr Levesque (Bonaventure) objected that the document that the Minister wished to table was not the original document. After hearing the arguments *pro and con*, Mr President took this request under private consideration.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Lalonde.

The debate was adjourned on motion of Mr Lalonde.

M. Lessard, au nom de M. Burns, donne l'avis suivant:

Demain, au Salon Rouge, à compter de dix heures jusqu'à treize heures, la Commission permanente des consommateurs, coopératives et institutions financières siègera pour discuter la question avec débat du Député de Jacques-Cartier au Ministre des Consommateurs, Coopératives et Institutions financières sur le sujet suivant:

Application de la Loi constituant la Régie de l'assurance automobile (L.Q. 1977, c. 67) et de la Loi sur l'assurance automobile (L.Q. 1977, c. 68).

Mardi prochain, le 7 mars 1978, au Salon Rouge à compter de dix heures, la Commission permanente de la justice siègera afin d'étudier le projet de loi n° 39, «Loi sur le recours collectif».

À vingt-deux heures neuf minutes, l'Assemblée s'ajourne à mardi prochain quatorze heures.

Le Vice-Président,
JEAN-GUY CARDINAL.

Mr Lessard gave the following notice, on behalf of Mr Burns:

The Standing Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions will sit in the Red Room tomorrow, from ten o'clock A.M. until one o'clock P.M., to discuss the question for debate by the Member for Jacques-Cartier to the Minister of Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions on the following matter:

Application of the Act to establish the Régie de l'assurance automobile du Québec (S.Q. 1977, c. 67) and the Automobile Insurance Act (S.Q. 1977, c. 68).

Next Tuesday, 7 March 1978, the Standing Committee on Justice will sit in the Red Room, at ten o'clock A.M. for the purpose of examining Bill 39, "An Act respecting the class action".

At nine minutes past ten o'clock P.M., the Assembly adjourned until next Tuesday, at two o'clock P.M.

JEAN-GUY CARDINAL,
Vice-President.

**PROCÈS-VERBAUX
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC**

Troisième session de la trente et unième Législature

**VOTES AND PROCEEDINGS
OF THE NATIONAL ASSEMBLY
OF QUÉBEC**

Third Session of the Thirty-first Legislature

Le mardi 7 mars 1978

Quatorze heures

Tuesday, 7 March 1978

Two o'clock P.M.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Laurin, au nom de M. Morin (Sauvé):

Arrêté en conseil, en date du 21 décembre 1977, concernant l'approbation du plan quinquennal des investissements universitaires, pour la période 1977-1982.

(Document de la session n° 33.)

Par M. Charron:

Rapport du Comité de réévaluation du phénomène des Jeux du Québec, en date du 22 février 1978.

(Document de la session n° 34.)

Par M. Léger:

Réponse écrite à une question orale posée antérieurement par M. Lamontagne, concernant le déversement des eaux usées de l'usine de pâte chimique Kraft blanchie, que la compagnie Dono-

The following documents were tabled:

By Mr Laurin, on behalf of Mr Morin (Sauvé):

Order in council, dated 21 December 1977, concerning the approval of the five-year university investments plan, for the period 1977-1982.

(Sessional Papers, No. 33.)

By Mr Charron:

Report of the Comité de réévaluation du phénomène des Jeux du Québec, dated 22 February 1978.

(Sessional Papers, No. 34.)

By Mr Léger:

A written answer to an oral question previously asked by Mr Lamontagne, concerning the pouring of waste waters of the Kraft bleached pulp plant, that the firm of Donohue-St-Félicien Inc.

hue-St-Félicien Inc. projette de construire sur la rivière Chamouchouane.

(Document de la session n° 35.)

plans to build on the Chamouchouane River.

(Sessional Papers, No. 35.)

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Vaillancourt (Jonquière) propose que des félicitations soient adressées à l'équipe du Saguenay Lac-Saint-Jean qui, pour une troisième année consécutive et une quatrième fois en six ans, a remporté les grands honneurs des Jeux du Québec tenus à Amos.

La motion est adoptée.

M. Burns propose que la Commission permanente de la justice siège immédiatement au Salon Rouge, pour étudier le projet de loi n° 39, «Loi sur le recours collectif».

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Vaillancourt (Jonquière) moved that congratulations be forwarded to the Saguenay Lac-St-Jean team which won for the third consecutive year and the fourth time in six years the honours of the Québec Games, which were held at Amos.

The motion was adopted.

Mr Burns moved that the Standing Committee on Justice do sit immediately in the Red Room, for the purpose of examining Bill 39, "An Act respecting the class action".

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Bellemare, Bertrand, Bérubé, Biron, Bordeleau, Boucher, Brochu, Burns, Cardinal, Caron, Charbonneau, Charron, Chevrete, Ciaccia, Clair, Cordeau, de Bellefeuille, de Belleval, Desbiens, Dubois, Duhaime, Dussault, Fallu, Fontaine, Forget, Gagnon, Garon, Gendron, Gosselin, Goulet, Gratton, Grégoire, Guay, Johnson, Jolivet, Joron, Lacoste, Lalonde, Lamontagne, Landry, Larivière, Laurin, Lavigne, Lavoie, Leblanc, Lefebvre, Léger, Le Moignan, Léonard, Lessard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Mailloux, Marchand, Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Michaud, Morin (Louis-Hébert), O'Gallagher, O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Pagé, Paquette, Payette, Perron, Picotte, Proulx, Rancourt, Raynauld, Roy, Saindon, Samson, St-Germain, Tardif, Tremblay, Vaillancourt (Jonquière), Vaillancourt (Orford), Vaugeois.—83.

CONTRE—NAYS:—0.

M. Burns donne l'avis suivant:

Demain, au Salon Rouge, à compter de dix heures jusqu'à douze heures trente minutes, la Commission permanente de la justice siégera pour étudier le projet de loi n° 39, «Loi sur le recours collectif».

Mr Burns gave the following notice:

The Standing Committee on Justice will sit tomorrow in the Red Room, from ten o'clock A.M. until twelve-thirty o'clock noon, for the purpose of examining Bill 39, "An Act respecting the class action".

Conformément à l'article 79 du règlement, M. Mailloux propose:

Que cette Assemblée réproouve le manque flagrant de responsabilité dont a fait preuve le Ministre des Transports en fournissant à cette Chambre, au cours des séances des 23 et 28 février 1978, des renseignements manifestement erronés au sujet de l'émission des plaques d'immatriculation, lesquels renseignements ont de toute évidence induit la Chambre en erreur et constituent une violation des droits de l'Assemblée.

Et un débat s'élève sur cette motion.

Au cours du débat, du consentement unanime de l'Assemblée, M. Lessard dépose le document suivant:

Copie d'une lettre, en date du 1^{er} mars 1978, adressée à M. Jacques Parizeau, ministre des Finances et du Revenu du Québec, par M. Marcel Lefaiivre, contrôleur des finances, concernant les recettes pour les plaques d'immatriculation et les primes d'assurance automobile, accompagnée d'un tableau comparatif 1976/77 et 1977/78.

(Document de la session n° 36.)

Le débat est suspendu.

M. le Président informe l'Assemblée que conformément à l'article 174 du règlement, M. St-Germain lui a remis un avis pour le débat de fin de séance sur la question suivante, savoir: quel est le coût de la campagne publicitaire «La personne avant toute chose», campagne mise sur pied en vue de l'établissement du nouveau régime d'assurance automobile, quelle firme publicitaire a obtenu ce contrat et à quelle date ce contrat a-t-il été attribué?

In accordance with Standing Order 79, Mr Mailloux moved:

That the Assembly do censure the flagrant lack of sense of responsibility shown by the Minister of Transport when he provided the House, during the sittings of 23 and 28 February 1978, with obviously false information concerning the issuing of registration plates which clearly misled the House and constitutes a breach of the privileges of the Assembly.

And a debate arising on this motion.

During the debate, with the unanimous consent of the Assembly, Mr Lessard tabled the following document:

Copy of a letter, dated 1 March 1978, forwarded to Mr Jacques Parizeau, minister of Finance and of Revenue of Québec, by Mr Marcel Lefaiivre, Comptroller of Finance, concerning the revenues from registration plates and automobile insurance premiums, together with a comparative table for 1976/77 and 1977/78.

(Sessional Papers, No. 36.)

The debate was suspended.

Mr President informed the Assembly that in accordance with Standing Order 174, Mr St-Germain submitted a notice to him for the end of sitting debate on the following question, namely: what was the cost of the advertising campaign "La personne avant toute chose", set up in view of establishing the new automobile insurance scheme, which advertising agency obtained this contract and on what date was it awarded?

À dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures quinze minutes.

Vingt heures quinze minutes

À la reprise de la séance, M. le Président, après avoir pris en délibéré la demande faite jeudi dernier par M. Grégoire, en vertu de l'article 177 du règlement, de déposer un document cité par le Ministre des Transports, rend la décision suivante:

La question est de savoir ce que signifie le mot «document». Il y a l'article 177 du règlement qui dit que quand un ministre cite, ne serait-ce qu'en partie, un document, il peut être requis sans autre formalité de le déposer immédiatement, à moins qu'il déclare qu'il est contraire à l'intérêt public de le faire. Par ailleurs, le paragraphe 9 de l'article 99 énonce qu'il est interdit à un député qui a la parole d'imputer des motifs indignes à un député ou de refuser d'accepter sa parole. Le 24 mars 1976, la présidence avait décidé que les documents dont on pouvait réclamer le dépôt devaient être des documents officiels qui appartiennent à l'État, de la correspondance entre fonctionnaires ou autres. Le 1^{er} décembre 1977, la présidence avait décidé que contrairement à l'article 696 de l'ancien règlement, notre article 177 ne parle que de document tout court.

En vertu des articles du règlement précités et de la jurisprudence, M. le Président déclare que le document qu'il a en main et que le Ministre a cité peut faire l'objet du dépôt réclamé par le député de Frontenac.

En conséquence, M. Lessard dépose le document suivant:

At six o'clock P.M., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until eight-fifteen o'clock P.M.

Eight-fifteen o'clock P.M.

At the resumption of the sitting, Mr President, after having given private consideration to the request made last Thursday by Mr Grégoire, under Standing Order 177, to table a document cited by the Minister of Transport, rendered the following decision:

The question is to determine the exact meaning of the word "document". In Standing Order 177, it is mentioned that when a Minister cites a document, even if only in part, he may without further formality be called to table it immediately, unless he declares it contrary to the public interest to do so. On the other hand, paragraph 9 of Standing Order 99 states that no Member, while speaking, shall be allowed to impute unworthy motives to a Member or to refuse to accept his word. On 24 March 1976, the President had decided that documents the tabling of which could be required should be official documents belonging to the government, correspondence between civil servants or other employees. On 1 December 1977, the President had decided that contrary to article 696 of the former Standing Orders, Standing Order 177 merely mentioned the word "document."

According to the above-mentioned Standing Orders and to precedents, Mr President declared that the document he had in hand and which was cited by the Minister could be tabled as requested by the Member for Frontenac.

Mr Lessard accordingly tabled the following document:

Mémoire au Conseil des ministres, de M. Jean-Gilles Massé, ex-ministre des Richesses naturelles, sur le sujet suivant: «Vers une politique québécoise de l'amiante».

(Document de la session n° 37.)

Memorandum to the Cabinet, by Mr Jean-Gilles Massé, former minister of Natural Resources, on the following subject: "Vers une politique québécoise de l'amiante".

(Sessional Papers, No. 37.)

L'Assemblée reprend le débat sur la motion privilégiée (en vertu de l'article 79 du règlement) de M. Mailloux proposant:

Que cette Assemblée réproouve le manque flagrant de responsabilité dont a fait preuve le Ministre des Transports en fournissant à cette Chambre, au cours des séances des 23 et 28 février 1978, des renseignements manifestement erronés au sujet de l'émission des plaques d'immatriculation, lesquels renseignements ont de toute évidence induit la Chambre en erreur et constituent une violation des droits de l'Assemblée.

La motion est alors rejetée, les voix se divisant comme suit:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Bellemare, Brochu, Ciaccia, Cordeau, Dubois, Fontaine, Forget, Gratton, Lalonde, Lamontagne, Larivière, Lavoie-Roux, Mailloux, Marchand, Picotte, Raynauld, Russell, Saindon, Samson, St-Germain, Vaillancourt (Orford).—21.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Bertrand, Bérubé, Bordeleau, Boucher, Burns, Charbonneau, Chevrette, Clair, de Bellefeuille, de Belleval, Dussault, Fallu, Gagnon, Gendron, Gosselin, Grégoire, Guay, Johnson, Jolivet, Laberge, Lacoste, Landry, Laplante, Lavigne, Lazure, Leblanc, Lefebvre, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Paquette, Payette, Perron, Proulx, Rancourt, Vaillancourt (Jonquière).—43.

ABSTENTIONS:—MM./Messrs Lessard et Roy.—2.

Le débat de fin de séance est tenu et le Ministre des Consommateurs, Coopératives et Institutions financières répond au nom du gouvernement à la question soulevée par M. St-Germain.

The Assembly resumed the debate on the motion of privilege (under Standing Order 79) by Mr Mailloux proposing:

That the Assembly do censure the flagrant lack of sense of responsibility shown by the Minister of Transport when he provided the House, during the sittings of 23 and 28 February 1978, with obviously false information concerning the issuing of registration plates which clearly misled the House and constitutes a breach of the privileges of the Assembly.

The motion was then rejected on the following division:

The end of sitting debate was held and the Minister of Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions replied in the name of the government to the question raised by Mr St-Germain.

À vingt-deux heures dix-huit minutes, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

At eighteen minutes past ten o'clock P.M., the Assembly adjourned until tomorrow at ten o'clock A.M.

CLÉMENT RICHARD,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirty-first Legislature

Le mercredi 8 mars 1978

Dix heures

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Bérubé proposant que le projet de loi n° 70, «Loi constituant la Société nationale de l'amiante», soit maintenant lu la deuxième fois.

Le débat est ajourné sur la motion de M. O'Gallagher.

À douze heures trente minutes, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quinze heures.

Quinze heures.

Déclaration ministérielle de Mme Payette, ministre des Consommateurs, Coopératives et Institutions financières, concernant la Journée Internationale de la Femme.

Les documents suivants sont déposés:

Wednesday, 8 March 1978

Ten o'clock A.M.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Bérubé proposing that Bill 70, "An Act to establish the Société nationale de l'amiante", be now read the second time.

The debate was adjourned on motion of Mr O'Gallagher.

At twelve-thirty o'clock noon, Mr President left the Chair and the sitting was suspended until three o'clock P.M.

Three o'clock P.M.

Ministerial declaration by Mrs Payette, minister of Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions, concerning International Women's Day.

The following documents were tabled:

Par Mme Ouellette:

Rapport annuel des états financiers de la Société de développement immobilier du Québec, pour l'année financière se terminant le 31 mars 1977.

(Document de la session n° 38.)

Par M. Joron:

Rapport annuel de la Société québécoise d'initiatives pétrolières (SOQUIP), pour l'année 1976/77, accompagné de deux publications, l'une intitulée: *L'équipe de Soquip*, et l'autre: *Le rôle de l'Entreprise Pétrolière d'État*.

(Document de la session n° 39.)

Programme d'isolation thermique des maisons du Québec.

(Document de la session n° 40.)

Par M. le Président:

Rapport du directeur général des élections sur les dépenses électorales des élections générales du 15 novembre 1976 et de l'élection partielle de la 30^e Législature.

(Document de la session n° 41.)

Copie de l'arrêté en conseil n° 536-78, en date du 1^{er} mars 1978, nommant Mme Jocelyne Ouellette commissaire de la régie interne de l'Assemblée nationale, en remplacement de M. Denis de Belleval.

(Document de la session n° 42.)

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Forget propose que l'Assemblée nationale s'associe à toutes les femmes du Québec pour célébrer la Journée Internationale de la Femme et, consciente de tout ce qui reste à accomplir pour donner à la femme des chances égales d'épanouissement dans notre société, manifeste son désir d'être saisie,

By Mrs Ouellette:

Annual report of the financial statements of the Québec Real Estate Development Corporation, for the fiscal year ended 31 March 1977.

(Sessional Papers, No. 38.)

By Mr Joron:

Annual report of the Québec Petroleum Operations Company (SOQUIP), for 1976/77, together with two publications, one entitled: *L'équipe de Soquip*, and the other: *Le rôle de l'Entreprise Pétrolière d'État*.

(Sessional Papers, No. 39.)

Program concerning the insulation of Québec homes.

(Sessional Papers, No. 40.)

By Mr President:

Report of the Directeur général des élections on the election expenses of the general election of 15 November 1976 and of the by-election of the 30th Legislature.

(Sessional Papers, No. 41.)

Copy of Order in Council No. 536-78, dated 1 March 1978, appointing Mrs Jocelyne Ouellette, in place of Mr Denis de Belleval, as commissioner of the Internal Economy of the National Assembly.

(Sessional Papers, No. 42.)

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Forget moved that the National Assembly do join all the Women of Québec to celebrate International Women's Day and, aware of all that remains to be accomplished to give Women equal opportunities to fulfill themselves in our society, do express the wish that proper legislation be intro-

sans délai, de projets de loi qui lui permettront de poser des gestes concrets dans ce sens.

La motion est adoptée à l'unanimité.

M. Burns propose que la Commission permanente de la justice siège immédiatement au Salon Rouge, pour étudier le projet de loi n° 39, «Loi sur le recours collectif».

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Bellemare, Bertrand, Bérubé, Bordeleau, Boucher, Brassard, Brochu, Burns, Charbonneau, Charron, Chevrette, Ciaccia, Clair, Cordeau, de Bellefeuille, de Belleval, Dubois, Duhaime, Dussault, Fallu, Fontaine, Forget, Gagnon, Garon, Gendron, Gosselin, Goulet, Gratton, Grégoire, Guay, Johnson, Jolivet, Joron, Laberge, Lacoste, Lalonde, Lamontagne, Landry, Laplante, Laurin, Lavigne, Lavoie, Lavoie-Roux, Leblanc, Lefebvre, Léger, Léonard, Lessard, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Mailloux, Marchand, Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, Morin (Louis-Hébert), O'Gallagher, O'Neill, Ouellette (Hull), Payette, Perron, Picotte, Proulx, Rancourt, Raynald, Roy, Russell, Saindon, Samson, Shaw, Springate, St-Germain, Tardif, Vaillancourt (Orford), Vaugeois.—79.

CONTRE—NAYS:—0.

QUESTIONS ET RÉPONSES

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Le Moignan:

1. Quel est le nombre d'étudiants qui ont terminé leurs études dans chacun des CEGEP de la province en 1977?

2. Pour chacun des CEGEP, quel est le nombre d'étudiants ayant terminé leurs études en 1977:

- a) qui ont un emploi permanent;
- b) qui ont un emploi à temps partiel;
- c) qui sont en chômage?

3. Pour chaque université, quel est le nombre d'étudiants ayant terminé leurs études en 1977:

- a) qui ont un emploi permanent;

duced at once which will allow the government to act towards this goal.

The motion was unanimously adopted.

Mr Burns moved that the Standing Committee on Justice do sit immediately in the Red Room, for the purpose of examining Bill 39, "An Act respecting the class action".

The motion was adopted on the following vote:

QUESTIONS AND ANSWERS

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Le Moignan:

1. How many students completed their studies in each of the CEGEP of the province in 1977?

2. For each of these CEGEP, how many students having completed their studies in 1977:

- (a) have a permanent job;
- (b) have a part-time job;
- (c) are unemployed?

3. For each university, how many students having completed their studies in 1977:

- (a) have a permanent job;

- b) qui ont un emploi à temps partiel;
- c) qui sont en chômage?

- (b) have a part-time job;
- (c) are unemployed?

Sur la motion de M. Burns, il est—

Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Burns, au nom de M. Morin (Sauvé), dépose ledit document.

(*Document de la session n° 43.*)

On motion of Mr Burns,—

Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Burns tabled the said document, on behalf of Mr Morin (Sauvé).

(*Sessional Papers, No. 43.*)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Fontaine:

1. Quel est le coût de la campagne publicitaire sur la mise en application de la Loi sur l'assurance automobile?

2. Quelle est la répartition de ces coûts au niveau:

a) de la presse écrite:

i. pour les quotidiens;

ii. pour les hebdomadaires;

iii. pour les revues et magazines de toutes sortes (ex.: TV Hebdo);

b) de la radio;

c) de la télévision;

d) des documents d'information au nom de la Régie de l'assurance automobile du Québec (ex.: «Guide général de l'assurance auto du Québec»)?

3. Est-ce que cette campagne publicitaire a été élaborée et exécutée par:

a) des fonctionnaires au service du gouvernement, ou

b) par une ou plusieurs compagnies de publicité du secteur privé?

4. S'il s'agit de fonctionnaires:

a) qui sont ces fonctionnaires et de quels ministères relèvent-ils;

b) a-t-il été nécessaire d'engager du personnel supplémentaire? Si oui, combien?

5. S'il s'agit d'une ou de plusieurs compagnies privées, quel est, pour chaque contrat:

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Fontaine:

1. What was the total cost of the advertising campaign concerning the putting into effect of the Automobile Insurance Act?

2. What was the distribution of the cost as regards:

(a) the written press:

i. in daily newspapers;

ii. in weekly newspapers;

iii. in various reviews and magazines as the T.V. Hebdo, for example;

(b) radio;

(c) television;

(d) documents of information published by the Régie de l'assurance automobile such as the *Guide général de l'assurance auto du Québec* for example?

3. Was this advertising campaign prepared and carried out by:

(a) government employees or

(b) one or several private advertising agencies?

4. In the case of government employees:

(a) who are these employees and to what Departments do they belong;

(b) was it necessary to hire additional employees? If so, how many?

5. In the case of one or several private agencies, what was, for each contract:

a) le nom et l'adresse de la compagnie;

b) la nature et la durée de son mandat?

6. Dans ce dernier cas et pour chaque contrat, y a-t-il eu des soumissions publiques?

7. Dans l'affirmative, combien y avait-il de soumissionnaires et quel était le montant de chaque soumission?

8. Dans la négative, pourquoi n'y a-t-il pas eu soumissions publiques et quelle procédure a été suivie?

Sur la motion de M. Burns, il est—

Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

Mme Payette dépose ledit document.

(Document de la session n° 44.)

Sur la motion de M. Roy, il est—

Ordonné qu'il soit déposé:

Copie des règlements concernant:

a) la Régie de l'assurance automobile du Québec (L.Q. 1977, c. 67);

b) la Loi sur l'assurance automobile (L.Q. 1977, c. 68)?

Mme Payette dépose ledit document.

(Document de la session n° 45.)

Sur la motion de M. Roy, il est—

Ordonné qu'il soit déposé:

1. Un exemplaire de tous les documents publicitaires concernant le Régime d'assurance automobile du Québec.

2. Copie de tout contrat de publicité intervenu entre la Régie ou le gouvernement et les entreprises publicitaires ainsi que les media:

a) la date de la signature de ces contrats;

b) les montants de chacun;

c) la date et la provenance des autorisations.

(a) the name and address of the agency;

(b) the nature and length of the mandate?

6. In the latter case and for each contract, were any public tenders called for?

7. If so, how many bidders were there and what was the amount of each bid?

8. If not, why were there no public tenders called for and what was the followed procedure?

On motion of Mr Burns,—

Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mrs Payette tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 44.)

On motion of Mr Roy,—

Ordered, that there be tabled:

Copy of the regulations concerning:

(a) the Régie de l'assurance automobile du Québec (S.Q. 1977, c. 67);

(b) the Automobile Insurance Act (S.Q. 1977, c. 68)?

Mrs Payette tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 45.)

On motion of Mr Roy,—

Ordered, that there be tabled:

1. A copy of all the printed publicity concerning the Québec automobile insurance scheme.

2. Copy of any contracts of advertisement reached between the Régie or the government and the advertising agencies as well as the media:

(a) the date when these contracts were signed;

(b) the amounts for each contract;

(c) the date and origin of the authorizations.

3. Copie des arrêtés en conseil s'y rapportant.

Mme Payette dépose ledit document.

(Document de la session n° 46.)

Sur la motion de M. Verreault, il est—

Ordonné qu'il soit déposé:

Copie de toute correspondance, mémoires, rapports, télégrammes et autres documents échangés entre le ministère des Affaires municipales et/ou la Société d'habitation du Québec, d'une part, et les autorités de la ville ainsi que celles de l'Office municipal d'habitation de Waterloo, d'autre part, concernant tout projet de construction de logements à loyer modique dans cette municipalité, depuis le début des négociations jusqu'au 28 février 1978.

M. Tardif dépose ledit document.

(Document de la session n° 47.)

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Bérubé proposant que le projet de loi n° 70, «Loi constituant la Société nationale de l'amiante», soit maintenant lu la deuxième fois.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Grégoire.

À dix-huit heures, l'Assemblée s'ajourne à demain quatorze heures.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

3. Copy of the orders in council relating thereto.

Mrs Payette tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 46.)

On motion of Mr Verreault,—

Ordered, that there be tabled:

A copy of any correspondence, briefs, reports, telegrams and other documents exchanged between the Department of Municipal Affairs and/or the Québec Housing Corporation and the town authorities as well as those of the Waterloo Municipal Housing Bureau, concerning any plan to construct low rental apartments in the municipality, from the beginning of the negotiations up to 28 February 1978.

Mr Tardif tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 47.)

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Bérubé proposing that Bill 70, "An Act to establish the Société nationale de l'amiante", be now read the second time.

The debate was adjourned on motion of Mr Grégoire.

At six o'clock P.M., the Assembly adjourned until tomorrow, at two o'clock P.M.

CLÉMENT RICHARD,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirty-first Legislature

Le jeudi 9 mars 1978

Quatorze heures

Thursday, 9 March 1978

Two o'clock P.M.

Les documents suivants sont déposés:

Par Mme Ouellette:

Copies des arrêtés en conseil établis sous le régime de la section 2 de la Loi du ministère des Travaux publics (S.R.Q. 1964, c. 138, a. 55).

(Document de la session n° 48).

The following documents were tabled:

By Mrs Ouellette:

Copies of the Orders in Council passed under Division II of the Public Works Act (R.S.Q. 1964, c. 138, s. 55).

(Sessional Papers, No. 48.)

Par Mme Payette:

Rapport annuel du ministère des Consommateurs, Coopératives et Institutions financières, pour l'année 1976/77.

(Document de la session n° 49.)

By Mrs Payette:

Annual report of the Department of Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions, for 1976/77.

(Sessional Papers, No. 49.)

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Biron propose qu'au nom du droit du public à l'information et au nom de l'équilibre des forces de pression et des groupes d'intérêt au Québec, à un moment de notre histoire où tous nos outils socio-culturels et socio-économiques doivent être dispo-

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Biron moved that in view of the public's right to be informed and considering the balance between pressure groups and interested parties of Québec at a time in our history when all our socio-cultural and socio-economic instruments must be available and play

nibles et jouer leur rôle respectif, les membres de l'Assemblée nationale du Québec lancent un appel pressant aux diverses parties en cause dans les conflits de travail en cours à *La Presse*, *Montréal-Matin* et *Le Soleil* pour les encourager à poursuivre les négociations et pour qu'elles en viennent, dans un avenir vraiment prochain, à un règlement juste, équitable et réaliste pour les intéressés.

La motion est adoptée.

Avant l'appel des affaires du jour, M. Levesque (Bonaventure) soulève une question de privilège contestant l'authenticité du document de la session n° 37, déposé par le Ministre des Transports le 7 mars 1978, et conclut en demandant à la présidence de statuer sur le sort de ce document. M. le Président prend cette question en délibéré.

Décision de M. le Président:

Après avoir pris en délibéré une demande d'enquête faite le 8 décembre 1977 par le leader parlementaire de l'Opposition officielle sur les faits suivants: une secrétaire, dans le district électoral que représente le député de Beauce-Nord, serait entrée en fonction en janvier 1977 et ce dernier aurait donné instruction aux services administratifs de l'Assemblée nationale de payer cette secrétaire rétroactivement à compter de la fin de novembre 1976, M. le Président s'exprime comme suit:

À la suite des précisions et des explications données par le député de Beauce-Nord, une enquête a été effectuée auprès des fonctionnaires qui sont responsables de la mise en application du règlement concernant les allocations aux députés, adopté en vertu de l'article

their respective rôles, the Members of the National Assembly do strongly urge the various parties involved in the present labour disputes at *La Presse*, *Montréal-Matin* and *Le Soleil* to carry on their negotiations so that in the very near future, a fair, reasonable and realistic settlement be reached for all those concerned.

The motion was adopted.

Before Business of the Day was called, Mr Levesque (Bonaventure) raised a question of privilege challenging the authenticity of Sessional Papers, No. 37, tabled by the Minister of Transport on 7 March 1978, and concluded by requesting that the President render a decision on what is to become of this document. Mr President took this question under private consideration.

Decision by Mr President:

After having taken under consideration a request made on 8 December 1977 by the Parliamentary Leader of the Official Opposition to inquire into the following matter: a secretary from the electoral district represented by the Member for Beauce-North would have taken over her duties in January 1977 and the Member for Beauce-North would have given instructions to the Administrative Services of the National Assembly to pay this secretary retroactively from the end of November 1976, Mr President spoke as follows:

Following some precisions and explanations given by the Member for Beauce-North, information was sought from the civil servants who have the responsibility of enforcing the regulation respecting allowances paid to Members under section 101b of the Legisla-

101b de la Loi de la Législature. Il appert de cette enquête que les fonctionnaires ont suivi la procédure régulière prévue par les articles 15 et 16 dudit règlement; ce dernier article, plus particulièrement, spécifiait que la date d'entrée en fonction du secrétaire de district est celle mentionnée dans le document qui constate sa nomination. Dans le cas du député de Beauce-Nord, le document mentionne que la secrétaire en question est entrée en fonction le 29 novembre 1976. Il n'est pas du ressort du Président de l'Assemblée nationale, ni des fonctionnaires, de vérifier si la déclaration correspond aux faits. Selon la législation et la réglementation, la simple déclaration du parlementaire est suffisante. Même si les secrétaires des districts électoraux échappent à la surveillance du Président de l'Assemblée nationale, un affidavit de la secrétaire du district électoral de Beauce-Nord démontrant la date de son entrée en fonction a été accepté pour être versé au dossier.

En conséquence, M. le Président se déclare satisfait et n'entend pas poursuivre davantage cette enquête.

M. Burns propose que la Commission permanente de la justice siège immédiatement au Salon Rouge, pour étudier le projet de loi n° 39, «Loi sur le recours collectif».

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

ture Act. This investigation has established that the civil servants followed the normal procedure provided in articles 15 and 16 of the said regulation; article 16, in particular, mentions that the date of the taking over of duties by the secretary in the electoral district is the date mentioned in the document which establishes his appointment. In the case of the Member for Beauce-North, the document specifies that the secretary in question took over her duties on 29 November 1976. It is neither within the competence of the President of the National Assembly, nor of his employees to verify if the declaration corresponds with the facts. According to the legislation and the regulation, the Member's mere declaration is sufficient. Even if secretaries in the electoral districts escape the supervision of the President of the National Assembly, an affidavit from the secretary in the electoral district of Beauce-North was approved and added to the file.

Consequently, Mr President declared that he was satisfied and that he did not intend carrying on the inquiry any further.

Mr Burns moved that the Standing Committee on Justice do sit immediately in the Red Room, for the purpose of examining Bill 39, "An Act respecting the class action".

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bellemare, Bertrand, Bérubé, Biron, Bisailon, Blank, Bordeleau, Brassard, Burns, Cardinal, Caron, Charbonneau, Chevrette, Ciaccia, Clair, Cordeau, Couture, de Bellefeuille, de Belleval, Desbiens, Dubois, Duhaime, Dussault, Fallu, Fontaine, Forget, Gagnon, Garon, Gendron, Giasson, Goldbloom, Gosselin, Goulet, Gratton, Grégoire, Guay, Johnson, Jolivet, Joron, Lacoste, Lalonde, Lamontagne, Landry, Laplante, Laurin, Lavigne, Lavoie, Lazure, Leblanc, Lefebvre, Léger, Léonard, Lessard, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Kamou-raska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Mackasey, Mailloux, Marchand, Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, Morin (Louis-Hébert), O'Gallagher, O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Pagé, Parizeau, Payette, Perron, Picotte, Proulx, Rancourt, Raynald, Russell, Shaw, St-Germain, Tardif, Tremblay, Vaillancourt (Jonquière), Vaillancourt (Orford), Vaugeois.—89.

CONTRE—NAYS:—0.

M. le Président donne avis que vendredi le 17 mars 1978, à compter de dix heures jusqu'à treize heures, la Commission permanente de l'agriculture siégera pour discuter la question avec débat du Député de Huntingdon au Ministre de l'Agriculture sur le sujet suivant:

La politique agro-alimentaire du gouvernement.

M. Burns donne l'avis suivant:

Demain, au Salon Rouge, à compter de dix heures jusqu'à treize heures, la Commission permanente du tourisme, de la chasse et de la pêche siégera pour discuter la question avec débat du Député de Portneuf au Ministre du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche sur le sujet suivant:

La nouvelle politique concernant l'exploitation des clubs privés.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Bérubé proposant que le projet de loi n° 70, «Loi constituant la Société nationale de l'amiante», soit maintenant lu la deuxième fois.

Mr President gave notice that Friday, 17 March 1978, the Standing Committee on Agriculture will sit, from ten o'clock A.M. until one o'clock P.M., to discuss the question for debate by the Member for Huntingdon to the Minister of Agriculture on the following matter:

The agro-food policy of the government.

Mr Burns gave the following notice:

The Standing Committee on Tourism, Fish and Game will sit in the Red Room tomorrow, from ten o'clock A.M. until one o'clock P.M., to discuss the question for debate by the Member for Portneuf to the Minister of Tourism, Fish and Game on the following matter:

The new policy concerning the operating of private clubs.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Bérubé proposing that Bill 70, "An Act to establish the Société nationale de l'amiante", be now read the second time.

À dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

Vingt heures

Et le débat continue.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Russell.

À vingt-deux heures, l'Assemblée s'ajourne à mardi prochain quatorze heures.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

At six o'clock P.M., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until eight o'clock P.M.

Eight o'clock P.M.

And the debate continuing thereon.

The debate was adjourned on motion of Mr Russell.

At ten o'clock P.M., the Assembly adjourned until next Tuesday, at two o'clock P.M.

CLÉMENT RICHARD,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirty-first Legislature

Le mardi 14 mars 1978

Quatorze heures

Tuesday, 14 March 1978

Two o'clock P.M.

M. Burns, au nom de M. Lazure, dépose le document suivant:

Rapport du Comité d'étude sur le financement du Régime de rentes du Québec et sur les régimes supplémentaires de rentes (COFIRENTES +), concernant la situation financière des personnes âgées au Québec.

(Document de la session n° 50.)

Mr Burns tabled the following document, on behalf of Mr Lazure:

Report of the Comité d'étude sur le financement du Régime de rentes du Québec et sur les régimes supplémentaires de rentes (COFIRENTES +), concerning the financial situation of senior citizens in Québec.

(Sessional Papers, No. 50.)

M. Burns propose que les modifications suivantes soient apportées dans la composition des commissions permanentes suivantes, en substituant le nom de M. Jolivet à celui de M. Bertrand comme membre de la Commission de l'Assemblée nationale; le nom de M. Brassard à celui de M. O'Neill comme membre de la Commission des affaires culturelles; le nom de M. de Bellefeuille à celui de M. Vaugeois comme membre, et le nom de M. Charbonneau à celui de M. de Bellefeuille comme intervenant à la Commission des affaires inter-

Mr Burns moved that the following changes be made to the list of members of the following Standing Committees, by replacing the name of Mr Bertrand by that of Mr Jolivet as member of the Committee on the National Assembly; the name of Mr O'Neill by that of Mr Brassard as member of the Committee on Cultural Affairs; the name of Mr Vaugeois by that of Mr de Bellefeuille as member, and the name of Mr de Bellefeuille by that of Mr Charbonneau as participating member of the Committee on Intergovernmental Affairs; the name

gouvernementales; le nom de M. Beauséjour à celui de M. Brassard comme membre, et le nom de M. Brassard à celui de M. Beauséjour comme intervenant à la Commission de l'agriculture; le nom de M. Gagnon à celui de M. Jolivet comme membre de la Commission des corporations professionnelles; le nom de M. Lefebvre à celui de M. Marquis comme membre, et le nom de M. Gagnon à celui de M. Lefebvre comme intervenant à la Commission de l'industrie et du commerce; le nom de M. Lacoste à celui de M. Lavigne comme membre de la Commission de l'immigration; le nom de M. Clair à celui de M. Chevette comme membre de la Commission de la justice; le nom de M. Marquis à celui de M. Lacoste comme intervenant à la Commission de la protection de l'environnement; le nom de M. Bisailon à celui de M. Gosselin comme membre, et le nom de M. Gosselin à celui de M. Bisailon comme intervenant à la Commission du travail et de la main-d'oeuvre; les noms de MM. Bertrand et Guay à ceux de MM. Michaud et Perron comme membres de la Commission des travaux publics et de l'approvisionnement; les noms de MM. Michaud et Beauséjour à ceux de MM. de Bellefeuille et Guay comme membres, et le nom de M. de Bellefeuille à celui de M. Beauséjour comme intervenant à la Commission des communications.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

of Mr Brassard by that of Mr Beauséjour as member, and that of Mr Beauséjour by that of Mr Brassard as participating member of the Committee on Agriculture; the name of Mr Jolivet by that of Mr Gagnon as member of the Committee on Professional Corporations; the name of Mr Marquis by that of Mr Lefebvre as member, and the name of Mr Lefebvre by that of Mr Gagnon as participating member of the Committee on Industry and Commerce; the name of Mr Lavigne by that of Mr Lacoste as member of the Committee on Immigration; the name of Mr Chevette by that of Mr Clair as member of the Committee on Justice; the name of Mr Lacoste by that of Mr Marquis as participating member of the Committee on Protection of the Environment; the name of Mr Gosselin by that of Mr Bisailon as member, and the name of Mr Bisailon by that of Mr Gosselin as participating member of the Committee on Labour and Manpower; the names of Messrs Michaud and Perron by those of Messrs Bertrand and Guay as members of the Committee on Public Works and Supply; the names of Messrs de Bellefeuille and Guay by those of Messrs Michaud and Beauséjour as members, and the name of Mr Beauséjour by that of Mr de Bellefeuille as participating member of the Committee on Communications.

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bellemare, Bertrand, Bérubé, Biron, Bordeleau, Boucher, Brassard, Brochu, Burns, Cardinal, Charbonneau, Chevrette, Ciaccia, Clair, Cordeau, de Bellefeuille, de Belleval, Desbiens, Dubois, Duhaime, Dussault, Fallu, Fontaine, Gagnon, Garneau, Garon, Gendron, Giasson, Godin, Goldbloom, Gosselin, Gratton, Grégoire, Guay, Johnson, Jolivet, Joron, Laberge, Lacoste, Lamontagne, Laplante, Laurin, Lavigne, Lavoie, Lavoie-Roux, Lazure, Leblanc, Lefebvre, Léger, Le Moignan, Léonard, Lessard, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Taillon), Mackasey, Mailloux, Marchand, Marcoux, Marquis, Mercier, Michaud, Morin (Sauvé), O'Gallagher, O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Pagé, Paquette, Parizeau, Payette, Perron, Picotte, Proulx, Rancourt, Raynauld, Roy, Saindon, Samson, St-Germain, Tardif, Tremblay, Vaillancourt (Jonquière), Vaillancourt (Orford), Vaugois, Verreault.—88.

CONTRE—NAYS:—0.

M. Bellemare propose qu'à la page cinq du feuilleton d'aujourd'hui, la question avec débat du Député de Huntingdon au Ministre de l'Industrie et du Commerce sur le sujet suivant: Le programme de stimulation de l'économie et de soutien de l'emploi, soit amendée en remplaçant les mots «de l'Industrie et du Commerce» par les mots «d'État au développement économique».

La motion est adoptée.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Bérubé proposant que le projet de loi n° 70, «Loi constituant la Société nationale de l'amiante», soit maintenant lu la deuxième fois.

À dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures quinze minutes.

Vingt heures quinze minutes

Et le débat continue.

À la fin de son intervention, M. Roy invoque l'article 87 du règlement et pro-

Mr Bellemare moved that on page five of today's Agenda Paper, the question for debate by the Member for Huntingdon to the Minister of Industry and Commerce on the following matter: The program to stimulate the economy and to uphold employment, be amended by replacing the words "Industry and Commerce" by the words "State for Economic Development".

The motion was adopted.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Bérubé proposing that Bill 70, "An Act to establish the Société nationale de l'amiante", be now read the second time.

At six o'clock P.M., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until eight-fifteen o'clock P.M.

Eight-fifteen o'clock P.M.

And the debate continuing thereon.

At the end of his speech, Mr Roy referred to Standing Order 87 and

pose que la question en discussion soit divisée en dissociant les deux principes suivants:

- a) La création de la Société nationale de l'amiante.
- b) Le pouvoir d'acquérir des entreprises.

M. le Président, après avoir entendu l'argumentation des députés de Maisonneuve, de Johnson et de Gatineau sur la recevabilité de cette motion, rend la décision suivante: À l'étude des précédents établis dans cette Assemblée, un cas identique à celui qui nous est soumis s'est présenté le 10 décembre 1974.

La motion actuellement en discussion se lit comme suit:

«Que le projet de loi n° 70, «Loi constituant la Société nationale de l'amiante», soit maintenant lu la deuxième fois». Cette motion qui n'est qu'une étape de la procédure, même si elle couvre plusieurs principes contenus dans le projet de loi, n'est quand même qu'une motion simple qui ne peut être divisée en vertu des articles 87 et 88 du règlement. Le moment de proposer la division d'un projet de loi étant toujours possible, il n'est pas propice de le faire à l'étape de l'étude en deuxième lecture. Si on se réfère à l'article 121 du règlement, un seul amendement est possible à la motion de deuxième lecture et ne peut viser qu'à la retarder.

En conséquence, M. le Président déclare la motion du député de Beauce-Sud irrecevable.

Et le débat continue sur la motion de M. Bérubé proposant que le projet de loi n° 70, «Loi constituant la Société nationale de l'amiante», soit maintenant lu la deuxième fois.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Lamontagne.

moved that the question under debate be divided by dissociating the two following elements:

- (a) The establishment of the Société nationale d'amiante.
- (b) The power to acquire undertakings.

After hearing the argumentation by the Members for Maisonneuve, Johnson and Gatineau on the admissibility of this motion, Mr President rendered the following decision: On examining the precedents set in this Assembly, a case identical with the one submitted occurred on 10 December 1974.

The motion presently under debate reads as follows:

“That Bill 70, “An Act to establish the Société nationale de l'amiante”, be now read the second time”. This motion, which was only one stage in the procedure even though it covered several principles contained in the bill, was nevertheless only a single motion which could not be divided under Standing Orders 87 and 88. The time to propose the division of a bill being always possible, it was not deemed expedient to do so at the stage of the second reading. According to Standing Order 121, only one amendment can be made to the motion for second reading and it can only be to delay consideration.

Consequently, Mr President declared the motion by the Member for Beauce-South inadmissible.

And the debate continuing on the motion by Mr Bérubé proposing that Bill 70, “An Act to establish the Société nationale de l'amiante”, be now read the second time.

The debate was adjourned on motion of Mr Lamontagne.

À vingt-deux heures, l'Assemblée
s'ajourne à demain dix heures.

At ten o'clock P.M., the Assembly
adjourned until tomorrow, at ten o'clock
A.M.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

CLÉMENT RICHARD,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirty-first Legislature

Le mercredi 15 mars 1978

Dix heures

Wednesday, 15 March 1978

Ten o'clock A.M.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Bérubé proposant que le projet de loi n° 70, «Loi constituant la Société nationale de l'amiante», soit maintenant lu la deuxième fois.

Au cours de l'exercice de son droit de réplique, le Ministre des Richesses naturelles cite un document et à la fin de son intervention, M. Guay invoque l'article 177 du règlement et demande que ce document soit déposé immédiatement.

Du consentement unanime de l'Assemblée, le Ministre dépose ce document intitulé:

Prospectives du développement industriel de l'amiante au Québec et les options possibles d'interventions du Ministère de l'Expansion économique régionale, en date de septembre 1976.

(Document de la session n° 51.)

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Bérubé proposing that Bill 70, "An Act to establish the Société nationale de l'amiante", be now read the second time.

During the exercising of his right of reply, the Minister of Natural Resources cited a document and at the end of his speech, Mr Guay referred to Standing Order 177 and requested that this document be tabled immediately.

With the unanimous consent of the Assembly, the Minister tabled this document entitled:

A prospective study on the industrial development of asbestos in Québec and the possibilities of intervention of the Department of Regional Economic Expansion, dated September 1976.

(Sessional Papers, No. 51.)

Le débat est terminé.

La motion est alors mise aux voix et l'enregistrement des noms est demandé.

À la demande de M. Burns et du consentement unanime de l'Assemblée, M. le Président remet à cet après-midi, avant l'appel des affaires du jour, l'enregistrement des noms sur le vote de cette motion.

L'Assemblée reprend le débat sur le message inaugural et sur les motions de censure suivantes:

De M. Levesque (Bonaventure):

«*Que cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement de son incapacité à redresser la situation économique du Québec.*»

De M. Biron:

«*Que cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement d'avoir présenté un programme législatif qui ne répond pas aux préoccupations réelles des Québécois, notamment en matière de relance économique et de création d'emplois.*»

Le débat est ajourné sur la motion de M. Le Moignan.

À douze heures trente minutes, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quinze heures.

Quinze heures.

M. Morin (Sauvé) dépose les documents suivants:

Rapport annuel du Conseil des Universités, pour l'année 1976/77.

(*Document de la session n° 52.*)

The debate was concluded.

The motion was then put to the vote and the entry of names was requested.

At the request of Mr Burns and with the unanimous consent of the Assembly, Mr President postponed the entry of names of the vote on this motion until this afternoon, before Orders of the Day are called.

The Assembly resumed the debate on the inaugural message and on the following motions of non-confidence:

By Mr Levesque (Bonaventure):

«*That the Assembly do censure severely the government for its inability to straighten out the economic situation in Québec.*»

By Mr Biron:

«*That the Assembly do censure severely the government for having presented a legislative program that does not correspond to the real preoccupations of Quebecers, more particularly in matters pertaining to the economic recovery and the creation of jobs.*»

The debate was adjourned on motion of Mr Le Moignan.

At twelve-thirty o'clock noon, Mr President left the Chair and the sitting was suspended until three o'clock P.M.

Three o'clock P.M.

Mr Morin (Sauvé) tabled the following documents:

Annual report of the Council of Universities, for 1976/77.

(*Sessional Papers, No. 52.*)

Rapport annuel de la Commission consultative de l'enseignement privé, pour la période s'étendant du 1^{er} juillet 1975 au 1^{er} septembre 1976.

(Document de la session n° 53.)

Rapport annuel de la Commission consultative de l'enseignement privé, pour la période s'étendant du 1^{er} septembre 1976 au 30 juin 1977.

(Document de la session n° 54.)

M. Alfred, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente de la justice qui a étudié, après la première lecture, le projet de loi n° 39, «Loi sur le recours collectif».

(Document de la session n° 55.)

Le projet de loi est remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Lévesque (Taillon) propose:

Que l'Assemblée nationale exprime sa profonde reconnaissance au directeur général des élections, M. le juge François Drouin, qui, après avoir rempli ses fonctions pendant 33 ans, atteindra l'âge de la retraite le 25 mai 1978; *et que*, conformément à l'article 8 de la Loi électorale, M. Pierre F. Côté, avocat, résidant au 3334 de la rue Hertel à Sainte-Foy, soit nommé directeur général des élections à compter de la même date, le 25 mai 1978.

Et un débat s'élève sur cette motion.

Avant la mise aux voix, en vertu du paragraphe 3 de l'article 88 du règlement, M. le Président déclare que la motion en discussion est divisible. L'Assemblée consent à ce qu'elle soit divisée et que la mise aux voix ait lieu immédiatement comme suit:

Annual report of the Private Education Advisory Commission, for the period from 1 July 1975 to 1 September 1976.

(Sessional Papers, No. 53.)

Annual report of the Private Education Advisory Commission, for the period from 1 September 1976 to 30 June 1977.

(Sessional Papers, No. 54.)

Mr Alfred, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Justice which examined Bill 39, "An Act respecting the class action", following first reading.

(Sessional Papers, No. 55.)

The bill was ordered for second reading at the next sitting.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Lévesque (Taillon) moved:

That the National Assembly do express its deep-felt gratitude to the Directeur général des élections, Judge François Drouin, who has carried out his duties for thirty-three years and will reach the age of retirement on 25 May 1978; *and that*, in accordance with section 8 of the Election Act, Mr Pierre F. Côté, Advocate, residing at 3334 Hertel Street, Sainte-Foy, be appointed Directeur général des élections, to take effect on the same date, 25 May 1978.

And a debate arising on this motion.

Before the putting to the vote, in accordance with paragraph 3 of Standing Order 88, Mr President declared that the motion under debate was susceptible of division. The Assembly agreed that the motion be divided and that the putting to the vote take place immediately as follows:

M. Lévesque (Taillon) propose:

Que l'Assemblée nationale exprime sa profonde reconnaissance au directeur général des élections, M. le juge François Drouin, qui, après avoir rempli ses fonctions pendant 33 ans, atteindra l'âge de la retraite le 25 mai 1978.

La motion est adoptée à l'unanimité.

M. Lévesque (Taillon) propose:

Que, conformément à l'article 8 de la Loi électorale, M. Pierre F. Côté, avocat, résidant au 3334 de la rue Hertel à Sainte-Foy, soit nommé directeur général des élections à compter de la même date, le 25 mai 1978.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bellemare, Bertrand, Bérubé, Biron, Bisaillon, Bordeleau, Boucher, Brassard, Brochu, Burns, Cardinal, Caron, Charron, Chevette, Ciaccia, Clair, Cordeau, Couture, de Bellefeuille, de Belleval, Desbiens, Dubois, Duhaime, Dussault, Fallu, Fontaine, Forget, Gagnon, Garon, Gendron, Godin, Gosselin, Gratton, Grégoire, Guay, Johnson, Jolivet, Joron, Laberge, Lacoste, Lalonde, Lamontagne, Landry, Laplante, Larivière, Laurin, Lavigne, Lavoie, Lavoie-Roux, Lazure, Leblanc, Lefebvre, Léger, Le Moignan, Léonard, Lessard, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Mackasey, Marchand, Marcoux, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, Morin (Sauvé), O'Gallagher, O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Pagé, Paquette, Parizeau, Perron, Picotte, Proulx, Rancourt, Raynauld, Saindon, Samson, Tardif, Tremblay, Vaillancourt (Jonquière), Vaillancourt (Orford), Vaugeois.—89.

CONTRE—NAYS:—0.

L'Assemblée procède à l'enregistrement des noms sur le vote de la motion de M. Bérubé proposant que le projet de loi n° 70, «Loi constituant la Société nationale de l'amiante», soit maintenant lu la deuxième fois.

La motion est alors adoptée, les voix se divisant comme suit:

Mr Lévesque (Taillon) moved:

That the National Assembly do express its deep-felt gratitude to the Directeur général des élections, Judge François Drouin, who has carried out his duties for thirty-three years and will reach the age of retirement on 25 May 1978.

The motion was unanimously adopted.

Mr Lévesque (Taillon) moved:

That, in accordance with section 8 of the Election Act, Mr Pierre F. Côté, Advocate, residing at 3334 Hertel Street, Sainte-Foy, be appointed Directeur général des élections, to take effect on the same date, 25 May 1978.

The motion was adopted on the following vote:

The Assembly proceeded with the entry of names of the vote on the motion by Mr Bérubé proposing that Bill 70, "An Act to establish the Société nationale de l'amiante", be now read the second time.

The motion was then adopted on the following division:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bertrand, Bérubé, Bisaillon, Bordeleau, Boucher, Brassard, Burns, Cardinal, Charbonneau, Chevrette, Clair, Couture, de Bellefeuille, de Belleval, Desbiens, Duhaime, Dussault, Fallu, Gagnon, Garon, Gendron, Godin, Gosselin, Grégoire, Guay, Johnson, Jolivet, Laberge, Lacoste, Laplante, Lavigne, Leblanc, Lefebvre, Léger, Léonard, Lessard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Tailleur), Marcoux, Martel, Mercier, Michaud, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Paquette, Parizeau, Perron, Proulx, Rancourt, Tremblay, Vaillancourt (Jonquière), Vaugeois.—55.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Bellemare, Biron, Brochu, Caron, Ciaccia, Cordeau, Dubois, Fontaine, Forget, Gratton, Lalonde, Lamontagne, Larivière, Lavoie, Lavoie-Roux, Le Moignan, Levesque (Bonaventure), Mackasey, Marchand, O'Gallagher, Pagé, Picotte, Raynauld, Saindon, Samson, St-Germain, Vaillancourt (Orford).—27.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

The bill was accordingly read the second time.

Sur la motion de M. Burns, le projet de loi n° 70 est déféré pour étude, article par article, à la Commission permanente des richesses naturelles.

On motion of Mr Burns, Bill 70 was referred to the Standing Committee on Natural Resources for section by section examination.

M. Burns donne l'avis suivant:

Demain, à compter de dix heures à la Salle 81 «A», la Commission permanente des richesses naturelles siégera pour étudier, article par article, le projet de loi n° 70, «Loi constituant la Société nationale de l'amiante».

Mr Burns gave the following notice:

The Standing Committee on Natural Resources will sit tomorrow in Room 81 "A", at ten o'clock A.M., for the section by section examination of Bill 70, "An Act to establish the Société nationale de l'amiante".

QUESTIONS ET RÉPONSES

Question de M. Bellemare:

1. Depuis l'acquisition de l'île d'Anticosti jusqu'au 1^{er} mars 1978, quelles sont les dépenses totales directes et indirectes occasionnées par ce territoire aux ministères suivants:

- a) Communications;
- b) Conseil Exécutif;
- c) Justice;
- d) Richesses naturelles;
- e) Terres et Forêts;
- f) Tourisme, de la Chasse et de la Pêche;

QUESTIONS AND ANSWERS

Question by Mr Bellemare:

1. From the time of the acquisition of Anticosti island to 1 March 1978, what have been the total direct or indirect expenses of this territory incurred by the following Departments:

- (a) Communications;
- (b) Executive Council;
- (c) Justice;
- (d) Natural Resources;
- (e) Lands and Forests;
- (f) Tourism, Fish and Game;

g) Transports;
h) Travaux publics et de l'Approvisionnement?

2. Combien d'employés permanents et occasionnels chacun de ces ministères compte-t-il sur l'île?

3. Ces ministères ont-ils commandé, en dehors de la Fonction publique, des études sur l'administration et le développement de l'île?

4. Dans l'affirmative:

a) quel est le sujet de chacune de ces études et à qui chacune d'elles a-t-elle été confiée;

b) quel est le coût de chacune de ces études?

Réponse de M. O'Neill:

Suite à la question de M. Bellemare concernant les dépenses totales directes et indirectes occasionnées jusqu'au 1^{er} mars 1978 par l'acquisition de l'île d'Anticosti, le ministère des Communications a effectué les dépenses suivantes:

Direction générale des Services techniques (D.G.S.T.):

Dépenses approximatives de l'ordre de \$25,000, soit \$18,931.74 pour les services d'installation et d'entretien d'un système de radiocommunication sur ce territoire, et environ \$5,000 pour les salaires (temps supplémentaire) et les frais de voyage du personnel du Service des réparations.

Direction générale du Cinéma et de l'Audio-visuel (D.G.C.A.):

Dépenses relatives à un projet de tournage du film «L'île d'Anticosti» commencé en 1976 et abandonné par la suite; dépenses approximatives de l'ordre de \$2,500, soit \$1,000 en frais de voyage et \$1,500 de frais de développement de pellicule.

(g) Transport;
(h) Public Works and Supply?

2. How many permanent and casual employees do these Departments have on the island?

3. Have these Departments ordered any studies outside the Civil Service on the administration and development of the island?

4. If so:

(a) what is the subject of each of such studies and to whom was each study entrusted;

(b) what is the cost of each of such studies?

Answer by Mr O'Neill:

In answer to Mr Bellemare's question concerning the total direct or indirect expenses incurred following the acquisition of Anticosti Island up to 1 March 1978, the Department of Communications spent the following amounts:

Technical services branch:

Approximate expenses of \$25,000, namely \$18,931.74 for the installation and maintenance of a radiocommunication system on the island and approximately \$5,000 for salaries (overtime) and travelling expenses paid to personnel from the repair service.

Cinema and audio-visual techniques branch:

Expenses in connection with the shooting of the film "L'île d'Anticosti", a project which began in 1976 and was then abandoned; approximate expenses of \$2,500, namely \$1,000 for travelling expenses and \$1,500 for film developing.

Question de M. Gratton:

1. La ville de Gatineau et le ministère des Richesses naturelles ont-ils conclu une entente dans le cadre du programme de subventions destinées à payer une partie du coût des travaux nécessaires à la prévention des inondations?

2. Depuis le 26 novembre 1976 jusqu'au 28 février 1978, combien d'ententes du genre le ministère a-t-il conclues et avec quelles municipalités?

Réponse de M. Bérubé:

1. Non. Le ministère des Richesses naturelles mène présentement des études sur les problèmes soumis par la ville de Gatineau, et lorsque celles-ci seront complétées, évaluera la possibilité de contribuer financièrement à leur solution, dans le cadre de la politique d'intervention gouvernementale en matière d'accidents naturels reliés à l'eau en territoire municipalisé, dit programme PIANEAUX.

2. Cinq ententes ont été signées dans le cadre du programme PIANEAUX, soit avec les municipalités de Coaticook, Saint-Maxime-de-Scott, Petite-Matane, Rivière-du-Gouffre et Laterrière.

Question de M. Forget:

1. En date du 27 février, le gouvernement avait-il, directement ou indirectement, entrepris des démarches ou des négociations, souscrit ou promis de souscrire à des engagements ayant pour but la création, la mise sur pied ou l'organisation de la Société nationale de l'amiante en amorçant, par exemple, le recrutement de cadres, l'acquisition d'immeubles ou la formation d'un conseil d'administration?

2. Dans l'affirmative, quels ont été, dans chaque cas:

Question by Mr Gratton:

1. Did the town of Gatineau and the Department of Natural Resources reach an agreement within the framework of the program of subsidies in view of paying part of the cost of the work necessary to prevent floods?

2. How many agreements of this type did the Department make from 26 November 1976 to 28 February 1978 and which municipalities were involved?

Answer by Mr Bérubé:

1. No. The Department of Natural Resources is carrying out studies at the present time on the problems which were submitted to it by the town of Gatineau, and once these studies are completed, it will consider the possibility of contributing financially to the solution of these problems, within the framework of the policy of the government to intervene in matters concerning accidental events resulting from floods within the limits of municipalities (PIANEAUX program).

2. Five agreements were signed with the municipalities of Coaticook, Saint-Maxime-de-Scott, Petite-Matane, Rivière-du-Gouffre and Laterrière within the framework of this program.

Question by Mr Forget:

1. On 27 February, had the government taken any steps or entered into any negotiations directly or indirectly, undertaken or promised to undertake any commitments in view of creating, establishing or setting up the Société nationale de l'amiante by beginning, for instance, to recruit senior officers, to purchase immoveables or to establish a board of directors?

2. If so, what were, in each case:

a) les démarches, négociations, engagements ou promesses d'engagement;

b) les noms et fonctions des personnes concernées;

c) le montant d'argent en cause?

(a) the steps, negotiations, commitments or promises of commitment;

(b) the names and duties of the persons concerned;

(c) the amount of money involved?

Réponse de M. Bérubé:

1. Non.

2. Néant.

Answer by Mr Bérubé:

1. No.

2. Nil.

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Le Moignan:

1. Quelle est la somme totale des subventions accordées dans le cadre du programme de la célébration des fêtes de la Saint-Jean, le 24 juin 1977?

2. Quelle est la somme accordée à chacune des régions de la province?

3. Quel a été le montant accordé à chaque comté?

4. Dans chaque cas, à quelles personnes, sociétés ou corporations ces sommes ont-elles été versées et par quels ministères ou organismes du gouvernement?

Sur la motion de M. Burns, il est—

Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Burns, au nom de M. Lévesque (Taillon), dépose ledit document.

(*Document de la session n° 56.*)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Le Moignan:

1. Le gouvernement du Québec a-t-il entrepris des pourparlers avec le gouvernement français, en vue de permettre la projection en France de films post synchronisés par des artistes canadiens?

2. Y a-t-il eu des développements dans ce domaine depuis la visite du Premier Ministre en France?

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Le Moignan:

1. What was the total amount of subsidies granted within the framework of the celebration programme of the Saint-Jean festivities, on 24 June 1977?

2. What was the amount granted to each of the Québec regions?

3. What was the amount granted to each county?

4. In each case, to what persons, firms or corporations were these amounts paid and by what departments or bodies of the government?

On motion of Mr Burns,—

Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Burns tabled the said document, on behalf of Mr Lévesque (Taillon).

(*Sessional Papers, No. 56.*)

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Le Moignan:

1. Did the government of Québec undertake negotiations with the French government to allow the projection in France of films dubbed by Canadian performers?

2. Has there been any developments in this matter since the Prime Minister's trip to France?

3. Ce dossier apparaît-il dans la liste des priorités des discussions gouvernementales bilatérales dans le cadre des intérêts de coopération culturelle?

4. Quel est, au 1^{er} mars 1978, l'état du dossier?

Sur la motion de M. Burns, il est—

Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Burns, au nom de M. O'Neill, dépose ledit document.

(*Document de la session n° 57.*)

Sur la motion de M. Le Moignan, il est—

Ordonné qu'il soit déposé:

Copie de l'étude réalisée sous la responsabilité de Rexfor sur la rentabilité de l'entreprise James Richardson Company Ltd., dans le but d'établir les possibilités de redémarrage de ce complexe de sciage dans les localités de Cap-Chat, Sainte-Anne-des-Monts et Grande-Vallée.

M. Bérubé dépose ledit document.

(*Document de la session n° 58.*)

Du consentement unanime de l'Assemblée, l'ordre du jour appelle la prise en considération de la motion de M. Roy proposant:

Que cette Assemblée est d'avis qu'en vertu de l'article 152 du règlement, des instructions soient données à la Commission permanente qui étudiera, article par article, le projet de loi n° 70, «Loi constituant la Société nationale de l'amiante», afin qu'elle puisse diviser ledit projet de loi en deux parties comme suit:

a) La création de la Société nationale de l'amiante.

b) Le pouvoir d'acquérir des entreprises.

3. Is this matter on the list of priorities for discussion by both governments within the framework of cultural co-operation?

4. What stage had this file reached as at 1 March 1978?

On motion of Mr Burns,—

Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Burns tabled the said document, on behalf of Mr O'Neill.

(*Sessional Papers, No. 57.*)

On motion of Mr Le Moignan,—

Ordered, that there be tabled:

Copy of the study carried out under the responsibility of Rexfor on the profitability of the firm James Richardson Company Ltd., for the purpose of establishing the possibilities of starting up production again at this sawmill complex in the localities of Cap-Chat, Sainte-Anne-des-Monts and Grande-Vallée.

Mr Bérubé tabled the said document.

(*Sessional Papers, No. 58.*)

With the unanimous consent of the Assembly, the Order of the Day being read for the consideration of the motion by Mr Roy proposing:

That the Assembly is of opinion that, according to Standing Order 152, instructions should be given to the Standing Committee that will examine, section by section, Bill 70, "An Act to establish the Société nationale de l'amiante", so that the said bill be divided in two parts as follows:

(a) The establishment of the Société nationale de l'amiante.

(b) The power to acquire undertakings.

Avant d'entreprendre le débat sur cette motion, conformément au paragraphe 6 de l'article 10 du règlement, M. le Président convoque une conférence des leaders parlementaires des partis reconnus.

Puis, M. le Président s'exprime comme suit:

À la suite de la conférence des leaders parlementaires et du consentement unanime de l'Assemblée, l'entente suivante a été prise quant à la répartition du temps pour organiser un débat restreint, savoir: vingt minutes au gouvernement; vingt minutes à l'Opposition officielle; vingt minutes à l'Union Nationale; dix minutes au Ralliement Créditiste et dix minutes au Parti National Populaire.

Et un débat s'élève sur la motion de M. Roy.

La motion est alors rejetée, les voix se divisant comme suit:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Bellemare, Biron, Brochu, Caron, Ciaccia, Cordeau, Dubois, Forget, Giasson, Lalonde, Lamontagne, Lavoie, Lavoie-Roux, Le Moignan, Levesque (Bonaventure), O'Gallagher, Picotte, Raynauld, Vaillancourt (Orford).—19.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bertrand, Bérubé, Bisaillon, Bordeleau, Boucher, Brassard, Burns, Charbonneau, Chevette, Clair, de Bellefeuille, de Belleval, Desbiens, Duhaime, Dussault, Fallu, Gagnon, Garon, Gendron, Godin, Gosselin, Grégoire, Guay, Jolivet, Laberge, Lacoste, Laplante, Lavigne, Leblanc, Lefebvre, Léger, Lessard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Marcoux, Martel, Mercier, Michaud, Ouellette (Beauce-Nord), Paquette, Perron, Proulx, Rancourt, Vaillancourt (Jonquière), Vaugeois.—47.

À dix-huit heures, l'Assemblée s'ajourne à demain quatorze heures.

Before undertaking the debate on this motion, in accordance with paragraph 6 of Standing Order 10, Mr President convened a conference with the House Leaders of the recognized parties.

Mr President then expressed himself as follows:

Following the conference with the House Leaders and with the unanimous consent of the Assembly, the following agreement was reached as to the distribution of the time to organize a limited debate, namely: twenty minutes for the government; twenty minutes for the Official Opposition; twenty minutes for the Union Nationale; ten minutes for the Social Credit Rally and ten minutes for the Popular National Party.

And a debate arising on the motion by Mr Roy.

The motion was rejected on the following division:

At six o'clock P.M., the Assembly adjourned until tomorrow, at two o'clock P.M.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

CLÉMENT RICHARD,
President.

**PROCÈS-VERBAUX
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC**

Troisième session de la trente et unième Législature

**VOTES AND PROCEEDINGS
OF THE NATIONAL ASSEMBLY
OF QUÉBEC**

Third Session of the Thirty-first Legislature

Le jeudi 16 mars 1978

Quatorze heures

Thursday, 16 March 1978

Two o'clock P.M.

Les documents suivants sont déposés: The following documents were tabled:

Par M. Laurin:

Rapport annuel de la Régie de la langue française, pour l'année 1976.

(Document de la session n° 59.)

By Mr Laurin:

Annual report of the Régie de la langue française, for 1976.

(Sessional Papers, No. 59.)

Par M. Lazure:

Rapport annuel du ministère des Affaires sociales, pour l'année 1976/77.

(Document de la session n° 60.)

By Mr Lazure:

Annual report of the Department of Social Affairs, for 1976/77.

(Sessional Papers, No. 60.)

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Burns propose:

Que cette Assemblée offre ses meilleurs vœux à tous les Québécois d'origine irlandaise à l'occasion de leur fête nationale qui aura lieu demain le 17 mars.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Burns moved:

That this Assembly do offer its very best wishes to all Quebecers of Irish origin on the occasion of the feast-day of their patron saint, tomorrow, 17 March.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bellemare, Bertrand, Bérubé, Biron, Bisailon, Boucher, Brassard, Brochu, Burns, Cardinal, Caron, Charbonneau, Chevrete, Ciaccia, Clair, Cordeau, Couture, de Bellefeuille, de Belleval, Desbiens, Dubois, Duhaime, Fallu, Fontaine, Forget, Gagnon, Garon, Gendron, Godin, Gosselin, Grégoire, Guay, Johnson, Jolivet, Laberge, Lacoste, Lalonde, Lamontagne, Landry, Laplante, Laurin, Lavigne, Lavoie, Lavoie-Roux, Lazure, Leblanc, Le Moignan, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Mackasey, Mailloux, Marcoux, Marquis, Martel, Mercier, Morin (Sauvé), O'Gallagher, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Pagé, Paquette, Parizeau, Perron, Picotte, Rancourt, Raynald, Roy, Samson, St-Germain, Tardif, Tremblay, Vaillancourt (Jonquière), Vaillancourt (Orford), Vaugois.—77.

CONTRE—NAYS:—0.

Sur la motion de M. Burns, la Commission permanente des richesses naturelles siège au Salon Rouge immédiatement jusqu'à vingt-deux heures, avec suspension des travaux de dix-huit heures à vingt heures, pour étudier, article par article, le projet de loi n° 70, «Loi constituant la Société nationale de l'amiante».

L'Assemblée reprend le débat sur le message inaugural et sur les motions de censure suivantes:

De M. Levesque (Bonaventure):

«*Que* cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement de son incapacité à redresser la situation économique du Québec.»

De M. Biron:

«*Que* cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement d'avoir présenté un programme législatif qui ne répond pas aux préoccupations réelles des Québécois, notamment en matière de relance économique et de création d'emplois.».

M. Picotte propose:

Que cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement de son incurie en

On motion of Mr Burns, the Standing Committee on Natural Resources will sit immediately in the Red Room until ten o'clock P.M., with suspension of work from six o'clock until eight o'clock in the evening, for the section by section examination of Bill 70, "An Act to establish the Société nationale de l'amiante".

The Assembly resumed the debate on the inaugural message and on the following motions of non-confidence:

By Mr Levesque (Bonaventure):

"*That* the Assembly do censure severely the government for its inability to straighten out the economic situation in Québec."

By Mr Biron:

"*That* the Assembly do censure severely the government for having introduced a legislative program that does not correspond to the real preoccupations of Quebecers, more particularly in matters pertaining to the economic recovery and the creation of jobs."

Mr Picotte moved:

That the Assembly do censure severely the government's negligence in

matière agricole, compte tenu particulièrement de la baisse du revenu des agriculteurs.

Et le débat continue.

À dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures quinze minutes.

Vingt heures quinze minutes

Le débat est suspendu.

M. Duhaime, au nom de M. Burns, donne l'avis suivant:

Demain, au Salon Rouge, à compter de dix heures jusqu'à treize heures, la Commission permanente de l'agriculture siégera pour discuter la question avec débat du Député de Huntingdon au Ministre de l'Agriculture sur le sujet suivant:

La politique agro-alimentaire du gouvernement.

L'Assemblée reprend le débat sur le message inaugural et sur les motions de censure suivantes:

De M. Levesque (Bonaventure):

«*Que cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement de son incapacité à redresser la situation économique du Québec.*»

De M. Biron:

«*Que cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement d'avoir présenté un programme législatif qui ne répond pas aux préoccupations réelles des Québécois, notamment en matière de relance économique et de création d'emplois.*»

agricultural matters, particularly in view of the drop in revenue of farmers.

And the debate continuing thereon.

At six o'clock P.M., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until eight-fifteen o'clock P.M.

Eight-fifteen o'clock P.M.

The debate was suspended.

Mr Duhaime gave the following notice, on behalf of Mr Burns:

The Standing Committee on Agriculture will sit tomorrow in the Red Room, from ten o'clock A.M. until one o'clock P.M., to discuss the question for debate by the Member for Huntingdon to the Minister of Agriculture on the following matter:

The agro-food policy of the government.

The Assembly resumed the debate on the inaugural message and on the following motions of non-confidence:

By Mr Levesque (Bonaventure):

«*That the Assembly do censure severely the government for its inability to straighten out the economic situation in Québec.*»

By Mr Biron:

«*That the Assembly do censure severely the government for having presented a legislative program that does not correspond to the real preoccupations of Quebecers, more particularly in matters pertaining to the economic recovery and the creation of jobs.*»

De M. Picotte:

«*Que* cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement de son incurie en matière agricole, compte tenu particulièrement de la baisse du revenu des agriculteurs.».

Le débat est ajourné sur la motion de M. Bertrand.

À vingt-deux heures, l'Assemblée s'ajourne à mardi prochain quatorze heures.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

By Mr Picotte:

“*That* the Assembly do censure severely the government’s negligence in agricultural matters, particularly in view of the drop in revenue of farmers.”.

The debate was adjourned on motion of Mr Bertrand.

At ten o'clock P.M., the Assembly adjourned until next Tuesday, at two o'clock P.M.

CLÉMENT RICHARD,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirty-first Legislature

Le mardi 21 mars 1978

Quatorze heures

Tuesday, 21 March 1978

Two o'clock P.M.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Landry:

Document de travail sur l'industrie agro-alimentaire, intitulé: *L'agro-alimentaire, pour une stratégie de développement.*

(Document de la session n° 61.)

Par M. Charron:

Rapport final du Comité d'étude sur la violence au hockey amateur au Québec, en date du 15 novembre 1977.

(Document de la session n° 62.)

M. Burns propose que les modifications suivantes soient apportées dans la composition des commissions permanentes suivantes, en substituant le nom de M. Clair à celui de M. Vaugois comme membre de la Commission de la présidence du conseil; le nom de Mme Leblanc à celui de M. Vaugois comme membre, et le nom de M. Laberge à

The following documents were tabled:

By Mr Landry:

A working document on the agro-food industry, entitled: *L'agro-alimentaire, pour une stratégie de développement.*

(Sessional Papers, No. 61.)

By Mr Charron:

Final report of the study committee on violence in amateur hockey in the province of Québec, dated 15 November 1977.

(Sessional Papers, No. 62.)

Mr Burns moved that the following changes be made to the list of members of the following Standing Committees, by replacing the name of Mr Vaugois by that of Mr Clair as member of the Committee on the Presidency of the Council; the name of Mr Vaugois by that of Mrs Leblanc as member, and the name of Mrs Leblanc by that of Mr

celui de Mme Leblanc comme intervenant à la Commission du revenu; le nom de M. Chevrette à celui de M. Ouellette comme membre, et le nom de M. Ouellette à celui de M. Lavigne comme intervenant à la Commission des transports; le nom de M. Boucher à celui de M. Beauséjour comme membre, et le nom de M. Laberge à celui de M. Boucher comme intervenant à la Commission des corporations professionnelles; le nom de M. Lacoste à celui de M. Chevrette comme membre, et celui de M. Chevrette à celui de M. Lacoste comme intervenant à la Commission de l'éducation.

La motion est adoptée.

M. Burns propose *qu'à l'article a)* du feuillet d'aujourd'hui, le nom de M. Vaugois soit substitué à celui de M. O'Neill comme parrain du projet de loi suivant: «Loi modifiant la Loi sur les biens culturels».

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs—Alfred, Baril, Beauséjour, Bédard, Bellemare, Bertrand, Biron, Bordeleau, Boucher, Brassard, Brochu, Burns, Cardinal, Charbonneau, Charron, Chevrette, Clair, Cordeau, Cuerrier, de Bellefeuille, de Belleval, Desbiens, Dubois, Duhaime, Dussault, Fallu, Fontaine, Forget, Gagnon, Garon, Gendron, Giasson, Godin, Gosselin, Goulet, Gravel, Grégoire, Guay, Jolivet, Joron, Lalonde, Lamontagne, Landry, Laplante, Laurin, Lavigne, Lavoie, Lazure, Lefebvre, Léger, Le Moignan, Léonard, Lessard, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Mackasey, Mailloux, Marchand, Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Michaud, Morin (Sauvé), O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Pagé, Paquette, Parizeau, Payette, Perron, Proulx, Rancourt, Raynauld, Roy, Saindon, Samson, St-Germain, Tardif, Vaillancourt (Jonquière), Vaillancourt (Orford), Vaugois.—84.

CONTRE—NAYS:—0.

M. Burns propose:

Qu'aujourd'hui, à compter de vingt heures jusqu'à vingt-deux heures, et demain, à compter de dix heures jusqu'à douze heures trente minutes, à la Salle

Laberge as participating member of the Committee on Revenue; the name of Mr Ouellette by that of Mr Chevrette as member, and the name of Mr Lavigne by that of Mr Ouellette as participating member of the Committee on Transport; the name of Mr Beauséjour by that of Mr Boucher as member, and the name of Mr Boucher by that of Mr Laberge as participating member of the Committee on Professional Corporations; the name of Mr Chevrette by that of Mr Lacoste as member, and the name of Mr Lacoste by that of Mr Chevrette as participating member of the Committee on Education.

The motion was adopted.

Mr Burns moved *that* at Item (a) of today's Agenda Paper, the name of Mr O'Neill be replaced by that of Mr Vaugois, as sponsor of the following bill: "An Act to amend the Cultural Property Act".

The motion was adopted on the following vote:

Mr Burns moved:

That the Standing Committee on Natural Resources do sit in Room 81 "A", this evening, from eight o'clock until ten o'clock, and tomorrow, from

81 «A», la Commission permanente des richesses naturelles siège pour étudier, article par article, le projet de loi n° 70, «Loi constituant la Société nationale de l'amiante».

La motion est adoptée.

M. Parizeau transmet à M. le Président et M. le Président lit à l'Assemblée le message suivant de l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec:

L'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée nationale les crédits pour l'année financière se terminant le 31 mars 1979, conformément aux dispositions de l'article 54 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867, et recommande ces crédits à la considération de l'Assemblée.

HUGUES LAPOINTE.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, le 21 mars 1978.
(*Document de la session n° 63.*)

Conformément au paragraphe 1 de l'article 128 du règlement, M. Burns propose que l'étude des crédits de chacun des ministères soit déferée aux commissions élues appropriées, sauf l'étude des crédits de l'Assemblée nationale et toute autre qu'il sera jugé opportun de déferer à la commission plénière.

La motion est adoptée.

Conformément au paragraphe 1 de l'article 132 du règlement, M. Parizeau donne avis qu'à une séance subséquente, l'Assemblée se transformera en commission plénière pour voter en bloc des crédits provisoires.

ten o'clock A.M. until twelve-thirty o'clock noon, for the section by section examination of Bill 70, "An Act to establish the Société nationale de l'amiante".

The motion was adopted.

Mr Parizeau presented to Mr President the following message from the Honourable the Lieutenant-Governor of the province of Québec, which Mr President read to the Assembly:

The Honourable the Lieutenant-Governor of the province of Québec forwards to the National Assembly the Estimates for the fiscal year ending March 31st 1979, in pursuance of the provisions of the 54th Section of the British North America Act, 1867, and recommends these Estimates to the consideration of the Assembly.

HUGUES LAPOINTE.

Government House,
Québec, March 21st 1978.
(*Sessional Papers, No. 63.*)

In accordance with paragraph 1 of Standing Order 128, Mr Burns moved that all the estimates of the various departments be referred to the appropriate Standing Committees for examination, with the exception of the examination of the estimates of the National Assembly, and any other which it shall be deemed expedient to refer to the Committee of the Whole.

The motion was adopted.

In accordance with paragraph 1 of Standing Order 132, Mr Parizeau gave notice that at a future sitting, the Assembly will resolve itself into Committee of the Whole to vote provisional appropriations as a lump sum.

L'Assemblée reprend le débat sur le message inaugural et sur les motions de censure suivantes:

De M. Levesque (Bonaventure):

«*Que* cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement de son incapacité à redresser la situation économique du Québec.»

De M. Biron:

«*Que* cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement d'avoir présenté un programme législatif qui ne répond pas aux préoccupations réelles des Québécois, notamment en matière de relance économique et de création d'emplois.»

De M. Picotte:

«*Que* cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement de son incurie en matière agricole, compte tenu particulièrement de la baisse du revenu des agriculteurs.»

À dix-huit heures, Madame le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

Vingt heures

Et le débat continue.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Jolivet.

À vingt-deux heures dix minutes, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

The Assembly resumed the debate on the inaugural message and on the following motions of non-confidence:

By Mr Levesque (Bonaventure):

“*That* the Assembly do censure severely the government for its inability to straighten out the economic situation in Québec.”

By Mr Biron:

“*That* the Assembly do censure severely the government for having presented a legislative program that does not correspond to the real preoccupations of Quebecers, more particularly in matters pertaining to the economic recovery and the creation of jobs.”

By Mr Picotte:

“*That* the Assembly do censure severely the government for its negligence in agricultural matters, particularly in view of the drop in revenue of farmers.”

At six o'clock P.M., Madam President left the Chair and the sitting was suspended until eight o'clock P.M.

Eight o'clock P.M.

And the debate continuing thereon.

The debate was adjourned on motion of Mr Jolivet.

At ten minutes past ten o'clock P.M., the Assembly adjourned until tomorrow, at ten o'clock A.M.

CLÉMENT RICHARD,
President.

**PROCÈS-VERBAUX
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC**

Troisième session de la trente et unième Législature

**VOTES AND PROCEEDINGS
OF THE NATIONAL ASSEMBLY
OF QUÉBEC**

Third Session of the Thirty-first Legislature

Le mercredi 22 mars 1978

Dix heures

L'Assemblée reprend le débat sur le message inaugural et sur les motions de censure suivantes:

De M. Levesque (Bonaventure):

«*Que cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement de son incapacité à redresser la situation économique du Québec.*»

De M. Biron:

«*Que cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement d'avoir présenté un programme législatif qui ne répond pas aux préoccupations réelles des Québécois, notamment en matière de relance économique et de création d'emplois.*»

De M. Picotte:

«*Que cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement de son incurie en matière agricole, compte tenu particulièrement de la baisse du revenu des agriculteurs.*»

Wednesday, 22 March 1978

Ten o'clock A.M.

The Assembly resumed the debate on the inaugural message and on the following motions of non-confidence:

By Mr Levesque (Bonaventure):

«*That the Assembly do censure severely the government for its inability to straighten out the economic situation in Québec.*»

By Mr Biron:

«*That the Assembly do censure severely the government for having presented a legislative program that does not correspond to the real preoccupations of Quebecers, more particularly in matters pertaining to the economic recovery and the creation of jobs.*»

By Mr Picotte:

«*That the Assembly do censure severely the government for its negligence in agricultural matters, particularly in view of the drop in revenue of farmers.*»

Le débat est terminé.

Les motions de censure sont alors mises aux voix et l'enregistrement des noms est demandé.

À la demande de M. Burns, Madame le Président remet à cet après-midi, avant l'appel des affaires du jour, l'enregistrement des noms sur les votes de ces motions.

À treize heures, Madame le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quinze heures.

Quinze heures

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Couture:

Entente entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec portant sur la collaboration en matière d'immigration et sur la sélection des ressortissants étrangers qui souhaitent s'établir au Québec à titre permanent ou temporaire.

(Document de la session n° 64.)

Par M. Léger:

Rapport annuel du Conseil consultatif de l'environnement, pour l'année 1976/77.

(Document de la session n° 65.)

Le projet de loi n° 4, «Loi modifiant la Loi sur les biens culturels», est présenté par M. Vaugeois.

M. Vaugeois propose que le projet de loi soit lu la première fois.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

The debate was concluded.

The motions of non-confidence were then put to the vote and the entry of names was requested.

At the request of Mr Burns, Madam President postponed the entry of names of the votes on these motions until this afternoon, before Orders of the Day are called.

At one o'clock P.M., Madam President left the Chair and the sitting was suspended until three o'clock P.M.

Three o'clock P.M.

The following documents were tabled:

By Mr Couture:

An agreement between the government of Canada and the gouvernement du Québec with regard to co-operation on immigration matters and on the selection of foreign nationals wishing to settle either permanently or temporarily in Québec.

(Sessional Papers, No. 64.)

By Mr Léger:

Annual report of the Advisory Council on the Environment, for 1976/77.

(Sessional Papers, No. 65.)

Bill 4, "An Act to amend the Cultural Property Act", was introduced by Mr Vaugeois.

Mr Vaugeois moved that the bill be read the first time.

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bédard, Bellemare, Bertrand, Bérubé, Biron, Bisailon, Bordeleau, Boucher, Brochu, Burns, Cardinal, Caron, Charbonneau, Charron, Chevrette, Ciacchia, Clair, Cordeau, Couture, Cuerrier, de Bellefeuille, de Belleval, Desbiens, Dubois, Duhaime, Dussault, Fallu, Fontaine, Forget, Gendron, Giasson, Godin, Gosselin, Goulet, Gravel, Grégoire, Guay, Johnson, Jolivet, Joron, Laberge, Lacoste, Lalonde, Lamontagne, Landry, Laplante, Laurin, Lavoie, Lavoie-Roux, Lazure, Lefebvre, Léger, Le Moignan, Léonard, Lessard, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Mackasey, Mailloux, Marchand, Marois, Marquis, Mercier, Michaud, Morin (Louis-Hébert), Morin (Sauvé), O'Gallagher, O'Neill, Ouellette (Hull), Pagé, Paquette, Parizeau, Payette, Perron, Proulx, Rancourt, Raynald, Roy, Saindon, Shaw, St-Germain, Tardif, Tremblay, Vaillancourt (Jonquière), Vaillancourt (Orford), Vaugois, Verreault.—91.

CONTRE—NAYS:—0.

En conséquence, le projet de loi est lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

Le projet de loi n° 1, «Loi modifiant la Loi du ministère des transports», est présenté par M. Lessard, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

Conformément à l'article 180 du règlement et du consentement unanime de l'Assemblée, M. Lalonde dépose le document suivant:

Pétition adressée aux députés de l'Assemblée nationale par Amnistie Internationale, section Québec, au sujet des droits de l'homme en Afrique du Sud.

(Document de la session n° 66.)

Au cours de la période des questions orales, du consentement unanime de l'Assemblée, M. Morin (Sauvé), en réponse à une question de Mme Lavoie-Roux, dépose le document suivant:

Copie d'une lettre, en date du 15 février 1978, adressée par M. Jacques-Yvan Morin, ministre de l'Éducation, à M. Paul-Aimé Paiement, président du

The bill was accordingly read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

Bill 1, "An Act to amend the Transport Department Act", was introduced by Mr Lessard, read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

In accordance with Standing Order 180 and with the unanimous consent of the Assembly, Mr Lalonde tabled the following document:

A petition forwarded to the Members of the National Assembly by Amnistie Internationale, section Québec, concerning human rights in South Africa.

(Sessional Papers, No. 66.)

During the oral question period, with the unanimous consent of the Assembly, Mr Morin (Sauvé), in answer to a question by Mrs Lavoie-Roux, tabled the following document:

Copy of a letter, dated 15 February 1978, forwarded by Mr Jacques-Yvan Morin, minister of Education, to Mr Paul-Aimé Paiement, chairman of the

conseil d'administration du Collège de Limoilou, au sujet de l'état de la pédagogie dans ce collège.

(Document de la session n° 67.)

Sur la motion de M. Burns, la Commission permanente des richesses naturelles siège immédiatement jusqu'à dix-huit heures à la Salle 81 «A», pour étudier, article par article, le projet de loi n° 70, «Loi constituant la Société nationale de l'amiante».

M. Burns donne l'avis suivant:

Demain, à la Salle 81 «A», à compter de dix heures jusqu'à douze heures trente minutes, la Commission permanente des richesses naturelles siègera pour étudier, article par article, le projet de loi n° 70, «Loi constituant la Société nationale de l'amiante».

À l'appel des motions non annoncées, du consentement unanime de l'Assemblée, M. Bédard propose:

Que, suite à l'affaire de la prise d'otages à la prison de Saint-Jérôme, des félicitations soient adressées à la Sûreté du Québec pour avoir sauvé la vie des otages, tout en ne cédant pas aux revendications des mutins.

Et un débat s'élève sur cette motion.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Charron.

À dix-huit heures, l'Assemblée s'ajourne à demain quatorze heures.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

board of directors of the Collège de Limoilou, concerning the type of instruction being provided in this college.

(Sessional Papers, No. 67.)

On motion of Mr Burns, the Standing Committee on Natural Resources will sit immediately until six o'clock P.M. in Room 81 "A", for the section by section examination of Bill 70, "An Act to establish the Société nationale de l'amiante".

Mr Burns gave the following notice:

The Standing Committee on Natural Resources will sit tomorrow in Room 81 "A", from ten o'clock A.M. until twelve-thirty o'clock noon, for the section by section examination of Bill 70, "An Act to establish the Société nationale de l'amiante".

Motions without notice being called, with the unanimous consent of the Assembly, Mr Bédard moved:

That, following the hostage-taking incident at the Saint-Jérôme jail, congratulations be forwarded to the Québec Police Force for having saved the lives of the hostages while refusing to surrender to the demands of the hostage-takers.

And a debate arising on this motion.

The debate was adjourned on motion of Mr Charron.

At six o'clock P.M., the Assembly adjourned until tomorrow, at two o'clock P.M.

CLÉMENT RICHARD,
President.

**PROCÈS-VERBAUX
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC**

Troisième session de la trente et unième Législature

**VOTES AND PROCEEDINGS
OF THE NATIONAL ASSEMBLY
OF QUÉBEC**

Third Session of the Thirty-first Legislature

Le jeudi 23 mars 1978

Quatorze heures

Thursday, 23 March 1978

Two o'clock P.M.

M. Parizeau dépose le document suivant:

Rapport annuel de la Caisse de dépôt et placement du Québec, pour l'année 1977.

(Document de la session n° 68.)

Les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, présentés, lus la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture:

Par M. Morin (Sauvé):

Projet de loi n° 2.—Loi modifiant la Loi de l'instruction publique.

Par M. Parizeau:

Projet de loi n° 3.—Loi modifiant la Loi pourvoyant au financement des programmes de santé.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Alfred propose:

Mr Parizeau tabled the following document:

Annual report of the Québec Deposit and Investment Fund, for 1977.

(Sessional Papers, No. 68.)

The following bills were severally introduced, read the first time and ordered for second reading at the next sitting:

By Mr Morin (Sauvé):

Bill 2.—An Act to amend the Education Act.

By Mr Parizeau:

Bill 3.—An Act to amend the Act to provide for the financing of health programmes.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Alfred moved:

Que, parce qu'elle est vivement préoccupée par les flagrantes et constantes violations des droits de la personne en Afrique du Sud, cette Assemblée exprime le vœu que le premier ministre d'Afrique du Sud, l'Honorable GB. J. Vorster, et son gouvernement:

1) abrogent toute législation répressive ou discriminatoire à l'endroit de la majorité noire;

2) libèrent tous les prisonniers de conscience et d'opinion;

3) procèdent immédiatement à une enquête complète et publique, par une commission indépendante, sur les allégations de torture et les décès imputés à la police.

La motion est adoptée.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Fontaine propose:

Que cette Assemblée offre ses vœux de prompt rétablissement à M. René Blondin, secrétaire général de l'Assemblée nationale.

La motion est adoptée.

L'Assemblée procède à l'enregistrement des noms sur les votes des motions de censure suivantes, proposées lors du débat sur le message inaugural:

De M. Levesque (Bonaventure):

«*Que* cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement de son incapacité à redresser la situation économique du Québec.»

De M. Biron:

«*Que* cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement d'avoir présenté un programme législatif qui ne répond pas aux préoccupations réelles des Québécois, notamment en matière de relance économique et de création d'emplois.»

That, because it is deeply affected by the flagrant and constant violations of human rights in South Africa, the Assembly do express the wish that the Prime Minister of South Africa, the Honourable GB. J. Vorster and his government:

(1) do repeal all repressive and discriminatory legislation against the Black majority;

(2) do set all political prisoners free;

(3) do carry out immediately a complete public inquiry, by an independent commission, on the allegations of torture and deaths imputed to the police.

The motion was adopted.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Fontaine moved:

That this Assembly do offer its best wishes for a rapid recovery to Mr René Blondin, Secretary General of the National Assembly.

The motion was adopted.

The Assembly proceeded with the entry of names of the votes on the following motions of non-confidence proposed during the debate on the inaugural message:

By Mr Levesque (Bonaventure):

“*That* the Assembly do censure severely the government for its inability to straighten out the economic situation in Québec.”

By Mr Biron:

“*That* the Assembly do censure severely the government for having presented a legislative program that does not correspond to the real preoccupations of Quebecers, more particularly in matters pertaining to the economic recovery and the creation of jobs.”

De M. Picotte:

«*Que cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement de son incurie en matière agricole, compte tenu particulièrement de la baisse du revenu des agriculteurs.*».

La motion de censure de M. Levesque (Bonaventure) est rejetée, les voix se divisant comme suit:

By Mr Picotte:

«*That the Assembly do censure severely the government for its negligence in agricultural matters, particularly in view of the drop in revenue of farmers.*”.

The motion of non-confidence by Mr Levesque (Bonaventure) was rejected on the following division:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Bellemare, Brochu, Ciaccia, Cordeau, Dubois, Fontaine, Forget, Giasson, Goulet, Lalonde, Lamontagne, Lavoie, Lavoie-Roux, Levesque (Bonaventure), Marchand, O’Gallagher, Pagé, Picotte, Raynauld, Roy, Samson, St-Germain, Vaillancourt (Orford), Verreault. —24.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bédard, Bertrand, Bérubé, Bisailon, Bordeleau, Boucher, Brassard, Burns, Charbonneau, Chevrette, Clair, Couture, de Bellefeuille, de Belleval, Duhaime, Dussault, Fallu, Gagnon, Garon, Gendron, Godin, Gosselin, Gravel, Grégoire, Guay, Jolivet, Laberge, Lacoste, Landry, Laplante, Laurin, Lavigne, Lazure, Lefebvre, Léger, Léonard, Lessard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, Morin (Louis-Hébert), Morin (Sauvé), Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Paquette, Parizeau, Perron, Proulx, Rancourt, Tardif, Tremblay, Vaugeois.—60.

La motion de censure de M. Biron est rejetée, les voix se divisant comme suit:

The motion of non-confidence by Mr Biron was rejected on the following division:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Bellemare, Brochu, Ciaccia, Cordeau, Dubois, Fontaine, Forget, Giasson, Goulet, Lalonde, Lamontagne, Lavoie, Lavoie-Roux, Levesque (Bonaventure), Marchand, O’Gallagher, Pagé, Picotte, Raynauld, Roy, Samson, St-Germain, Vaillancourt (Orford), Verreault. —24.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bédard, Bertrand, Bérubé, Bisailon, Bordeleau, Boucher, Brassard, Burns, Charbonneau, Chevrette, Clair, Couture, de Bellefeuille, de Belleval, Duhaime, Dussault, Fallu, Gagnon, Garon, Gendron, Godin, Gosselin, Gravel, Grégoire, Guay, Jolivet, Laberge, Lacoste, Landry, Laplante, Laurin, Lavigne, Lazure, Lefebvre, Léger, Léonard, Lessard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, Morin (Louis-Hébert), Morin (Sauvé), Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Paquette, Parizeau, Perron, Proulx, Rancourt, Tardif, Tremblay, Vaugeois.—60.

La motion de censure de M. Picotte est rejetée, les voix se divisant comme suit:

The motion of non-confidence by Mr Picotte was rejected on the following division:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Bellemare, Brochu, Ciaccia, Cordeau, Dubois, Fontaine, Forget, Giasson, Goulet, Lalonde, Lamontagne, Lavoie, Lavoie-Roux, Levesque (Bonaventure), Marchand, O'Gallagher, Pagé, Picotte, Raynauld, Roy, Samson, St-Germain, Vaillancourt (Orford), Verreault.—24.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bédard, Bertrand, Bérubé, Bisaillon, Bordeleau, Boucher, Brassard, Burns, Charbonneau, Chevrette, Clair, Couture, de Bellefeuille, de Belleval, Duhaime, Dussault, Fallu, Gagnon, Garon, Gendron, Godin, Gosselin, Gravel, Grégoire, Guay, Jolivet, Laberge, Lacoste, Landry, Laplante, Laurin, Lavigne, Lazure, Lefebvre, Léger, Léonard, Lessard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, Morin (Louis-Hébert), Morin (Sauvé), Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Paquette, Parizeau, Perron, Proulx, Rancourt, Tardif, Tremblay, Vaugeois.—60.

M. le Président donne avis que vendredi le 7 avril 1978, à compter de dix heures jusqu'à treize heures, la Commission permanente des communications siégera pour discuter la question avec débat du Député de Gatineau au Ministre des Communications sur le sujet suivant:

La publicité payée à même les fonds publics.

Mr President gave notice that Friday, 7 April 1978, the Standing Committee on Communications will sit, from ten o'clock A.M. until one o'clock P.M., to discuss the question for debate by the Member for Gatineau to the Minister of Communications on the following matter:

Publicity paid out of public funds.

Du consentement unanime de l'Assemblée, les questions et les motions suivantes apparaissant au feuillet de mercredi le 22 mars 1978, sont appelées:

With the unanimous consent of the Assembly, the following questions and motions appearing on the Agenda Paper for Wednesday 22 March 1978, were called:

QUESTIONS ET RÉPONSES

Question de M. Bellemare:

1. Depuis l'acquisition de l'île d'Anticosti jusqu'au 1^{er} mars 1978, quelles sont les dépenses totales directes et indirectes occasionnées par ce territoire aux ministères suivants:

- a) Conseil Exécutif;
- b) Justice;
- c) Richesses naturelles;

QUESTIONS AND ANSWERS

Question by Mr Bellemare:

1. From the time of the acquisition of Anticosti Island to 1 March 1978, what have been the total direct or indirect expenses of this territory incurred by the following Departments:

- (a) Executive Council;
- (b) Justice;
- (c) Natural Resources;

- d) Terres et Forêts;
- e) Tourisme, de la Chasse et de la Pêche;
- f) Transports;
- g) Travaux publics et de l'Approvisionnement?

2. Combien d'employés permanents et occasionnels chacun de ces ministères compte-t-il sur l'île?

3. Ces ministères ont-ils commandé, en dehors de la Fonction publique, des études sur l'administration et le développement de l'île?

4. Dans l'affirmative:

a) quel est le sujet de chacune de ces études et à qui chacune d'elles a-t-elle été confiée;

b) quel est le coût de chacune de ces études?

Réponse de Mme Ouellette:

Comme vous pouvez le constater à la lecture de l'extrait qui suit, le MTPA a délégué ses pouvoirs d'administrateur concernant l'île d'Anticosti au ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche, immédiatement après l'avoir acquise.

EXTRAIT DU RAPPORT ANNUEL 1974/75 DU MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS ET DE L'APPROVISIONNEMENT

Le mandat de la Consolidated Bathurst comme administrateur de l'île ayant pris fin le 31 décembre 1974, le Ministre des Travaux publics et de l'Approvisionnement a délégué ses pouvoirs d'administrateur à compter du 1^{er} janvier 1975 au Ministre du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche qui possède toute l'expérience et les outils nécessaires pour continuer les opérations principales qui se sont poursuivies dans cette île au cours des dernières décennies, soit la chasse et la pêche.

- (d) Lands and Forests;
- (e) Tourism, Fish and Game;
- (f) Transport;
- (g) Public Works and Supply?

2. How many permanent and casual employees do these Departments have on the Island?

3. Have these Departments ordered any studies outside the Civil Service on the administration and development of the Island?

4. If so:

(a) what is the subject of each of such studies and to whom was each study entrusted;

(b) what is the cost of each of such studies?

Answer by Mrs Ouellette:

As it can be established by reading the following excerpt, the Department of Public Works and Supply delegated its powers as administrator of the Anticosti Island to the Department of Tourism, Fish and Game immediately after having acquired it.

EXCERPT FROM THE 1974/75 ANNUAL REPORT OF THE DEPARTMENT OF PUBLIC WORKS AND SUPPLY

The mandate of the Consolidated Bathurst as administrator of the Island having come to an end on 31 December 1974, the Minister of Public Works and Supply has delegated his powers of administrator on 1 January 1975 to the Minister of Tourism, Fish and Game who has all the experience and necessary instruments to continue the principal operations which were carried out during the last decades, namely hunting and fishing.

Question de M. Fontaine:

1. Du 1^{er} septembre 1976 au 1^{er} février 1978, quel est le montant de subventions qui ont été accordées à chaque municipalité et à chaque commission scolaire du district électoral de Nicolet-Yamaska par les ministères suivants:

- a) Transports;
- b) Affaires municipales;
- c) Agriculture;
- d) Éducation;
- e) Affaires culturelles;
- f) Industrie et Commerce?

2. À quelle fin chacune de ces subventions a-t-elle été accordée?

Réponse de M. Tremblay:

En réponse à la question du député de Nicolet-Yamaska, M. Serge Fontaine, j'informe cette Assemblée qu'aucune subvention n'a été versée dans le district électoral de Nicolet-Yamaska par le ministère de l'Industrie et du Commerce, entre le 1^{er} septembre 1976 et le 1^{er} février 1978.

Question de M. Goulet:

1. Le gouvernement a-t-il entrepris des démarches destinées à assurer la réouverture des magasins Dupuis, de Montréal?

2. Dans l'affirmative, quelles sont les personnes chargées de ce dossier?

3. Dans la négative, quelles mesures ont été prises afin de venir en aide aux employés mis à pied?

Réponse de M. Tremblay:

En réponse à la question du député de Bellechasse, M. Bertrand Goulet, j'informe cette Assemblée que le ministère de l'Industrie et du Commerce a suivi de près l'évolution de la situation chez Dupuis & Frères Limitée au cours des derniers mois et que son objectif immédiat est de favoriser dans les plus brefs délais la reprise d'activités commerciales dans les locaux utilisés jus-

Question by Mr Fontaine:

1. From 1 September 1976 to 1 February 1978, what was the amount of subsidies granted to each municipality and to each school board, in the electoral district of Nicolet-Yamaska, by the following Departments:

- (a) Transport;
- (b) Municipal Affairs;
- (c) Agriculture;
- (d) Education;
- (e) Cultural Affairs;
- (f) Industry and Commerce?

2. To what end has each subsidy been granted?

Answer by Mr Tremblay:

In answer to the question by the Member for Nicolet-Yamaska, Mr Serge Fontaine, I wish to inform the Assembly that no subsidies were awarded, in the electoral district of Nicolet-Yamaska, by the Department of Industry and Commerce, between 1 September 1976 and 1 February 1978.

Question by Mr Goulet:

1. Did the government undertake negotiations in view of assuring the re-opening of the Dupuis stores in Montreal?

2. If so, who are the persons in charge of these negotiations?

3. If not, what measures were taken to assist the dismissed employees?

Answer by Mr Tremblay:

To answer the question by the Member for Bellechasse, Mr Bertrand Goulet, I wish to inform the Assembly that the Department of Industry and Commerce has closely followed, during the last months, the development of the situation at Dupuis & Frères Limited and that its immediate objective is to see that business activities be resumed as soon as possible on the premises used

qu'à maintenant par Dupuis & Frères Limitée.

Pour atteindre éventuellement cet objectif, le ministère est en contact régulier avec le fiduciaire responsable de l'immeuble Dupuis & Frères Limitée et des groupes privés qui ont indiqué leur intention de poursuivre des activités commerciales dans les locaux utilisés jusqu'à, il y a quelque temps, par Dupuis & Frères Limitée.

Au ministère de l'Industrie et du Commerce, le sous-ministre adjoint, M. Pierre Shooner, et le directeur de la Direction du Commerce, M. Pierre Chamberland, sont les principales personnes chargées de ce dossier.

Question de M. Russell:

1. Depuis le 1^{er} juillet 1977 jusqu'au 1^{er} mars 1978, le gouvernement, ses offices, régies, commissions et sociétés ont-ils acheté du mobilier fabriqué à l'extérieur du Québec?

2. Dans l'affirmative, à quel montant total ces achats se chiffrent-ils?

3. À quel endroit et par quelles entreprises ces meubles ont-ils été fabriqués?

4. Quels sont les noms et adresses des personnes qui ont vendu ces meubles et quel a été le montant total payé à chacun?

Réponse de Mme Ouellette:

1. Depuis le 1^{er} juillet 1977 jusqu'au 1^{er} mars 1978, le Service général des achats, organisme chargé d'effectuer tous les achats du gouvernement et de certains organismes désignés, n'a pas émis de commande pour l'achat de mobilier fabriqué à l'extérieur du Québec.

2. Ne s'applique pas.

3. Ne s'applique pas.

4. Ne s'applique pas.

up to this day by Dupuis & Frères Limited.

In order to reach this objective eventually, the Department is in constant communication with the trustee responsible for Dupuis & Frères Limited and for the private groups which have revealed their intention of carrying on business activities on the premises used up to a while ago by Dupuis & Frères Limited.

At the Department of Industry and Commerce, the associate deputy-minister, Mr Pierre Shooner, and the director of the Trade Branch, Mr Pierre Chamberland, are the two principal persons in charge of this dossier.

Question by Mr Russell:

1. From 1 July 1977 to 1 March 1978, did the government or any of its bureaux, boards, commissions and corporations purchase any furniture which was manufactured outside the province of Québec?

2. If so, what is the total amount of such purchases?

3. Where and by what firms was this furniture manufactured?

4. What are the names and addresses of the persons who sold this furniture and what was the total amount paid to each one?

Answer by Mrs Ouellette:

1. From 1 July 1977 to 1 March 1978, the General Purchasing Service which is in charge of all the purchases for the government and certain designated agencies, did not place an order for furniture manufactured outside the province of Québec.

2. Does not apply.

3. Does not apply.

4. Does not apply.

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Fontaine:

1. Du 1^{er} septembre 1976 au 1^{er} février 1978, quel est le montant de subventions qui ont été accordées à chaque municipalité et à chaque commission scolaire du district électoral de Nicolet-Yamaska par les ministères suivants:

- a) Transports;
- b) Affaires municipales;
- c) Agriculture;
- d) Éducation;
- e) Affaires culturelles;
- f) Industrie et Commerce?

2. À quelle fin chacune de ces subventions a-t-elle été accordée?

Sur la motion de M. Burns, il est—

Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Tardif dépose un document concernant le ministère des Affaires municipales.

(Document de la session n° 69.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Russell:

1. Est-ce que les études suivantes commandées par le ministère de l'Industrie et du Commerce sont terminées:

a) l'étude de marché, d'aménagement et de promotion du port de Québec, préparée par Asselin, Benoît, Boucher, Ducharme, Lapointe Inc. au coût de \$200,000;

b) l'analyse de marché et choix d'un site pour un superport de vrac solide sur la rive sud du Saint-Laurent préparée par Major et Martin (consultant principal) ainsi que Desjardins, Sauriol et Swan Wooster (consultants associés) au coût de \$150,000;

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Fontaine:

1. From 1 September 1976 to 1 February 1978, what was the amount of subsidies granted to each municipality and to each school board, in the electoral district of Nicolet-Yamaska, by the following Departments:

- (a) Transport;
- (b) Municipal Affairs;
- (c) Agriculture;
- (d) Education;
- (e) Cultural Affairs;
- (f) Industry and Commerce?

2. To what end was each of such subsidies granted?

On motion of Mr Burns,—

Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Tardif tabled a document concerning the Department of Municipal Affairs.

(Sessional Papers, No. 69.)

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Russell:

1. Are the following studies, ordered by the Department of Industry and Commerce, completed:

(a) the study prepared by Asselin, Benoît, Boucher, Ducharme, Lapointe Inc. at a cost of \$200,000 on market research, development and promotion of the Port of Québec;

(b) the market analysis and selection of a site for the establishment of a superport for solid bulk cargo on the south shore of the St. Lawrence, prepared by Major and Martin (principal consultant) and Desjardins, Sauriol and Swan Wooster (associate consultants) at a cost of \$150,000;

c) l'étude de l'impact d'un superport de vrac solide à Gros-Cacouna, sur le port de Québec et sur les autres ports de l'Est du Canada, préparée par Desjardins et Sauriol (consultant principal) ainsi que Swan Wooster et Major et Martin (consultants associés) au coût de \$150,000?

2. Dans l'affirmative:

a) à quelle date ces études ont-elles été remises au ministère;

b) à quelle date ont-elles été rendues publiques;

c) dans le cas contraire, pour quelles raisons demeurent-elles secrètes?

Sur la motion de M. Burns, il est—

Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Tremblay dépose l'édit document.

(Document de la session n° 70.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Caron:

1. Outre la tenue de mini-sommets économiques, quelles mesures particulières le gouvernement a-t-il prises depuis que le Ministre d'État au développement économique a déclaré, à Victoriaville, le 26 janvier 1977, que la politique du gouvernement devra être entièrement repensée en ce qui concerne l'industrie du textile ainsi que celle du meuble, avant que la situation ne devienne plus critique?

2. Le ministère de l'Industrie et du Commerce a-t-il maintenant mis sur pied un département d'urgence pour les PME qui font momentanément face à des difficultés?

3. Si oui, quelles en sont les modalités?

(c) the study on the impact of a superport for solid bulk cargo at Gros-Cacouna on the Port of Québec and on the other ports of Eastern Canada, prepared by Desjardins and Sauriol (principal consultant) and Swan Wooster and Major and Martin (associate consultants) at a cost of \$150,000?

2. If so:

(a) on what date were these studies submitted to the Department;

(b) on what date were they made public;

(c) if they were not made public, why are they kept secret?

On motion of Mr Burns,—

Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Tremblay tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 70.)

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Caron:

1. Besides the holding of economic mini-summits, what special measures has the government taken since the Minister of State for Economic Development declared on 26 January 1977, at Victoriaville, that the government's policy should be entirely reconsidered as regards the textile and furniture industries before the situation becomes more critical?

2. Has the Department of Industry and Commerce already established an emergency branch for small and medium-sized firms facing temporary difficulties?

3. If so, what plan of action was set forth?

Sur la motion de M. Burns, il est—
Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Tremblay dépose un document concernant ladite motion.

(Document de la session n° 71.)

Sur la motion de M. Caron, il est—
Ordonné qu'il soit déposé:

Copie de toute correspondance, mémoires, rapports, télégrammes et autres documents échangés, depuis le 1^{er} mars 1977 jusqu'au 28 février 1978, entre le ministère de l'Industrie et du Commerce et la compagnie Standard Brands Ltd., concernant le déménagement d'environ 125 employés de Montréal à Toronto.

M. Tremblay dépose ledit document.

(Document de la session n° 72.)

Sur la motion de M. Saindon, il est—
Ordonné qu'il soit déposé:

Copie de toute correspondance, mémoires, rapports, télégrammes et autres documents échangés au sujet de l'application de la politique du gouvernement québécois en matière de garderies, depuis le 26 novembre 1976 jusqu'au 28 février 1978, entre le Mouvement Regroupement Garderies Québec et:

a) le Ministre des Affaires sociales et/ou ses fonctionnaires;

b) le Ministre des Consommateurs, Coopératives et Institutions financières et/ou ses fonctionnaires;

c) le Ministre d'État au développement social et/ou ses fonctionnaires.

M. Burns, au nom de Mme Payette, dépose un document concernant ladite motion.

(Document de la session n° 73.)

On motion of Mr Burns,—
Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Tremblay tabled a document concerning the said motion.

(Sessional Papers, No. 71.)

On motion of Mr Caron,—
Ordered, that there be tabled:

Copie of any correspondence, briefs, reports, telegrams or other documents exchanged, from 1 March 1977 to 28 February 1978, between the Department of Industry and Commerce and the firm Standard Brands Ltd., concerning the moving of approximately 125 employees from Montreal to Toronto.

Mr Tremblay tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 72.)

On motion of Mr Saindon,—
Ordered, that there be tabled:

Copie of any correspondence, briefs, reports, telegrams and other documents concerning the implementing of the Québec government policy on day-care centres, exchanged, from 26 November 1976 to 28 February 1978, between the Mouvement Regroupement Garderies Québec and:

(a) the Minister of Social Affairs and/or his employees;

(b) the Minister of Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions and/or his employees;

(c) the Minister of State for Social Development and/or his employees.

Mr Burns tabled a document concerning the said motion, on behalf of Mrs Payette.

(Sessional Papers, No. 73.)

Sur la motion de M. Burns, la Commission permanente des richesses naturelles siège immédiatement jusqu'à dix-huit heures à la Salle 81 «A», pour étudier, article par article, le projet de loi n° 70, «Loi constituant la Société nationale de l'amiante».

M. Burns donne l'avis suivant:

Mardi le 4 avril 1978, à la Salle 81 «A», à compter de dix heures jusqu'à douze heures trente minutes, la Commission permanente des richesses naturelles siègera pour étudier, article par article, le projet de loi n° 70, «Loi constituant la Société nationale de l'amiante».

L'ordre du jour appelle l'étude des crédits en commission plénière. M. Lavoie soulève une question de règlement, et objecte que le projet de loi n° 6, «Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1979, et pour d'autres fins du service public», distribué au cours de la séance d'hier n'est pas conforme aux prescriptions de l'article 132 du règlement. Les crédits provisoires qu'il est permis d'étudier ne doivent pas excéder un quart des différents articles du budget; cette limite n'est pas respectée dans le projet de loi n° 6.

Sur ce point de règlement, M. le Président s'exprime comme suit:

D'abord, la motion que présentera le Ministre des Finances pour que l'Assemblée se transforme en commission plénière pour étudier les crédits provisoires devra être faite en conformité avec l'article 132 du règlement. En commission plénière, la proposition principale sera étudiée et des amendements pourront y être proposés. Enfin, en ce qui concerne le projet de loi n° 6, l'As-

On motion of Mr Burns, the Standing Committee on Natural Resources will sit immediately until six o'clock P.M. in Room 81 "A", for the section by section examination of Bill 70, "An Act to establish the Société nationale de l'amiante".

Mr Burns gave the following notice:

Tuesday, 4 April 1978, the Standing Committee on Natural Resources will sit in Room 81 "A", from ten o'clock A.M. until twelve-thirty o'clock noon, for the section by section examination of Bill 70, "An Act to establish the Société nationale de l'amiante".

The Order of the Day being called for the examination of the estimates in Committee of the Whole. Mr Lavoie raised a question of Procedure, and objected that Bill 6, "An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the fiscal year ending 31 March 1979, and for other purposes connected with the public service", distributed during yesterday's sitting was not in conformity with the provisions of Standing Order 132. The provisional appropriations which may be examined cannot exceed one-quarter of the different items of the budget; this limit was not respected in Bill 6.

On this question of Procedure, Mr President spoke as follows:

First, the motion that the Minister of Finance will propose so that the Assembly may resolve itself into Committee of the Whole to examine provisional appropriations, shall be made in accordance with Standing Order 132. The main motion will be examined in Committee of the Whole and amendments can then be proposed to it. Finally, as regards Bill 6, the Assembly will exam-

semblée l'étudiera avec les corrections qui y seront apportées.

Sur la motion de M. Parizeau, l'Assemblée se transforme en commission plénière pour voter en bloc des crédits provisoires pour l'année financière se terminant le 31 mars 1979.

La proposition principale de voter en bloc ces crédits provisoires est alors étudiée et amendée, et adoptée.

Madame le Président de la Commission plénière fait le rapport suivant:

M. le Président,

J'ai l'honneur de faire rapport que la commission plénière a voté en bloc des crédits provisoires, soit une somme n'excédant pas, en tout, \$1,895,687,641.65 qui sera et pourra être prise sur le fonds consolidé du revenu de cette province, pour subvenir aux diverses charges et dépenses du gouvernement et du service public de cette province, pour l'année financière se terminant le 31 mars 1979 auxquelles il n'est pas autrement pourvu, soit l'ensemble:

a) de un sixième du montant des crédits de chaque programme du budget des dépenses de la province pour ladite année financière, présenté à l'Assemblée nationale à la présente session de la Législature, i.e.: \$1,766,415,750;

b) de un douzième additionnel des crédits du programme 11 pour le ministère des affaires municipales, i.e.: \$4,629,958.33;

c) de un douzième additionnel des crédits du programme 2 pour le ministère des affaires sociales, i.e.: \$69,045,483.33;

d) de un douzième additionnel des crédits du programme 3 pour le ministère du conseil exécutif, i.e.: \$1,504,133.33;

ine this Bill together with the corrections that will be made to it.

On motion of Mr Parizeau, the Assembly resolved itself into Committee of the Whole to vote provisional appropriations as a lump sum, for the fiscal year ending 31 March 1979.

The main motion to vote provisional appropriations as a lump sum was then considered and amended, and adopted.

Madam Chairman of the Committee of the Whole made the following report:

Mr President,

I have the honour to report that the Committee of the Whole has voted provisional appropriations, as a lump sum, namely a sum not exceeding, in all \$1,895,687,641.65 which shall and may be taken out of the consolidated revenue fund of this province, for defraying, for the fiscal year ending 31 March 1979, the charges and expenses of the government and public service of the province, not otherwise provided for, being the aggregate of

(a) one-sixth of the amount of the appropriations under each programme of the estimates of the Province, for the said fiscal year, as laid before the Assemblée nationale at the present session of the Legislature, viz.: \$1,766,415,750;

(b) an additional one-twelfth of the appropriations under programme 11 for the Ministère des affaires municipales, viz.: \$4,629,958.33;

(c) an additional one-twelfth of the appropriations under programme 2 for the Ministère des affaires sociales, viz.: \$69,045,483.33;

(d) an additional one-twelfth of the appropriations under programme 3 for the Ministère du conseil exécutif, viz.: \$1,504,133.33;

e) de un douzième additionnel des crédits du programme 6 pour le ministère de l'éducation, i.e.: \$51,431,816.67;

f) de un douzième additionnel des crédits du programme 2 pour le ministère des terres et forêts, i.e.: \$1,302,708.33;

g) de un douzième additionnel des crédits du programme 3 pour le ministère des terres et forêts, i.e.: \$1,357,791.66.

Le rapport est adopté.

M. Parizeau présente en conséquence un projet de loi basé sur ledit rapport: *Projet de loi n° 6, «Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1979, et pour d'autres fins du service public», lequel projet de loi est lu la première, la deuxième et la troisième fois.*

À dix-sept heures trente minutes, sur la motion de M. Burns, l'Assemblée s'ajourne au mardi 4 avril 1978, à quatorze heures.

Aujourd'hui, jeudi 23 mars 1978, à dix-sept heures quarante minutes, au cabinet du lieutenant-gouverneur, en présence du Président de l'Assemblée nationale, de M. Burns, le représentant du Premier ministre, du Chef parlementaire de l'Opposition officielle, de M. Gagnon et de M. Duchesne, secrétaire adjoint de l'Assemblée nationale, il a plu à l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec de sanctionner la loi suivante:

(e) an additional one-twelfth of the appropriations under programme 6 for the Ministère de l'éducation, viz.: \$51,431,816.67;

(f) an additional one-twelfth of the appropriations under programme 2 for the Ministère des terres et forêts, viz.: \$1,302,708.33;

(g) an additional one-twelfth of the appropriations under programme 3 for the Ministère des terres et forêts, viz.: \$1,357,791.66.

The report was adopted.

Mr Parizeau accordingly introduced a bill based on the said report, namely: Bill 6, "An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the fiscal year ending 31 March 1979, and for other purposes connected with the public service", which was read the first, the second and third time.

At five-thirty o'clock P.M., on motion of Mr Burns, the Assembly adjourned until Tuesday, 4 April 1978, at two o'clock P.M.

Today, Thursday, 23 March 1978, at forty minutes past five o'clock P.M., in the Office of the Lieutenant-Governor, in the presence of the President of the National Assembly, of Mr Burns, the Delegate of the Prime Minister, of the Leader of the Official Opposition, of Mr Gagnon and of Mr Duchesne, Assistant Secretary of the National Assembly, the Honourable the Lieutenant-Governor of the province of Québec was pleased to sanction the following bill:

6 Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1979, et pour d'autres fins du service public.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

6 An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the fiscal year ending 31 March 1979, and for other purposes connected with the public service.

CLÉMENT RICHARD,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirty-first Legislature

Le mardi 4 avril 1978

Quatorze heures

Tuesday, 4 April 1978

Two o'clock P.M.

M. O'Neill dépose les documents suivants:

Déclarations faites par le Ministre des Communications du Québec à Charlottetown, les 29 et 30 mars 1978, lors de la rencontre des Ministres des Communications.

(Document de la session n° 74.)

Rapport annuel de l'Office de radio-télédiffusion du Québec, pour l'année 1976/77.

(Document de la session n° 75.)

Rapport annuel de la Régie des services publics du Québec, pour l'année 1976/77.

(Document de la session n° 76.)

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Burns propose que les commissions permanentes suivantes siègent immédiatement jusqu'à vingt-deux heures, avec suspension des travaux de dix-huit heures à vingt heures:

Mr O'Neill tabled the following documents:

Declarations made by the Minister of Communications of Québec at Charlottetown, on 29 and 30 March 1978, at the meeting of the Ministers of Communications.

(Sessional Papers, No. 74.)

Annual report of the Québec Broadcasting Bureau, for 1976/77.

(Sessional Papers, No. 75.)

Annual report of the Québec Public Service Board, for 1976/77.

(Sessional Papers, No. 76.)

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Burns moved that the following Standing Committees do sit immediately until ten o'clock P.M., with suspension of work from six o'clock until eight o'clock in the evening:

Au Salon Rouge:

La Commission des communications pour l'étude des crédits de ce ministère.

À la Salle 81 «A»:

La Commission des richesses naturelles pour l'étude, article par article, du projet de loi n° 70, «Loi constituant la Société nationale de l'amiante».

À la Salle 91 «A»:

La Commission du revenu pour l'étude des crédits de ce ministère.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bertrand, Bérubé, Bisaillon, Blank, Bordeleau, Boucher, Brochu, Burns, Charbonneau, Charron, Chevette, Ciaccia, Clair, Cordeau, Couture, Cuerrier, de Bellefeuille, de Belleval, Desbiens, Duhaime, Dussault, Fallu, Fontaine, Forget, Gagnon, Garon, Gendron, Giasson, Gosselin, Goulet, Gratton, Gravel, Grégoire, Grenier, Guay, Jolivet, Joron, Laberge, Lacoste, Lalonde, Lamontagne, Laurin, Lavoie, Lazure, Leblanc, Lefebvre, Léger, Le Moignan, Léonard, Lessard, Lévesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Marchand, Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, Morin (Sauvé), O'Gallagher, O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Pagé, Paquette, Parizeau, Payette, Perron, Picotte, Proulx, Rancourt, Raynauld, Roy, Samson, St-Germain, Tardif, Tremblay, Vaillancourt (Jonquière), Vaillancourt (Orford), Vaugeois.—85.

CONTRE—NAYS:—0.

M. Burns propose que les commissions permanentes suivantes siègent demain à compter de dix heures jusqu'à douze heures trente minutes:

Au Salon Rouge:

La Commission des communications pour l'étude des crédits de ce ministère.

In the Red Room:

The Committee on Communications for the examination of the estimates of such Department.

In Room 81 «A»:

The Committee on Natural Resources for the section by section examination of Bill 70, "An Act to establish the Société nationale de l'amiante".

In Room 91 «A»:

The Committee on Revenue for the examination of the estimates of such Department.

The motion was adopted on the following vote:

Mr Burns moved that the following Standing Committees do sit tomorrow at ten o'clock A.M. until twelve-thirty o'clock noon:

In the Red Room:

The Committee on Communications for the examination of the estimates of such Department.

À la Salle 81 «A»:

La Commission des richesses naturelles pour l'étude, article par article, du projet de loi n° 70, «Loi constituant la Société nationale de l'amiante».

La motion est adoptée.

À quinze heures trente-six minutes, sur la motion de M. Burns, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

In Room 81 "A":

The Committee on Natural Resources for the section by section examination of Bill 70, "An Act to establish the Société nationale de l'amiante".

The motion was adopted.

At thirty-six minutes past three o'clock P.M., on motion of Mr Burns, the Assembly adjourned until tomorrow, at ten o'clock A.M.

CLÉMENT RICHARD,
President.

**PROCÈS-VERBAUX
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC**

Troisième session de la trente et unième Législature

***VOTES AND PROCEEDINGS
OF THE NATIONAL ASSEMBLY
OF QUÉBEC***

Third Session of the Thirty-first Legislature

Le mercredi 5 avril 1978

Dix heures

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi n° 92, «Loi sur la consultation populaire».

M. Burns informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

M. Burns propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

M. Samson propose que la motion en discussion soit amendée en retranchant le mot «maintenant» et en ajoutant à la fin les mots «dans six mois».

Et un débat s'élève sur cette motion d'amendement.

La motion d'amendement est alors rejetée après division des voix.

Et le débat continue sur la motion principale.

Wednesday, 5 April 1978

Ten o'clock A.M.

The Order of the Day being read for the second reading of Bill 92, "Referendum Act".

Mr Burns informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

Mr Burns moved that the said bill be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

Mr Samson moved that the motion under debate be amended by striking out the word "now" and by adding at the end the words "this day six months".

And a debate arising on this motion of amendment.

The motion of amendment was then rejected on division.

And the debate continuing on the main motion.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Fallu.

À douze heures vingt-quatre minutes, Madame le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quinze heures.

Quinze heures

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Tremblay:

Rapport annuel de la Société du parc industriel du centre du Québec, pour l'année 1976/77.

(Document de la session n° 77.)

Par M. Duhaime:

Rapport annuel du ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche, pour l'année 1976/77.

(Document de la session n° 78.)

Par M. Léonard:

Entente auxiliaire Canada-Québec sur l'assainissement des eaux de la région de Montréal, conclue le 30 mars 1978, ainsi que les amendements à l'entente auxiliaire Canada-Québec sur les axes routiers prioritaires 1974-1982.

(Document de la session n° 79.)

Par M. Tardif:

Convention signée à Ottawa, le 19 décembre 1977, entre la Société d'habitation du Québec, d'une part, et la Société centrale d'hypothèques et de logement, d'autre part, concernant les contributions versées permettant de loger les personnes ou les familles à faible revenu, ainsi que les projets d'habitation pour les étudiants.

(Document de la session n° 80.)

The debate was adjourned on motion of Mr Fallu.

At twenty-four minutes past twelve o'clock noon, Madam President left the Chair and the sitting was suspended until three o'clock P.M.

Three o'clock P.M.

The following documents were tabled:

By Mr Tremblay:

Annual report of the Central Québec Industrial Park Corporation, for 1976/77.

(Sessional Papers, No. 77.)

By Mr Duhaime:

Annual report of the Department of Tourism, Fish and Game, for 1976/77.

(Sessional Papers, No. 78.)

By Mr Léonard:

A Canada-Québec auxiliary agreement on the purification of the waters of the Montreal region, concluded on 30 March 1978, together with the amendments to the 1974-1982 Canada-Québec auxiliary agreement concerning major highways.

(Sessional Papers, No. 79.)

By Mr Tardif:

An agreement signed at Ottawa, on 19 December 1977, between the Québec Housing Corporation, on the one hand, and the Central Mortgage and Housing Corporation, on the other hand, concerning contributions made for the purpose of providing housing accommodations to individuals or families of low income as well as housing projects for students.

(Sessional Papers, No. 80.)

Conformément à l'article 119A du règlement sessionnel, M. Burns propose que les motions de deuxième lecture des projets de loi n^{os} 1 et 98 soient mises aux voix sans débat.

La motion est adoptée.

Sur la motion de M. Burns, au nom de M. Lessard, le projet de loi n^o 1, «Loi modifiant la Loi du ministère des transports», est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Burns, le projet de loi est déferé pour étude, article par article, à la Commission permanente des transports.

Sur la motion de M. Joron, le projet de loi n^o 98, «Loi modifiant la Loi du régime des eaux», est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Burns, le projet de loi est déferé pour étude, article par article, à la Commission permanente de l'énergie.

M. Burns donne l'avis suivant:

Demain, à compter de dix heures jusqu'à douze heures trente minutes, les commissions permanentes suivantes siégeront:

À la Salle 81 «A»:

La Commission des richesses naturelles siégera pour étudier, article par article, le projet de loi n^o 70, «Loi constituant la Société nationale de l'amiante».

À la Salle 91 «A»:

La Commission des transports siégera pour étudier, article par article, le projet de loi n^o 1, «Loi modifiant la Loi du ministère des transports».

M. Burns propose que les commissions permanentes suivantes siègent immédiatement jusqu'à dix-huit heures:

In accordance with Sessional Order 119A, Mr Burns moved that the motions for second reading of Bills 1 and 98 be put to the vote without debate.

The motion was adopted.

On motion of Mr Burns, on behalf of Mr Lessard, Bill 1, "An Act to amend the Transport Department Act", was read the second time.

On motion of Mr Burns, the bill was referred to the Standing Committee on Transport for section by section examination.

On motion of Mr Joron, Bill 98, "An Act to amend the Watercourses Act", was read the second time.

On motion of Mr Burns, the bill was referred to the Standing Committee on Energy for section by section examination.

Mr Burns gave the following notice:

The following Standing Committees will sit tomorrow from ten o'clock A.M. until twelve-thirty o'clock noon:

In Room 81 "A":

The Committee on Natural Resources will sit for the section by section examination of Bill 70, "An Act to establish the Société nationale de l'amiante".

In Room 91 "A":

The Standing Committee on Transport will sit for the section by section examination of Bill 1, "An Act to amend the Transport Department Act".

Mr Burns moved that the following Standing Committees do sit immediately until six o'clock P.M.:

Au Salon Rouge:

La Commission des communications pour l'étude des crédits de ce ministère.

À la Salle 81 «A»:

La Commission des richesses naturelles pour l'étude, article par article, du projet de loi n° 70, «Loi constituant la Société nationale de l'amiante».

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

In the Red Room:

The Committee on Communications for the examination of the estimates of such Department.

In Room 81 "A":

The Committee on Natural Resources for the section by section examination of Bill 70, "An Act to establish the Société nationale de l'amiante".

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bédard, Bertrand, Bérubé, Biron, Bisaillon, Bordeleau, Boucher, Brassard, Brochu, Burns, Caron, Charbonneau, Charron, Chevrette, Ciaccia, Clair, Cordeau, Couture, Cuerrier, de Belleval, Desbiens, Duhaime, Dussault, Fallu, Fontaine, Forget, Gagnon, Garon, Gendron, Giasson, Godin, Gosselin, Goulet, Gratton, Gravel, Grégoire, Grenier, Guay, Jolivet, Joron, Laberge, Lacoste, Lalonde, Lamontagne, Landry, Laplante, Larivière, Laurin, Lavigne, Lavoie, Lavoie-Roux, Lazure, Leblanc, Lefebvre, Léger, Le Moignan, Léonard, Lessard, Lévesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Marchand, Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, Morin (Louis-Hébert), Morin (Sauvé), O'Gallagher, O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Paquette, Parizeau, Payette, Perron, Picotte, Proulx, Rancourt, Raynald, Roy, Saindon, Samson, Springate, Tardif, Tremblay, Vaillancourt (Jonquière), Vaillancourt (Orford), Vaugeois.—94.

CONTRE—NAYS:—0.

QUESTIONS ET RÉPONSES

Question de M. Fontaine:

1. Du 1^{er} septembre 1976 au 1^{er} février 1978, quel est le montant des subventions qui ont été accordées à chaque municipalité et à chaque commission scolaire du district électoral de Nicolet-Yamaska par les ministères suivants:

- a) Transport;
- b) Agriculture;
- c) Éducation;
- d) Affaires culturelles?

2. À quelle fin chacune de ces subventions a-t-elle été accordée?

QUESTIONS AND ANSWERS

Question by Mr Fontaine:

1. From 1 September 1976 to 1 February 1978, what has been the amount of subsidies granted to each municipality and to each school board, in the electoral district of Nicolet-Yamaska, by the following Departments:

- (a) Transport;
- (b) Agriculture;
- (c) Education;
- (d) Cultural Affairs?

2. For what purpose was each of such subsidies granted?

Réponse de M. Morin (Sauvé):

Answer by Mr Morin (Sauvé):

Ministère de l'Éducation

Subventions versées entre le
1^{er} septembre 1976 et le 1^{er} février 1978

*Subsidies granted by the Department of Education
between 1 September 1976 and 1 February 1978*

District électoral de Nicolet-Yamaska
Electoral district of Nicolet-Yamaska

		1 ^{er} septembre 1976 au 30 juin 1977 <i>1 September 1976 to 30 June 1977</i>	1 ^{er} juillet 1977 au 1 ^{er} février 1978 <i>1 July 1977 to 1 February 1978</i>	Total <i>Total</i>
N ^o 240	Rég. Provencher	\$ 1 196 171	\$ 1 171 884	\$ 2 368 055
No. 240	<i>Provencher Reg.</i>			
N ^o 242	Lac Saint-Pierre	5 192 213	2 712 873	7 905 086
No. 242	<i>Lac Saint-Pierre</i>			
N ^o 243	Port-Royal	6 249 995	3 738 150	9 988 145
No. 243	<i>Port-Royal</i>			
		<hr/> \$12 638 379	<hr/> \$ 7 622 907	<hr/> \$20 261 285

Question de M. Goulet:

1. Le ministère de l'Industrie et du Commerce a-t-il trouvé une industrie de remplacement pour occuper les bâtiments laissés vacants par le départ de Toussaint & Frères de Saint-Jean-Port-Joli?

2. Dans l'affirmative, quel est le nom de cette industrie ou de ces industries?

3. Quel est le nombre d'anciens employés de Toussaint & Frères qui ont pu y trouver un emploi?

Question by Mr Goulet:

1. Did the Department of Industry and Commerce find a new industry to occupy the premises left vacant following the departure of Toussaint & Frères of Saint-Jean-Port-Joli?

2. If so, what is the name of this or these industries?

3. How many former employees of Toussaint & Frères were able to find work in this or these industries?

Réponse de M. Tremblay:

En réponse à la question du député de Bellechasse, M. Bertrand Goulet, j'informe cette Assemblée que le ministère de l'Industrie et du Commerce, malgré ses efforts, n'a pas encore réussi à trouver une entreprise qui pourrait occuper les immeubles occupés jusqu'au

Answer by Mr Tremblay:

To answer the question by the Member for Bellechasse, Mr Bertrand Goulet, I wish to inform the Assembly that the Department of Industry and Commerce, in spite of its efforts, has not yet succeeded in finding a new enterprise which could occupy the premises pre-

printemps 1977 par Toussaint & Frères de Saint-Jean-Port-Joli.

On m'a cependant informé que des pourparlers se poursuivent actuellement entre des utilisateurs éventuels et les propriétaires des bâtiments inoccupés. La teneur de ces pourparlers ne peut cependant, pour le moment, être révélée.

Au moment de la fermeture de l'usine de Toussaint & Frères, il y avait 71 employés et on m'informe que 41 d'entre eux ont trouvé un nouvel emploi. Un comité de reclassement pour les 30 employés qui n'ont pu trouver de travail jusqu'à maintenant est présentement à l'oeuvre.

Question de M. Giasson:

1. Depuis le 26 novembre 1976, le gouvernement a-t-il fait effectuer des études visant à protéger le patrimoine agricole du Québec:

a) en empêchant l'acquisition des terres arables à des fins de spéculation foncière et à toute fin non agricole;

b) en empêchant des citoyens non canadiens d'acquérir des terres propres à la culture?

2. Dans l'affirmative:

a) par qui ces études ont-elles été effectuées;

b) à qui les rapports ont-ils été remis;

c) quelles solutions proposent-ils;

d) quand seront-elles appliquées;

e) quelles sont les régions agricoles concernées par ces rapports?

Réponse de M. Garon:

1. et 2. Depuis le 26 novembre 1976, le gouvernement n'a pas fait effectuer d'études à l'extérieur du gouvernement visant à protéger le patrimoine agricole du Québec.

viously used, up to the spring of 1977, by Toussaint & Frères of Saint-Jean-Port-Joli.

Nevertheless, I was informed that negotiations are being carried on at the present time between eventual users and the owners of the vacant buildings. The content of these negotiations, however, cannot be revealed for the time being.

At the time of the closing of the Toussaint & Frères plant, there were 71 employees and I have been informed that, out of this number, 41 employees have already found work. A reclassification committee for the 30 other employees who are still unemployed is presently at work.

Question by Mr Giasson:

1. Since 26 November 1976, did the government carry out any studies for the purpose of protecting the agricultural heritage of Québec:

(a) by preventing the purchase of arable land for speculation or non-agricultural purposes;

(b) by preventing non-Canadian citizens from purchasing land that could be cultivated?

2. If so:

(a) by whom were these studies carried out;

(b) to whom were the reports submitted;

(c) what solutions were recommended;

(d) when will they be applied;

(e) what agricultural regions are involved in these reports?

Answer by Mr Garon:

1. and 2. Since 26 November 1976, the government has not ordered any studies outside the government for the purpose of protecting the agricultural heritage of Québec.

Toutefois, le dossier est intensivement à l'étude à l'intérieur du gouvernement sur une base interministérielle (Conseil exécutif, Comité permanent sur l'aménagement, les ministères de l'Agriculture, des Affaires municipales, de l'Environnement, des Terres et Forêts, de la Justice et des Finances).

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Bellemare:

1. Le gouvernement a-t-il fait des représentations auprès de la firme Ayerst, McKenna and Harrison Ltd., avant qu'elle ne déménage ses laboratoires de Montréal à Winnipeg?

2. Par qui ces représentations ont-elles été faites?

3. Quelles sont les raisons invoquées pour ce déménagement?

4. Combien d'emplois ont été perdus au Québec par ce déménagement?

Sur la motion de M. Burns, il est—
Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Tremblay dépose ledit document.

(Document de la session n° 81.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Dubois:

1. Combien d'agro-centres ont été construits en tout ou en partie par le gouvernement du Québec au cours des cinq dernières années?

2. Où sont-ils situés?

3. Quel a été le coût de construction et d'aménagement de chacun d'eux?

4. Quelle a été la contribution financière du ministère de l'Agriculture dans chaque cas?

5. Quels sont les services à la clientèle fournis par chacun d'eux?

However, this matter is being examined intensively by the government at an interdepartmental level (Executive Council, Standing Committee on planning, the Departments of Agriculture, Municipal Affairs, Environment, Lands and Forests, Justice and Finance).

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Bellemare:

1. Did the government make any representations to the firm Ayerst, McKenna and Harrison Ltd. before it moved its laboratories from Montreal to Winnipeg?

2. By whom were these representations made?

3. What were the reasons justifying this decision?

4. How many jobs were lost in Québec following the moving of this firm?

On motion of Mr Burns,—
Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Tremblay tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 81.)

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Dubois:

1. How many agro-centres were built wholly or partly by the government of Québec during the last five years?

2. Where are they located?

3. What was the construction and development cost of each one?

4. What was the financial contribution of the Department of Agriculture in each case?

5. What services are offered to customers by each one?

6. Le ministère de l'Agriculture du Québec les administre-t-il lui-même ou en a-t-il confié l'administration à d'autres?

7. Le cas échéant, à qui cette tâche a-t-elle été confiée et à quelles conditions?

8. Le gouvernement se propose-t-il de poursuivre son initiative dans d'autres régions? Dans l'affirmative, lesquelles?

9. Quels sont les critères qui ont présidé à la création de ces agro-centres?

Sur la motion de M. Burns, il est—

Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Garon dépose ledit document.

(*Document de la session n° 82.*)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Le Moignan:

1. Quel est le nombre d'étudiants qui ont terminé leurs études universitaires en 1977 à

- a) l'Université Laval;
- b) l'Université de Montréal;
- c) l'Université du Québec;
- d) l'Université Concordia;
- e) Bishop's University;
- f) l'Université de Sherbrooke?

2. Pour chacune des universités, quel est le nombre d'étudiants qui ont réussi à se trouver un emploi

a) permanent dans leur spécialité;

b) permanent en dehors de leur spécialité;

c) temporaire et à temps partiel?

3. Pour chacune des universités, quel est le nombre d'étudiants qui ont terminé leurs études en 1977 et qui sont en chômage?

6. Are they administered by the Department of Agriculture or is their administration entrusted to others?

7. If such is the case, to whom is this task entrusted and under what terms?

8. Does the government intend carrying on this initiative in other regions? If so, in what regions?

9. What criteria were used to establish such agro-centres?

On motion of Mr Burns,—

Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Garon tabled the said document.

(*Sessional Papers, No. 82.*)

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Le Moignan:

1. How many students completed their university studies in 1977 at

- (a) the Université Laval;
- (b) the Université de Montréal;
- (c) the University of Québec;
- (d) Concordia University;
- (e) Bishop's University;
- (f) the University of Sherbrooke?

2. For each university, how many students succeeded in finding

(a) a permanent job in their speciality;

(b) a permanent job outside their speciality;

(c) a temporary or part-time job?

3. For each university, how many students having completed their studies in 1977 are unemployed?

Sur la motion de M. Burns, il est—
Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Morin (Sauvé) dépose ledit document.

(Document de la session n° 83.)

Sur la motion de M. Dubois, il est—
Ordonné qu'il soit déposé:

Copie du rapport des consultants Côté, Duvieusart et Associés conjointement avec l'étude Dupont, Roy, Gingras et Keniff, avocats, sur l'utilisation du territoire agricole.

M. Garon dépose un document concernant ladite motion.

(Document de la session n° 84.)

Sur la motion de M. Fontaine, il est—
Ordonné qu'il soit déposé:

Copie de toute correspondance, mémoires, rapports, télégrammes et autres documents échangés, avant l'annonce du déménagement du siège social de la compagnie Sun Life, entre cette compagnie et le gouvernement, ses ministères ou organismes, relativement au placement d'une partie de ses capitaux au Québec.

Mme Payette dépose un document concernant ladite motion.

(Document de la session n° 85.)

Sur la motion de M. Marchand, il est—

Ordonné qu'il soit déposé:

Copie de toute correspondance, mémoires, notes, rapports télégrammes et autres documents échangés, depuis le 1^{er} janvier 1977, entre le gouvernement, aucun de ses membres ou fonctionnaires et les autorités de la Ligue nationale de hockey relativement à la possibilité que cette dernière déménage ses bureaux montréalais à l'extérieur de la province.

On motion of Mr Burns,—

Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Morin (Sauvé) tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 83.)

On motion of Mr Dubois,—

Ordered, that there be tabled:

A copy of the report of the consulting firm of Côté, Duvieusart et Associés carried out jointly with the legal firm of Dupont, Roy, Gingras et Keniff, on the utilization of agricultural land.

Mr Garon tabled a document concerning the said motion.

(Sessional Papers, No. 84.)

On motion of Mr Fontaine,—

Ordered, that there be tabled:

Copy of any correspondence, briefs, reports, telegrams and other documents exchanged, before the Sun Life Company announced that it would move its head office, between this company and the government, or any of its departments or bodies, concerning the investment of part of its capital in Québec.

Mrs Payette tabled a document concerning the said motion.

(Sessional Papers, No. 85.)

On motion of Mr Marchand,—

Ordered, that there be tabled:

Copy of any correspondence, briefs, memorandums, reports, telegrams and any other documents exchanged since 1 January 1977, between the government, any of its members or employees, and the authorized spokesmen of the National Hockey League concerning the possibility that it could move its Montreal office outside the province.

M. Charron dépose un document concernant ladite motion.

(Document de la session n° 86.)

Sur la motion de M. Dubois, il est—
Ordonné qu'il soit déposé:

La liste, par district électoral, des subventions versées à différentes municipalités par le ministère de l'Agriculture dans le cadre du programme d'«Aide aux chemins à vocation agricole», au cours de l'année financière 1977/78.

M. Garon dépose un document concernant ladite motion.

(Document de la session n° 87.)

M. Levesque (Bonaventure) propose:

Que cette Assemblée est d'avis que le gouvernement doit définir clairement et sans délai sa théorie de la souveraineté-association afin que les Québécois soient en mesure de bien connaître les implications du projet indépendantiste véhiculé par le présent gouvernement.

Et un débat s'élève sur cette motion.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Charbonneau.

À dix-huit heures, l'Assemblée s'ajourne à demain quatorze heures.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

Mr Charron tabled a document concerning the said motion.

(Sessional Papers, No. 86.)

On motion of Mr Dubois,—
Ordered, that there be tabled:

A list, for each electoral district, of the subsidies granted to various municipalities by the Department of Agriculture within the framework of the farm roads assistance program, during the 1977/78 fiscal year.

Mr Garon tabled a document concerning the said motion.

(Sessional Papers, No. 87.)

Mr Levesque (Bonaventure) moved:

That the Assembly is of opinion that the government should clearly define at once its theory on sovereignty-association so that Quebecers may be fully aware of the implications of the project of independence conveyed by the present government.

And a debate arising on this motion.

The debate was adjourned on motion of Mr Charbonneau.

At six o'clock P.M., the Assembly adjourned until tomorrow, at two o'clock P.M.

CLÉMENT RICHARD,
President.

**PROCÈS-VERBAUX
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC**

Troisième session de la trente et unième Législature

**VOTES AND PROCEEDINGS
OF THE NATIONAL ASSEMBLY
OF QUÉBEC**

Third Session of the Thirty-first Legislature

Le jeudi 6 avril 1978

Quatorze heures

Thursday, 6 April 1978

Two o'clock P.M.

Les documents suivants sont déposés: The following documents were tabled:

Par M. Johnson:

Rapport annuel de la Commission
des accidents du travail, accompagné de
données statistiques, pour l'année 1977.

(Document de la session n° 88.)

By Mr Johnson:

Annual report of the Workmen's
Compensation Commission, together
with statistics, for 1977.

(Sessional Papers, No. 88.)

Par M. Tardif:

Rapport du Bureau d'assainissement
des eaux du Québec métropolitain, en
date du 30 septembre 1977.

(Document de la session n° 89.)

By Mr Tardif:

Report of the Greater Québec Water
Purification Board, dated 30 September
1977.

(Sessional Papers, No. 89.)

Rapport du Bureau d'assainissement
des eaux du Québec métropolitain, en
date du 31 mars 1978.

(Document de la session n° 90.)

Report of the Greater Québec Water
Purification Board, dated 31 March
1978.

(Sessional Papers, No. 90.)

M. Gendron, au nom de M. Baril, rap-
porteur désigné, dépose le rapport de la
Commission permanente des transports
qui a étudié, après la deuxième lecture,

Mr Gendron tabled, on behalf of Mr
Baril, the appointed reporter, the
report of the Standing Committee on
Transport which examined Bill 1, "An

le projet de loi n° 1, «Loi modifiant la Loi du ministère des transports».

Le projet de loi est rapporté sans amendement.

(Document de la session n° 91.)

Au cours de la période des questions et du consentement unanime de l'Assemblée, les documents suivants sont déposés:

Par M. Fontaine:

Communiqué spécial, en date du 23 mars 1978, adressé par M. Gérard Hamel m.d., président de la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec, à tous les médecins omnipraticiens du Québec, relativement au régime d'assurance automobile.

(Document de la session n° 92.)

Par Mme Payette:

Copie de la correspondance échangée entre la Régie de l'assurance automobile du Québec et l'Association des courtiers d'assurances de la province de Québec, concernant l'application de la Loi sur l'assurance automobile.

(Document de la session n° 93.)

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Burns, il est—

Ordonné que jeudi prochain le 13 avril, l'Assemblée se réunisse à compter de dix heures jusqu'à treize heures et s'ajourne au mardi 18 avril 1978, à quatorze heures.

M. Burns propose que les commissions permanentes suivantes siègent immédiatement jusqu'à vingt-deux heures, avec suspension des travaux de dix-huit heures à vingt heures:

Act to amend the Transport Department Act", following second reading.

The bill was reported without amendment.

(Sessional Papers, No. 91.)

During the question period and with the unanimous consent of the Assembly, the following documents were tabled:

By Mr Fontaine:

A special communiqué, dated 23 March 1978, forwarded by Mr Gérard Hamel M.D., President of the Federation of General Practitioners of Québec, to all general practitioners of Québec, concerning the automobile insurance scheme.

(Sessional Papers, No. 92.)

By Mrs Payette:

Copy of the correspondence exchanged between the Régie de l'assurance automobile du Québec and the Insurance Brokers' Association of the Province of Québec, respecting the enforcement of the Automobile Insurance Act.

(Sessional Papers, No. 93.)

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Burns,—

Ordered, that next Thursday, 13 April, the Assembly do sit from ten o'clock A.M. until one o'clock P.M. and do adjourn until Tuesday, 18 April 1978, at two o'clock P.M.

Mr Burns moved that the following Standing Committees do sit immediately until ten o'clock P.M., with suspension of work from six o'clock until eight o'clock in the evening:

À la Salle 81 «A»:

La Commission des richesses naturelles pour l'étude, article par article, du projet de loi n° 70, «Loi constituant la Société nationale de l'amiante».

À la Salle 91 «A»:

La Commission de l'énergie pour l'étude, article par article, du projet de loi n° 98, «Loi modifiant la Loi du régime des eaux».

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

In Room 81 "A":

The Committee on Natural Resources for the section by section examination of Bill 70, "An Act to establish the Société nationale de l'amiante".

In Room 91 "A":

The Committee on Energy for the section by section examination of Bill 98, "An Act to amend the Watercourses Act".

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Beauséjour, Bédard, Bertrand, Bérubé, Biron, Blank, Boucher, Brassard, Brochu, Burns, Cardinal, Charbonneau, Chevette, Clair, Cordeau, Couture, de Bellefeuille, de Belleval, Desbiens, Duhaime, Dussault, Fallu, Fontaine, Forget, Gagnon, Gendron, Giasson, Godin, Goulet, Gratton, Grégoire, Grenier, Guay, Johnson, Jolivet, Joron, Laberge, Lacoste, Lalonde, Lamontagne, Laplante, Laurin, Lavoie, Lavoie-Roux, Lazure, Leblanc, Lefebvre, Le Moignan, Lessard, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, Morin (Louis-Hébert), Morin (Sauvé), O'Gallagher, O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Paquette, Payette, Perron, Picotte, Proulx, Rancourt, Raynauld, Roy, Samson, St-Germain, Tardif, Tremblay, Vaillancourt (Orford), Vaugois.—78.

CONTRE—NAYS:—0.

M. Burns donne l'avis suivant:

Mardi prochain le 11 avril, à la Salle 81 «A», à compter de dix heures jusqu'à douze heures trente minutes, la Commission permanente des richesses naturelles siégera pour étudier, article par article, le projet de loi n° 70, «Loi constituant la Société nationale de l'amiante».

Demain, au Salon Rouge, à compter de dix heures jusqu'à treize heures, la Commission permanente des communications siégera pour discuter la question avec débat du Député de Gatineau au Ministre des Communications sur le sujet suivant:

La publicité payée à même les fonds publics.

Mr Burns gave the following notice:

Next Tuesday, 11 April, the Standing Committee on Natural Resources will sit in Room 81 "A", from ten o'clock A.M. until twelve-thirty o'clock noon, for the section by section examination of Bill 70, "An Act to establish the Société nationale de l'amiante".

The Standing Committee on Communications will sit tomorrow in the Red Room, from ten o'clock A.M. until one o'clock P.M., to discuss the question for debate by the Member for Gatineau to the Minister of Communications on the following matter:

Publicity paid out of public funds.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Burns proposant que le projet de loi n° 92, «Loi sur la consultation populaire», soit maintenant lu la deuxième fois.

À dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

Vingt heures

Et le débat continue.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Fontaine.

À vingt-deux heures, l'Assemblée s'ajourne à mardi prochain quatorze heures.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Burns proposing that Bill 92, "Referendum Act", be now read the second time.

At six o'clock P.M., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until eight o'clock P.M.

Eight o'clock P.M.

And the debate continuing thereon.

The debate was adjourned on motion of Mr Fontaine.

At ten o'clock P.M., the Assembly adjourned until next Tuesday, at two o'clock P.M.

CLÉMENT RICHARD,
President.

**PROCÈS-VERBAUX
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC**

Troisième session de la trente et unième Législature

**VOTES AND PROCEEDINGS
OF THE NATIONAL ASSEMBLY
OF QUÉBEC**

Third Session of the Thirty-first Legislature

Le mardi 11 avril 1978

Quatorze heures

M. O'Neill dépose le document suivant:

Rapport annuel du ministère des
Communications, pour l'année 1976/77.
(*Document de la session n° 94.*)

M. Mercier, rapporteur désigné, dé-
pose le rapport de la Commission per-
manente de l'énergie qui a étudié, après
la deuxième lecture, le projet de loi n°
98, «Loi modifiant la Loi du régime des
eaux».

Le projet de loi est rapporté avec des
amendements.

(*Document de la session n° 95.*)

Au cours de la période de questions
orales des députés, à la demande de M.
de Bellefeuille et du consentement un-
anime de l'Assemblée, M. Lessard dépo-
se le document suivant:

Communiqué de presse, en date du
10 avril 1978, émanant du bureau du
Ministre des Transports du Canada,

Tuesday, 11 April 1978

Two o'clock P.M.

Mr O'Neill tabled the following docu-
ment:

Annual report of the Department of
Communications, for 1976/77.
(*Sessional Papers, No. 94.*)

Mr Mercier, the appointed reporter,
tabled the report of the Standing Com-
mittee on Energy which examined Bill
98, "An Act to amend the Watercourses
Act", following second reading.

The bill was reported with amend-
ments.

(*Sessional Papers, No. 95.*)

During the Members' oral question
period, at the request of Mr de Belle-
feuille and with the unanimous consent
of the Assembly, Mr Lessard tabled the
following document:

A press release, dated 10 April 1978,
issued by the office of the Minister of
Transport of Canada, concerning the

concernant l'entente intervenue entre le Ministre des Transports du Canada, M. Otto Lang, et le Ministre des Transports du Québec, M. Lucien Lessard, pour recommander à leurs gouvernements respectifs d'approuver officiellement des mesures qui assureront le succès de l'aéroport de Mirabel.

(Document de la session n° 96.)

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Roy propose:

Que, consciente de sa responsabilité en ce qui concerne la sauvegarde de la démocratie et soucieuse de faire en sorte que le débat politique actuel sur notre avenir constitutionnel se décide au Québec, par et pour les Québécois, l'Assemblée nationale exprime son complet désaccord avec le gouvernement d'Ottawa qui utilise des fonds publics pour subventionner des groupes de son choix dans la présente campagne d'éducation populaire en vue de l'éventuel référendum.

Et un débat s'élève sur cette motion.

M. Lavoie propose:

Que la motion en discussion soit amendée en ajoutant à la fin les mots suivants: «et, de plus, exprime l'avis que le gouvernement du Québec n'utilise d'aucune manière les fonds publics pour promouvoir l'option constitutionnelle du Parti Québécois dans la prochaine campagne reliée au référendum, sauf dans le cadre des lois applicables.»

L'amendement est reçu.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Burns, il est—

Ordonné que les intervenants dans ce débat n'aient qu'un seul droit de parole tant sur la motion principale que sur l'amendement.

agreement made between the Minister of Transport of Canada, Mr Otto Lang, and the Minister of Transport of Québec, Mr Lucien Lessard, for the purpose of advising their respective governments to officially approve measures which will ensure the success of Mirabel Airport.

(Sessional Papers, No. 96.)

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Roy moved:

That, fully aware of its responsibility as regards the safeguarding of democracy and eager to see that the present political debate on our constitutional future be settled in Québec, by and for Québécois, the National Assembly do express its complete disagreement with the government of Ottawa which is using public funds to subsidize groups of its choice in the present campaign to inform the population prior to the eventual referendum.

And a debate arising on this motion.

Mr Lavoie moved:

That the motion under debate be amended by adding at the end the following words: "and, furthermore, do express the opinion that the government of Québec should not, under any circumstances, use public funds to promote the constitutional option of the Parti Québécois in the next referendum campaign, except where it is provided under existing laws."

The amendment was accepted.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Burns,—

Ordered, that the speakers in this debate do have only one right of speech on the main motion as well as on the amendment.

Et le débat continue.

And the debate continuing thereon.

L'amendement est alors adopté, les voix données étant enregistrées comme suit:

The amendment was then adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Beauséjour, Bérubé, Biron, Blank, Bordeleau, Boucher, Brassard, Brochu, Burns, Cardinal, Charbonneau, Chevrette, Ciaccia, Clair, Cordeau, Couture, Cuerrier, de Bellefeuille, de Bellevue, Desbiens, Dubois, Dussault, Fallu, Fontaine, Forget, Gendron, Giasson, Goulet, Gratton, Gravel, Grégoire, Grenier, Laberge, Lacoste, Lalonde, Lamontagne, Laplante, Lavigne, Lavoie, Lavoie-Roux, Leblanc, Lefebvre, Léger, Le Moignan, Lessard, Levesque (Bonaventure), Levesque (Kamouraska-Témiscouata), Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, O'Gallagher, O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Pagé, Paquette, Proulx, Roy, Russell, Saindon, Samson, Shaw, St-Germain, Vaillancourt (Jonquière), Vaillancourt (Orford).—67.

CONTRE—NAYS:—0.

La motion principale amendée se lit maintenant comme suit:

«*Que*, consciente de sa responsabilité en ce qui concerne la sauvegarde de la démocratie et soucieuse de faire en sorte que le débat politique actuel sur notre avenir constitutionnel se décide au Québec, par et pour les Québécois, l'Assemblée nationale exprime son complet désaccord avec le gouvernement d'Ottawa qui utilise des fonds publics pour subventionner des groupes de son choix dans la présente campagne d'éducation populaire en vue de l'éventuel référendum et, de plus, exprime l'avis que le gouvernement du Québec n'utilise d'aucune manière les fonds publics pour promouvoir l'option constitutionnelle du Parti Québécois dans la prochaine campagne reliée au référendum, sauf dans le cadre des lois applicables».

Ladite motion est alors adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

The main motion as amended now reads as follows:

“*That*, fully aware of its responsibility as regards the safeguarding of democracy and eager to see that the present political debate on our constitutional future be settled in Québec, by and for Québécois, the National Assembly do express its complete disagreement with the government of Ottawa which is using public funds to subsidize groups of its choice in the present campaign to inform the population prior to the eventual referendum and, furthermore, do express the opinion that the government of Québec should not, under any circumstances, use public funds to promote the constitutional option of the Parti Québécois in the next referendum campaign, except where it is provided under existing laws”.

The said motion was then adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Beauséjour, Bérubé, Biron, Blank, Bordeleau, Boucher, Brassard, Brochu, Burns, Cardinal, Charbonneau, Chevette, Ciaccia, Clair, Cordeau, Couture, Cuerrier, de Bellefeuille, de Bellevall, Desbiens, Dubois, Dussault, Fallu, Fontaine, Forget, Gendron, Giasson, Goulet, Gratton, Gravel, Grégoire, Grenier, Laberge, Lacoste, Lalonde, Lamontagne, Laplante, Lavigne, Lavoie, Lavoie-Roux, Leblanc, Lefebvre, Léger, Le Moignan, Lessard, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, O'Gallagher, O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Pagé, Paquette, Proulx, Roy, Russell, Saindon, Samson, Shaw, St-Germain, Vaillancourt (Jonquière), Vaillancourt (Orford).—67.

CONTRE—NAYS:—0.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Burns propose:

Que cette Assemblée, à l'occasion du décès de M. Arsène Morin, père de M. Jacques-Yvan Morin, Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Éducation, exprime ses plus sincères condoléances à M. Jacques-Yvan Morin, à sa famille et aux amis du disparu.

La motion est adoptée.

M. Burns propose que les commissions permanentes suivantes siègent demain à compter de dix heures jusqu'à douze heures trente minutes:

Au Salon Rouge:

La Commission des transports pour l'étude des crédits de ce ministère.

À la Salle 81 «A»:

La Commission des richesses naturelles pour l'étude, article par article, du projet de loi n° 70, «Loi constituant la Société nationale de l'amiante».

À la Salle 91 «A»:

La Commission des consommateurs, coopératives et institutions financières pour l'étude des crédits de ce ministère.

La motion est adoptée.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Burns moved:

That this Assembly, on the occasion of the death of Mr Arsène Morin, father of Mr Jacques-Yvan Morin, Deputy Prime Minister and Minister of Education, do express its most sincere condolences to Mr Jacques-Yvan Morin, to his family and to the friends of the deceased.

The motion was adopted.

Mr Burns moved that the following Standing Committees do sit tomorrow at ten o'clock A.M. until twelve-thirty o'clock noon:

In the Red Room:

The Committee on Transport for the examination of the estimates of such Department.

In Room 81 «A»:

The Committee on Natural Resources for the section by section examination of Bill 70, «An Act to establish the Société nationale de l'amiante».

In Room 91 «A»:

The Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions for the examination of the estimates of such Department.

The motion was adopted.

Sur la motion de M. Burns, la Commission permanente des richesses naturelles siégera aujourd'hui à la Salle 81 «A», à compter de vingt heures jusqu'à vingt-deux heures, pour étudier, article par article, le projet de loi n° 70, «Loi constituant la Société nationale de l'amiante».

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission permanente des transports qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 1, «Loi modifiant la Loi du ministère des transports».

Sur la motion de M. Burns, au nom de M. Baril, le rapport est adopté.

Le projet de loi n° 1 est remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Burns proposant que le projet de loi n° 92, «Loi sur la consultation populaire», soit maintenant lu la deuxième fois.

À dix-huit heures, Madame le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

Vingt heures

Et le débat continue.

Le débat est terminé.

La motion est alors mise aux voix et l'enregistrement des noms est demandé.

À la demande de M. Burns, M. le Président remet à demain, avant l'appel des affaires du jour, l'enregistrement des noms sur le vote de cette motion.

On motion of Mr Burns, the Standing Committee on Natural Resources will sit this evening in Room 81 "A", from eight o'clock until ten o'clock, for the section by section examination of Bill 70, "An Act to establish the Société nationale de l'amiante".

The Assembly proceeded to take into consideration the report of the Standing Committee on Transport which examined Bill 1, "An Act to amend the Transport Department Act", following second reading.

On motion of Mr Burns, on behalf of Mr Baril, the report was adopted.

Bill 1 was ordered for third reading at the next sitting.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Burns proposing that Bill 92, "Referendum Act", be now read the second time.

At six o'clock P.M., Madam President left the Chair and the sitting was suspended until eight o'clock P.M.

Eight o'clock P.M.

And the debate continuing thereon.

The debate was concluded.

The motion was then put to the vote and the entry of names was requested.

At the request of Mr Burns, Mr President postponed the entry of names of the vote on this motion until tomorrow, before Orders of the Day are called.

À vingt-deux heures cinq minutes,
sur la motion de M. Burns, l'Assemblée
s'ajourne à demain quinze heures.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

At five minutes past ten o'clock P.M.,
on motion of Mr Burns, the Assembly
adjourned until tomorrow, at three
o'clock P.M.

CLÉMENT RICHARD,
President.

**PROCÈS-VERBAUX
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC**

Troisième session de la trente et unième Législature

**VOTES AND PROCEEDINGS
OF THE NATIONAL ASSEMBLY
OF QUÉBEC**

Third Session of the Thirty-first Legislature

Le mercredi 12 avril 1978

Quinze heures

Wednesday, 12 April 1978

Three o'clock P.M.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Burns:

Répertoire législatif de l'Assemblée nationale du Québec, pour l'année 1977.
(*Document de la session n° 97.*)

Par M. Lessard:

Rapport annuel de l'Office des autoroutes du Québec, pour l'année 1977.
(*Document de la session n° 98.*)

Par M. Lazure:

Document, en date du 12 avril 1978, concernant les revendications de la Corporation des Services d'Ambulance du Québec.

(*Document de la session n° 99.*)

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Burns, il est—

Ordonné que le Ministre des Finances et du Revenu puisse faire une déclara-

The following documents were tabled:

By Mr Burns:

Legislative repertory of the National Assembly of Québec, for 1977.
(*Sessional Papers, No. 97.*)

By Mr Lessard:

Annual report of the Québec Autoroutes Authority, for 1977.
(*Sessional Papers, No. 98.*)

By Mr Lazure:

A document, dated 12 April 1978, concerning the demands of the Corporation of Ambulance Services of Québec.

(*Sessional Papers, No. 99.*)

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Burns,—

Ordered, that the Minister of Finance and Revenue may make a ministerial

tion ministérielle à dix-sept heures quarante-cinq minutes aujourd'hui, et que le paragraphe 2 de l'article 179 du règlement soit appliqué.

L'Assemblée procède à l'enregistrement des noms sur le vote de la motion de M. Burns proposant que le projet de loi n° 92, «Loi sur la consultation populaire», soit maintenant lu la deuxième fois.

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Beauséjour, Bédard, Bertrand, Bérubé, Biron, Bordeleau, Boucher, Brassard, Brochu, Burns, Charbonneau, Chevrette, Clair, Cordeau, Couture, Cuerrier, Desbiens, Duhaime, Dussault, Fallu, Fontaine, Gagnon, Gendron, Gosselin, Guilet, Gravel, Grégoire, Grenier, Guay, Johnson, Joron, Laberge, Lacoste, Laplante, Laurin, Lavigne, Lazure, Leblanc, Lefebvre, Le Moignan, Léonard, Lessard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Marois, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, Morin (Louis-Hébert), O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Paquette, Payette, Perron, Proulx, Russell, Shaw, Tardif, Vaillancourt (Jonquière), Vaugeois.—62.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Blank, Caron, Ciaccia, Forget, Giasson, Gratton, Lalonde, Lamontagne, Lavoie, Lavoie-Roux, Levesque (Bonaventure), Mackasey, Saindon, Samson, Springate, St-Germain, Vaillancourt (Orford).—17.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Burns, le projet de loi n° 92 est déféré pour étude, article par article, à la Commission permanente de la présidence du conseil et de la constitution.

QUESTIONS ET RÉPONSES

Question de M. Russell:

1. Quelle était la politique du gouvernement avant le 15 novembre 1976 sur l'achat et l'utilisation de plantes de toutes sortes pour l'aménagement de ses bureaux?

declaration today, at five forty-five o'clock P.M. and that paragraph 2 of Standing Order 179 be applied.

The Assembly proceeded with the entry of names of the vote on the motion by Mr Burns proposing that Bill 92, "Referendum Act", be now read the second time.

The motion was adopted on the following division:

The bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Burns, Bill 92 was referred to the Standing Committee on the Presidency of the Council and the Constitution for section by section examination.

QUESTIONS AND ANSWERS

Question by Mr Russell:

1. What was the government's policy before 15 November 1976 as regards the purchase and use of plants of all sorts for the space planning of its offices?

2. Cette politique a-t-elle été modifiée ou révisée depuis cette date? Dans l'affirmative, quels sont ces changements? Dans la négative, le ministère envisage-t-il des changements dans un bref avenir?

3. Depuis le 15 novembre 1976, le gouvernement a-t-il acheté des plantes pour l'aménagement de ses bureaux? Dans l'affirmative, et pour chaque cas, donner:

a) le nom et l'adresse du vendeur;

b) le montant du contrat;

c) le nombre de plantes achetées?

4. Est-il exact qu'il existe dans divers entrepôts du gouvernement environ 1,500 à 2,000 plantes de toutes sortes qui demeurent inutilisées?

5. Combien de fonctionnaires sont responsables de l'entretien et du remplacement des plantes utilisées pour l'aménagement des bureaux du gouvernement?

Réponse de Mme Ouellette:

1. La politique du ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement concernant l'achat et l'utilisation des plantes avant le 15 novembre 1976 était celle décrite dans le «Guide d'aménagement des espaces de bureaux» publié par le ministère en juin 1973 et le «Manuel des plantes d'intérieur» publié également par le ministère en juillet 1976. Selon ces documents, la fourniture des plantes est considérée comme un contrat d'achat selon la section 1, alinéa c de l'arrêté en conseil 1041 du 19 mars 1971, et le nombre de plantes utilisées dans les aménagements paysagers est fixé à un maximum de trois (3) plantes par 1,000 p.c.

2. Cette politique n'a pas été modifiée depuis le 15 novembre 1976. Par

2. Was this policy changed or revised since then? If so, what changes were made? If not, does the Department intend making any changes in the near future?

3. Since 15 November 1976, did the government purchase any plants for the space planning of its offices? If so, in each case:

(a) what is the name and address of the supplier;

(b) what was the amount of the contract;

(c) what was the number of plants purchased?

4. Is it true that there are approximately 1,500 to 2,000 plants of all sorts in various government warehouses which remain unused?

5. How many government employees have the responsibility of looking after and replacing the plants which are being used in government offices?

Answer by Mrs Ouellette:

1. The policy of the Department of Public Works and Supply concerning the purchase and use of plants before 15 November 1976 was the one described in the *Guide d'aménagement des espaces de bureaux* published by the Department in June 1973 and in the *Manuel des plantes d'intérieur* also published by the Department in July 1976. According to these documents, the supplying of plants is considered as a contract of purchase under Division I, paragraph c of Order in Council No. 1041, dated 19 March 1971, and the number of plants used in office landscaping is limited to a maximum of three (3) plants per 1,000 square feet.

2. This policy has not been changed since 15 November 1976. On the other

contre, le «Guide d'aménagement des espaces de bureaux» sera révisé en 1978 et, conséquemment, le chapitre concernant les plantes pourrait subir quelques transformations.

3. Depuis le 15 novembre 1976, le ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement n'a pas acheté de plantes pour l'aménagement de ses bureaux.

4. Il n'y a pas de plantes en entrepôt, mais quelques 2,000 jardinières, achetées sous l'ancien gouvernement et qui nous sont restées, en raison de leur mauvaise qualité de fabrication et qu'on avait dû remplacer par une nouvelle commande. On les garde et les utilise au besoin si elles sont suffisamment résistantes.

5. Il y a deux (2) fonctionnaires au ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement responsables de l'entretien des plantes et deux (2) firmes spécialisées, soit Morin et Veilleux pour la région de Québec et les Entreprises M.V. Enr. pour la région de Montréal.

Question de M. Shaw:

1. Le Ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre entreprend à l'heure actuelle un programme de publicité en vue de recruter des étudiants pour les emplois d'été. Quel sera le coût de ce programme?

2. Quel montant sera consacré aux media de langue anglaise?

Réponse de M. Johnson:

1. Le budget total de ce programme est de l'ordre de \$80,000 dont \$9,029.20 seront consacrés aux media. De ce montant, \$7,256.40 seront consacrés aux media de langue française.

2. Du montant de \$9,029.20, \$1,772.80 seront consacrés aux media de langue anglaise.

hand, the *Guide d'aménagement des espaces de bureaux* will be revised in 1978 and, consequently, the chapter concerning plants could undergo certain changes.

3. Since 15 November 1976, the Department of Public Works and Supply has not purchased any plants for the space planning of its offices.

4. There are no plants in the warehouse. However, some 2,000 planters which were purchased by the previous government remain unused because of their poor quality and had to be replaced by a new order. They are kept and used when needed provided they are sufficiently resistant.

5. There are two (2) civil servants of the Department of Public Works and Supply in charge of looking after these plants and two (2) specialized firms, namely Morin and Veilleux for the Québec region and Les Entreprises M.V. Enr. for the Montreal region.

Question by Mr Shaw:

1. At present the Minister of Labour and Manpower has begun an advertising program in view of hiring students for summer jobs. How much will this program cost?

2. How much is being allocated to the English media in Québec?

Answer by Mr Johnson:

1. The total budget of this program is \$80,000 of which \$9,029.20 will be assigned to the media. Out of this amount, \$7,256.40 will be allocated to the French media.

2. Out of the amount of \$9,029.20, \$1,772.80 will be allocated to the English media.

Question de M. Gratton:

1. Est-il exact qu'une étude intitulée: *Les secteurs défavorisés du Québec*, commandée en 1977 par la Direction des politiques et plans de l'éducation, révèle que la population couverte par la Commission scolaire de la Haute-Gatineau est plus défavorisée que celle des quatre commissions scolaires environnantes qui bénéficient maintenant du Lait-École mais qui se trouvent dans des circonscriptions électorales voisines?

2. Est-ce que la Commission scolaire de la Haute-Gatineau rencontre tous les critères requis, tels l'éloignement, la population étudiante versus la disponibilité du lait et la dimension de la commission scolaire (3,147 élèves)?

3. Dans l'affirmative, pourquoi la Commission scolaire de la Haute-Gatineau n'a-t-elle pas été sélectionnée elle aussi pour bénéficier de ce programme?

Réponse de M. Morin (Sauvé):

1. Les Commissions scolaires Outaouais-Hull, Vallée-de-la-Lièvre et Pierre-Neveu sont moins défavorisées que la Commission scolaire de la Haute-Gatineau. La Commission scolaire de Pontiac est plus défavorisée que celle de la Haute-Gatineau.

2. Le choix des commissions scolaires a été fait à partir des critères suivants:

a) un certain nombre de commissions scolaires situées dans les secteurs défavorisés;

b) un certain nombre de commissions scolaires situées en milieu urbain;

c) un pourcentage équilibré de la clientèle desservie dans chacune des régions.

3. Les Commissions scolaires Pontiac et Haute-Gatineau feront partie de la seconde phase du programme qui débutera en septembre 1978. Pour cette seconde phase, les ministères de l'Agriculture et de l'Éducation entendent

Question by Mr Gratton:

1. Is it true that a study entitled *Les secteurs défavorisés du Québec*, ordered in 1977 by the Direction des politiques et plans de l'éducation, reveals that the population of the Haute-Gatineau school board has not been given the advantage of the milk-school program as the four other school boards in the surrounding electoral districts which are now benefiting from this program?

2. Does the Haute-Gatineau school board meet all the requirements such as distance, the student population versus the availability of milk and the size of the school board (3,147 pupils)?

3. If so, why was the Haute-Gatineau school board not chosen to benefit also from this program?

Answer by Mr Morin (Sauvé):

1. The Outaouais-Hull, Vallée-de-la-Lièvre and Pierre-Neveu school boards are less at a disadvantage than the Haute-Gatineau school board. The Pontiac school board is more at a disadvantage than that of Haute-Gatineau.

2. The selection of the school boards was based on the following criteria:

(a) a certain number of school boards located in less privileged sectors;

(b) a certain number of school boards located in urban centres;

(c) a balanced percentage of the population served in each of the regions.

3. The Pontiac and Haute-Gatineau school boards will be included in the second stage of the program which will begin in September 1978. In this second stage, the Departments of Agriculture and Education intend giving the benefit

privilégier les commissions scolaires se situant en milieux défavorisés. La première phase de l'automne 1977 comprenait les Commissions scolaires La Seigneurie, Pierre-Neveu et Outaouais-Hull.

Question de M. Roy:

Pour sa dernière année financière, à quelle(s) compagnies(s) ou société(s) d'assurance la Société de développement immobilier a-t-elle confié:

a) Ses contrats d'assurance-responsabilité, incendie et autres?

1. Quel est le coût de la prime payée pour chacun de ces contrats;

2. Par l'entremise de quel courtier ces contrats ont-ils été négociés?

b) La gestion du plan d'assurance-groupe pour ses employés?

1. Quel est le montant global payé pour ce plan pour la dernière année financière;

2. Quelle est la part payée par les employés;

3. Quelle est la part payée par les employeurs;

4. Si le plan a été négocié par l'entremise d'un courtier, quel est le nom de ce courtier?

Réponse de Mme Ouellette:

a) Depuis sa création, la Société de développement immobilier du Québec n'a souscrit à aucun contrat d'assurance-responsabilité, incendie ou autre.

b) La Société ne possède pas de plan d'assurance-groupe n'ayant aucun employé à plein temps.

Question de M. Mackasey:

1. Le gouvernement du Québec a-t-il été invité à la Troisième conférence des Ministres des pêches de l'Est du Canada, à Charlottetown, le 3 février 1978, afin de participer à une discussion

of this program to school boards located in less privileged sectors. The first stage, in the fall of 1977, included the La Seigneurie, Pierre-Neveu and Outaouais-Hull school boards.

Question by Mr Roy:

For its last fiscal year, to what insurance company or companies did the Real Estate Development Corporation award:

(a) Its contracts of public liability insurance, fire insurance or other insurance?

1. What was the cost of the premium paid for each contract;

2. Through what broker were these contracts negotiated?

(b) The group insurance scheme of its employees?

1. What was the total amount paid for this insurance scheme during the last fiscal year;

2. What was the employee's contribution;

3. What was the employer's contribution;

4. If the insurance scheme was negotiated through a broker, what is the name of this broker?

Answer by Mrs Ouellette:

(a) Since its establishment, the Real Estate Development Corporation did not take out any public liability, fire or other insurance policies.

(b) The Corporation does not have a group insurance plan since it does not have full-time employees.

Question by Mr Mackasey:

1. Was the government of Québec invited to the Third Conference of Ministers of Fisheries of Eastern Canada, held on 3 February 1978 at Charlottetown, for the purpose of

politique sur la stratégie commune à adopter pour rationaliser l'exploitation des ressources du Golfe et de l'océan?

2. Dans l'affirmative, quels sont les membres du gouvernement qui ont participé à cette conférence?

Réponse de M. Tremblay:

1. Oui, le gouvernement du Québec a été invité à participer à cette conférence dont l'objectif était de préparer un document sur les pêches canadiennes à être discuté lors de la réunion des Premiers ministres, tenue à Ottawa, du 13 au 15 février 1978.

2. Les représentants du Québec à cette conférence étaient:

M. Marcel Daneau, sous-ministre associé, (Pêcheries), ministère de l'Industrie et du Commerce;

M. Gilles Barras, directeur général, direction générale des Pêches maritimes, ministère de l'Industrie et du Commerce;

M. Gérard Bourque, agent de recherche et de planification, service de Protection, ministère de l'Industrie et du Commerce;

M. Luc Walsh, ministère des Affaires intergouvernementales.

Question de M. Roy:

En ce qui concerne les contrats accordés par la Régie de l'assurance automobile du Québec pour la publicité, l'impression de circulaires, le Guide général ainsi que tous les autres documents d'information du nouveau régime:

1. Combien de contrats ont été accordés?

2. Quels sont les montants et la date d'octroi de chacun d'eux?

3. Dans chaque cas, est-ce que des soumissions publiques ont été demandées? Dans l'affirmative:

taking part in a political debate on a common strategy to be adopted concerning the rational development of the Gulf and ocean resources?

2. If so, who were the government members who took part in this conference?

Answer by Mr Tremblay:

1. Yes, the government of Québec was invited to take part in this conference the objective of which was to prepare a document on Canadian fisheries to be discussed at the meeting of First Ministers, held in Ottawa, from 13 to 15 February 1978.

2. The Québec delegates at this conference were:

Mr Marcel Daneau, Associate Deputy-Minister (Fisheries), Department of Industry and Commerce;

Mr Gilles Barras, Director General, Maritime Fisheries General Branch, Department of Industry and Commerce;

Mr Gérard Bourque, Research and Planning Officer, Protection Service, Department of Industry and Commerce;

Mr Luc Walsh, Department of Intergovernmental Affairs.

Question by Mr Roy:

Concerning the contracts awarded by the Régie de l'assurance automobile as regards advertising, the printing of folders, the Guide général as well as any other information documents on the new scheme:

1. How many contracts were awarded?

2. What are the amounts and the date of the awarding of each contract?

3. Were public tenders called for in each case? If so:

a) combien de soumissions ont été présentées;

b) quels sont les montants des offres et la date de présentation de chacune d'elles;

c) quel est le nom de chacun des soumissionnaires?

4. Dans la négative, quelles sont les raisons pour lesquelles il n'y a pas eu d'appel d'offres pour des soumissions publiques?

Réponse de Mme Payette:

La réponse à ces questions est contenue dans un document déposé à l'Assemblée nationale le 8 mars 1978.

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Dubois:

1. Avec combien d'industriels québécois le ministère de l'Agriculture du Québec a-t-il entamé des négociations en vue de les intéresser à la production de matériel de séchage et d'entreposage des céréales?

2. Combien parmi eux sont intéressés à investir dans une usine de fabrication?

3. Quels sont les moyens incitatifs apportés par le gouvernement à l'appui de ces négociations?

4. Quel délai sera nécessaire à la mise en place de l'usine et à l'organisation de la production?

5. Quelle sera la subvention consentie par le MAQ pour l'achat et l'installation d'un équipement de cette nature:

- a) fabriqué au Québec;
- b) fabriqué au Canada;
- c) fabriqué à l'étranger?

Sur la motion de M. Burns, il est—

Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

(a) how many bids were submitted;

(b) what was the amount of each bid and the date on which each bid was submitted;

(c) what is the name of each bidder?

4. If not, why were there no public tenders called for?

Answer by Mrs Payette:

The answer to these questions is contained in a document tabled in the National Assembly on 8 March 1978.

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Dubois:

1. With how many Québec industrialists did the Department of Agriculture undertake negotiations in view of interesting them in the manufacturing of equipment for the drying and storing of grain?

2. Out of this number, how many are interested in investing in such a manufacture?

3. What incentives does the government provide to back up these negotiations?

4. What period of time is necessary to establish a manufacture and to start production?

5. What subsidies will be granted by the Department of Agriculture of Québec to purchase and to install such equipment manufactured:

- (a) in Québec;
- (b) in Canada;
- (c) abroad?

On motion of Mr Burns,—

Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

M. Burns, au nom de M. Garon, dépose ledit document.

(Document de la session n° 100.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Caron:

1. Le ministère de l'Industrie et du Commerce ou la Société de développement industriel ont-ils accordé des subventions aux entreprises suivantes, en 1977 et 1978, pour la réalisation de projets d'implantation, d'agrandissement ou de modernisation:

a) Les Industries Domco Ltée, Farnham (Iberville);

b) Industries Couture Ltée, Chicoutimi (Chicoutimi);

c) Duchesne & Fils Ltée, Yamachiche (Maskinongé);

d) Pain Léo Ltée, Beauport (Montmorency);

e) Vitrierie Baie Saint-Paul, Baie Saint-Paul (Charlevoix);

f) Les Muskegs du Lac Saint-Jean Inc., Alma (Lac Saint-Jean);

g) E. Girard Enr., Saint-Émile (Chauveau);

h) Les Séchoirs à Bois René Bernard Inc., Beauceville (Beauce-Nord);

i) Tricot G.C. (1976) Inc., Saint-Hyacinthe (Saint-Hyacinthe);

j) G.H. Chemicals Ltd., Saint-Hyacinthe (Saint-Hyacinthe);

k) Habitation Usitec Inc., Alma (Lac Saint-Jean);

l) Menuiserie de Scott Inc., Scott Junction (Beauce-Nord);

m) La Cie de Bois Laurentide, Trois-Rivières (Trois-Rivières);

n) Scierie Nazaire Gagnon, Berge-ronnes (Dubuc)?

2. Dans l'affirmative, quel est le montant de la subvention dans chaque cas?

3. Le ministère ou la société sont-ils en mesure d'indiquer quelles sont, par-

Mr Burns tabled the said document, on behalf of Mr Garon.

(Sessional Papers, No. 100.)

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Caron:

1. Did the Department of Industry and Commerce or the Industrial Development Corporation subsidize, in 1977 and 1978, the establishment, the expansion or the modernizing of the following firms:

(a) Les Industries Domco Ltée, Farnham (Iberville);

(b) Industries Couture Ltée, Chicoutimi (Chicoutimi);

(c) Duchesne & Fils Ltée, Yamachiche (Maskinongé);

(d) Pain Léo Ltée, Beauport (Montmorency);

(e) Vitrierie Baie Saint-Paul, Baie Saint-Paul (Charlevoix);

(f) Les Muskegs du Lac Saint-Jean Inc., Alma (Lac Saint-Jean);

(g) E. Girard Enr., Saint-Émile (Chauveau);

(h) Les Séchoirs à Bois René Bernard Inc., Beauceville (Beauce-Nord);

(i) Tricot G.C. (1976) Inc., Saint-Hyacinthe (Saint-Hyacinthe);

(j) G.H. Chemicals Ltd., Saint-Hyacinthe (Saint-Hyacinthe);

(k) Habitation Usitec Inc., Alma (Lac Saint-Jean);

(l) Menuiserie de Scott Inc., Scott Junction (Beauce-Nord);

(m) La Cie de Bois Laurentide, Trois-Rivières (Trois-Rivières);

(n) Scierie Nazaire Gagnon, Berge-ronnes (Dubuc)?

2. If so, what was the amount of the grant in each case?

3. Can the Department or the Corporation indicate which of these firms

mi ces entreprises, celles qui ont reçu une offre d'aide financière du gouvernement fédéral ainsi que le montant pour chacune?

Sur la motion de M. Burns, il est—
Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Burns, au nom de M. Tremblay, dépose ledit document.

(Document de la session n° 101.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Roy:

Pour sa dernière année financière, à quelle(s) compagnie(s) ou société(s) d'assurance la Société d'habitation du Québec a-t-elle confié:

a) Ses contrats d'assurance-responsabilité, incendie et autres?

1. Quel est le coût de la prime payée pour chacun de ces contrats;

2. Par l'entremise de quel courtier ces contrats ont-ils été négociés?

b) La gestion du plan d'assurance-groupe pour ses employés?

1. Quel est le montant global payé pour ce plan pour la dernière année financière;

2. Quelle est la part payée par les employés;

3. Quelle est la part payée par les employeurs;

4. Si le plan a été négocié par l'entremise d'un courtier, quel est le nom de ce courtier?

Sur la motion de M. Burns, il est—
Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Tardif dépose ledit document.

(Document de la session n° 102.)

received an offer of financial assistance from the federal government and what was the amount in each case?

On motion of Mr Burns,—
Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Burns tabled the said document, on behalf of Mr Tremblay.

(Sessional Papers, No. 101.)

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Roy:

For its last fiscal year, to what insurance company or companies did the Québec Housing Corporation award:

(a) Its contracts of public liability insurance, fire insurance or other insurance?

1. What was the cost of the premium paid for each contract;

2. Through what broker were these contracts negotiated?

(b) The group insurance scheme of its employees?

1. What was the total amount paid for this insurance scheme during the last fiscal year;

2. What was the employee's contribution;

3. What was the employer's contribution;

4. If the insurance scheme was negotiated through a broker, what is the name of this broker?

On motion of Mr Burns,—
Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Tardif tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 102.)

Sur la motion de M. Fontaine, il est—
Ordonné qu'il soit déposé:

Copie de l'étude comptable confiée à la firme Dubé & Bergeron, conseillers en gestion, dans le cadre de l'«Opération Z — de la Société des alcools».

M. Bédard dépose un document concernant ladite motion.

(*Document de la session n° 103.*)

Sur la motion de M. O'Gallagher, il est—

Ordonné qu'il soit déposé:

Copie de tous les décrets du Conseil du trésor établissant le barème actuellement en vigueur des tarifs horaires, des honoraires, de la rémunération ou de toute autre forme de compensation pouvant être payés par le gouvernement du Québec à des professionnels, à des firmes de consultants ou à toute autre catégorie de personnes, pour l'étude, la préparation et la réalisation de projets.

M. Burns, au nom de M. Parizeau, dépose un document concernant ladite motion.

(*Document de la session n° 104.*)

Sur la motion de M. Bellemare, il est—

Ordonné qu'il soit déposé:

Copie de la lettre d'entente émise par la Société des alcools du Québec le 30 août 1977 et acceptée par M. Paul Belisle, 795, 134^e Rue, Shawinigan-Sud, le 10 septembre 1977, relativement à un local appartenant à ce dernier et situé au 2125, 5^e Avenue, Shawinigan-Sud, ainsi que copie du bail s'y rapportant.

M. Burns, au nom de M. Tremblay, dépose ledit document.

(*Document de la session n° 105.*)

On motion of Mr Fontaine,—
Ordered, that there be tabled:

Copy of the accountant study entrusted to the firm Dubé & Bergeron, management advisers, within the framework of "Operation Z — Québec Liquor Corporation".

Mr Bédard tabled a document concerning the said motion.

(*Sessional Papers, No. 103.*)

On motion of Mr O'Gallagher,—

Ordered, that there be tabled:

Copy of all the directives issued by the Treasury Board establishing the scale in force at present concerning hourly rates, fees, remuneration or any other form of compensation paid by the government of the province of Québec to professionals, consulting firms or any other category of persons, for the examining, preparing and carrying out of projects.

Mr Burns tabled a document concerning the said motion, on behalf of Mr Parizeau.

(*Sessional Papers, No. 104.*)

On motion of Mr Bellemare,—

Ordered, that there be tabled:

Copy of the letter of agreement issued by the Québec Liquor Corporation on 30 August 1977 and agreed to by Mr Paul Belisle, 795, 134th Street, Shawinigan-Sud, on 10 September 1977, respecting premises owned by him and located at 2125, 5th Avenue, Shawinigan-Sud, as well as copy of the lease relating thereto.

Mr Burns tabled the said document, on behalf of Mr Tremblay.

(*Sessional Papers, No. 105.*)

Sur la motion de M. Mackasey, il est—

Ordonné qu'il soit déposé:

1. La liste du nouveau réseau de distributeurs de Loto-Québec (Mini — Inter — Super), ce document devant indiquer pour chaque concessionnaire:

a) le nom et l'adresse de la raison sociale;

b) les nom, prénoms et adresse de chaque personne qui en fait partie;

c) la date de la signature du contrat;

d) le territoire de vente.

2. La liste des organismes (avec adresses) sans but lucratif qui ont été intégrés aux opérations de Loto-Québec.

M. Burns, au nom de M. Parizeau, dépose ledit document.

(Document de la session n° 106.)

Sur la motion de M. Burns, les commissions permanentes suivantes siègent immédiatement jusqu'à dix-sept heures quarante minutes:

Au Salon Rouge:

La Commission des transports pour l'étude des crédits de ce ministère.

À la Salle 91 «A»:

La Commission des consommateurs, coopératives et institutions financières pour l'étude des crédits de ce ministère.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Levesque (Bonaventure) proposant:

«*Que* cette Assemblée est d'avis que le gouvernement doit définir clairement et sans délai sa théorie de la souverai-

On motion of Mr Mackasey,—

Ordered, that there be tabled:

1. A list of the new distributing agents of Loto-Québec (Mini — Inter — Super) indicating for each concessionaire:

(a) the corporate name and address;

(b) the name, given names and address of each person forming part of this corporation;

(c) the date of the signing of the contract;

(d) the district assigned.

2. A list of the non-profit organizations which are now part of Loto-Québec operations and their addresses.

Mr Burns tabled the said document, on behalf of Mr Parizeau.

(Sessional Papers, No. 106.)

On motion of Mr Burns, the following Standing Committees will sit immediately until forty minutes past five o'clock P.M.:

In the Red Room:

The Committee on Transport for the examination of the estimates of such Department.

In Room 91 "A":

The Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions for the examination of the estimates of such Department.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Levesque (Bonaventure) proposing:

"*That* the Assembly is of opinion that the government should clearly define at once its theory on sovereignty-asso-

neté-association afin que les Québécois soient en mesure de bien connaître les implications du projet indépendantiste véhiculé par le présent gouvernement.»

Le débat est terminé.

La motion est alors mise aux voix et l'enregistrement des noms est demandé.

À la demande de M. Burns, Madame le Président remet à demain, avant l'appel des affaires du jour, l'enregistrement des noms sur le vote de cette motion.

Conformément à un ordre adopté aujourd'hui, M. Parizeau, ministre des Finances et du Revenu, fait une déclaration ministérielle en réponse à la proposition du gouvernement fédéral d'une coupure de 3% de la taxe de vente provinciale pour une période de six mois.

À la fin de sa déclaration ministérielle, M. Parizeau dépose le document suivant:

Désignation des biens qui ne seront pas assujettis à la taxe de vente de 8% imposée en vertu de la Loi de l'impôt sur la vente en détail, à compter du 13 avril 1978 jusqu'au 31 mars 1979.

(Document de la session n° 107.)

À dix-huit heures trente minutes, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

ciation so that Québécois may be fully aware of the implications of the project of independence conveyed by the present government."

The debate was concluded.

The motion was then put to the vote and the entry of names was requested.

At the request of Mr Burns, Madam President postponed the entry of names of the vote on this motion until tomorrow, before Orders of the Day are called.

In accordance with an Order adopted today, Mr Parizeau, minister of Finance and Revenue, made a ministerial declaration in answer to the proposal by the federal government concerning a 3% provincial sales tax cut for a period of six months.

At the end of his ministerial declaration, Mr Parizeau tabled the following document:

A description of the goods which will not be subject to the 8% sales tax under the Retail Sales Tax Act, for the period beginning 13 April 1978 and ending 31 March 1979.

(Sessional Papers, No. 107.)

At six-thirty o'clock P.M., the Assembly adjourned until tomorrow, at ten o'clock A.M.

CLÉMENT RICHARD,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirty-first Legislature

Le jeudi 13 avril 1978

Dix heures

Thursday, 13 April 1978

Ten o'clock A.M.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Lazure:

Rapport annuel de la Régie des rentes
du Québec, pour l'année 1977.

(Document de la session n° 108.)

The following documents were tabled:

By Mr Lazure:

Annual report of the Québec Pension
Board, for 1977.

(Sessional Papers, No. 108.)

Par M. Garon:

Rapport annuel du ministère de
l'Agriculture, pour l'année 1976/77.

(Document de la session n° 109.)

By Mr Garon:

Annual report of the Department of
Agriculture, for 1976/77.

(Sessional Papers, No. 109.)

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Biron propose:

Que cette Assemblée nationale rende
hommage au Chef sortant de charge du
Parti Libéral du Québec, M. Gérard D.
Levesque, pour la loyauté à son parti
dont il a fait preuve dans l'exercice de
ses délicates fonctions et pour les services
rendus au Québec pendant l'occupation
de ce poste.

La motion est adoptée.

With the unanimous consent of the
Assembly, Mr Biron moved:

That the National Assembly do pay
tribute to Mr Gérard D. Levesque, who
is leaving the office of Leader of the
Québec Liberal Party, for the loyalty
he has shown in the exercising of his
delicate duties and for the services rendered
to the province of Québec while
occupying this post.

The motion was adopted.

M. le Président donne avis que vendredi le 21 avril 1978, à compter de dix heures jusqu'à treize heures, la Commission permanente de la présidence du conseil et de la constitution siégera pour discuter la question avec débat du Député de Lotbinière au Ministre d'État à l'aménagement sur le sujet suivant:

Les intentions du gouvernement en matière de décentralisation administrative.

L'Assemblée procède à l'enregistrement des noms sur le vote de la motion de M. Levesque (Bonaventure) proposant:

«*Que cette Assemblée est d'avis que le gouvernement doit définir clairement et sans délai sa théorie de la souveraineté-association afin que les Québécois soient en mesure de bien connaître les implications du projet indépendantiste véhiculé par le présent gouvernement.*»

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bédard, Bertrand, Bérubé, Biron, Blank, Bordeleau, Boucher, Brassard, Brochu, Burns, Caron, Charbonneau, Chevrette, Clair, Cordeau, Couture, de Bellefeuille, de Belleval, Desbiens, Dubois, Duhaime, Dussault, Fallu, Fontaine, Forget, Gagnon, Garon, Gendron, Giasson, Godin, Goldbloom, Gosselin, Goulet, Gratton, Gravel, Grégoire, Grenier, Guay, Johnson, Joron, Laberge, Lacoste, Lalonde, Lamontagne, Landry, Laplante, Larivière, Laurin, Lavoie, Lavoie-Roux, Lazure, Lefebvre, Léger, Léonard, Lessard, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Mackasey, Marchand, Marquis, Martel, Michaud, O'Gallagher, Ouellette (Hull), Pagé, Paquette, Parizeau, Payette, Perron, Proulx, Rancourt, Raynault, Roy, Russell, Saindon, Samson, St-Germain, Tardif, Vaillancourt (Jonquière), Vaillancourt (Orford), Vaugeois, Verreault.—85.

CONTRE—NAYS:—0.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission permanente de l'énergie qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 98, «Loi modifiant la Loi du régime des eaux».

Mr President gave notice that Friday, 21 April 1978, the Standing Committee on the Presidency of the Council and the Constitution will sit, from ten o'clock A.M. until one o'clock P.M., to discuss the question for debate by the Member for Lotbinière to the Minister of State for Planning on the following matter:

The government's intentions concerning administrative decentralization.

The Assembly proceeded with the entry of names of the vote on the motion by Mr Levesque (Bonaventure) proposing:

“*That the Assembly is of opinion that the government should clearly define at once its theory on sovereignty-association so that Quebecers may be fully aware of the implications of the project of independence conveyed by the present government.*”

The motion was adopted on the following vote:

The Assembly proceeded to take into consideration the report of the Standing Committee on Energy which examined Bill 98, “An Act to amend the Watercourses Act”, following second reading.

Sur la motion de M. Burns, au nom de M. Mercier, le rapport est adopté.

Le projet de loi n° 98 est remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

Sur la motion de M. Burns, au nom de M. Lessard, le projet de loi n° 1, «Loi modifiant la Loi du ministère des transports», est lu la troisième fois.

Sur la motion de M. Burns, les commissions permanentes suivantes siègent immédiatement jusqu'à treize heures:

Au Salon Rouge:

La Commission des transports pour l'étude des crédits de ce ministère.

À la Salle 91 «A»:

La Commission des consommateurs, coopératives et institutions financières pour l'étude des crédits de ce ministère.

M. Burns donne l'avis suivant:

Mardi prochain, le 18 avril 1978, à compter de dix heures jusqu'à douze heures trente minutes, les commissions permanentes suivantes siégeront:

Au Salon Rouge:

La Commission des transports siégera pour étudier les crédits de ce ministère.

À la Salle 81 «A»:

La Commission des richesses naturelles siégera pour étudier, article par article, le projet de loi n° 70, «Loi constituant la Société nationale de l'amiante».

On motion of Mr Burns, on behalf of Mr Mercier, the report was adopted.

Bill 98 was ordered for third reading at the next sitting.

On motion of Mr Burns, on behalf of Mr Lessard, Bill 1, "An Act to amend the Transport Department Act", was read the third time.

On motion of Mr Burns, the following Standing Committees will sit immediately until one o'clock P.M.:

In the Red Room:

The Committee on Transport for the examination of the estimates of such Department.

In Room 91 "A":

The Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions for the examination of the estimates of such Department.

Mr Burns gave the following notice:

Next Tuesday, 18 April 1978, the following Standing Committees will sit from ten o'clock A.M. until twelve-thirty o'clock noon:

In the Red Room:

The Committee on Transport will sit for the examination of the estimates of such Department.

In Room 81 "A":

The Committee on Natural Resources will sit for the section by section examination of Bill 70, "An Act to establish the Société nationale de l'amiante".

À la Salle 91 «A»:

La Commission des consommateurs, coopératives et institutions financières siégera pour étudier les crédits de ce ministère.

M. Vaugeois propose que le projet de loi n° 4, «Loi modifiant la Loi sur les biens culturels», soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

Avant d'exercer son droit de réplique, M. Vaugeois informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

Et le débat continue.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Burns, le projet de loi n° 4 est déposé pour étude, article par article, à la Commission permanente des affaires culturelles.

À treize heures, l'Assemblée s'ajourne à mardi prochain quatorze heures.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

In Room 91 "A":

The Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions will sit for the examination of the estimates of such Department.

Mr Vaugeois moved that Bill 4, "An Act to amend the Cultural Property Act", be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

Before exercising his right of reply, Mr Vaugeois informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

And the debate continuing thereon.

The motion was then adopted.

The bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Burns, Bill 4 was referred to the Standing Committee on Cultural Affairs for section by section examination.

At one o'clock P.M., the Assembly adjourned until next Tuesday, at two o'clock P.M.

CLÉMENT RICHARD,
President.

**PROCÈS-VERBAUX
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC**

Troisième session de la trente et unième Législature

**VOTES AND PROCEEDINGS
OF THE NATIONAL ASSEMBLY
OF QUÉBEC**

Third Session of the Thirty-first Legislature

Le mardi 18 avril 1978

Quatorze heures

Tuesday, 18 April 1978

Two o'clock P.M.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Lévesque (Taillon):

Copies de tous les arrêtés en conseil faits depuis le 1^{er} janvier 1977, en rapport avec le Bureau de l'éditeur officiel du Québec (1969, c. 26, a. 142, édicté par a. 6).

(Document de la session n° 110.)

Par M. Bédard:

Liste des commissions délivrées pendant l'année 1977 aux employés publics (S.R.Q. 1964, c. 12, a. 6; 1965 (1^{re} session), c. 16, a. 4a et 1969, c. 26, a. 95).

(Document de la session n° 111.)

Par M. Léonard:

Entente auxiliaire Canada-Québec sur le développement touristique 1978-1983.

(Document de la session n° 112.)

The following documents were tabled:

By Mr Lévesque (Taillon):

Copies of all Orders in Council passed since 1 January 1977, concerning the Office of the Québec Official Publisher (1969, c. 26, s. 142, enacted by s. 6).

(Sessional Papers, No. 110.)

By Mr Bédard:

List of commissions issued to officers in the civil service during 1977 (R.S.Q. 1964, c. 12, s. 6; 1965 (1st session), c. 16, s. 4a and 1969, c. 26, s. 95).

(Sessional Papers, No. 111.)

By Mr Léonard:

A Canada-Québec auxiliary agreement on the development of the tourist industry 1978-1983.

(Sessional Papers, No. 112.)

Par M. Bérubé:

Copie de la Convention du Nord-Est québécois, signée à Québec le 31 janvier 1978, concernant les Naskapi.

(Document de la session n° 113.)

Copies des conventions complémentaires n°s 1, 2 et 3 amendant la Convention de la Baie James et du Nord québécois, signées à Québec le 31 janvier 1978.

(Document de la session n° 114.)

Par Mme Payette:

Résumé des ententes intervenues entre la Régie de l'assurance automobile du Québec et la Commission des accidents du travail.

(Document de la session n° 115.)

Le projet de loi n° 5, «Loi modifiant la Loi sur la refonte des lois», est présenté par M. Bédard, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

M. Burns donne l'avis suivant:

Demain, à compter de dix heures jusqu'à douze heures trente minutes, les commissions permanentes suivantes siégeront:

Au Salon Rouge:

La Commission des transports siégera pour étudier les crédits de ce ministère.

À la Salle 81 «A»:

La Commission des richesses naturelles siégera pour étudier, article par article, le projet de loi n° 70, «Loi constituant la Société nationale de l'amiante».

À la Salle 91 «A»:

La Commission de la justice siégera pour étudier les crédits de ce ministère.

By Mr Bérubé:

A copy of the Northeastern Québec Agreement, signed at Québec on 31 January 1978, concerning the Naskapis.

(Sessional Papers, No. 113.)

Copies of the complementary agreements Nos. 1, 2 and 3 amending the James Bay and Northern Québec Agreement, signed at Québec on 31 January 1978.

(Sessional Papers, No. 114.)

By Mrs Payette:

A summary of the agreements made between the Régie de l'assurance automobile du Québec and the Workmen's Compensation Commission.

(Sessional Papers, No. 115.)

Bill No. 5, "An Act to amend the Act respecting the consolidation of the statutes", was introduced by Mr Bédard, read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

Mr Burns gave the following notice:

The following Standing Committees will sit tomorrow from ten o'clock A.M. until twelve-thirty o'clock noon:

In the Red Room:

The Committee on Transport will sit for the examination of the estimates of such Department.

In Room 81 "A":

The Committee on Natural Resources will sit for the section by section examination of Bill 70, "An Act to establish the Société nationale de l'amiante".

In Room 91 "A":

The Committee on Justice will sit for the examination of the estimates of such Department.

M. Burns propose que les commissions permanentes suivantes siègent immédiatement jusqu'à dix-huit heures:

Au Salon Rouge:

La Commission des transports pour l'étude des crédits de ce ministère.

À la Salle 91 «A»:

La Commission des consommateurs, coopératives et institutions financières pour l'étude des crédits de ce ministère.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

Mr Burns moved that the following Standing Committees do sit immediately until six o'clock P.M.:

In the Red Room:

The Committee on Transport for the examination of the estimates of such Department.

In Room 91 "A":

The Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions for the examination of the estimates of such Department.

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bédard, Bellemare, Bertrand, Bérubé, Biron, Bisaillon, Boucher, Brassard, Brochu, Burns, Caron, Charbonneau, Chevette, Ciaccia, Clair, Cordeau, Couture, Cuerrier, de Bellefeuille, de Belleval, Desbiens, Dubois, Duhaime, Dussault, Fallu, Fontaine, Forget, Gagnon, Garon, Godin, Goldbloom, Gosselin, Goulet, Gratton, Gravel, Grégoire, Grenier, Johnson, Jolivet, Joron, Laberge, Lacoste, Lalonde, Lamontagne, Landry, Laplante, Larivière, Laurin, Lavigne, Lavoie, Lavoie-Roux, Lazure, Leblanc, Lefebvre, Léger, Le Moignan, Léonard, Lessard, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Marchand, Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, Morin (Louis-Hébert), O'Gallagher, O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Pagé, Paquette, Payette, Perron, Picotte, Proulx, Rancourt, Raynauld, Roy, Russell, Saindon, Samson, Shaw, St-Germain, Tardif, Tremblay, Vaillancourt (Orford), Vaugois, Verreault.—94.

CONTRE—NAYS:—0.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi n° 95, «Loi favorisant la libération conditionnelle des détenus».

M. Bédard informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

M. Bédard propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

The Order of the Day being read for the second reading of Bill 95, "An Act to promote the parole of inmates".

Mr Bédard informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

Mr Bédard moved that the said bill be now read the second time.

Et un débat s'élève sur cette motion.

And a debate arising on this motion.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Burns, le projet de loi n° 95 est déféré pour étude, article par article, à la Commission permanente de la justice.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi n° 85, «Loi modifiant la Loi de la probation et des établissements de détention».

M. Bédard informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

M. Bédard propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Burns, le projet de loi n° 85 est déféré pour étude, article par article, à la Commission permanente de la justice.

Sur la motion de M. Joron, le projet de loi n° 98, «Loi modifiant la Loi du régime des eaux», est lu la troisième fois.

À dix-sept heures, Madame le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

Vingt heures

M. Parizeau prononce le discours du budget à la fin duquel, conformément à l'article 127 du règlement, il propose que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement.

The motion was then adopted.

The bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Burns, Bill 95 was referred to the Standing Committee on Justice for section by section examination.

The Order of the Day being read for the second reading of Bill 85, "An Act to amend the Probation and Houses of Detention Act".

Mr Bédard informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

Mr Bédard moved that the said bill be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted.

The bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Burns, Bill 85 was referred to the Standing Committee on Justice for section by section examination.

On motion of Mr Joron, Bill 98, "An Act to amend the Watercourses Act", was read the third time.

At five o'clock P.M., Madam President left the Chair and the sitting was suspended until eight o'clock P.M.

Eight o'clock P.M.

Mr Parizeau gave the budget speech at the end of which, in accordance with Standing Order 127, he moved that the Assembly do approve the budgetary policy of the government.

Et le débat qui s'élève sur cette motion est ajourné sur la motion de M. Garneau.

À vingt-deux heures cinquante-cinq minutes, sur la motion de M. Burns, l'Assemblée s'ajourne à demain quinze heures.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

And the debate arising on this motion was adjourned on motion of Mr Garneau.

At fifty-five minutes past ten o'clock P.M., on motion of Mr Burns, the Assembly adjourned until tomorrow, at three o'clock P.M.

CLÉMENT RICHARD,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirty-first Legislature

Le mercredi 19 avril 1978

Quinze heures

M. Morin (Sauvé) dépose les documents suivants:

Rapport annuel du ministère de l'Éducation, couvrant la période du 1^{er} avril 1974 au 31 mars 1976, intitulé: *L'éducation au Québec en 1976.*

(Document de la session n° 116.)

Rapport annuel de l'Ordre des chiropraticiens du Québec, pour l'année 1977.

(Document de la session n° 117.)

M. Burns propose que les commissions permanentes suivantes siègent immédiatement jusqu'à dix-huit heures:

Au Salon Rouge:

La Commission de l'agriculture pour l'étude des crédits de ce ministère.

À la Salle 91 «A»:

La Commission de la justice pour l'étude des crédits de ce ministère.

Wednesday, 19 April 1978

Three o'clock P.M.

Mr Morin (Sauvé) tabled the following documents:

Annual report of the Department of Education, covering the period from 1 April 1974 to 31 March 1976, entitled: *L'éducation au Québec en 1976.*

(Sessional Papers, No. 116.)

Annual report of the Order of Chiropractors of Québec, for 1977.

(Sessional Papers, No. 117.)

Mr Burns moved that the following Standing Committees do sit immediately until six o'clock P.M.:

In the Red Room:

The Committee on Agriculture for the examination of the estimates of such Department.

In Room 91 "A":

The Committee on Justice for the examination of the estimates of such Department.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Baril, Beauséjour, Bédard, Bellemare, Bertrand, Biron, Bisaillon, Blank, Bordeleau, Boucher, Brassard, Brochu, Burns, Caron, Charbonneau, Charron, Chevrette, Ciaccia, Clair, Cordeau, Couture, Cuerrier, de Bellefeuille, de Belleval, Desbiens, Dubois, Duhaime, Dussault, Fallu, Fontaine, Forget, Gagnon, Garon, Gendron, Giasson, Goldbloom, Gosselin, Gratton, Gravel, Grégoire, Grenier, Guay, Jolivet, Joron, Laberge, Lacoste, Lalonde, Lamontagne, Landry, Laplante, Larivière, Laurin, Lavigne, Lavoie, Lavoie-Roux, Lazure, Leblanc, Lefebvre, Léger, Le Moignan, Léonard, Lessard, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Mackasey, Marchand, Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, Morin (Louis-Hébert), Morin (Sauvé), O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Pagé, Paquette, Payette, Perron, Picotte, Proulx, Rancourt, Raynauld, Roy, Russell, Saindon, Shaw, Springate, St-Germain, Tardif, Tremblay, Vaillancourt (Jonquière), Vaillancourt (Orford), Vaugeois, Verreault.—97.

CONTRE—NAYS:—0.

M. Burns donne l'avis suivant:

Demain, à compter de dix heures jusqu'à douze heures trente minutes, les commissions permanentes suivantes siégeront:

Au Salon Rouge:

La Commission de l'agriculture siégera pour étudier les crédits de ce ministère.

À la Salle 81 «A»:

La Commission des richesses naturelles siégera pour étudier, article par article, le projet de loi n° 70, «Loi constituant la Société nationale de l'amiante».

À la Salle 91 «A»:

La Commission de la justice siégera pour étudier les crédits de ce ministère.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Levesque (Bonaventure) propose:

Mr Burns gave the following notice:

The following Standing Committees will sit tomorrow from ten o'clock A.M. until twelve-thirty o'clock noon:

In the Red Room:

The Committee on Agriculture will sit for the examination of the estimates of such Department.

In Room 81 "A":

The Committee on Natural Resources will sit for the section by section examination of Bill 70, "An Act to establish the Société nationale de l'amiante".

In Room 91 "A":

The Committee on Justice will sit for the examination of the estimates of such Department.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Levesque (Bonaventure) moved:

Que cette Assemblée exprime le vœu que le gouvernement du Québec et celui du Canada concluent sans délai une entente ferme et définitive relativement au financement de la réduction de la taxe de vente, et cela conformément à leur juridiction respective et dans l'intérêt des Québécois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

M. Roy propose:

Que la motion en discussion soit amendée en retranchant tous les mots après le mot «définitive» et en ajoutant les mots suivants: «respectant la proposition québécoise annoncée le mercredi 12 avril dernier, relativement à la réduction de la taxe de vente, et que copie de la présente motion soit transmise immédiatement au Premier ministre Trudeau, ainsi qu'au Ministre des Finances, M. Jean Chrétien.».

Conformément à l'article 70 du règlement, M. Lavoie soulève une question de règlement et allègue que l'amendement proposé est irrecevable parce que son effet est d'écarter la question principale sur laquelle il a été proposé.

La motion principale propose, en effet, que les deux paliers de gouvernement concluent une entente relativement au financement de la réduction de la taxe de vente sans prendre de position définitive quant à cette entente et la proposition d'amendement prend position en faveur de l'une des parties. C'est pourquoi elle est irrecevable.

M. Duhaime soutient que la motion d'amendement visant à proposer une entente ferme et définitive entre les parties ne fait que préciser la motion principale, ne l'écarte pas et, en conséquence, est recevable.

That the Assembly do express the wish that the government of Québec and that of Canada should reach at once a firm and final agreement concerning the financing of the sales tax cut, all of which in accordance with their respective jurisdictions and in the interest of the people of Québec.

And a debate arising on this motion.

Mr Roy moved:

That the motion under debate be amended by striking out all the words after the word "agreement" and by adding the following words: "respecting the Québec proposal announced last Wednesday, 12 April, concerning the sales tax cut, and that a copy of this motion be immediately forwarded to Prime Minister Trudeau, as well as to the Minister of Finance, Mr Jean Chrétien."

In accordance with Standing Order 70, Mr Lavoie raised a question of procedure and alleged that the amendment as proposed was inadmissible because its effect was to set aside the main question to which it was proposed.

The main motion, in fact, proposes that the two levels of government should reach an agreement concerning the financing of the sales tax cut without taking a definite stand as to the agreement itself while the motion of amendment takes a stand in favour of one of the parties. This is why this motion of amendment is inadmissible.

Mr Duhaime maintained that the motion of amendment proposing a firm and final agreement between the parties merely makes the motion more clear, does not put it aside, and is therefore admissible.

Après avoir entendu les arguments de part et d'autre, M. le Président prend la question en délibéré.

Le débat sur la motion principale est ajourné sur la motion de M. Roy.

À dix-huit heures, l'Assemblée s'ajourne à demain quatorze heures.

After having heard the arguments *pro* and *con*, Mr President took the question under private consideration.

The debate on the main motion was adjourned on motion of Mr Roy.

At six o'clock P.M., the Assembly adjourned until tomorrow, at two o'clock P.M.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

CLÉMENT RICHARD,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirty-first Legislature

Le jeudi 20 avril 1978

Quatorze heures

M. Burns, au nom de M. Tremblay, dépose le document suivant:

Répertoire des produits fabriqués au Québec, première édition, 1978, préparé par le Centre de recherche industrielle du Québec.

(Document de la session n° 118.)

Les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, présentés par M. Garon:

Projet de loi n° 10.—Loi favorisant le crédit agricole à long terme par les institutions privées;

Projet de loi n° 11.—Loi sur l'assurance-prêts agricoles et forestiers;

Projet de loi n° 12.—Loi modifiant la Loi du crédit agricole;

Projet de loi n° 13.—Loi modifiant la Loi de l'amélioration des fermes;

Thursday, 20 April 1978

Two o'clock P.M.

Mr Burns tabled the following document, on behalf of Mr Tremblay:

A catalogue of Québec-made products, first edition, 1978, prepared by the Centre de recherche industrielle du Québec.

(Sessional Papers, No. 118.)

The following bills were severally introduced by Mr Garon:

Bill 10.—An Act to promote long term farm credit by private institutions;

Bill 11.—An Act respecting farm-loan insurance and forestry-loan insurance;

Bill 12.—An Act to amend the Farm Credit Act;

Bill 13.—An Act to amend the Farm Improvement Act;

Projet de loi n° 14.—Loi modifiant la Loi favorisant le crédit à la production agricole;

Bill 14.—An Act to amend the Act to promote credit to farm producers;

Projet de loi n° 15.—Loi modifiant la Loi favorisant un crédit spécial pour les producteurs agricoles au cours de périodes critiques.

Bill 15.—An Act to amend the Act to promote special credit to agricultural producers during critical periods.

M. Garon propose que le projet de loi n° 10, «Loi favorisant le crédit agricole à long terme par les institutions privées», soit lu la première fois.

Mr Garon moved that Bill 10, "An Act to promote long term farm credit by private institutions", be read the first time.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bédard, Bellemare, Bertrand, Bérubé, Biron, Bisaillon, Blank, Bordeleau, Boucher, Brassard, Burns, Cardinal, Caron, Charbonneau, Charron, Chevette, Ciaccia, Clair, Cordeau, Couture, Cuerrier, de Bellefeuille, de Belleval, Desbiens, Dubois, Duhaime, Dussault, Fallu, Fontaine, Gagnon, Garneau, Garon, Gendron, Giasson, Godin, Goldbloom, Gosselin, Goulet, Gratton, Gravel, Grégoire, Guay, Johnson, Jolivet, Joron, Laberge, Lacoste, Lalonde, Lamontagne, Landry, Laplante, Laurin, Lavigne, Lavoie, Lavoie-Roux, Lazure, Leblanc, Lefebvre, Léger, Le Moignan, Léonard, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Marchand, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, Morin (Louis-Hébert), O'Gallagher, O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Pagé, Paquette, Parizeau, Payette, Perron, Picotte, Rancourt, Raynault, Roy, Shaw, St-Germain, Tardif, Tremblay, Vaillancourt (Jonquière), Vaillancourt (Orford), Verreault.—92.

CONTRE—NAYS:—0.

En conséquence, le projet de loi est lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

The bill was accordingly read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

M. Garon propose que le projet de loi n° 11, «Loi sur l'assurance-prêts agricoles et forestiers», soit lu la première fois.

Mr Garon moved that Bill 11, "An Act respecting farm-loan insurance and forestry-loan insurance", be read the first time.

La motion est adoptée sur le même vote que celui de la première lecture du projet de loi n° 10.

The motion was adopted on the same vote as the one for first reading of Bill 10.

En conséquence, le projet de loi est lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

The bill was accordingly read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

M. Garon propose que le projet de loi n° 12, «Loi modifiant la Loi du crédit agricole», soit lu la première fois.

La motion est adoptée sur le même vote que celui de la première lecture du projet de loi n° 10.

En conséquence, le projet de loi est lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

M. Garon propose que le projet de loi n° 13, «Loi modifiant la Loi de l'amélioration des fermes», soit lu la première fois.

La motion est adoptée sur le même vote que celui de la première lecture du projet de loi n° 10.

En conséquence, le projet de loi est lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

M. Garon propose que le projet de loi n° 14, «Loi modifiant la Loi favorisant le crédit à la production agricole», soit lu la première fois.

La motion est adoptée sur le même vote que celui de la première lecture du projet de loi n° 10.

En conséquence, le projet de loi est lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

M. Garon propose que le projet de loi n° 15, «Loi modifiant la Loi favorisant un crédit spécial pour les producteurs agricoles au cours de périodes critiques», soit lu la première fois.

La motion est adoptée sur le même vote que celui de la première lecture du projet de loi n° 10.

En conséquence, le projet de loi est lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

M. Burns propose que la motion suivante au nom de M. Bédard, apparaissant à l'article 1 du feuillet, soit retirée:

Mr Garon moved that Bill 12, "An Act to amend the Farm Credit Act", be read the first time.

The motion was adopted on the same vote as the one for first reading of Bill 10.

The bill was accordingly read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

Mr Garon moved that Bill 13, "An Act to amend the Farm Improvement Act", be read the first time.

The motion was adopted on the same vote as the one for first reading of Bill 10.

The bill was accordingly read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

Mr Garon moved that Bill 14, "An Act to amend the Act to promote credit to farm producers", be read the first time.

The motion was adopted on the same vote as the one for first reading of Bill 10.

The bill was accordingly read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

Mr Garon moved that Bill 15, "An Act to amend the Act to promote special credit to agricultural producers during critical periods", be read the first time.

The motion was adopted on the same vote as the one for first reading of Bill 10.

The bill was accordingly read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

Mr Burns moved that the following motion in the name of Mr Bédard, appearing at Item 1 of the Agenda Paper, be withdrawn:

«*Que, suite à l'affaire de la prise d'otages à la prison de Saint-Jérôme, des félicitations soient adressées à la Sûreté du Québec pour avoir sauvé la vie des otages, tout en ne cédant pas aux revendications des mutins.*»

La motion de retrait est adoptée.

En conséquence, ladite motion est retirée.

M. le Président donne avis que vendredi le 28 avril 1978, à compter de dix heures jusqu'à treize heures, la Commission permanente de la fonction publique siègera pour discuter la question avec débat du Député de Saint-Laurent au Ministre de la Fonction publique sur le sujet suivant:

La préparation des prochaines négociations dans les secteurs public et parapublic.

M. Charron, au nom de M. Burns, donne l'avis suivant:

Demain, au Salon Rouge, à compter de dix heures jusqu'à treize heures, la Commission permanente de la présidence du conseil et de la constitution siègera, pour discuter la question avec débat du Député de Lotbinière au Ministre d'État à l'aménagement sur le sujet suivant:

Les intentions du gouvernement en matière de décentralisation administrative.

Mardi prochain, le 25 avril 1978, à compter de dix heures jusqu'à douze heures trente minutes, les commissions permanentes suivantes siégeront:

Au Salon Rouge:

La Commission de l'agriculture siègera pour étudier les crédits de ce ministère.

«*That, following the hostage-taking incident at the Saint-Jérôme jail, congratulations be forwarded to the Québec Police Force for having saved the lives of the hostages without making any concessions to the hostage-takers.*»

The motion for withdrawal was adopted.

The said motion was accordingly withdrawn.

Mr President gave notice that Friday, 28 April 1978, the Standing Committee on the Civil Service will sit, from ten o'clock A.M. until one o'clock P.M., to discuss the question for debate by the Member for Saint-Laurent to the Minister of the Civil Service on the following matter:

The preparation of the coming negotiations in the public and parapublic sectors.

Mr Charron gave the following notice, on behalf of Mr Burns:

Notice is given that the Standing Committee on the Presidency of the Council and the Constitution will sit tomorrow in the Red Room at ten o'clock A.M. until one o'clock P.M., to discuss the question for debate by the Member for Lotbinière to the Minister of State for Planning on the following matter:

The government's intentions concerning administrative decentralization.

Next Tuesday, 25 April 1978, the following Standing Committees will sit from ten o'clock A.M. until twelve-thirty o'clock noon:

In the Red Room:

The Committee on Agriculture will sit for the examination of the estimates of such Department.

À la Salle 81 «A»:

La Commission des richesses naturelles siégera pour étudier, article par article, le projet de loi n° 70, «Loi constituant la Société nationale de l'amiante».

À la Salle 91 «A»:

La Commission de la justice siégera pour étudier les crédits de ce ministère.

M. Charron, au nom de M. Burns, propose que les commissions permanentes suivantes siègent immédiatement jusqu'à vingt-deux heures, avec suspension des travaux de dix-huit heures à vingt heures:

Au Salon Rouge:

La Commission de l'agriculture pour l'étude des crédits de ce ministère.

À la Salle 91 «A»:

La Commission de la justice pour l'étude des crédits de ce ministère.

La motion est adoptée.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Parizeau proposant que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement.

M. Biron propose:

Que cette Assemblée blâme très sévèrement le gouvernement d'avoir présenté une politique budgétaire qui ignore les réalités pressantes d'un taux de chômage trop élevé et d'une baisse sensible des investissements privés au Québec, mettant ainsi en danger l'équilibre économique de la province.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Marquis.

In Room 81 "A":

The Committee on Natural Resources will sit for the section by section examination of Bill 70, "An Act to establish the Société nationale de l'amiante".

In Room 91 "A":

The Committee on Justice will sit for the examination of the estimates of such Department.

Mr Charron moved, on behalf of Mr Burns, that the following Standing Committees do sit immediately until ten o'clock P.M., with suspension of work from six o'clock until eight o'clock in the evening:

In the Red Room:

The Committee on Agriculture for the examination of the estimates of such Department.

In Room 91 "A":

The Committee on Justice for the examination of the estimates of such Department.

The motion was adopted.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Parizeau proposing that the Assembly do approve the budgetary policy of the government.

Mr Biron moved:

That the Assembly do censure the government very severely for having introduced a budgetary policy which fails to take into account the urgent realities of an unduly high rate of unemployment and a serious decline in private investments in Québec, thus endangering the economic stability of the province.

The debate was adjourned on motion of Mr Marquis.

À dix-huit heures vingt minutes, sur la motion de M. Charron, l'Assemblée s'ajourne à mardi prochain quatorze heures.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

At twenty minutes past six o'clock P.M., on motion of Mr Charron, the Assembly adjourned until next Tuesday, at two o'clock P.M.

CLÉMENT RICHARD,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirty-first Legislature

Le mardi 25 avril 1978

Quatorze heures

Tuesday, 25 April 1978

Two o'clock P.M.

Les documents suivants sont déposés: The following documents were tabled:

Par M. Lévesque (Taillon):

Réponses écrites à des questions orales posées par M. St-Germain le 21 mars 1978, concernant les contrats de publicité du gouvernement.

(Document de la session n° 119.)

By Mr Lévesque (Taillon):

Written answers to oral questions asked by Mr St-Germain on 21 March 1978, concerning government advertising contracts.

(Sessional Papers, No. 119.)

Par M. Parizeau:

Rapport annuel du Vérificateur général du Québec, pour l'année 1976/77.

(Document de la session n° 120.)

By Mr Parizeau:

Annual report of the Auditor-General of Québec, for 1976/77.

(Sessional Papers, No. 120.)

Par Mme Payette:

Rapport annuel de la Régie de l'assurance-dépôts du Québec, pour l'année 1977.

(Document de la session n° 121.)

By Mrs Payette:

Annual report of the Québec Deposit Insurance Board, for 1977.

(Sessional Papers, No. 121.)

Par M. Burns, au nom de M. Bérubé:
Proclamations, en date du 17 avril 1978, concernant l'entrée en vigueur des conventions complémentaires n°s 1, 2 et

By Mr Burns, on behalf of Mr Bérubé:
Proclamations, dated 17 April 1978, concerning the coming into force of the complementary agreements Nos. 1, 2

3 à la Convention de la Baie James et du Nord québécois.

(Document de la session n° 122.)

Les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, présentés, lus la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture:

Par M. Johnson:

Projet de loi n° 16.—Loi modifiant la Loi des électriciens et installations électriques et la Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de construction;

Projet de loi n° 17.—Loi modifiant la Loi des mécaniciens de machines fixes;

Projet de loi n° 18.—Loi modifiant la Loi des mécaniciens en tuyauterie et modifiant de nouveau la Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de construction.

Par M. Tremblay:

Projet de loi n° 21.—Loi autorisant la vente de certains vins dans les épiceries.

Au cours de la période de questions orales des députés, M. Parizeau dépose le document suivant:

Copie d'une lettre, en date du 21 avril 1978, adressée à M. Jacques Parizeau, ministre des Finances et du Revenu du Québec, par M. Jean Chrétien, ministre des Finances du Canada, concernant la contribution fédérale au financement d'une réduction générale de la taxe provinciale de vente.

(Document de la session n° 123.)

M. Bryce Mackasey, de son siège dans l'Assemblée nationale, donne, de vive voix, sa démission comme député

and 3 to the James Bay and Northern Québec Agreement.

(Sessional Papers, No. 122.)

The following bills were severally introduced, read the first time and ordered for second reading at the next sitting:

By Mr Johnson:

Bill 16.—An Act to amend the Electricians and Electrical Installations Act and the Building Contractors Vocational Qualifications Act;

Bill 17.—An Act to amend the Stationary Enginemen Act;

Bill 18.—An Act to amend the Pipe-Mechanics Act and to again amend the Building Contractors Vocational Qualifications Act.

By Mr Tremblay:

Bill 21.—An Act to authorize the sale of certain wines in grocery stores.

During the Members' oral question period, Mr Parizeau tabled the following document:

Copy of a letter, dated 21 April 1978, forwarded to Mr Jacques Parizeau, minister of Finance and Revenue of Québec, by Mr Jean Chrétien, minister of Finance of Canada, concerning the federal contribution to the financing of a general reduction of the provincial sales tax.

(Sessional Papers, No. 123.)

Mr Bryce Mackasey, from his seat in the National Assembly, gave his resignation verbally as Member for the

du district électoral de Notre-Dame-de-Grâce.

M. Burns donne l'avis suivant:

Demain, à compter de dix heures jusqu'à douze heures trente minutes, les commissions permanentes suivantes siégeront:

Au Salon Rouge:

La Commission de l'agriculture siègera pour étudier les crédits de ce ministère.

À la Salle 81 «A»:

La Commission de la jeunesse, des loisirs et des sports siègera pour étudier les crédits de la jeunesse, des loisirs et des sports.

À la Salle 91 «A»:

La Commission des richesses naturelles siègera pour étudier, article par article, le projet de loi n° 70, «Loi constituant la Société nationale de l'amiante».

M. Burns propose que les commissions permanentes suivantes siègent immédiatement jusqu'à vingt-deux heures, avec suspension des travaux de dix-huit heures à vingt heures:

Au Salon Rouge:

La Commission de l'agriculture pour l'étude des crédits de ce ministère.

À la Salle 81 «A»:

La Commission de la justice pour l'étude des crédits de ce ministère.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

electoral district of Notre-Dame-de-Grâce.

Mr Burns gave the following notice:

The following Standing Committees will sit tomorrow from ten o'clock A.M. until twelve-thirty o'clock noon:

In the Red Room:

The Committee on Agriculture will sit for the examination of the estimates of such Department.

In Room 81 "A":

The Committee on Youth, Recreation and Sports will sit for the examination of the estimates of Youth, Recreation and Sports.

In Room 91 "A":

The Committee on Natural Resources will sit for the section by section examination of Bill 70, "An Act to establish the Société nationale de l'amiante".

Mr Burns moved that the following Standing Committees do sit immediately until ten o'clock P.M., with suspension of work from six o'clock until eight o'clock in the evening:

In the Red Room:

The Committee on Agriculture for the examination of the estimates of such Department.

In Room 81 "A":

The Committee on Justice for the examination of the estimates of such Department.

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bédard, Bellemare, Bertrand, Bérubé, Biron, Bisailon, Blank, Bordeleau, Boucher, Brochu, Burns, Cardinal, Caron, Charbonneau, Charron, Ciaccia, Clair, Cordeau, Cuerrier, de Bellefeuille, de Belleval, Desbiens, Dubois, Duhaime, Dussault, Fallu, Fontaine, Forget, Garon, Gendron, Giasson, Godin, Goldbloom, Gosselin, Goulet, Gratton, Gravel, Grégoire, Grenier, Guay, Johnson, Joron, Laberge, Lacoste, Lalonde, Lamontagne, Laplante, Laurin, Lavigne, Lavoie, Lavoie-Roux, Lefebvre, Léger, Le Moignan, Léonard, Lessard, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Marchand, Marcoux, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, Morin (Louis-Hébert), O'Gallagher, O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Paquette, Payette, Perron, Picotte, Proulx, Rancourt, Raynauld, Roy, Saindon, Samson, Shaw, St-Germain, Tardif, Tremblay, Vaillancourt (Orford), Vaugois.—88.

CONTRE—NAYS:—0.

Conformément au paragraphe 6 de l'article 10 du règlement, M. le Président convoque une conférence des leaders parlementaires des partis reconnus.

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la motion de M. Burns proposant:

Que, suite au rapport de la Commission de l'Assemblée nationale en date du 22 février 1978, cette Assemblée est d'avis que les débats de l'Assemblée nationale puissent, sous l'autorité du Président de l'Assemblée nationale, être radiodiffusés et télédiffusés dès la reprise de ses travaux à la suite de l'ajournement d'été de 1978, et que le Président de l'Assemblée nationale soit autorisé à constituer, à ces fins, un comité consultatif formé d'un représentant de chaque parti politique présent à l'Assemblée nationale.

Avant d'entreprendre le débat sur cette motion, M. le Président informe l'Assemblée qu'à la suite de la conférence des leaders parlementaires des partis reconnus, l'entente suivante a été prise quant à la répartition du temps pour organiser un débat restreint, savoir:

In accordance with paragraph 6 of Standing Order 10, Mr President convened a conference with the House Leaders of the recognized parties.

The Order of the Day being read for the consideration of the motion by Mr Burns proposing:

That, following the report of the Committee on the National Assembly dated 22 February 1978, the Assembly is of opinion that the debates of the National Assembly should, under the authority of the President of the National Assembly, be broadcast on radio and television as soon as the Assembly resumes its work after the 1978 summer recess, and that the President of the National Assembly be authorized to appoint for this purpose an advisory committee made up of a representative of each political party present at the National Assembly.

Before undertaking the debate on this motion, Mr President informed the Assembly that, following the conference with the House Leaders of the recognized parties, the following agreement was reached as to the distribution of the time to organize a limited debate,

quatre-vingt-dix minutes au gouvernement; soixante-quinze minutes à l'Opposition officielle; soixante minutes à l'Union Nationale; quinze minutes au Ralliement Créditiste et quinze minutes au Parti National Populaire.

Et un débat s'élève sur la motion de M. Burns.

À dix-huit heures, Madame le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

Vingt heures

Et le débat continue.

M. Goldbloom propose:

Que la motion en discussion soit amendée en ajoutant dans la cinquième ligne, après le mot «nationale», les mots «et ceux de certaines commissions parlementaires».

La motion d'amendement est adoptée.

Et le débat continue sur la motion principale amendée qui se lit maintenant comme suit:

«*Que*, suite au rapport de la Commission de l'Assemblée nationale en date du 22 février 1978, cette Assemblée est d'avis que les débats de l'Assemblée nationale et ceux de certaines commissions parlementaires puissent, sous l'autorité du Président de l'Assemblée nationale, être radiodiffusés et télédiffusés dès la reprise de ses travaux à la suite de l'ajournement d'été de 1978, et que le Président de l'Assemblée nationale soit autorisé à constituer, à ces fins, un comité consultatif formé d'un représentant de chaque parti politique présent à l'Assemblée nationale.»

namely: ninety minutes for the government; seventy-five minutes for the Official Opposition; sixty minutes for the Union Nationale; fifteen minutes for the Social Credit Rally and fifteen minutes for the Popular National Party.

And a debate arising on the motion by Mr Burns.

At six o'clock P.M., Madam President left the Chair and the sitting was suspended until eight o'clock P.M.

Eight o'clock P.M.

And the debate continuing thereon.

Mr Goldbloom moved:

That the motion under debate be amended by adding in the fifth line, after the word "Assembly", the words "and those of certain parliamentary committees".

The motion of amendment was adopted.

And the debate continuing on the main motion as amended which now reads as follows:

“*That*, following the report of the Committee on the National Assembly dated 22 February 1978, the Assembly is of opinion that the debates of the National Assembly and those of certain parliamentary committees should, under the authority of the President of the National Assembly, be broadcast on radio and television as soon as the Assembly resumes its work after the 1978 summer recess, and that the President of the National Assembly be authorized to appoint for this purpose an advisory committee made up of a representative of each political party present at the National Assembly.”

Le débat est terminé.

La motion est alors mise aux voix et l'enregistrement des noms est demandé.

À la demande de M. Burns, Madame le Président remet à demain, avant l'appel des affaires du jour, l'enregistrement des noms sur le vote de cette motion.

À vingt et une heures cinquante-cinq minutes, sur la motion de M. Burns, l'Assemblée s'ajourne à demain quinze heures.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

The debate was concluded.

The motion was then put to the vote and the entry of names was requested.

At the request of Mr Burns, Madam President postponed the entry of names of the vote on this motion until tomorrow, before Orders of the Day are called.

At fifty-five minutes past nine o'clock P.M., on motion of Mr Burns, the Assembly adjourned until tomorrow, at three o'clock P.M.

CLÉMENT RICHARD.
President.

**PROCÈS-VERBAUX
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC**

Troisième session de la trente et unième Législature

**VOTES AND PROCEEDINGS
OF THE NATIONAL ASSEMBLY
OF QUÉBEC**

Third Session of the Thirty-first Legislature

Le mercredi 26 avril 1978

Quinze heures

M. Morin (Sauvé) dépose le document suivant:

Rapport annuel sur les activités du Conseil supérieur de l'éducation et sur l'état et les besoins de l'éducation, pour l'année 1976/77.

(Document de la session n° 124.)

Le projet de loi n° 8, «Loi modifiant la Loi des collèges d'enseignement général et professionnel», est présenté par M. Morin (Sauvé).

M. Morin (Sauvé) propose que le projet de loi soit lu la première fois.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

Wednesday, 26 April 1978

Three o'clock P.M.

Mr Morin (Sauvé) tabled the following document:

Annual report on the activities of the Superior Council of Education and the state and needs of education, for 1976/77.

(Sessional Papers, No. 124.)

Bill No. 8, "An Act to amend the General and Vocational Colleges Act", was introduced by Mr Morin (Sauvé).

Mr Morin (Sauvé) moved that the bill be read the first time.

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Bédard, Bellemare, Bérubé, Biron, Bisaillon, Blank, Boucher, Brassard, Brochu, Burns, Cardinal, Caron, Charbonneau, Charron, Ciaccia, Clair, Cordeau, Cuerrier, de Bellefeuille, Desbiens, Dubois, Duhaime, Dussault, Fallu, Fontaine, Forget, Gagnon, Garon, Gendron, Godin, Goldbloom, Gosselin, Goulet, Grégoire, Grenier, Guay, Johnson, Jolivet, Joron, Laberge, Lacoste, Lalonde, Lamontagne, Laplante, Larivière, Laurin, Lavigne, Lavoie-Roux, Lazure, Leblanc, Léger, Le Moignan, Léonard, Lessard, Lévesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Marchand, Marcoux, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, Morin (Louis-Hébert), Morin (Sauvé), O'Gallagher, O'Neill, Ouellette (Hull), Payette, Perron, Picotte, Proulx, Rancourt, Raynauld, Roy, Saindon, Samson, Shaw, St-Germain, Tardif, Tremblay, Vaillancourt (Jonquière), Vaillancourt (Orford), Vaugeois.—86.

CONTRE—NAYS:—0.

En conséquence, le projet de loi n° 8 est lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Biron propose:

Que cette Assemblée, tout en déplorant vivement la décision finale et formelle des actionnaires de la Sun Life de transférer le siège social de cette société de Montréal à Toronto, requiert des représentants et du gouvernement et de ladite société de prendre conjointement et dans les meilleurs délais les dispositions requises afin que l'application de cette décision soit le moins néfaste possible pour le Québec au niveau du maintien des emplois y rattachés.

La motion est adoptée.

L'Assemblée procède à l'enregistrement des noms sur le vote de la motion amendée de M. Burns proposant:

«*Que*, suite au rapport de la Commission de l'Assemblée nationale en date du 22 février 1978, cette Assemblée est d'avis que les débats de l'Assemblée nationale et ceux de certaines commissions

Bill 8 was accordingly read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Biron moved:

That the Assembly, while deeply deploring the final and categorical decision of the Sun Life policyholders to move the head office of this company from Montreal to Toronto, do urge the representatives of the government and of the said company to make jointly and within the shortest possible time the necessary arrangements so that the consequences of this decision be the least detrimental possible to Québec as regards the maintaining of jobs attached thereto.

The motion was adopted.

The Assembly proceeded with the entry of names of the vote on the amended motion by Mr Burns proposing:

That, following the report of the Committee on the National Assembly dated 22 February 1978, the Assembly is of opinion that the debates of the National Assembly and those of certain

parlementaires puissent, sous l'autorité du Président de l'Assemblée nationale, être radiodiffusés et télédiffusés dès la reprise de ses travaux à la suite de l'ajournement d'été de 1978, et que le Président de l'Assemblée nationale soit autorisé à constituer, à ces fins, un comité consultatif formé d'un représentant de chaque parti politique présent à l'Assemblée nationale.»

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Bédard, Bellemare, Bertrand, Bérubé, Biron, Bisaillon, Blank, Bordeleau, Boucher, Brassard, Brochu, Burns, Caron, Charbonneau, Ciaccia, Clair, Cordeau, Cuerrier, de Bellefeuille, Desbiens, Dubois, Duhaime, Dussault, Fallu, Fontaine, Forget, Gagnon, Garon, Gendron, Godin, Gosselin, Goulet, Gravel, Grégoire, Grenier, Guay, Johnson, Jolivet, Joron, Laberge, Lacoste, Lamontagne, Laplante, Larivière, Laurin, Lavigne, Lavoie-Roux, Lazure, Leblanc, Lefebvre, Le Moignan, Léonard, Lessard, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Marcoux, Marquis, Martel, Mercier, Morin (Sauvé), O'Gallagher, O'Neill, Ouellette (Hull), Paquette, Payette, Perron, Proulx, Rancourt, Raynald, Roy, Saindon, Samson, Shaw, Springate, St-Germain, Tardif, Tremblay, Vaillancourt (Orford), Vaugeois.—83.

CONTRE—NAYS:—0.

QUESTIONS ET RÉPONSES

Question de M. Bellemare:

1. Depuis l'acquisition de l'île d'Anticosti jusqu'au 1^{er} mars 1978, quelles sont les dépenses totales directes et indirectes occasionnées par ce territoire aux ministères suivants:

- a) Conseil Exécutif;
- b) Justice;
- c) Richesses naturelles;
- d) Terres et Forêts;
- e) Tourisme, de la Chasse et de la

Pêche;

- f) Transport?

2. Combien d'employés permanents et occasionnels chacun de ces ministères compte-t-il sur l'île?

parliamentary committees should, under the authority of the President of the National Assembly, be broadcast on radio and television as soon as the Assembly resumes its work after the 1978 summer recess, and that the President of the National Assembly be authorized to appoint for this purpose an advisory committee made up of a representative of each political party present at the National Assembly."

The motion was adopted on the following vote:

QUESTIONS AND ANSWERS

Question by Mr Bellemare:

1. From the time of the acquisition of Anticosti Island to 1 March 1978, what have been the total direct or indirect expenses of this territory incurred by the following departments:

- (a) Executive Council;
- (b) Justice;
- (c) Natural Resources;
- (d) Lands and Forests;
- (e) Tourism, Fish and Game;

- (f) Transport?

2. How many permanent and casual employees do these Departments have on the island?

3. Ces ministères ont-ils commandé, en dehors de la Fonction publique, des études sur l'administration et le développement de l'île?

4. Dans l'affirmative:

a) quel est le sujet de chacune de ces études et à qui chacune d'elles a-t-elle été confiée;

b) quel est le coût de chacune de ces études?

Réponse de M. Bérubé concernant le ministère des Richesses naturelles:

1. Les dépenses du ministère des Richesses naturelles pour l'île d'Anticosti depuis son acquisition s'élèvent à \$336,500.

2. Le ministère des Richesses naturelles ne compte aucun employé permanent ou occasionnel sur l'île d'Anticosti. Pour l'année budgétaire 1975/76, 13 étudiants y ont travaillé durant trois mois. En 1976/77, 4 étudiants y ont travaillé durant trois mois et en 1977/78, 6 étudiants y ont travaillé durant trois mois.

3. Non.

4. Néant.

Question de M. Bellemare:

1. Dans le cadre de la convention signée entre le Ministre de l'Industrie et du Commerce et les Pêcheurs Unis du Québec pour la gestion et l'exploitation des actifs de la General Mills Canada Ltd., le 15 avril 1977, quelles sont les sommes d'argent versées ou qui doivent être versées aux Pêcheurs Unis pour la période du 15 avril 1977 au 31 décembre 1977?

2. Si des fonds publics ont été mis à la disposition des Pêcheurs Unis durant cette période, quelle partie devait servir:

a) à la constitution d'un fonds de roulement;

3. Have these Departments ordered any studies outside the Civil Service on the administration and development of the island?

4. If so:

(a) what is the subject of each of such studies and to whom was each study entrusted;

(b) what is the cost of each of such studies?

Answer by Mr Bérubé concerning the Department of Natural Resources:

1. The expenses incurred by the Department of Natural Resources since the time of the acquisition of Anticosti Island amount to \$336,500.

2. The Department of Natural Resources does not have any permanent or casual employees on Anticosti Island. In fiscal 1975/76, 13 students worked on the island for three months. In 1976/77, 4 students worked on the island for three months and in 1977/78, 6 students worked on the island for three months.

3. No.

4. Nil.

Question by Mr Bellemare:

1. Within the framework of the agreement signed on 15 April 1977 between the Minister of Industry and Commerce and the Pêcheurs Unis du Québec concerning the administration of the assets of General Mills Canada Ltd., what sums of money were paid or will be paid to the Pêcheurs Unis du Québec for the period beginning 15 April 1977 and ending 31 December 1977?

2. If public funds were allocated to the Pêcheurs Unis during this period, what part thereof was to be used:

(a) to create a working capital;

b) à la préouverture des actifs terrestres et à la préparation des chalutiers;

c) à la compensation des pertes d'exploitation;

d) à la rémunération sous toutes ses formes du personnel des Pêcheurs Unis ou de la coopérative elle-même?

3. Le gouvernement a-t-il retiré certaines sommes d'argent en guise de profits?

Réponse de M. Tremblay:

1. Les sommes perçues par les Pêcheurs Unis du Québec au cours de la période du 1^{er} mars au 31 décembre 1977 ont été de \$34,306.72 au titre d'honoraires de gestion en vertu de l'article 10.1 de la convention de gestion du 15 avril et de \$134,876.20 au titre de commissions de vente prévues à l'article 10.2 de la même convention.

2. Les seuls fonds publics mis à la disposition du gestionnaire pendant la période du 1^{er} mars 1977 au 31 décembre 1977 ont consisté en une avance au montant de \$500,000 devant servir en totalité à la constitution d'un fonds de roulement. Des frais de \$60,559.43 encourus par General Mills Canada Ltd. à la demande du gouvernement pour la préouverture des actifs terrestres et la préparation des bateaux ont été remboursés à cette société.

3. Non, le gouvernement n'a pas retiré à date de fonds de l'entreprise gérée. Cependant, l'avoir du gouvernement du Québec au 31 décembre 1977 est de \$916,077.01 qui seront retirés une fois défalqués les frais encourus pendant la prolongation de la période de gestion à compter du 31 décembre 1977 jusqu'au 31 mars 1978.

Question de M. Goulet:

1. Le gouvernement ou l'un ou l'autre de ses organismes a-t-il négocié des

(b) for the maintenance of land installations and preparation of trawlers;

(c) to make up for operating losses;

(d) to pay salaries of any kind to the personnel of the Pêcheurs Unis and of the cooperative itself?

3. Did the government withdraw certain amounts of money as profits?

Answer by Mr Tremblay:

1. The amounts collected by the Pêcheurs Unis from 1 March to 31 December 1977 were of \$34,306.72 as administration fees in accordance with article 10.1 of the management agreement dated 15 April and of \$134,876.20 as selling commissions provided under article 10.2 of this agreement.

2. The only public funds placed at the disposal of the managing firm during the period beginning 1 March 1977 and ending 31 December 1977 consisted of a \$500,000 advance to be used entirely as working capital. Expenses in the amount of \$60,559.43, which were incurred by General Mills Canada Ltd. at the government's request for the maintenance of land installations and the preparation of boats, were refunded to this company.

3. No, up to now, the government has not withdrawn any funds from the managed firm. However, the assets of the Québec government as at 31 December 1977 were of \$916,077.01 which will be withdrawn once the expenses incurred during the extended management period, which began 31 December 1977 and ended 31 March 1978, have been deducted.

Question by Mr Goulet:

1. Did the government or any of its agencies negotiate the leasing of prem-

locations d'espace dans le centre commercial Jadis, à Charlesbourg?

2. Quelle est la superficie de ces espaces?

3. Quel est le ou les prix de location pour ces espaces?

4. Quelle est la durée de cette location?

5. Qui est présentement propriétaire du centre commercial?

Réponse de Mme Ouellette:

1. Le ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement n'a pas négocié de location d'espace avec le Centre commercial Jadis à Charlesbourg.

2. Ne s'applique pas.

3. Ne s'applique pas.

4. Ne s'applique pas.

5. Pour connaître la réponse à cette question, vous devriez vous adresser directement aux bureaux du Centre commercial en question.

Question de M. Goulet:

1. Le gouvernement a-t-il entrepris des démarches auprès de Dupont Canada pour l'inciter à ouvrir sa nouvelle usine de Coteau-du-Lac?

2. Le gouvernement a-t-il envisagé la possibilité de mettre en oeuvre certains moyens qui permettraient à la compagnie de fournir du travail aux 350 employés que doit compter cette usine?

3. Le gouvernement est-il en mesure de déterminer à quel moment l'usine pourrait fonctionner?

Réponse de M. Tremblay:

1. Les fonctionnaires de la Direction générale de l'industrie du ministère de l'Industrie et du Commerce ont eu plusieurs rencontres avec des représentants de Dupont Canada au cours des derniers mois.

ises in the Jadis shopping centre at Charlesbourg?

2. What is the area of such premises?

3. What was the rent or rents of these premises?

4. What is the length of the lease?

5. Who is the present owner of this shopping centre?

Answer by Mrs Ouellette:

1. The Department of Public Works and Supply did not negotiate any leases with the Jadis shopping centre, at Charlesbourg.

2. Does not apply.

3. Does not apply.

4. Does not apply.

5. The answer to this question could be obtained by inquiring directly at the office of the shopping centre in question.

Question by Mr Goulet:

1. Did the government approach Dupont Canada in view of encouraging this firm to open its new plant at Coteau-du-Lac?

2. Did the government contemplate the possibility of initiating certain measures which would allow the company to put to work the 350 employees who are to be hired by this plant?

3. Is the government in a position to determine when the plant could begin to operate?

Answer by Mr Tremblay:

1. The employees of the Industry Branch of the Department of Industry and Commerce have met the representatives of Dupont Canada on several occasions during the last months.

2. Plusieurs solutions ont été envisagées en vue de faciliter l'ouverture de cette usine, y compris une assistance financière du gouvernement mais aucune qui pourrait apporter une solution au problème n'a été retenue jusqu'ici.

3. La cause de la non-ouverture de l'usine de polyester de Dupont Canada de Coteau-du-Lac en est une de conjoncture mondiale du marché du produit en cause. Il faut signaler que plusieurs usines européennes ont dû cesser leurs opérations. Pour permettre l'ouverture de l'usine de Coteau-du-Lac, il faudrait trouver un marché à l'exportation (hors les U.S.A.) d'un minimum de 6 millions de livres par année pour deux à trois ans et préféablement de 12 millions de livres.

Les fonctionnaires de mon ministère continuent de suivre attentivement ce dossier et si des développements importants survenaient, j'en ferai part à cette Assemblée.

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Bellemare:

1. Depuis l'acquisition de l'île d'Anticosti jusqu'au 1^{er} mars 1978, quelles sont les dépenses totales directes et indirectes occasionnées par ce territoire aux ministères suivants:

- a) Conseil Exécutif;
- b) Justice;
- c) Richesses naturelles;
- d) Terres et Forêts;
- e) Tourisme, de la Chasse et de la Pêche;
- f) Transports?

2. Combien d'employés permanents et occasionnels chacun de ces ministères compte-t-il sur l'île?

3. Ces ministères ont-ils commandé, en dehors de la Fonction publique, des études sur l'administration et le développement de l'île?

2. Various solutions were examined in view of facilitating the opening of this plant, including financial assistance from the government, but none capable of solving this problem have been retained up to now.

3. The reason for not opening the Dupont Canada polyester plant at Coteau-du-Lac has to do with the world market situation as regards the product in question. Several European plants had to cease operating. To allow the opening of the Coteau-du-Lac plant, an export market (outside the U.S.A.) would have to be found that would guarantee a minimum of 6 million pounds per year, or preferably 12 million pounds, for a period of two to three years.

The employees of my Department are following closely this matter and if important developments were to occur, I will inform the Assembly accordingly.

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Bellemare:

1. From the time of the acquisition of Anticosti Island to 1 March 1978, what have been the total direct or indirect expenses of this territory incurred by the following Departments:

- (a) Executive Council;
- (b) Justice;
- (c) Natural Resources;
- (d) Lands and Forests;
- (e) Tourism, Fish and Game;

(f) Transport?

2. How many permanent and casual employees do these Departments have on the island?

3. Have these Departments ordered any studies outside the Civil Service on the administration and development of the island?

4. Dans l'affirmative:

a) quel est le sujet de chacune de ces études et à qui chacune d'elles a-t-elle été confiée;

b) quel est le coût de chacune de ces études?

Sur la motion de M. Burns, il est—

Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Bérubé dépose un document concernant le ministère des Terres et Forêts.

(Document de la session n° 125.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Biron:

1. Combien de nouvelles industries (avec 100 employés et plus) se sont installées au Québec entre le 15 novembre 1976 et le 1^{er} février 1978?

2. Dans chaque cas, quel est:

a) le nom de l'industrie, sa spécialisation et l'endroit où elle s'est installée;

b) le nombre exact d'employés;

c) le montant de l'aide financière reçu du gouvernement du Québec;

d) le montant de l'aide financière reçu du gouvernement du Canada?

Sur la motion de M. Burns, il est—

Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Tremblay dépose ledit document.

(Document de la session n° 126.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Bellemare:

1. Quelles sont les associations de commerçants de centres-villes qui reçoivent actuellement une aide technique de la Direction du commerce du ministère de l'Industrie et du Commerce concer-

4. If so:

(a) what is the subject of each of such studies and to whom was each study entrusted;

(b) what is the cost of each of such studies?

On motion of Mr Burns,—

Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Bérubé tabled a document concerning the Department of Lands and Forests.

(Sessional Papers, No. 125.)

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Biron:

1. How many new industries (of 100 employees or more) were established in Québec between 15 November 1976 and 1 February 1978?

2. In each case, what was:

(a) the name of the industry, its specialization and its location;

(b) the exact number of employees;

(c) the amount of financial assistance from the government of Québec;

(d) the amount of financial assistance from the government of Canada?

On motion of Mr Burns,—

Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Tremblay tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 126.)

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Bellemare:

1. What downtown shopkeepers associations are receiving technical assistance at present from the Commerce Branch of the Department of Industry and Commerce concerning the taking in

nant la prise en main de leur mise en marché collective, au point de vue:

- a) de la publicité;
- b) de la promotion;
- c) du développement d'une stratégie de réaménagement de leur zone commerciale?

2. Dans chaque cas, quelle est l'aide technique qui est fournie et depuis quand celle-ci leur est-elle fournie?

3. Vers quelle date le Comité d'étude sur le fonctionnement et l'évolution du commerce au Québec (C.E.F.E.C.Q.) fera-t-il ses recommandations sur l'impact de l'établissement des centres commerciaux sur les commerces existants?

Sur la motion de M. Burns, il est—
Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Tremblay dépose ledit document.

(Document de la session n° 127.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Roy:

Concernant les territoires qui étaient la propriété du gouvernement fédéral au Québec en date du 31 décembre 1977:

1. Quelle est l'étendue de ces territoires par rapport à la superficie territoriale actuelle du Québec?

2. Quels sont ces territoires?

3. De quelle façon sont-ils répartis dans chacune des cent dix (110) circonscriptions du Québec?

Sur la motion de M. Burns, il est—
Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Burns, au nom de M. Morin (Louis-Hébert), dépose ledit document.

(Document de la session n° 128.)

hand of their marketing as a group, as regards:

- (a) advertising;
- (b) promotion;
- (c) the developing of a plan to re-organize their shopping areas?

2. In each case, what kind of technical assistance was provided and since when?

3. When is the Comité d'étude sur le fonctionnement et l'évolution du commerce au Québec (C.E.F.E.C.Q.) expected to submit its recommendations on the impact that the establishment of commercial centres will have on existing businesses?

On motion of Mr Burns,—

Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Tremblay tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 127.)

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Roy:

Concerning the territories which were the property of the federal government on 31 December 1977:

1. What is the extent of these territories in comparison with the present territory of Québec?

2. What are these territories?

3. How are they distributed in each of the one hundred and ten (110) electoral districts?

On motion of Mr Burns,—

Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Burns tabled the said document, on behalf of Mr Morin (Louis-Hébert).

(Sessional Papers, No. 128.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Roy:

Pour sa dernière année financière, à quelle(s) compagnie(s) ou société(s) d'assurances la Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers a-t-elle confié:

a) Ses contrats d'assurance-responsabilité, incendie et autres?

1. Quel est le coût de la prime payée pour chacun de ces contrats;

2. par l'entremise de quel courtier ces contrats ont-ils été négociés?

b) La gestion du plan d'assurance-groupe pour ses employés?

1. Quel est le montant global payé pour ce plan pour la dernière année financière;

2. quelle est la part payée par les employés;

3. quelle est la part payée par les employeurs;

4. si le plan a été négocié par l'entremise d'un courtier, quel est le nom de ce courtier?

Sur la motion de M. Burns, il est—
Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Bérubé dépose ledit document.
(*Document de la session n° 129.*)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Bellemare:

1. Le gouvernement a-t-il donné suite à la disposition contenue dans la convention intervenue entre le Ministre de l'Industrie et du Commerce et les Pêcheurs Unis du Québec, le 15 avril 1977, de former, avant le 31 décembre 1977, une nouvelle compagnie pour acquérir et exploiter les actifs de la General Mills Canada Ltd., aux Îles-de-la-Madeleine?

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Roy:

For its last fiscal year, to what insurance company or companies did the Québec Wood Salvage, Logging and Forest Development Company award:

(a) Its contracts of public liability insurance, fire insurance or other insurance?

1. What was the cost of the premium paid for each contract;

2. through what broker were these contracts negotiated?

(b) The group insurance scheme of its employees?

1. What was the total amount paid for this insurance scheme during the last fiscal year;

2. what was the employee's contribution;

3. what was the employer's contribution;

4. if the insurance scheme was negotiated through a broker, what is the name of this broker?

On motion of Mr Burns,—

Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Bérubé tabled the said document.
(*Sessional Papers, No. 129.*)

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Bellemare:

1. Did the government carry out the provision contained in the agreement reached on 15 April 1977 between the Minister of Industry and Commerce and the Pêcheurs Unis du Québec to form, before 31 December 1977, a new company which will acquire the assets of General Mills Canada Ltd., in the Magdalen Islands, and operate it?

2. Dans l'affirmative, quels sont les membres du conseil d'administration de cette compagnie?

3. Quelle est la partie du capital-actions fournie par le gouvernement et quelle est la partie fournie par les Pêcheurs Unis?

4. Dans la négative, la convention du 15 avril 1977 a-t-elle été prolongée?

5. Si la convention a été prolongée, quels sont les changements qui lui ont été apportés?

Sur la motion de M. Burns, il est—

Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Tremblay dépose ledit document.

(Document de la session n° 130.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Bellemare:

1. Dans le cadre de l'entente entre le ministère de l'Industrie et du Commerce et les Pêcheurs Unis du Québec, relativement à la gestion des actifs de la General Mills Canada Ltd., aux Îles-de-la-Madeleine, le gestionnaire a-t-il respecté toutes les obligations qui lui ont été imposées à l'article 8.3 relativement aux assurances?

2. Quels sont les noms et adresses des courtiers qui ont souscrit les assurances suivantes:

a) l'assurance-incendie;

b) l'assurance maritime;

c) l'assurance tous risques sur les biens;

d) l'assurance-responsabilité générale;

e) l'assurance chaudière et machinerie?

3. Dans chaque cas mentionné au deuxième paragraphe, quel est le montant de l'assurance?

2. If so, who are the members of the board of directors of this company?

3. What part of the capital stock did the government put up and what part was provided by the Pêcheurs Unis du Québec?

4. If not, was the agreement of 15 April 1977 extended?

5. If this agreement was extended, what changes were made in it?

On motion of Mr Burns,—

Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Tremblay tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 130.)

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Bellemare:

1. Within the framework of the agreement made between the Department of Industry and Commerce and the Pêcheurs Unis du Québec concerning the administration of the assets of General Mills Canada Ltd., in the Magdalen Islands, did the administrator respect all the obligations imposed on him under article 8.3 respecting insurance?

2. What are the names and addresses of the brokers who underwrote the following insurance contracts:

(a) fire insurance;

(b) marine insurance;

(c) all risks insurance;

(d) public liability insurance;

(e) boiler and machinery insurance?

3. In each of the cases mentioned in the second paragraph, what was the amount of insurance?

4. Y a-t-il eu des soumissions publiques avant l'octroi de ces contrats d'assurances?

Sur la motion de M. Burns, il est—
Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Tremblay dépose ledit document.

(Document de la session n° 131.)

Sur la motion de M. Saindon, il est—
Ordonné qu'il soit déposé:

Copie de toute correspondance, mémoires, rapports, télégrammes et autres documents échangés au sujet de l'application de la politique du gouvernement québécois en matière de garderies, depuis le 26 novembre 1976 jusqu'au 28 février 1978, entre le Mouvement Regroupement Garderies Québec et:

a) Le Ministre des Affaires sociales et/ou ses fonctionnaires;

b) le Ministre d'État au développement social et/ou ses fonctionnaires.

M. Burns, au nom de M. Marois, dépose un document concernant l'article b) de ladite motion.

(Document de la session n° 132.)

M. Burns propose que les commissions permanentes suivantes siègent immédiatement jusqu'à dix-huit heures:

Au Salon Rouge:

La Commission des richesses naturelles pour l'étude, article par article, du projet de loi n° 70, «Loi constituant la Société nationale de l'amiante».

À la Salle 81 «A»:

La Commission de la jeunesse, des loisirs et des sports pour l'étude des crédits de la jeunesse, des loisirs et des sports.

4. Were public tenders called for before the awarding of these insurance contracts?

On motion of Mr Burns,—

Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Tremblay tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 131.)

On motion of Mr Saindon,—

Ordered, that there be tabled:

Copy of any correspondence, briefs, reports, telegrams and other documents concerning the implementing of the policy of the Québec government on day-care centres, exchanged, from 26 November 1976 to 28 February 1978, between the Mouvement Regroupement Garderies Québec and:

(a) the Minister of Social Affairs and/or his employees;

(b) the Minister of State for Social Development and/or his employees.

Mr Burns tabled, on behalf of Mr Marois, a document concerning Item (b) of the said motion.

(Sessional Papers, No. 132.)

Mr Burns moved that the following Standing Committees do sit immediately until six o'clock P.M.:

In the Red Room:

The Committee on Natural Resources for the section by section examination of Bill 70, "An Act to establish the Société nationale de l'amiante".

In Room 81 "A":

The Committee on Youth, Recreation and Sports for the examination of the estimates of Youth, Recreation and Sports.

M. Burns donne l'avis suivant:

Demain, à compter de dix heures jusqu'à douze heures trente minutes, les commissions permanentes suivantes siégeront:

Au Salon Rouge:

La Commission des richesses naturelles siégera pour étudier, article par article, le projet de loi n° 70, «Loi constituant la Société nationale de l'amiante».

À la Salle 81 «A»:

La Commission de la jeunesse, des loisirs et des sports siégera pour étudier les crédits de la jeunesse, des loisirs et des sports.

Demain, à la Salle 91 «A», la Commission permanente des engagements financiers siégera à compter de neuf heures trente minutes jusqu'à douze heures trente minutes.

Conformément à l'article 156 du règlement, M. Burns déclare qu'à la conférence des Leaders parlementaires des partis reconnus, convoquée par le Président, aujourd'hui, aucune entente n'a été conclue quant à la durée de l'étude, après la deuxième lecture, par la Commission parlementaire des richesses naturelles du projet de loi n° 70, «Loi constituant la Société nationale de l'amiante», et au délai dans lequel le rapport doit être déposé.

Avant l'appel des affaires du jour, M. le Président rend la décision suivante, après avoir pris la question en délibéré le 19 avril 1978, sur la recevabilité de la motion d'amendement de M. Roy, qui se lit comme suit:

Mr Burns gave the following notice:

The following Standing Committees will sit tomorrow from ten o'clock A.M. until twelve-thirty o'clock noon:

In the Red Room:

The Committee on Natural Resources will sit for the section by section examination of Bill 70, "An Act to establish the Société nationale de l'amiante".

In Room 81 "A":

The Committee on Youth, Recreation and Sports will sit for the examination of the estimates of Youth, Recreation and Sports.

The Standing Committee on Financial Commitments will sit tomorrow in Room 91 "A", at nine-thirty o'clock A.M. until twelve-thirty o'clock noon.

In accordance with Standing Order 156, Mr Burns announced that no agreement had been reached at the conference of the Parliamentary Leaders of the recognized parties, called by the President today, concerning the length of time being taken by the Standing Committee on Natural Resources for the examination of Bill 70, "An Act to establish the Société nationale de l'amiante", following second reading, and the delay within which the report should be tabled.

Before Business of the Day was called, Mr President after having taken the matter under private consideration on 19 April 1978, rendered the following decision on the admissibility of the motion of amendment by Mr Roy which reads as follows:

«Que la motion en discussion soit amendée en retranchant tous les mots après le mot «définitive» et en ajoutant les mots suivants: «respectant la proposition québécoise annoncée le mercredi 12 avril dernier, relativement à la réduction de la taxe de vente, et que copie de la présente motion soit transmise immédiatement au Premier ministre Trudeau, ainsi qu'au Ministre des Finances, M. Jean Chrétien.»

à la motion principale de M. Levesque (Bonaventure), qui se lit comme suit:

«Que cette Assemblée exprime le voeu que le gouvernement du Québec et celui du Canada concluent sans délai une entente ferme et définitive relativement au financement de la réduction de la taxe de vente, et cela conformément à leur juridiction respective et dans l'intérêt des Québécois.»

Il s'agit de savoir si l'amendement dénature ou déborde la question principale. Les conditions de forme prescrites par notre règlement étant respectées, même si le rôle du Président n'est pas de juger quant au fond d'une question, il doit cependant faire observer cette règle fondamentale de la pertinence d'une proposition d'amendement en rapport avec une question principale.

L'article 70 de notre règlement spécifie qu'un amendement doit se rapporter directement au sujet de la motion proposée; il est irrecevable si son effet est d'écarter la question principale. Bourinot, à la page 49 de son traité révisé en 1972 intitulé: *Règles de procédure*, affirme que la Présidence a maintes fois décidé qu'on ne pouvait présenter un amendement qui ne constituait qu'une négation amplifiée. C'est ce qu'on veut dire lorsqu'on défend d'écarter la question principale. Beauchesne, dans son *Précis de procédure parlementaire*, 4e

«That the motion under debate be amended by striking out all the words after the word "agreement" and by adding the following words: "that respects the Québec proposal announced on Wednesday, 12 April, concerning the sales tax cut, and that a copy of this motion be immediately forwarded to Prime Minister Trudeau, as well as to the Minister of Finance, Mr Jean Chrétien."»

to the main motion by Mr Levesque (Bonaventure) which reads as follows:

«That the Assembly do express the wish that the government of Québec and that of Canada should reach at once a firm and final agreement concerning the financing of the sales tax cut, all of which in accordance with their respective jurisdictions and in the interest of the people of Québec.»

The matter is whether the amendment changes the nature or goes beyond the main question. The conditions as to the form provided in our Standing Orders being respected, even if it is not up to the President to judge the substance of a question, he must nevertheless make sure that the fundamental rule concerning the relevancy of a motion of amendment with regard to a main motion is respected.

Standing Order 70 specifies that an amendment must be directly relevant to the subject matter of the proposed motion; it is not admissible if its effect is to set aside the main question. Bourinot, on page 49 of the 1972 revised edition of his treatise, entitled: *Règles de Procédure*, states that the President has frequently decided that an amendment which was merely an expanded negative could not be put forward. That is why it is said that a main question can never be set aside. In the fourth edition of Beauchesne's *Rules and*

édition, page 175, souligne que les amendements sont admissibles s'ils portent sur la même question. Ainsi, toutes les modifications peuvent être apportées à une question. Bien plus, Beauchesne, à la page 172 du même ouvrage, consacre un principe de droit parlementaire de tradition britannique à l'effet qu'une question, une fois adoptée, reflète le sentiment majoritaire de l'Assemblée. C'est de ce principe que naît la possibilité d'amendement. Il n'est pas juste de dire que l'auteur de la motion, une fois amendée, pourrait être amené à voter contre sa propre motion, car cette motion est devenue celle de l'Assemblée dès qu'elle est mise en délibération.

Considérant que la motion d'amendement du député de Beauce-Sud se rapporte directement au sujet de la motion proposée; qu'elle ne fait que modifier le sens de l'entente; qu'elle n'écarte pas la question principale, l'Assemblée, une fois l'amendement adopté, pouvant se prononcer sur la proposition principale telle qu'amendée; que le Président n'a pas à rechercher si l'auteur de la motion principale voterait contre la motion amendée; que la décision du Président ne doit pas viser à restreindre la discussion mais plutôt à la permettre.

En conséquence, la motion d'amendement proposée par le député de Beauce-Sud est déclarée recevable.

M. Grenier propose:

Que les membres de cette Assemblée réitérent sans équivoque et avec fermeté leur adhésion au principe selon lequel, seuls les Québécois sont habilités à décider de leur avenir constitutionnel, selon les dispositions et les règles que cette Assemblée jugera bon d'adopter.

Et un débat s'élève sur cette motion.

Forms, page 175, it is pointed out that amendments are admissible if they are on the same subject matter. Therefore, any changes can be made to a question. Moreover, Beauchesne, on page 172 of the same work establishes a principle of parliamentary law founded on British tradition to the effect that, once adopted, a question reflects the majority opinion of the Assembly. It is from this principle that the possibility of making amendments originates. It is not accurate to say that the author of a motion, once it is amended, could be led to vote against his own motion as this motion becomes that of the Assembly as soon as it is under consideration.

Whereas the motion of amendment by the Member for Beauce-South is directly relevant to the subject matter of the proposed motion; that it merely changes the meaning of the agreement; that it does not set aside the main question, as the Assembly, once the amendment adopted, could express itself on the main motion as amended; that it is not up to the President to establish if the author of the main motion could vote against his own motion as amended; that the President's decision must not be made with a view to limit the debate but rather to allow it.

Consequently, the motion of amendment proposed by the Member for Beauce-South is declared admissible.

Mr Grenier moved:

That the Members of the Assembly do reiterate firmly and explicitly their belief in the principle that Quebecers only have the ability to decide on their constitutional future, in accordance with the rules and provisions that the Assembly will see fit to adopt.

And a debate arising on this motion.

M. Forget propose:

Que la motion en discussion soit amendée en retranchant, dans la cinquième ligne, les mots «de leur avenir constitutionnel» et en ajoutant à la fin, les mots «en conformité avec des principes démocratiques irréprochables, de la position constitutionnelle que le gouvernement du Québec devra par la suite respecter et promouvoir».

Madame le Président prend la recevabilité de cet amendement en délibéré.

Le débat sur la motion principale est ajourné sur la motion de M. de Bellefeuille.

À dix-sept heures cinquante-cinq minutes, sur la motion de M. Duhaime, l'Assemblée s'ajourne à demain quatorze heures.

Aujourd'hui, mercredi 26 avril 1978, à dix-huit heures vingt minutes, au cabinet du lieutenant-gouverneur, en présence du Président de l'Assemblée nationale, de M. Burns, le représentant du Premier ministre, de M. Lavoie, le représentant du chef parlementaire de l'Opposition officielle, de M. Bellemare, le représentant du chef de l'Union Nationale, de M. Duhaime, de M. de Bellefeuille, de M. Roy et du secrétaire général de l'Assemblée nationale, il a plu à l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec de sanctionner la loi suivante:

1 Loi modifiant la Loi du ministère des transports.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

Mr Forget moved:

That the motion under debate be amended by striking out, in the fourth and fifth line, the words "on their constitutional future" and by adding at the end, the words "in keeping with irreproachable democratic principles, on the constitutional position that the government of Québec will have to respect and promote afterwards".

Madam President took the admissibility of this amendment under private consideration.

The debate on the main motion was adjourned on motion of Mr de Bellefeuille.

At fifty-five minutes past five o'clock P.M., on motion of Mr Duhaime, the Assembly adjourned until tomorrow, at two o'clock P.M.

Today, Wednesday, 26 April 1978, at twenty minutes past six o'clock P.M., in the Office of the Lieutenant-Governor, in the presence of the President of the National Assembly, of Mr Burns, the Delegate of the Prime Minister, of Mr Lavoie, the Delegate of the Leader of the Official Opposition, of Mr Bellemare, the Delegate of the Leader of the Union Nationale, of Mr Duhaime, of Mr de Bellefeuille, of Mr Roy and of the Secretary General of the National Assembly, the Honourable the Lieutenant-Governor of the province of Québec was pleased to sanction the following bill:

1 An Act to amend the Transport Department Act.

CLÉMENT RICHARD,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirty-first Legislature

Le jeudi 27 avril 1978

Quatorze heures

Thursday, 27 April 1978

Two o'clock P.M.

M. le Président communique à l'Assemblée qu'aujourd'hui il a donné un mandat au Directeur général des élections d'émettre un bref pour l'élection d'un député du district électoral de Notre-Dame-de-Grâce à l'Assemblée nationale du Québec, en remplacement, durant la présente Législature, de M. Bryce Mackasey, démissionnaire et dont le siège à l'Assemblée nationale est devenu vacant.

(Document de la session n° 133.)

Mme Payette dépose le document suivant:

Copie d'une lettre, en date du 23 mars 1978, adressée à Mme Lise Payette, ministre des Consommateurs, Coopératives et Institutions financières, par M. Jean-Louis Dubois, directeur général de l'Association des courtiers d'assurances de la province de Québec, accompagnée d'un bulletin traitant de la Loi sur l'assurance automobile et des

Mr President informed the Assembly that he had forwarded a warrant today to the Directeur général des élections to issue a writ for the election of a Member for the electoral district of Notre-Dame-de-Grâce at the National Assembly of Québec, to replace, during the current Legislature, Mr Bryce Mackasey who has resigned and whose seat at the National Assembly has become vacant.

(Sessional Papers, No. 133.)

Mrs Payette tabled the following document:

Copy of a letter, dated 23 March 1978, forwarded to Mrs Lise Payette, minister of Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions, by Mr Jean-Louis Dubois, director general of the Insurance Brokers' Association of the Province of Québec, together with a circular letter dealing with the Automobile Insurance Act and brokers fees

honoraires qui a été adressé à tous les membres de ladite Association.

(Document de la session n° 134.)

M. Lavoie propose que les modifications suivantes soient apportées dans la composition des commissions permanentes, en substituant le nom de M. Raynauld à celui de M. Mackasey comme membre, et le nom de M. Caron à celui de M. Raynauld comme intervenant à la Commission des finances et des comptes publics; le nom de M. Forget à celui de M. Mackasey comme membre de la Commission des affaires intergouvernementales; le nom de M. Goldbloom à celui de M. Mackasey comme intervenant à la Commission de l'immigration; le nom de M. Ciaccia à celui de M. Mackasey comme membre, et le nom de M. Vaillancourt à celui de M. Ciaccia comme intervenant à la Commission de l'industrie et du commerce; le nom de M. Raynauld à celui de M. Mackasey comme membre, et le nom de M. Caron à celui de M. Raynauld comme intervenant à la Commission du revenu; le nom de M. Pagé à celui de M. Mackasey comme membre, et celui de M. Blank à celui de M. Pagé comme intervenant à la Commission du travail et de la main-d'oeuvre.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Bellemare, Bertrand, Bérubé, Biron, Blank, Bordeleau, Brochu, Burns, Cardinal, Caron, Charbonneau, Charron, Chevrette, Ciaccia, Cordeau, Cuerrier, de Belleval, Desbiens, Dubois, Duhaime, Fallu, Fontaine, Forget, Gagnon, Godin, Gosselin, Goulet, Gratton, Gravel, Grégoire, Grenier, Guay, Johnson, Jolivet, Joron, Laberge, Lacoste, Lalonde, Lamontagne, Laplante, Laurin, Lavoie, Lavoie-Roux, Lazure, Leblanc, Lefebvre, Léonard, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Marchand, Marcoux, Marquis, Martel, Michaud, Morin (Louis-Hébert), O'Gallagher, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Parizeau, Payette, Picotte, Proulx, Rancourt, Raynauld, Roy, Saindon, Samson, Shaw, Springate, St-Germain, Tardif, Tremblay, Vaillancourt (Jonquière), Vaillancourt (Orford).—77.

CONTRE—NAYS:—0.

which was sent to all the members of the said Association.

(Sessional Papers, No 134.)

Mr Lavoie moved that the following changes be made to the list of members of the following Standing Committees, by replacing the name of Mr Mackasey by that of Mr Raynauld as member, and the name of Mr Raynauld by that of Mr Caron as participating member of the Committee on Finance and Public Accounts; the name of Mr Mackasey by that of Mr Forget as member of the Committee on Intergovernmental Affairs; the name of Mr Mackasey by that of Mr Goldbloom as participating member of the Committee on Immigration; the name of Mr Mackasey by that of Mr Ciaccia as member, and the name of Mr Ciaccia by that of Mr Vaillancourt as participating member of the Committee on Industry and Commerce; the name of Mr Mackasey by that of Mr Raynauld as member, and the name of Mr Raynauld by that of Mr Caron as participating member of the Committee on Revenue; the name of Mr Mackasey by that of Mr Pagé as member, and the name of Mr Pagé by that of Mr Blank as participating member of the Committee on Labour and Manpower.

The motion was adopted on the following vote:

M. Lévesque (Taillon) propose:

Que M. Clément Vincent soit nommé directeur adjoint du financement des partis politiques, en remplacement de M. Jean Blanchard, démissionnaire, aux mêmes conditions et avantages.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

Mr Lévesque (Taillon) moved:

That Mr Clément Vincent be appointed assistant director of financing of political parties, to replace, on the same terms, Mr Jean Blanchard who has resigned.

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Bellemare, Bertrand, Bérubé, Biron, Blank, Bordeleau, Brassard, Brochu, Burns, Cardinal, Caron, Charbonneau, Charron, Chevrette, Ciaccia, Cordeau, Cuerrier, de Bellefeuille, de Belleval, Desbiens, Dubois, Duhaime, Fallu, Fontaine, Forget, Gagnon, Godin, Gosselin, Goulet, Gratton, Gravel, Grégoire, Grenier, Guay, Johnson, Jolivet, Joron, Laberge, Lacoste, Lalonde, Lamontagne, Laplante, Laurin, Lavigne, Lavoie, Lavoie-Roux, Lazure, Leblanc, Lefebvre, Léonard, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Marchand, Marcoux, Marquis, Martel, Michaud, Morin (Louis-Hébert), O'Gallagher, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Parizeau, Payette, Picotte, Proulx, Rancourt, Raynauld, Roy, Saindon, Samson, Shaw, Springate, St-Germain, Tardif, Tremblay, Vaillancourt (Jonquière), Vaillancourt (Orford).—80.

CONTRE—NAYS:—0.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Bellemare propose:

Que cette Assemblée adresse des remerciements à M. Paul Aubé, président du conseil consultatif de la région de Québec des métiers de la construction (F.T.Q.), pour avoir offert gratuitement la main-d'oeuvre nécessaire à la reconstruction du Patro Roc-Amadour.

La motion est adoptée.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Johnson propose:

Que cette Assemblée rende hommage et respect aux deux millions de travailleurs du Québec à l'occasion de la fête des travailleurs le 1^{er} mai.

La motion est adoptée.

M. le Président donne avis que vendredi le 5 mai 1978, à compter de dix heures jusqu'à treize heures, la Commission permanente des communica-

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Bellemare moved:

That this Assembly do forward a message to Mr Paul Aubé, president of the advisory council on building trades for the Québec region (Q.F.L.), thanking him for having offered gratuitously the labour which is required to rebuild the Patro Roc-Amadour.

The motion was adopted.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Johnson moved:

That this Assembly do render homage and respect to the two million workers of Québec on the occasion of May Day.

The motion was adopted.

Mr President gave notice that Friday, 5 May 1978, the Standing Committee on Communications will sit, from ten o'clock A.M. until one o'clock

tions siégera pour discuter la question avec débat du Député de Gaspé au Ministre des Communications sur le sujet suivant:

L'orientation, le développement et le financement de Radio-Québec.

M. Burns donne l'avis suivant:

Demain, au Salon Rouge, à compter de dix heures jusqu'à treize heures, la Commission permanente de la fonction publique siégera pour discuter la question avec débat du Député de Saint-Laurent au Ministre de la Fonction publique sur le sujet suivant:

La préparation des prochaines négociations dans les secteurs public et parapublic.

Demain, à la Salle 81 «A», à compter de dix heures jusqu'à douze heures trente minutes, la Commission des richesses naturelles siégera pour étudier, article par article, le projet de loi n° 70, «Loi constituant la Société nationale de l'amiante».

Lundi prochain, le 1^{er} mai 1978, à la Salle 81 «A», à compter de quinze heures jusqu'à vingt-deux heures, avec suspension des travaux de dix-huit heures à vingt heures, la Commission permanente des richesses naturelles siégera pour étudier, article par article, le projet de loi n° 70, «Loi constituant la Société nationale de l'amiante».

Mardi prochain, le 2 mai 1978, les commissions permanentes suivantes siégeront à compter de dix heures jusqu'à douze heures trente minutes:

Au Salon Rouge:

La Commission des affaires municipales siégera pour l'étude des crédits de ce ministère.

P.M., to discuss the question for debate by the Member for Gaspé to the Minister of Communications on the following matter:

The orientation, development and financing of Radio-Québec.

Mr Burns gave the following notice:

The Standing Committee on the Civil Service will sit tomorrow in the Red Room at ten o'clock A.M. until one o'clock P.M., to discuss the question for debate by the Member for Saint-Laurent to the Minister of the Civil Service on the following matter:

The preparation of the coming negotiations in the public and parapublic sectors.

The Committee on Natural Resources will sit tomorrow in Room 81 «A» at ten o'clock A.M. until twelve-thirty o'clock noon, for the section by section examination of Bill 70, «An Act to establish the Société nationale de l'amiante».

Next Monday, 1 May 1978, the Standing Committee on Natural Resources will sit in Room 81 «A» at three o'clock P.M. until ten o'clock P.M., with suspension of work from six o'clock until eight o'clock in the evening, for the section by section examination of Bill 70, «An Act to establish the Société nationale de l'amiante».

Next Tuesday, 2 May 1978, the following Standing Committees will sit at ten o'clock A.M. until twelve-thirty o'clock noon:

In the Red Room:

The Committee on Municipal Affairs will sit for the examination of the estimates of such Department.

À la Salle 81 «A»:

La Commission de la fonction publique siégera pour l'étude des crédits de ce ministère.

À la Salle 91 «A»:

La Commission des richesses naturelles siégera pour étudier, article par article, le projet de loi n° 70, «Loi constituant la Société nationale de l'amiante».

Sur la motion de M. Burns, la Commission permanente des richesses naturelles siège immédiatement au Salon Rouge jusqu'à vingt-deux heures, avec suspension des travaux de dix-huit heures à vingt heures, pour étudier, article par article, le projet de loi n° 70, «Loi constituant la Société nationale de l'amiante».

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la motion d'amendement de M. Roy à la motion de M. Levesque (Bonaventure) proposant:

«*Que* cette Assemblée exprime le vœu que le gouvernement du Québec et celui du Canada concluent sans délai une entente ferme et définitive relativement au financement de la réduction de la taxe de vente, et cela conformément à leur juridiction respective et dans l'intérêt des Québécois.»

laquelle motion d'amendement se lit comme suit:

«*Que* la motion en discussion soit amendée en retranchant tous les mots après le mot «définitive» et en ajoutant les mots suivants: «respectant la proposition québécoise annoncée le mercredi 12 avril dernier, relativement à la réduction de la taxe de vente, et que copie de la présente motion soit transmise immédiatement au Premier ministre

In Room 81 «A»:

The Committee on the Civil Service will sit for the examination of the estimates of such Department.

In Room 91 «A»:

The Committee on Natural Resources will sit for the section by section examination of Bill 70, "An Act to establish the Société nationale de l'amiante".

On motion of Mr Burns, the Standing Committee on Natural Resources will sit immediately in the Red Room until ten o'clock P.M., with suspension of work from six o'clock until eight o'clock in the evening, for the section by section examination of Bill 70, "An Act to establish the Société nationale de l'amiante".

The Order of the Day being read for the consideration of the motion of amendment by Mr Roy to the motion by Mr Levesque (Bonaventure) proposing:

“*That* the Assembly do express the wish that the government of Québec and that of Canada should reach at once a firm and final agreement concerning the financing of the sales tax cut, all of which in accordance with their respective jurisdictions and in the interest of the people of Québec.”

which motion of amendment reads as follows:

“*That* the motion under debate be amended by striking out all the words after the word “agreement” and by adding the following words: “that respects the Québec proposal announced on Wednesday, 12 April, concerning the sales tax cut, and that a copy of this motion be immediately forwarded to Prime Minister Trudeau, as well as to

Trudeau, ainsi qu'au Ministre des Finances, M. Jean Chrétien. ».

the Minister of Finance, Mr Jean Chrétien.”.

Et un débat s'élève sur cette motion d'amendement.

And a debate arising on this motion of amendment.

M. Levesque (Bonaventure) propose le sous-amendement suivant:

Mr Levesque (Bonaventure) proposed the following subamendment:

Que la motion d'amendement soit modifiée en remplaçant le mot «respectant» par les mots «à la lumière de» et en ajoutant, après le mot «dernier», les mots «ou de toute autre proposition juste et équitable pour tous les Québécois».

That the motion under debate be amended by replacing the words “that respects” by the words “in the light of” and by adding, after the word “April,” the words “or of any other fair and reasonable proposal for all Québécois”.

Et un débat s'élève sur ce sous-amendement.

And a debate arising on this subamendment.

À dix-huit heures, Madame le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

At six o'clock P.M., Madam President left the Chair and the sitting was suspended until eight o'clock P.M.

Vingt heures.

Eight o'clock P.M.

Et le débat continue.

And the debate continuing thereon.

Le sous-amendement est rejeté, les voix se divisant comme suit:

The subamendment was rejected on the following division:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Ciaccia, Forget, Lalonde, Lamontagne, Lavoie, Lavoie-Roux, Levesque (Bonaventure), O'Gallagher, Raynauld, Saindon, Vaillancourt (Orford).—11.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Bertrand, Bérubé, Biron, Bordeleau, Brassard, Burns, Cardinal, Charbonneau, Chevrete, Clair, Cordeau, de Belleval, Dubois, Duhaime, Dussault, Fallu, Fontaine, Gagnon, Godin, Goulet, Gravel, Grégoire, Grenier, Guay, Jolivet, Laberge, Lacoste, Laplante, Laurin, Lavigne, Lefebvre, Léonard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Marquis, Mercier, Michaud, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Parizeau, Proulx, Rancourt, Roy, Vaugeois.—45.

La motion d'amendement de M. Roy est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

The motion of amendment by Mr Roy was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Baril, Bertrand, Bérubé, Biron, Bordeleau, Brassard, Burns, Cardinal, Charbonneau, Chevrette, Ciaccia, Clair, Cordeau, de Belleval, Dubois, Duhaime, Dussault, Fallu, Fontaine, Forget, Gagnon, Godin, Goulet, Gravel, Grégoire, Grenier, Guay, Jolivet, Laberge, Lacoste, Lalonde, Lamontagne, Laplante, Laurin, Lavigne, Lavoie, Lavoie-Roux, Lefebvre, Léonard, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Marcoux, Marquis, Mercier, Michaud, O'Gallagher, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Parizeau, Proulx, Rancourt, Raynauld, Roy, Saindon, Vaillancourt (Orford), Vaugeois.—56.

CONTRE—NAYS:—0.

La motion principale amendée de M. Levesque (Bonaventure) se lit maintenant comme suit:

«*Que cette Assemblée exprime le vœu que le gouvernement du Québec et celui du Canada concluent sans délai une entente ferme et définitive respectant la proposition québécoise annoncée le mercredi 12 avril dernier, relativement à la réduction de la taxe de vente, et que copie de la présente motion soit transmise immédiatement au Premier ministre Trudeau, ainsi qu'au Ministre des Finances, M. Jean Chrétien.*»

Ladite motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

The main motion, as amended, by Mr Levesque (Bonaventure) now reads as follows:

“*That the Assembly do express the wish that the government of Québec and that of Canada should reach at once a firm and final agreement that respects the Québec proposal announced on Wednesday, 12 April, concerning the sales tax cut, and that a copy of this motion be immediately forwarded to Prime Minister Trudeau, as well as to the Minister of Finance, Mr Jean Chrétien.*”

The said motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Bertrand, Bérubé, Biron, Bordeleau, Brassard, Burns, Cardinal, Charbonneau, Chevrette, Ciaccia, Clair, Cordeau, de Belleval, Dubois, Duhaime, Dussault, Fallu, Fontaine, Forget, Gagnon, Godin, Goulet, Gravel, Grégoire, Grenier, Guay, Jolivet, Laberge, Lacoste, Lalonde, Lamontagne, Laplante, Laurin, Lavigne, Lavoie, Lavoie-Roux, Lefebvre, Léonard, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Marquis, Mercier, Michaud, O'Gallagher, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Parizeau, Proulx, Rancourt, Raynauld, Roy, Saindon, Vaillancourt (Orford), Vaugeois.—56.

CONTRE—NAYS:—0.

À vingt et une heures vingt minutes, sur la motion de M. Duhaime, l'Assemblée s'ajourne à mardi prochain quatorze heures.

At twenty minutes past nine o'clock P.M., on motion of Mr Duhaime, the Assembly adjourned until next Tuesday, at two o'clock P.M.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

CLÉMENT RICHARD,
President.

**PROCÈS-VERBAUX
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC**

Troisième session de la trente et unième Législature

**VOTES AND PROCEEDINGS
OF THE NATIONAL ASSEMBLY
OF QUÉBEC**

Third Session of the Thirty-first Legislature

Le mardi 2 mai 1978

Quatorze heures

Tuesday, 2 May 1978

Two o'clock P.M.

M. Laurin dépose le document suivant:

Rapport du comité de travail du Comité ministériel permanent du développement culturel sur le développement de Radio-Québec.

(Document de la session n° 135.)

Le projet de loi n° 35, «Loi modifiant la Loi des renseignements sur les compagnies», est présenté par Mme Payette.

Mme Payette propose que le projet de loi soit lu la première fois.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

Mr Laurin tabled the following document:

Report of the task group of the standing ministerial committee on cultural development concerning the development of Radio-Québec.

(Sessional Papers, No. 135.)

Bill 35, "An Act to amend the Companies Information Act", was introduced by Mrs Payette.

Mrs Payette moved that the bill be read the first time.

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Beauséjour, Bédard, Bellemare, Bérubé, Biron, Bisaillon, Blank, Bordeleau, Brassard, Brochu, Burns, Caron, Charron, Ciaccia, Clair, Cordeau, Cuerrier, de Bellefeuille, de Belleval, Desbiens, Dubois, Duhaime, Fallu, Fontaine, Gagnon, Garon, Gendron, Giasson, Goldbloom, Gosselin, Goulet, Gratton, Gravel, Grégoire, Grenier, Guay, Johnson, Jolivet, Joron, Laberge, Lacoste, Lalonde, Lamontagne, Laplante, Laurin, Lavoie, Lavoie-Roux, Lazure, Leblanc, Lefebvre, Le Moignan, Léonard, Lesard, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Marchand, Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Michaud, Morin (Louis-Hébert), O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Paquette, Parizeau, Payette, Perron, Picotte, Rancourt, Raynauld, Roy, Saindon, Samson, Shaw, Tardif, Vaillancourt (Jonquière), Vaillancourt (Orford), Vaugeois, Verreault.—83.

CONTRE—NAYS:—0.

En conséquence, le projet de loi n° 35 est lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

Conformément à l'article 119A du règlement sessionnel, M. Burns propose que les motions de deuxième lecture des projets de loi n°s 5, 16, 17 et 18 soient mises aux voix sans débat.

La motion est adoptée.

M. Burns donne l'avis suivant:

Demain, les commissions permanentes suivantes siégeront à compter de dix heures jusqu'à douze heures trente minutes:

Au Salon Rouge:

La Commission des communications siégera pour l'étude des crédits de ce ministère.

À la Salle 81 «A»:

La Commission des richesses naturelles siégera pour étudier, article par article, le projet de loi n° 70, «Loi constituant la Société nationale de l'amiante».

Bill 35 was accordingly read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

In accordance with Sessional Order 119A, Mr Burns moved that the motions for second reading of Bills 5, 16, 17 and 18 be put to the vote without debate.

The motion was adopted.

Mr Burns gave the following notice:

Tomorrow, the following Standing Committees will sit at ten o'clock A.M. until twelve-thirty o'clock noon:

In the Red Room:

The Committee on Communications will sit for the examination of the estimates of such Department.

In Room 81 «A»:

The Committee on Natural Resources will sit for the section by section examination of Bill 70, «An Act to establish the Société nationale de l'amiante».

À la Salle 91 «A»:

La Commission des affaires municipales siégera pour l'étude des crédits de ce ministère.

M. Burns propose que les commissions permanentes suivantes siègent immédiatement jusqu'à vingt-deux heures, avec suspension des travaux de dix-huit heures à vingt heures:

Au Salon Rouge:

La Commission des affaires municipales pour l'étude des crédits de ce ministère.

À la Salle 81 «A»:

La Commission de la fonction publique pour l'étude des crédits de ce ministère;

et que, si l'Assemblée ajourne ses travaux à dix-huit heures, la Commission permanente des richesses naturelles siège à la Salle 91 «A», à compter de vingt heures jusqu'à vingt-deux heures pour étudier, article par article, le projet de loi n° 70, «Loi constituant la Société nationale de l'amiante».

La motion est adoptée.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi n° 5, «Loi modifiant la Loi sur la refonte des lois».

M. Bédard informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

M. Bédard propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Burns, le projet de loi n° 5 est déferé pour étude, article

In Room 91 «A»:

The Committee on Municipal Affairs will sit for the examination of the estimates of such Department.

Mr Burns moved that the following Standing Committees do sit immediately until ten o'clock P.M., with suspension of work from six o'clock until eight o'clock in the evening:

In the Red Room:

The Committee on Municipal Affairs for the examination of the estimates of such Department.

In Room 81 «A»:

The Committee on the Civil Service for the examination of the estimates of such Department;

and that, if the Assembly adjourns at six o'clock P.M., the Standing Committee on Natural Resources do sit in Room 91 «A», from eight o'clock until ten o'clock in the evening for the section by section examination of Bill 70, "An Act to establish the Société nationale de l'amiante".

The motion was adopted.

The Order of the Day being read for the second reading of Bill 5, "An Act to amend the Act respecting the consolidation of the statutes".

Mr Bédard informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

Mr Bédard moved that the said bill be now read the second time.

The motion was adopted.

The bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Burns, Bill 5 was referred to the Standing Committee on

par article, à la Commission permanente de la justice.

Sur la motion de M. Johnson, les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, lus la deuxième fois:

Projet de loi n° 16.—Loi modifiant la Loi des électriciens et installations électriques et la Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de construction;

Projet de loi n° 17.—Loi modifiant la Loi des mécaniciens de machines fixes.

Sur la motion de M. Burns, les projets de loi sont, l'un après l'autre, déferés pour étude, article par article, à la Commission permanente du travail et de la main-d'oeuvre.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi n° 18, «Loi modifiant la Loi des mécaniciens en tuyauterie et modifiant de nouveau la Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de construction».

M. Johnson informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

M. Johnson propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

Justice for section by section examination.

On motion of Mr Johnson, the following bills were severally read the second time:

Bill 16.—An Act to amend the Electricians and Electrical Installations Act and the Building Contractors Vocational Qualifications Act;

Bill 17.—An Act to amend the Stationary Enginemen Act.

On motion of Mr Burns, the bills were severally referred to the Standing Committee on Labour and Manpower for section by section examination.

The Order of the Day being read for the second reading of Bill 18, "An Act to amend the Pipe-Mechanics Act and to again amend the Building Contractors Vocational Qualifications Act".

Mr Johnson informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

Mr Johnson moved that the said bill be now read the second time.

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bédard, Bellemare, Bertrand, Bérubé, Biron, Bisaillon, Blank, Bordeleau, Brasseur, Brochu, Burns, Caron, Ciaccia, Clair, Cordeau, Cuerrier, de Bellefeuille, de Belleval, Desbiens, Dubois, Duhaime, Fallu, Fontaine, Gagnon, Garon, Gendron, Giasson, Goldbloom, Goulet, Gratton, Gravel, Grégoire, Grenier, Guay, Johnson, Jolivet, Joron, Laberge, Lacoste, Lalonde, Lamontagne, Laplante, Laurin, Lavoie, Lavoie-Roux, Lazure, Leblanc, Lefebvre, Le Moignan, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Marchand, Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Payette, Perron, Picotte, Proulx, Rancourt, Raynald, Roy, Shaw, Tardif, Tremblay, Vaillancourt (Jonquière), Vaillancourt (Orford), Vaugeois, Verreault.—77.

CONTRE—NAYS:—0.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

The bill was accordingly read the second time.

Sur la motion de M. Burns, le projet de loi n° 18 est déferé pour étude, article par article, à la Commission permanente du travail et de la main-d'oeuvre.

On motion of Mr Burns, Bill 18 was referred to the Standing Committee on Labour and Manpower for section by section examination.

M. Tremblay propose que le projet de loi n° 21, «Loi autorisant la vente de certains vins dans les épiceries», soit maintenant lu la deuxième fois.

Mr Tremblay moved that Bill 21, "An Act to authorize the sale of certain wines in grocery stores", be now read the second time.

Et un débat s'élève sur cette motion.

And a debate arising on this motion.

La motion est alors adoptée.

The motion was then adopted.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

The bill was accordingly read the second time.

Sur la motion de M. Burns, le projet de loi n° 21 est déferé pour étude, article par article, à la Commission permanente de l'industrie et du commerce.

On motion of Mr Burns, Bill 21 was referred to the Standing Committee on Industry and Commerce for section by section examination.

À dix-sept heures cinquante-sept minutes, sur la motion de M. Burns, l'Assemblée s'ajourne à demain quinze heures.

At fifty-seven minutes past five o'clock P.M., on motion of Mr Burns, the Assembly adjourned until tomorrow, at three o'clock P.M.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

CLÉMENT RICHARD,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirty-first Legislature

Le mercredi 3 mai 1978

Quinze heures

Wednesday, 3 May 1978

Three o'clock P.M.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Burns, au nom de M. Bérubé:
Rapport annuel de la Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec (REXFOR), pour l'année 1976/77.

(Document de la session n° 136.)

Par M. Vaugeois:

Rapport annuel du ministère des Affaires culturelles, pour l'année 1976/77.

(Document de la session n° 137.)

Les cahiers du patrimoine sur les monuments et sites historiques du Québec.

(Documents de la session n° 138.)

Par M. Lessard:

Protocole d'entente «Boulevard Lebourgneuf et autoroute 73», signé le 25 avril 1978, entre le ministère des Trans-

The following documents were tabled:

By Mr Burns, on behalf of Mr Bérubé:
Annual report of the Québec Wood Salvage, Logging and Forest Development Company (REXFOR), for 1976/77.

(Sessional Papers, No. 136.)

By Mr Vaugeois:

Annual report of the Department of Cultural Affairs, for 1976/77.

(Sessional Papers, No. 137.)

A copy of *Les cahiers du patrimoine* on historic sites and monuments of Québec.

(Sessional Papers, No. 138.)

By Mr Lessard:

Protocol of agreement "Lebourgneuf Boulevard and Highway 73" made on 25 April 1978, between the Department of

ports, la ville de Québec et le groupe Baxter.

(Document de la session n° 139.)

Le projet de loi n° 36, «Loi sur les ententes intergouvernementales en matière d'entraide judiciaire», est présenté par M. Bédard, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

QUESTIONS ET RÉPONSES

Question de M. Bellemare:

1. Depuis l'acquisition de l'île d'Anticosti jusqu'au 1^{er} mars 1978, quelles sont les dépenses totales directes et indirectes occasionnées par ce territoire aux ministères suivants:

- a) Conseil Exécutif;
- b) Justice;
- c) Tourisme, de la Chasse et de la Pêche;
- d) Transports?

2. Combien d'employés permanents et occasionnels chacun de ces ministères compte-t-il sur l'île?

3. Ces ministères ont-ils commandé, en dehors de la Fonction publique, des études sur l'administration et le développement de l'île?

4. Dans l'affirmative:

a) quel est le sujet de chacune de ces études et à qui chacune d'elles a-t-elle été confiée;

b) quel est le coût de chacune de ces études?

Réponse de M. Bédard concernant le ministère de la Justice:

1. Le ministère de la Justice n'a encouru aucune dépense sur le territoire de l'île d'Anticosti depuis son acquisition jusqu'au 1^{er} mars 1978.

- 2. Aucun employé permanent.
- 3. Néant.
- 4. Néant.

Transport, the City of Québec and the Baxter group.

(Sessional Papers, No. 139.)

Bill 36, "An Act respecting inter-governmental agreements regarding mutual aid in judicial matters", was introduced by Mr Bédard, read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

QUESTIONS AND ANSWERS

Question by Mr Bellemare:

1. From the time of the acquisition of Anticosti Island to 1 March 1978, what have been the total direct or indirect expenses of this territory incurred by the following Departments:

- (a) Executive Council;
- (b) Justice;
- (c) Tourism, Fish and Game;
- (d) Transport?

2. How many permanent and casual employees do these Departments have on the island?

3. Have these Departments ordered any studies outside the Civil Service on the administration and development of the island?

4. If so:

(a) what is the subject of each of such studies and to whom was each study entrusted;

(b) what is the cost of each of such studies?

Answer by Mr Bédard concerning the Department of Justice:

1. The Department of Justice has not incurred any expenses on the territory of Anticosti Island from the time of its acquisition to 1 March 1978.

- 2. No permanent employees.
- 3. Nil.
- 4. Nil.

Question de M. Goulet:

1. Quel est le nombre d'employés mis à pied par l'usine Tricofil depuis deux ans?

2. Parmi ces employés, combien ont réussi à se trouver un emploi permanent, grâce au comité de recyclage mis sur pied par le ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre?

Réponse de M. Johnson:

1. À ses débuts (avril 1975), Tricofil employait environ 50 salariés. Subsequently, le nombre de salariés a périodiquement augmenté pour atteindre, en juin 1977, le nombre de 172.

Le 30 juin 1977, 31 salariés sont licenciés collectivement suite à une réorganisation majeure de l'entreprise. Depuis cette date, 5 salariés ont été rappelés au travail et 3 ont été licenciés.

Le 22 mars 1978, l'entreprise procu-rait du travail à 118 salariés.

2. Quant au comité de reclassement des salariés qui aurait pu être constitué à l'occasion du licenciement collectif du 30 juin 1977, les parties intéressées (entreprise et syndicat) n'ont pas jugé bon de le faire, ce qui explique qu'aucun des salariés alors licenciés n'ait pu réussir à se trouver un emploi permanent grâce à pareil comité.

Note: Certains départs volontaires et congédiements pour cause expliquent la présence de seulement 118 salariés au 22 mars 1978.

Question de M. Larivière:

1. À qui le gouvernement a-t-il confié le mandat de faire une étude en vue de l'implantation d'un centre de recherche provincial sur la métallurgie?

2. À quelle date cette étude doit-elle être terminée?

Question by Mr Goulet:

1. How many employees were dismissed by Tricofil during the last two years?

2. Out of this number, how many employees succeeded in finding a permanent job through the reclassification committee set up by the Department of Labour and Manpower?

Answer by Mr Johnson:

1. In the beginning (April 1975), Tricofil was employing approximately 50 workers. Subsequently, this number has increased periodically to reach a number of 172 by June 1977.

On 30 June 1977, there was a mass layoff of 31 employees following a major reorganization of the plant. Since then, 5 workers were called back and 3 were dismissed.

On 22 March 1978, the firm provided 118 employees with work.

2. As for the workers reclassification committee which could have been set up at the time of the mass layoff on 30 June 1977, the parties concerned (employer and union) did not see fit to do so, which explains why none of the dismissed workers were able to find a permanent job through such a committee.

N.B. Certain resignations and dismissals for cause account for the presence of only 118 workers as at 22 March 1978.

Question by Mr Larivière:

1. Who did the government entrust with the task of carrying out a study in view of establishing a provincial metallurgic research centre?

2. On what date will this study be completed?

Réponse de M. Bérubé:

1. Le gouvernement n'a confié aucun mandat d'étude en vue de l'implantation d'un centre de recherche provincial sur la métallurgie, puisqu'un tel centre existe déjà depuis 1969, le Centre de recherches minérales, rattaché au ministère des Richesses naturelles. Cependant, M. Larivière fait sans doute allusion au remplacement de l'une des constituantes du CRM, l'usine-pilote présentement sise au Centre industriel Saint-Malo, à Québec, et qui sera reconstruite au Complexe scientifique, à Sainte-Foy, de façon à ce que les nouvelles installations lui permettent de couvrir davantage les aspects pyro et hydrométallurgiques. Dans ce cas, le mandat de ce projet a été confié en collaboration aux ministères des Richesses naturelles et des Travaux publics et de l'Approvisionnement.

2. L'étude est maintenant terminée, et le gouvernement est en mesure de passer à l'étape suivante, celle de l'engagement des professionnels chargés de mener à bien le projet.

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Bellemare:

1. Dans le cadre du programme des emplois nouveaux administré par le ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre, combien de subventions ont été accordées par le ministère au cours des années financières 1976/77 et 1977/78?

2. Pour chacune de ces années financières, quel a été le montant total de ces subventions et le nombre d'emplois créés en spécifiant, dans ce dernier cas, le nombre total d'emplois permanents et le nombre total d'emplois temporaires?

Answer by Mr Bérubé:

1. No one was entrusted by the government with the task of carrying out a study in view of establishing a provincial metallurgic research centre as there is already such a centre at the Department of Natural Resources, the Mineral Research Centre, which has been in existence since 1969. However, Mr Larivière is probably referring to the replacing of one of the branches of the Mineral Research Centre, the pilot-plant presently situated in the Saint-Malo industrial centre, at Québec, which will be relocated at the Complexe scientifique, at Sainte-Foy, so that the new installations can give greater consideration to pyro and hydrometallurgic aspects. With this in view, the mandate for this project was given jointly to the Departments of Natural Resources and of Public Works and Supply.

2. The study is now completed and the government is in a position to undertake the second stage of this project which consists in hiring professionals to carry the project through.

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Bellemare:

1. Within the framework of the job-creating program administered by the Department of Labour and Manpower, how many grants have been awarded by the Department during fiscal 1976/77 and 1977/78?

2. For each fiscal year, what was the total amount of grants and the number of jobs created specifying, in the last instance, the total number of permanent jobs and the total number of temporary jobs?

3. Au cours de l'année financière 1977/78, pour chaque subvention accordée, quel est:

- a) le nom du récipiendaire de la subvention;
- b) le nombre d'emplois créés;
- c) le nombre parmi ceux-ci qui ont été donnés à des bénéficiaires d'aide sociale;
- d) la durée de ces emplois?

Sur la motion de M. Burns, il est—
Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Johnson dépose ledit document.
(*Document de la session n° 140.*)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Dubois:

Suite à l'entente intervenue sur l'utilisation des \$33 millions consentis par le gouvernement fédéral en compensation pour l'élimination partielle des subsides versés au transport du grain:

1. À quelles fins précises cet argent sera-t-il utilisé:

- a) drainage souterrain;
- b) drainage de surface;
- c) entreposage des grains à la ferme;
- d) production de semences;
- e) transport du grain;
- f) autres?

2. Quel montant a été ou sera dépensé en 1977/78 pour chacune d'elles?

3. Quelle somme sera affectée à ces mêmes fins en 1978/79?

Sur la motion de M. Burns, il est—
Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Burns, au nom de M. Garon, dépose ledit document.

(*Document de la session n° 141.*)

3. During fiscal 1977/78, for each grant awarded, what have been:

- (a) the name of the recipient of the grant;
- (b) the number of jobs created;
- (c) out of this number, the jobs given to recipients of social aid;
- (d) the length of these jobs?

On motion of Mr Burns,—
Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Johnson tabled the said document.
(*Sessional Papers, No. 140.*)

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Dubois:

Following the agreement reached concerning the use of the \$33 million subsidy granted by the federal government to make up for the partial elimination of subsidies paid for the transport of grain:

1. For what precise purposes will this money be used:

- (a) subdrainage;
- (b) surface drainage;
- (c) storage of grain on farms;
- (d) production of seed;
- (e) transport of grain;
- (f) other purposes?

2. What amount was or will be spent in each case in 1977/78?

3. What amount will be earmarked for the same purposes in 1978/79?

On motion of Mr Burns,—
Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Burns tabled the said document, on behalf of Mr Garon.

(*Sessional Papers, No. 141.*)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Roy:

Pour sa dernière année financière, à quelle(s) compagnie(s) ou société(s) d'assurances la Société d'exploitation minière a-t-elle confié:

a) Ses contrats d'assurance-responsabilité, incendie et autres?

1. Quel est le coût de la prime payée pour chacun de ces contrats;

2. par l'entremise de quel courtier ces contrats ont-ils été négociés?

b) La gestion du plan d'assurance-groupe pour ses employés?

1. Quel est le montant global payé pour ce plan pour la dernière année financière;

2. quelle est la part payée par les employés;

3. quelle est la part payée par les employeurs;

4. si le plan a été négocié par l'entremise d'un courtier, quel est le nom de ce courtier?

Sur la motion de M. Burns, il est—
Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Bérubé dépose ledit document.
(*Document de la session n° 142.*)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Roy:

Pour sa dernière année financière, à quelle(s) compagnies(s) ou société(s) d'assurances la Société d'exploitation des loteries et courses du Québec a-t-elle confié:

a) Ses contrats d'assurance-responsabilité, incendie et autres?

1. Quel est le coût de la prime payée pour chacun de ces contrats;

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Roy:

For its last fiscal year, to what insurance company or companies did the Québec Mining Exploration Company award:

(a) Its contracts of public liability insurance, fire insurance or other insurance?

1. What was the cost of the premium paid for each contract;

2. through which broker were these contracts negotiated?

(b) The group insurance scheme of its employees?

1. What has been the total amount paid for this insurance scheme during the last fiscal year;

2. what was the employee's contribution;

3. what was the employer's contribution;

4. if the insurance scheme was negotiated through a broker, what is the name of this broker?

On motion of Mr Burns,—

Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Bérubé tabled the said document.
(*Sessional Papers, No. 142.*)

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Roy:

For its last fiscal year, to what insurance company or companies did the Société d'exploitation des loteries et courses du Québec award:

(a) Its contracts of public liability insurance, fire insurance or other insurance?

1. What was the cost of the premium paid for each contract;

2. par l'entremise de quel courtier ces contrats ont-ils été négociés?

b) La gestion du plan d'assurance-groupe pour ses employés?

1. Quel est le montant global payé pour ce plan pour la dernière année financière;

2. quelle est la part payée par les employés;

3. quelle est la part payée par les employeurs;

4. si le plan a été négocié par l'entremise d'un courtier, quel est le nom de ce courtier?

Sur la motion de M. Burns, il est—

Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Burns, au nom de M. Parizeau, dépose ledit document.

(Document de la session n° 143.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Roy:

Pour sa dernière année financière, à quelle(s) compagnie(s) ou société(s) d'assurances la Régie des loteries et courses du Québec a-t-elle confié:

a) Ses contrats d'assurance-responsabilité, incendie et autres?

1. Quel est le coût de la prime payée pour chacun de ces contrats;

2. par l'entremise de quel courtier ces contrats ont-ils été négociés?

b) La gestion du plan d'assurance-groupe pour ses employés?

1. Quel est le montant global payé pour ce plan pour la dernière année financière;

2. quelle est la part payée par les employés;

3. quelle est la part payée par les employeurs;

2. through which broker were these contracts negotiated?

(b) The group insurance scheme of its employees?

1. What has been the total amount paid for this insurance scheme during the last fiscal year;

2. what was the employee's contribution;

3. what was the employer's contribution;

4. if the insurance scheme was negotiated through a broker, what is the name of this broker?

On motion of Mr Burns,—

Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Burns tabled the said document, on behalf of Mr Parizeau.

(Sessional Papers, No. 143.)

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Roy:

For its last fiscal year, to what insurance company or companies did the Régie des loteries et courses du Québec award:

(a) Its contracts of public liability insurance, fire insurance or other insurance?

1. What was the cost of the premium paid for each contract;

2. through which broker were these contracts negotiated?

(b) The group insurance scheme of its employees?

1. What has been the total amount paid for this insurance scheme during the last fiscal year;

2. what was the employee's contribution;

3. what was the employer's contribution;

4. si le plan a été négocié par l'entremise d'un courtier, quel est le nom de ce courtier?

Sur la motion de M. Burns, il est—
Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Burns, au nom de M. Parizeau dépose ledit document.

(Document de la session n° 144.)

Sur la motion de M. Grenier, il est—
Ordonné qu'il soit déposé:

La liste de tous les clubs privés dûment enregistrés au ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche, ainsi que l'adresse de chaque club et le nom du président.

M. Duhaime dépose ledit document.

(Document de la session n° 145.)

Sur la motion de M. Lavoie, il est—
Ordonné qu'il soit déposé:

La liste du personnel affecté au Cabinet du Leader parlementaire et Ministre d'Etat à la réforme parlementaire et électorale, en date du 28 février 1978, cette liste devant indiquer, dans chaque cas:

- a) la date de nomination;
- b) le titre exact de la fonction;
- c) le traitement lors de la nomination;

d) le traitement actuel;

e) le montant total versé à titre de rémunération additionnelle, honoraires ou autres émoluments, depuis la date de nomination jusqu'au 28 février 1978;

f) le montant total payé sous forme de dépenses de voyage, frais de représentation et autres, depuis la date de nomination jusqu'au 28 février 1978.

M. Burns dépose ledit document.

(Document de la session n° 146.)

4. if the insurance scheme was negotiated through a broker, what is the name of this broker?

On motion of Mr Burns,—
Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Burns tabled the said document, on behalf of Mr Parizeau.

(Sessional Papers, No. 144.)

On motion of Mr Grenier,—
Ordered, that there be tabled:

A list of all the private clubs duly registered at the Department of Tourism, Fish and Game, as well as the address of each club and the name of its president.

Mr Duhaime tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 145.)

On motion of Mr Lavoie,—
Ordered, that there be tabled:

A list of the personnel assigned to the Office of the Government House Leader and Minister of State for Parliamentary and Electoral Reform, as at 28 February 1978, indicating in each case:

- (a) the date of the appointment;
- (b) the exact title of the position;
- (c) the salary at the time of the appointment;

(d) the present salary;

(e) the total amount paid in the form of additional salary, fees or other remuneration since the date of the appointment up to 28 February 1978;

(f) the total amount paid for travelling, entertainment and other expenses since the date of the appointment up to 28 February 1978.

Mr Burns tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 146.)

M. Burns donne l'avis suivant:

Demain, les commissions permanentes suivantes siégeront à compter de dix heures jusqu'à douze heures trente minutes:

Au Salon Rouge:

La Commission des affaires municipales siégera pour l'étude des crédits de ce ministère.

À la Salle 81 «A»:

La Commission des richesses naturelles siégera pour étudier, article par article, le projet de loi n° 70, «Loi constituant la Société nationale de l'amiante».

À la Salle 91 «A»:

La Commission de l'industrie et du commerce siégera pour étudier, article par article, le projet de loi n° 21, «Loi autorisant la vente de certains vins dans les épiceries».

M. Burns propose que les commissions permanentes suivantes siègent immédiatement jusqu'à dix-huit heures:

À la Salle 81 «A»:

La Commission des richesses naturelles, pour l'étude, article par article, du projet de loi n° 70, «Loi constituant la Société nationale de l'amiante».

À la Salle 91 «A»:

La Commission des affaires municipales, pour l'étude des crédits de ce ministère.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

Mr Burns gave the following notice:

The following Standing Committees will sit tomorrow at ten o'clock A.M. until twelve-thirty o'clock noon:

In the Red Room:

The Committee on Municipal Affairs will sit for the examination of the estimates of such Department.

In Room 81 «A»:

The Committee on Natural Resources will sit for the section by section examination of Bill 70, "An Act to establish the Société nationale de l'amiante".

In Room 91 «A»:

The Committee on Industry and Commerce will sit for the section by section examination of Bill 21, "An Act to authorize the sale of certain wines in grocery stores".

Mr Burns moved that the following Standing Committees do sit immediately until six o'clock P.M.:

In Room 81 «A»:

The Committee on Natural Resources for the section by section examination of Bill 70, "An Act to establish the Société nationale de l'amiante".

In Room 91 «A»:

The Committee on Municipal Affairs for the examination of the estimates of such Department.

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bellemare, Bertrand, Bérubé, Biron, Bisailon, Blank, Bordeleau, Boucher, Brassard, Brochu, Burns, Cardinal, Caron, Charbonneau, Charron, Chevrette, Ciaccia, Clair, Cordeau, de Bellefeuille, de Belleval, Desbiens, Dubois, Duhaime, Dusault, Fontaine, Gagnon, Garon, Gendron, Giasson, Godin, Goldbloom, Goulet, Gratton, Gravel, Grégoire, Grenier, Guay, Jolivet, Joron, Lacoste, Lalonde, Lamontagne, Laplante, Larivière, Lavoie, Lavoie-Roux, Leblanc, Lefebvre, Léger, Le Moignan, Léonard, Lessard, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Kamou-raska-Témiscouata), Marchand, Marcoux, Marois, Martel, Mercier, Michaud, O'Gallagher, O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Perron, Proulx, Rancourt, Raynauld, Saindon, Shaw, Tardif, Tremblay, Vaillancourt (Jonquière), Vaillancourt (Orford), Vaugois, Verreault.—79.

CONTRE—NAYS:—0.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Burns, la Commission permanente des communications siège au Salon Rouge, immédiatement jusqu'à dix-huit heures trente minutes, pour étudier les crédits de ce ministère.

L'ordre du jour appelle la reprise du débat sur la motion de M. Grenier proposant:

«*Que* les membres de cette Assemblée réitèrent sans équivoque et avec fermeté leur adhésion au principe selon lequel, seuls les Québécois sont habilités à décider de leur avenir constitutionnel, selon les dispositions et les règles que cette Assemblée jugera bon d'adopter.»

Madame le Président déclare recevable la motion d'amendement suivante proposée par M. Forget le mercredi 26 avril dernier:

«*Que* la motion en discussion soit amendée en retranchant, dans la cinquième ligne, les mots «de leur avenir constitutionnel» et en ajoutant à la fin, les mots «en conformité avec des principes démocratiques irréprochables, de la position constitutionnelle que le gou-

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Burns, the Standing Committee on Communications will sit immediately in the Red Room until six-thirty o'clock P.M., for the examination of the estimates of such Department.

The Order of the Day being read for the resuming of the debate on the motion by Mr Grenier proposing:

“*That* the Members of the Assembly do reiterate firmly and explicitly their belief in the principle that Québécois only have the ability to decide on their constitutional future, in accordance with the rules and provisions that the Assembly will see fit to adopt.”

The following motion of amendment proposed by Mr Forget on Wednesday, 26 April, was declared admissible by Madam President:

“*That* the motion under debate be amended by striking out, in the fourth and fifth lines, the words “on their constitutional future” and by adding at the end, the words “in keeping with irreproachable democratic principles, on the constitutional position that the

vernement du Québec devra par la suite respecter et promouvoir».».

Et un débat s'élève sur cette motion d'amendement.

Au cours du débat, à la demande de M. le Président, le consentement unanime de l'Assemblée est accordé pour que le débat porte tant sur la motion principale que sur la motion d'amendement.

Et le débat continue.

Le débat est terminé.

Les motions sont alors mises aux voix et l'enregistrement des noms est demandé.

À la demande de M. Charron, au nom de M. Burns, M. le Président remet à demain, avant l'appel des affaires du jour, l'enregistrement des noms sur les votes de ces motions.

À dix-huit heures, l'Assemblée s'ajourne à demain quatorze heures.

government of Québec will have to respect and promote afterwards".».

And a debate arising on this motion of amendment.

During the debate, at the request of Mr President, the unanimous consent of the Assembly was granted so that the debate be held on the main motion as well as on the motion of amendment.

And the debate continuing thereon.

The debate was concluded.

The motions were then put to the vote and the entry of names was requested.

At the request of Mr Charron, on behalf of Mr Burns, Mr President postponed the entry of names of the votes on these motions until tomorrow, before Orders of the Day are called.

At six o'clock P.M., the Assembly adjourned until tomorrow, at two o'clock P.M.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

CLÉMENT RICHARD,
President.

**PROCÈS-VERBAUX
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC**

Troisième session de la trente et unième Législature

**VOTES AND PROCEEDINGS
OF THE NATIONAL ASSEMBLY
OF QUÉBEC**

Third Session of the Thirty-first Legislature

Le jeudi 4 mai 1978

Quatorze heures

Le projet de loi n° 19, «Loi modifiant la Loi de la Régie de l'assurance-maladie du Québec», est présenté par M. Parizeau, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

Au cours de la période de questions orales des députés, les documents suivants sont déposés:

Par M. Charron:

Résumé des éléments se rapportant à la sélection des stagiaires du groupe Q-304-78, intitulé: *Énergie, la réalité présente et future*.

(Document de la session n° 147.)

Par Mme Ouellette:

Copie du contrat signé entre le ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement, d'une part, et Valger Ltée, d'autre part, concernant la concession des services alimentaires, aux

Thursday, 4 May 1978

Two o'clock P.M.

Bill 19, "An Act to amend the Québec Health Insurance Board Act", was introduced by Mr Parizeau, read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

During the period of oral questions by Members, the following documents were tabled:

By Mr Charron:

A summary of the elements relating to the selection of the trainees of the group Q-304-78, entitled: *Énergie, la réalité présente et future*.

(Sessional Papers, No. 147.)

By Mrs Ouellette:

Copy of the contract made between the Department of Public Works and Supply, on the one hand, and Valger Ltée, on the other hand, concerning the concession of food services in the "G"

édifices «G» et «H» de la Colline parlementaire, à l'édifice Joffre et au 225 Grande-Allée, Québec.

(Document de la session n° 148.)

Conformément à l'article 30, paragraphe 2 du règlement, M. Burns propose que l'Assemblée puisse se réunir le lundi 8 mai, à quinze heures.

La motion est adoptée.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Bellemare propose:

Que cette Assemblée témoigne de sa très grande satisfaction devant le retour des courriéristes parlementaires de *La Presse* et du *Montréal-Matin* qui nous honorent aujourd'hui de leur présence après une absence assez longue, tout en souhaitant que les derniers efforts de médiation ou, à défaut, l'influence d'une commission parlementaire apportent une solution, enfin, au journal *Le Soleil*.

La motion est adoptée.

L'Assemblée procède à l'enregistrement des noms sur le vote de la motion d'amendement de M. Forget, à la motion principale de M. Grenier proposant:

«*Que* les membres de cette Assemblée réitèrent sans équivoque et avec fermeté leur adhésion au principe selon lequel, seuls les Québécois sont habilités à décider de leur avenir constitutionnel, selon les dispositions et les règles que cette Assemblée jugera bon d'adopter.»

laquelle motion d'amendement se lit comme suit:

«*Que* la motion en discussion soit amendée en retranchant, dans la cinquième ligne, les mots «de leur avenir constitutionnel» et en ajoutant à la fin,

and "H" buildings on Parliament Hill, in the Joffre building and at 225 Grande-Allée, Québec.

(Sessional Papers, No. 148.)

In accordance with paragraph 2 of Standing Order 30, Mr Burns moved that the Assembly may sit on Monday, 8 May, at three o'clock P.M.

The motion was adopted.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Bellemare moved:

That the Assembly do express its greatest satisfaction with regard to the return of the parliamentary reporters of *La Presse* and *Montréal-Matin* who honour us with their presence today following a relatively long absence and do express the wish that the latest efforts of mediation or, in the event of their failure, the influence of a parliamentary committee will finally provide a solution in the case of the newspaper *Le Soleil*.

The motion was adopted.

The Assembly proceeded with the entry of names of the vote on the motion of amendment by Mr Forget, to the main motion by Mr Grenier proposing:

"*That* the Members of the Assembly do reiterate firmly and explicitly their belief in the principle that Québécois only have the ability to decide on their constitutional future, in accordance with the rules and provisions that the Assembly will see fit to adopt."

which motion of amendment reads as follows:

"*That* the motion under debate be amended by striking out, in the fourth and fifth lines, the words "on their constitutional future" and by adding at the

les mots «en conformité avec des principes démocratiques irréprochables, de la position constitutionnelle que le gouvernement du Québec devra par la suite respecter et promouvoir».»,

La motion d'amendement est rejetée, les voix se divisant comme suit:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Blank, Caron, Ciaccia, Giasson, Goldbloom, Lalonde, Lamontagne, Larivière, Lavoie, Lavoie-Roux, Levesque (Bonaventure), O'Gallagher, Picotte, Raynauld, Saindon, Shaw, Springate, Vailancourt (Orford), Verreault.—19.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Baril, Bédard, Bellemare, Bertrand, Bérubé, Biron, Bisailon, Bordeleau, Boucher, Brassard, Brochu, Burns, Charbonneau, Charron, Chevette, Clair, Cordeau, de Bellefeuille, de Belleval, Desbiens, Dubois, Dussault, Fallu, Gagnon, Garon, Gendron, Godin, Gosselin, Goulet, Gravel, Grégoire, Grenier, Guay, Johnson, Jolivet, Joron, Laberge, Lacoste, Laplante, Laurin, Lazure, Lefebvre, Le Moignan, Léonard, Lessard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Michaud, Morin (Louis-Hébert), O'Neill, Ouellette (Hull), Paquette, Parizeau, Payette, Perron, Proulx, Rancourt, Roy, Tardif, Tremblay, Vaillancourt (Jonquière).—65.

ABSTENTION:—M./Mr Samson.—1.

L'Assemblée procède alors à l'enregistrement des noms sur le vote de la motion principale de M. Grenier qui se lit comme suit:

«*Que les membres de cette Assemblée réitèrent sans équivoque et avec fermeté leur adhésion au principe selon lequel, seuls les Québécois sont habilités à décider de leur avenir constitutionnel, selon les dispositions et les règles que cette Assemblée jugera bon d'adopter.*»

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit:

end, the words "in keeping with irreproachable democratic principles, on the constitutional position that the government of Québec will have to respect and promote afterwards".».

The motion of amendment was rejected on the following division:

The Assembly then proceeded with the entry of names of the vote on the main motion by Mr Grenier which reads as follows:

«*That the Members of the Assembly do reiterate firmly and explicitly their belief in the principle that Québécois only have the ability to decide on their constitutional future, in accordance with the rules and provisions that the Assembly will see fit to adopt.*»

The motion was adopted on the following division:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Baril, Bédard, Bellemare, Bertrand, Bérubé, Biron, Bisaillon, Bordeleau, Boucher, Brassard, Brochu, Burns, Charbonneau, Charron, Chevrette, Clair, Cordeau, de Bellefeuille, de Belleval, Desbiens, Dubois, Dussault, Fallu, Gagnon, Garon, Gendron, Godin, Gosselin, Goulet, Gravel, Grégoire, Grenier, Guay, Johnson, Jolivet, Joron, Laberge, Lacoste, Laplante, Laurin, Lazure, Lefebvre, Le Moignan, Léonard, Lessard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Michaud, Morin (Louis-Hébert), O'Neill, Ouellette (Hull), Paquette, Parizeau, Payette, Perron, Proulx, Rancourt, Roy, Samson, Tardif, Tremblay, Vaillancourt (Jonquière).—66.

CONTRE—NAYS:—MM./Messrs Saindon, Shaw.—2.

ABSTENTIONS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Blank, Caron, Ciaccia, Giasson, Goldbloom, Lalonde, Lamontagne, Larivière, Lavoie, Lavoie-Roux, Levesque (Bonaventure), O'Gallagher, Picotte, Raynauld, Springate, Vaillancourt (Orford), Verreault.—17.

M. Burns propose que la Commission permanente des affaires municipales siège au Salon Rouge, immédiatement jusqu'à vingt-deux heures, avec suspension des travaux de dix-huit heures à vingt heures, pour étudier les crédits de ce ministère.

La motion est adoptée.

M. le Président informe l'Assemblée que, conformément à l'article 174 du règlement, M. Dubois lui a remis un avis pour le débat de fin de séance sur la question relative aux saisies opérées par Fedco à l'endroit de certains producteurs d'œufs dissidents.

M. Burns propose que la Commission permanente de l'industrie et du commerce siège à la Salle 81 «A», immédiatement jusqu'à dix-huit heures, pour étudier, article par article, le projet de loi n° 21, «Loi autorisant la vente de certains vins dans les épiceries», et qu'à la même Salle à compter de vingt heures jusqu'à vingt-deux heures, la Commission permanente des transports siège pour étudier les crédits de ce ministère.

La motion est adoptée.

Mr Burns moved that the Standing Committee on Municipal Affairs do sit immediately in the Red Room, until ten o'clock P.M., with suspension of work from six o'clock until eight o'clock in the evening, for the examination of the estimates of such Department.

The motion was adopted.

Mr President informed the Assembly that, in accordance with Standing Order 174, Mr Dubois submitted a notice to him for the end of sitting debate on the question relating to the seizures carried out by Fedco at the homes of certain dissenting egg producers.

Mr Burns moved that the Standing Committee on Industry and Commerce do sit immediately in Room 81 «A», until six o'clock P.M., for the section by section examination of Bill 21, «An Act to authorize the sale of certain wines in grocery stores», and that the Standing Committee on Transport do sit in the same Room from eight o'clock until ten o'clock in the evening, for the examination of the estimates of such Department.

The motion was adopted.

M. Burns donne l'avis suivant:

Demain, au Salon Rouge, à compter de dix heures jusqu'à treize heures, la Commission permanente des communications siégera pour discuter la question avec débat du Député de Gaspé au Ministre des Communications sur le sujet suivant:

L'orientation, le développement et le financement de Radio-Québec.

Demain, à la Salle 81 «A», à compter de dix heures jusqu'à douze heures trente minutes, la Commission permanente des richesses naturelles siégera pour étudier, article par article, le projet de loi n° 70, «Loi constituant la Société nationale de l'amiante».

Lundi, le 8 mai prochain, à la Salle 81 «A», à compter de quinze heures jusqu'à vingt-deux heures, avec suspension des travaux de dix-huit heures à vingt heures, la Commission permanente des richesses naturelles siégera pour étudier, article par article, le projet de loi n° 70, «Loi constituant la Société nationale de l'amiante».

Mardi, le 9 mai prochain, les commissions permanentes suivantes siégeront à compter de dix heures jusqu'à douze heures trente minutes:

Au Salon Rouge:

La Commission de l'industrie et du commerce siégera pour étudier, article par article, le projet de loi n° 21, «Loi autorisant la vente de certains vins dans les épiceries».

À la Salle 81 «A»:

La Commission des affaires culturelles siégera pour l'étude des crédits de ce ministère.

Mr Burns gave the following notice:

The Standing Committee on Communications will sit tomorrow in the Red Room from ten o'clock A.M. until one o'clock P.M., to discuss the question for debate by the Member for Gaspé to the Minister of Communications on the following matter:

The orientation, development and financing of Radio-Québec.

The Standing Committee on Natural Resources will sit tomorrow in Room 81 "A" from ten o'clock A.M. until twelve-thirty o'clock noon, for the section by section examination of Bill 70, "An Act to establish the Société nationale de l'amiante".

Next Monday, 8 May, the Standing Committee on Natural Resources will sit in Room 81 "A" at three o'clock P.M. until ten o'clock P.M., with suspension of work from six o'clock until eight o'clock in the evening, for the section by section examination of Bill 70, "An Act to establish the Société nationale de l'amiante".

Next Tuesday, 9 May, the following Standing Committees will sit at ten o'clock A.M. until twelve-thirty o'clock noon:

In the Red Room:

The Committee on Industry and Commerce will sit for the section by section examination of Bill 21, "An Act to authorize the sale of certain wines in grocery stores".

In Room 81 "A":

The Committee on Cultural Affairs will sit for the examination of the estimates of such Department.

À la Salle 91 «A»:

La Commission des richesses naturelles siègera pour étudier, article par article, le projet de loi n° 70, «Loi constituant la Société nationale de l'amiante».

M. le Président donne avis que vendredi le 12 mai 1978, à compter de dix heures jusqu'à treize heures, la Commission permanente de l'industrie et du commerce siègera pour discuter la question avec débat du Député de Roberval au Ministre de l'Industrie et du Commerce sur le sujet suivant:
La situation de l'emploi au Québec.

M. Burns propose:

Que conformément à l'article 156 du règlement, le rapport de la Commission permanente des richesses naturelles, sur l'étude, après la deuxième lecture, du projet de loi n° 70, «Loi constituant la Société nationale de l'amiante», soit déposé à l'Assemblée avant les affaires du jour, le 9 mai 1978.

Et un débat s'élève sur cette motion.

Au cours du débat, du consentement unanime de l'Assemblée, M. Brochu dépose le document suivant:

Copie d'une lettre, en date du 3 avril 1978, adressée à M. Arsène Tourigny, de Victoriaville, par M. Jacques Baril, député du district électoral d'Arthabaska, au sujet d'une résolution de la Corporation du conseil de comté d'Arthabaska, sur la politique de l'amiante.

(Document de la session n° 149.)

Et le débat continue.

Le débat est suspendu.

In Room 91 "A":

The Committee on Natural Resources will sit for the section by section examination of Bill 70, "An Act to establish the Société nationale de l'amiante".

Mr President gave notice that Friday, 12 May 1978, the Standing Committee on Industry and Commerce will sit, from ten o'clock A.M. until one o'clock P.M., to discuss the question for debate by the Member for Roberval to the Minister of Industry and Commerce on the following matter:
The employment situation in Québec.

Mr Burns moved:

That in accordance with Standing Order 156, the report of the Standing Committee on Natural Resources, following the examination of Bill 70, "An Act to establish the Société nationale de l'amiante", after second reading, be tabled in the Assembly before the calling of Business of the Day on 9 May 1978.

And a debate arising on this motion.

During the debate, with the unanimous consent of the Assembly, Mr Brochu tabled the following document:

Copie of a letter, dated 3 April 1978, forwarded to Mr Arsène Tourigny, of Victoriaville, by Mr Jacques Baril, Member for the electoral district of Arthabaska, concerning a resolution of the Arthabaska county corporation council on the asbestos policy.

(Sessional Papers, No. 149.)

And the debate continuing thereon.

The debate was suspended.

M. Burns retire l'avis qu'il a donné cet après-midi de faire siéger demain la Commission permanente des communications au Salon Rouge, de dix heures à treize heures, pour discuter la question avec débat du Député de Gaspé au Ministre des Communications sur le sujet suivant:

L'orientation, le développement et le financement de Radio-Québec.

À dix-huit heures, Madame le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

Vingt heures

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Burns proposant:

Que conformément à l'article 156 du règlement, le rapport de la Commission permanente des richesses naturelles, sur l'étude, après la deuxième lecture, du projet de loi n° 70, «Loi constituant la Société nationale de l'amiante», soit déposé à l'Assemblée avant les affaires du jour, le 9 mai 1978.

La motion est alors adoptée, les voix se divisant comme suit:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Baril, Beauséjour, Bertrand, Bérubé, Bisaillon, Boucher, Brassard, Burns, Charbonneau, Clair, de Bellefeuille, de Belleval, Dussault, Fallu, Gagnon, Garon, Gosselin, Gravel, Grégoire, Guay, Jolivet, Joron, Laberge, Lacoste, Laplante, Lazure, Lessard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Marcoux, Marquis, Mercier, Ouellette (Beauce-Nord), Paquette, Proulx, Rancourt, Tardif.—36.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Ciaccia, Cordeau, Dubois, Giasson, Goldbloom, Goulet, Grenier, Lalonde, Lamontagne, Lavoie, Lavoie-Roux, Levesque (Bonaventure), O'Gallagher, Picotte, Raynauld, Springate, Vailancourt (Orford).—17.

Mr Burns withdrew the notice that he gave this afternoon concerning tomorrow's sitting of the Standing Committee on Communications in the Red Room, from ten o'clock A.M. until one o'clock P.M., to discuss the question for debate by the Member for Gaspé to the Minister of Communications on the following matter:

The orientation, development and financing of Radio-Québec.

At six o'clock P.M., Madam President left the Chair and the sitting was suspended until eight o'clock P.M.

Eight o'clock P.M.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Burns proposing:

That in accordance with Standing Order 156, the report of the Standing Committee on Natural Resources, following the examination of Bill 70, "An Act to establish the Société nationale de l'amiante", after second reading, be tabled in the Assembly before the calling of Business of the Day on 9 May 1978.

The motion was then adopted on the following division:

Le débat de fin de séance est tenu et le Ministre de l'Agriculture répond au nom du gouvernement à la question soulevée par M. Dubois.

À vingt-deux heures cinq minutes, sur la motion de M. Burns, l'Assemblée s'ajourne à mardi prochain quatorze heures.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

The end of sitting debate was held and the Minister of Agriculture replied in the name of the government to the question raised by Mr Dubois.

At five minutes past ten o'clock P.M., on motion of Mr Burns, the Assembly adjourned until next Tuesday, at two o'clock P.M.

CLÉMENT RICHARD,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirty-first Legislature

Le mardi 9 mai 1978

Quatorze heures

Tuesday, 9 May 1978

Two o'clock P.M.

M. Tremblay dépose le document suivant:

Rapport annuel de la Société générale de financement du Québec, pour l'année 1977.

(Document de la session n° 150.)

M. Laplante, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente des richesses naturelles qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 70, «Loi constituant la Société nationale de l'amiante».

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

(Document de la session n° 151.)

Au cours de la période de questions orales des députés, M. Marois dépose le document suivant:

Livre noir de la Fédération des Femmes du Québec, sur la condition féminine au Québec.

(Document de la session n° 152.)

Mr Tremblay tabled the following document:

Annual report of the General Investment Corporation of Québec, for 1977.

(Sessional Papers, No. 150.)

Mr Laplante, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Natural Resources which examined Bill 70, "An Act to establish the Société nationale de l'amiante", following second reading.

The bill was reported with amendments.

(Sessional Papers, No. 151.)

During the period of oral questions by Members, Mr Marois tabled the following document:

A black paper by the Fédération des Femmes du Québec, on the condition of women in Québec.

(Sessional Papers, No. 152.)

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Lévesque (Taillon) propose:

Que cette Assemblée exprime un témoignage de profonde sympathie à la famille de M. Aldo Moro, aux familles des cinq gardes du corps, au peuple italien et à la communauté italienne du Québec, dans le deuil cruel qui les afflige.

La motion est adoptée.

M. Burns propose que les commissions permanentes suivantes siègent immédiatement jusqu'à vingt-deux heures, avec suspension des travaux de dix-huit heures à vingt heures:

Au Salon Rouge:

La Commission du travail et de la main-d'oeuvre pour étudier, article par article, les projets de loi suivants:

Projet de loi n° 16.—Loi modifiant la Loi des électriciens et installations électriques et la Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de construction;

Projet de loi n° 17.—Loi modifiant la Loi des mécaniciens de machines fixes;

Projet de loi n° 18.—Loi modifiant la Loi des mécaniciens en tuyauterie et modifiant de nouveau la Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de construction.

À la Salle 81 «A»:

La Commission des affaires culturelles pour l'étude des crédits de ce ministère.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Lévesque (Taillon) moved:

That the Assembly do express its deep sympathy to the family of Mr Aldo Moro, to the families of the five bodyguards, to the people of Italy and to the Italian community of Québec, for the tragic loss they have just sustained.

The motion was adopted.

Mr Burns moved that the following Standing Committees do sit immediately until ten o'clock P.M., with suspension of work from six o'clock until eight o'clock in the evening:

In the Red Room:

The Committee on Labour and Manpower for the section by section examination of the following bills:

Bill 16.—An Act to amend the Electricians and Electrical Installations Act and the Building Contractors Vocational Qualifications Act;

Bill 17.—An Act to amend the Stationary Enginemen Act;

Bill 18.—An Act to amend the Pipe-Mechanics Act and to again amend the Building Contractors Vocational Qualifications Act.

In Room 81 "A":

The Committee on Cultural Affairs for the examination of the estimates of such Department.

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bellemare, Bertrand, Bérubé, Biron, Bisaillon, Blank, Bordeleau, Boucher, Brochu, Burns, Cardinal, Caron, Charbonneau, Charron, Ciaccia, Clair, Cordeau, de Bellefeuille, de Belleval, Desbiens, Dubois, Duhaime, Fallu, Fontaine, Forget, Gagnon, Garon, Gendron, Giasson, Godin, Goldbloom, Gosselin, Goulet, Gratton, Gravel, Grégoire, Grenier, Guay, Jolivet, Joron, Laberge, Lacoste, Lamontagne, Landry, Laplante, Larivière, Laurin, Lavigne, Lavoie, Lavoie-Roux, Leblanc, Lefebvre, Le Moignan, Léonard, Lessard, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Mailloux, Marchand, Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Michaud, Morin (Sauvé), O'Gallagher, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Payette, Perron, Picotte, Proulx, Rancourt, Raynald, Roy, Saindon, Samson, Shaw, St-Germain, Tremblay, Vaillancourt (Jonquière), Vaillancourt (Orford), Vaugeois, Verreault.—87.

CONTRE—NAYS:—0.

Mme Payette propose que le projet de loi n° 35, «Loi modifiant la Loi des renseignements sur les compagnies», soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Charron, au nom de M. Burns, le projet de loi n° 35 est envoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière et rapporté; le rapport est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée, Mme Payette propose que le projet de loi soit lu la troisième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée après division des voix.

En conséquence, le projet de loi n° 35 est lu la troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des projets de loi suivants apparaissant aux articles 7, 8, 9, 10, 11 et 12 du feuillet:

Mrs Payette moved that Bill 35, "An Act to amend the Companies Information Act", be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted.

The bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Charron, on behalf of Mr Burns, Bill 35 was committed, considered in Committee of the Whole and reported; the report was adopted.

With the unanimous consent of the Assembly, Mrs Payette moved that the bill be read the third time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted on division.

Bill 35 was accordingly read the third time.

The Order of the Day being read for the second reading of the following bills appearing at Items 7, 8, 9, 10, 11 and 12 of the Agenda Paper:

Projet de loi n° 10.—Loi favorisant le crédit agricole à long terme par les institutions privées;

Projet de loi n° 11.—Loi sur l'assurance-prêts agricoles et forestiers;

Projet de loi n° 12.—Loi modifiant la Loi du crédit agricole;

Projet de loi n° 13.—Loi modifiant la Loi de l'amélioration des fermes;

Projet de loi n° 14.—Loi modifiant la Loi favorisant le crédit à la production agricole;

Projet de loi n° 15.—Loi modifiant la Loi favorisant un crédit spécial pour les producteurs agricoles au cours de périodes critiques.

Du consentement unanime de l'Assemblée, les projets de loi sont groupés pour étude.

M. Garon informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ces projets de loi.

M. Garon propose que lesdits projets de loi soient maintenant lus la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

À dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

Vingt heures

Et le débat continue.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Giasson.

Bill 10.—An Act to promote long term farm credit by private institutions;

Bill 11.—An Act respecting farm-loan insurance and forestry-loan insurance;

Bill 12.—An Act to amend the Farm Credit Act;

Bill 13.—An Act to amend the Farm Improvement Act;

Bill 14.—An Act to amend the Act to promote credit to farm producers;

Bill 15.—An Act to amend the Act to promote special credit to agricultural producers during critical periods.

With the unanimous consent of the Assembly, the bills were grouped together for consideration.

Mr Garon informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bills to their consideration.

Mr Garon moved that the said bills be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

At six o'clock P.M., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until eight o'clock P.M.

Eight o'clock P.M.

And the debate continuing thereon.

The debate was adjourned on motion of Mr Giasson.

Sur la motion de M. Burns, les commissions permanentes suivantes siégeront demain à compter de dix heures jusqu'à douze heures trente minutes:

Au Salon Rouge:

La Commission de la protection de l'environnement siégera pour l'étude des crédits de ce ministère.

À la Salle 81 «A»:

La Commission des affaires culturelles siégera pour l'étude des crédits de ce ministère.

Aujourd'hui, mardi 9 mai 1978, à dix-huit heures dix minutes, au cabinet du lieutenant-gouverneur, en présence du Président de l'Assemblée nationale, de M. Burns, le représentant du Premier ministre, de M. Lavoie, le représentant du chef parlementaire de l'Opposition officielle, de M. Grenier, le représentant du chef de l'Union Nationale, de M. Vaillancourt (Jonquière), de M. Vaillancourt (Orford), de M. Roy et du secrétaire général de l'Assemblée nationale, il a plu à l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec de sanctionner les lois suivantes:

35 Loi modifiant la Loi des renseignements sur les compagnies;

98 Loi modifiant la Loi du régime des eaux.

À vingt-deux heures cinq minutes, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

On motion of Mr Burns, the following Standing Committees will sit tomorrow at ten o'clock A.M. until twelve-thirty o'clock noon:

In the Red Room:

The Committee on Protection of the Environment will sit for the examination of the estimates of such Department.

In Room 81 "A":

The Committee on Cultural Affairs will sit for the examination of the estimates of such Department.

Today, Tuesday, 9 May 1978, at ten minutes past six o'clock P.M., in the Office of the Lieutenant-Governor, in the presence of the President of the National Assembly, of Mr Burns, the Delegate of the Prime Minister, of Mr Lavoie, the Delegate of the Leader of the Official Opposition, of Mr Grenier, the Delegate of the Leader of the Union Nationale, of Mr Vaillancourt (Jonquière), of Mr Vaillancourt (Orford), of Mr Roy and of the Secretary General of the National Assembly, the Honourable the Lieutenant-Governor of the province of Québec was pleased to sanction the following bills:

35 An Act to amend the Companies Information Act;

98 An Act to amend the Watercourses Act.

At five minutes past ten o'clock P.M., the Assembly adjourned until tomorrow, at ten o'clock A.M.

CLÉMENT RICHARD,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirty-first Legislature

Le mercredi 10 mai 1978

Dix heures

Wednesday, 10 May 1978

Ten o'clock A.M.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Garon proposant que les projets de loi suivants qui ont été groupés pour étude, soient maintenant lus la deuxième fois:

Projet de loi n° 10.—Loi favorisant le crédit agricole à long terme par les institutions privées;

Projet de loi n° 11.—Loi sur l'assurance-prêts agricoles et forestiers;

Projet de loi n° 12.—Loi modifiant la Loi du crédit agricole;

Projet de loi n° 13.—Loi modifiant la Loi de l'amélioration des fermes;

Projet de loi n° 14.—Loi modifiant la Loi favorisant le crédit à la production agricole;

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Garon proposing that the following bills which were grouped together for consideration, be now read the second time:

Bill 10.—An Act to promote long term farm credit by private institutions;

Bill 11.—An Act respecting farm-loan insurance and forestry-loan insurance;

Bill 12.—An Act to amend the Farm Credit Act;

Bill 13.—An Act to amend the Farm Improvement Act;

Bill 14.—An Act to amend the Act to promote credit to farm producers;

Projet de loi n° 15.—Loi modifiant la Loi favorisant un crédit spécial pour les producteurs agricoles au cours de périodes critiques.

Le débat est terminé.

Les projets de loi sont alors, l'un après l'autre, mis aux voix.

Sur la motion de M. Garon, le projet de loi n° 11, «Loi sur l'assurance-prêts agricoles et forestiers», est lu la deuxième fois après division des voix, avec la dissidence de M. Roy.

Sur la motion de M. Garon, les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, lus la deuxième fois:

Projet de loi n° 10.—Loi favorisant le crédit agricole à long terme par les institutions privées;

Projet de loi n° 12.—Loi modifiant la Loi du crédit agricole;

Projet de loi n° 13.—Loi modifiant la Loi de l'amélioration des fermes;

Projet de loi n° 14.—Loi modifiant la Loi favorisant le crédit à la production agricole;

Projet de loi n° 15.—Loi modifiant la Loi favorisant un crédit spécial pour les producteurs agricoles au cours de périodes critiques.

Sur la motion de M. Burns, les projets de loi nos 10, 11, 12, 13, 14 et 15 sont, l'un après l'autre, déferés pour étude, article par article, à la Commission permanente de l'agriculture.

L'ordre du jour appelle la prise en considération du rapport de la Commis-

Bill 15.—An Act to amend the Act to promote special credit to agricultural producers during critical periods.

The debate was concluded.

The bills were then severally put to the vote.

On motion of Mr Garon, Bill 11, "An Act respecting farm-loan insurance and forestry-loan insurance", was read the second time on division, with Mr Roy dissenting.

On motion of Mr Garon, the following bills were severally read the second time:

Bill 10.—An Act to promote long term farm credit by private institutions;

Bill 12.—An Act to amend the Farm Credit Act;

Bill 13.—An Act to amend the Farm Improvement Act;

Bill 14.—An Act to amend the Act to promote credit to farm producers;

Bill 15.—An Act to amend the Act to promote special credit to agricultural producers during critical periods.

On motion of Mr Burns, Bills 10, 11, 12, 13, 14 and 15 were severally referred to the Standing Committee on Agriculture for section by section examination.

The Order of the Day being read for the consideration of the report of the

sion permanente des richesses naturelles qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 70, «Loi constituant la Société nationale de l'amiante».

M. Burns, au nom de M. Bérubé, propose que le rapport et les amendements soient pris en considération.

Et le débat qui s'élève sur cette motion est ajourné sur la motion de M. Burns.

À douze heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quinze heures.

Quinze heures

Déclaration ministérielle de M. Charron, ministre délégué au Haut-commissariat à la jeunesse, aux loisirs et aux sports, relativement à la consultation qu'il a tenue sur le Livre vert sur le loisir au Québec, notamment sur le budget hors-normes par district électoral.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Charron:

Tableau 1 du budget hors-normes par district électoral, pour l'exercice financier 1978/79.

(Document de la session n° 153.)

Par M. Bédard:

Rapport annuel de la Commission de police du Québec, pour l'année 1977.

(Document de la session n° 154.)

QUESTIONS ET RÉPONSES

Question de M. Cordeau:

1. Quels ont été les revenus bruts et les revenus nets de Loto-Québec pour les mois suivants:

Standing Committee on Natural Resources which examined Bill 70, "An Act to establish the Société nationale de l'amiante", following second reading.

Mr Burns moved, on behalf of Mr Bérubé, that the report and the amendments be taken into consideration.

And the debate arising on this motion was adjourned on motion of Mr Burns.

At twelve o'clock noon, Mr President left the Chair and the sitting was suspended until three o'clock P.M.

Three o'clock P.M.

Ministerial declaration by Mr Charron, Minister-Delegate, Haut-commissariat à la jeunesse, aux loisirs et aux sports, concerning the consultation held on the green paper on leisure and, more particularly, the special budget by electoral district.

The following documents were tabled:

By Mr Charron:

Table 1 of the special budget by electoral district, for the 1978/79 fiscal year.

(Sessional Papers, No. 153.)

By Mr Bédard:

Annual report of the Québec Police Commission, for 1977.

(Sessional Papers, No. 154.)

QUESTIONS AND ANSWERS

Question by Mr Cordeau:

1. What have been the gross revenue and net revenue of Loto-Québec for the following months:

- a) janvier 1977;
- b) février 1977;
- c) janvier 1978;
- d) février 1978?

2. Pour chaque mois mentionné au premier paragraphe, quel a été le montant payé en commissions et le montant versé au Ministre des Finances?

Réponse de M. Parizeau:

1. <i>Revenu brut</i>	<i>Revenu net d'exploitation (1)</i>
a) \$5,199,680	\$4,062,342
b) \$7,443,139	\$6,062,396
c) \$5,626,789	\$4,612,349
d) \$8,633,209	\$6,945,727
2. <i>Commissions</i>	<i>Revenu disponible versé au Ministre des Finances (2)</i>
a) \$1,737,117	\$4,184,897
b) \$2,244,136	\$6,240,729
c) \$1,120,804	\$4,663,235 (3)
d) \$1,142,920	\$7,093,320 (3)

Notes:

(1) Le pourcentage de retour en prix a été en 1977 de 42.5% et de 45.3% en 1978.

(2) En 1977, les versements au Ministre des Finances étaient mensuels; en 1978 ils sont hebdomadaires.

(3) Pour janvier et février 1978, le revenu disponible pour versements au Ministre des Finances ne tient pas compte d'un arrérage de \$1,780,659.86 (1970 à 1977) versé à la Commission administrative du régime de retraite des fonctionnaires.

Question de M. Fontaine:

1. Le gouvernement a-t-il autorisé des enquêteurs à se rendre en France pour interroger le couple Cossette-Trudel?

2. Par qui et à qui cette autorisation a-t-elle été donnée?

- (a) January 1977;
- (b) February 1977;
- (c) January 1978;
- (d) February 1978?

2. For each above-mentioned month, what was the amount paid in commission and the amount paid to the Minister of Finance?

Answer by Mr Parizeau:

1. <i>Gross revenue</i>	<i>Net operating revenue (1)</i>
(a) \$5,199,680	\$4,062,342
(b) \$7,443,139	\$6,062,396
(c) \$5,626,789	\$4,612,349
(d) \$8,633,209	\$6,945,727
2. <i>Commissions</i>	<i>Disposable revenue paid to the Minister of Finance (2)</i>
(a) \$1,737,117	\$4,184,897
(b) \$2,244,136	\$6,240,729
(c) \$1,120,804	\$4,663,235 (3)
(d) \$1,142,920	\$7,093,320 (3)

N.B.

(1) The percentage of return in prizes was of 42.5% in 1977 and of 45.3% in 1978.

(2) Payments were made to the Minister of Finance on a monthly basis in 1977 and on a weekly basis in 1978.

(3) For January and February 1978, the disposable revenue for payments made to the Minister of Finance does not make allowances for a back payment of \$1,780,659.86 (1970 to 1977) made to the Civil Service Pension Commission.

Question by Mr Fontaine:

1. Did the government authorize investigators to go to France to question the Cossette-Trudel couple?

2. By whom and to whom was this authorization given?

3. Le gouvernement a-t-il l'intention de publier les déclarations faites aux enquêteurs?

Réponse de M. Bédard:

1. et 2. Le 18 mai 1977, le Ministre de la Justice confiait à Me Jean-François Duchaine le mandat de cueillir des données auprès de toutes personnes, tous groupes, organismes policiers ou autres qui ont été intéressés par la crise d'octobre et qui pourraient nous fournir des renseignements pertinents. C'est dans le cadre de ce mandat que Me Duchaine s'est rendu en France.

3. La décision de publier le rapport de Me Duchaine ne sera prise que lorsqu'il nous sera remis.

Question de M. Roy:

Quel est le montant payé par le gouvernement du Québec:

a) sous forme de taxe foncière à chacune des municipalités et villes du Québec;

b) sous forme d'autres taxes?

Réponse de M. Tardif:

Ces données sont disponibles dans le document suivant: Bureau de la Statistique du Québec, les Finances municipales 1974, Éditeur du Québec, 1976, pages 182 et suivantes. Il s'agit de la compilation la plus récente.

Question de M. Raynauld:

Quels étaient les montants totaux des obligations d'épargne du Québec en circulation:

a) le 15 novembre 1976;

b) le 31 mars 1978?

Réponse de M. Parizeau:

a) \$776,154,400;

b) \$655,254,400.

3. Does the government intend making these declarations to the investigators public?

Answer by Mr Bédard:

1. and 2. On 18 May 1977, the Minister of Justice entrusted Mr Jean-François Duchaine, Advocate, with the task of gathering information from any persons, groups, police or other organizations concerned with the October crisis and in a position to provide relevant facts. It is within the framework of this mandate that Mr Duchaine went to France.

3. The decision concerning the publication of Mr Duchaine's report will be made only after it has been submitted to us.

Question by Mr Roy:

What was the amount paid by the government of Québec:

(a) in the form of land tax to each of the municipalities and towns of Québec;

(b) in the form of other taxes?

Answer by Mr Tardif:

This information can be obtained in the following document: Bureau de la Statistique du Québec, les Finances municipales 1974, Éditeur du Québec, 1976, pages 182 and following. This is the latest compilation.

Question by Mr Raynauld:

What were the total amounts of Québec savings bonds in circulation:

(a) as at 15 November 1976;

(b) as at 31 March 1978?

Answer by Mr Parizeau:

(a) \$776,154,400;

(b) \$655,254,400.

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Roy:

Pour sa dernière année financière, à quelle(s) compagnie(s) ou société(s) d'assurances la Caisse de dépôt et de placement du Québec a-t-elle confié:

a) Ses contrats d'assurance-responsabilité, incendie et autres?

1. Quel est le coût de la prime payée pour chacun de ces contrats;

2. par l'entremise de quel courtier ces contrats ont-ils été négociés?

b) La gestion du plan d'assurance-groupe pour ses employés?

1. Quel est le montant global payé pour ce plan pour la dernière année financière;

2. quelle est la part payée par les employés;

3. quelle est la part payée par les employeurs;

4. si le plan a été négocié par l'entremise d'un courtier, quel est le nom de ce courtier?

Sur la motion de M. Burns, il est—

Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

Mme Ouellette dépose ledit document.

(Document de la session n° 155.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Grenier:

1. Le gouvernement possède-t-il des statistiques sur le nombre de personnes qui ont quitté la province depuis le 15 novembre 1976?

2. Le gouvernement est-il en mesure de réfuter les chiffres compilés d'après les données basées sur les programmes de sécurité sociale du gouvernement fédéral, à l'effet que plus de 70,000

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Roy:

For its last fiscal year, to what insurance company or companies did the Québec Deposit and Investment Fund award:

(a) Its contracts of public liability insurance, fire insurance or other insurance?

1. What was the cost of the premium paid for each contract;

2. through which broker were these contracts negotiated?

(b) The group insurance scheme of its employees?

1. What was the total amount paid for this insurance scheme during the last fiscal year;

2. what was the employee's contribution;

3. what was the employer's contribution;

4. if the insurance scheme was negotiated through a broker, what is the name of this broker?

On motion of Mr Burns,—

Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mrs Ouellette tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 155.)

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Grenier:

1. Does the government have any statistics on the number of persons who have left the province since 15 November 1976?

2. Is the government in a position to question the figures compiled from data based on the federal government social security programs to the effect that more than 70,000 persons left the prov-

personnes ont quitté la province entre le 15 novembre 1976 et le 1^{er} janvier 1978?

Sur la motion de M. Burns, il est—

Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Burns, au nom de M. Tremblay, dépose ledit document.

(Document de la session n° 156.)

Sur la motion de M. Raynauld, il est—
Ordonné qu'il soit déposé:

Copie de l'étude qui a été effectuée, sous l'autorité du Ministre d'État au développement économique, en vue d'identifier les principales sources d'épargne au Québec, les institutions qui la détiennent et l'utilisation qu'elles en font par rapport aux besoins de financement des agents économiques.

M. Burns, au nom de M. Landry, dépose un document concernant ladite motion.

(Document de la session n° 157.)

Sur la motion de M. Lavoie, il est—
Ordonné qu'il soit déposé:

Copie des arrêtés en conseil qui ont été adoptés, depuis le 13 mai 1977 jusqu'au 25 avril 1978, concernant la création de:

a) commissions d'enquête;
b) groupes de travail;
c) comités ministériels temporaires, au sens de l'arrêté en conseil numéro 4150-76, du 1^{er} décembre 1976;

d) comités de fonctionnaires.

M. Burns, au nom de M. Lévesque (Taillon), dépose ledit document.

(Document de la session n° 158.)

ince between 15 November 1976 and 1 January 1978?

On motion of Mr Burns,—

Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Burns tabled the said document, on behalf of Mr Tremblay.

(Sessional Papers, No. 156.)

On motion of Mr Raynauld,—

Ordered, that there be tabled:

Copy of the study carried out under the authority of the Minister of State for Economic Development to pinpoint the main sources of savings in Québec, the institutions holding these savings and the use made by them as regards the financial requirements of economic agents.

Mr Burns tabled a document concerning the said motion, on behalf of Mr Landry.

(Sessional Papers, No. 157.)

On motion of Mr Lavoie,—

Ordered, that there be tabled:

Copy of the Orders in Council adopted from 13 May 1977 to 25 April 1978 concerning the establishment of:

(a) commissions of inquiry;
(b) task forces;
(c) temporary ministerial committees, within the meaning of Order in Council No. 4150-76, dated 1 December 1976;
(d) committees made up of civil servants.

Mr Burns tabled the said document, on behalf of Mr Lévesque (Taillon).

(Sessional Papers, No. 158.)

M. Burns donne l'avis suivant:

Demain, les commissions permanentes suivantes siégeront à compter de dix heures jusqu'à douze heures trente minutes:

Au Salon Rouge:

La Commission de la protection de l'environnement siégera pour l'étude des crédits de ce ministère.

À la Salle 81 «A»:

La Commission des affaires culturelles siégera pour l'étude des crédits de ce ministère.

À la Salle 91 «A»:

La Commission de la justice siégera pour étudier, article par article, le projet de loi n° 5, «Loi modifiant la Loi sur la refonte des lois».

Sur la motion de M. Burns, les commissions permanentes suivantes siègent immédiatement jusqu'à dix-huit heures:

Au Salon Rouge:

La Commission de la protection de l'environnement siège pour l'étude des crédits de ce ministère.

À la Salle 81 «A»:

La Commission des affaires culturelles siège pour l'étude des crédits de ce ministère.

M. Roy propose:

Que cette Assemblée est d'avis que le gouvernement convoque, d'ici une semaine, la Commission permanente des communications avec mandat d'entendre les représentants des parties syndicale et patronale dans le conflit qui perdure au quotidien *Le Soleil*.

Mr Burns gave the following notice:

The following Standing Committees will sit tomorrow at ten o'clock A.M. until twelve-thirty o'clock noon:

In the Red Room:

The Committee on Protection of the Environment will sit for the examination of the estimates of such Department.

In Room 81 "A":

The Committee on Cultural Affairs will sit for the examination of the estimates of such Department.

In Room 91 "A":

The Committee on Justice will sit for the section by section examination of Bill 5, "An Act to amend the Act respecting the consolidation of the statutes".

On motion of Mr Burns, the following Standing Committees will sit immediately until six o'clock P.M.:

In the Red Room:

The Committee on Protection of the Environment will sit for the examination of the estimates of such Department.

In Room 81 "A":

The Committee on Cultural Affairs will sit for the examination of the estimates of such Department.

Mr Roy moved:

That the Assembly is of opinion that the government should convene, within a week, the Standing Committee on Communications for the purpose of hearing the employer and union representatives involved in the dispute still going on at *Le Soleil*.

Et un débat s'élève sur cette motion.

Au cours du débat, à la demande de M. Burns et du consentement unanime de l'Assemblée, M. le Président amende la motion en discussion en remplaçant dans la quatrième ligne, les mots «des communications» par les mots «du travail et de la main d'œuvre».

Et le débat continue sur la motion principale amendée de M. Roy qui se lit maintenant comme suit:

Que cette Assemblée est d'avis que le gouvernement convoque, d'ici une semaine, la Commission permanente du travail et de la main-d'oeuvre avec mandat d'entendre les représentants des parties syndicale et patronale dans le conflit qui perdure au quotidien Le Soleil.

La motion est alors adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Bédard, Bellemare, Bertrand, Biron, Bisaillon, Bordeleau, Brassard, Burns, Caron, Ciaccia, Clair, Cordeau, Cuerrier, de Bellefeuille, Duhaime, Dussault, Fontaine, Forget, Gagnon, Garon, Gendron, Glasson, Gosselin, Goulet, Gravel, Grégoire, Grenier, Guay, Jolivet, Laberge, Lacoste, Lamontagne, Laplante, Lavigne, Lavoie-Roux, Leblanc, Lefebvre, Léger, Le Moignan, Léonard, Lessard, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Marchand, Marois, Marquis, Martel, Michaud, O'Gallagher, O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Pagé, Paquette, Picotte, Proulx, Rancourt, Raynauld, Roy, Shaw, Springate, St-Germain, Tardif, Vaillancourt (Jonquière), Vaillancourt (Orford), Vaugeois, Verreault.—66.

CONTRE—NAYS:—0.

M. Burns donne l'avis suivant:

Vendredi, le 12 mai prochain, au Salon Rouge, à compter de dix heures jusqu'à douze heures trente minutes, la Commission permanente des communications siégera pour entendre les représentants de Radio-Québec.

And a debate arising on this motion.

During the debate, at the request of Mr Burns and with the unanimous consent of the Assembly, Mr President amended the motion under debate by replacing, in the fourth line, the word "Communications" by the words "Labour and Manpower".

And the debate continuing on the main motion, as amended, by Mr Roy which now reads as follows:

That the Assembly is of opinion that the government should convene, within a week, the Standing Committee on Labour and Manpower for the purpose of hearing the employer and union representatives involved in the dispute still going on at Le Soleil.

The motion was then adopted on the following vote:

Mr Burns gave the following notice: Next Friday, 12 May, the Standing Committee on Communications will sit in the Red Room, from ten o'clock A.M. until twelve-thirty o'clock noon, for the purpose of hearing the representatives of Radio-Québec.

M. Levesque (Bonaventure) propose:
Que cette Assemblée est d'avis que la question devant faire l'objet d'une consultation populaire sur l'avenir constitutionnel du Québec devra porter sur le maintien ou non du Québec comme partie intégrante du Canada.

Et un débat s'élève sur cette motion.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Burns.

À dix-huit heures, l'Assemblée s'ajourne à demain quatorze heures.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

Mr Levesque (Bonaventure) moved:
That the Assembly is of opinion that the question which is to be the subject of a referendum on the constitutional future of Québec should deal with the matter of Québec remaining or not an integral part of Canada.

And a debate arising on this motion.

The debate was adjourned on motion of Mr Burns.

At six o'clock P.M., the Assembly adjourned until tomorrow, at two o'clock P.M.

CLÉMENT RICHARD,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirty-first Legislature

Le jeudi 11 mai 1978

Quatorze heures

Thursday, 11 May 1978

Two o'clock P.M.

M. Ouellette, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente de l'industrie et du commerce qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 21, «Loi autorisant la vente de certains vins dans les épiceries».

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

(Document de la session n° 159.)

Le projet de loi n° 37, «Loi constituant l'Institut national de productivité», est présenté par M. Tremblay, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

M. Burns donne l'avis suivant:

Demain, à la Salle 81 «A», à compter de dix heures jusqu'à treize heures, la Commission permanente de l'industrie et du commerce siègera pour discuter la question avec débat du Député de Ro-

Mr Ouellette, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Industry and Commerce which examined Bill 21, "An Act to authorize the sale of certain wines in grocery stores", following second reading.

The bill was reported with amendments.

(Sessional Papers, No. 159.)

Bill 37, "An Act to establish the Institut national de productivité", was introduced by Mr Tremblay, read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

Mr Burns gave the following notice:

The Standing Committee on Industry and Commerce will sit tomorrow in Room 81 "A" from ten o'clock A.M. until one o'clock P.M., to discuss the question for debate by the Member for

berval au Ministre de l'Industrie et du Commerce sur le sujet suivant:
La situation de l'emploi au Québec.

Demain, au Salon Rouge, à compter de dix heures jusqu'à douze heures trente minutes, la Commission permanente des communications siégera pour étudier les crédits de ce ministère et entendre les représentants de Radio-Québec et ceux des syndicats.

M. Burns propose que la Commission permanente de la protection de l'environnement siége au Salon Rouge, immédiatement jusqu'à vingt-deux heures, avec suspension des travaux de dix-huit heures à vingt heures, pour étudier les crédits de ce ministère.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Bédard, Bellemare, Bertrand, Bérubé, Biron, Bisailon, Bordeleau, Boucher, Brassard, Brochu, Burns, Cardinal, Caron, Charbonneau, Charron, Ciaccia, Cordeau, Cuerrier, de Bellefeuille, de Belleval, Desbiens, Dubois, Duhaime, Fontaine, Gagnon, Garneau, Garon, Gendron, Godin, Goldbloom, Gosselin, Goulet, Gratton, Gravel, Grégoire, Grenier, Guay, Johnson, Joron, Laberge, Lacoste, Lalonde, Lamontagne, Landry, Laplante, Laurin, Lavoie, Lazure, Léger, Le Moignan, Léonard, Lessard, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Marchand, Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Michaud, Morin (Sauvé), Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Pagé, Paquette, Payette, Perron, Picotte, Proulx, Rancourt, Roy, Saindon, Samson, St-Germain, Tardif, Tremblay, Vaillancourt (Jonquière), Vaillancourt (Orford), Vaugeois, Verreault.—82.

CONTRE—NAYS:—0.

M. le Président donne avis que le vendredi 19 mai 1978, à compter de dix heures jusqu'à treize heures, la Commission permanente de l'éducation siégera pour discuter la question avec débat du Député de Gaspé au Ministre de l'Éducation sur le sujet suivant:

Roberval to the Minister of Industry and Commerce on the following matter:
The employment situation in Québec.

The Standing Committee on Communications will sit tomorrow in the Red Room from ten o'clock A.M. until twelve-thirty o'clock noon, for the examination of the estimates of such Department and for the purpose of hearing the representatives of Radio-Québec and those of the unions.

Mr Burns moved that the Standing Committee on Protection of the Environment do sit immediately in the Red Room, until ten o'clock P.M., with suspension of work from six o'clock until eight o'clock in the evening, for the examination of the estimates of such Department.

The motion was adopted on the following vote:

Mr President gave notice that Friday, 19 May 1978, the Standing Committee on Education will sit, from ten o'clock A.M. until one o'clock P.M., to discuss the question for debate by the Member for Gaspé to the Minister of Education on the following matter:

La politique du gouvernement relativement à l'enseignement privé.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Bérubé proposant que le rapport de la Commission permanente des richesses naturelles qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 70, «Loi constituant la Société nationale de l'amiante», ainsi que les amendements proposés, soient pris en considération.

Le débat est terminé.

Du consentement unanime de l'Assemblée et à la demande de M. Duhaime, au nom de M. Burns, M. le Président remet à mardi le 16 mai prochain, la mise aux voix des amendements proposés et du rapport de la Commission permanente des richesses naturelles qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 70, «Loi constituant la Société nationale de l'amiante».

Mardi, le 16 mai prochain, les commissions permanentes suivantes siégeront à compter de dix heures jusqu'à douze heures trente minutes:

À la Salle 81 «A»:

La Commission de la présidence du conseil et de la constitution siégera pour étudier, article par article, le projet de loi n° 92, «Loi sur la consultation populaire».

À la Salle 91 «A»:

La Commission des terres et forêts siégera pour étudier les crédits de ce ministère.

The policy of the government on private education.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Bérubé proposing that the report of the Standing Committee on Natural Resources which examined Bill 70, "An Act to establish the Société nationale de l'amiante", following second reading, together with the amendments proposed thereto, be taken into consideration.

The debate was concluded.

With the unanimous consent of the Assembly and at the request of Mr Duhaime, on behalf of Mr Burns, Mr President postponed until next Tuesday, 16 May, the putting to the vote of the proposed amendments and the report of the Standing Committee on Natural Resources which examined Bill 70, "An Act to establish the Société nationale de l'amiante", following second reading.

Next Tuesday, 16 May, the following Standing Committees will sit at ten o'clock A.M. until twelve-thirty o'clock noon:

In Room 81 "A":

The Committee on the Presidency of the Council and the Constitution will sit for the section by section examination of Bill 92, "Referendum Act".

In Room 91 "A":

The Committee on Lands and Forests will sit for the examination of the estimates of such Department.

À dix-sept heures dix minutes, sur la motion de M. Duhaime, l'Assemblée s'ajourne à mardi prochain quatorze heures.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

At ten minutes past five o'clock P.M., on motion of Mr Duhaime, the Assembly adjourned until next Tuesday, at two o'clock P.M.

CLÉMENT RICHARD,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirty-first Legislature

Le mardi 16 mai 1978

Quatorze heures

Tuesday, 16 May 1978

Two o'clock P.M.

Les documents suivants sont déposés:

The following documents were tabled:

Par M. Lévesque (Taillon):

Rapport de la Commission d'enquête sur le coût des Jeux de la XXI^e Olympiade et sur celui des installations olympiques situées au Québec, en date du 1^{er} avril 1978, accompagné de la correspondance échangée entre M. René Lévesque, Premier ministre du Québec et M. le juge Albert H. Malouf, président de ladite Commission d'enquête, concernant des renseignements additionnels.

(Document de la session n° 160.)

By Mr Lévesque (Taillon):

Report of the commission of inquiry on the cost of the Games of the XXIst Olympiad and of the olympic installations located in the province of Québec, dated 1 April 1978, together with a copy of the correspondence exchanged between Mr René Lévesque, Prime Minister of Québec, and Judge Albert H. Malouf, chairman of the said commission of inquiry, concerning additional information.

(Sessional Papers, No. 160.)

Par M. Burns, au nom de M. Parizeau:

Rapport annuel de la Société d'exploitation des loteries et courses du Québec, pour l'année 1976/77.

(Document de la session n° 161.)

By Mr Burns, on behalf of Mr Parizeau:

Annual report of the Société d'exploitation des loteries et courses du Québec, for 1976/77.

(Sessional Papers, No. 161.)

Par M. Burns, au nom de M. Lessard:

Copie d'une lettre, en date du 1^{er} mai 1978, adressée à M. Lucien Lessard, ministre des Transports, par M. René Hurtubise, président de la Commission des droits de la personne du Québec, relativement à une plainte portée par un groupe de Québécois de langue anglaise, alléguant que le ministère des Transports leur avait refusé un emploi occasionnel de voirie à cause de leur unilinguisme anglais.

(Document de la session n° 162.)

M. Gravel, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente du travail et de la main-d'oeuvre qui a étudié, après la deuxième lecture, les projets de loi suivants:

Projet de loi n° 16.—Loi modifiant la Loi des électriciens et installations électriques et la Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de construction;

Projet de loi n° 17.—Loi modifiant la Loi des mécaniciens de machines fixes;

Projet de loi n° 18.—Loi modifiant la Loi des mécaniciens en tuyauterie et modifiant de nouveau la Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de construction.

Les projets de loi sont rapportés avec des amendements.

(Document de la session n° 163.)

M. Perron, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente de la justice qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 5, «Loi modifiant la Loi sur la refonte des lois».

By Mr Burns, on behalf of Mr Lessard:

Copy of a letter, dated 1 May 1978, forwarded to Mr Lucien Lessard, minister of Transport, by Mr René Hurtubise, president of the Commission des droits de la personne du Québec, concerning a complaint made by a group of English-speaking Quebecers alleging that the Department of Transport had refused to employ them on a temporary basis to work on roads because they only spoke English.

(Sessional Papers, No. 162.)

Mr Gravel, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Labour and Manpower which examined the following bills, after second reading:

Bill 16.—An Act to amend the Electricians and Electrical Installations Act and the Building Contractors Vocational Qualifications Act;

Bill 17.—An Act to amend the Stationary Enginemen Act;

Bill 18.—An Act to amend the Pipe-Mechanics Act and to again amend the Building Contractors Vocational Qualifications Act.

The bills were reported with amendments.

(Sessional Papers, No. 163.)

Mr Perron, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Justice which examined Bill 5, "An Act to amend the Act respecting the consolidation of the statutes", following second reading.

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

(*Document de la session n° 164.*)

Au cours de la période de questions orales des députés, du consentement unanime de l'Assemblée, M. Morin (Louis-Hébert) dépose le document suivant:

Copie d'un extrait du rapport final du Comité spécial mixte du Sénat et de la Chambre des communes sur la Constitution du Canada, quatrième session de la vingt-huitième législature, 1972.

(*Document de la session n° 165.*)

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Lévesque (Taillon) propose:

Que cette Assemblée réitère son voeu unanime du 27 avril dernier, à savoir «*que* le gouvernement du Québec et celui du Canada concluent sans délai une entente ferme et définitive respectant la proposition québécoise annoncée le mercredi 12 avril dernier relativement à la réduction de la taxe de vente», *qu'elle* constate que la nouvelle provocation que constitue le projet de loi fédéral déposé hier vient encore aggraver la situation d'une manière tout à fait inacceptable, et *qu'elle* demande, par conséquent, aux députés de tous les partis à Ottawa, et particulièrement à tous ceux qui y représentent le Québec, de s'opposer à cette mesure.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

The bill was reported with amendments.

(*Sessional Papers, No. 164.*)

During the period of oral questions by Members, with the unanimous consent of the Assembly, Mr Morin (Louis-Hébert) tabled the following document:

Copy of an excerpt from the final report of the Special Joint Committee of the Senate and of the House of Commons on the Constitution of Canada, Fourth session, Twenty-eight Parliament, 1972.

(*Sessional Papers, No. 165.*)

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Lévesque (Taillon) moved:

That the Assembly do reiterate its unanimously expressed wish of 27 April, namely "*that* the government of Québec and that of Canada should reach at once a firm and final agreement that respects the Québec proposal announced on Wednesday, 12 April, concerning the sales tax cut", *that* it do realize that this new provocation brought about by the federal bill tabled yesterday aggravates even more the situation in a particularly unacceptable manner, *that*, consequently, it do urge the Members of all the parties in Ottawa and those representing Québec, in particular, to oppose this measure.

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs.—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bédard, Bellemare, Bertrand, Bérubé, Biron, Bisailon, Bordeleau, Boucher, Brassard, Brochu, Burns, Cardinal, Caron, Charbonneau, Charron, Chevette, Ciaccia, Clair, Cordeau, Couture, Cuerrier, de Bellefeuille, de Belleval, Dubois, Duhaime, Dussault, Fallu, Fontaine, Forget, Gagnon, Garon, Gendron, Giasson, Godin, Goldbloom, Gosselin, Goulet, Gratton, Gravel, Grégoire, Grenier, Guay,

Johnson, Jolivet, Joron, Laberge, Lacoste, Lamontagne, Landry, Laplante, Laurin, Lavigne, Lavoie, Lavoie-Roux, Lazure, Lefebvre, Léger, Le Moignan, Léonard, Lessard, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Mailloux, Marchand, Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, Morin (Louis-Hébert), O'Gallagher, O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Paquette, Payette, Perron, Picotte, Proulx, Rancourt, Roy, Samson, Shaw, St-Germain, Tardif, Vaillancourt (Jonquière), Vaillancourt (Orford), Verreault.—93.

CONTRE—NAYS:—0.

L'ordre du jour appelle la mise aux voix des amendements proposés et du rapport de la Commission permanente des richesses naturelles qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 70, «Loi constituant la Société nationale de l'amiante».

Les amendements proposés et le rapport sont alors mis aux voix.

L'amendement proposé par M. Forget à l'article 10 et celui qu'il a proposé à l'article 16 qui se lit comme suit:

«Que l'article 16 soit modifié en ajoutant après le paragraphe *d*) du premier alinéa, le paragraphe suivant:

«*e*) consentir des prêts.», sont adoptés, les voix données étant enregistrées comme suit:

The Order of the Day being read for the putting to the vote of the proposed amendments and of the report of the Standing Committee on Natural Resources which examined Bill 70, "An Act to establish the Société nationale de l'amiante", following second reading.

The proposed amendments and the report were then put to the vote.

The amendment proposed by Mr Forget to section 10 and the amendment he proposed to section 16 which reads as follows:

"That section 16 be amended by adding after subparagraph (*d*) the following subparagraph:

"(*e*) grant loans.", were adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bédard, Bellemare, Bérubé, Biron, Bisailon, Bordeleau, Boucher, Brassard, Brochu, Burns, Cardinal, Caron, Charbonneau, Charron, Chevrette, Ciaccia, Clair, Cordeau, Couture, Cuerrier, de Bellefeuille, de Belleval, Dubois, Duhaime, Dussault, Fallu, Fontaine, Forget, Gagnon, Garon, Gendron, Giasson, Godin, Goldbloom, Gosselin, Goulet, Gratton, Gravel, Grégoire, Grenier, Guay, Johnson, Jolivet, Joron, Laberge, Lacoste, Lamontagne, Laplante, Lavigne, Lavoie, Lavoie-Roux, Lazure, Lefebvre, Léger, Le Moignan, Léonard, Lessard, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Mailloux, Marchand, Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Michaud, Morin (Louis-Hébert), O'Gallagher, O'Neill, Ouellette (Hull), Paquette, Payette, Perron, Picotte, Proulx, Rancourt, Roy, Samson, St-Germain, Tardif, Vaillancourt (Jonquière), Vaillancourt (Orford), Verreault.—86.

CONTRE—NAYS:—0.

ABSTENTION:—M./Mr Shaw.—1.

Les autres amendements proposés par M. Forget sont rejetés, les voix se divisant comme suit:

The other amendments proposed by Mr Forget were rejected on the following division:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Bellemare, Biron, Brochu, Caron, Ciaccia, Cordeau, Dubois, Fontaine, Forget, Giasson, Goldbloom, Gratton, Grenier, Lamontagne, Lavoie, Lavoie-Roux, Le Moignan, Levesque (Bonaventure), Mailloux, Marchand, O'Gallagher, Picotte, Roy, Russell, Samson, St-Germain, Vaillancourt (Orford), Verreault.—28.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bédard, Bertrand, Bérubé, Bisaillon, Bordeleau, Boucher, Brassard, Burns, Cardinal, Charbonneau, Charron, Chevrette, Clair, Couture, Cuerrier, de Bellefeuille, de Belleval, Duhaime, Dussault, Fallu, Gagnon, Garon, Gendron, Godin, Gosselin, Gravel, Grégoire, Guay, Johnson, Jolivet, Joron, Laberge, Lacoste, Laplante, Lavigne, Lazure, Lefebvre, Léger, Léonard, Lessard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Michaud, Morin (Louis-Hébert), O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Paquette, Payette, Perron, Proulx, Rancourt, Tardif, Vaillancourt (Jonquière).—60.

ABSTENTION:—M./Mr Shaw.—1.

L'amendement proposé par M. Brochu à l'article 16 est adopté, les voix données étant enregistrées comme suit:

The amendment proposed by Mr Brochu to section 16 was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bédard, Bellemare, Bertrand, Bérubé, Biron, Bisaillon, Bordeleau, Boucher, Brassard, Brochu, Burns, Cardinal, Caron, Charbonneau, Charron, Chevrette, Ciaccia, Clair, Cordeau, Couture, Cuerrier, de Bellefeuille, de Belleval, Dubois, Duhaime, Dussault, Fallu, Fontaine, Forget, Gagnon, Garon, Gendron, Giasson, Godin, Goldbloom, Gosselin, Goulet, Gratton, Gravel, Grégoire, Grenier, Guay, Johnson, Jolivet, Joron, Laberge, Lacoste, Lamontagne, Laplante, Lavigne, Lavoie, Lavoie-Roux, Lazure, Lefebvre, Léger, Le Moignan, Léonard, Lessard, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Mailloux, Marchand, Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Michaud, Morin (Louis-Hébert), O'Gallagher, O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Paquette, Payette, Perron, Picotte, Proulx, Rancourt, Roy, Samson, St-Germain, Tardif, Vaillancourt (Jonquière), Vaillancourt (Orford), Verreault.—88.

CONTRE—NAYS:—0.

ABSTENTION:—M./Mr Shaw.—1.

Les autres amendements proposés par M. Brochu sont rejetés, les voix se divisant comme suit:

The other amendments proposed by Mr Brochu were rejected on the following division:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Bellemare, Biron, Brochu Caron, Ciaccia, Cordeau, Dubois, Fontaine, Forget, Giasson, Goldbloom, Goulet, Gratton, Grenier, Lamontagne, Lavoie, Lavoie-Roux, Le Moignan, Levesque (Bonaventure), Mailloux, Marchand, O'Gallagher, Picotte, Roy, Samson, St-Germain, Vaillancourt (Orford), Verreault.—28.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bédard, Bertrand, Bérubé, Bisaillon, Bordeleau, Boucher, Brassard, Burns, Cardinal, Charbonneau, Charron, Chevrette, Clair, Couture, Cuerrier, de Bellefeuille, de Belleval, Duhaime, Dussault, Fallu, Gagnon, Garon, Gendron, Godin, Gosselin, Gravel, Grégoire, Guay, Johnson, Jolivet, Joron, Laberge, Lacoste, Laplante, Lavigne, Lazure, Lefebvre, Léger, Léonard, Lessard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Michaud, Morin (Louis-Hébert), O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Paquette, Payette, Perron, Proulx, Rancourt, Tardif, Vaillancourt (Jonquière).—60.

ABSTENTION:—M./Mr Shaw.—1.

Les amendements proposés par M. Roy sont rejetés, les voix se divisant comme suit:

The amendments proposed by Mr Roy were rejected on the following division:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Bellemare, Biron, Brochu, Caron, Ciaccia, Cordeau, Dubois, Fontaine, Forget, Giasson, Goldbloom, Goulet, Gratton, Grenier, Lamontagne, Lavoie, Lavoie-Roux, Le Moignan, Levesque (Bonaventure), Mailloux, Marchand, O'Gallagher, Picotte, Roy, Samson, St-Germain, Vaillancourt (Orford), Verreault.—28.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bédard, Bertrand, Bérubé, Bisaillon, Bordeleau, Boucher, Brassard, Burns, Cardinal, Charbonneau, Charron, Chevrette, Clair, Couture, Cuerrier, de Bellefeuille, de Belleval, Duhaime, Dussault, Fallu, Gagnon, Garon, Gendron, Godin, Gosselin, Gravel, Grégoire, Guay, Johnson, Jolivet, Joron, Laberge, Lacoste, Laplante, Lavigne, Lazure, Lefebvre, Léger, Léonard, Lessard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Michaud, Morin (Louis-Hébert), O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Paquette, Payette, Perron, Proulx, Rancourt, Tardif, Vaillancourt (Jonquière).—60.

ABSTENTION:—M./Mr Shaw.—1.

Les articles du projet de loi n° 70 qui n'ont pas été adoptés, savoir: les articles 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16 et 17, sont adoptés après division des voix.

The sections of Bill 70 which were not adopted, namely: sections 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16 and 17, were adopted on division.

Le nouvel article 19 proposé par M. Bérubé est adopté après division des voix.

The new section 19 proposed by Mr Bérubé was adopted on division.

L'ancien article 19 déjà adopté en commission et renuméroté article 20, ainsi que les articles renumérotés 21, 22, 23, 24, 25 et 26, sont adoptés après division des voix.

Tous les articles du projet de loi n° 70, de 1 à 26, ainsi que le préambule, le titre et les sous-titres, tels qu'ils apparaissent au projet de loi et au rapport de la commission et tels qu'ils ont été amendés par les votes précédents, sont adoptés après division des voix.

Le rapport déposé par M. Laplante, rapporteur désigné de la Commission permanente des richesses naturelles qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 70, «Loi constituant la Société nationale de l'amiante», est adopté après division des voix.

Le projet de loi n° 70 est remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

M. Burns donne l'avis suivant:

Ce soir, les commissions permanentes suivantes siégeront à compter de vingt heures jusqu'à vingt-deux heures:

Au Salon Rouge:

La Commission du travail et de la main-d'oeuvre siégera pour l'étude des crédits de ce ministère.

À la Salle 81 «A»:

La Commission de la présidence du conseil et de la constitution siégera pour étudier, article par article, le projet de loi n° 92, «Loi sur la consultation populaire».

À la Salle 91 «A»:

La Commission des terres et forêts siégera pour étudier les crédits de ce ministère.

The former section 19 already adopted in Committee and renumbered section 20, together with the sections renumbered 21, 22, 23, 24, 25 and 26, were adopted on division.

All the sections of Bill 70, from 1 to 26, together with the preamble, the title and the subtitles, as they appear in the bill and in the report by the Committee and as amended by the preceding votes, were adopted on division.

The report tabled by Mr Laplante, the appointed reporter of the Standing Committee on Natural Resources which examined Bill 70, "An Act to establish the Société nationale de l'amiante", following second reading, was adopted on division.

Bill 70 was ordered for third reading at the next sitting.

Mr Burns gave the following notice:

The following Standing Committees will sit this evening from eight o'clock until ten o'clock:

In the Red Room:

The Committee on Labour and Manpower will sit for the examination of the estimates of such Department.

In Room 81 "A":

The Committee on the Presidency of the Council and the Constitution will sit for the section by section examination of Bill 92, "Referendum Act".

In Room 91 "A":

The Committee on Lands and Forests will sit for the examination of the estimates of such Department.

Demain, les commissions permanentes suivantes siégeront à compter de dix heures jusqu'à douze heures trente minutes:

Au Salon Rouge:

La Commission du travail et de la main-d'oeuvre siégera pour entendre les représentants des parties syndicale et patronale dans le conflit au quotidien *Le Soleil*.

À la Salle 81 «A»:

La Commission de la présidence du conseil et de la constitution siégera pour étudier, article par article, le projet de loi n° 92, «Loi sur la consultation populaire».

À la Salle 91 «A»:

La Commission des terres et forêts siégera pour étudier les crédits de ce ministère.

Sur la motion de M. Burns, les commissions permanentes suivantes siègent immédiatement jusqu'à dix-huit heures:

Au Salon Rouge:

La Commission du travail et de la main-d'oeuvre siège pour l'étude des crédits de ce ministère.

À la Salle 81 «A»:

La Commission de la présidence du conseil et de la constitution siège pour étudier, article par article, le projet de loi n° 92, «Loi sur la consultation populaire».

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi n° 39, «Loi sur le recours collectif».

M. Marois informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

The following Standing Committees will sit tomorrow at ten o'clock A.M. until twelve-thirty o'clock noon:

In the Red Room:

The Committee on Labour and Manpower will sit for the purpose of hearing the employer and union representatives involved in the dispute at *Le Soleil*.

In Room 81 «A»:

The Committee on the Presidency of the Council and the Constitution will sit for the section by section examination of Bill 92, "Referendum Act".

In Room 91 «A»:

The Committee on Lands and Forests will sit for the examination of the estimates of such Department.

On motion of Mr Burns, the following Standing Committees will sit immediately until six o'clock P.M.:

In the Red Room:

The Committee on Labour and Manpower will sit for the examination of the estimates of such Department.

In Room 81 «A»:

The Committee on the Presidency of the Council and the Constitution will sit for the section by section examination of Bill 92, "Referendum Act".

The Order of the Day being read for the second reading of Bill 39, "An Act respecting the class action".

Mr Marois informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

M. Marois propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Duhaime, au nom de M. Burns, le projet de loi n° 39 est déferé pour étude, article par article, à la Commission permanente de la justice.

À dix-sept heures quinze minutes, sur la motion de M. Duhaime, l'Assemblée s'ajourne à demain quinze heures.

Mr Marois moved that the said bill be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted.

The bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Duhaime, on behalf of Mr Burns, Bill 39 was referred to the Standing Committee on Justice for section by section examination.

At five-fifteen o'clock P.M., on motion of Mr Duhaime, the Assembly adjourned until tomorrow, at three o'clock P.M.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

CLÉMENT RICHARD,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirty-first Legislature

Le mercredi 17 mai 1978

Quinze heures

Wednesday, 17 May 1978

Three o'clock P.M.

M. le Président s'exprime comme suit:

Mr President spoke as follows:

J'ai l'honneur d'informer cette Assemblée que suite à la nomination par l'Assemblée nationale de M. Pierre-Olivier Boucher à la charge de directeur général du financement des partis politiques et de M. Michael Sheehan à la charge de directeur adjoint du financement des partis politiques, en date du 20 décembre 1977, et à la nomination de M. Clément Vincent à la charge de directeur adjoint du financement des partis politiques, en date du 27 avril 1978, ces trois personnes ont, conformément à l'article 7 de la Loi régissant le financement des partis politiques et modifiant la Loi électorale, fait devant le Président de l'Assemblée nationale la déclaration solennelle prévue à l'Annexe A de ladite loi.

J'ai également l'honneur d'informer cette Assemblée que par suite de la no-

I have the honour to inform the Assembly that following the appointment by the National Assembly of Mr Pierre-Olivier Boucher as director general of financing of political parties and of Mr Michael Sheehan as assistant director of financing of political parties, on 20 December 1977, and the appointment of Mr Clément Vincent as assistant director of financing of political parties, on 27 April 1978, these three persons, in accordance with section 7 of the Act to govern the financing of political parties and to amend the Election Act, made before the President of the National Assembly the solemn declaration provided in Schedule A of the said Act.

I also have the honour to inform the Assembly that following the appoint-

mination par l'Assemblée nationale de Me Pierre-F. Côté à la charge de directeur général des élections, en date du 15 mars 1978, ce dernier a fait devant le Président de l'Assemblée nationale la déclaration solennelle prescrite par la loi.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Bédard:

Rapport annuel de la Sûreté du Québec, pour l'année 1977.

(Document de la session n° 166.)

Par M. Léonard:

Copie de l'entente auxiliaire sur les équipements publics conclue le 16 mai 1978, entre le gouvernement du Canada, d'une part, et le gouvernement du Québec, d'autre part.

(Document de la session n° 167.)

Le projet de loi n° 191, «Loi régissant l'usage du tabac dans les endroits publics», est présenté par M. Blank, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

QUESTIONS ET RÉPONSES

Question de M. Fontaine:

1. Depuis sa formation jusqu'au moment de la suspension de ses travaux, quelle est la somme totale des déboursés occasionnés par la Commission Keable?

2. Quel est le montant total:

a) des honoraires;

b) des dépenses de voyages;

c) des frais de représentation versés au commissaire et aux procureurs de la Commission?

3. Depuis la suspension des travaux jusqu'au 1^{er} avril 1978, quels sont les montants d'argent versés au commissaire, aux procureurs, aux recher-

ment by the National Assembly of Mr Pierre-F. Côté, Advocate, as Directeur général des élections, on 15 March 1978, the latter made before the President of the National Assembly the solemn declaration provided by the law.

The following documents were tabled:

By Mr Bédard:

Annual report of the Québec Police Force, for 1977.

(Sessional Papers, No. 166.)

By Mr Léonard:

Copie of the auxiliary agreement on public equipment made on 16 May 1978, between the government of Canada, on the one hand, and the government of Québec, on the other hand.

(Sessional Papers, No. 167.)

Bill 191, "An Act to regulate the use of tobacco in public places", was introduced by Mr Blank, read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

QUESTIONS AND ANSWERS

Question by Mr Fontaine:

1. Since its appointment up to the time it suspended its proceedings, what has been the total amount of expenses incurred by the Keable Commission?

2. What was the total amount of:

(a) fees;

(b) travelling expenses;

(c) entertainment expenses paid to the commissioner and to the attorneys of the Commission?

3. From the suspension of its proceedings up to 1 April 1978, what amounts of money have been paid to the commissioner, to the attorneys, to re-

chistes et au personnel de la Commission?

4. Le gouvernement a-t-il l'intention de continuer de rémunérer toutes ces personnes durant toute la suspension des travaux?

Réponse de M. Bédard:

Les réponses à ces questions ont été données lors de l'étude des crédits du ministère de la Justice.

Question de M. Russell:

1. Est-ce que les villes de Bedford, Bromont, Cowansville, Farnham, Granby, Lac Brôme et Waterloo ont reçu des subventions des ministères ou organismes suivants, de 1964 à ce jour:

- a) Industrie et Commerce;
- b) Transports;
- c) Richesses naturelles;
- d) Agriculture;
- e) Tourisme, Chasse et Pêche;
- f) Travaux publics et Approvisionnement;
- g) Terres et Forêts;
- h) Affaires municipales;
- i) Éducation;
- j) Justice;
- k) Affaires culturelles;
- l) Haut-commissariat à la jeunesse, aux loisirs et aux sports?

2. Dans chaque cas, quel a été le montant de la subvention et le but pour lequel elle a été versée?

Réponse de M. Bérubé, concernant le ministère des Terres et Forêts:

1. Le ministère des Terres et Forêts n'a versé aucune subvention aux municipalités mentionnées durant la période mentionnée.

2. Néant.

search assistants and to the personnel of the Commission?

4. Is it the government's intention to continue to pay all these persons during the suspension of the proceedings?

Answer by Mr Bédard:

The answers to these questions were given at the time of the examination of the estimates of the Department of Justice.

Question by Mr Russell:

1. From 1964 up to this day, have the towns of Bedford, Bromont, Cowansville, Farnham, Granby, Lac Brôme and Waterloo received any subsidies from the following Departments or bodies:

- (a) Industry and Commerce;
- (b) Transport;
- (c) Natural Resources;
- (d) Agriculture;
- (e) Tourism, Fish and Game;
- (f) Public Works and Supply;
- (g) Lands and Forests;
- (h) Municipal Affairs;
- (i) Education;
- (j) Justice;
- (k) Cultural Affairs;
- (l) Haut-commissariat à la jeunesse, aux loisirs et aux sports?

2. What was the amount of the subsidy in each case and the purpose for which it was granted?

Answer by Mr Bérubé, concerning the Department of Lands and Forests:

1. The Department of Lands and Forests did not grant any subsidies to these municipalities during the mentioned period.

2. Nil.

Réponse de M. Tardif, concernant le ministère des Affaires municipales:

La compilation de cette question nécessiterait une telle quantité d'efforts et de fouilles dans les archives, de la part d'un nombre assez élevé de fonctionnaires, pour que l'on puisse considérer qu'il ne serait pas de l'intérêt des contribuables de donner suite à cette question.

Réponse de M. Morin (Sauvé), concernant le ministère de l'Éducation:

1. Non pour le ministère de l'Éducation.

2. Ne s'applique pas.

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Dubois:

1. Est-il exact que, le 22 juillet 1976, en vertu de l'arrêté en conseil 2437-76 du 14 juillet 1976, le gouvernement du Québec a versé \$653,400 à la Fédération des producteurs d'oeufs de consommation du Québec (FEDCO) à titre d'avance pour le paiement des prélèvements et pénalités à l'Office canadien de commercialisation des oeufs?

2. Dans l'affirmative:

a) quel montant a été remboursé par FEDCO et à quelle date;

b) quel intérêt a été exigé et payé effectivement?

3. Depuis le 14 juillet 1976, des subventions ont-elles été consenties par le gouvernement du Québec à la même fédération?

4. Dans l'affirmative:

a) quel est le montant de chacune;

b) à quelle date ont-elles été consenties;

c) à quelles fins?

5. Depuis le 14 juillet 1976, d'autres avances ou prêts ont-ils été consentis à FEDCO?

Answer by Mr Tardif, concerning the Department of Municipal Affairs:

The compiling of this information would entail such a quantity of efforts and research through our records by a rather large number of employees that it may be considered contrary to the interests of taxpayers to answer this question.

Answer by Mr Morin (Sauvé), concerning the Department of Education:

1. No for the Department of Education.

2. Does not apply.

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Dubois:

1. Is it true that on 22 July 1976, in accordance with Order in Council 2437-76 dated 14 July 1976, the Québec government paid \$653,400 to the Fédération des producteurs d'oeufs de consommation du Québec (FEDCO) as a loan for the payment of contributions and penalties due to the Canadian Egg Marketing Agency?

2. If so:

(a) what amount was paid back by FEDCO and on what date;

(b) what interest was charged and actually paid?

3. Since 14 July 1976, have any grants been awarded by the Québec government to the same federation?

4. If so:

(a) what was the amount of each grant;

(b) on what dates were these grants awarded;

(c) for what purposes?

5. Since 14 July 1976, were any other advances or loans granted to FEDCO?

6. Dans l'affirmative:

a) quel est le montant de chacune des avances ou de chacun des prêts;

b) à quelles dates ont-ils été consentis;

c) à quelles fins?

7. Quel est le solde à rembourser par FEDCO et quand la remise sera-t-elle faite?

Sur la motion de M. Burns, il est—
Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Garon dépose ledit document.

(*Document de la session n° 168*).

Sur la motion de M. Forget, il est—
Ordonné qu'il soit déposé:

1. Copie des directives adressées par le ministère des Affaires sociales et le ministère de l'Éducation, le cas échéant, relativement à l'organisation et au financement de l'enseignement médical, y compris la formation clinique dans les centres hospitaliers affiliés à une université.

2. Copie des comptes rendus faits par des fonctionnaires à la suite de rencontres tenues avec les doyens des facultés de médecine relativement au contingentement des places d'internes et de résidents dans les hôpitaux affiliés ainsi que des études et projections du nombre d'étudiants en médecine, d'internes et de résidents sur lesquelles les directives susmentionnées sont basées.

M. Morin (Sauvé) dépose un document concernant ladite motion.

(*Document de la session n° 169*).

Sur la motion de M. Dubois, il est—
Ordonné qu'il soit déposé:

Copie de toute correspondance, rapport, mémoire, étude, contrat et autres documents se rapportant à la subvention de \$300,000 consentie à la Coopéra-

6. If so:

(a) what is the amount of each advance or loan;

(b) on what dates were they granted;

(c) for what purposes?

7. What is the amount still due by FEDCO and when will it be paid?

On motion of Mr Burns,—
Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Garon tabled the said document.
(*Sessional Papers, No. 168.*)

On motion of Mr Forget,—
Ordered, that there be tabled:

1. Copy of the directives forwarded by the Department of Social Affairs or the Department of Education, as the case may be, concerning the planning and financing of medical training, including clinical training in hospital centres affiliated to a university.

2. Copy of the reports prepared by government employees following meetings held with deans of medical faculties as regards the limited number of places for interns and residents in affiliated hospitals, as well as the studies and projections respecting the number of medical students, interns and residents on which the above directives are based.

Mr Morin (Sauvé) tabled a document concerning the said motion.

(*Sessional Papers, No. 169.*)

On motion of Mr Dubois,—
Ordered, that there be tabled:

Copy of any correspondence, report, brief, study, contract or other documents concerning the \$300,000 subsidy granted to the Coopérative agricole d'a-

tive agricole d'achat et de vente d'Amqui pour la construction d'un centre de criblage, de séchage et d'entreposage du grain à Amqui dans la vallée de la Matapédia.

M. Garon dépose ledit document.
(*Document de la session n° 170.*)

Sur la motion de M. Goulet, il est—
Ordonné qu'il soit déposé:

Copie de tous les documents, études, échanges de lettres entre le gouvernement, ses organismes ou des personnes de l'extérieur, relativement à la réouverture de la distillerie Melchers de Berthierville.

M. Burns, au nom de M. Tremblay, dépose ledit document.

(*Document de la session n° 171.*)

M. Burns, au nom de M. Tremblay, dépose une réponse complémentaire à la question suivante de M. Biron, qui avait été convertie en motion pour dépôt de document, le mercredi 26 avril dernier (*Document de la session n° 126*):

1. Combien de nouvelles industries (avec 100 employés et plus) se sont installées au Québec entre le 15 novembre 1976 et le 1^{er} février 1978?

2. Dans chaque cas, quel est:

- a) le nom de l'industrie, sa spécialisation et l'endroit où elle s'est installée;
- b) le nombre exact d'employés;
- c) le montant de l'aide financière reçu du gouvernement du Québec;
- d) le montant de l'aide financière reçu du gouvernement du Canada?

(*Document de la session n° 172.*)

Demain, les commissions permanentes suivantes siégeront à compter de dix heures jusqu'à douze heures trente minutes:

chat et de vente of Amqui for the construction of a seed cleaning, drying and storing centre at Amqui, in the Matapédia Valley.

Mr Garon tabled the said document.
(*Sessional Papers, No. 170.*)

On motion of Mr Goulet,—
Ordered, that there be tabled:

Copy of all the documents, studies, correspondence between the government, any of its agencies or outside persons, concerning the reopening of the Melchers distillery, at Berthierville.

Mr Burns tabled the said document, on behalf of Mr Tremblay.

(*Sessional Papers, No. 171.*)

Mr Burns tabled, on behalf of Mr Tremblay, an additional answer to the following question by Mr Biron, which was converted into a motion for the tabling of a document on Wednesday, 26 April (*Sessional Papers, No. 126*):

1. How many new industries (of 100 employees or more) were established in Québec between 15 November 1976 and 1 February 1978?

2. In each case, what was:

- (a) the name of the industry, its specialization and its location;
- (b) the exact number of employees;
- (c) the amount of financial assistance from the government of Québec;
- (d) the amount of financial assistance from the government of Canada?

(*Sessional Papers, No. 172.*)

The following Standing Committees will sit tomorrow at ten o'clock A.M. until twelve-thirty o'clock noon:

Au Salon Rouge:

La Commission des finances et des comptes publics siégera pour l'étude des crédits du ministère des finances.

À la Salle 81 «A»:

La Commission de la présidence du conseil et de la constitution siégera pour étudier, article par article, le projet de loi n° 92, «Loi sur la consultation populaire».

À la Salle 91 «A»:

La Commission des terres et forêts siégera pour étudier les crédits de ce ministère.

M. Burns propose que les commissions permanentes suivantes siègent immédiatement jusqu'à dix-huit heures:

Au Salon Rouge:

La Commission du travail et de la main-d'oeuvre pour entendre les représentants des parties syndicale et patronale dans le conflit au quotidien *Le Soleil*.

À la Salle 91 «A»:

La Commission des terres et forêts pour étudier les crédits de ce ministère.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

In the Red Room:

The Committee on Finance and Public Accounts will sit for the examination of the estimates of the Department of Finance.

In Room 81 "A":

The Committee on the Presidency of the Council and the Constitution will sit for the section by section examination of Bill 92, "Referendum Act".

In Room 91 "A":

The Committee on Lands and Forests will sit for the examination of the estimates of such Department.

Mr Burns moved that the following Standing Committees do sit immediately until six o'clock P.M.:

In the Red Room:

The Committee on Labour and Manpower for the purpose of hearing the employer and union representatives involved in the dispute at *Le Soleil*.

In Room 91 "A":

The Committee on Lands and Forests for the examination of the estimates of such Department.

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bédard, Bellemare, Bertrand, Biron, Bisailon, Blank, Bordeleau, Boucher, Brochu, Burns, Caron, Charbonneau, Charron, Chevrette, Ciaccia, Cordeau, Cuerrier, de Bellefeuille, de Belval, Desbiens, Dubois, Duhaime, Dussault, Fallu, Fontaine, Forget, Gagnon, Garneau, Garon, Gendron, Giasson, Gosselin, Goulet, Gratton, Gravel, Grenier, Guay, Johnson, Jolivet, Joron, Laberge, Lalonde, Lamontagne, Laplante, Larivière, Laurin, Lavigne, Lavoie, Lazure, Leblanc, Le Moignan, Léonard, Lessard, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Mailloux, Marchand, Marois, Martel, Mercier, Michaud, Morin (Louis-Hébert), Morin (Sauvé), O'Gallagher, O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Pagé, Paquette, Parizeau, Perron, Proulx, Rancourt, Roy, Russell, Saindon, Samson, Shaw, Springate, St-Germain, Tardif, Vaillancourt (Jonquière), Vaillancourt (Orford), Verreault.—86.

CONTRE—NAYS:—0.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Levesque (Bonaventure) proposant:

«*Que cette Assemblée est d'avis que la question devant faire l'objet d'une consultation populaire sur l'avenir constitutionnel du Québec devra porter sur le maintien ou non du Québec comme partie intégrante du Canada.*»

M. Biron propose:

Que la motion en discussion soit amendée en retranchant dans la cinquième ligne les mots «ou non du Québec» et en les remplaçant par les mots «axé sur une réforme en profondeur du régime fédéral, ou le non-maintien du Québec».

La motion d'amendement est reçue.

Sur la motion de M. Lavoie, le consentement unanime de l'Assemblée est accordé pour que le débat porte tant sur la motion principale que sur la motion d'amendement et qu'à la fin du débat, deux mises aux voix soient faites.

Et le débat continue.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Levesque (Bonaventure) proposing:

“*That the Assembly is of opinion that the question which is to be the subject of a referendum on the constitutional future of Québec should deal with the matter of Québec remaining or not an integral part of Canada.*”

Mr Biron moved:

That the motion under debate be amended by striking out, in the fifth line, the words “or not” and by replacing them by the words “provided that the federal system undergoes a thorough revision or not remaining”.

The motion of amendment was received.

On motion of Mr Lavoie, the unanimous consent of the Assembly was granted so that the debate be held on the main motion as well as on the motion of amendment and that, at the end of the debate, two votes be taken.

And the debate continuing thereon.

M. Forget propose:

Que la motion en discussion soit amendée en ajoutant à la fin les mots suivants: «et notamment dans ce dernier cas sur la souveraineté accompagnée si possible d'association.»

Le consentement unanime de l'Assemblée est accordé pour que cette motion d'amendement soit reçue, que le débat porte tant sur la motion principale que sur les deux motions d'amendement proposées et qu'à la fin du débat, trois mises aux voix soient faites.

Et le débat continue.

Le débat est terminé.

Les motions d'amendement et la motion principale sont alors mises aux voix et l'enregistrement des noms est demandé.

À la demande de M. Burns, Madame le Président remet à demain, avant l'appel des affaires du jour, l'enregistrement des noms sur les votes de ces motions.

À dix-huit heures, l'Assemblée s'ajourne à demain quatorze heures.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

Mr Forget moved:

That the motion under debate be amended by adding, at the end, the following words: "and, particularly in the latter case, of sovereignty combined if possible with an association."

The unanimous consent of the Assembly was granted so that this motion of amendment be received, that the debate be held on the main motion as well as on the two proposed motions of amendment and that, at the end of the debate, three votes be taken.

And the debate continuing thereon.

The debate was concluded.

The motions of amendment and the main motion were then put to the vote and the entry of names was requested.

At the request of Mr Burns, Madam President postponed the entry of names of the votes on these motions until tomorrow, before Orders of the Day are called.

At six o'clock P.M., the Assembly adjourned until tomorrow, at two o'clock P.M.

CLÉMENT RICHARD,
President.

**PROCÈS-VERBAUX
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC**

Troisième session de la trente et unième Législature

**VOTES AND PROCEEDINGS
OF THE NATIONAL ASSEMBLY
OF QUÉBEC**

Third Session of the Thirty-first Legislature

Le jeudi 18 mai 1978

Quatorze heures

Thursday, 18 May 1978

Two o'clock P.M.

Les documents suivants sont déposés:

The following documents were tabled:

Par M. Parizeau:

Rapport de M. Roger Morin, c.a., sur la vérification des comptes relatifs au Vérificateur général, pour l'année financière terminée le 31 mars 1977.

(Document de la session n° 173.)

By Mr Parizeau:

Report by Mr Roger Morin, C.A., on the audit of the accounts relating to the Auditor-General, for the fiscal year ended 31 March 1977.

(Sessional Papers, No. 173.)

Par M. Joron:

Rapport annuel de l'Hydro-Québec, pour l'année 1977.

(Document de la session n° 174.)

By Mr Joron:

Annual report of Hydro-Québec, for 1977.

(Sessional Papers, No. 174.)

Copies de trois arrêtés en conseil, en date du 28 septembre 1977, concernant l'approbation de contrats de fourniture d'électricité.

(Document de la session n° 175.)

Copies of three Orders in Council, dated 28 September 1977, concerning the approval of contracts of electricity supply.

(Sessional Papers, No. 175.)

Par Mme Payette:

Rapport d'activités de l'Office de la protection du consommateur, pour la

By Mrs Payette:

Report of the activities of the Office de la protection du consommateur, for

période s'étendant du 1^{er} avril 1975 au 31 mars 1977.

(Document de la session n° 176.)

Le projet de loi n° 7, «Loi modifiant la Loi constituant la Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires», est présenté par M. Garon.

M. Garon propose que le projet de loi soit lu la première fois.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

the period from 1 April 1975 to 31 March 1977.

(Sessional Papers, No. 176.)

Bill 7, "An Act to amend the Act to constitute the "Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires", was introduced by Mr Garon.

Mr Garon moved that the bill be read the first time.

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Beauséjour, Bellemare, Bertrand, Bérubé, Biron, Blank, Bordeleau, Boucher, Brochu, Burns, Cardinal, Charbonneau, Charron, Chevrete, Ciaccia, Cordeau, Couture, Cuerrier, de Bellefeuille, Desbiens, Dubois, Duhaime, Dussault, Fallu, Gagnon, Garneau, Garon, Gendron, Giasson, Godin, Goulet, Gratton, Gravel, Grégoire, Grenier, Guay, Jolivet, Joron, Laberge, Lalonde, Lamontagne, Landry, Laplante, Larivière, Laurin, Lavoie, Lefebvre, Le Moignan, Léonard, Lessard, Lévesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Marchand, Marcoux, Martel, Mercier, Morin (Louis-Hébert), Morin (Sauvé), O'Gallagher, O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Pagé, Paquette, Parizeau, Payette, Perron, Picotte, Proulx, Roy, Russell, Samson, Shaw, Springate, St-Germain, Tardif, Vaillancourt (Jonquière), Vaillancourt (Orford), Verreault.—79.

CONTRE—NAYS:—0.

En conséquence, le projet de loi n° 7 est lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Burns, au nom de M. Lévesque (Taillon), propose:

Que cette Assemblée proclame la période comprise entre le 22 et le 28 mai 1978, la semaine de l'Âge d'Or.

La motion est adoptée à l'unanimité.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Lalonde propose:

Qu'à l'occasion de la semaine de la police, cette Assemblée souligne unanimement l'esprit de devoir qui anime nos policiers dans leurs nombreuses tâches souvent ingrates, toujours exigeantes

Bill 7 was accordingly read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Burns moved, on behalf of Mr Lévesque (Taillon):

That the Assembly do declare the period from 22 May to 28 May 1978, Golden Age Week.

The motion was unanimously adopted.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Lalonde moved:

That on the occasion of Police Week, the Assembly do acknowledge unanimously the sense of duty displayed by our police officers in performing their numerous tasks which are often un-

et parfois périlleuses, que par ce geste, cette Assemblée exprime son appui au rôle essentiel que joue le policier dans notre société démocratique, soit la répression du crime, le maintien de l'ordre et l'application de nos lois.

La motion est adoptée.

L'Assemblée procède à l'enregistrement des noms sur le vote de la motion d'amendement de M. Biron, à la motion principale de M. Levesque (Bonaventure) proposant:

«*Que* cette Assemblée est d'avis que la question devant faire l'objet d'une consultation populaire sur l'avenir constitutionnel du Québec devra porter sur le maintien ou non du Québec comme partie intégrante du Canada.»

laquelle motion d'amendement se lit comme suit:

«*Que* la motion en discussion soit amendée en retranchant dans la cinquième ligne les mots «ou non du Québec» et en les remplaçant par les mots «axé sur une réforme en profondeur du régime fédéral, ou le non-maintien du Québec»».

La motion d'amendement est rejetée, les voix se divisant comme suit:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Bellemare, Biron, Blank, Brochu, Ciaccia, Cordeau, Dubois, Forget, Garneau, Giasson, Goulet, Gratton, Grenier, Lalonde, Lamontagne, Larivière, Lavoie, Le Moignan, Levesque (Bonaventure), Marchand, O'Gallagher, Pagé, Picotte, Russell, Samson, Shaw, Springate, St-Germain, Vaillancourt (Orford), Verreault.—30.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Beauséjour, Bertrand, Bérubé, Bordeleau, Boucher, Burns, Charbonneau, Charron, Chevette, Clair, Couture, de Bellefeuille, Desbiens, Duhaime, Dussault, Fallu, Gagnon, Garon, Gendron, Godin, Gravel, Grégoire, Guay, Jolivet, Joron, Laberge, Laplante, Laurin, Lavigne, Leblanc, Lefebvre, Léonard, Lessard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Marcoux, Martel, Mercier, Morin (Louis-Hébert), Morin (Sauvé), O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Paquette, Parizeau, Payette, Perron, Proulx, Tardif, Vaillancourt (Jonquière).—49.

ABSTENTION:—M./Mr Roy.—1.

pleasant, ever demanding and dangerous at times, that by doing so, the Assembly do wish to endorse the essential rôle played by the Police in our democratic society, namely the repression of crime, the upholding of order and the enforcement of our laws.

The motion was adopted.

The Assembly proceeded with the entry of names of the vote on the motion of amendment by Mr Biron, to the main motion by Mr Levesque (Bonaventure) proposing:

“*That* the Assembly is of opinion that the question which is to be the subject of a referendum on the constitutional future of Québec should deal with the matter of Québec remaining or not an integral part of Canada.”

which motion of amendment reads as follows:

“*That* the motion under debate be amended by striking out, in the fifth line, the words “or not” and by replacing them by the words “provided that the federal system undergoes a thorough revision or not remaining”.”

The motion of amendment was rejected on the following division:

L'Assemblée procède à l'enregistrement des noms sur le vote de la motion d'amendement de M. Forget, à la motion principale de M. Levesque (Bonaventure) proposant:

«*Que cette Assemblée est d'avis que la question devant faire l'objet d'une consultation populaire sur l'avenir constitutionnel du Québec devra porter sur le maintien ou non du Québec comme partie intégrante du Canada.*»,

laquelle motion d'amendement se lit comme suit:

«*Que la motion en discussion soit amendée en ajoutant à la fin les mots suivants: «et notamment dans ce dernier cas sur la souveraineté accompagnée si possible d'association.*»

La motion d'amendement est rejetée, les voix se divisant comme suit:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Bellemare, Biron, Blank, Brochu, Ciaccia, Cordeau, Dubois, Forget, Garneau, Giasson, Goulet, Gratton, Grenier, Lalonde, Lamontagne, Larivière, Lavoie, Le Moignan, Levesque (Bonaventure), Marchand, O'Gallagher, Pagé, Picotte, Russell, Samson, Shaw, Springate, St-Germain, Vaillancourt (Jonquière), Verreault.—30.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Beauséjour, Bertrand, Bérubé, Bordeleau, Boucher, Burns, Charbonneau, Charron, Chevette, Clair, Couture, de Bellefeuille, Desbiens, Duhaime, Dussault, Fallu, Gagnon, Garon, Gendron, Godin, Gravel, Grégoire, Guay, Jolivet, Joron, Laberge, Laplante, Laurin, Lavigne, Leblanc, Lefebvre, Léonard, Lessard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Marcoux, Martel, Mercier, Morin (Louis-Hébert), Morin (Sauvé), O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Paquette, Parizeau, Payette, Perron, Proulx, Tardif, Vaillancourt (Jonquière).—49.

ABSTENTION:—M./Mr Roy.—1.

L'Assemblée procède alors à l'enregistrement des noms sur le vote de la motion principale de M. Levesque (Bonaventure) qui se lit comme suit:

«*Que cette Assemblée est d'avis que la question devant faire l'objet d'une consultation populaire sur l'avenir cons-*

The Assembly proceeded with the entry of names of the vote on the motion of amendment by Mr Forget, to the main motion by Mr Levesque (Bonaventure) proposing:

“*That the Assembly is of opinion that the question which is to be the subject of a referendum on the constitutional future of Québec should deal with the matter of Québec remaining or not an integral part of Canada.*”,

which motion of amendment reads as follows:

“*That the motion under debate be amended by adding, at the end, the following words: “and, particularly in the latter case, of sovereignty combined, if possible, with an association.”*

The motion of amendment was rejected on the following division:

The Assembly then proceeded with the entry of names of the vote on the main motion by Mr Levesque (Bonaventure) which reads as follows:

“*That the Assembly is of opinion that the question which is to be the subject of a referendum on the constitutional*

titutionnel du Québec devra porter sur le maintien ou non du Québec comme partie intégrante du Canada».

La motion est rejetée, les voix se divisant comme suit:

future of Québec should deal with the matter of Québec remaining or not an integral part of Canada".

The motion was rejected on the following division:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Bellemare, Biron, Blank, Brochu, Ciaccia, Cordeau, Dubois, Forget, Garneau, Giasson, Goulet, Gratton, Grenier, Lalonde, Lamontagne, Larivière, Lavoie, Le Moignan, Levesque (Bonaventure), Marchand, O'Gallagher, Pagé, Picotte, Russell, Samson, Shaw, Springate, St-Germain, Vaillancourt (Orford), Verreault.—30.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Beauséjour, Bertrand, Bérubé, Bordeleau, Boucher, Burns, Charbonneau, Charron, Chevrette, Clair, Couture, de Bellefeuille, Desbiens, Duhaine, Dussault, Fallu, Gagnon, Garon, Gendron, Godin, Gravel, Grégoire, Guay, Jolivet, Joron, Laberge, Laplante, Laurin, Lavigne, Leblanc, Lefebvre, Léonard, Lessard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Marcoux, Martel, Mercier, Morin (Louis-Hébert), Morin (Sauvé), O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Paquette, Parizeau, Payette, Perron, Proulx, Roy, Tardif, Vaillancourt (Jonquière).—50.

Madame le Président donne avis que vendredi le 26 mai 1978, à compter de dix heures jusqu'à treize heures, la Commission permanente du travail et de la main-d'oeuvre siégera pour discuter la question avec débat du Député de Beauce-Sud au Ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre sur le sujet suivant: La politique du gouvernement relativement au placement et à la qualification professionnelle des travailleurs de la construction.

M. Burns donne l'avis suivant:

Demain, au Salon Rouge, à compter de dix heures jusqu'à treize heures, la Commission permanente de l'éducation siégera pour discuter la question avec débat du Député de Gaspé au Ministre de l'Éducation sur le sujet suivant:

La politique du gouvernement relativement à l'enseignement privé.

Mardi, le 23 mai prochain, les commissions permanentes suivantes siégeront

Madam President gave notice that Friday, 26 May 1978, the Standing Committee on Labour and Manpower will sit, from ten o'clock A.M. until one o'clock P.M., to discuss the question for debate by the Member for Beauce-South to the Minister of Labour and Manpower on the following matter:

The government policy concerning the employment and trade qualifications of construction workers.

Mr Burns gave the following notice:

The Standing Committee on Education will sit tomorrow in the Red Room from ten o'clock A.M. until one o'clock P.M., to discuss the question for debate by the Member for Gaspé to the Minister of Education on the following subject:

The policy of the government on private education.

Next Tuesday, 23 May, the following Standing Committees will sit at ten

à compter de dix heures jusqu'à douze heures trente minutes:

À la Salle 81 «A»:

La Commission de la présidence du conseil et de la constitution siégera pour étudier, article par article, le projet de loi n° 92, «Loi sur la consultation populaire».

À la Salle 91 «A»:

La Commission des richesses naturelles siégera pour étudier les crédits de ce ministère.

M. Burns propose que les commissions permanentes suivantes siègent immédiatement jusqu'à vingt-deux heures, avec suspension des travaux de dix-huit heures à vingt heures:

Au Salon Rouge:

La Commission des finances et des comptes publics pour l'étude des crédits du ministère des finances.

À la Salle 81 «A»:

La Commission de la présidence du conseil et de la constitution pour étudier, article par article, le projet de loi n° 92, «Loi sur la consultation populaire».

La motion est adoptée.

M. Bérubé propose que le projet de loi n° 70, «Loi constituant la Société nationale de l'amiante», soit lu la troisième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

À dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures quinze minutes.

o'clock A.M. until twelve-thirty o'clock noon:

In Room 81 "A":

The Committee on the Presidency of the Council and the Constitution will sit for the section by section examination of Bill 92, "Referendum Act".

In Room 91 "A":

The Committee on Natural Resources will sit for the examination of the estimates of such Department.

Mr Burns moved that the following Standing Committees do sit immediately until ten o'clock P.M., with suspension of work from six o'clock until eight o'clock in the evening:

In the Red Room:

The Committee on Finance and Public Accounts for the examination of the estimates of the Department of Finance.

In Room 81 "A":

The Committee on the Presidency of the Council and the Constitution for the section by section examination of Bill 92, "Referendum Act".

The motion was adopted.

Mr Bérubé moved that Bill 70, "An Act to establish the Société nationale de l'amiante", be read the third time.

And a debate arising on this motion.

At six o'clock P.M., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until eight-fifteen o'clock P.M.

Vingt heures quinze minutes

Et le débat continue.

Le débat est terminé.

La motion est alors mise aux voix et l'enregistrement des noms est demandé.

À la demande de M. Charron, au nom de M. Burns, Madame le Président remet à mardi le 23 mai prochain, avant l'appel des affaires du jour, l'enregistrement des noms sur le vote de la motion de M. Bérubé, proposant que le projet de loi n° 70 soit lu la troisième fois.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Parizeau proposant que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement et sur la motion de censure suivante:

De M. Biron:

«*Que cette Assemblée blâme très sévèrement le gouvernement d'avoir présenté une politique budgétaire qui ignore les réalités pressantes d'un taux de chômage trop élevé et d'une baisse sensible des investissements privés au Québec, mettant ainsi en danger l'équilibre économique de la province.*»

Le débat est ajourné sur la motion de M. Forget.

À vingt et une heures cinquante-cinq minutes, sur la motion de M. Charron, l'Assemblée s'ajourne à mardi prochain quatorze heures.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

Eight-fifteen o'clock P.M.

And the debate continuing thereon.

The debate was concluded.

The motion was then put to the vote and the entry of names was requested.

At the request of Mr Charron, on behalf of Mr Burns, Madam President postponed the entry of names of the votes on the motion by Mr Bérubé, proposing that Bill 70 be read the third time, until next Tuesday, 23 May, before Orders of the Day are called.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Parizeau proposing that the Assembly do approve the budgetary policy of the government and on the following motion of non-confidence:

By Mr Biron:

“*That the Assembly do censure the government very severely for having introduced a budgetary policy which fails to take into account the urgent realities of an unduly high rate of unemployment and a serious decline in private investments in Québec, thus endangering the economic stability of the province.*”

The debate was adjourned on motion of Mr Forget.

At fifty-five minutes past nine o'clock P.M., on motion of Mr Charron, the Assembly adjourned until next Tuesday, at two o'clock P.M.

CLÉMENT RICHARD,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirty-first Legislature

Le mardi 23 mai 1978

Quatorze heures

Tuesday, 23 May 1978

Two o'clock P.M.

M. Tardif dépose le document suivant:

Copie de la correspondance échangée entre M. André Ouellet, ministre d'État aux Affaires urbaines du Canada, M. Guy Tardif, ministre des Affaires municipales du Québec et M. Tom Chambers, ministre de l'Habitation et des Travaux publics de l'Alberta, à la suite de la conférence fédérale-provinciale, tenue à Edmonton le 1^{er} février 1978, sur l'habitation et les services communautaires.

(Document de la session n° 177.)

Au cours de la période de questions orales des députés, du consentement unanime de l'Assemblée, M. Parizeau dépose le document suivant:

Copie de la correspondance échangée entre M. Jean Chrétien, ministre des Finances du Canada, et M. Jacques Parizeau, ministre des Finances du Québec, concernant la contribution

Mr Tardif tabled the following document:

Copy of the correspondence exchanged between Mr André Ouellet, minister of state for Urban Affairs of Canada, Mr Guy Tardif, minister of Municipal Affairs of Québec and Mr Tom Chambers, minister of Housing and Public Works of Alberta, following the federal-provincial conference, held at Edmonton on 1 February 1978, on housing and community services.

(Sessional Papers, No. 177.)

During the period of oral questions by Members, with the unanimous consent of the Assembly, Mr Parizeau tabled the following document:

Copy of the correspondence exchanged between Mr Jean Chrétien, minister of Finance of Canada, and Mr Jacques Parizeau, minister of Finance of Québec, concerning the

fédérale au financement d'une réduction temporaire de la taxe de vente du Québec.

(Document de la session n° 178.)

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Lavoie propose:

Que les membres de cette Assemblée expriment à leur collègue M. Robert Burns, présentement hospitalisé, des vœux de prompt rétablissement.

La motion est adoptée.

Du consentement unanime de l'Assemblée, Mme Payette propose:

Que cette Assemblée exprime sa sympathie à la famille et aux enfants de Mme Lyne Bourgeois à l'occasion du décès de cette dernière.

La motion est adoptée.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Morin (Sauvé) propose:

*Qu'*aux fins de l'application de l'article 140 du règlement, le Ministre délégué au Haut-commissariat à la jeunesse, aux loisirs et aux sports, soit substitué au Leader parlementaire du gouvernement, pendant l'absence de celui-ci.

La motion est adoptée.

L'Assemblée procède à l'enregistrement des noms sur le vote de la motion de M. Bérubé proposant que le projet de loi n° 70, «Loi constituant la Société nationale de l'amiante», soit lu la troisième fois.

La motion est alors adoptée, les voix se divisant comme suit:

federal contribution to the financing of a temporary reduction of the Québec sales tax.

(Sessional Papers, No. 178.)

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Lavoie moved:

That the Members of the Assembly do express their best wishes for a rapid recovery to their colleague, Mr Robert Burns, in the hospital at the present time.

The motion was adopted.

With the unanimous consent of the Assembly, Mrs Payette moved:

That the Assembly do express its sympathy to the family and to the children of Mrs Lyne Bourgeois on the occasion of their deep loss.

The motion was adopted.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Morin (Sauvé) moved:

That for the purposes of the application of Standing Order 140, the Minister-Delegate, Haut-commissariat à la jeunesse, aux loisirs et aux sports, do replace the Government House Leader, during his absence.

The motion was adopted.

The Assembly proceeded with the entry of names of the vote on the motion by Mr Bérubé proposing that Bill 70, "An Act to establish the Société nationale de l'amiante", be read the third time.

The motion was then adopted on the following division:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bédard, Bertrand, Bérubé, Bisaillon, Bordeleau, Boucher, Brassard, Cardinal, Charron, Chevette, Clair, Couture, de Belleval, Desbiens, Dussault, Fallu, Gagnon, Gendron, Gosselin, Gravel, Grégoire, Guay, Jolivet, Joron, Laberge, Lacoste, Landry, Laplante, Laurin, Lavigne, Lazure, Leblanc, Léger, Léonard, Lessard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, Morin (Sauvé), O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Paquette, Parizeau, Payette, Perron, Proulx, Rancourt, Tardif, Vailancourt (Jonquière), Vaugeois.—58.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Bellemare, Biron, Brochu, Ciaccia, Dubois, Fontaine, Forget, Garneau, Giasson, Goldbloom, Goulet, Grenier, Lalonde, Lamontagne, Lavoie, Lavoie-Roux, Le Moignan, Levesque (Bonaventure), Mailloux, Marchand, O'Gallagher, Pagé, Picotte, Samson, Shaw, St-Germain, Vaillancourt (Orford), Verreault.—28.

M. Charron propose que les commissions permanentes suivantes siègent immédiatement jusqu'à dix-huit heures:

Au Salon Rouge:

La Commission de l'éducation pour étudier les crédits de ce ministère.

À la Salle 81 «A»:

La Commission des richesses naturelles pour étudier les crédits de ce ministère.

La motion est adoptée.

M. Charron donne l'avis suivant:

Ce soir, les commissions permanentes suivantes siégeront à compter de vingt heures jusqu'à vingt-deux heures:

Au Salon Rouge:

La Commission de l'éducation siégera pour étudier les crédits de ce ministère.

À la Salle 81 «A»:

La Commission des richesses naturelles siégera pour étudier les crédits de ce ministère.

Mr Charron moved that the following Standing Committees do sit immediately until six o'clock P.M.:

In the Red Room:

The Committee on Education for the examination of the estimates of such Department.

In Room 81 "A":

The Committee on Natural Resources for the examination of the estimates of such Department.

The motion was adopted.

Mr Charron gave the following notice:

The following Standing Committees will sit this evening from eight o'clock until ten o'clock:

In the Red Room:

The Committee on Education will sit for the examination of the estimates of such Department.

In Room 81 "A":

The Committee on Natural Resources will sit for the examination of the estimates of such Department.

À la Salle 91 «A»:

La Commission de la justice siégera pour étudier, article par article, le projet de loi n° 85, «Loi modifiant la Loi de la probation et des établissements de détention».

M. Charron propose que demain, les commissions permanentes suivantes siègent à compter de dix heures jusqu'à douze heures trente minutes:

Au Salon Rouge:

La Commission de l'éducation pour étudier les crédits de ce ministère.

À la Salle 81 «A»:

La Commission des terres et forêts pour étudier les crédits de ce ministère.

La motion est adoptée.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission permanente de la justice qui a examiné, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 5, «Loi modifiant la Loi sur la refonte des lois».

Sur la motion de M. Charron, au nom de M. Perron, le rapport est adopté.

Le projet de loi n° 5 est remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi n° 3, «Loi modifiant la Loi pourvoyant au financement des programmes de santé».

M. Parizeau informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

M. Parizeau propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

In Room 91 "A":

The Committee on Justice will sit for the section by section examination of Bill 85, "An Act to amend the Probation and Houses of Detention Act".

Mr Charron moved that the following Standing Committees do sit tomorrow, from ten o'clock A.M. until twelve-thirty o'clock noon:

In the Red Room:

The Committee on Education for the examination of the estimates of such Department.

In Room 81 "A":

The Committee on Lands and Forests for the examination of the estimates of such Department.

The motion was adopted.

The Assembly proceeded to take into consideration the report of the Standing Committee on Justice which examined Bill 5, "An Act to amend the Act respecting the consolidation of the statutes", following second reading.

On motion of Mr Charron, on behalf of Mr Perron, the report was adopted.

Bill 5 was ordered for third reading at the next sitting.

The Order of the Day being read for the second reading of Bill 3, "An Act to amend the Act to provide for the financing of health programmes".

Mr Parizeau informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

Mr Parizeau moved that the said bill be now read the second time.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Parizeau, au nom de M. Charron, le projet de loi n° 3 est envoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière et rapporté; le rapport est adopté; le projet de loi est remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi n° 19, «Loi modifiant la Loi de la Régie de l'assurance-maladie du Québec».

M. Parizeau informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

M. Parizeau propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée après division des voix.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Charron, le projet de loi n° 19 est envoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière et rapporté; le rapport est adopté; le projet de loi est remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

À seize heures trente-cinq minutes, sur la motion de M. Charron, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted.

The bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Parizeau, on behalf of Mr Charron, Bill 3 was committed, considered in Committee of the Whole and reported; the report was adopted; the bill was ordered for third reading at the next sitting.

The Order of the Day being read for the second reading of Bill 19, "An Act to amend the Québec Health Insurance Board Act".

Mr Parizeau informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

Mr Parizeau moved that the said bill be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted on division

The bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Charron, Bill 19 was committed, considered in Committee of the Whole and reported; the report was adopted; the bill was ordered for third reading at the next sitting.

At thirty-five minutes past four o'clock P.M., on motion of Mr Charron, the Assembly adjourned until tomorrow, at ten o'clock A.M.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

CLÉMENT RICHARD,
President.

**PROCÈS-VERBAUX
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC**

Troisième session de la trente et unième Législature

**VOTES AND PROCEEDINGS
OF THE NATIONAL ASSEMBLY
OF QUÉBEC**

Third Session of the Thirty-first Legislature

Le mercredi 24 mai 1978

Dix heures

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Parizeau proposant que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement et sur la motion de censure suivante:

De M. Biron:

«*Que* cette Assemblée blâme très sévèrement le gouvernement d'avoir présenté une politique budgétaire qui ignore les réalités pressantes d'un taux de chômage trop élevé et d'une baisse sensible des investissements privés au Québec, mettant ainsi en danger l'équilibre économique de la province.»

Le débat est ajourné sur la motion de M. Levesque (Bonaventure).

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Duhaimé, il est—

Wednesday, 24 May 1978

Ten o'clock A.M.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Parizeau proposing that the Assembly do approve the budgetary policy of the government and on the following motion of non-confidence:

By Mr Biron:

“*That* the Assembly do censure the government very severely for having introduced a budgetary policy which fails to take into account the urgent realities of an unduly high rate of unemployment and a serious decline in private investments in Québec, thus endangering the economic stability of the province.”

The debate was adjourned on motion of Mr Levesque (Bonaventure).

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Duhaimé,—

Ordonné que le paragraphe 2 de l'article 35 du règlement soit suspendu et que cet après-midi, à l'appel des affaires du jour, l'Assemblée reprenne le débat sur la politique budgétaire du gouvernement.

À douze heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quinze heures.

Quinze heures

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Morin (Sauvé):

Rapport annuel des activités du Conseil supérieur de l'éducation, pour l'année 1976/77.

(Document de la session n° 179.)

Par M. Morin (Louis-Hébert):

Copie d'une lettre, en date du 21 juillet 1977, adressée à M. René Lévesque, Premier ministre du Québec, par M. John Roberts, Secrétaire d'État du Canada, concernant la frappe d'une médaille commémorative à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de l'accession de la Reine au Trône, en 1952, accompagnée de la liste des récipiendaires du Québec.

(Document de la session n° 180.)

Par M. Duhaime:

Copie du prototype du protocole d'entente que le ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche signe avec chacune des associations agréées responsables des zones d'exploitation contrôlée.

(Document de la session n° 181.)

Conformément au paragraphe 1 de l'article 132 du règlement, M. Parizeau donne avis qu'à une séance subséquente, l'Assemblée se transformera en com-

Ordered, that paragraph 2 of Standing Order 35 be suspended and that this afternoon, when Business of the Day is called, the debate on the budgetary policy of the government be resumed.

At twelve o'clock noon, Mr President left the Chair and the sitting was suspended until three o'clock P.M.

Three o'clock P.M.

The following documents were tabled:

By Mr Morin (Sauvé):

Annual report on the activities of the Superior Council of Education, for 1976/77.

(Sessional Papers, No. 179.)

By Mr Morin (Louis-Hébert):

A copy of a letter, dated 21 July 1977, forwarded to Mr René Lévesque, Prime Minister of Québec, by Mr John Roberts, Secretary of State of Canada, concerning the issue of a commemorative medal on the occasion of the twenty-fifth anniversary of the Queen's accession to the Throne, in 1952, together with a list of Québec recipients.

(Sessional Papers, No. 180.)

By Mr Duhaime:

A copy of a model of protocol of agreement that the Department of Tourism, Fish and Game makes with each of the certified associations responsible of controlled wildlife zones.

(Sessional Papers, No. 181.)

In accordance with paragraph 1 of Standing Order 132, Mr Parizeau gave notice that at a future sitting, the Assembly will resolve itself into Commit-

mission plénière pour voter en bloc des crédits provisoires.

Les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, présentés, lus la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture:

Par M. Lazure:

Projet de loi n° 9.—Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées.

Par M. Tardif:

Projet de loi n° 45.—Loi modifiant la Loi sur les subventions aux municipalités de 10 000 habitants ou plus.

QUESTIONS ET RÉPONSES

Question de M. Fontaine:

1. Du 1^{er} septembre 1976 au 1^{er} février 1978, quel est le montant des subventions qui ont été accordées à chaque municipalité et à chaque commission scolaire du district électoral de Nicolet-Yamaska par les ministères suivants:

- a) Transports;
- b) Agriculture;
- c) Affaires culturelles?

2. À quelle fin chacune de ces subventions a-t-elle été accordée?

Réponse de M. Vaugois, concernant le ministère des Affaires culturelles:

Aucune subvention n'a été accordée aux municipalités ou commissions scolaires dans le district électoral de Nicolet-Yamaska, du 1^{er} septembre 1976 au 1^{er} février 1978.

Question de M. Raynauld:

Depuis la mise sur pied du programme expérimental d'habitation coopérative jusqu'au 28 février 1978, combien de subventions de:

tee of the Whole to vote provisional appropriations as a lump sum.

The following bills were severally introduced, read the first time and ordered for second reading at the next sitting:

By Mr Lazure:

Bill 9.—An Act to secure the handicapped in the exercise of their rights.

By Mr Tardif:

Bill 45.—An Act to amend the Act respecting subsidies to municipalities of 10,000 or more inhabitants.

QUESTIONS AND ANSWERS

Question by Mr Fontaine:

1. From 1 September 1976 to 1 February 1978, what has been the amount of subsidies granted to each municipality and to each school board, in the electoral district of Nicolet-Yamaska, by the following Departments:

- (a) Transport;
- (b) Agriculture;
- (c) Cultural Affairs?

2. For what purpose has each subsidy been granted?

Answer by Mr Vaugois, concerning the Department of Cultural Affairs:

No subsidy has been granted to any municipalities or school boards in the electoral district of Nicolet-Yamaska from 1 September 1976 to 1 February 1978.

Question by Mr Raynauld:

Since the establishment of its experimental program on community housing up to 28 February 1978, how many subsidies in the amount of:

a) \$500 la SHQ a-t-elle consenties à des groupes désireux de se former en coopérative;

b) \$1,500 par unité de logement la SHQ a-t-elle consenties pour aider les coopérants dans leurs négociations avec les institutions prêteuses en vue de l'acquisition d'un immeuble nécessitant des rénovations?

Réponse de M. Tardif:

a) 22 subventions;

b) 10 coopératives pour 199 unités de logement (\$1,500 × 199).

Il faut ajouter à cela 18 subventions à des groupes de ressources techniques.

Question de M. Caron:

1. Quels montants la SHQ avait-elle engagés, à chaque article, à même les allocations budgétaires mises à sa disposition par la SCHL, à la date limite fixée par cette dernière, soit le 30 novembre 1977, pour la programmation de 1977:

a) article 15.1 — \$20 millions destinés à la Société d'hébergement du Québec pour construire, acquérir ou améliorer des projets d'habitation à loyer modique;

b) article 27.2 — \$13.7 millions représentant le montant de subventions pour le programme d'amélioration de quartiers et de dégagement de terrains;

c) article 27.5 — \$14.3 millions de prêts aux municipalités pour l'amélioration des quartiers choisis et pour le dégagement de terrains;

d) article 42 — \$38.2 millions pour permettre l'acquisition, la planification et le développement de terrains à des fins d'habitation;

e) article 43 — \$90 millions pour la construction et/ou l'acquisition de projets de logements publics?

(a) \$500 has the QHC awarded to groups wishing to form a cooperative;

(b) \$1,500 per housing unit has the QHC awarded to assist these cooperatives in their negotiations with loan companies in view of purchasing a building requiring renovations?

Answer by Mr Tardif:

(a) 22 subsidies;

(b) 10 cooperatives for 199 housing units (\$1,500 × 199).

18 subsidies awarded to technical resource groups must be added to these figures.

Question by Mr Caron:

1. Out of the funds placed at the disposal of the Québec Housing Corporation by the Central Mortgage and Housing Corporation, what amounts had the QHC earmarked for each item on the latest date fixed by the CMHC, namely 30 November 1977, for 1977:

(a) Item 15.1 — \$20 million assigned to the Société d'hébergement du Québec to build, acquire or improve low rental housing projects;

(b) Item 27.2 — \$13.7 million representing the amount of subsidies for the neighbourhood improvement and site clearance program;

(c) Item 27.5 — \$14.3 million in loans to municipalities for neighbourhood improvement and site clearance;

(d) Item 42 — \$38.2 million for the purchase, planning and development of land for housing purposes;

(e) Item 43 — \$90 million for the construction and/or acquisition of public housing projects?

Réponse de M. Tardif:

a) article 15.1 — À ce jour, il y a \$8,124,000 d'engagés pour les foyers d'hébergement;

b) article 27.2 — Il y a effectivement 13.7 millions d'engagés;

c) article 27.5 — Il y a effectivement 12.4 millions de demandés comme engagement et ce au début de mars;

d) article 42 — Néant;

e) article 43 — Il y a 41.8 millions d'affectés à cet article et répartis comme suit:

a) 27.9 millions pour des projets nouveaux;

b) 6.9 millions comme ajustement aux programmations antérieures;

c) 7.0 millions pour les résidences pour étudiants.

Question de M. Le Moignan:

1. Mme Evelyn Dumas, rédactrice en chef du journal indépendantiste *Le Jour*, jusqu'au moment de sa disparition, a-t-elle été nommée à la mission commerciale du Québec à Boston?

2. Dans l'affirmative, à quel titre et depuis quelle date?

3. Ce nouveau poste a-t-il fait l'objet d'un concours et des avis au sujet des candidatures ont-ils été insérés dans les journaux?

4. Quelles sont la date de ces avis et la date du concours?

5. Combien y avait-il de candidats sur les rangs?

Réponse de M. Morin (Louis-Hébert):

1. Oui.

2. Mlle Dumas a été engagée à titre contractuel comme agent d'information et de relations publiques pour une période de six mois à compter du 1^{er} avril 1978 à la Délégation du Québec à Boston.

3. Non. Le statut de cette employée ne nécessite pas de concours.

Answer by Mr Tardif:

(a) Item 15.1 — To date, \$8,124,000 have been earmarked for home-care centres;

(b) Item 27.2 — 13.7 million are definitely earmarked;

(c) Item 27.5 — As at the beginning of March, it was definitely requested that 12.4 million be set aside;

(d) Item 42 — Nil;

(e) Item 43 — 41.8 million have been earmarked for this item and distributed as follows:

(a) 27.9 million for new projects;

(b) 6.9 million as adjustment for previous programs;

(c) 7.0 million for student homes.

Question by Mr Le Moignan:

1. Was Mrs Evelyn Dumas, editor of the pro-independence newspaper *Le Jour*, up to the time it ceased to be published, appointed at the trade delegation in Boston?

2. If so, in what capacity and since what date?

3. Was this new position the subject of a competition and were notices for applications published in the newspapers?

4. What is the date of such notices as well as the date of the competition?

5. How many applicants put in for this job?

Answer by Mr Morin (Louis-Hébert):

1. Yes.

2. Miss Dumas was engaged on a contract basis as public relations and information officer at the trade delegation in Boston for a period of 6 months beginning 1 April 1978.

3. No. The status of this employee is such that she is not required to pass an examination.

4. Ne s'applique pas.
5. Ne s'applique pas.

Question de M. Roy:

Relativement au rapport annuel de la Commission des accidents du travail pour 1977:

1. Quel a été le coût d'impression de ce rapport?
2. À qui le contrat d'impression a-t-il été accordé?
3. Y a-t-il eu appel d'offres pour des soumissions publiques?
 - a) Si oui, quels ont été les soumissionnaires et le montant de chacune de ces soumissions?
 - b) Si non, pour quelles raisons n'a-t-on pas procédé par appel d'offres?

Réponse de M. Johnson:

1. 10,000 exemplaires, rapport annuel, 48 pages plus 4 pages couverture: \$8,6
 3,000 exemplaires du dépliant «supplément statistiques»: 9
 Grand prix global: \$9,5
 Appel d'offres numéro 7165, 9 février 1978.
2. Imprimerie Jacques Cartier Inc.
 8477, 8^e avenue
 Saint-Michel, Québec.
3. a) Les soumissions ont été demandées par l'Éditeur officiel du Québec en circuit fermé par rotation.
 Pierre Desmarais Inc., 6125 Côte de Liesse, Saint-Laurent, Montréal, \$10,678.92;
 Canadian Gazette, 180 avenue Héritage, Candiac, Québec, \$11,169.92;
 Atelier des Sourds Mtl. Inc., 85 de Castelleau ouest, Montréal, Québec, \$11,161.80;
 Imprimerie Jacques Cartier Inc., 8477, 8^e avenue, Saint-Michel, Québec, \$9,575.00;
 Lithographie Mtl, Ltée, 2277 Montée St-Aubin, Chomedey, Québec, \$11,132.10;

4. Does not apply.
5. Does not apply.

Question by Mr Roy:

Concerning the 1977 annual report of the Workmen's Compensation Commission:

1. How much did the printing of this report cost?
2. To whom was the contract for the printing of this report awarded?
3. Were any public tenders called for?
 - (a) If so, who were the bidders and what was the amount of each of these bids?
 - (b) If not, why were tenders not called for?

Answer by Mr Johnson:

1. 10,000 copies, annual report, 48 pages plus 4 cover pages:\$8,6
 3,000 copies of the brochure on statistics: 9
 Total cost: \$9,5
 Call for tenders No. 7165, 9 February 1978.
2. Imprimerie Jacques Cartier Inc.
 8477, 8^e avenue
 Saint-Michel, Québec.
3. (a) Sealed tenders in rotation were called for by the Québec Official Publisher.
 Pierre Desmarais Inc., 6125 Côte de Liesse, Saint-Laurent, Montreal, \$10,678.92;
 Canadian Gazette, 180 avenue Héritage, Candiac, Québec, \$11,169.92;
 Atelier des Sourds Mtl. Inc., 85 de Castelleau ouest, Montreal, Québec, \$11,161.80;
 Imprimerie Jacques Cartier Inc., 8477, 8^e avenue, Saint-Michel, Québec, \$9,575.00;
 Lithographie Mtl, Ltée, 2277 Montée St-Aubin, Chomedey, Québec, \$11,132.10;

Métropole Litho Inc., 9001 Parkway,
Montréal, Québec, \$10,785.24;

Ronald's Federated, 6300 Park ave-
nue, Montréal, Québec (aucune soumis-
sion).

Question de M. Russell:

1. Est-ce que les villes de Bedford,
Bromont, Cowansville, Farnham, Gran-
by, Lac Brôme et Waterloo ont reçu des
subventions des ministères ou organis-
me suivants de 1964 à ce jour:

- a) Industrie et Commerce;
- b) Transports;
- c) Richesses naturelles;
- d) Agriculture;
- e) Tourisme, Chasse et Pêche;
- f) Travaux publics et Approvision-
nement;

- g) Justice;
- h) Affaires culturelles;
- i) Haut-commissariat à la jeunesse,
aux loisirs et aux sports?

2. Dans chaque cas, quel a été le
montant de la subvention et le but pour
lequel elle a été versée?

*Réponse de M. Bérubé, concernant le
ministère des Richesses naturelles:*

1. Des villes mentionnées, seule
Granby a reçu des subventions du minis-
tère des Richesses naturelles pour la
période mentionnée.

2. 1967/68:	\$100,000
1968/69:	\$100,000
1969/70:	\$101,000
1970/71:	\$100,000
1971/72:	\$100,000
Total:	\$501,000

Ces subventions ont été versées afin
d'effectuer le creusage du lac Boivin
dans le but d'assurer l'alimentation en
eau de la ville de Granby.

Métropole Litho Inc., 9001 Parkway,
Montreal, Québec, \$10,785.24;

Ronald's Federated, 6300 Park
avenue, Montreal, Québec (no tender).

Question by Mr Russell:

1. From 1964 up to this day, did the
towns of Bedford, Bromont, Cowans-
ville, Farnham, Granby, Lac Brôme and
Waterloo receive any subsidies from the
following Departments or bodies:

- (a) Industry and Commerce;
- (b) Transport;
- (c) Natural Resources;
- (d) Agriculture;
- (e) Tourism, Fish and Game;
- (f) Public Works and Supply;

- (g) Justice;
- (h) Cultural Affairs;
- (i) Haut-commissariat à la jeunesse,
aux loisirs et aux sports?

2. What was the amount of the sub-
sidy in each case and the purpose for
which it was granted?

*Answer by Mr Bérubé, concerning the
Department of Natural Resources:*

1. Of the cities mentioned, only Gran-
by received subsidies from the Depart-
ment of Natural Resources for the men-
tioned period.

2. 1967/68:	\$100,000
1968/69:	\$100,000
1969/70:	\$101,000
1970/71:	\$100,000
1971/72:	\$100,000
Total:	\$501,000

These subsidies were paid for the
deepening of Boivin Lake in view of en-
suring the supply of water to the city of
Granby.

Réponse de Mme Ouellette, concernant le ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement:

Il y a eu dans le passé un certain nombre de subventions à des municipalités qui étaient faites par le MTPA, surtout pour des travaux à exécuter dans les bureaux d'enregistrement. Un rapport a été fait sur le sujet pour les années 1964 à 1968 par le Service de la comptabilité.

Durant ces années, c'est-à-dire de 1964 à 1968, aucune subvention n'a été faite aux municipalités mentionnées par M. Russell. De plus, selon des recherches faites par le Service de la comptabilité, aucune subvention n'a été faite également pour les années 1968 à 1978.

Donc, de 1964 à 1978, aucune subvention n'a été faite par le MTPA aux municipalités en question.

Question de M. Mailloux:

1. L'étude commandée il y a quelques mois par le Ministre des Finances concernant le projet de création d'un ou de plusieurs casinos sur le territoire du Québec est-elle maintenant complétée?

2. Dans l'affirmative, quelle position le gouvernement a-t-il adoptée?

Réponse de M. Parizeau:

Aucune étude concernant la création d'un ou de plusieurs casinos sur le territoire du Québec n'a été commandée jusqu'à maintenant.

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Caron:

1. Les Services de protection de l'environnement ont-ils nommé des spécialistes en matière de combustion pour étudier quelles seraient les mesures à prendre afin d'éliminer les particules émises par l'incinérateur de la Communauté urbaine de Québec?

Answer by Mrs Ouellette, concerning the Department of Public Works and Supply:

There has been, in the past, a number of subsidies awarded to municipalities by the Department of Public Works and Supply, especially for work to be carried out in registration offices. A report covering the years from 1964 to 1968 was prepared by the accounting service on this subject.

During these years, namely from 1964 to 1968, no subsidies were awarded by Mr Russell to these municipalities. Furthermore, according to research carried out by the accounting service, no subsidies were awarded for the years from 1968 to 1978.

Therefore, from 1964 to 1978, no subsidies were awarded by the DPWS to the municipalities in question.

Question by Mr Mailloux:

1. Is the study which was ordered a few months ago by the Minister of Finance concerning the project of setting up one or several casinos in the province of Québec, now completed?

2. If so, what position did the government adopt?

Answer by Mr Parizeau:

No study concerning the establishment of one or several casinos on Québec territory was ordered up to this day.

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Caron:

1. Did the Environment Protection Services name any combustion specialists to examine what measures could be taken to eliminate the particles emitted by the Québec Urban Community incinerator?

2. Dans l'affirmative, quels sont:

- a) la date;
- b) les noms?

3. L'étude est-elle terminée?

4. Est-il toujours projeté d'expérimenter l'épurateur d'air à voie humide mis au point par une équipe de l'Université de Sherbrooke pour tenter de capter les particules polluantes?

5. En outre, le Ministre délégué à l'environnement a-t-il complété l'étude du programme de dépollution qui lui a été soumis par l'usine de papier Reed?

6. Si tel est le cas, quelles sont les conclusions?

Sur la motion de M. Charron, il est—
Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Léger dépose ledit document.
(*Document de la session n° 182.*)

Sur la motion de M. Bellemare, il est

Ordonné qu'il soit déposé:

1. Un tableau indiquant les noms et adresses des étudiants des districts électoraux suivants:

- a) Bellechasse;
- b) Brôme-Missisquoi;
- c) Gaspé;
- d) Huntingdon;
- e) Johnson;
- f) Lotbinière;
- g) Mégantic-Compton;
- h) Nicolet-Yamaska;
- i) Pointe-Claire;
- j) Richmond;
- k) Saint-Hyacinthe,

qui ont obtenu des emplois, à l'été 1977, grâce au Service de placement étudiant, ce tableau devant indiquer dans chaque cas:

2. If so,

- (a) on what date;
- (b) what are the names of these persons?

3. Is the study concluded?

4. Is the project of experimenting the wet process air purifier, devised by a team from the University of Sherbrooke to try and collect polluting particles, still being considered?

5. Furthermore, has the Minister-Delegate, Environment, completed the examination of the depolluting program which was submitted to him by the Reed paper mill?

6. If so, what are the conclusions of this study?

On motion of Mr Charron,—
Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Léger tabled the said document.
(*Sessional Papers, No. 182.*)

On motion of Mr Bellemare,—

Ordered, that there be tabled:

1. A list indicating the names and addresses of the students, in the following electoral districts:

- (a) Bellechasse;
- (b) Brôme-Missisquoi;
- (c) Gaspé;
- (d) Huntingdon;
- (e) Johnson;
- (f) Lotbinière;
- (g) Mégantic-Compton;
- (h) Nicolet-Yamaska;
- (i) Pointe-Claire;
- (j) Richmond;
- (k) Saint-Hyacinthe,

who obtained employment in the summer of 1977 through the efforts of the Student Employment Service, including in each case:

a) le ministère, l'organisme gouvernemental, paragouvernemental ou l'employeur privé;

b) la période d'engagement;

c) l'échelle de traitement.

2. Les noms et adresses des autres étudiants de ces districts électoraux qui se sont inscrits au Service de placement étudiant en 1977 mais qui n'ont pas été sélectionnés.

M. Johnson dépose un document concernant ladite motion.

(Document de la session n° 183.)

Sur la motion de M. Lavoie, il est—
Ordonné qu'il soit déposé:

1. Un tableau indiquant les noms et adresses des étudiants des districts électoraux énumérés ci-après: Argenteuil, Bonaventure, Charlevoix, D'Arcy McGee, Gatineau, Jacques-Cartier, Jean-Talon, L'Acadie, Laurier, Laval, Marguerite-Bourgeoys, Maskinongé, Montmagny-L'Islet, Mont-Royal, Notre-Dame-de-Grâce, Orford, Outremont, Pontiac-Témiscamingue, Portneuf, Robert-Baldwin, Roberval, Saint-Laurent, Saint-Louis, Shefford, Verdun et Westmount qui ont obtenu des emplois, à l'été de 1977, grâce au Service de placement étudiant, ce tableau devant préciser dans chaque cas:

a) le ministère, l'organisme gouvernemental, paragouvernemental ou l'employeur privé;

b) la période d'engagement;

c) l'échelle de traitement.

2. Les noms et adresses des autres étudiants qui se sont inscrits au Service de placement étudiant en 1977 mais qui n'ont pas été sélectionnés.

M. Johnson dépose un document concernant ladite motion.

(Document de la session n° 184.)

(a) the Department, the government or paragovernment body or private employer;

(b) the period of engagement;

(c) the salary scale.

2. The names and addresses of the other students, in the same electoral districts, who applied to the Student Employment Service in 1977 but were not chosen.

Mr Johnson tabled a document concerning the said motion.

(Sessional Papers, No. 183.)

On motion of Mr Lavoie,—
Ordered, that there be tabled:

1. A list indicating the names and addresses of the students, in the following electoral districts: Argenteuil, Bonaventure, Charlevoix, D'Arcy McGee, Gatineau, Jacques-Cartier, Jean-Talon, L'Acadie, Laurier, Laval, Marguerite-Bourgeoys, Maskinongé, Montmagny-L'Islet, Mont-Royal, Notre-Dame-de-Grâce, Orford, Outremont, Pontiac-Témiscamingue, Portneuf, Robert-Baldwin, Roberval, Saint-Laurent, Saint-Louis, Shefford, Verdun and Westmount, who obtained employment in the summer of 1977 through the efforts of the Student Employment Service, including in each case:

(a) the Department, the government or paragovernment body or private employer;

(b) the period of engagement;

(c) the salary scale.

2. The names and addresses of the other students who applied to the Student Employment Service in 1977 but were not chosen.

Mr Johnson tabled a document concerning the said motion.

(Sessional Papers, No. 184.)

Sur la motion de Mme Lavoie-Roux, il est—

Ordonné qu'il soit déposé:

La liste des personnes, associations et autres groupements qui ont présenté des mémoires ou commentaires, en réaction au Livre vert intitulé: *Pour l'évolution de la politique culturelle* lequel a été rendu public au mois de mai 1976.

M. Vaugeois dépose ledit document.

(Document de la session n° 185.)

Sur la motion de M. Cordeau, il est—
Ordonné qu'il soit déposé:

Copie de tous les communiqués de presse distribués par le gouvernement du Québec depuis le 15 novembre 1976 relativement aux opérations de sauvetage de la ouananiche du lac Saint-Jean de même que copie de toutes les déclarations du Ministre délégué à l'environnement sur le même sujet depuis le 15 novembre 1976 jusqu'à ce jour.

M. Léger dépose ledit document.

(Document de la session n° 186.)

Sur la motion de M. O'Gallagher, il est—

Ordonné qu'il soit déposé:

1. Un état de toutes les dépenses qui ont été effectuées par M. Yves Michaud lors de l'exercice de ses fonctions et qui ont été acquittées par le ministère des Affaires intergouvernementales et celui du Conseil exécutif, depuis le 25 novembre 1976 jusqu'au 25 avril 1978, ce document devant indiquer dans chaque cas:

- a) la date;
- b) la nature de la dépense;
- c) l'endroit;
- d) le but du voyage.

2. Le traitement annuel lors de l'entrée en fonction.

3. Le traitement actuel.

On motion of Mrs Lavoie-Roux,—

Ordered, that there be tabled:

A list of the persons, associations or other groups which submitted briefs or comments in response to the Green Paper entitled: *Pour l'évolution de la politique culturelle* (For the development of the cultural policy) which was made public in May 1976.

Mr Vaugeois tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 185.)

On motion of Mr Cordeau,—

Ordered, that there be tabled:

Copy of all the press releases issued by the government of Québec since 15 November 1976 concerning operations to save the Lake Saint-Jean ouananiche as well as copy of all the declarations made by the Minister-Delegate, Environment, on the same subject from 15 November 1976 to date.

Mr Léger tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 186.)

On motion of Mr O'Gallagher,—

Ordered, that there be tabled:

1. A statement of the expenses incurred by Mr Yves Michaud, while in office, which were paid by the Department of Intergovernmental Affairs and that of the Executive Council from 25 November 1976 to 25 April 1978, indicating in each case:

- (a) the date;
- (b) the nature of the expenses;
- (c) the place;
- (d) the purpose of the trip.

2. His annual salary when he took office.

3. His present salary.

M. Morin (Louis-Hébert) dépose ledit document.

(*Document de la session n° 187.*)

M. Charron propose que la Commission permanente de l'éducation siége au Salon Rouge, immédiatement jusqu'à dix-huit heures, pour étudier les crédits de ce ministère.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

Mr Morin (Louis-Hébert) tabled the said document.

(*Sessional Papers, No. 187.*)

Mr Charron moved that the Standing Committee on Education do sit immediately in the Red Room until six o'clock P.M., for the examination of the estimates of such Department.

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Baril, Beauséjour, Bédard, Bellemare, Bertrand, Biron, Bisailon, Bordeleau, Boucher, Brochu, Cardinal, Caron, Charron, Chevrette, Ciaccia, Clair, Cordeau, Couture, de Bellefeuille, de Belleval, Desbiens, Dubois, Duhaime, Dussault, Fallu, Fontaine, Gagnon, Gendron, Giasson, Godin, Goldbloom, Gosselin, Goulet, Gravel, Guay, Joron, Laberge, Lacoste, Lalonde, Lamontagne, Landry, Laplante, Laurin, Lavigne, Lavoie, Lavoie-Roux, Leblanc, Lefebvre, Léger, Le Moignan, Léonard, Levesque (Bonaventure), Marchand, Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Michaud, Morin (Louis-Hébert), Morin (Sauvé), O'Gallagher, O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Pagé, Perron, Picotte, Proulx, Rancourt, Roy, Saindon, Shaw, St-Germain, Tardif, Tremblay, Vaillancourt (Jonquière), Vaugeois, Verreault. —78.

CONTRE—NAYS:—0.

M. Charron donne l'avis suivant:

Demain, les commissions permanentes suivantes siégeront à compter de dix heures jusqu'à douze heures trente minutes:

Au Salon Rouge:

La Commission de l'éducation siégera pour étudier les crédits de ce ministère.

À la Salle 81 «A»:

La Commission de l'agriculture siégera pour étudier, article par article, les projets de loi suivants:

Projet de loi n° 10.—Loi favorisant le crédit agricole à long terme par les institutions privées;

Mr Charron gave the following notice:

The following Standing Committees will sit tomorrow, from ten o'clock A.M. until twelve-thirty o'clock noon:

In the Red Room:

The Committee on Education will sit for the examination of the estimates of such Department.

In Room 81 "A":

The Committee on Agriculture will sit for the section by section examination of the following bills:

Bill 10.—An Act to promote long term farm credit by private institutions;

Projet de loi n° 11.—Loi sur l'assurance-prêts agricoles et forestiers;

Projet de loi n° 12.—Loi modifiant la Loi du crédit agricole;

Projet de loi n° 13.—Loi modifiant la Loi de l'amélioration des fermes;

Projet de loi n° 14.—Loi modifiant la Loi favorisant le crédit à la production agricole;

Projet de loi n° 15.—Loi modifiant la Loi favorisant un crédit spécial pour les producteurs agricoles au cours de périodes critiques.

Demain, à la Salle 101 «B», la Commission permanente des engagements financiers siégera à compter de neuf heures trente minutes jusqu'à douze heures trente minutes.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Parizeau proposant que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement et sur la motion de censure suivante:

De M. Biron:

«*Que* cette Assemblée blâme très sévèrement le gouvernement d'avoir présenté une politique budgétaire qui ignore les réalités pressantes d'un taux de chômage trop élevé et d'une baisse sensible des investissements privés au Québec, mettant ainsi en danger l'équilibre économique de la province.»

Le débat est ajourné sur la motion de M. Roy.

Bill 11.—An Act respecting farm-loan insurance and forestry-loan insurance;

Bill 12.—An Act to amend the Farm Credit Act;

Bill 13.—An Act to amend the Farm Improvement Act;

Bill 14.—An Act to amend the Act to promote credit to farm producers;

Bill 15.—An Act to amend the Act to promote special credit to agricultural producers during critical periods.

The Standing Committee on Financial Commitments will sit tomorrow in Room 101“B”, from nine-thirty o'clock A.M. until twelve-thirty o'clock noon.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Parizeau proposing that the Assembly do approve the budgetary policy of the government and on the following motion of non-confidence:

By Mr Biron:

“*That* the Assembly do censure the government very severely for having introduced a budgetary policy which fails to take into account the urgent realities of an unduly high rate of unemployment and a serious decline in private investments in Québec, thus endangering the economic stability of the province.”

The debate was adjourned on motion of Mr Roy.

À dix-huit heures, l'Assemblée
s'ajourne à demain quatorze heures.

At six o'clock P.M., the Assembly
adjourned until tomorrow, at two
o'clock P.M.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

CLÉMENT RICHARD,
President.

**PROCÈS-VERBAUX
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC**

Troisième session de la trente et unième Législature

**VOTES AND PROCEEDINGS
OF THE NATIONAL ASSEMBLY
OF QUÉBEC**

Third Session of the Thirty-first Legislature

Le jeudi 25 mai 1978

Quatorze heures

Thursday, 25 May 1978

Two o'clock P.M.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Bérubé:

Rapport annuel du ministère des
Terres et Forêts, pour l'année 1976/77.
(*Document de la session n° 188.*)

Par M. Charron, au nom de M. Vau-
geois:

Rapport annuel de la Commission des
biens culturels, pour l'année 1976/77.
(*Document de la session n° 189.*)

Par M. le Président:

Copie d'une lettre, en date du 25 mai
1978, lue à l'Assemblée nationale et
adressée à M. le juge René Beaudry,
du Tribunal du Travail, par M. Clément
Richard, Président de l'Assemblée
nationale, concernant la convocation de
M. René Blondin, secrétaire général de
l'Assemblée nationale, devant le Tribu-
nal du Travail, dans la cause Syndicat
international des travailleurs des indus-

The following documents were tabled:

By Mr Bérubé:

Annual report of the Department of
Lands and Forests, for 1976/77.
(*Sessional Papers, No. 188.*)

By Mr Charron, on behalf of Mr Vau-
geois:

Annual report of the Cultural Proper-
ty Commission, for 1976/77.
(*Sessional Papers, No. 189.*)

By Mr President:

A copy of a letter, dated 25 May 1978,
read to the National Assembly and for-
warded to Judge René Beaudry, of the
Labour Court, by Mr Clément Richard,
President of the National Assembly,
concerning the convening of Mr René
Blondin, Secretary General of the
National Assembly, before the Labour
Court, in the case Syndicat internatio-
nal des travailleurs des industries

tries pétrolière, chimique et atomique v. Texaco Canada Limitée.

(Document de la session n° 190.)

M. Vaillancourt (Jonquière), rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente de la justice qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 85, «Loi modifiant la Loi de la probation et des établissements de détention».

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

(Document de la session n° 191.)

Le projet de loi n° 41, «Loi modifiant la Loi d'Hydro-Québec et la Loi du développement de la région de la Baie James», est présenté par M. Joron.

M. Joron propose que le projet de loi soit lu la première fois.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bellemare, Bertrand, Bérubé, Biron, Blank, Bordeleau, Boucher, Brassard, Caron, Charron, Ciaccia, Cordeau, Couture, Cuerrier, de Bellefeuille, de Belleval, Desbiens, Dubois, Duhaime, Fallu, Fontaine, Gagnon, Garon, Gendron, Giasson, Godin, Goldbloom, Gosselin, Goulet, Gravel, Grégoire, Grenier, Guay, Johnson, Jolivet, Joron, Laberge, Lacoste, Lalonde, Lamontagne, Landry, Laurin, Lavoie, Lavoie-Roux, Leblanc, Lefebvre, Le Moignan, Léonard, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Mailloux, Marchand, Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, Morin (Louis-Hébert), Morin (Sauvé), O'Gallagher, O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Pagé, Paquette, Parizeau, Perron, Proulx, Rancourt, Roy, Saindon, Samson, Shaw, St-Germain, Tardif, Tremblay, Vaillancourt (Jonquière), Vaugeois, Verreault.—83.

CONTRE—NAYS:—0.

En conséquence, le projet de loi n° 41 est lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

Le projet de loi n° 44, «Loi concernant les élections de 1978 dans certaines municipalités et modifiant la Loi des cités et villes», est présenté par M. Tar-

pétrolière, chimique et atomique v. Texaco Canada Limitée.

(Sessional Papers, No. 190.)

Mr Vaillancourt (Jonquière), the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Justice which examined Bill 85, "An Act to amend the Probation and Houses of Detention Act", following second reading.

The bill was reported with amendments.

(Sessional Papers, No. 191.)

Bill 41, "An Act to amend the Hydro-Québec Act and the James Bay Region Development Act", was introduced by Mr Joron.

Mr Joron moved that the bill be read the first time.

The motion was adopted on the following vote:

Bill 41 was accordingly read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

Bill 44, "An Act respecting the 1978 elections in certain municipalities and amending the Cities and Towns Act", was introduced by Mr Tardif, read the

dif, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

Du consentement unanime de l'Assemblée, le projet de loi n° 48, «Loi sur la fête nationale», est présenté par M. Johnson, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

M. Charron donne l'avis suivant:

Ce soir, les commissions permanentes suivantes siégeront à compter de vingt heures jusqu'à vingt-deux heures:

Au Salon Rouge:

La Commission de l'éducation siégera pour étudier les crédits de ce ministère.

À la Salle 81 «A»:

La Commission de l'agriculture siégera pour étudier, article par article, les projets de loi suivants:

Projet de loi n° 10.—Loi favorisant le crédit agricole à long terme par les institutions privées;

Projet de loi n° 11.—Loi sur l'assurance-prêts agricoles et forestiers;

Projet de loi n° 12.—Loi modifiant la Loi du crédit agricole;

Projet de loi n° 13.—Loi modifiant la Loi de l'amélioration des fermes;

Projet de loi n° 14.—Loi modifiant la Loi favorisant le crédit à la production agricole;

Projet de loi n° 15.—Loi modifiant la Loi favorisant un crédit spécial pour les producteurs agricoles au cours de périodes critiques.

first time and ordered for second reading at the next sitting.

With the unanimous consent of the Assembly, Bill 48, "National Holiday Act", was introduced by Mr Johnson, read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

Mr Charron gave the following notice:

The following Standing Committees will sit this evening from eight o'clock until ten o'clock:

In the Red Room:

The Committee on Education will sit for the examination of the estimates of such Department.

In Room 81 "A":

The Committee on Agriculture will sit for the section by section examination of the following bills:

Bill 10.—An Act to promote long term farm credit by private institutions;

Bill 11.—An Act respecting farm-loan insurance and forestry-loan insurance;

Bill 12.—An Act to amend the Farm Credit Act;

Bill 13.—An Act to amend the Farm Improvement Act;

Bill 14.—An Act to amend the Act to promote credit to farm producers;

Bill 15.—An Act to amend the Act to promote special credit to agricultural producers during critical periods.

À la Salle 91 «A»:

La Commission de la justice siégera pour étudier, article par article, le projet de loi n° 95, «Loi favorisant la libération conditionnelle des détenus».

Demain, au Salon Rouge, à compter de neuf heures jusqu'à douze heures, la Commission permanente du travail et de la main-d'oeuvre siégera, pour discuter la question avec débat du Député de Beauce-Sud au Ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre sur le sujet suivant: La politique du gouvernement relativement au placement et à la qualification professionnelle des travailleurs de la construction.

Mardi, le 30 mai prochain, les commissions permanentes suivantes siégeront à compter de dix heures jusqu'à douze heures trente minutes:

Au Salon Rouge:

La Commission de l'éducation siégera pour étudier les crédits de ce ministère.

À la Salle 81 «A»:

La Commission du tourisme, de la chasse et de la pêche siégera pour étudier les crédits de ce ministère.

À la Salle 101 «B»:

La Commission de l'agriculture siégera pour étudier, article par article, les projets de loi suivants:

Projet de loi n° 10.—Loi favorisant le crédit agricole à long terme par les institutions privées;

Projet de loi n° 11.—Loi sur l'assurance-prêts agricoles et forestiers;

Projet de loi n° 12.—Loi modifiant la Loi du crédit agricole;

In Room 91 "A":

The Committee on Justice will sit for the section by section examination of Bill 95, "An Act to promote the parole of inmates".

The Standing Committee on Labour and Manpower will sit tomorrow in the Red Room from nine o'clock A.M. until twelve o'clock noon, to discuss the question for debate by the Member for Beauce-South to the Minister of Labour and Manpower on the following matter: The government policy concerning the employment and trade qualifications of construction workers.

Next Tuesday, 30 May, the following Standing Committees will sit at ten o'clock A.M. until twelve-thirty o'clock noon:

In the Red Room:

The Committee on Education will sit for the examination of the estimates of such Department.

In Room 81 "A":

The Committee on Tourism, Fish and Game will sit for the examination of the estimates of such Department.

In Room 101 "B":

The Committee on Agriculture will sit for the section by section examination of the following bills:

Bill 10.—An Act to promote long term farm credit by private institutions;

Bill 11.—An Act respecting farm-loan insurance and forestry-loan insurance;

Bill 12.—An Act to amend the Farm Credit Act;

Projet de loi n° 13.—Loi modifiant la Loi de l'amélioration des fermes;

Bill 13.—An Act to amend the Farm Improvement Act;

Projet de loi n° 14.—Loi modifiant la Loi favorisant le crédit à la production agricole;

Bill 14.—An Act to amend the Act to promote credit to farm producers;

Projet de loi n° 15.—Loi modifiant la Loi favorisant un crédit spécial pour les producteurs agricoles au cours de périodes critiques.

Bill 15.—An Act to amend the Act to promote special credit to agricultural producers during critical periods.

M. Charron propose que les commissions permanentes suivantes siègent immédiatement jusqu'à dix-huit heures:

Mr Charron moved that the following Standing Committees do sit immediately until six o'clock P.M.:

Au Salon Rouge:

La Commission de l'éducation pour étudier les crédits de ce ministère.

In the Red Room:

The Committee on Education for the examination of the estimates of such Department.

À la Salle 101 «B»:

La Commission des engagements financiers pour étudier les engagements financiers.

In Room 101 "B":

The Committee on Financial Commitments for the examination of financial commitments.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bédard, Bellemare, Bertrand, Bisaillon, Blank, Boucher, Brassard, Brochu, Caron, Charron, Ciaccia, Clair, Cordeau, Couture, de Bellefeuille, de Belleval, Desbiens, Dubois, Duhaime, Fallu, Fontaine, Gagnon, Garon, Giasson, Godin, Goldbloom, Gosselin, Goulet, Gravel, Grégoire, Grenier, Guay, Jolivet, Laberge, Lacoste, Lalonde, Lamontagne, Landry, Laurin, Lavoie, Lavoie-Roux, Leblanc, Lefebvre, Le Moignan, Léonard, Lessard, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Mailloux, Marchand, Marcoux, Marquis, Martel, Michaud, Morin (Sauvé), O'Gallagher, O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Pagé, Paquette, Parizeau, Perron, Proulx, Rancourt, Roy, Saindon, St-Germain, Tardif, Tremblay, Vaillancourt (Jonquière), Vaugeois, Verreault.—76.

CONTRE—NAYS:—0.

Sur la motion de M. Bédard, le projet de loi n° 5, «Loi modifiant la Loi sur la refonte des lois», est lu la troisième fois.

On motion of Mr Bédard, Bill 5, "An Act to amend the Act respecting the consolidation of the statutes", was read the third time.

Sur la motion de M. Parizeau, le projet de loi n° 3, «Loi modifiant la Loi pourvoyant au financement des programmes de santé», est lu la troisième fois.

Sur la motion de M. Parizeau, le projet de loi n° 19, «Loi modifiant la Loi de la Régie de l'assurance-maladie du Québec», est lu la troisième fois après division des voix.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission permanente de l'industrie et du commerce qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 21, «Loi autorisant la vente de certains vins dans les épiceries».

Du consentement unanime de l'Assemblée, l'amendement au projet de loi et au rapport qui avait été proposé par M. Raynauld est remplacé par un amendement proposé par M. Blank.

M. Blank propose que cet amendement soit adopté.

Et un débat s'élève.

L'amendement est alors rejeté, les voix se divisant comme suit:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Biron, Blank, Brochu, Caron, Ciaccia, Cordeau, Dubois, Fontaine, Giasson, Goldbloom, Goulet, Grenier, Lamontagne, Lavoie, Lavoie-Roux, Le Moignan, Levesque (Bonaventure), Mailloux, Marchand, Pagé, Saindon, St-Germain, Verreault.—23.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bédard, Bertrand, Bérubé, Bisailon, Boucher, Brassard, Charron, Clair, de Bellefeuille, de Belleval, Desbiens, Duhaime, Fallu, Gagnon, Godin, Gosselin, Gravel, Grégoire, Guay, Jolivet, Joron, Laberge, Lacoste, Landry, Laurin, Leblanc, Lefebvre, Léonard, Lessard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Marquis, Martel, Michaud, Morin (Sauvé), Ouellette (Beauce-Nord), Parizeau, Perron, Proulx, Rancourt, Tardif, Tremblay, Vaillancourt (Jonquière).—45.

On motion of Mr Parizeau, Bill 3, "An Act to amend the Act to provide for the financing of health programmes", was read the third time.

On motion of Mr Parizeau, Bill 19, "An Act to amend the Québec Health Insurance Board Act", was read the third time on division.

The Assembly proceeded to take into consideration the report of the Standing Committee on Industry and Commerce which examined Bill 21, "An Act to authorize the sale of certain wines in grocery stores", following second reading.

With the unanimous consent of the Assembly, the amendment to the bill and to the report which was proposed by Mr Raynauld, was replaced by an amendment proposed by Mr Blank.

Mr Blank moved that this amendment be adopted.

And a debate arising thereon.

The amendment was then rejected on the following division:

Sur la motion de M. Tremblay, le rapport est adopté après division des voix.

Le projet de loi n° 21 est remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

Sur la motion de M. Parizeau, l'Assemblée se transforme en commission plénière pour voter en bloc des crédits provisoires pour l'année financière se terminant le 31 mars 1979.

La proposition principale de voter en bloc ces crédits provisoires est étudiée et adoptée.

M. le Président de la commission plénière fait le rapport suivant:

M. le Président,

J'ai l'honneur de faire rapport que la commission plénière a voté en bloc des crédits provisoires, soit une somme n'excédant pas, en tout, \$885,923,458.33 qui sera et pourra être prise sur le fonds consolidé du revenu de cette province, pour subvenir aux diverses charges et dépenses du gouvernement et du service public de cette province, pour l'année financière se terminant le 31 mars 1979 auxquelles il n'est pas autrement pourvu, soit l'ensemble

a) de un douzième du montant des crédits de chaque programme du budget des dépenses de la province pour ladite année financière, présenté à l'Assemblée nationale à la présente session de la Législature, i.e.: \$883,207,875;

b) de deux douzièmes additionnels des crédits du programme 3 pour le ministère des terres et forêts, i.e.: \$2,715,583.33.

Le rapport est adopté.

M. Parizeau présente en conséquence un projet de loi basé sur ledit rapport:

On motion of Mr Tremblay, the report was adopted on division.

Bill 21 was ordered for third reading at the next sitting.

On motion of Mr Parizeau, the Assembly resolved itself into Committee of the Whole to vote provisional appropriations as a lump sum, for the fiscal year ending 31 March 1979.

The main motion to vote provisional appropriations as a lump sum was considered and adopted.

Mr Chairman of the Committee of the Whole made the following report:

Mr President,

I have the honour to report that the Committee of the Whole has voted provisional appropriations, as a lump sum, namely a sum not exceeding, in all, \$885,923,458.33 which shall and may be taken out of the consolidated revenue fund of this province, for defraying, for the fiscal year ending 31 March 1979, the charges and expenses of the government and public service of the province, not otherwise provided for, being the aggregate of

(a) one-twelfth of the amount of the appropriations under each programme of the estimates of the province, for the said fiscal year, as laid before the National Assembly at the present session of the Legislature, viz.: \$883,207,875;

(b) an additional two-twelfths of the appropriations under programme 3 for the Department of Lands and Forests, viz.: \$2,715,583.33.

The report was adopted.

Mr Parizeau accordingly introduced a bill based on the said report, namely:

Projet de loi n° 47, «Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1979, et pour d'autres fins du service public», lequel projet de loi est lu la première, la deuxième et la troisième fois.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Parizeau proposant que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement et sur la motion de censure suivante:

De M. Biron:

«*Que* cette Assemblée blâme très sévèrement le gouvernement d'avoir présenté une politique budgétaire qui ignore les réalités pressantes d'un taux de chômage trop élevé et d'une baisse sensible des investissements privés au Québec, mettant ainsi en danger l'équilibre économique de la province.»

Le débat est ajourné sur la motion de M. Landry.

À dix-sept heures quarante-cinq minutes, sur la motion de M. Charron, l'Assemblée s'ajourne à mardi prochain quatorze heures.

Aujourd'hui, jeudi 25 mai 1978, à dix-huit heures, au cabinet du lieutenant-gouverneur, en présence du Président de l'Assemblée nationale, de M. Charron, le représentant du Premier ministre, de M. Lavoie, le représentant du chef parlementaire de l'Opposition officielle, de M. Cordeau, le représentant du chef de l'Union Nationale, de M. Bérubé, de M. Landry, de M. Grégoire et du secrétaire général de l'Assemblée nationale, il a plu à l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec de sanctionner les lois suivantes:

Bill 47, "An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the fiscal year ending 31 March 1979, and for other purposes connected with the public service", which was read the first, the second and the third time.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Parizeau proposing that the Assembly do approve the budgetary policy of the government and on the following motion of non-confidence:

By Mr Biron:

"*That* the Assembly do censure the government very severely for having introduced a budgetary policy which fails to take into account the urgent realities of an unduly high rate of unemployment and a serious decline in private investments in Québec, thus endangering the economic stability of the province."

The debate was adjourned on motion of Mr Landry.

At five forty-five o'clock P.M., on motion of Mr Charron, the Assembly adjourned until next Tuesday, at two o'clock P.M.

Today, Thursday, 25 May 1978, at six o'clock P.M., in the Office of the Lieutenant-Governor, in the presence of the President of the National Assembly, of Mr Charron, the Delegate of the Prime Minister, of Mr Lavoie, the Delegate of the Leader of the Official Opposition, of Mr Cordeau, the Delegate of the Leader of the Union Nationale, of Mr Bérubé, of Mr Landry, of Mr Grégoire and of the Secretary General of the National Assembly, the Honourable the Lieutenant-Governor of the province of Québec was pleased to sanction the following bills:

- | | |
|---|--|
| 3 Loi modifiant la Loi pourvoyant au financement des programmes de santé; | 3 An Act to amend the Act to provide for the financing of health programmes; |
| 5 Loi modifiant la Loi sur la refonte des lois; | 5 An Act to amend the Act respecting the consolidation of the statutes; |
| 19 Loi modifiant la Loi de la Régie de l'assurance-maladie du Québec; | 19 An Act to amend the Québec Health Insurance Board Act; |
| 47 Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1979, et pour d'autres fins du service public; | 47 An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the fiscal year ending 31 March 1979, and for other purposes connected with the public service; |
| 70 Loi constituant la Société nationale de l'amiante. | 70 An Act to establish the Société nationale de l'amiante. |

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

CLÉMENT RICHARD,
President.

**PROCÈS-VERBAUX
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC**

Troisième session de la trente et unième Législature

**VOTES AND PROCEEDINGS
OF THE NATIONAL ASSEMBLY
OF QUÉBEC**

Third Session of the Thirty-first Legislature

Le mardi 30 mai 1978

Quatorze heures

Tuesday, 30 May 1978

Two o'clock P.M.

Les documents suivants sont déposés:

The following documents were tabled:

Par M. Morin (Sauvé):

Rapport annuel de la Corporation professionnelle des psychologues du Québec, pour l'année 1977/78.

(Document de la session n° 192.)

By Mr Morin (Sauvé):

Annual report of the Professional Corporation of Psychologists of Québec, for 1977/78.

(Sessional Papers, No. 192.)

Rapport annuel de l'Ordre des architectes du Québec, pour l'année 1977/78.

(Document de la session n° 193.)

Annual report of the Order of Architects of Québec, for 1977/78.

(Sessional Papers, No. 193.)

Rapport annuel de l'Ordre des médecins vétérinaires du Québec, pour l'année 1977/78.

(Document de la session n° 194.)

Annual report of the Order of Veterinary Surgeons of Québec, for 1977/78.

(Sessional Papers, No. 194.)

Par M. Charron:

Rapport annuel de l'Office Franco-Québécois pour la Jeunesse, pour l'année 1976.

(Document de la session n° 195.)

By Mr Charron:

Annual report of the Office Franco-Québécois pour la Jeunesse, for 1976.

(Sessional Papers, No. 195.)

M. Proulx, au nom de M. Lacoste, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente de la justice qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 95, «Loi favorisant la libération conditionnelle des détenus».

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

(*Document de la session n° 196.*)

Les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, présentés, lus la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture:

Par M. Bédard:

Projet de loi n° 40.—Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires et le Code de procédure civile et instituant le Conseil de la magistrature.

Par M. de Belleval:

Projet de loi n° 50.—Loi sur la fonction publique.

Par M. Morin (Louis-Hébert):

Projet de loi n° 25.—Loi concernant l'Administration régionale crie;

Projet de loi n° 27.—Loi constituant la Société Makivik;

Projet de loi n° 34.—Loi concernant les autochtones cris et inuit;

Projet de loi n° 42.—Loi approuvant la Convention du Nord-Est québécois.

Du consentement unanime de l'Assemblée, le projet de loi n° 46, «Loi modifiant la Loi des caisses d'épargne et de crédit et la Loi des caisses d'entraide économique», est présenté par Mme Payette, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

Mr Proulx tabled, on behalf of Mr Lacoste, the appointed reporter, the report of the Standing Committee on Justice which examined Bill 95, "An Act to promote the parole of inmates", following second reading.

The bill was reported with amendments.

(*Sessional Papers, No. 196.*)

The following bills were severally introduced, read the first time and ordered for second reading at the next sitting:

By Mr Bédard:

Bill 40.—An Act to amend the Courts of Justice Act and the Code of Civil Procedure and to establish the Conseil de la magistrature.

By Mr de Belleval:

Bill 50.—Civil Service Act.

By Mr Morin (Louis-Hébert):

Bill 25.—An Act respecting the Cree Regional Authority;

Bill 27.—An Act to establish the Makivik Corporation;

Bill 34.—An Act respecting Cree and Inuit Native persons;

Bill 42.—An Act approving the Northeastern Québec Agreement.

With the unanimous consent of the Assembly, Bill 46, "An Act to amend the Savings and Credit Unions Act and the Act respecting the *caisses d'entraide économique*", was introduced by Mrs Payette, read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

M. Charron propose que le nom de M. Bédard soit substitué à celui de M. Burns sur la liste des membres de la Commission permanente de la présidence du conseil et de la constitution.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Bellemare propose:

Que cette Assemblée félicite les Canadiens de Montréal d'avoir remporté avec honneur et gloire la Coupe Stanley 1978.

La motion est adoptée.

M. Charron donne l'avis suivant:

Ce soir, les commissions permanentes suivantes siégeront à compter de vingt heures jusqu'à vingt-deux heures:

Au Salon Rouge:

La Commission de l'éducation siégera pour étudier les crédits de ce ministère.

À la Salle 81 «A»:

La Commission du tourisme, de la chasse et de la pêche siégera pour étudier les crédits de ce ministère.

À la Salle 91 «A»:

La Commission de l'agriculture siégera pour étudier, article par article, les projets de loi suivants:

Projet de loi n° 10.—Loi favorisant le crédit agricole à long terme par les institutions privées;

Projet de loi n° 11.—Loi sur l'assurance-prêts agricoles et forestiers;

Projet de loi n° 12.—Loi modifiant la Loi du crédit agricole;

Mr Charron moved that the name of Mr Burns be replaced by that of Mr Bédard on the list of members of the Standing Committee on the Presidency of the Council and the Constitution.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Bellemare moved:

That the Assembly do congratulate the Montreal Canadiens for having won with honour and fame the 1978 Stanley Cup.

The motion was adopted.

Mr Charron gave the following notice:

The following Standing Committees will sit this evening from eight o'clock until ten o'clock:

In the Red Room:

The Committee on Education will sit for the examination of the estimates of such Department.

In Room 81 "A":

The Committee on Tourism, Fish and Game will sit for the examination of the estimates of such Department.

In Room 91 "A":

The Committee on Agriculture will sit for the section by section examination of the following bills:

Bill 10.—An Act to promote long term farm credit by private institutions;

Bill 11.—An Act respecting farm-loan insurance and forestry-loan insurance;

Bill 12.—An Act to amend the Farm Credit Act;

Projet de loi n° 13.—Loi modifiant la Loi de l'amélioration des fermes;

Projet de loi n° 14.—Loi modifiant la Loi favorisant le crédit à la production agricole;

Projet de loi n° 15.—Loi modifiant la Loi favorisant un crédit spécial pour les producteurs agricoles au cours de périodes critiques.

M. Charron propose que la Commission permanente du tourisme, de la chasse et de la pêche siège à la Salle 81 «A», immédiatement jusqu'à dix-huit heures, pour étudier les crédits de ce ministère; que la Commission permanente de l'éducation siège au Salon Rouge jusqu'à dix-huit heures, pour étudier les crédits de ce ministère, dès que la deuxième lecture et l'étude en commission plénière du projet de loi n° 2, «Loi modifiant la Loi de l'instruction publique», seront terminées; que demain, à compter de dix heures, la commission plénière étudie les crédits de l'Assemblée nationale, et que demain, les commissions permanentes suivantes siègent à compter de dix heures jusqu'à douze heures trente minutes;

Au Salon Rouge:

La Commission de l'éducation pour étudier les crédits de ce ministère.

À la Salle 81 «A»:

La Commission du tourisme, de la chasse et de la pêche pour étudier les crédits de ce ministère.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

Bill 13.—An Act to amend the Farm Improvement Act;

Bill 14.—An Act to amend the Act to promote credit to farm producers;

Bill 15.—An Act to amend the Act to promote special credit to agricultural producers during critical periods.

Mr Charron moved that the Standing Committee on Tourism, Fish and Game do sit immediately in Room 81 "A" until six o'clock P.M., for the examination of the estimates of such Department; that the Standing Committee on Education do sit in the Red Room until six o'clock P.M., for the examination of the estimates of such Department, as soon as the second reading and the consideration in Committee of the Whole of Bill 2, "An Act to amend the Education Act", are completed; that the Committee of the Whole do consider the estimates of the National Assembly at ten o'clock A.M. tomorrow, and that the following Standing Committees do sit tomorrow, from ten o'clock A.M. until twelve-thirty o'clock noon:

In the Red Room:

The Committee on Education for the examination of the estimates of such Department.

In Room 81 "A":

The Committee on Tourism, Fish and Game for the examination of the estimates of such Department.

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bédard, Bellemare, Bertrand, Boucher, Brassard, Caron, Charbonneau, Charron, Chevrete, Clair, Cordeau, Couture, Cuerrier, Desbiens, Dubois, Duhaime, Dussault, Fontaine, Gagnon, Gendron, Giasson, Godin, Goldbloom, Gosselin, Goulet, Gratton, Gravel, Grégoire, Grenier, Guay, Johnson, Jolivet, Joron, Lamberge, Lalonde, Lamontagne, Landry, Laplante, Laurin, Lavigne, Lavoie, Lavoie-Roux, Leblanc, Lefebvre, Léger, Le Moignan, Léonard, Lessard, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Mailloux, Marchand, Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, Morin (Louis-Hébert), Morin (Sauvé), O'Gallagher, O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Pagé, Parizeau, Payette, Perron, Picotte, Proulx, Rancourt, Roy, Shaw, St-Germain, Tremblay, Vaillancourt (Orford), Vaugeois, Verreault.—82.

CONTRE—NAYS:—0.

M. Morin (Sauvé) propose que le projet de loi n° 2, «Loi modifiant la Loi de l'instruction publique», soit maintenant lu la deuxième fois.

Mr Morin (Sauvé) moved that Bill 2, "An Act to amend the Education Act", be now read the second time.

Et un débat s'élève sur cette motion.

And a debate arising on this motion.

La motion est alors adoptée.

The motion was then adopted.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

The bill was accordingly read the second time.

Sur la motion de M. Charron, le projet de loi est envoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière, amendé et rapporté; le projet de loi amendé est lu et agréé; le projet de loi est remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

On motion of Mr Charron, the bill was committed, considered in Committee of the Whole, amended and reported; the bill as amended was read and agreed to; the bill was ordered for third reading at the next sitting.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission permanente de la justice qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 85, «Loi modifiant la Loi de la probation et des établissements de détention».

The Assembly proceeded to take into consideration the report of the Standing Committee on Justice which examined Bill 85, "An Act to amend the Probation and Houses of Detention Act", following second reading.

Sur la motion de M. Charron, au nom de M. Bédard, le rapport est adopté.

On motion of Mr Charron, the report was adopted, on behalf of Mr Bédard.

Le projet de loi n° 85 est remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

Bill 85 was ordered for third reading at the next sitting.

M. Tremblay propose que le projet de loi n° 21, «Loi autorisant la vente de certains vins dans les épiceries», soit lu la troisième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée après division des voix.

En conséquence, le projet de loi est lu la troisième fois.

À dix-huit heures, sur la motion de M. Charron, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

Mr Tremblay moved that Bill 21, "An Act to authorize the sale of certain wines in grocery stores", be read the third time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted on division.

The bill was accordingly read the third time.

At six o'clock P.M., on motion of Mr Charron, the Assembly adjourned until tomorrow, at ten o'clock A.M.

CLÉMENT RICHARD,
President.

**PROCÈS-VERBAUX
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC**

Troisième session de la trente et unième Législature

**VOTES AND PROCEEDINGS
OF THE NATIONAL ASSEMBLY
OF QUÉBEC**

Third Session of the Thirty-first Legislature

Le mercredi 31 mai 1978

Dix heures

Sur la motion de M. Charron, au nom de M. Parizeau, l'Assemblée se transforme en commission plénière pour l'étude des crédits de l'Assemblée nationale.

M. le Président de la commission plénière fait le rapport suivant:

M. le Président,

J'ai l'honneur de faire rapport que la commission plénière a adopté tous les programmes des crédits de l'Assemblée nationale, pour l'année financière se terminant le 31 mars 1979.

Le rapport est adopté.

À treize heures vingt minutes, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quinze heures.

Wednesday, 31 May 1978

Ten o'clock A.M.

On motion of Mr Charron, on behalf of Mr Parizeau, the Assembly resolved itself into Committee of the Whole to consider the estimates of the National Assembly.

Mr Chairman of the Committee of the Whole made the following report:

Mr President,

I have the honour to report that the Committee of the Whole has adopted all the programs of the estimates of the National Assembly, for the fiscal year ending 31 March 1979.

The report was adopted.

At twenty minutes past one o'clock P.M., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until three o'clock P.M.

M. Beauséjour, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente de l'agriculture qui a étudié, après la deuxième lecture, les projets de loi suivants:

Projet de loi n° 10.—Loi favorisant le crédit agricole à long terme par les institutions privées;

Projet de loi n° 11.—Loi sur l'assurance-prêts agricoles et forestiers;

Projet de loi n° 12.—Loi modifiant la Loi du crédit agricole;

Projet de loi n° 13.—Loi modifiant la Loi de l'amélioration des fermes;

Projet de loi n° 14.—Loi modifiant la Loi favorisant le crédit à la production agricole;

Projet de loi n° 15.—Loi modifiant la Loi favorisant un crédit spécial pour les producteurs agricoles au cours de périodes critiques.

Les projets de loi nos 10, 11, 12, 13 et 14 sont rapportés sans amendement et le projet de loi n° 15 est rapporté avec un amendement.

(Document de la session n° 197.)

M. Charron dépose les rapports du greffier en loi de l'Assemblée nationale sur les projets de loi privés suivants:

Projet de loi n° 204.—Loi concernant Les Magasins Continental Ltée;

Projet de loi n° 246.—Loi concernant l'Université de Sherbrooke.

(Document de la session n° 198.)

Mr Beauséjour, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Agriculture which examined the following bills, after second reading:

Bill 10.—An Act to promote long term farm credit by private institutions;

Bill 11.—An Act respecting farm-loan insurance and forestry-loan insurance;

Bill 12.—An Act to amend the Farm Credit Act;

Bill 13.—An Act to amend the Farm Improvement Act;

Bill 14.—An Act to amend the Act to promote credit to farm producers;

Bill 15.—An Act to amend the Act to promote special credit to agricultural producers during critical periods.

Bills 10, 11, 12, 13 and 14 were reported without amendment and Bill 15 was reported with an amendment.

(Sessional Papers, No. 197.)

Mr Charron tabled the reports of the Law Clerk of the National Assembly on the following private bills:

Bill 204.—An Act respecting Les Magasins Continental Ltée;

Bill 246.—An Act respecting the Université de Sherbrooke.

(Sessional Papers, No. 198.)

M. Charron propose que les règles de pratique concernant les projets de loi privés soient suspendues dans le cas des projets de loi n^{os} 204 et 246.

La motion est adoptée.

Les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, présentés, lus la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture:

Par M. Charron, au nom de M. Tardif:

Projet de loi n^o 38.—Loi modifiant la Loi de la Communauté urbaine de Québec et d'autres dispositions législatives;

Projet de loi n^o 49.—Loi concernant le rôle de la valeur locative de la Ville de Montréal et de Ville Saint-Pierre ainsi que des cités de Côte-Saint-Luc, Outremont et Westmount.

Par M. Parizeau:

Projet de loi n^o 55.—Loi sur l'organisation des parties patronale et syndicale aux fins des négociations collectives dans les secteurs de l'éducation, des affaires sociales et des organismes gouvernementaux.

Par M. Johnson:

Projet de loi n^o 52.—Loi modifiant la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction.

Par M. Charron, au nom de M. O'Neill:

Projet de loi n^o 54.—Loi modifiant la Loi de la Régie des services publics.

Par M. Morin (Sauvé):

Projet de loi n^o 57.—Loi modifiant de nouveau la Loi de l'instruction publique;

Projet de loi n^o 58.—Loi modifiant la Loi de l'enseignement privé.

Mr Charron moved that the Rules of Procedure concerning private bills be suspended respecting Bills 204 and 246.

The motion was adopted.

The following bills were severally introduced, read the first time and ordered for second reading at the next sitting:

By Mr Charron, on behalf of Mr Tardif:

Bill 38.—An Act to amend the Québec Urban Community Act and other legislation;

Bill 49.—An Act respecting the roll of rental values of the City of Montreal, of Ville Saint-Pierre, and of the cities of Côte-Saint-Luc, Outremont and Westmount.

By Mr Parizeau:

Bill 55.—An Act respecting the organization of the management and union parties in view of collective bargaining in the sectors of education, social affairs and government agencies.

By Mr Johnson:

Bill 52.—An Act to amend the Construction Industry Labour Relations Act.

By Mr Charron, on behalf of Mr O'Neill:

Bill 54.—An Act to amend the Public Service Board Act.

By Mr Morin (Sauvé):

Bill 57.—An Act to again amend the Education Act;

Bill 58.—An Act to amend the Private Education Act.

Le projet de loi n° 59, «Loi modifiant le Code du travail», est présenté par M. Johnson et lu la première fois.

Sur la motion de M. Charron, le projet de loi est déferé pour étude et audition publique à la Commission permanente du travail et de la main-d'oeuvre.

Du consentement unanime de l'Assemblée, le projet de loi n° 43, «Loi modifiant la Loi du salaire minimum», est présenté par M. Johnson, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

Le projet de loi n° 190, «Loi concernant certains recours en matière de responsabilité médicale», est présenté par M. Clair, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

Le projet de loi n° 193, «Loi modifiant la Loi concernant la Fédération de Québec des Unions régionales des Caisses Populaires Desjardins», est présenté par M. Ouellette, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

Le projet de loi privé n° 204, «Loi concernant Les Magasins Continental Ltée», est présenté par M. Vaillancourt (Jonquière) et lu la première fois.

Sur la motion de M. Charron, le projet de loi est déferé pour audition publique et étude, article par article, à la Commission permanente des consommateurs, coopératives et institutions financières.

Le projet de loi privé n° 246, «Loi concernant l'Université de Sherbrooke», est présenté par M. Rancourt et lu la première fois.

Sur la motion de M. Charron, le projet de loi est déferé pour audition publique

Bill 59, "An Act to amend the Labour Code", was introduced by Mr Johnson and read the first time.

On motion of Mr Charron, the bill was referred to the Standing Committee on Labour and Manpower for examination and public hearings.

With the unanimous consent of the Assembly, Bill 43, "An Act to amend the Minimum Wage Act", was introduced by Mr Johnson, read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

Bill 190, "An Act respecting certain recourses in the matter of medical liability", was introduced by Mr Clair, read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

Bill 193, "An Act to amend the Act respecting the Fédération de Québec des Unions régionales des Caisses Populaires Desjardins", was introduced by Mr Ouellette, read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

Private Bill 204, "An Act respecting Les Magasins Continental Ltée", was introduced by Mr Vaillancourt (Jonquière) and read the first time.

On motion of Mr Charron, the bill was referred to the Standing Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions for public hearings and section by section examination.

Private Bill 246, "An Act respecting the Université de Sherbrooke", was introduced by Mr Rancourt and read the first time.

On motion of Mr Charron, the bill was referred to the Standing Committee on

et étude, article par article, à la Commission permanente de l'éducation.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Parizeau dépose le document suivant:

Copie de la déclaration de M. Jacques Parizeau, ministre des Finances du Québec, au sujet du contentieux Québec-Ottawa relativement à la taxe de vente.

(*Document de la session n° 199.*)

QUESTIONS ET RÉPONSES

Question de M. Bellemare:

1. Depuis l'acquisition de l'île d'Anticosti jusqu'au 1^{er} mars 1978, quelles sont les dépenses totales directes et indirectes occasionnées par ce territoire aux ministères suivants:

a) Conseil Exécutif;

b) Tourisme, de la Chasse et de la Pêche;

c) Transports?

2. Combien d'employés permanents et occasionnels chacun de ces ministères compte-t-il sur l'île?

3. Ces ministères ont-ils commandé, en dehors de la Fonction publique, des études sur l'administration et le développement de l'île?

4. Dans l'affirmative:

a) quel est le sujet de chacune de ces études et à qui chacune d'elles a-t-elle été confiée;

b) quel est le coût de chacune de ces études?

Réponse de M. Duhaime, concernant le ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche:

1. Dépenses directes:

1974/75	\$ 300,000
1975/76	\$ 27,726,121
1976/77	\$ 5,114,808
	<hr/>
	\$ 33,140,929

Education for public hearings and section by section examination.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Parizeau tabled the following document:

Copie of the declaration by Mr Jacques Parizeau, minister of Finance of Québec, concerning the Québec-Ottawa controversy on the sales tax.

(*Sessional Papers, No. 199.*)

QUESTIONS AND ANSWERS

Question by Mr Bellemare:

1. From the time of the acquisition of Anticosti Island to 1 March 1978, what have been the total direct or indirect expenses of this territory incurred by the following Departments:

(a) Executive Council;

(b) Tourism, Fish and Game;

(c) Transport?

2. How many permanent and casual employees do these Departments have on the island?

3. Have these Departments ordered any studies outside the Civil Service on the administration and development of the island?

4. If so:

(a) what is the subject of each of such studies and to whom was each study entrusted;

(b) what is the cost of each of such studies?

Answer by Mr Duhaime, concerning the Department of Tourism, Fish and Game:

1. Direct expenses:

1974/75	\$ 300,000
1975/76	\$ 27,726,121
1976/77	\$ 5,114,808
	<hr/>
	\$ 33,140,929

2. Le MTCP a actuellement en effectifs permanents autorisés à l'île d'Anticosti 61 postes et en effectifs occasionnels 125 hommes/année.

3. La réponse est affirmative, c'est-à-dire qu'une étude a été commandée en dehors des cadres de la Fonction publique sur l'administration de l'île d'Anticosti.

4. Étude sur l'évolution des méthodes d'exploitation et de gestion à l'île d'Anticosti, confiée à la firme Mineau, Allard et Associés. Cette étude a été effectuée au cours de l'exercice financier 1976/77. Le coût total de l'étude s'est chiffré à \$23,362.

Réponse de M. Lessard, concernant le ministère des Transports:

1. Depuis l'acquisition de l'île d'Anticosti, en septembre 1974 jusqu'au 1^{er} mars 1978, le ministère des Transports a dépensé les montants suivants:

a) livraison de deux camions Dodge, de 27,500 livres au coût de \$8,175.60 l'unité, dès l'automne 1974;

b) réfection de la piste d'atterrissage en 1975: \$146,342.17;

c) compactage de la piste d'atterrissage en 1977: \$4,558.40;

d) réfection du quai en 1975: \$69,386.72;

e) engagement de cinq employés dont un technicien pour 4 mois, un journalier pour 1½ mois et trois ouvriers de voirie pendant une période d'environ 1 mois à 1½ mois.

2. Le ministère n'a aucun employé permanent ou occasionnel sur l'île d'Anticosti.

3. Le ministère des Transports du Québec n'a commandé aucune étude, en dehors de la Fonction publique, concernant l'administration et le développement de l'île d'Anticosti.

2. At the present time, the DTFG has, on Anticosti Island, an authorized permanent personnel of 61 employees and a temporary personnel of 125 men/year.

3. The answer is yes as a study on the administration of Anticosti Island was ordered outside the Civil Service.

4. The firm Mineau, Allard and Associates was entrusted with a study on methods used to develop and manage Anticosti Island. This study was carried out during the 1976/77 fiscal year. The total cost of the study was \$23,362.

Answer by Mr Lessard, concerning the Department of Transport:

1. From the time of the acquisition of Anticosti Island, in September 1974, up to 1 March 1978, the Department of Transport spent the following amounts:

(a) shipping of two Dodge trucks weighing 27,500 pounds at a cost of \$8,175.60 each, in the fall of 1974;

(b) repairing of the landing strip in 1975: \$146,342.17;

(c) compacting of the landing strip in 1977: \$4,558.40;

(d) repairing of the wharf in 1975: \$69,386.72;

(e) hiring of five employees: one technician for 4 months, one labourer for 1½ month and three workers on roads for a period of approximately 1 to 1½ month.

2. The Department has no permanent or casual employees on Anticosti Island.

3. The Department of Transport of Québec did not order any study outside the Civil Service on the management and development of Anticosti Island.

Question de M. Brochu:

1. Au cours des six derniers mois, quel est le montant des contrats confiés par l'Hydro-Québec et la Société de Développement de la Baie James à la Davie Shipbuilding de Lauzon?

2. Les chantiers Davie ont-ils été invités à soumissionner pour la fabrication d'équipements nécessaires aux futures centrales de la Baie James?

Réponse de M. Joron:

1. Ni l'Hydro-Québec ni la S.D.B.J. n'ont accordé de contrats à la Davie Shipbuilding de Lauzon, au cours de cette période.

2. Les appels d'offres de la Société d'énergie de la Baie James pour les contrats de fabrication et d'installation d'équipements, telles les vannes pour les centrales de la Baie James, sont publics.

La firme Les Chantiers Davie Ltée a présenté une soumission et a obtenu de la Société d'énergie de la Baie James le 11 août 1977, un contrat au montant de \$1,136,062, pour la fabrication des vannes pour le détournement de la rivière Caniapiscou.

Question de M. Brochu:

1. Du 1^{er} octobre 1977 au 1^{er} mars 1978, quel est le nombre de clients à qui l'Hydro-Québec a coupé la distribution de l'électricité?

2. Quelle est la longueur moyenne de la suspension du service à ces abonnés?

3. Parmi ces clients, combien sont encore privés d'électricité?

Réponse de M. Joron:

1. 4,393.

2. 5.4 jours.

3. 690, au 9 mai 1978.

Question by Mr Brochu:

1. During the last six months, what has been the amount of contracts awarded by Hydro-Québec and the James Bay Development Corporation to the Davie Shipbuilding, at Lauzon?

2. Was the Davie shipyard requested to put in a tender for the manufacturing of equipment intended for future power stations at James Bay?

Answer by Mr Joron:

1. Neither Hydro-Québec nor the J.B.D.C. awarded any contracts to the Davie Shipbuilding, at Lauzon, during this period.

2. Calls for tenders made by the James Bay Energy Corporation concerning contracts for the manufacturing and installation of equipment, such as water gates for the James Bay power stations, are public.

The firm Les Chantiers Davie Ltée put in a bid and was awarded a contract by the James Bay Energy Corporation on 11 August 1977, in the amount of \$1,136,062, for the manufacturing of water gates for the diverting of the Caniapiscou River.

Question by Mr Brochu:

1. How many customers had their electricity supply cut off by Hydro-Québec from 1 October 1977 to 1 March 1978?

2. For what average length of time were these customers without electricity?

3. Out of this number, how many customers are still without electricity?

Answer by Mr Joron:

1. 4,393.

2. 5.4 days.

3. 690, as at 9 May 1978.

Question de M. Cordeau:

1. Quel est le montant total des dettes:

- a) à long terme;
- b) à moyen terme;
- c) à court terme;

des municipalités du Québec pour chacune des années de 1970 à 1977 inclusivement?

2. Le gouvernement a-t-il l'intention de fixer un plafond à cet endettement dans le but d'empêcher une surcharge fiscale de la petite propriété?

Réponse de M. Tardif:

- 1. a) 1971 \$ 2,469,649,678;
1972 2,653,983,770;
1973 2,850,057,848;
1974 3,136,992,855;
1975 3,392,732,293;
1976 4,356,431,346;
b) Il n'existe pas de dettes à moyen terme;
- c) 1971 \$ 343,965,286;
1972 400,469,722;
1973 614,961,196;
1974 1,008,658,872;
1975 1,052,819,793;
1976 611,394,085.

Les données de 1977 ne sont pas encore disponibles et celles de 1970 ne sont pas compilées.

2. Des mesures à cet effet sont prévues dans le récent discours sur le budget et d'autres sont proposées dans le cadre de la Conférence Québec-Municipalités.

Question de M. Russell:

1. Le groupe de travail formé de représentants du secrétariat du Comité ministériel permanent du développement économique et du ministère des Transports dans le but d'étudier l'opportunité et la possibilité que soit établi un transporteur national aérien de

Question by Mr Cordeau:

1. What was the total amount of:

- (a) long-term debts;
- (b) medium-term debts;
- (c) short-term debts;

incurred each year by Québec municipalities, from 1970 to 1977 inclusively?

2. Does the government intend fixing a ceiling to this indebtedness to prevent the overtaxing of small properties?

Answer by Mr Tardif:

- 1. (a) 1971 \$ 2,469,649,678;
1972 2,653,983,770;
1973 2,850,057,848;
1974 3,136,992,855;
1975 3,392,732,293;
1976 4,356,431,346;
(b) There are no medium-term debts;
- (c) 1971 \$ 343,965,286;
1972 400,469,722;
1973 614,961,196;
1974 1,008,658,872;
1975 1,052,819,793;
1976 611,394,085.

The figures for 1977 are still not available and those for 1970 have not been compiled.

2. Measures to this effect were provided for in the recent budget speech and others will be proposed within the framework of the Conférence Québec-Municipalités.

Question by Mr Russell:

1. Has the task force, made up of representatives of the secretariat of the standing interdepartmental committee on economic development and of the Department of Transport for the purpose of examining the advisability and possibility of establishing a second level

deuxième niveau au Québec, a-t-il terminé ses travaux et remis ses recommandations à qui de droit?

2. Concernant la participation du ministère des Transports:

a) quels sujets spécifiques lui a-t-on confiés;

b) qui en était responsable dans chaque cas?

3. Concernant la participation du Ministre d'État au développement économique:

a) quels sujets spécifiques lui a-t-on confiés;

b) qui en était responsable dans chaque cas?

4. Les transporteurs privés de second niveau — Québecair et Nordair — ont-ils été associés aux travaux de ce groupe de travail de quelque façon que ce soit? Dans l'affirmative, à quels sujets spécifiques ont-ils été appelés à participer et quelles ont été leurs recommandations?

Réponse de M. Lessard:

Le Ministre des Transports et/ou le Ministre d'État au développement économique feront connaître leurs recommandations en temps opportun.

Question de M. Larivière:

1. Depuis la mise en vente du réseau de production et de distribution d'électricité de la ville d'Asbestos, l'Hydro-Québec a-t-elle commandé des études pour en établir l'évaluation?

2. Si tel est le cas, quels sont les noms et fonctions des personnes qui ont été chargées d'effectuer ces études?

3. Lesdites études sont-elles terminées et, si oui, une offre a-t-elle été faite à la ville d'Asbestos?

4. Le cas échéant, quel est le montant?

5. Par ailleurs, des démarches ont-elles été entreprises auprès des villes de

national air carrier in Québec, completed its work and submitted its recommendations to the proper authorities?

2. Respecting the participation of the Department of Transport:

(a) what specific subjects were entrusted to it;

(b) who was responsible in each case?

3. Respecting the participation of the Minister of State for Economic Development:

(a) what specific subjects were entrusted to him;

(b) who was responsible in each case?

4. Have second level private carriers as Québecair and Nordair participated in the work of this task force in any way? If so, in what specific subjects were they called upon to participate and what were their recommendations?

Answer by Mr Lessard:

The Minister of Transport and/or the Minister of State for Economic Development will make their recommendations known in good time.

Question by Mr Larivière:

1. Since the putting up for sale of the electricity generation and supply system of the town of Asbestos, has Hydro-Québec ordered any study to establish its value?

2. If such is the case, what are the names and positions of the persons entrusted with these studies?

3. Are such studies completed and, if so, has an offer been made to the town of Asbestos?

4. If so, what is the amount of the offer?

5. Moreover, have negotiations been undertaken with the towns of Sherbroo-

Sherbrooke, Windsor et de Coaticook pour acheter leur réseau de production et de distribution d'électricité?

Réponse de M. Joron:

1. Oui.

2. Les études ont été entreprises par la direction générale Distribution et Ventes de l'Hydro-Québec.

3. Les études sont terminées et une offre a été présentée pour l'achat de ce réseau en présence de MM. Yvon Hamel, greffier, André Richard, ingénieur et Réal Hinse, surintendant, tous représentants de cette ville.

4. \$700,000.

5. *Sherbrooke*

La dernière offre, au montant de \$1,000,000, date de 1969. La ville n'a depuis, manifesté aucun intérêt justifiant une mise à jour du dossier.

Windsor

La dernière offre, au montant de \$354,000, date de novembre 1965. Depuis, aucun indice justifiant la mise à jour du dossier et la reprise des pourparlers.

Coaticook

Une offre de \$561,000 a été faite en mars 1977 et cette offre a été refusée par ladite municipalité. Depuis, aucune reprise des pourparlers.

Question de M. O'Gallagher:

1. Considérant qu'à la suite de l'étude qui a été effectuée en 1975 par M. Jacques Vuille, il a été reconnu que les municipalités situées à l'ouest de la région desservie par la CTCUM ne bénéficient pas d'un service de transport public adéquat, le ministère des Transports a-t-il l'intention:

a) d'appuyer les autorités de la ville de Pierrefonds qui ont adressé une résolution à la CTCUM, en date du 4 juillet

ke, Windsor and Coaticook to buy their electricity generation and supply system?

Answer by Mr Joron:

1. Yes.

2. These studies were undertaken by the Distribution and Sales Branch of Hydro-Québec.

3. The studies are completed and an offer to purchase this system was made in the presence of Messrs Yvon Hamel, clerk, André Richard, engineer and Réal Hinse, superintendent, all representing this town.

4. \$700,000.

5. *Sherbrooke*

The last offer in the amount of \$1,000,000 dates back to 1969. Since then, this town has not shown any concern that could justify the updating of this file.

Windsor

The last offer in the amount of \$354,000 dates back to November 1965. Since then, there has been no indication that could justify the updating of this file and the resuming of negotiations.

Coaticook

An offer of \$561,000 was made in March 1977 and this offer was turned down by the said municipality. Since then, negotiations have not been resumed.

Question by Mr O'Gallagher:

1. In view of the fact that, following a study carried out by Mr Jacques Vuille in 1975, it was established that the municipalities west of the region served by the MUCTC do not have adequate public transportation, is it the intention of the Department of Transport:

(a) to support a resolution sent by the administration of the city of Pierrefonds to the MUCTC on 4 July 1977

1977, pour l'extension d'un service partiel à cette municipalité;

b) de légiférer, comme les autres municipalités de la région ouest le désirent, afin qu'il soit possible d'organiser un système de transport public indépendant de la CTCUM?

Réponse de M. Lessard:

Cette question en est une d'opinion et d'intention, le Ministre y répondra en temps et lieu.

Question de M. Vaillancourt (Orford):

1. Pourquoi, après avoir donné son assentiment au projet d'établissement de voies réservées aux autobus sur le pont Champlain aux heures de pointe, le ministère des Transports a-t-il changé sa décision?

2. Le fait que ce pont soit sous la juridiction du Conseil des ports nationaux est-il une des raisons?

3. Quel montant le ministère s'appropriait-il à dépenser pour ce nouveau système de voies réservées propre à activer la circulation et à encourager le transport en commun?

Réponse de M. Lessard:

1. Le ministère n'a pas changé d'avis.

2. Un protocole d'entente entre le ministère des Transports et le Conseil des ports nationaux a été signé le 22 décembre 1977.

3. Les dépenses prévues par le ministère relatives aux voies réservées pour les autobus sur le pont Champlain sont:

a) *Dépenses d'aménagement:*

Sur l'île de Montréal:	\$ 60,000
Sur la Rive Sud:	\$ 40,000
Total:	\$100,000

concerning the extending of partial service to this municipality;

(b) to pass legislation, in accordance with the wishes of the other municipalities of the western region, thus making possible the organization of a system of public transportation independent of the MUCTC?

Answer by Mr Lessard:

As this is a question of opinion and of intention, the Minister will answer it in due time and place.

Question by Mr Vaillancourt (Orford):

1. After having approved the project of establishing bus lanes on the Champlain bridge during peak hours, why did the Department of Transport decide otherwise?

2. Is the fact that the bridge comes under the jurisdiction of the National Harbours Board one of the reasons?

3. What amount was about to be spent by the Department for this new system of reserved lanes which would speed up the traffic and promote public transportation?

Answer by Mr Lessard:

1. The Department did not change its mind.

2. A protocol of agreement between the Department of Transport and the National Harbours Board was signed on 22 December 1977.

3. The expenses foreseen by the Department concerning the establishment of lanes reserved to buses on the Champlain bridge are as follows:

(a) *Development expenses:*

On the Island of Montreal:	\$ 60,000
On the South Shore:	\$ 40,000
Total:	\$100,000

<i>b) Signalisation:</i>	
Panneaux (fabrication et pose):	\$ 12,000
Cônes (achat):	\$ 6,000
Feux lumineux (fourniture et installation):	\$ 15,000
Total:	\$ 33,000

c) Coût d'opération: \$155,000
par année

d) Entretien d'hiver additionnel: \$ 300
par année

<i>(b) Signalling:</i>	
Traffic signs (manufacturing and installation):	\$ 12,000
Cones (purchase):	\$ 6,000
Traffic lights (supplying and installation):	\$ 15,000
Total:	\$ 33,000

(c) Operating cost: \$155,000
per year

(d) Additional winter maintenance: \$ 300
per year.

Question de M. Mailloux:

1. Quelles ont été les dépenses effectuées au cours de chaque mois de l'exercice financier 1977/78, à même le programme numéro 3 du budget du ministère des Transports, pour la construction du réseau routier?

2. Quelles ont été les dépenses cumulatives effectuées au même programme pour les mois correspondants, au cours des exercices financiers:

- a) 1973/74;
- b) 1974/75;
- c) 1975/76;
- d) 1976/77?

Réponse de M. Lessard:

Nous avons répondu à cette question dans le programme triennal déposé par le Ministre des Finances.

Question de M. Shaw:

1. Le gouvernement a-t-il conclu une entente avec la Société d'assurances des Caisses populaires et la firme Gérard Parizeau et Associés de Montréal relativement à l'assurance (feu, vol et responsabilité) des établissements du secteur parapublic et des établissements du secteur privé qui reçoivent des subventions gouvernementales?

Question by Mr Mailloux:

1. What were the expenditures incurred during each month of the 1977/78 fiscal year, out of Program 3 of the road construction budget of the Department of Transport?

2. What were the cumulative expenditures out of the same program for the corresponding months during the following fiscal years:

- (a) 1973/74;
- (b) 1974/75;
- (c) 1975/76;
- (d) 1976/77?

Answer by Mr Lessard:

The answer to this question will be found in the three-year program tabled by the Minister of Finance.

Question by Mr Shaw:

1. Did the government conclude any agreement with the Société d'assurances des Caisses populaires and the Montreal firm of Gérard Parizeau and Associates concerning the insuring (fire, theft and responsibility) of establishments in the parapublic sector and of those in the private sector which receive government grants?

2. Dans l'affirmative, quels sont les critères qui ont présidé au choix de la compagnie d'assurances et du courtier?

3. D'autres compagnies d'assurances et d'autres courtiers ont-ils eu la possibilité de participer à cette entente?

Réponse de Mme Ouellette:

1. En autant que le Contrôleur des assurances de mon ministère est concerné, la réponse est non.

Le Contrôleur des assurances conclut les contrats des assurances de tous les ministères du gouvernement et ceux de certains organismes publics soit environ 50% de ceux-ci.

Les organismes publics visés dans la présente réponse sont les suivants:

Régie des rentes du Québec;
Régie de l'assurance-maladie du Québec;

Caisse de dépôt et de placement du Québec;

Société des alcools du Québec;

Commission des accidents du travail;

Office du crédit agricole;

Commission du salaire minimum;

Office des autoroutes du Québec;

Office de radio-télédiffusion du Québec (Radio-Québec);

Raffinerie de sucre du Québec (Saint-Hilaire);

Régie des installations olympiques;
REXFOR;

Société des traversiers du Québec.

Question de M. Forget:

1. Pour combien de professionnels, adjoints aux cadres et cadres respectivement, nommés au ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre du 1^{er} janvier au 31 décembre 1977, l'emploi détenu précédemment était-il:

a) un poste de cadre pour une entreprise privée ou une association d'entreprises;

2. If so, what criteria are used in the selection of insurance companies and brokers?

3. Did other insurance companies and other brokers have the opportunity of taking part in this agreement?

Answer by Mrs Ouellette:

1. As far as the comptroller of insurance of my Department is concerned, the answer is no.

The comptroller of insurance signs all the insurance contracts of the government Departments and those of approximately 50% of public bodies.

The public bodies contemplated in this answer are the following:

Québec Pension Board;
Québec Health Insurance Board;

Québec Deposit and Investment Fund;

Québec Liquor Corporation;

Workmen's Compensation Commission;

Québec Farm Credit Bureau;

Minimum Wage Commission;

Québec Autoroutes Authority;

Québec Broadcasting Bureau (Radio-Québec);

Saint-Hilaire Sugar Refinery;

Régie des installations olympiques;
REXFOR;

Québec Ferry Company.

Question by Mr Forget:

1. From 1 January to 31 December 1977, how many professionals, prior to their appointment as senior officers or assistant senior officers by the Department of Labour and Manpower, held the position of:

(a) executive in a private enterprise or in an association of enterprises;

b) un poste de cadre ou de permanent pour une association de salariés ou une fédération ou regroupement de telles associations affilié à:

- i. la CSN;
- ii. la CEQ;
- iii. la FTQ (autre que le Conseil provincial des métiers de la construction);
- iv. la FTQ-Construction;
- v. toute autre centrale syndicale ou sans affiliation?

Réponse de M. Johnson:

1. a) M. Aimé Campeau: Commissaire-enquêteur. Gérant du personnel chez Sidbec-Dosco de 1974 à 1977.

M. Yvan Thériault: Attaché d'administration. Directeur exécutif provincial adjoint à l'Association de paralysie cérébrale de Québec Inc. de 1975 à 1976;

b) M. Robert Chagnon: Conciliateur. Agissait comme chef-négociateur et porte-parole du syndicat des enseignants de Champlain de septembre 1976 à mars 1977.

M. Jean-Louis Duchaine: Conciliateur. Conseiller syndicat à la C.S.N. (négociateur) de 1967 à 1977.

Question de M. Lalonde:

Depuis le 1^{er} janvier 1976 jusqu'au 31 décembre 1977, quel a été, pour chaque mois, le nombre de compagnies qui ont été constituées au Québec en vertu de la première partie de la Loi des compagnies (S.R.Q. 1964, c. 271)?

(b) executive or union representative for an employees association or a federation or regrouping of such associations affiliated to:

- i. the CNTU;
- ii. the CEQ;
- iii. the QFL (other than the Provincial Building Trades Council);
- iv. the QFL-Construction;
- v. any other central labour body or unaffiliated association?

Answer by Mr Johnson:

1. (a) Mr Aimé Campeau: Commissioner. Personnel Manager at Sidbec-Dosco from 1974 to 1977.

Mr Yvan Thériault: Administration specialist. Assistant Executive Director of the Cerebral Palsy Association of Québec Inc. from 1975 to 1976;

(b) Mr Robert Chagnon: Conciliation officer. Acted as chief negotiator and spokesman for the Champlain teachers' union from September 1976 to March 1977.

Mr Jean-Louis Duchaine: Conciliation officer. Union advisor at the CNTU (negotiator) from 1967 to 1977.

Question by Mr Lalonde:

From 1 January 1976 to 31 December 1977, what has been, for each month, the number of companies in Québec that were incorporated under Part 1 of the Companies Act (R.S.Q. 1964, c. 271)?

Réponse de Mme Payette:

Première partie de la loi pour les
années 1976 et 1977
Demande n° 1908/31059

<i>Année</i>	<i>Mois</i>	<i>Total</i>
1976	01	859
	02	786
	03	965
	04	947
	05	852
	06	801
	07	723
	08	730
	09	817
	10	742
	11	784
	12	721
.....		9,727
1977	01	624
	02	757
	03	911
	04	716
	05	759
	06	694
	07	593
	08	649
	09	673
	10	642
	11	647
	12	511
.....		8,176
.....		17,903

Answer by Mrs Payette:

Part 1 of the act for 1976 and 1977
Application No. 1908/31059

<i>Year</i>	<i>Month</i>	<i>Total</i>
1976	01	859
	02	786
	03	965
	04	947
	05	852
	06	801
	07	723
	08	730
	09	817
	10	742
	11	784
	12	721
.....		9,727
1977	01	624
	02	757
	03	911
	04	716
	05	759
	06	694
	07	593
	08	649
	09	673
	10	642
	11	647
	12	511
.....		8,176
.....		17,903

Question de M. Russell:

Quel est le coût annuel d'un permis
de conducteur d'automobile dans les pro-
vinces et états américains suivants:

- a) Québec;
- b) Ontario;
- c) Nouveau-Brunswick;
- d) Maine;
- e) New Hampshire;
- f) Vermont;
- g) New York?

Question by Mr Russell:

What is the annual cost of a driver's
permit in the following provinces and
American states:

- (a) Québec;
- (b) Ontario;
- (c) New Brunswick;
- (d) Maine;
- (e) New Hampshire;
- (f) Vermont;
- (g) New York?

Réponse de M. Lessard:

- a) \$6.00;
- b) \$3.00;
- c) \$2.00;
- d) \$2.50;
- e) \$3.00;
- f) \$4.00;
- g) \$1.00.

Question de M. Gratton:

1. Des négociations ont-elles été entreprises avec les autorités de la Sun Life du Canada, Compagnie d'Assurance-Vie Ltée, ou ses représentants, pour l'achat ou la location de l'édifice situé au Carré Dominion, à Montréal, afin d'y loger certains services gouvernementaux ou paragouvernementaux?

2. Dans l'affirmative, quels sont les noms et fonctions des personnes qui ont été chargées desdites négociations?

Réponse de Mme Ouellette:

1. Je vous informe que personne de la Direction de l'acquisition de l'espace, autant à Montréal qu'à Québec, n'a négocié ou n'a eu à négocier quoi que ce soit avec les représentants de la Sun Life du Canada, Compagnie d'Assurance-Vie Ltée.

2. Ne s'applique pas.

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Biron:

1. À quelle étape le gouvernement en est-il rendu avec le projet d'exploitation, annoncé l'an dernier, des sources de gaz naturel de Saint-Flavien et des environs?

2. Des travaux seront-ils mis en marche dans un avenir prévisible et dans l'affirmative, combien d'emplois permanents et temporaires seront créés?

3. Est-ce que les fonctionnaires d'un ministère ou d'un organisme du gouver-

Answer by Mr Lessard:

- (a) \$6.00;
- (b) \$3.00;
- (c) \$2.00;
- (d) \$2.50;
- (e) \$3.00;
- (f) \$4.00;
- (g) \$1.00;

Question by Mr Gratton:

1. Were negotiations undertaken with the administration of the Sun Life Assurance Company of Canada Ltd., or any of its representatives, to purchase or lease the building located in Dominion Square, at Montreal, for certain government or paragovernment services?

2. If so, what are the names and duties of the persons in charge of these negotiations?

Answer by Mrs Ouellette:

1. I wish to inform you that no one from the Office Accommodation Supply Branch, either in Montreal or Québec, undertook or was required to undertake any negotiation whatsoever with the representatives of the Sun Life Assurance Company of Canada Ltd.

2. Does not apply.

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Biron:

1. What stage has the government reached with its project to develop springs of natural gas at Saint-Flavien, and in the vicinity, which was announced last year?

2. Will the work begin in a foreseeable future and, if so, how many permanent and temporary jobs will be created?

3. Are there any employees of a Department or government body working

nement travaillent sur le projet d'un gazoduc entre Saint-Flavien et Bernières? Dans l'affirmative, à quelle étape le gouvernement en est-il rendu avec ce projet?

4. Est-ce que d'autres sources de gaz naturel ont été identifiées dans la région? Dans l'affirmative, où sont-elles situées et quelle est l'importance de chacune?

Sur la motion de M. Charron, il est—
Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Joron dépose ledit document.
(*Document de la session n° 200.*)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Fontaine:

1. Du 1^{er} septembre 1976 au 1^{er} février 1978, quel est le montant des subventions qui ont été accordées à chaque municipalité et à chaque commission scolaire du district électoral de Nicolet-Yamaska par les ministères suivants:

a) Transports;

b) Agriculture?

2. A quelle fin chacune de ces subventions a-t-elle été accordée?

Sur la motion de M. Charron, il est—
Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Lessard dépose ledit document, concernant le ministère des Transports.

(*Document de la session n° 201.*)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Grenier:

1. Pour chacune des années 1976 et 1977, quel est le montant total que l'industrie touristique a inséré dans l'économie de la province?

on the project of a gas pipeline between Saint-Flavien and Bernières? If so, what stage has the government reached with this project?

4. Have other springs of natural gas been pinpointed in this region? If so, where are they located and what is the extent of each one?

On motion of Mr Charron,—
Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Joron tabled the said document.
(*Sessional Papers, No. 200.*)

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Fontaine:

1. From 1 September 1976 to 1 February 1978, what was the amount of subsidies granted to each municipality and to each school board, in the electoral district of Nicolet-Yamaska, by the following Departments:

(a) Transport;

(b) Agriculture?

2. For what purpose has each subsidy been granted?

On motion of Mr Charron,—
Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Lessard tabled the said document, concerning the Department of Transport.

(*Sessional Papers, No. 201.*)

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Grenier:

1. What was the total amount invested in the economy of the province by the tourist industry for each of the years 1976 and 1977?

2. Pour chacune des années 1976 et 1977, quel est le montant total que les citoyens du Québec ont laissé:

- a) dans les autres provinces;
- b) aux États-Unis;
- c) ailleurs?

Sur la motion de M. Charron, il est —

Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Duhaime dépose ledit document.

(Document de la session n° 202.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Grenier:

1. Quels sont les objectifs concrets de la Société d'aménagement et d'exploitation des ressources récréatives et touristiques de la Baie Trinité Inc.?

2. Cette société exploite-t-elle la rivière Trinité?

3. Combien de personnes travaillent pour cette société?

4. Quelles sortes de travaux devait-elle effectuer à même la subvention de \$210,000 que lui a accordée le ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche (engagements financiers de décembre 1977)?

Sur la motion de M. Charron, il est —

Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Duhaime dépose ledit document.

(Document de la session n° 203.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Larivière:

1. Depuis le 1^{er} janvier 1977 jusqu'au 28 février 1978, quel a été le montant total des contrats qui ont été

2. What was the total amount spent by Québec citizens for each of the years 1976 and 1977:

- (a) in other provinces;
- (b) in the United States;
- (c) elsewhere?

On motion of Mr Charron, —

Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Duhaime tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 202.)

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Grenier:

1. What are the concrete objectives of the Société d'aménagement et d'exploitation des ressources récréatives et touristiques de la Baie Trinité Inc.?

2. Is this corporation developing Trinité River?

3. How many persons is this corporation employing?

4. What type of work was it supposed to carry out with the \$210,000 subsidy awarded to it by the Department of Tourism, Fish and Game (December 1977 appropriations)?

On motion of Mr Charron, —

Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Duhaime tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 203.)

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Larivière:

1. From 1 January 1977 to 28 February 1978, what has been the total amount of contracts granted by Hydro-

accordés par l'Hydro-Québec pour la fabrication de transformateurs aériens de distribution?

2. Quel est le pourcentage de ceux qui ont été attribués à des entreprises:

- a) québécoises;
- b) étrangères?

3. Y a-t-il des compagnies qui ont reçu des contrats mais dont le produit n'avait pas un contenu québécois?

4. Dans l'affirmative, quels sont, dans chaque cas:

- a) le nom de la compagnie;
- b) l'adresse;
- c) le montant du contrat?

5. Pour chacune des années, depuis 1970, quels ont été les montants des contrats qui ont été accordés par l'Hydro-Québec aux Transformateurs de Québec Inc., 280, rue Saint-Dominique, Québec?

6. Concernant la politique d'achat de l'Hydro-Québec, quels sont les normes d'éthique et les critères objectifs qui doivent présider?

Sur la motion de M. Charron, il est —
Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Joron dépose ledit document.
(*Document de la session n° 204.*)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Roy:

Pour sa dernière année financière, à quelle(s) compagnie(s) ou société(s) d'assurances la Société de la Baie James a-t-elle confié:

a) Ses contrats d'assurance-responsabilité, incendie et autres?

Québec for the manufacturing of distribution aerial transformers?

2. What is the percentage of those awarded to:

- (a) Québec firms;
- (b) foreign firms?

3. Are there any companies which were awarded contracts but whose product did not contain material made in Québec?

4. If so, in each case:

- (a) what was the name of the company;
- (b) what was the address;
- (c) what was the amount of the contract?

5. For each year, since 1970, what have been the amounts of the contracts granted by Hydro-Québec to Les Transformateurs de Québec Inc., 280 Saint-Dominique Street, Québec?

6. Concerning Hydro-Québec's purchasing policy, what are the standards of ethics and objective criteria used?

On motion of Mr Charron, —
Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Joron tabled the said document.
(*Sessional Papers, No 204.*)

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Roy:

For its last fiscal year, to what insurance company or companies did the James Bay Development Corporation award:

(a) Its contracts of public liability insurances, fire insurance or other insurance?

1. Quel est le coût de la prime payée pour chacun de ces contrats;

2. par l'entremise de quel courtier ces contrats ont-ils été négociés?

b) La gestion du plan d'assurance-groupe pour ses employés?

1. Quel est le montant global payé pour ce plan pour la dernière année financière;

2. quelle est la part payée par les employés;

3. quelle est la part payée par les employeurs;

4. si le plan a été négocié par l'entremise d'un courtier, quel est le nom de ce courtier?

Sur la motion de M. Charron, il est—

Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Joron dépose ledit document.

(*Document de la session n° 205.*)

Sur la motion de M. Verreault, il est—

Ordonné qu'il soit déposé:

Copie du programme complet des travaux de construction et d'entretien du réseau routier prévu par le ministère des Transports pour l'exercice financier 1977/1978, ce document devant indiquer dans chaque cas:

a) le comté;

b) la municipalité;

c) la désignation de la route;

d) le type de route;

e) le code;

f) le détail des coûts en immobilisations pour le terrassement et le gravellage, le revêtement en béton bitumineux, les ponts, les passages à niveau et les haltes routières.

M. Lessard dépose un document concernant ladite motion.

(*Document de la session n° 206.*)

1. What was the cost of the premium paid for each contract;

2. through which broker were these contracts negotiated?

(b) The group insurance scheme of its employees?

1. What was the total amount paid for this insurance scheme during the last fiscal year;

2. what was the employee's contribution;

3. what was the employer's contribution;

4. if the insurance scheme was negotiated through a broker, what is the name of this broker?

On motion of Mr Charron,—

Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Joron tabled the said document.

(*Sessional Papers, No. 205.*)

On motion of Mr Verreault,—

Ordered, that there be tabled:

Copie of the complete program of highway construction and maintenance work to be implemented by the Department of Transport during the 1977/78 fiscal year, indicating in each case:

(a) the county;

(b) the municipality;

(c) the designation of the highway;

(d) the type of highway;

(e) the code;

(f) the detail of the costs in capital expenditures for grading and graveling, asphaltting as well as bridges, railway crossings and rest areas.

Mr Lessard tabled a document concerning the said motion.

(*Sessional Papers, No. 206.*)

Sur la motion de M. Verreault, il est—
Ordonné qu'il soit déposé:

Copie de toute correspondance, mémoires, rapports et autres documents échangés, depuis le 1^{er} janvier 1968 jusqu'au 28 février 1978, entre le gouvernement du Québec, aucun de ses membres ou fonctionnaires, et le gouvernement du Canada, aucun de ses membres ou fonctionnaires, concernant le Jardin zoologique de Granby.

M. Duhaime dépose un document concernant ladite motion.

(*Document de la session n° 207.*)

M. Charron donne l'avis suivant:

Demain, les commissions permanentes suivantes siégeront à compter de dix heures jusqu'à douze heures trente minutes:

Au Salon Rouge:

La Commission de l'éducation siégera pour étudier les crédits de ce ministère.

À la Salle 81 «A»:

La Commission du tourisme, de la chasse et de la pêche siégera pour étudier les crédits de ce ministère.

À la Salle 91 «A»:

La Commission de la justice siégera pour étudier, article par article, le projet de loi n° 39, «Loi sur le recours collectif».

M. Charron propose que les commissions permanentes suivantes siègent immédiatement jusqu'à dix-huit heures:

Au Salon Rouge:

La Commission de l'éducation pour étudier les crédits de ce ministère.

On motion of Mr Verreault,—
Ordered, that there be tabled:

Copy of any correspondence, briefs, reports and other documents exchanged, from 1 January 1968 to 28 February 1978, between the government of the province of Québec, any of its members or employees, and the government of Canada, any of its members or employees, concerning the Granby Zoo.

Mr Duhaime tabled a document concerning the said motion.

(*Sessional Papers, No. 207.*)

Mr Charron gave the following notice:

The following Standing Committees will sit tomorrow, from ten o'clock A.M. until twelve-thirty o'clock noon:

In the Red Room:

The Committee on Education will sit for the examination of the estimates of such Department.

In Room 81 "A":

The Committee on Tourism, Fish and Game will sit for the examination of the estimates of such Department.

In Room 91 "A":

The Committee on Justice will sit for the section by section examination of Bill 39, "An Act respecting the class action".

Mr Charron moved that the following Standing Committees do sit immediately until six o'clock P.M.:

In the Red Room:

The Committee on Education for the examination of the estimates of such Department.

À la Salle 81 «A»:

La Commission du tourisme, de la chasse et de la pêche pour étudier les crédits de ce ministère.

La motion est adoptée.

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la motion de M. Goldbloom proposant:

Que la Commission parlementaire des affaires municipales et la Commission parlementaire de l'éducation se réunissent conjointement, avant le 23 juin, pour entendre les organismes représentatifs des milieux municipal et scolaire, ainsi que toute personne intéressée, relativement à la réforme de la fiscalité municipale et scolaire.

Avant d'entreprendre le débat sur cette motion, le consentement unanime de l'Assemblée est accordé pour que cette motion soit mise aux voix, aujourd'hui, avant la fin de la présente séance.

Et un débat s'élève sur la motion de M. Goldbloom.

La motion est alors rejetée, les voix se divisant comme suit:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Bellemare, Blank, Caron, Cordeau, Dubois, Fontaine, Giasson, Goldbloom, Goulet, Gratton, Lalonde, Lamontagne, Larivière, Lavoie, Lavoie-Roux, Le Moignan, Levesque (Bonaventure), Mailloux, Marchand, Pagé, Roy, St-Germain, Vaillancourt (Orford), Verreault.—24.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bédard, Bertrand, Bisailon, Bordeleau, Boucher, Brassard, Charron, Chevette, Couture, de Belleval, Desbiens, Duhaime, Dussault, Garon, Gendron, Godin, Gosselin, Gravel, Grégoire, Guay, Johnson, Jolivet, Laberge, Lacoste, Laplante, Lavigne, Leblanc, Lefebvre, Léger, Léonard, Lessard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Marois, Martel, Mercier, Michaud, Morin (Sauvé), O'Neill, Ouellette (Hull), Parizeau, Perron, Proulx, Rancourt, Tremblay, Vaillancourt (Jonquière), Vaugeois.—49.

In Room 81 "A":

The Committee on Tourism, Fish and Game will sit for the examination of the estimates of such Department.

The motion was adopted.

The Order of the Day being read for the consideration of the motion by Mr Goldbloom proposing:

That the Standing Committee on Municipal Affairs and the Standing Committee on Education do meet jointly, before 23 June, for the purpose of hearing representative organizations from the municipal and school sectors, as well as any interested persons, concerning the municipal and school fiscal reform.

Before undertaking the debate on this motion, the unanimous consent of the Assembly was granted so that this motion be put to the vote today, before the end of the present sitting.

And a debate arising on the motion by Mr Goldbloom.

The motion was then rejected on the following division:

À dix-huit heures dix minutes,
l'Assemblée s'ajourne à demain qua-
torze heures.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

At ten minutes past six o'clock P.M.,
the Assembly adjourned until tomor-
row, at two o'clock P.M.

CLÉMENT RICHARD,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirty-first Legislature

Le jeudi 1^{er} juin 1978

Quatorze heures

Thursday, 1 June 1978

Two o'clock P.M.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Parizeau, il est—

Ordonné que le ministre des Finances et du Revenu puisse faire une déclaration ministérielle à la reprise de la séance, ce soir, à vingt heures.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Charron, au nom de M. Morin (Sauvé):

Rapport annuel de l'Office des professions du Québec, pour l'année 1977/78.
(*Document de la session n° 208.*)

Par M. Charron, au nom de Mme Payette:

Répertoire des coopératives du Québec, en date du 31 juillet 1977.
(*Document de la session n° 209.*)

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Parizeau,—

Ordered, that a ministerial declaration may be made by the Minister of Finance and Revenue at the resuming of the sitting, this evening, at eight o'clock.

The following documents were tabled:

By Mr Charron, on behalf of Mr Morin (Sauvé):

Annual report of the Québec Professions Board, for 1977/78.
(*Sessional Papers, 1977-78, No. 208.*)

By Mr Charron, on behalf of Mrs Payette:

A repertory of Québec cooperatives, dated 31 July 1977.
(*Sessional Papers, No. 209.*)

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Charron, il est—

Ordonné que les règles concernant l'étude en commission parlementaire des projets de loi publics, après la première lecture, soit l'article 118-A, soient suspendues, notamment l'avis dans la *Gazette officielle du Québec* et le délai de trente jours pour déposer au secrétariat des commissions cent exemplaires des mémoires, accompagnés d'un bref résumé; que la Commission permanente du travail et de la main-d'œuvre siège au Salon Rouge, le lundi 12 juin prochain, à compter de quinze heures jusqu'à vingt-quatre heures, avec les suspensions habituelles, et le mardi 13 juin prochain, à compter de onze heures trente minutes jusqu'à vingt-quatre heures, avec les suspensions habituelles, pour étudier le projet de loi n° 59, «Loi modifiant le Code du travail», et entendre les parties patronale et syndicale intéressées qui y seront invitées.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Biron propose:

Que cette Assemblée, dans un moment de recueillement, souligne en ce jour, le dixième anniversaire de la mort de M. André Laurendeau, et partage en cette occasion, fidèle à la pensée de Laurendeau, sa longue marche vers l'égalité des peuples fondateurs.

La motion est adoptée.

M. Charron donne l'avis suivant:

Lundi 5 juin prochain, les commissions permanentes suivantes siégeront à compter de dix heures jusqu'à douze heures trente minutes:

Au Salon Rouge:

La Commission des affaires culturelles siégera pour étudier, article par

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Charron,—

Ordered, that the Rules of Procedure respecting the examination of public bills in Parliamentary Committees, following first reading, namely Standing Order 118-A, be suspended, particularly the notice in the *Gazette officielle du Québec* and the delay of thirty days to deposit at the Secretariat of Committees one hundred copies of the briefs, together with a short summary; that the Standing Committee on Labour and Manpower do sit in the Red Room on Monday, 12 June, from three o'clock P.M. until midnight, with the usual suspensions, and on Tuesday, 13 June, from eleven-thirty A.M. until midnight, with the usual suspensions, for the purpose of examining Bill 59, "An Act to amend the Labour Code", and hearing the interested management and union parties which will be invited thereto.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Biron moved:

That the Assembly, in a moment of silence, do underline, on this day, the tenth anniversary of the death of Mr André Laurendeau and, remaining faithful to his line of thought, do share on this occasion his long march towards equality for the founding nations.

The motion was adopted.

Mr Charron gave the following notice:

Next Monday, 5 June, the following Standing Committees will sit from ten o'clock A.M. until twelve-thirty o'clock noon:

In the Red Room:

The Committee on Cultural Affairs will sit for the section by section exami-

article, le projet de loi n° 4, «Loi modifiant la Loi sur les biens culturels».

À la Salle 81 «A»:

La Commission de l'industrie et du commerce siégera pour étudier les crédits de ce ministère.

À la Salle 91 «A»:

La Commission des affaires sociales siégera pour étudier les crédits de ce ministère.

M. Charron propose que les commissions permanentes suivantes siègent immédiatement jusqu'à dix-huit heures:

Au Salon Rouge:

La Commission de l'éducation pour étudier les crédits de ce ministère.

À la Salle 81 «A»:

La Commission du tourisme, de la chasse et de la pêche pour étudier les crédits de ce ministère, et que ce soir, les commissions permanentes suivantes siègent à compter de vingt heures jusqu'à vingt-quatre heures:

Au Salon Rouge:

La Commission de la présidence du conseil et de la constitution pour étudier, article par article, le projet de loi n° 92, «Loi sur la consultation populaire».

À la salle 81 «A»:

La Commission du tourisme, de la chasse et de la pêche pour étudier les crédits de ce ministère.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

nation of Bill 4, "An Act to amend the Cultural Property Act".

In Room 81 "A":

The Committee on Industry and Commerce will sit for the examination of the estimates of such Department.

In Room 91 "A":

The Committee on Social Affairs will sit for the examination of the estimates of such Department.

Mr Charron moved that the following Standing Committees do sit immediately until six o'clock P.M.:

In the Red Room:

The Committee on Education for the examination of the estimates of such Department.

In Room 81 "A":

The Committee on Tourism, Fish and Game for the examination of the estimates of such Department, and that the following Standing Committees do sit this evening from eight o'clock until midnight:

In the Red Room:

The Committee on the Presidency of the Council and the Constitution for the section by section examination of Bill 92, "Referendum Act".

In Room 81 "A":

The Committee on Tourism, Fish and Game for the examination of the estimates of such Department.

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bédard, Bellemare, Bertrand, Bérubé, Bisaillon, Blank, Bordeleau, Boucher, Brassard, Brochu, Cardinal, Caron, Charron, Chevrette, Ciaccia, Clair, Cordeau, Couture, Cuerrier, Desbiens, Dubois, Duhaime, Dussault, Fallu, Fontaine, Forget, Gagnon, Garneau, Garon, Gendron, Giasson, Goldbloom, Gosselin, Goulet, Gratton, Gravel, Grégoire, Grenier, Guay, Johnson, Jolivet, Joron, Laberge, Lacoste, Lalonde, Lamontagne, Landry, Laplante, Larivière, Laurin, Lavigne, Lavoie, Lavoie-Roux, Lazure, Lefebvre, Le Moignan, Léonard, Lessard, Lévesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Mailloux, Marchand, Marcoux, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Pagé, Perron, Picotte, Proulx, Rancourt, Roy, Saindon, Samson, St-Germain, Tremblay, Vaugeois, Verreault.—86.

CONTRE—NAYS:—0.

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la motion privilégiée (en vertu de l'article 24 du règlement) de M. Lavoie proposant:

Que cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement pour son attitude désinvolte et irresponsable manifestée régulièrement et de façon non équivoque à l'égard des travaux et des procédures parlementaires et en particulier pour l'absentéisme chronique de ses membres à l'Assemblée nationale.

Avant d'entreprendre le débat sur cette motion, M. le Président communique à l'Assemblée le partage du temps accepté à la conférence des leaders parlementaires des partis reconnus, savoir: quarante minutes au gouvernement; quarante minutes à l'Opposition officielle; vingt minutes à l'Union Nationale et dix minutes au Parti National Populaire.

Et un débat s'élève sur la motion de M. Lavoie.

La motion est alors rejetée, les voix se divisant comme suit:

The Order of the Day being read for the consideration of the motion of privilege (under Standing Order 24) by Mr Lavoie proposing:

That the Assembly do censure severely the government for its offhand and irresponsible attitude displayed regularly and in an unequivocal manner towards parliamentary work and procedures and, more particularly, for the chronic absenteeism of its members in the National Assembly.

Before undertaking the debate on this motion, Mr President informed the Assembly of the distribution of time agreed to at the conference of the House Leaders of the recognized parties, namely: forty minutes for the government; forty minutes for the Official Opposition; twenty minutes for the Union Nationale and ten minutes for the Popular National Party.

And a debate arising on the motion by Mr Lavoie.

The motion was then rejected on the following division:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Bellemare, Blank, Brochu, Caron, Ciaccia, Cordeau, Dubois, Fontaine, Forget, Garneau, Giasson, Goldbloom, Goulet, Gratton, Grenier, Lalonde, Lamontagne, Larivière, Lavoie, Lavoie-Roux, Le Moignan, Levesque (Bonaventure), Mailloux, Marchand, O'Gallagher, Pagé, Picotte, Raynald, Roy, Saindon, St-Germain, Vaillancourt (Orford), Verreault.—33.

CONTRE—NAYS:—MM./Messrs Baril, Beauséjour, Bédard, Bertrand, Bérubé, Bisaillon, Bordeleau, Boucher, Brassard, Charron, Clair, Desbiens, Duhaime, Dussault, Fallu, Gagnon, Garon, Godin, Gosselin, Gravel, Grégoire, Guay, Johnson, Jolivet, Laberge, Lacoste, Laplante, Lavigne, Lefebvre, Léonard, Lessard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, Morin (Sauvé), O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Perron, Proulx, Rancourt, Tremblay, Vaillancourt (Jonquière), Vaugeois.—48.

À dix-huit heures quinze minutes, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

At six-fifteen o'clock P.M., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until eight o'clock P.M.

Vingt heures

Eight o'clock P.M.

Déclaration ministérielle de M. Parizeau, ministre des Finances et du Revenu, au sujet du contentieux Québec-Ottawa relativement à la taxe de vente.

Ministerial declaration by Mr Parizeau, minister of Finance and Revenue, concerning the Québec-Ottawa controversy on the sales tax.

M. Johnson propose que le projet de loi n° 48, «Loi sur la fête nationale», soit maintenant lu la deuxième fois.

Mr Johnson moved that Bill 48, "National Holiday Act", be now read the second time.

Et un débat s'élève sur cette motion.

And a debate arising on this motion.

La motion est alors adoptée.

The motion was then adopted.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

The bill was accordingly read the second time.

Sur la motion de M. Duhaime, au nom de M. Charron, le projet de loi n° 48 est envoyé pour étude, article par article, à la commission plénière.

On motion of Mr Duhaime, on behalf of Mr Charron, Bill 48 was referred to the Committee of the Whole for section by section examination.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi n° 9, «Loi assu-

The Order of the Day being read for the second reading of Bill 9, "An Act

rant l'exercice des droits des personnes handicapées».

M. Lazure informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

M. Lazure propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Duhaime, au nom de M. Charron, le projet de loi n° 9 est déféré pour étude, article par article, à la Commission permanente des affaires sociales.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi n° 37, «Loi constituant l'Institut national de productivité».

M. Tremblay informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

M. Tremblay propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Duhaime, au nom de M. Charron, le projet de loi n° 37 est déféré pour étude, article par article, à la Commission permanente de l'industrie et du commerce.

Aujourd'hui, jeudi 1^{er} juin 1978, à treize heures quarante-cinq minutes, au

to secure the handicapped in the exercise of their rights".

Mr Lazure informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

Mr Lazure moved that the said bill be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted.

The bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Duhaime, on behalf of Mr Charron, Bill 9 was referred to the Standing Committee on Social Affairs for section by section examination.

The Order of the Day being read for the second reading of Bill 37, "An Act to establish the Institut national de productivité".

Mr Tremblay informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

Mr Tremblay moved that the said bill be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted.

The bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Duhaime, on behalf of Mr Charron, Bill 37 was referred to the Standing Committee on Industry and Commerce for section by section examination.

Today, Thursday, 1 June 1978, at forty-five minutes past one o'clock P.M.,

cabinet du lieutenant-gouverneur, en présence du Président de l'Assemblée nationale, de M. Charron, le représentant du Premier ministre, de M. Dubois, le représentant du chef de l'Union Nationale, de M. Tremblay et du secrétaire général de l'Assemblée nationale, il a plu à l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec de sanctionner la loi suivante:

- 21 Loi autorisant la vente de certains vins dans les épiceries et modifiant la Loi de la Société des alcools du Québec et la Loi de la Commission de contrôle des permis d'alcool.

À vingt-trois heures quarante-cinq minutes, sur la motion de M. Duhaime, l'Assemblée s'ajourne à lundi prochain quatorze heures.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

in the Office of the Lieutenant-Governor, in the presence of the President of the National Assembly, of Mr Charron, the Delegate of the Prime Minister, of Mr Dubois, the Delegate of the Leader of the Union Nationale, of Mr Tremblay and of the Secretary General of the National Assembly, the Honourable the Lieutenant-Governor of the province of Québec was pleased to sanction the following bill:

- 21 An Act to authorize the sale of certain wines in grocery stores and to amend the Québec Liquor Corporation Act and the Liquor Permit Control Commission Act.

At eleven forty-five o'clock P.M., on motion of Mr Duhaime, the Assembly adjourned until next Monday, at two o'clock P.M.

CLÉMENT RICHARD,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirty-first Legislature

Le lundi 5 juin 1978

Quatorze heures

Monday, 5 June 1978

Two o'clock P.M.

M. Tremblay dépose les documents suivants:

Une étude comparative des impacts économiques des propositions des gouvernements du Québec et du Canada, en date de mai 1978, intitulée: *Réduction de la taxe de vente au Québec.*

(Document de la session n° 210.)

Comptes économiques du Québec, revenus et dépenses, estimations annuelles 1961-1976, préparés par le ministère de l'Industrie et du Commerce.

(Document de la session n° 211.)

Rapport annuel du ministère de l'Industrie et du Commerce, pour l'année 1977/78.

(Document de la session n° 212.)

M. Alfred, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente de la justice qui a étudié, après

Mr Tremblay tabled the following documents:

A comparative study, dated May 1978, on the economic impacts of the proposals by the governments of Québec and Canada, entitled: *Réduction de la taxe de vente au Québec.*

(Sessional Papers, No. 210.)

Economic accounts of the province of Québec, revenues and expenditures, annual estimates for the 1961-1976 period, prepared by the Department of Industry and Commerce.

(Sessional Papers, No. 211.)

Annual report of the Department of Industry and Commerce, for 1977/78.

(Sessional Papers, No. 212.)

Mr Alfred, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Justice which examined Bill

la deuxième lecture, le projet de loi n° 39, «Loi sur le recours collectif».

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

(*Document de la session n° 213.*)

M. Charron propose que les commissions permanentes suivantes siègent immédiatement jusqu'à vingt-quatre heures, avec suspension des travaux de dix-huit heures à vingt heures:

Au Salon Rouge:

La Commission des affaires culturelles pour étudier, article par article, le projet de loi n° 4, «Loi modifiant la Loi sur les biens culturels».

À la Salle 81 «A»:

La Commission des affaires sociales pour étudier les crédits de ce ministère.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Beauséjour, Bédard, Bellemare, Bertrand, Bérubé, Biron, Bisaillon, Blank, Boucher, Brassard, Charron, Chevrette, Clair, Couture, Cuerrier, de Belleval, Desbiens, Dubois, Duhaim, Dussault, Fallu, Fontaine, Forget, Gagnon, Garneau, Garon, Giasson, Goldbloom, Goulet, Gratton, Gravel, Grégoire, Grenier, Guay, Johnson, Jolivet, Joron, Lacoste, Lalonde, Lamontagne, Laplante, Lavigne, Lavoie, Lavoie-Roux, Lazure, Lefebvre, Léonard, Lessard, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Mailloux, Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, Morin (Louis-Hébert), O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Parizeau, Payette, Proulx, Rancourt, Raynald, Samson, Tardif, Tremblay, Vaillancourt (Jonquière), Vaillancourt (Orford), Vaugeois.—73.

CONTRE—NAYS:—0.

Sur la motion de M. Charron, au nom de M. Morin (Sauvé), le projet de loi n° 2, «Loi modifiant la Loi de l'instruction publique», est lu la troisième fois.

Sur la motion de M. Charron, au nom de M. Bédard, le projet de loi n° 85, «Loi modifiant la Loi de la probation et des établissements de détention», est lu la troisième fois.

39, "An Act respecting the class action", following second reading.

The bill was reported with amendments.

(*Sessional Papers, No. 213.*)

Mr Charron moved that the following Standing Committees do sit immediately until midnight, with suspension of work from six o'clock until eight o'clock in the evening:

In the Red Room:

The Committee on Cultural Affairs for the section by section examination of Bill 4, "An Act to amend the Cultural Property Act".

In Room 81 "A":

The Committee on Social Affairs for the examination of the estimates of such Department.

The motion was adopted on the following vote:

On motion of Mr Charron, on behalf of Mr Morin (Sauvé), Bill 2, "An Act to amend the Education Act", was read the third time.

On motion of Mr Charron, on behalf of Mr Bédard, Bill 85, "An Act to amend the Probation and Houses of Detention Act", was read the third time.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission permanente de la justice qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 95, «Loi favorisant la libération conditionnelle des détenus».

Sur la motion de M. Vaillancourt (Jonquière), au nom de M. Lacoste, le rapport est adopté.

Le projet de loi n° 95 est remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission permanente de l'agriculture qui a étudié, après la deuxième lecture, les projets de loi suivants:

Projet de loi n° 10.—Loi favorisant le crédit agricole à long terme par les institutions privées;

Projet de loi n° 11.—Loi sur l'assurance-prêts agricoles et forestiers;

Projet de loi n° 12.—Loi modifiant la Loi du crédit agricole;

Projet de loi n° 13.—Loi modifiant la Loi de l'amélioration des fermes;

Projet de loi n° 14.—Loi modifiant la Loi favorisant le crédit à la production agricole;

Projet de loi n° 15.—Loi modifiant la Loi favorisant un crédit spécial pour les producteurs agricoles au cours de périodes critiques.

Sur la motion de M. Gagnon, au nom de M. Beauséjour, le rapport est adopté.

Les projets de loi nos 10, 11, 12, 13, 14 et 15 sont remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

The Assembly proceeded to take into consideration the report of the Standing Committee on Justice which examined Bill 95, "An Act to promote the parole of inmates", following second reading.

On motion of Mr Vaillancourt (Jonquière), on behalf of Mr Lacoste, the report was adopted.

Bill 95 was ordered for third reading at the next sitting.

The Assembly proceeded to take into consideration the report of the Standing Committee on Agriculture which examined the following bills, after second reading:

Bill 10.—An Act to promote long term farm credit by private institutions;

Bill 11.—An Act respecting farm-loan insurance and forestry-loan insurance;

Bill 12.—An Act to amend the Farm Credit Act;

Bill 13.—An Act to amend the Farm Improvement Act;

Bill 14.—An Act to amend the Act to promote credit to farm producers;

Bill 15.—An Act to amend the Act to promote special credit to agricultural producers during critical periods.

On motion of Mr Gagnon, on behalf of Mr Beauséjour, the report was adopted.

Bills 10, 11, 12, 13, 14 and 15 were ordered for third reading at the next sitting.

M. Joron propose que le projet de loi n° 41, «Loi modifiant la Loi d'Hydro-Québec et la Loi du développement de la région de la Baie James», soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Charron, le projet de loi n° 41 est déposé pour étude, article par article, à la Commission permanente de l'énergie.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi n° 7, «Loi modifiant la Loi constituant la Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires».

M. Garon informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

M. Garon propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Charron, le projet de loi n° 7 est déposé pour étude, article par article, à la Commission permanente de l'agriculture.

M. Tardif propose que le projet de loi n° 44, «Loi concernant les élections de 1978 dans certaines municipalités et modifiant la Loi des cités et villes», soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

Mr Joron moved that Bill 41, "An Act to amend the Hydro-Québec Act and the James Bay Region Development Act", be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted.

The bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Charron, Bill 41 was referred to the Standing Committee on Energy for section by section examination.

The Order of the Day being read for the second reading of Bill 7, "An Act to amend the Act to constitute the "Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires" ".

Mr Garon informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

Mr Garon moved that the said bill be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted.

The bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Charron, Bill 7 was referred to the Standing Committee on Agriculture for section by section examination.

Mr Tardif moved that Bill 44, "An Act respecting the 1978 elections in certain municipalities and amending the Cities and Towns Act", be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

À dix-huit heures, Madame le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

Vingt heures

Et le débat continue.

M. Goldbloom propose:

Que la motion en discussion soit amendée en retranchant le mot «maintenant» et en ajoutant à la fin les mots «dans quinze jours.».

Du consentement unanime de l'Assemblée, la prise en considération de cette motion d'amendement aura lieu dès que le Leader parlementaire de l'Union Nationale aura terminé son intervention sur la motion principale de M. Tardif, proposant que le projet de loi n° 44, «Loi concernant les élections de 1978 dans certaines municipalités et modifiant la Loi des cités et villes», soit maintenant lu la deuxième fois.

Et le débat continue.

L'Assemblée prend en considération la motion d'amendement de M. Goldbloom proposant:

Que la motion en discussion soit amendée en retranchant le mot «maintenant» et en ajoutant à la fin les mots «dans quinze jours.».

Et le débat qui s'élève sur cette motion d'amendement est ajourné sur la motion de M. Lamontagne.

M. Johnson propose que le projet de loi n° 43, «Loi modifiant la Loi du salaire minimum», soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

At six o'clock P.M., Madam President left the Chair and the sitting was suspended until eight o'clock P.M.

Eight o'clock P.M.

And the debate continuing thereon.

Mr Goldbloom moved:

That the motion under debate be amended by striking out the word "now" and by adding at the end the words "this day two weeks.".

With the unanimous consent of the Assembly, the taking into consideration of this motion of amendment will take place as soon as the Parliamentary Leader of the Union Nationale has completed his speech on the main motion by Mr Tardif, proposing that Bill 44, "An Act respecting the 1978 elections in certain municipalities and amending the Cities and Towns Act", be now read the second time.

And the debate continuing thereon.

The Assembly proceeded to take into consideration the motion of amendment by Mr Goldbloom proposing:

That the motion under debate be amended by striking out the word "now" and by adding at the end the words "this day two weeks.".

And the debate arising on this motion of amendment was adjourned on motion of Mr Lamontagne.

Mr Johnson moved that Bill 43, "An Act to amend the Minimum Wage Act", be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Lavoie.

À vingt-deux heures quarante-huit minutes, sur la motion de M. Lessard, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

The debate was adjourned on motion of Mr Lavoie.

At forty-eight minutes past ten o'clock P.M., on motion of Mr Lessard, the Assembly adjourned until tomorrow, at ten o'clock A.M.

CLÉMENT RICHARD,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirty-first Legislature

Le mardi 6 juin 1978

Dix heures

Tuesday, 6 June 1978

Ten o'clock A.M.

Déclaration ministérielle de M. Parizeau, ministre des Finances et du Revenu, relativement aux droits sur la distribution de boisson gazeuse et de bière dans des contenants non consignés.

Les documents suivants sont déposés.

Par M. Laurin:

Livre blanc sur la politique québécoise du développement culturel.

(Document de la session n° 214.)

Par M. Tremblay:

Copie d'une lettre, en date du 5 mai 1978, adressée à M. Jack Horner, ministre de l'Industrie et du Commerce du Canada, par M. Rodrigue Tremblay, ministre de l'Industrie et du Commerce du Québec, concernant l'urgence de stabiliser les importations afin de préserver les emplois dans l'industrie du gant, du cuir et du tissu.

(Document de la session n° 215.)

Ministerial declaration by Mr Parizeau, minister of Finance and Revenue, concerning the tax on non-returnable containers of soft drinks and beer.

The following documents were tabled:

By Mr Laurin:

A White Paper on a cultural development policy for Québec.

(Sessional Papers, No. 214.)

By Mr Tremblay:

A copy of a letter, dated 5 May 1978, forwarded to Mr Jack Horner, minister of Industry, Trade and Commerce of Canada, by Mr Rodrigue Tremblay, minister of Industry and Commerce of Québec, concerning the urgent need of stabilizing imports to protect jobs in the glove, leather and textile industries.

(Sessional Papers, No. 215.)

Les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, présentés, lus la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture:

Par M. Lessard:

Projet de loi n° 56.—Loi modifiant la Loi de la Communauté urbaine de Montréal et la Loi constituant la Commission de transport de la Rive sud de Montréal.

Par M. de Belleval:

Projet de loi n° 60.—Loi concernant la protection à la retraite de certains enseignants.

À la fin de la période de questions orales des députés, du consentement unanime de l'Assemblée, M. Lévesque (Taillon) dépose le document suivant:

Copie d'une lettre, en date du 5 juin 1978, adressée à M. Pierre Martin, sous-ministre de l'Éducation, par M. Louis Pelletier, directeur général de la Direction générale de l'éducation des adultes, concernant un certain texte mettant en évidence le Premier ministre actuel du Québec, et qui aurait été utilisé dans un examen de français langue maternelle.

(Document de la session n° 216.)

M. Charron propose que les commissions permanentes suivantes siègent immédiatement jusqu'à dix-huit heures, avec suspension des travaux de treize heures à quinze heures:

Au Salon Rouge:

La Commission des affaires sociales pour étudier les crédits de ce ministère.

À la Salle 81 «A»:

La Commission de industrie et du commerce pour étudier les crédits de ce ministère, et que ce soir, les commissions permanentes suivantes siègent à compter de

The following bills were severally introduced, read the first time and ordered for second reading at the next sitting:

By Mr Lessard:

Bill 56.—An Act to amend the Montreal Urban Community Act and the Act to incorporate the Montreal South Shore Transit Commission.

By Mr de Belleval:

Bill 60.—An Act respecting pension coverage for certain teachers.

At the end of the period of oral questions by Members, with the unanimous consent of the Assembly, Mr Lévesque (Taillon) tabled the following document:

A copy of a letter, dated 5 June 1978, forwarded to Mr Pierre Martin, deputy-minister of Education, by Mr Louis Pelletier, director general of the adult education branch, concerning a certain text which brings out the personality of the present Prime Minister of Québec and which was used in an examination of French as mother tongue.

(Sessional Papers, No. 216.)

Mr Charron moved that the following Standing Committees do sit immediately until six o'clock P.M., with suspension of work from one o'clock P.M. until three o'clock P.M.:

In the Red Room:

The Committee on Social Affairs for the examination of the estimates of such Department.

In Room 81 «A»:

The Committee on Industry and Commerce for the examination of the estimates of such Department, and that the following Standing Com-

vingt heures jusqu'à vingt-quatre heures:

Au Salon Rouge:

La Commission des affaires sociales pour étudier les crédits de ce ministère.

À la Salle 81 «A»:

La Commission de l'énergie pour étudier les crédits de l'énergie.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

mittees do sit this evening from eight o'clock until midnight:

In the Red Room:

The Committee on Social Affairs for the examination of the estimates of such Department.

In Room 81 "A":

The Committee on Energy for the examination of the estimates of energy.

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bellemare, Bertrand, Biron, Bisaillon, Blank, Bordeleau, Boucher, Brassard, Brochu, Cardinal, Charbonneau, Charron, Chevrette, Ciaccia, Clair, Cordeau, Couture, de Belleval, Desbiens, Dubois, Duhaine, Dussault, Fallu, Fontaine, Forget, Gagnon, Garneau, Garon, Gendron, Giasson, Godin, Goldbloom, Gosselin, Goulet, Gratton, Gravel, Grégoire, Grenier, Guay, Johnson, Jolivet, Joron, Laberge, Lacoste, Lalonde, Lamontagne, Landry, Laplante, Laurin, Lavigne, Lavoie, Lavoie-Roux, Lazure, Lefebvre, Léger, Le Moignan, Léonard, Lessard, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Tailleur), Mailloux, Marchand, Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, Morin (Louis-Hébert), O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Paquette, Parizeau, Payette, Perron, Picotte, Proulx, Rancourt, Raynauld, Roy, Samson, Shaw, Springate, Tardif, Tremblay, Vaillancourt (Orford), Vaugeois, Verreault.
—93.

CONTRE—NAYS:—0.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission permanente de la justice qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 39, «Loi sur le recours collectif».

L'amendement proposé par M. Marois au projet de loi et au rapport est adopté.

Sur la motion de M. Marois, le rapport est adopté.

Le projet de loi n° 39 est remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion d'amendement de M. Goldbloom

The Assembly proceeded to take into consideration the report of the Standing Committee on Justice which examined Bill 39, "An Act respecting the class action", following second reading.

The amendment proposed by Mr Marois to the bill and to the report was adopted.

On motion of Mr Marois, the report was adopted.

Bill 39 was ordered for third reading at the next sitting.

The Assembly resumed the debate on the motion of amendment by Mr Gold-

à la motion de M. Tardif proposant que le projet de loi n° 44, «Loi concernant les élections de 1978 dans certaines municipalités et modifiant la Loi des cités et villes», soit maintenant lu la deuxième fois, lequel amendement se lit comme suit:

«Que le motion en discussion soit amendée en retranchant le mot «maintenant» et en ajoutant à la fin les mots «dans quinze jours.» ».

À treize heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quinze heures.

Quinze heures

Et le débat continue.

La motion d'amendement est alors rejetée, les voix se divisant comme suit:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Bellemare, Biron, Blank, Brochu, Ciaccia, Cordeau, Dubois, Fontaine, Forget, Garneau, Giasson, Goldbloom, Goulet, Grenier, Lalonde, Lamontagne, Larivière, Lavoie, Lavoie-Roux, Le Moignan, Levesque (Bonaventure), Marchand, O'Gallagher, Pagé, Raynault, Roy, Shaw, Springate, Vaillancourt (Orford), Verreault.—30.

CONTRE—NAYS:—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bédard, Bertrand, Bisaillon, Bordeleau, Boucher, Brassard, Charbonneau, Chevette, Clair, de Belleval, Desbiens, Duhaime, Dussault, Fallu, Gagnon, Gendron, Gosselin, Gravel, Grégoire, Guay, Jolivet, Joron, Laberge, Laplante, Lavigne, Lazure, Lefebvre, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Marcoux, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Paquette, Perron, Proulx, Rancourt, Tardif, Tremblay, Vaillancourt (Jonquière), Vaugeois.—46.

Et le débat continue sur la motion principale de M. Tardif proposant que le projet de loi n° 44, «Loi concernant les élections de 1978 dans certaines municipalités et modifiant la Loi des cités et villes», soit maintenant lu la deuxième fois.

bloom to the motion by Mr Tardif proposing that Bill 44, "An Act respecting the 1978 elections in certain municipalities and amending the Cities and Towns Act", be now read the second time, which amendment reads as follows:

"That the motion under debate be amended by striking out the word "now" and by adding at the end the words "this day two weeks." "

At one o'clock P.M., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until three o'clock P.M.

Three o'clock P.M.

And the debate continuing thereon.

The motion of amendment was then rejected on the following division:

And the debate continuing on the main motion by Mr Tardif proposing that Bill 44, "An Act respecting the 1978 elections in certain municipalities and amending the Cities and Towns Act", be now read the second time.

À dix-huit heures, Madame le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

At six o'clock P.M., Madam President left the Chair and the sitting was suspended until eight o'clock P.M.

Vingt heures

Eight o'clock P.M.

Et le débat continue.

And the debate continuing thereon.

La motion est alors adoptée, les voix se divisant comme suit:

The motion was then adopted on the following division:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bertrand, Bisaillon, Bordeleau, Boucher, Brassard, Charbonneau, Chevrette, de Belleval, Desbiens, Duhaime, Dussault, Fallu, Gagnon, Gendron, Godin, Gosselin, Gravel, Grégoire, Guay, Johnson, Jolivet, Joron, Laberge, Lacoste, Landry, Laplante, Lavigne, Lazure, Lefebvre, Léonard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Marcoux, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Paquette, Payette, Perron, Proulx, Rancourt, Tardif, Vaillancourt (Jonquière).—48.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Bellemare, Brochu, Caron, Ciaccia, Cordeau, Dubois, Fontaine, Forget, Garneau, Giasson, Goldbloom, Goulet, Gratton, Lalonde, Lamontagne, Larivière, Lavoie, Lavoie-Roux, Le Moignan, Levesque (Bonaventure), Mailloux, Marchand, O'Gallagher, Raynault, Roy, Samson, Shaw, Springate, St-Germain, Vaillancourt (Orford), Verreault.—31.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

The bill was accordingly read the second time.

Sur la motion de M. Duhaime, au nom de M. Charron, le projet de loi n° 44 est envoyé pour étude, article par article, à la commission plénière et étudié en commission plénière.

On motion of Mr Duhaime, on behalf of Mr Charron, Bill 44 was committed and examined section by section in Committee of the Whole.

0 heure, le mercredi 7 juin 1978

Midnight, Wednesday, 7 June 1978

La commission rapporte qu'elle n'a pas fini de délibérer et permission lui est donnée de siéger de nouveau à la prochaine séance.

Progress was reported and leave granted to the committee to sit again at the next sitting.

M. Duhaime, au nom de M. Charron, donne l'avis suivant:

Mr Duhaime, on behalf of Mr Charron, gave the following notice:

Aujourd'hui, les commissions permanentes suivantes siégeront à compter de dix heures jusqu'à treize heures:

The following Standing Committees will sit today from ten o'clock A.M. until one o'clock P.M.:

Au Salon Rouge:

La Commission de la présidence du conseil et de la constitution siégera pour étudier, article par article, le projet de loi n° 92, «Loi sur la consultation populaire».

À la Salle 81 «A»:

La Commission de l'immigration siégera pour étudier les crédits de ce ministère.

À la Salle 91 «A»:

La Commission des affaires sociales siégera pour étudier les crédits de ce ministère.

M. Duhaime propose que l'Assemblée s'ajourne à cet après-midi quinze heures.

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Baril, Beauséjour, Bellemare, Blank, Bordeleau, Caron, Charbonneau, Ciaccia, Cordeau, Cuerrier, de Belleval, Desbiens, Duhaime, Dussault, Fallu, Fontaine, Forget, Gagnon, Godin, Goldbloom, Gosselin, Goulet, Gratton, Johnson, Jolivet, Laberge, Lacoste, Lalonde, Lamontagne, Lavigne, Lavoie, Lavoie-Roux, Lefebvre, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Marchand, Marcoux, Marquis, Mercier, Michaud, O'Gallagher, O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Paquette, Parizeau, Payette, Perron, Proulx, Rancourt, Springate, St-Germain, Tardif, Verreault.—53.

CONTRE—NAYS:—MM./Messrs Alfred, Bertrand, Bisailon, Boucher, Gravel, Grégoire, Guay, Laplante.—8.

ABSTENTION:—M./Mr Vaillancourt (Jonquière).—1.

En conséquence, à quatre heures cinquante-cinq minutes, l'Assemblée s'ajourne.

In the Red Room:

The Committee on the Presidency of the Council and the Constitution will sit for the section by section examination of Bill 92, "Referendum Act".

In Room 81 "A":

The Committee on Immigration will sit for the examination of the estimates of such Department.

In Room 91 "A":

The Committee on Social Affairs will sit for the examination of the estimates of such Department.

Mr Duhaime moved that the Assembly do adjourn until this afternoon, at three o'clock.

The motion was adopted on the following division:

At fifty-five minutes past four o'clock A.M., the Assembly accordingly adjourned.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

CLÉMENT RICHARD,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirty-first Legislature

Le mercredi 7 juin 1978

Quinze heures

Wednesday, 7 June 1978

Three o'clock P.M.

M. Bédard dépose le document suivant:

Copie de la correspondance échangée entre M. Jean-Jacques Blais, Solliciteur général du Canada, et M. Marc-André Bédard, ministre de la Justice du Québec, concernant la constitutionnalité du projet de loi C-26 qui traite de l'interception de communications et de saisies de stupéfiants et de drogues qui sont en cours de transmission par la poste.

(Document de la session n° 217.)

Mr Bédard tabled the following document:

Copy of the correspondence exchanged between Mr Jean-Jacques Blais, Solicitor General of Canada, and Mr Marc-André Bédard, minister of Justice of Québec, concerning the constitutionality of Bill C-26 dealing with the interception of communications and seizure of narcotics and drugs in the course of post.

(Sessional Papers, No. 217.)

QUESTIONS ET RÉPONSES

Question de M. Lavoie:

Quel a été le coût total des dépenses de toutes sortes acquittées par le gouvernement à l'occasion de la tenue d'une réunion du Conseil des Ministres à l'Auberge Yvan Coutu, à Sainte-Marguerite-du-lac-Masson, au milieu d'octobre 1977, tant pour les Ministres, leur épouse, leurs enfants, les fonctionnaires que pour toutes les personnes qui étaient chargées de la sécurité?

QUESTIONS AND ANSWERS

Question by Mr Lavoie:

What was the total amount of expenses of all kinds paid by the government on the occasion of the Cabinet meeting held in the middle of October 1977 at the Auberge Yvan Coutu at Sainte-Marguerite-du-lac-Masson, for the Ministers, their wives and children, for civil servants, as well as for any persons in charge of security?

Réponse de M. Lévesque (Taillon):

Le coût total des dépenses acquittées par le gouvernement dans le cadre de la réunion du Conseil des Ministres qui a eu lieu les 14 et 15 octobre 1977 à l'Auberge Yvan Coutu à Sainte-Marguerite-du-lac-Masson, s'élève à \$1 627,95.

En plus des Ministres qui ont participé au Conseil, trois membres du Cabinet du Premier ministre étaient présents.

Les dépenses ont été encourues exclusivement pour le logement et la nourriture des Ministres et des membres du Cabinet du Premier ministre, pour le transport d'une personne ainsi que pour l'escorte des Ministres, selon la répartition suivante:

Logement et nourriture: \$1 178,10

Transport d'un membre du
Cabinet du Premier ministre: \$ 22,50

Frais d'escorte: \$ 427,35

Total: \$1 627,95

Les dépenses pour les épouses et les enfants présents étaient à la charge de chacun des Ministres concernés.

Question de M. Russell:

1. Est-ce que les villes de Bedford, Bromont, Cowansville, Farnham, Granby, Lac-Brôme et Waterloo ont reçu des subventions des ministères ou organismes suivants, de 1964 à ce jour:

- a) Industrie et Commerce;
- b) Transports;
- c) Agriculture;
- d) Tourisme, Chasse et Pêche;
- e) Justice;
- f) Affaires culturelles;
- g) Haut-commissariat à la jeunesse, aux loisirs et aux sports?

2. Dans chaque cas, quel a été le montant de la subvention et le but pour lequel elle a été versée?

Answer by Mr Lévesque (Taillon):

The total cost of expenses paid by the government for the Cabinet meeting held at the Auberge Yvan Coutu at Sainte-Marguerite-du-lac-Masson on 14 and 15 October 1977 amounts to \$1 627,95.

Besides the Ministers who attended this meeting, three members of the Prime Minister's Office were present.

The expenses incurred were exclusively for meals and lodging of Ministers and members of the Prime Minister's Office, for transportation of one person as well as for Ministers' attendants according to the following list:

Meals and lodging: \$1 178,10

Transportation of
one member

of the Prime Minister's
Office: \$ 22,50

Attendants' expenses: \$ 427,35

Total: \$1 627,95

The expenses for the wives and children present were paid by each of the Ministers concerned.

Question by Mr Russell:

1. From 1964 up to this day, have the towns of Bedford, Bromont, Cowansville, Farnham, Granby, Lac-Brôme and Waterloo received any subsidies from the following Departments or bodies:

- (a) Industry and Commerce;
- (b) Transport;
- (c) Agriculture;
- (d) Tourism, Fish and Game;
- (e) Justice;
- (f) Cultural Affairs;
- (g) Haut-commissariat à la jeunesse, aux loisirs et aux sports?

2. What was the amount of the subsidy in each case and the purpose for which it was granted?

Réponse de M. Bédard, concernant le ministère de la Justice:

Le ministère de la Justice n'a pas octroyé de subventions aux villes de Bedford, Bromont, Cowansville, Farnham, Granby, Lac-Brôme et Waterloo depuis 1964 jusqu'à ce jour.

Réponse de M. Duhaime, concernant le ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche:

1. Non.

Question de M. O'Gallagher:

Quel montant total le gouvernement a-t-il dépensé dans le cadre de la série de recherches effectuées par M. René-Marcel Sauvé, spécialiste en géopolitique et membre de l'Institut d'études stratégiques de Londres, sur les problèmes de la défense du Québec, dans le cas d'une éventuelle indépendance politique?

Réponse de M. Morin (Louis-Hébert):

Le ministère des Affaires intergouvernementales n'a payé aucun argent à M. René-Marcel Sauvé, spécialiste en géopolitique.

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Cordeau:

1. Au 1^{er} mars 1978, combien de municipalités avaient soumis un projet dans le cadre des programmes suivants:

- a) programme d'aide à l'implantation de réseaux d'aqueduc (PAIRA);
- b) programme d'aide à l'implantation des services d'incendie (PAISI);
- c) programme d'aide à l'implantation des rôles d'évaluation (PAIRE);
- d) programme d'aide pour la construction d'infrastructures d'aqueduc et

Answer by Mr Bédard, concerning the Department of Justice:

The Department of Justice has not awarded any subsidies to the towns of Bedford, Bromont, Cowansville, Farnham, Granby, Lac-Brôme, and Waterloo from 1964 up to this day.

Answer by Mr Duhaime, concerning the Department of Tourism, Fish and Game:

1. No.

Question by Mr O'Gallagher:

What total amount was spent by the government within the framework of the research work carried out by Mr René-Marcel Sauvé, specialist in geopolitics and member of the International Institute for Strategic Studies of London, on the problems dealing with the defence of Québec in the event of political independence?

Answer by Mr Morin (Louis-Hébert):

No amount of money was paid by the Department of Intergovernmental Affairs to Mr René-Marcel Sauvé, specialist in geopolitics.

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Cordeau:

1. As at 1 March 1978, how many municipalities had submitted a project within the framework of the following programs:

- (a) program of assistance for the establishment of waterworks systems;
- (b) program of assistance for the establishment of fire departments;
- (c) program of assistance for the establishment of valuation rolls;
- (d) program of assistance for the construction of waterworks and sewer sys-

d'égouts connu sous le nom «LIQUIDATION»?

2. Dans chacun des cas, quels sont:

a) le nom des municipalités concernées;

b) la date de la présentation du projet;

c) la date de l'acceptation ou du refus du projet;

d) le montant octroyé dans les cas où le projet a été accepté;

e) les raisons du refus dans le cas où le projet a été refusé?

3. Quel est le nombre de projets en suspens dans chacun des programmes?

Sur la motion de M. Charron, il est—

Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Tardif dépose ledit document.

(*Document de la session n° 218.*)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Dubois:

Depuis le 1^{er} janvier 1977 jusqu'au 1^{er} janvier 1978:

1. Combien de nouvelles usines impliquées dans le secteur des aliments et boissons se sont établies au Québec?

2. Où sont-elles localisées et quels ont été les investissements de chacune d'elles?

3. Dans le même secteur, quelle est la somme des nouveaux investissements des industries déjà existantes?

4. Quelles sont ces industries, où sont-elles situées et quels sont les investissements nouveaux de chacune d'elles?

5. Quelles productions ont été touchées?

6. Combien de nouveaux emplois ont été créés?

7. Combien d'industries, dans ce même secteur, ont cessé leurs opérations au cours de la même période?

tems known under the name of "LIQUIDATION"?

2. In each case, what are:

(a) the names of the municipalities involved;

(b) the date when the project was submitted;

(c) the date when the project was accepted or turned down;

(d) the amount awarded in cases where the project was accepted;

(e) the reasons for having turned down the project?

3. How many projects are still pending in each of those programs?

On motion of Mr Charron,—

Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Tardif tabled the said document.

(*Sessional Papers, No. 218.*)

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Dubois:

From 1 January 1977 to 1 January 1978:

1. How many new plants, in the food and beverage sector, were established in Québec?

2. Where are they located and what amounts were invested in each one of them?

3. In the same sector, what was the amount of new investments placed in industries which are already established?

4. What are the names of these industries, where are they located and what new investments were placed in each one of them?

5. What type of production was touched?

6. How many new jobs were created?

7. How many industries, in the same sector, have ceased to operate during the same period?

8. Combien de travailleurs ont été ainsi impliqués dans l'abandon de la production?

Sur la motion de M. Charron, il est—
Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Tremblay dépose ledit document.

(Document de la session n° 219.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Russell:

1. Entre le 15 novembre 1976 et le 1^{er} février 1978, le gouvernement a-t-il fait l'achat de drapeaux canadiens?

2. Entre le 15 novembre 1976 et le 1^{er} février 1978, le gouvernement a-t-il fait l'achat de drapeaux français?

3. Dans l'affirmative, quels sont dans l'un et l'autre cas:

a) les quantités de chaque catégorie;

b) les prix de chaque catégorie;

c) les noms et adresses des vendeurs de chaque catégorie?

Sur la motion de M. Charron, il est—
Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

Mme Ouellette dépose ledit document.

(Document de la session n° 220.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Lavoie:

1. Quel montant total le gouvernement, ses offices, régies, commissions et sociétés ont-ils payé en honoraires à des architectes, ingénieurs, avocats, notaires, arpenteurs, consultants et autres personnes, depuis le 26 novembre 1976 jusqu'au 15 juin 1977?

8. How many workers were affected by the interruption of production?

On motion of Mr Charron,—
Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Tremblay tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 219.)

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Russell:

1. Has the government purchased any Canadian flags between 15 November 1976 and 1 February 1978?

2. Has the government purchased any French flags between 15 November 1976 and 1 February 1978?

3. If so, in both cases:

(a) what were the quantities for each category;

(b) what were the prices for each category;

(c) what were the names and addresses of the suppliers of each category?

On motion of Mr Charron,—
Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mrs Ouellette tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 220.)

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Lavoie:

1. What was the total amount of fees paid by the government, its bureaux, boards, commissions and corporations to architects, engineers, lawyers, notaries, land-surveyors, consultants and other persons, from 26 November 1976 to 15 June 1977?

2. Quels sont les noms, prénoms et adresses de ces personnes ou sociétés ainsi que le montant payé à chacune?

3. A quel projet chaque dépense s'applique-t-elle?

Sur la motion de M. Charron, il est—

Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Charron dépose ledit document.

(Document de la session n° 221.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. O'Gallagher:

1. Le gouvernement ou ses offices, régies, commissions et sociétés ont-ils accordé des contrats à la société Photo-Air Laurentides Inc., 1650 rue Louis-Jetté, Québec, depuis le 26 novembre 1976 jusqu'au 28 février 1978?

2. Si oui, quel est le montant total de ces contrats?

3. Quels sont:

a) les contrats qui ont été accordés à la suite d'appels d'offres;

b) la nature du travail;

c) les noms et adresses des soumissionnaires;

d) le montant de chaque soumission;

e) le montant du contrat?

4. Quels sont:

a) les contrats qui ont été accordés sans appel d'offres;

b) la nature et l'endroit du travail;

c) le montant du contrat?

5. Quel a été le montant total versé à cette société depuis le 26 novembre 1976 jusqu'au 28 février 1978, tant par le gouvernement que par ses offices, régies, commissions et sociétés?

6. Quels sont les noms, prénoms et adresses des administrateurs de ladite société?

2. What are the names, given names and addresses of such persons or firms as well as the amount paid to each one?

3. To what project does each expenditure apply?

On motion of Mr Charron,—

Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Charron tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 221.)

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr O'Gallagher:

1. Has the government or any of its bureaux, boards, commissions or corporations granted any contracts to the firm Photo-Air Laurentides Inc., 1650 Louis-Jetté Street, Québec, from 26 November 1976 to 28 February 1978?

2. If so, what was the total amount of such contracts?

3. What were:

(a) the contracts awarded following calls for tenders;

(b) the nature of the work to be carried out;

(c) the names and addresses of the bidders;

(d) the amount of each bid;

(e) the amount of the contract?

4. What were:

(a) the contracts awarded without calls for tenders;

(b) the nature and the location of the work to be carried out;

(c) the amount of the contract?

5. What has been the total amount paid to this firm from 26 November 1976 to 28 February 1978 by the government as well as by any of its bureaux, boards, commissions or corporations?

6. What are the names, given names and addresses of the directors of this firm?

7. Cette société a-t-elle produit, en 1976, le rapport requis en vertu de la Loi des renseignements sur les compagnies (S.R.Q., 1964, c. 273, a. 4 et amendements)?

8. S'il y a eu omission, les pénalités prévues dans la loi ont-elles été appliquées?

9. Si non, pourquoi?

Sur la motion de M. Charron, il est—
Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Charron dépose ledit document.

(Document de la session n° 222.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Roy:

Pour sa dernière année financière, à quelle(s) compagnie(s) ou société(s) d'assurances la Régie du Grand Théâtre de Québec a-t-elle confié:

a) Ses contrats d'assurance-responsabilité, incendie et autres?

1. Quel est le coût de la prime payée pour chacun de ces contrats;

2. par l'entremise de quel courtier ces contrats ont-ils été négociés?

b) La gestion du plan d'assurance-groupe pour ses employés?

1. Quel est le montant global payé pour ce plan pour la dernière année financière;

2. quelle est la part payée par les employés;

3. quelle est la part payée par les employeurs;

4. si le plan a été négocié par l'entremise d'un courtier, quel est le nom de ce courtier?

7. Did this firm produce a report in 1976 in accordance with the Companies Information Act (R.S.Q., 1964, c. 273, s. 4 and amendments)?

8. If not, were the penalties provided in this act applied?

9. If not, why?

On motion of Mr Charron,—
Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Charron tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 222.)

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Roy:

For its last fiscal year, to what insurance company or companies did the Régie du Grand Théâtre de Québec award:

(a) Its contracts of public liability insurance, fire insurance or other insurance?

1. What was the cost of the premium paid for each contract;

2. through which broker were these contracts negotiated?

(b) The group insurance scheme of its employees?

1. What was the total amount paid for this insurance scheme during the last fiscal year;

2. what was the employee's contribution;

3. what was the employer's contribution;

4. if the insurance scheme was negotiated through a broker, what is the name of this broker?

Sur la motion de M. Charron, il est—
Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Vaugeois dépose ledit document.

(Document de la session n° 223.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Roy:

Pour sa dernière année financière, à quelle(s) compagnie(s) ou société(s) d'assurances la Régie de la Place des Arts a-t-elle confié:

a) Ses contrats d'assurance-responsabilité, incendie et autres?

1. Quel est le coût de la prime payée pour chacun de ces contrats;

2. par l'entremise de quel courtier ces contrats ont-ils été négociés?

b) La gestion du plan d'assurance-groupe pour ses employés?

1. Quel est le montant global payé pour ce plan pour la dernière année financière;

2. quelle est la part payée par les employés;

3. quelle est la part payée par les employeurs;

4. si le plan a été négocié par l'entremise d'un courtier, quel est le nom de ce courtier?

Sur la motion de M. Charron, il est—
Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Vaugeois dépose ledit document.

(Document de la session n° 224.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Roy:

Pour sa dernière année financière, à quelle(s) compagnie(s) ou société(s)

On motion of Mr Charron,—

Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Vaugeois tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 223.)

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Roy:

For its last fiscal year, to what insurance company or companies did the Régie de la Place des Arts award:

(a) Its contracts of public liability insurance, fire insurance or other insurance?

1. What was the cost of the premium paid for each contract;

2. through which broker were these contracts negotiated?

(b) The group insurance scheme of its employees?

1. What was the total amount paid for this insurance scheme during the last fiscal year;

2. what was the employee's contribution;

3. what was the employer's contribution;

4. if the insurance scheme was negotiated through a broker, what is the name of this broker?

On motion of Mr Charron,—

Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Vaugeois tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 224.)

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Roy:

For its last fiscal year, to what insurance company or companies did the

d'assurances l'Office de radio-télédiffusion du Québec a-t-elle confié:

a) Ses contrats d'assurance-responsabilité, incendie et autres?

1. Quel est le coût de la prime payée pour chacun de ces contrats;

2. par l'entremise de quel courtier ces contrats ont-ils été négociés?

b) La gestion du plan d'assurance-groupe pour ses employés?

1. Quel est le montant global payé pour ce plan pour la dernière année financière;

2. quelle est la part payée par les employés;

3. quelle est la part payée par les employeurs;

4. si le plan a été négocié par l'entremise d'un courtier, quel est le nom de ce courtier?

Sur la motion de M. Charron, il est—
Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. O'Neill dépose ledit document.

(*Document de la session n° 225.*)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Gratton:

1. Des travaux d'aménagement, de rénovation et de décoration ont-ils été exécutés au bureau qu'occupe le Ministre des Travaux publics et de l'Approvisionnement, à Hull?

2. Dans l'affirmative, quels sont:

a) les noms et adresses des exécutants;

b) le montant payé ou à payer tant pour les matériaux que pour la main-d'œuvre?

3. Des soumissions publiques ont-elles été demandées?

4. Si oui, quels sont:

a) les noms et adresses des soumissionnaires;

Québec Broadcasting Bureau award:

(a) Its contracts of public liability insurance, fire insurance or other insurance?

1. What was the cost of the premium paid for each contract;

2. through which broker were these contracts negotiated?

(b) The group insurance scheme of its employees?

1. What was the total amount paid for this insurance scheme during the last fiscal year;

2. what was the employee's contribution;

3. what was the employer's contribution;

4. if the insurance scheme was negotiated through a broker, what is the name of this broker?

On motion of Mr Charron,—

Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr O'Neill tabled the said document.

(*Sessional Papers, No. 225.*)

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Gratton:

1. Was any reorganization, renovation or decoration work carried out in the office occupied by the Minister of Public Works and Supply, at Hull?

2. If so, what are:

(a) the names and addresses of the contractors;

(b) the amount paid or to be paid for material as well as for labour?

3. Were public tenders called for?

4. If so, what are:

(a) the names and addresses of the bidders;

b) le montant de chaque soumission?
5. Quel est le coût total du nouvel ameublement?

6. Quel est le coût total de réfection de l'ameublement existant qui a été rénové pour utilisation à ce bureau?

Sur la motion de M. Charron, il est—

Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

Mme Ouellette dépose ledit document.

(Document de la session n° 226.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Pagé:

1. Depuis le 15 janvier 1978, dans quelles municipalités le Ministre du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche et/ou ses fonctionnaires s'est-il rendu/ou se sont-ils rendus dans le cadre de la tournée de consultation sur l'abolition des droits exclusifs de chasse et de pêche?

2. Quels sont, pour chaque visite:

a) l'endroit et la date;

b) les noms et fonctions des fonctionnaires;

c) le montant des dépenses se rapportant à chacun d'eux, y compris celles du Ministre, pour:

i) le transport;

ii) les repas et logement;

iii) les frais de représentation?

Sur la motion de M. Charron, il est—

Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Duhaime dépose ledit document.

(Document de la session n° 227.)

(b) the amount of each bid?

5. What was the total cost of the new furniture?

6. What was the total cost to restore the existing furniture to be used in this office?

On motion of Mr Charron,—

Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mrs Ouellette tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 226.)

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Pagé:

1. Since 15 January 1978, to which municipalities has the Minister of Tourism, Fish and Game and/or any of his employees gone within the framework of the consultation tour concerning the abolition of fishing and hunting exclusive rights?

2. For each trip, what were:

(a) the place and date;

(b) the names and positions of the civil servants;

(c) the amount of expenses of each one of them, including those of the Minister, for:

i) travelling;

ii) meals and lodging;

iii) entertainment?

On motion of Mr Charron,—

Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Duhaime tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 227.)

Sur la motion de M. Ciaccia, il est—
Ordonné qu'il soit déposé:

Copie de toute correspondance, mémoires, rapports et autres documents échangés, depuis le 15 janvier 1974 jusqu'au 28 février 1978, entre le ministère des Communications et la Régie des services publics, d'une part, et la Compagnie de Téléphone Continental du Québec, la compagnie Bell Canada Ltée et la compagnie Québec Téléphone Ltée, d'autre part, relativement à toute question se rapportant au réseau téléphonique contrôlé par la Compagnie de Téléphone Continental Ltée, sur le territoire québécois.

M. O'Neill dépose ledit document.
(*Document de la session n° 228.*)

Sur la motion de M. Caron, il est—
Ordonné qu'il soit déposé:

Copie du programme qui a été préparé par la Direction générale des pêches maritimes du ministère de l'Industrie et du Commerce et dont il est fait mention au document sessionnel numéro 413-77, concernant l'élaboration d'une stratégie quinquennale d'allocation des ressources devant permettre aux pêcheurs et entreprises du Québec d'avoir accès à la zone canadienne de pêche de 200 milles.

M. Tremblay dépose un document concernant ladite motion.
(*Document de la session n° 229.*)

Sur la motion de M. Picotte, il est—
Ordonné qu'il soit déposé:

Copie de toute correspondance, mémoires, rapports, télégrammes et autres documents échangés, depuis le 26 novembre 1976 jusqu'au 13 mars 1978, entre le ministère des Affaires municipales et le conseil municipal de Saint-Justin, district électoral de Maskinongé, concernant le problème d'approvisionnement en eau potable dans cette région.

On motion of Mr Ciaccia,—
Ordered, that there be tabled:

Copy of any correspondence, briefs, reports and other documents exchanged from 15 January 1974 to 28 February 1978 between the Department of Communications and the Public Service Board, on the one hand, and the Continental Telephone Company of Québec, Bell Canada Ltd. and Québec Telephone Ltd., on the other hand, concerning any matter related to the telephone network controlled by the Continental Telephone Company of Québec within Québec territory.

Mr O'Neill tabled the said document.
(*Sessional Papers, No. 228.*)

On motion of Mr Caron,—
Ordered, that there be tabled:

Copy of the program prepared by the Maritime Fisheries Branch of the Department of Industry and Commerce and referred to in Sessional Papers, No. 413 of 1977, concerning the setting up of a five-year resource allocation plan which would allow Québec fishermen and undertakings to have access to the 200 mile Canadian fishing zone.

Mr. Tremblay tabled a document concerning the said motion.
(*Sessional Papers, No. 229.*)

On motion of Mr Picotte,—
Ordered, that there be tabled:

Copy of any correspondence, briefs, reports, telegrams or other documents exchanged, from 26 November 1976 to 13 March 1978, between the Department of Municipal Affairs and the Saint-Justin town council, in the electoral district of Maskinongé, concerning the problem of drinking water supply in this region.

M. Tardif dépose ledit document.
(*Document de la session n° 230.*)

M. Charron donne l'avis suivant:

Cet après-midi, les commissions permanentes suivantes siégeront dès l'ajournement de l'Assemblée jusqu'à dix-huit heures:

Au Salon Rouge:

La Commission de la présidence du conseil et de la constitution siégera pour étudier, article par article, le projet de loi n° 92, «Loi sur la consultation populaire».

À la Salle 81 «A»:

La Commission des affaires sociales siégera pour étudier les crédits de ce ministère.

À la Salle 91 «A»:

La Commission de l'industrie et du commerce siégera pour étudier les crédits de ce ministère, et ce soir, les commissions permanentes suivantes siégeront à compter de vingt heures jusqu'à vingt-quatre heures:

Au Salon Rouge:

La Commission de la présidence du conseil et de la constitution siégera pour étudier, article par article, le projet de loi n° 92, «Loi sur la consultation populaire».

À la Salle 81 «A»:

La Commission de l'énergie siégera pour étudier, article par article, le projet de loi n° 41, «Loi modifiant la Loi d'Hydro-Québec et la Loi du développement de la région de la Baie James».

À la Salle 91 «A»:

La Commission de l'industrie et du commerce siégera pour étudier, article

Mr Tardif tabled the said document.
(*Sessional Papers, No. 230.*)

Mr Charron gave the following notice:

The following Standing Committees will sit this afternoon until six o'clock, as soon as the Assembly adjourns:

In the Red Room:

The Committee on the Presidency of the Council and the Constitution will sit for the section by section examination of Bill 92, "Referendum Act".

In Room 81 "A":

The Committee on Social Affairs will sit for the examination of the estimates of such Department.

In Room 91 "A":

The Committee on Industry and Commerce will sit for the examination of the estimates of such Department, and the following Standing Committees will sit this evening from eight o'clock until midnight:

In the Red Room:

The Committee on the Presidency of the Council and the Constitution will sit for the section by section examination of Bill 92, "Referendum Act".

In Room 81 "A":

The Committee on Energy will sit for the section by section examination of Bill 41, "An Act to amend the Hydro-Québec Act and the James Bay Region Development Act".

In Room 91 "A":

The Committee on Industry and Commerce will sit for the section by

par article, le projet de loi n° 37, «Loi constituant l'Institut national de productivité».

Sur la motion de M. Grenier, il est—

Ordonné que la question suivante apparaissant, en son nom, à l'article 90 du feuillet d'aujourd'hui, soit rayée du feuillet:

1. Le gouvernement a-t-il l'intention de subventionner la participation du Québec au Congrès de la Jeunesse qui doit s'ouvrir à Cuba, le 28 juillet 1978?

2. Dans l'affirmative, à qui cette subvention sera-t-elle accordée?

3. De quelle façon se fera la sélection des délégués qui pourront profiter de cette subvention?

4. Le gouvernement fédéral doit-il ajouter sa propre subvention à celle du Québec?

M. Charron propose que l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bédard, Bellemare, Bertrand, Bérubé, Bisaillon, Blank, Bordeleau, Boucher, Brochu, Caron, Charbonneau, Charron, Chevrette, Ciaccia, Clair, Cordeau, Couture, Cuerrier, de Belleval, Desbiens, Dubois, Duhaime, Dussault, Fallu, Fontaine, Forget, Gagnon, Garon, Gendron, Giasson, Godin, Goldbloom, Gosselin, Goulet, Gratton, Gravel, Grégoire, Grenier, Guay, Johnson, Jolivet, Joron, Laberge, Lacoste, Lalonde, Lamontagne, Laplante, Larivière, Lavigne, Lavoie, Lavoie-Roux, Lazure, Leblanc, Lefebvre, Le Moignan, Léonard, Lessard, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Marchand, Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Michaud, Morin (Louis-Hébert), O'Gallagher, O'Neill, Ouellette (Hull), Pagé, Paquette, Payette, Perron, Picotte, Proulx, Rancourt, Raynauld, Roy, Samson, Shaw, Springate, St-Germain, Tardif, Tremblay, Vaillancourt (Jonquière), Vaugeois, Verreault.—90.

CONTRE—NAYS:—0.

section examination of Bill 37, "An Act to establish the Institut national de productivité".

On motion of Mr Grenier,—

Ordered, that the following question appearing under his name, at Item 90 of today's Agenda Paper be struck off the Agenda Paper:

1. Does the government intend subsidizing the participation of Québec in the Youth Convention which is to be held in Cuba on 28 July 1978?

2. If so, to whom will this subsidy be granted?

3. How will the selection of the delegates who are to be awarded this subsidy be done?

4. Will the federal government add its own contribution to that of Québec?

Mr Charron moved that the Assembly do adjourn until tomorrow, at ten o'clock A.M.

The motion was adopted on the following vote:

En conséquence, à seize heures vingt-cinq minutes, l'Assemblée s'ajourne.

At twenty-five minutes past four o'clock P.M., the Assembly accordingly adjourned.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

CLÉMENT RICHARD,
President.

**PROCÈS-VERBAUX
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC**

Troisième session de la trente et unième Législature

**VOTES AND PROCEEDINGS
OF THE NATIONAL ASSEMBLY
OF QUÉBEC**

Third Session of the Thirty-first Legislature

Le jeudi 8 juin 1978

Dix heures

Thursday, 8 June 1978

Ten o'clock A.M.

Déclaration ministérielle de M. Parizeau, ministre des Finances et du Revenu, concernant une proposition en trois points, faite au gouvernement fédéral et visant à solutionner le différend sur la taxe de vente entre Québec et Ottawa, et à la fin de sa déclaration, le Ministre dépose une copie de la lettre qu'il a adressée au Ministre des Finances du Canada, le 7 juin 1978, au sujet de cette proposition.

(Document de la session n° 231.)

Ministerial declaration by Mr Parizeau, minister of Finance and Revenue, concerning a three-point proposal in view of solving the sales tax dispute between Québec and Ottawa, and, at the end of his declaration, the Minister tabled a copy of a letter which was forwarded to the Minister of Finance of Canada on 7 June 1978 respecting this proposal.

(Sessional Papers, No. 231.)

Les documents suivants sont déposés:

The following documents were tabled:

Par M. Bérubé:

Rapport annuel du ministère des Richesses naturelles, pour l'année 1976/77.

(Document de la session n° 232.)

By Mr Bérubé:

Annual report of the Department of Natural Resources, for 1976/77.

(Sessional Papers, No. 232.)

Par M. Johnson:

Copie de l'arrêté en conseil n° 1796-78, en date du 7 juin 1978, concernant un

By Mr Johnson:

A copy of Order in Council No. 1796-78, dated 7 June 1978, concerning a

mandat confié au Vérificateur général relativement à l'Office de la construction du Québec.

(Document de la session n° 233.)

Rapport du Comité spécial sur l'amiantose.

(Document de la session n° 234.)

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Grenier propose:

Que les bons voeux de cette Assemblée soient exprimés à M. Maurice Bellemare, député du district électoral de Johnson, à l'occasion de son soixante-sixième anniversaire de naissance.

La motion est adoptée.

M. Charron propose que les commissions permanentes suivantes siègent immédiatement jusqu'à dix-huit heures, avec suspension des travaux de treize heures à quinze heures:

Au Salon Rouge:

La Commission des travaux publics et de l'approvisionnement pour étudier les crédits de ce ministère.

À Salle 81 «A»:

La Commission de la présidence du conseil et de la constitution pour étudier, article par article, le projet de loi n° 92, «Loi sur la consultation populaire», et que ce soir, les commissions permanentes suivantes siègent à compter de vingt heures jusqu'à vingt-quatre heures:

Au Salon Rouge:

La Commission des affaires culturelles pour étudier, article par article, le projet de loi n° 4, «Loi modifiant la Loi sur les biens culturels».

mandate entrusted to the Auditor-General relating to the Office de la construction du Québec.

(Sessional Papers, No. 233.)

Report of the special committee on asbestosis.

(Sessional Papers, No. 234.)

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Grenier moved:

That the Assembly do express its best wishes to Mr Maurice Bellemare, Member for the electoral district of Johnson, on the occasion of his sixty-sixth birthday.

The motion was adopted.

Mr Charron moved that the following Standing Committees do sit immediately until six o'clock P.M., with suspension of work from one o'clock P.M. until three o'clock P.M.:

In the Red Room:

The Committee on Public Works and Supply for the examination of the estimates of such Department.

In Room 81 "A":

The Committee on the Presidency of the Council and the Constitution for the section by section examination of Bill 92, "Referendum Act",

and that the following Standing Committees do sit this evening from eight o'clock until midnight:

In the Red Room:

The Committee on Cultural Affairs for the section by section examination of Bill 4, "An Act to amend the Cultural Property Act".

À la Salle 81 «A»:

La Commission de la présidence du conseil et de la constitution pour étudier, article par article, le projet de loi n° 92, «Loi sur la consultation populaire».

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

In Room 81 "A":

The Committee on the Presidency of the Council and the Constitution for the section by section examination of Bill 92, "Referendum Act".

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Baril, Beauséjour, Bédard, Bellemare, Bertrand, Bérubé, Biron, Bisailon, Bordeleau, Boucher, Brassard, Brochu, Caron, Charbonneau, Charron, Chevrette, Ciaccia, Clair, Cordeau, Couture, Cuerrier, de Belleval, Desbiens, Dubois, Duhaime, Dussault, Fontaine, Forget, Garon, Gendron, Giasson, Gosselin, Goulet, Gratton, Gravel, Grenier, Guay, Johnson, Jolivet, Joron, Laberge, Lacoste, Lalonde, Lamontagne, Landry, Laplante, Larivière, Lavigne, Lavoie, Lazure, Leblanc, Lefebvre, Léger, Le Moignan, Léonard, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Mailloux, Marchand, Marois, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Pagé, Paquette, Payette, Perron, Picotte, Proulx, Rancourt, Raynault, Roy, Russell, Samson, Shaw, Springate, St-Germain, Tardif, Tremblay, Vaillancourt (Jonquière), Vaillancourt (Orford), Vaugeois.—87.

CONTRE—NAYS:—0.

Sur la motion de M. Bédard, le projet de loi n° 95, «Loi favorisant la libération conditionnelle des détenus», est lu la troisième fois.

M. Marois propose que le projet de loi n° 39, «Loi sur le recours collectif», soit lu la troisième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi n° 39 est lu la troisième fois.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture des projets de loi suivants apparaissant aux articles 4, 5, 6, 7, 8 et 9 du feuilleton:

Projet de loi n° 10.—Loi favorisant le crédit agricole à long terme par les institutions privées;

On motion of Mr Bédard, Bill 95, "An Act to promote the parole of inmates", was read the third time.

Mr Marois moved that Bill 39, "An Act respecting the class action", be read the third time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted.

Bill 39 was accordingly read the third time.

The Order of the Day being read for the third reading of the following bills appearing at Items 4, 5, 6, 7, 8 and 9 of the Agenda Paper:

Bill 10.—An Act to promote long term farm credit by private institutions;

Projet de loi n° 11.—Loi sur l'assurance-prêts agricoles et forestiers;

Bill 11.—An Act respecting farm-loan insurance and forestry-loan insurance;

Projet de loi n° 12.—Loi modifiant la Loi du crédit agricole;

Bill 12.—An Act to amend the Farm Credit Act;

Projet de loi n° 13.—Loi modifiant la Loi de l'amélioration des fermes;

Bill 13.—An Act to amend the Farm Improvement Act;

Projet de loi n° 14.—Loi modifiant la Loi favorisant le crédit à la production agricole;

Bill 14.—An Act to amend the Act to promote credit to farm producers;

Projet de loi n° 15.—Loi modifiant la Loi favorisant un crédit spécial pour les producteurs agricoles au cours de périodes critiques.

Bill 15.—An Act to amend the Act to promote special credit to agricultural producers during critical periods.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Charron, les projets de loi sont groupés pour étude.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Charron, the bills were grouped together for consideration.

M. Garon propose que lesdits projets de loi soient lus la troisième fois.

Mr Garon moved that the said bills be read the third time.

Et un débat s'élève sur cette motion.

And a debate arising on this motion.

La motion est alors adoptée.

The motion was then adopted.

En conséquence, les projets de loi n°s 10, 11, 12, 13, 14 et 15 sont simultanément lus la troisième fois.

Accordingly, Bills 10, 11, 12, 13, 14 and 15 were simultaneously read the third time.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Johnson proposant que le projet de loi n° 43, «Loi modifiant la Loi du salaire minimum», soit maintenant lu la deuxième fois.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Johnson proposing that Bill 43, "An Act to amend the Minimum Wage Act", be now read the second time".

À treize heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quinze heures.

At one o'clock P.M., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until three o'clock P.M.

Quinze heures

Three o'clock P.M.

Et le débat continue.

And the debate continuing thereon.

La motion est alors adoptée.

The motion was then adopted.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Charron, le projet de loi n° 43 est envoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière et rapporté; le rapport est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Johnson, le projet de loi n° 43 est lu la troisième fois.

Le projet de loi n° 48, «Loi sur la fête nationale», est étudié en commission plénière, amendé et rapporté; le rapport est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Johnson, le projet de loi n° 48 est lu la troisième fois.

À dix-huit heures quarante-cinq minutes, Madame le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures trente minutes.

Vingt heures trente minutes

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi n° 50, «Loi sur la fonction publique».

M. de Belleval informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

M. de Belleval propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

Le débat est terminé.

La motion est alors mise aux voix et l'enregistrement des noms est demandé.

The bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Charron, Bill 43 was committed, considered in Committee of the Whole and reported; the report was adopted.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Johnson, Bill 43 was read the third time.

Bill 48, "National Holiday Act", was considered in Committee of the Whole, amended and reported; the report was adopted.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Johnson, Bill 48 was read the third time.

At forty-five minutes past six o'clock P.M., Madam President left the Chair and the sitting was suspended until eight-thirty o'clock P.M.

Eight-thirty o'clock P.M.

The Order of the Day being read for the second reading of Bill 50, "Civil Service Act".

Mr de Belleval informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

Mr de Belleval moved that the said bill be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The debate was concluded.

The motion was then put to the vote and the entry of names was requested.

À la demande de M. Charron, M. le Président remet à demain, avant l'appel des affaires du jour, l'enregistrement des noms sur le vote de cette motion.

At the request of Mr Charron, Mr President postponed the entry of names of the vote on this motion until tomorrow, before Orders of the Day are called.

Aujourd'hui, jeudi 8 juin 1978, à dix-neuf heures, au cabinet du lieutenant-gouverneur, en présence de Mme Cuerrier, vice-président de l'Assemblée nationale, de M. Charron, le représentant du Premier ministre, de M. Giasson, le représentant du chef parlementaire de l'Opposition officielle, de M. Marois, de M. Michaud, de M. Laplante et du secrétaire général de l'Assemblée nationale, il a plu à l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec de sanctionner les lois suivantes:

Today, Thursday, 8 June 1978, at seven o'clock P.M., in the Office of the Lieutenant-Governor, in the presence of Mrs Cuerrier, Vice-president of the National Assembly, of Mr Charron, the Delegate of the Prime Minister, of Mr Giasson, the Delegate of the Leader of the Official Opposition, of Mr Marois, of Mr Michaud, of Mr Laplante and of the Secretary General of the National Assembly, the Honourable the Lieutenant-Governor of the province of Québec was pleased to sanction the following bills:

- | | |
|---|---|
| 2 Loi modifiant la Loi de l'instruction publique; | 2 An Act to amend the Education Act; |
| 10 Loi favorisant le crédit agricole à long terme par les institutions privées; | 10 An Act to promote long term farm credit by private institutions; |
| 11 Loi sur l'assurance-prêts agricoles et forestiers; | 11 An Act respecting farm-loan insurance and forestry-loan insurance; |
| 12 Loi modifiant la Loi du crédit agricole; | 12 An Act to amend the Farm Credit Act; |
| 13 Loi modifiant la Loi de l'amélioration des fermes; | 13 An Act to amend the Farm Improvement Act; |
| 14 Loi modifiant la Loi favorisant le crédit à la production agricole; | 14 An Act to amend the Act to promote credit to farm producers; |
| 15 Loi modifiant la Loi favorisant un crédit spécial pour les producteurs agricoles au cours de périodes critiques; | 15 An Act to amend the Act to promote special credit to agricultural producers during critical periods; |
| 39 Loi sur le recours collectif; | 39 An Act respecting the class action; |

- | | |
|--|--|
| 43 Loi modifiant la Loi du salaire minimum; | 43 An Act to amend the Minimum Wage Act; |
| 48 Loi sur la fête nationale; | 48 National Holiday Act; |
| 85 Loi modifiant la Loi de la probation et des établissements de détention; | 85 An Act to amend the Probation and Houses of Detention Act; |
| 95 Loi favorisant la libération conditionnelle des détenus et modifiant la Loi de la probation et des établissements de détention. | 95 An Act to promote the parole of inmates and to amend the Probation and Houses of Detention Act. |

À vingt-trois heures cinquante-huit minutes, sur la motion de M. Charron, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

At fifty-eight minutes past eleven o'clock P.M., on motion of Mr Charron, the Assembly adjourned until tomorrow, at ten o'clock A.M.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

CLÉMENT RICHARD.
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirty-first Legislature

Le vendredi 9 juin 1978

Dix heures

M. Bordeleau, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente de l'énergie qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 41, «Loi modifiant la Loi d'Hydro-Québec et la Loi du développement de la région de la Baie James».

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

(Document de la session n° 235.)

M. Michaud, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente de l'industrie et du commerce qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 37, «Loi constituant l'Institut national de productivité».

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

(Document de la session n° 236.)

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Charron, il est—

Friday, 9 June 1978

Ten o'clock A.M.

Mr Bordeleau, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Energy which examined Bill 41, "An Act to amend the Hydro-Québec Act and the James Bay Region Development Act", following second reading.

The bill was reported with amendments.

(Sessional Papers, No. 235.)

Mr Michaud, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Industry and Commerce which examined Bill 37, "An Act to establish the Institut national de productivité", following second reading.

The bill was reported with amendments.

(Sessional Papers, No. 236.)

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Charron,—

Ordonné que le paragraphe 3 de l'article 123 du règlement soit suspendu afin que le Ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre puisse déposer des amendements aux projets de loi nos 16, 17 et 18.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Le Moignan propose:

Que cette Assemblée invite tous les citoyens du Québec, à célébrer dans la fraternité de leur volonté commune de vivre ensemble, unis par le coeur, la journée nationale du français.

La motion est adoptée.

L'Assemblée procède à l'enregistrement des noms sur le vote de la motion de M. de Belleval proposant que le projet de loi n° 50, «Loi sur la fonction publique», soit maintenant lu la deuxième fois.

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Baril, Bédard, Bertrand, Bisailon, Bordeleau, Boucher, Brassard, Cardinal, Charbonneau, Charron, Chevette, Clair, Cuerrier, de Belleval, Duhaime, Dussault, Fallu, Gagnon, Garon, Gendron, Godin, Gosselin, Gravel, Grégoire, Jolivet, Joron, Laberge, Lacoste, Laplante, Lazure, Leblanc, Lefebvre, Léger, Lessard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Marcoux, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, Morin (Louis-Hébert), Ouellette (Hull), Paquette, Payette, Perron, Proulx, Rancourt, Tremblay, Vaugois.—49.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Bellemare, Biron, Blank, Brochu, Caron, Ciaccia, Dubois, Fontaine, Forget, Garneau, Giasson, Goldbloom, Goulet, Grenier, Lalonde, Lamontagne, Lavoie, Lavoie-Roux, Le Moignan, Levesque (Bonaventure), Mailloux, Marchand, O'Gallagher, Pagé, Picotte, Roy, Russell, Saindon, Samson, Springate, Vaillancourt (Orford), Verreault.—32.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Charron, le projet de loi n° 50 est déféré pour étude, article par article, à la Commission permanente de la fonction publique

Ordered, that paragraph 3 of Standing Order 123 be suspended so that the Minister of Labour and Manpower may table amendments to Bills 16, 17 and 18.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Le Moignan moved:

That the Assembly do urge all the citizens of Québec to celebrate, in their fraternal desire to live together and in heartfelt unity, National French Language Day.

The motion was adopted.

The Assembly proceeded with the entry of names of the vote on the motion by Mr de Belleval proposing that Bill 50, "Civil Service Act", be now read the second time.

The motion was adopted on the following division:

The bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Charron, Bill 50 was referred to the Standing Committee on the Civil Service for section by section examination.

M. Charron donne l'avis suivant:

Aujourd'hui les commissions permanentes suivantes siégeront dès l'ajournement de l'Assemblée jusqu'à treize heures:

Au Salon Rouge:

La Commission des affaires culturelles siégera pour étudier, article par article, le projet de loi n° 4, «Loi modifiant la Loi sur les biens culturels».

À la Salle 81 «A»:

La Commission des corporations professionnelles siégera pour étudier les crédits des corporations professionnelles.

À la Salle 91 «A»:

La Commission de l'agriculture siégera pour étudier le projet de loi n° 7, «Loi modifiant la Loi constituant la Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires», et cet après-midi et ce soir, les commissions permanentes suivantes siégeront à compter de quinze heures jusqu'à vingt-quatre heures, avec suspension des travaux de dix-huit heures à vingt heures:

Au Salon Rouge:

La Commission des affaires sociales siégera pour étudier, article par article, le projet de loi n° 9, «Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées».

À la Salle 81 «A»:

La Commission de la présidence du conseil et de la constitution siégera pour étudier, article par article, le projet de loi n° 92, «Loi sur la consultation populaire».

À la Salle 91 «A»:

La Commission de l'agriculture siégera pour étudier, article par article, le

Mr Charron gave the following notice:

The following Standing Committees will sit today until one o'clock P.M., as soon as the Assembly adjourns:

In the Red Room:

The Committee on Cultural Affairs will sit for the section by section examination of Bill 4, "An Act to amend the Cultural Property Act".

In Room 81 "A":

The Committee on Professional Corporations will sit for the examination of the estimates of professional corporations.

In Room 91 "A":

The Committee on Agriculture will sit for the examination of Bill 7, "An Act to amend the Act to constitute the "Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires" ", and the following Standing Committees will sit this afternoon and this evening from three o'clock until midnight, with suspension of work from six o'clock until eight o'clock:

In the Red Room:

The Committee on Social Affairs will sit for the section by section examination of Bill 9, "An Act to secure the handicapped in the exercise of their rights".

In Room 81 "A":

The Committee on the Presidency of the Council and the Constitution will sit for the section by section examination of Bill 92, "Referendum Act".

In Room 91 "A":

The Committee on Agriculture will sit for the section by section examina-

projet de loi n° 7, «Loi modifiant la Loi constituant la Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires».

À onze heures trente-cinq minutes, sur la motion de M. Charron, l'Assemblée s'ajourne à lundi prochain dix heures.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

tion of Bill 7, "An Act to amend the Act to constitute the "Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires" ".

At thirty-five minutes past eleven o'clock A.M., on motion of Mr Charron, the Assembly adjourned until next Monday, at ten o'clock A.M.

CLÉMENT RICHARD,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirty-first Legislature

Le lundi 12 juin 1978*Dix heures***Monday, 12 June 1978***Ten o'clock A.M.*

M. Gendron, au nom de M. Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente de l'agriculture qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 7, «Loi modifiant la Loi constituant la Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires».

Le projet de loi est rapporté sans amendement.

(Document de la session n° 237.)

M. Fallu, au nom de M. Alfred, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente des affaires culturelles qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 4, «Loi modifiant la Loi sur les biens culturels».

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

(Document de la session n° 238.)

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Biron propose:

Mr Gendron tabled, on behalf of Mr Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), the appointed reporter, the report of the Standing Committee on Agriculture which examined Bill 7, "An Act to amend the Act to constitute the "Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires" ", following second reading.

The bill was reported without amendment.

(Sessional Papers, No. 237.)

Mr Fallu tabled, on behalf of Mr Alfred, the appointed reporter, the report of the Standing Committee on Cultural Affairs which examined Bill 4, "An Act to amend the Cultural Property Act", following second reading.

The bill was reported with amendments.

(Sessional Papers, No. 238.)

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Biron moved:

Que les membres de cette Assemblée expriment à leur collègue M. Maurice Bellemare, présentement hospitalisé, des vœux de prompt rétablissement.

La motion est adoptée.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Charron propose:

Que cette Assemblée exprime sa sympathie à la famille de M. Maurice Chouinard à l'occasion du décès de ce dernier.

La motion est adoptée.

Avant l'appel des affaires du jour, conformément à l'article 78 du règlement, M. Lavoie propose que soit tenu immédiatement un débat sur une affaire dont l'étude s'impose d'urgence, savoir: La subvention de \$1 100 000 que le gouvernement a accepté de verser à la société Tricofil de Saint-Jérôme.

Après avoir entendu les arguments de part et d'autre, M. le Président déclare que le programme de la journée inclut la reprise du débat sur le discours du budget, donnant ainsi la possibilité de discuter cette question dans un délai raisonnable, en conséquence, il déclare cette motion irrecevable.

M. Charron propose que la Commission permanente de la présidence du conseil et de la constitution siège à la Salle 81 «A», immédiatement jusqu'à treize heures, pour étudier, article par article, le projet de loi n° 92, «Loi sur la consultation populaire», et que cet après-midi et ce soir, les commissions permanentes suivantes siègent à compter de quinze heures jusqu'à vingt-quatre heures, avec suspension des travaux de dix-huit heures à vingt heures:

That the Members of the Assembly do express their best wishes for a rapid recovery to their colleague, Mr Maurice Bellemare, in the hospital at the present time.

The motion was adopted.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Charron moved:

That the Assembly do express its sympathy to the family of Mr Maurice Chouinard on the occasion of his death.

The motion was adopted.

Before Business of the Day was called, in accordance with Standing Order 78, Mr Lavoie moved that a debate be held immediately on a matter in urgent need of consideration, namely: The \$1,1 million grant awarded by the government to Tricofil, at Saint-Jérôme.

After having heard the arguments *pro* and *con*, Mr President declared that the program for today's sitting included the resuming of the debate on the budget speech which would give the Assembly the opportunity to debate this matter within a reasonable time and, consequently, he declared the motion inadmissible.

Mr Charron moved that the Standing Committee on the Presidency of the Council and the Constitution do sit immediately in Room 81 "A" until one o'clock P.M., for the section by section examination of Bill 92, "Referendum Act", and that the following Standing Committees do sit this afternoon and this evening from three o'clock until midnight, with suspension of work from six o'clock until eight o'clock:

Au Salon Rouge:

La Commission permanente du travail et de la main-d'oeuvre pour étudier le projet de loi n° 59, «Loi modifiant le Code du travail», et entendre les parties patronale et syndicale intéressées.

À la Salle 81 «A»:

La Commission de la présidence du conseil et de la constitution pour étudier, article par article, le projet de loi n° 92, «Loi sur la consultation populaire».

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Baril, Beauséjour, Bédard, Bertrand, Bérubé, Biron, Blank, Bordeleau, Boucher, Burns, Charbonneau, Chevrete, Ciaccia, Clair, Cordeau, Duhaime, Dussault, Fallu, Fontaine, Gagnon, Garneau, Garon, Gendron, Giasson, Goldbloom, Gosselin, Goulet, Gratton, Gravel, Grégoire, Grenier, Guay, Jolivet, Joron, Laberge, Lacoste, Lalonde, Lamontagne, Laurin, Lazure, Leblanc, Lefebvre, Le Moignan, Léonard, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Mailloux, Marcoux, Marquis, Mercier, Michaud, O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Parizeau, Payette, Perron, Picotte, Proulx, Rancourt, Raynauld, Roy, Samson, St-Germain, Tremblay, Vaillancourt (Orford).—66.

CONTRE—NAYS:—0.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission permanente de l'énergie qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 41, «Loi modifiant la Loi d'Hydro-Québec et la Loi du développement de la région de la Baie James».

Sur la motion de M. Joron, le rapport est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Joron propose que le projet de loi n° 41 soit lu la troisième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, ledit projet de loi est lu la troisième fois.

In the Red Room:

The Standing Committee on Labour and Manpower for the purpose of examining Bill 59, "An Act to amend the Labour Code", and hearing the interested management and union parties.

In Room 81 "A":

The Committee on the Presidency of the Council and the Constitution for the section by section examination of Bill 92, "Referendum Act".

The motion was adopted on the following vote:

The Assembly proceeded to take into consideration the report of the Standing Committee on Energy which examined Bill 41, "An Act to amend the Hydro-Québec Act and the James Bay Region Development Act", following second reading.

On motion of Mr Joron, the report was adopted.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Joron moved that Bill 41 be read the third time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted.

The said bill was accordingly read the third time.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission permanente de l'industrie et du commerce qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 37, «Loi constituant l'Institut national de productivité».

Sur la motion de M. Charron, au nom de M. Tremblay, le rapport est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée, le projet de loi n° 37 est remis au cours de la présente séance pour la troisième lecture.

M. O'Neill propose que le projet de loi n° 54, «Loi modifiant la Loi de la Régie des services publics», soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

Le débat est suspendu.

Sur la motion de M. Charron, au nom de M. Tremblay, le projet de loi n° 37, «Loi constituant l'Institut national de productivité», est lu la troisième fois.

À treize heures, Madame le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quinze heures.

Quinze heures

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. O'Neill proposant que le projet de loi n° 54, «Loi modifiant la Loi de la Régie des services publics», soit maintenant lu la deuxième fois.

La motion est alors adoptée après division des voix.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

The Assembly proceeded to take into consideration the report of the Standing Committee on Industry and Commerce which examined Bill 37, "An Act to establish the Institut national de productivité", following second reading.

On motion of Mr Charron, on behalf of Mr Tremblay, the report was adopted.

With the unanimous consent of the Assembly, Bill 37 was ordered for third reading during the present sitting.

Mr O'Neill moved that Bill 54, "An Act to amend the Public Service Board Act", be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The debate was suspended.

On motion of Mr Charron, on behalf of Mr Tremblay, Bill 37, "An Act to establish the Institut national de productivité", was read the third time.

At one o'clock P.M., Madam President left the Chair and the sitting was suspended until three o'clock P.M.

Three o'clock P.M.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr O'Neill proposing that Bill 54, "An Act to amend the Public Service Board Act", be now read the second time.

The motion was then adopted on division.

The bill was accordingly read the second time.

Sur la motion de M. Charron, le projet de loi est envoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière, amendé et rapporté; le rapport est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. O'Neill, le projet de loi n° 54 est lu la troisième fois après division des voix.

M. Ouellette propose que le projet de loi n° 193, «Loi modifiant la Loi concernant la Fédération de Québec des Unions régionales des Caisses Populaires Desjardins», soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Charron, le projet de loi est envoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière, amendé et rapporté; le rapport est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Ouellette, le projet de loi n° 193 est lu la troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi n° 60, «Loi concernant la protection à la retraite de certains enseignants».

M. de Belleval informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

M. de Belleval propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

On motion of Mr Charron, the bill was committed, considered in Committee of the Whole, amended and reported; the report was adopted.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr O'Neill, Bill 54 was read the third time on division.

Mr Ouellette moved that Bill 193, "An Act to amend the Act respecting the Fédération de Québec des Unions régionales des Caisses Populaires Desjardins", be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted.

The bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Charron, the bill was committed, considered in Committee of the Whole, amended and reported; the report was adopted.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Ouellette, Bill 193 was read the third time.

The Order of the Day being read for the second reading of Bill 60, "An Act respecting pension coverage for certain teachers".

Mr de Belleval informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

Mr de Belleval moved that the said bill be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

Au cours du débat, du consentement unanime de l'Assemblée, M. de Belleval dépose un document, intitulé: *Les communautés religieuses et la protection de leurs membres à la retraite.*

(Document de la session n° 239.)

Et le débat continue.

À dix-huit heures, Madame le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

Vingt heures

Et le débat continue.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Charron, le projet de loi n° 60 est déféré pour étude, article par article, à la Commission permanente de la fonction publique.

M. Lessard propose que le projet de loi n° 56, «Loi modifiant la Loi de la Communauté urbaine de Montréal et la Loi constituant la Commission de transport de la Rive sud de Montréal», soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Charron, le projet de loi n° 56 est déféré pour étude, article par article, à la Commission permanente des transports.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Parizeau proposant que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement et sur la motion de censure suivante:

During the debate, with the unanimous consent of the Assembly, Mr de Belleval tabled a document, entitled: *Religious communities and pension coverage for their members.*

(Sessional Papers, No. 239.)

And the debate continuing thereon.

At six o'clock P.M., Madam President left the Chair and the sitting was suspended until eight o'clock P.M.

Eight o'clock P.M.

And the debate continuing thereon.

The motion was then adopted.

The bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Charron, Bill 60 was referred to the Standing Committee on the Civil Service for section by section examination.

Mr Lessard moved that Bill 56, "An Act to amend the Montreal Urban Community Act and the Act to incorporate the Montreal South Shore Transit Commission", be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted.

The bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Charron, Bill 56 was referred to the Standing Committee on Transport for section by section examination.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Parizeau proposing that the Assembly do approve the budgetary policy of the government and on the following motion of non-confidence:

De M. Biron:

«Que cette Assemblée blâme très sévèrement le gouvernement d'avoir présenté une politique budgétaire qui ignore les réalités pressantes d'un taux de chômage trop élevé et d'une baisse sensible des investissements privés au Québec, mettant ainsi en danger l'équilibre économique de la province.».

By Mr Biron:

"That the Assembly do censure the government very severely for having introduced a budgetary policy which fails to take into account the urgent realities of an unduly high rate of unemployment and a serious decline in private investments in Québec, thus endangering the economic stability of the province."

0 heure, le mardi 13 juin 1978

Le débat est terminé.

La motion de censure de M. Biron et la motion principale de M. Parizeau proposant que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement sont alors, l'une après l'autre, mises aux voix et l'enregistrement des noms est demandé.

À la demande de M. Charron, M. le Président remet à aujourd'hui, avant l'appel des affaires du jour, l'enregistrement des noms sur les votes de ces motions.

À 0 heure trente-cinq minutes, sur la motion de M. Charron, l'Assemblée s'ajourne à dix heures.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

Midnight, Tuesday, 13 June 1978

The debate was concluded.

The motion of non-confidence by Mr Biron and the main motion by Mr Parizeau proposing that the Assembly do approve the budgetary policy of the government were then severally put to the vote and the entry of names was requested.

At the request of Mr Charron, Mr President postponed the entry of names of the votes on these motions until today, before Orders of the Day are called.

At thirty-five minutes past midnight, on motion of Mr Charron, the Assembly adjourned until ten o'clock A.M.

CLÉMENT RICHARD,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirty-first Legislature

Le mardi 13 juin 1978

Dix heures

Tuesday, 13 June 1978

Ten o'clock A.M.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Johnson:

Correction apportée au rapport du Comité spécial sur l'amiantose, déposé le 8 juin 1978.

(Document de la session n° 240.)

Par M. Morin (Louis-Hébert):

Rapport annuel du ministère des Affaires intergouvernementales, pour l'année 1976/77.

(Document de la session n° 241.)

L'Assemblée procède à l'enregistrement des noms sur le vote de la motion de censure suivante de M. Biron à la motion de M. Parizeau proposant que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement:

«Que cette Assemblée blâme très sévèrement le gouvernement d'avoir présenté une politique budgétaire qui ignore les réalités pressantes d'un taux

The following documents were tabled:

By Mr Johnson:

A correction made to the report of the special committee on asbestosis, tabled on 8 June 1978.

(Sessional Papers, No. 240.)

By Mr Morin (Louis-Hébert):

Annual report of the Department of Intergovernmental Affairs, for 1976/77.

(Sessional Papers, No. 241.)

The Assembly proceeded with the entry of names of the vote on the following motion of non-confidence by Mr Biron to the motion by Mr Parizeau proposing that the Assembly do approve the budgetary policy of the government:

“That the Assembly do censure the government very severely for having introduced a budgetary policy which fails to take into account the urgent

de chômage trop élevé et d'une baisse sensible des investissements privés au Québec, mettant ainsi en danger l'équilibre économique de la province.»

La motion de censure est rejetée, les voix se divisant comme suit:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Biron, Brochu, Caron, Cordeau, Forget, Garneau, Giasson, Goldbloom, Goulet, Gratton, Grenier, Lalonde, Lamontagne, Lavoie, Lavoie-Roux, Le Moignan, Levesque (Bonaventure), Mailloux, Marchand, O'Gallagher, Raynauld, Roy, Samson, Springate, St-Germain, Verreault.—26.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Beauséjour, Bédard, Bérubé, Bisaillon, Bordeleau, Boucher, Brassard, Burns, Cardinal, Chevrete, Clair, Couture, de Belleval, Desbiens, Duhaime, Dussault, Fallu, Gendron, Godin, Gosselin, Gravel, Grégoire, Guay, Johnson, Jolivet, Joron, Laberge, Lacoste, Landry, Laplante, Laurin, Lavigne, Lazure, Leblanc, Lefebvre, Léger, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Michaud, Morin (Louis-Hébert), O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Paquette, Parizeau, Payette, Perron, Proulx, Tremblay, Vaillancourt (Jonquière).—55.

La motion principale de M. Parizeau proposant que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement, est alors adoptée, les voix se divisant comme suit:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Beauséjour, Bédard, Bérubé, Bisaillon, Bordeleau, Boucher, Brassard, Burns, Cardinal, Chevrete, Clair, Couture, de Belleval, Desbiens, Duhaime, Dussault, Fallu, Gendron, Godin, Gosselin, Gravel, Grégoire, Guay, Johnson, Jolivet, Joron, Laberge, Lacoste, Landry, Laplante, Laurin, Lavigne, Lazure, Leblanc, Lefebvre, Léger, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Michaud, Morin (Louis-Hébert), O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Paquette, Parizeau, Payette, Perron, Proulx, Tremblay, Vaillancourt (Jonquière).—55.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Biron, Brochu, Caron, Cordeau, Forget, Garneau, Giasson, Goldbloom, Goulet, Gratton, Grenier, Lalonde, Lamontagne, Lavoie, Lavoie-Roux, Le Moignan, Levesque (Bonaventure), Mailloux, Marchand, O'Gallagher, Raynauld, Roy, Samson, Springate, St-Germain, Verreault.—26.

realities of an unduly high rate of unemployment and a serious decline in private investments in Québec, thus endangering the economic stability of the province.”

The motion of non-confidence was rejected on the following division:

The main motion by Mr Parizeau proposing that the Assembly do approve the budgetary policy of the government, was then adopted on the following division:

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission permanente du travail et de la main-d'oeuvre qui a étudié, après la deuxième lecture, les projets de loi suivants:

Projet de loi n° 16.—Loi modifiant la Loi des électriciens et installations électriques et la Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de construction;

Projet de loi n° 17.—Loi modifiant la Loi des mécaniciens de machines fixes;

Projet de loi n° 18.—Loi modifiant la Loi des mécaniciens en tuyauterie et modifiant de nouveau la Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de construction.

Les amendements proposés par M. Johnson aux projets de loi et au rapport sont adoptés.

Sur la motion de M. Charron, au nom de M. Johnson, le rapport est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Charron, au nom de M. Johnson, les projets de loi n°s 16, 17 et 18 sont, l'un après l'autre, lus la troisième fois.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission permanente de l'agriculture qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 7, «Loi modifiant la Loi constituant la Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires».

Sur la motion de M. Charron, au nom de M. Garon, le rapport est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Charron, au nom de M. Garon, le projet de loi n° 7 est lu la troisième fois.

The Assembly proceeded to take into consideration the report of the Standing Committee on Labour and Manpower which examined the following bills, after second reading:

Bill 16.—An Act to amend the Electricians and Electrical Installations Act and the Building Contractors Vocational Qualifications Act;

Bill 17.—An Act to amend the Stationary Enginemen Act;

Bill 18.—An Act to amend the Pipe-Mechanics Act and to again amend the Building Contractors Vocational Qualifications Act.

The amendments proposed by Mr Johnson to the bills and to the report were adopted.

On motion of Mr Charron, on behalf of Mr Johnson, the report was adopted.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Charron, on behalf of Mr Johnson, Bills 16, 17 and 18 were severally read the third time.

The Assembly proceeded to take into consideration the report of the Standing Committee on Agriculture which examined Bill 7, "An Act to constitute the "Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires"", following second reading.

On motion of Mr Charron, on behalf of Mr Garon, the report was adopted.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Charron, on behalf of Mr Garon, Bill 7 was read the third time.

M. Charron donne l'avis suivant:

Les commissions permanentes suivantes siégeront dès la suspension de la séance jusqu'à dix-huit heures, avec suspension des travaux de treize heures à quinze heures:

Au Salon Rouge:

La Commission du travail et de la main-d'oeuvre siégera pour étudier le projet de loi n° 59, «Loi modifiant le Code du travail», et entendre les parties patronale et syndicale intéressées.

À la Salle 81 «A»:

La Commission de la présidence du conseil et de la constitution siégera pour étudier, article par article, le projet de loi n° 92, «Loi sur la consultation populaire».

À la Salle 91 «A»:

La Commission de la fonction publique siégera pour étudier, article par article, le projet de loi n° 60, «Loi concernant la protection à la retraite de certains enseignants»,

cette commission sera remplacée à compter de quinze heures jusqu'à dix-huit heures par la Commission des affaires intergouvernementales qui siégera pour étudier les crédits de ce ministère.

M. Charron propose que, ce soir, les commissions permanentes suivantes siègent à compter de vingt heures jusqu'à vingt-quatre heures:

Au Salon Rouge:

La Commission du travail et de la main-d'oeuvre pour étudier le projet de loi n° 59, «Loi modifiant le Code du travail», et entendre les parties patronale et syndicale intéressées.

Mr Charron gave the following notice:

The following Standing Committees will sit as soon as the sitting is suspended until eight o'clock P.M., with suspension of work from one o'clock P.M. until three o'clock P.M.:

In the Red Room:

The Committee on Labour and Manpower will sit for the purpose of examining Bill 59, "An Act to amend the Labour Code", and hearing the interested management and union parties.

In Room 81 "A":

The Committee on the Presidency of the Council and the Constitution will sit for the section by section examination of Bill 92, "Referendum Act".

In Room 91 "A":

The Committee on the Civil Service will sit for the section by section examination of Bill 60, "An Act respecting pension coverage for certain teachers",

this Committee will be replaced, from three o'clock P.M. until six o'clock P.M., by the Committee on Intergovernmental Affairs which will sit for the examination of the estimates of such Department.

Mr Charron moved that the following Standing Committees do sit this evening from eight o'clock until midnight:

In the Red Room:

The Committee on Labour and Manpower for the purpose of examining Bill 59, "An Act to amend the Labour Code", and hearing the interested management and union parties.

À la Salle 91 «A»:

La Commission des affaires intergouvernementales pour étudier les crédits de ce ministère.

La motion est adoptée.

À onze heures vingt minutes, sur la motion de M. Charron, l'Assemblée suspend sa séance jusqu'à vingt heures.

Vingt heures

L'Assemblée reprend sa séance.

Sur la motion de M. Charron, la Commission permanente de la fonction publique siège au Salon Rouge, immédiatement jusqu'à vingt-quatre heures pour étudier, article par article, le projet de loi n° 60, «Loi concernant la protection à la retraite de certains enseignants».

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi n° 40, «Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires et le Code de procédure civile et instituant le Conseil de la magistrature».

M. Bédard informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

M. Bédard propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

0 heure, le mercredi 14 juin 1978

La motion est alors adoptée, les voix se divisant comme suit:

In Room 91 "A":

The Committee on Intergovernmental Affairs for the examination of the estimates of such Department.

The motion was adopted.

At twenty minutes past eleven o'clock A.M., on motion of Mr Charron, the Assembly suspended its sitting until eight o'clock P.M.

Eight o'clock P.M.

The Assembly resumed its sitting.

On motion of Mr Charron, the Standing Committee on the Civil Service will sit immediately in the Red Room until midnight, for the section by section examination of Bill 60, "An Act respecting pension coverage for certain teachers".

The Order of the Day being read for the second reading of Bill 40, "An Act to amend the Courts of Justice Act and the Code of Civil Procedure and to establish the Conseil de la magistrature".

Mr Bédard informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

Mr Bédard moved that the said bill be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

Midnight, Wednesday, 14 June 1978

The motion was then adopted on the following division:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Beauséjour, Bédard, Bordeleau, Boucher, Cardinal, Charron, Chevrette, Clair, Cuerrier, de Belleval, Desbiens, Dussault, Fallu, Gagnon, Gendron, Gosselin, Gravel, Guay, Johnson, Jolivet, Laplante, Lavigne, Lazure, Lefebvre, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Marcoux, O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Paquette, Perron, Proulx, Rancourt, Vaillancourt (Jonquière).—34.

CONTRE—NAYS:—MM./Messrs Ciaccia, Cordeau, Goldbloom, Goulet, Gratton, Grenier, Lalonde, Lamontagne, Levesque (Bonaventure), Marchand, O'Gallagher, Saindon, Springate, Verreault.—14.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

The bill was accordingly read the second time.

Sur la motion de M. Charron, le projet de loi n° 40 est déposé pour étude, article par article, à la Commission permanente de la justice.

On motion of Mr Charron, Bill 40 was referred to the Standing Committee on Justice for section by section examination.

Hier, mardi 13 juin 1978, à vingt heures dix minutes, au cabinet du lieutenant-gouverneur, en présence du Président de l'Assemblée nationale, de M. Charron, le représentant du Premier ministre, de M. Forget, le représentant du chef parlementaire de l'Opposition officielle, de M. Cordeau, le représentant du chef de l'Union Nationale, de M. O'Neill et du secrétaire général de l'Assemblée nationale, il a plu à l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec de sanctionner les lois suivantes:

Yesterday, Tuesday, 13 June 1978, at ten minutes past eight o'clock P.M., in the Office of the Lieutenant-Governor, in the presence of the President of the National Assembly, of Mr Charron, the Delegate of the Prime Minister, of Mr Forget, the Delegate of the Leader of the Official Opposition, of Mr Cordeau, the Delegate of the Leader of the Union Nationale, of Mr O'Neill and of the Secretary General of the National Assembly, the Honourable the Lieutenant-Governor of the province of Québec was pleased to sanction the following bills:

- 7 Loi modifiant la Loi constituant la Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires;
- 16 Loi modifiant la Loi des électriciens et installations électriques et la Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de construction;
- 17 Loi modifiant la Loi des mécaniciens de machines fixes;

- 7 An Act to amend the Act to constitute the "Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires";
- 16 An Act to amend the Electricians and Electrical Installations Act and the Building Contractors Vocational Qualifications Act;
- 17 An Act to amend the Stationary Enginemen Act;

- | | |
|--|--|
| 18 Loi modifiant la Loi des mécaniciens en tuyauterie et modifiant de nouveau la Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de construction; | 18 An Act to amend the Pipe-Mechanics Act and to again amend the Building Contractors Vocational Qualifications Act; |
| 37 Loi constituant l'Institut national de productivité; | 37 An Act to establish the Institut national de productivité; |
| 41 Loi modifiant la Loi d'Hydro-Québec et la Loi du développement de la région de la Baie James; | 41 An Act to amend the Hydro-Québec Act and the James Bay Region Development Act; |
| 54 Loi modifiant la Loi de la Régie des services publics; | 54 An Act to amend the Public Service Board Act; |
| 193 Loi modifiant la Loi concernant la Fédération de Québec des Unions régionales des Caisses Populaires Desjardins. | 193 An Act to amend the Act respecting the Fédération de Québec des Unions régionales des Caisses Populaires Desjardins. |

À une heure, sur la motion de M. Charron, l'Assemblée s'ajourne à dix heures.

At one o'clock A.M., on motion of Mr Charron, the Assembly adjourned until ten o'clock A.M.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

CLÉMENT RICHARD,
President.

**PROCÈS-VERBAUX
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC**

Troisième session de la trente et unième Législature

**VOTES AND PROCEEDINGS
OF THE NATIONAL ASSEMBLY
OF QUÉBEC**

Third Session of the Thirty-first Legislature

Le mercredi 14 juin 1978

Dix heures

Wednesday, 14 June 1978

Ten o'clock A.M.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Tremblay:

Rapport annuel des activités de Sidbec et de ses filiales, pour l'année 1977.
(*Document de la session n° 242.*)

Par M. Joron:

Rapport annuel des activités de la Société de développement de la Baie James, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1977.

(*Document de la session n° 243.*)

QUESTIONS ET RÉPONSES

Question de M. Lavoie:

Quel montant total chaque ministère a-t-il dépensé dans le cadre de l'opération «Un ministre vous écoute», alors que les membres du gouvernement ont effectué une tournée dans les différentes régions de la province à l'automne 1977?

The following documents were tabled:

By Mr Tremblay:

Annual report of the activities of Sidbec and its subsidiaries, for 1977.
(*Sessional Papers, No. 242.*)

By Mr Joron:

Annual report of the activities of the James Bay Development Corporation, for the fiscal year ended 31 December 1977.

(*Sessional Papers, No. 243.*)

QUESTIONS AND ANSWERS

Question by Mr Lavoie:

What total amount was spent by each Department within the framework of an operation called "Un ministre vous écoute", while Members of the government were touring the various regions of the province in the fall of 1977?

Réponse de M. Lévesque (Taillon):

Selon les chiffres qui nous ont été fournis par les divers ministères, le total des dépenses effectuées dans le cadre de cette tournée gouvernementale est de \$5 740,26 et se répartit comme suit:

Affaires culturelles et Communications	\$ 138,45
Affaires intergouvernementales	71,75
Affaires municipales	59,00
Affaires sociales	144,38
Agriculture	76,50
Aménagement	274,76
Conseil exécutif	160,51
Développement économique	425,17
Développement social	88,35
Éducation	375,00
Énergie	491,83
Environnement	144,09
Finances et Revenu	411,30
Fonction publique	421,43
Immigration	50,00
Industrie et Commerce	1 107,16
Richesses naturelles et Terres et Forêts	201,07
Tourisme, Chasse et Pêche	228,65
Transports	287,23
Travail et Main-d'oeuvre	322,73
Travaux publics et Approvisionnement	260,90
Total global des dépenses:	\$5 740,26

N'ont pas participé à la tournée ministérielle ou n'ont réclamé aucune dépense:

Développement culturel, M. Camille Laurin;
 Consommateurs, Coopératives et Institutions financières, Mme Lise Payette;
 Haut-commissariat à la jeunesse, aux loisirs et aux sports, M. Claude Charron;
 Justice, M. Marc-André Bédard;
 Réforme électorale et parlementaire, M. Robert Burns.

Answer by Mr Lévesque (Taillon):

According to the figures provided by the various Departments, the total amount of money spent within the framework of this government tour was \$5 740.26 and is divided as follows:

Cultural Affairs and Communications	\$ 138.45
Intergovernmental Affairs	71.75
Municipal Affairs	59.00
Social Affairs	144.38
Agriculture	76.50
Planning	274.76
Executive Council	160.51
Economic Development	425.17
Social Development	88.35
Education	375.00
Energy	491.83
Environment	144.09
Finance and Revenue	411.30
Civil Service	421.43
Immigration	50.00
Industry and Commerce	1 107.16
Natural Resources and Lands and Forests	201.07
Tourism, Fish and Game	228.65
Transport	287.23
Labour and Manpower	322.73
Public Works and Supply	260.90
Grand total of expenses:	\$5 740.26

The following Ministers did not take part in this tour or did not claim any expenses:

Cultural Development, Mr Camille Laurin;
 Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions, Mrs Lise Payette;
 Haut-commissariat à la jeunesse, aux loisirs et aux sports, Mr Claude Char-
 ron;
 Justice, Mr Marc-André Bédard;
 Electoral and Parliamentary Reform, Mr Robert Burns.

Question de M. Roy:

Pour sa dernière année financière, à quelle(s) compagnie(s) ou société(s) d'assurances la Société de développement industriel du Québec a-t-elle confié:

a) Ses contrats d'assurance responsabilité, incendie et autres?

1. Quel est le coût de la prime payée pour chacun de ces contrats;

2. par l'entremise de quel courtier ces contrats ont-ils été négociés?

b) La gestion du plan d'assurance collective pour ses employés?

1. Quel est le montant global payé pour ce plan pour la dernière année financière;

2. quelle est la part payée par les employés;

3. quelle est la part payée par les employeurs;

4. si le plan a été négocié par l'entremise d'un courtier, quel est le nom de ce courtier?

Réponse de M. Tremblay:

En réponse à la question du député de Beauce-Sud, M. Fabien Roy, sur les assurances de la Société de développement industriel du Québec, j'informe cette Assemblée que la S.D.I. a, au cours de l'exercice financier 1977/78, payé la prime pour une police d'assurance responsabilité civile d'un montant de \$404. Cette assurance concernant une bâtisse industrielle dont la S.D.I. est propriétaire dans le parc industriel située à Saint-Augustin, a été négociée par l'intermédiaire de la firme J.E. Poitras Inc. et émise par la compagnie d'assurances «La Sécurité».

Pour ce qui est des autres formes d'assurances qui concernent la S.D.I., ce sont les mêmes que pour l'ensemble des fonctionnaires puisque le personnel

Question by Mr Roy:

For its last fiscal year, to what insurance company or companies did the Québec Industrial Development Corporation award:

(a) Its contracts of public liability insurance, fire insurance or other insurance?

1. What was the cost of the premium paid for each contract;

2. through which broker were these contracts negotiated?

(b) The group insurance scheme of its employees?

1. What was the total amount paid for this insurance scheme during the last fiscal year;

2. what was the employee's contribution;

3. what was the employer's contribution;

4. if the insurance scheme was negotiated through a broker, what is the name of this broker?

Answer by Mr Tremblay:

In answer to the question by Mr Fabien Roy, Member for Beauce-South, concerning insurance held by the Québec Industrial Development Corporation, I wish to inform the Assembly that the Québec Industrial Development Corporation paid a premium in the amount of \$404, during the 1977/78 fiscal year, for a public liability insurance policy. This insurance covers an industrial building owned by the Québec Industrial Development Corporation and located in the Saint-Augustin industrial park. The contract was negotiated through the firm of J.E. Poitras Inc. and the policy was issued by the insurance company "La Sécurité".

As for other types of insurance concerning the Québec Industrial Development Corporation, they are the same as for the other government employees as

de la S.D.I. est nommé et rémunéré selon la Loi de la fonction publique.

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Roy:

Pour sa dernière année financière, à quelle(s) compagnie(s) ou société(s) d'assurances la Société des alcools du Québec a-t-elle confié:

a) Ses contrats d'assurance responsabilité, incendie et autres?

1. Quel est le coût de la prime payée pour chacun de ces contrats;

2. par l'entremise de quel courtier ces contrats ont-ils été négociés?

b) La gestion du plan d'assurance collective pour ses employés?

1. Quel est le montant global payé pour ce plan pour la dernière année financière;

2. quelle est la part payée par les employés;

3. quelle est la part payée par les employeurs;

4. si le plan a été négocié par l'entremise d'un courtier, quel est le nom de ce courtier?

Sur la motion de M. Charron, il est—
Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Tremblay dépose ledit document.

(Document de la session n° 244.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Roy:

Pour sa dernière année financière, à quelle(s) compagnie(s) ou société(s) d'assurances la Société générale de financement a-t-elle confié:

a whole since the personnel of the Québec Industrial Development Corporation is appointed and paid in accordance with the provisions of the Civil Service Act.

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Roy:

For its last fiscal year, to what insurance company or companies did the Québec Liquor Corporation award:

(a) Its contracts of public liability insurance, fire insurance or other insurance?

1. What was the cost of the premium paid for each contract;

2. through which broker were these contracts negotiated?

(b) The group insurance scheme of its employees?

1. What was the total amount paid for this insurance scheme during the last fiscal year;

2. what was the employee's contribution;

3. what was the employer's contribution;

4. if the insurance scheme was negotiated through a broker, what is the name of this broker?

On motion of Mr Charron,—

Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Tremblay tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 244.)

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Roy:

For its last fiscal year, to what insurance company or companies did the General Investment Corporation award:

a) Ses contrats d'assurance responsabilité, incendie et autres?

1. Quel est le coût de la prime payée pour chacun de ces contrats;

2. par l'entremise de quel courtier ces contrats ont-ils été négociés?

b) La gestion du plan d'assurance collective pour ses employés?

1. Quel est le montant global payé pour ce plan pour la dernière année financière;

2. quelle est la part payée par les employés;

3. quelle est la part payée par les employeurs;

4. si le plan a été négocié par l'entremise d'un courtier, quel est le nom de ce courtier?

Sur la motion de M. Charron, il est—

Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Tremblay dépose ledit document.

(Document de la session n° 245.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Roy:

Pour sa dernière année financière, à quelle(s) compagnie(s) ou société(s) d'assurances la Société sidérurgique du Québec a-t-elle confié:

a) Ses contrats d'assurance responsabilité, incendie et autres?

1. Quel est le coût de la prime payée pour chacun de ces contrats;

2. par l'entremise de quel courtier ces contrats ont-ils été négociés?

b) La gestion du plan d'assurance collective pour ses employés?

1. Quel est le montant global payé pour ce plan pour la dernière année financière;

(a) Its contracts of public liability insurance, fire insurance or other insurance?

1. What was the cost of the premium paid for each contract;

2. through which broker were these contracts negotiated?

(b) The group insurance scheme of its employees?

1. What was the total amount paid for this insurance scheme during the last fiscal year;

2. what was the employee's contribution;

3. what was the employer's contribution;

4. if the insurance scheme was negotiated through a broker, what is the name of this broker?

On motion of Mr Charron,—

Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Tremblay tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 245.)

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Roy:

For its last fiscal year, to what insurance company or companies did the Société sidérurgique du Québec award:

(a) Its contracts of public liability insurance, fire insurance or other insurance?

1. What was the cost of the premium paid for each contract;

2. through which broker were these contracts negotiated?

(b) The group insurance scheme of its employees?

1. What was the total amount paid for this insurance scheme during the last fiscal year;

2. quelle est la part payée par les employés;

3. quelle est la part payée par les employeurs;

4. si le plan a été négocié par l'entremise d'un courtier, quel est le nom de ce courtier?

Sur la motion de M. Charron, il est—
Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Tremblay dépose ledit document.

(*Document de la session n° 246.*)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Ciaccia:

1. Quel est le nom de l'entreprise qui a été chargée par le ministère des Communications de faire une étude-sondage sur le droit du public à l'information, sujet directement relié aux conflits dans trois quotidiens?

2. À quelles dates cette étude-sondage a-t-elle été effectuée?

3. Quel en a été le coût total?

4. Quels furent:

a) la méthodologie utilisée;

b) l'échantillonnage utilisé;

c) les questions posées;

d) le nombre de personnes interrogées;

e) le nombre de réponses obtenues;

f) les résultats?

5. À quel stade le ministère en est-il rendu dans son étude sur la possibilité:

a) de subventionner la distribution des grands quotidiens dans tout le Québec;

b) d'aider à la fondation d'une agence de presse québécoise?

2. what was the employee's contribution;

3. what was the employer's contribution;

4. if the insurance scheme was negotiated through a broker, what is the name of this broker?

On motion of Mr Charron,—

Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Tremblay tabled the said document.

(*Sessional Papers, No. 246.*)

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Ciaccia:

1. What is the name of the firm which was entrusted by the Department of Communications with the task of carrying out a public opinion survey on the public's right to information, a subject directly related to the disputes at three daily newspapers?

2. On what dates was this public opinion survey carried out?

3. What was the total cost of this survey?

4. What were:

(a) the methodology used;

(b) the sampling used;

(c) the questions asked;

(d) the number of persons interviewed;

(e) the number of answers obtained;

(f) the results?

5. What stage has the Department reached in its study on the possibility of:

(a) subsidizing the distribution of major dailies throughout Québec;

(b) contributing to the setting up of a Québec press agency?

Sur la motion de M. Charron, il est—
Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. O'Neill dépose ledit document.
(*Document de la session n° 247.*)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Raynauld:

Quels montants le gouvernement a-t-il versés à la Ligue des caisses d'économie du Québec pour l'inspection des caisses affiliées, au cours des exercices financiers:

- a) 1975/76;
- b) 1976/77;
- c) 1977/78?

2. Est-il exact qu'il a été décidé de ne plus verser une telle contribution à l'avenir?

3. Dans l'affirmative, pourquoi?

4. Le gouvernement a-t-il l'intention d'amender sa Loi des caisses d'épargne et de crédit (S.R. 1964, c. 293), comme les autres provinces l'ont fait, afin de permettre à la Ligue de participer pleinement aux activités de la Société canadienne coopérative de crédit?

Sur la motion de M. Charron, il est—
Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

Mme Payette dépose ledit document.

(*Document de la session n° 248.*)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Pagé:

1. Combien de nouveaux sous-ministres, de sous-ministres associés, adjoints ou suppléants, de secrétaires généraux ou associés, le gouvernement a-t-il nommés, depuis le 24 mai 1977 jusqu'au 30 avril 1978?

On motion of Mr Charron,—
Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr O'Neill tabled the said document.
(*Sessional Papers, No. 247.*)

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Raynauld:

1. What amounts has the government paid to the Québec Credit Union League for the inspection of affiliated unions during the following fiscal years:

- (a) 1975/76;
- (b) 1976/77;
- (c) 1977/78?

2. Is it true that it has been decided that this contribution will no longer be paid in the future?

3. If so, why?

4. Is it the government's intention to amend the Savings and Credit Unions Act (R.S. 1964, c. 293), as other provinces did, so that the League may fully take part in the activities of the Canadian Cooperative Credit Society?

On motion of Mr Charron,—
Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mrs Payette tabled the said document.

(*Sessional Papers, No. 248.*)

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Pagé:

1. How many new deputy-ministers, assistant, associate or acting deputy-ministers, secretaries general or assistant secretaries general has the government appointed from 24 May 1977 to 30 April 1978?

2. Quels sont, dans chaque cas:
a) les nom et prénoms;
b) le ministère;
c) le salaire annuel;
d) la date de nomination;
e) la fonction occupée précédemment?

Sur la motion de M. Charron, il est—
Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Lévesque (Taillon) dépose ledit document.

(*Document de la session n° 249.*)

M. Charron donne l'avis suivant:

Les commissions permanentes suivantes siégeront, ce soir, à compter de vingt heures jusqu'à vingt-quatre heures:

Au Salon Rouge:

La Commission des affaires sociales siégera pour étudier, article par article, le projet de loi n° 9, «Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées».

À la Salle 81 «A»:

La Commission de la présidence du conseil et de la constitution siégera pour étudier les crédits du ministère du Conseil exécutif.

À la Salle 91 «A»:

La Commission de la fonction publique siégera pour étudier, article par article, le projet de loi n° 50, «Loi sur la fonction publique».

M. Charron propose que les commissions permanentes suivantes siègent immédiatement jusqu'à dix-huit heures, avec suspension des travaux de treize heures à quinze heures:

2. In each case, what are:
(a) the names and given names;
(b) the Department;
(c) the annual salary;
(d) the date of appointment;
(e) the position held before?

On motion of Mr Charron,—

Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Lévesque (Taillon) tabled the said document.

(*Sessional Papers, No. 249.*)

Mr Charron gave the following notice:

The following Standing Committees will sit this evening from eight o'clock until midnight:

In the Red Room:

The Committee on Social Affairs will sit for the section by section examination of Bill 9, "An Act to secure the handicapped in the exercise of their rights".

In Room 81 "A":

The Committee on the Presidency of the Council and the Constitution will sit for the examination of the estimates of the Department of the Executive Council.

In Room 91 "A":

The Committee on the Civil Service will sit for the section by section examination of Bill 50, "Civil Service Act".

Mr Charron moved that the following Standing Committees do sit immediately until six o'clock P.M., with suspension of work from one o'clock P.M. until three o'clock P.M.:

À la Salle 81 «A»:

La Commission de la présidence du conseil et de la constitution pour étudier, article par article, le projet de loi n° 92, «Loi sur la consultation populaire».

À la Salle 91 «A»:

La Commission des engagements financiers pour étudier les engagements financiers,

et que cette commission soit remplacée à compter de quinze heures par la Commission de la fonction publique pour étudier, article par article, le projet de loi n° 50, «Loi sur la fonction publique».

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

In Room 81 "A":

The Committee on the Presidency of the Council and the Constitution for the section by section examination of Bill 92, "Referendum Act".

In Room 91 "A":

The Committee on Financial Commitments for the examination of financial commitments,

and that this Committee be replaced, at three o'clock P.M., by the Committee on the Civil Service for the section by section examination of Bill 50, "Civil Service Act".

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Beauséjour, Bédard, Biron, Boucher, Brassard, Brochu, Cardinal, Caron, Charbonneau, Charron, Chevrette, Ciaccia, Clair, Cordeau, Couture, Cuerrier, de Belleval, Desbiens, Duhaime, Dussault, Fallu, Fontaine, Forget, Gagnon, Garneau, Garon, Gendron, Godin, Goldbloom, Gosselin, Goulet, Gratton, Gravel, Grégoire, Grenier, Guay, Johnson, Jolivet, Joron, Laberge, Lacoste, Lalonde, Lamontagne, Landry, Laplante, Lavoie, Lavoie-Roux, Lazure, Leblanc, Lefebvre, Léger, Le Moignan, Léonard, Lessard, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Taillon), Marchand, Marcoux, Marquis, Mercier, Michaud, Morin (Louis-Hébert), Morin (Sauvé), O'Gallagher, O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Pagé, Paquette, Payette, Perron, Picotte, Proulx, Rancourt, Raynauld, Roy, Samson, Shaw, Springate, St-Germain, Tardif, Tremblay, Vaillancourt (Jonquière), Verreault.—84.

CONTRE—NAYS:—0.

M. Morin (Sauvé) propose que le projet de loi n° 8, «Loi modifiant la Loi des collèges d'enseignement général et professionnel», soit maintenant lu la deuxième fois.

Mr Morin (Sauvé) moved that Bill 8, "An Act to amend the General and Vocational Colleges Act", be now read the second time.

Et un débat s'élève sur cette motion.

And a debate arising on this motion.

La motion est alors adoptée.

The motion was then adopted.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

The bill was accordingly read the second time.

Sur la motion de M. Duhaime, au nom de M. Charron, le projet de loi n° 8 est envoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière et rapporté; le rapport est adopté.

Le projet de loi est remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

À douze heures trente minutes, Madame le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quinze heures.

Quinze heures

M. Morin (Sauvé) propose que le projet de loi n° 58, «Loi modifiant la Loi de l'enseignement privé», soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Duhaime, au nom de M. Charron, le projet de loi est envoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière et rapporté; le rapport est adopté.

Le projet de loi n° 58 est remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

M. Morin (Sauvé) propose que le projet de loi n° 57, «Loi modifiant de nouveau la Loi de l'instruction publique», soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée, les voix se divisant comme suit:

On motion of Mr Duhaime, on behalf of Mr Charron, Bill 8 was committed, considered in Committee of the Whole and reported; the report was adopted.

The bill was ordered for third reading at the next sitting.

At twelve-thirty o'clock noon, Madam President left the Chair and the sitting was suspended until three o'clock P.M.

Three o'clock P.M.

Mr Morin (Sauvé) moved that Bill 58, "An Act to amend the Private Education Act", be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted.

The bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Duhaime, on behalf of Mr Charron, the bill was committed, considered in Committee of the Whole and reported; the report was adopted.

Bill 58 was ordered for third reading at the next sitting.

Mr Morin (Sauvé) moved that Bill 57, "An Act to again amend the Education Act", be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted on the following division:

POUR—YEAS:—MM./Messrs Beauséjour, Bédard, Bérubé, Bisailon, Boucher, Brassard, Cardinal, Charbonneau, Charron, Chevrette, Clair, Couture, de Belleval, Desbiens, Duhaime, Dussault, Fallu, Gagnon, Gendron, Godin, Gosselin, Gravel, Grégoire, Guay, Johnson, Jolivet, Joron, Laberge, Lacoste, Laplante, Lavigne, Lefebvre, Marcoux, Marquis, Mercier, Michaud, Morin (Sauvé), Ouellette (Beauce-Nord), Paquette, Parizeau, Perron, Proulx, Rancourt, Vaillancourt (Jonquière), Vaugeois.—45.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Brochu, Caron, Ciaccia, Cordeau, Fontaine, Forget, Garneau, Giasson, Goulet, Gratton, Grenier, Lalonde, Lamontagne, Lavoie, Lavoie-Roux, Le Moignan, Levesque (Bonaventure), Marchand, O'Gallagher, Pagé, Picotte, Raynauld, Roy, Saindon, Samson, Shaw, St-Germain, Verreault.—28.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

The bill was accordingly read the second time.

Sur la motion de M. Duhaime, au nom de M. Charron, le projet de loi n° 57 est envoyé à la commission plénière et étudié en commission plénière. La commission rapporte qu'elle n'a pas fini de délibérer et permission lui est donnée de siéger de nouveau à la prochaine séance.

On motion of Mr Duhaime, on behalf of Mr Charron, Bill 57 was committed and considered in Committee of the Whole. Progress was reported and leave granted to the committee to sit again at the next sitting.

À dix-huit heures, sur la motion de M. Charron, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

At six o'clock P.M., on motion of Mr Charron, the Assembly adjourned until tomorrow, at ten o'clock A.M.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

CLÉMENT RICHARD,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirty-first Legislature

Le jeudi 15 juin 1978

Dix heures

À dix heures quarante minutes, M. le Président fait son entrée à l'Assemblée et prononce la suspension de la séance jusqu'à douze heures, faute de quorum.

À douze heures, l'Assemblée reprend sa séance.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Charron, l'Assemblée suspend sa séance jusqu'à quatorze heures.

Quatorze heures

L'Assemblée reprend sa séance.

Du consentement unanime de l'Assemblée, les affaires courantes sont suspendues et M. Levesque (Bonaventure) propose:

Que cette Assemblée exprime l'avis que le gouvernement a gravement manqué à ses responsabilités en ne prenant pas les mesures nécessaires pour per-

Thursday, 15 June 1978

Ten o'clock A.M.

At forty minutes past ten o'clock A.M., Mr President entered the National Assembly and declared the sitting suspended until twelve o'clock noon, for want of a quorum.

At twelve o'clock noon, the Assembly resumed its sitting.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Charron, the Assembly suspended its sitting until two o'clock P.M.

Two o'clock P.M.

The Assembly resumed its sitting.

With the unanimous consent of the Assembly, Routine Business was suspended and Mr Levesque (Bonaventure) moved:

That the Assembly do express the opinion that the government seriously failed in assuming its responsibilities by not taking the necessary measures

mettre ce matin à l'Assemblée nationale de siéger et d'accomplir son devoir.

Et un débat s'élève sur cette motion.

M. Charron propose:

Que la motion en discussion soit amendée en retranchant dans les première, deuxième, troisième et quatrième lignes, après le mot «Assemblée», les mots «exprime l'avis que le gouvernement a gravement manqué à ses responsabilités en ne prenant pas», et en les remplaçant par les mots «déploire que, par suite d'une analyse trop sommaire de la situation, le gouvernement ait tardé à prendre», et en ajoutant à la fin, après le mot «devoir», les mots «et exige qu'une telle violation des droits et privilèges de l'Assemblée ne se reproduise plus.».

À dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

Vingt heures

La motion d'amendement de M. Charron est alors reçue.

Et un débat s'élève sur cette motion d'amendement.

Conformément au paragraphe 1 de l'article 85 du règlement et avec la permission de M. Charron, M. Lévesque (Taillon) propose que la motion d'amendement en discussion soit retirée.

Et un débat s'élève sur cette motion de retrait.

La motion de retrait est alors adoptée, les voix étant enregistrées comme suit:

to allow the National Assembly to sit this morning and to carry out its duties.

And a debate arising on this motion.

Mr Charron moved:

That the motion under debate be amended by striking out in the first, second, third and fourth lines, after the word "Assembly", the words "do express the opinion that the government seriously failed in assuming its responsibilities by not taking" and replacing them by the words "do deplore the fact that, following an over-hasty analysis of the situation, the government delayed taking", and by adding at the end, after the word "duties", the words "and do demand that such a breach of the rights and privileges of the Assembly do not occur again.".

At six o'clock P.M., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until eight o'clock P.M.

Eight o'clock P.M.

The motion of amendment by Mr Charron was then received.

And a debate arising on this motion of amendment.

In accordance with paragraph 1 of Standing Order 85 and with the permission of Mr Charron, Mr Lévesque (Taillon) moved that the motion of amendment under debate be withdrawn.

And a debate arising on this motion of withdrawal.

The motion of withdrawal was then adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Beauséjour, Bédard, Bisailon, Boucher, Brassard, Cardinal, Charbonneau, Charron, Chevrette, Clair, de Belleval, Desbiens, Duhaime, Dussault, Fallu, Gagnon, Garon, Gendron, Godin, Gosselin, Gravel, Guay, Johnson, Laberge, Lacoste, Laplante, Laurin, Lavigne, Leblanc, Lefebvre, Léonard, Lessard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Marcoux, Marois, Marquis, Mercier, Michaud, Morin (Louis-Hébert), Ouellette (Beauce-Nord), Paquette, Payette, Perron, Proulx, Tardif, Vaillancourt (Jonquière), Vaugeois.—49.

CONTRE—NAYS:—0.

ABSTENTIONS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Blank, Brochu, Caron, Ciaccia, Cordeau, Fontaine, Giasson, Goldbloom, Goulet, Gratton, Grenier, Lalonde, Lamontagne, Larivière, Lavoie, Lavoie-Roux, Le Moignan, Levesque (Bonaventure), Mailloux, Marchand, O'Gallagher, Picotte, Raynauld, Roy, Saindon, Springate, St-Germain, Verreault.—28.

Et le débat continue sur la motion principale de M. Levesque (Bonaventure) proposant:

«*Que cette Assemblée exprime l'avis que le gouvernement a gravement manqué à ses responsabilités en ne prenant pas les mesures nécessaires pour permettre ce matin à l'Assemblée nationale de siéger et d'accomplir son devoir.*»

La motion est alors rejetée, les voix se divisant comme suit:

And the debate continuing on the main motion by Mr Levesque (Bonaventure) proposing:

“*That the Assembly do express the opinion that the government seriously failed in assuming its responsibilities by not taking the necessary measures to allow the National Assembly to sit this morning and to carry out its duties.*”

The motion was then rejected on the following division:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Blank, Brochu, Caron, Ciaccia, Cordeau, Fontaine, Giasson, Goldbloom, Goulet, Gratton, Grenier, Lalonde, Lamontagne, Larivière, Lavoie, Lavoie-Roux, Le Moignan, Levesque (Bonaventure), Mailloux, Marchand, O'Gallagher, Picotte, Raynauld, Roy, Saindon, Springate, St-Germain, Verreault.—28.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Beauséjour, Bédard, Bisailon, Boucher, Brassard, Charbonneau, Charron, Chevrette, Clair, de Belleval, Desbiens, Duhaime, Dussault, Fallu, Gagnon, Garon, Gendron, Godin, Gosselin, Gravel, Guay, Johnson, Jolivet, Laberge, Lacoste, Laplante, Laurin, Lavigne, Leblanc, Lefebvre, Léonard, Lessard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Marcoux, Marois, Marquis, Mercier, Michaud, Morin (Louis-Hébert), Ouellette (Beauce-Nord), Paquette, Payette, Perron, Proulx, Tardif, Vaillancourt (Jonquière), Vaugeois.—49.

M. Gravel, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente du travail et de la main-d'oeuvre qui a étudié, après la première lecture, le projet de loi n° 59, «Loi modifiant le Code du travail».

(Document de la session n° 250.)

Sur la motion de M. Charron, il est—
Ordonné que l'ordre du jour adopté le 6 juin 1978, pour étudier de nouveau en commission plénière le projet de loi n° 44, «Loi concernant les élections de 1978 dans certaines municipalités et modifiant la Loi des cités et villes», soit révoqué.

Sur la motion de M. Charron, le projet de loi n° 44 est déféré pour étude, article par article, à la Commission permanente des affaires municipales.

Du consentement unanime de l'Assemblée, l'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi n° 59, «Loi modifiant le Code du travail».

M. Johnson informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

M. Johnson propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

0 heure, le vendredi 16 juin 1978

Le débat est terminé.

La motion est alors mise aux voix et l'enregistrement des noms est demandé.

À la demande de M. Charron, Madame le Président remet à aujourd'hui, avant l'appel des affaires du jour, l'enregistrement des noms sur le vote de cette motion.

Mr Gravel, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Labour and Manpower which examined Bill 59, "An Act to amend the Labour Code", following first reading.

(Sessional Papers, No. 250.)

On motion of Mr Charron,—

Ordered, that the Order of the Day adopted on 6 June 1978, to again examine in Committee of the Whole Bill 44, "An Act respecting the 1978 elections in certain municipalities and amending the Cities and Towns Act", be rescinded.

On motion of Mr Charron, Bill 44 was referred to the Standing Committee on Municipal Affairs for section by section examination.

With the unanimous consent of the Assembly, the Order of the Day being read for the second reading of Bill 59, "An Act to amend the Labour Code".

Mr Johnson informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

Mr Johnson moved that the said bill be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

Midnight, Friday, 16 June 1978

The debate was concluded.

The motion was then put to the vote and the entry of names was requested.

At the request of Mr Charron, Madam President postponed the entry of names of the vote on this motion until today, before Orders of the Day are called.

À une heure quinze minutes, sur la motion de M. Charron, l'Assemblée s'ajourne à dix heures.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

At one-fifteen o'clock A.M., on motion of Mr Charron, the Assembly adjourned until ten o'clock A.M.

CLÉMENT RICHARD,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirty-first Legislature

Le vendredi 16 juin 1978

Dix heures

Friday, 16 June 1978

Ten o'clock A.M.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Tremblay:

Rapport annuel du Centre de recherche industrielle du Québec (CRIQ), pour l'année 1977/78.

(Document de la session n° 251.)

Par M. Charron, au nom de M. Lazure:

Rapport final du comité sur la non-discrimination dans les avantages sociaux, en date de décembre 1976.

(Document de la session n° 252.)

Par M. Johnson:

Rapport annuel du ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre, pour l'année 1976/77.

(Document de la session n° 253.)

Les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, présentés, lus la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture:

The following documents were tabled:

By Mr Tremblay:

Annual report of the Centre de recherche industrielle du Québec (CRIQ), for 1977/78.

(Sessional Papers, No. 251.)

By Mr Charron, on behalf of Mr Lazure:

Final report of the committee on non-discrimination in social benefits, dated December 1976.

(Sessional Papers, No. 252.)

By Mr Johnson:

Annual report of the Department of Labour and Manpower, for 1976/77.

(Sessional Papers, No. 253.)

The following bills were severally introduced, read the first time and ordered for second reading at the next sitting:

Par M. Charron, au nom de M. Joron:
Projet de loi n° 26.—Loi constituant
le Conseil régional de zone de la Baie
James;

Projet de loi n° 32.—Loi constituant
la Société des travaux de correction du
Complexe La Grande;

Projet de loi n° 33.—Loi constituant la
Société de développement autochtone
de la Baie James.

Par M. Tardif:

Projet de loi n° 23.—Loi concernant
les villages nordiques et l'Administra-
tion régionale Kativik.

Par M. Parizeau:

Projet de loi n° 61.—Loi modifiant
la Loi de l'impôt sur la vente en détail;

Projet de loi n° 62.—Loi modifiant
la Loi de l'impôt sur le tabac;

Projet de loi n° 63.—Loi modifiant
la Loi de la taxe sur les repas et l'hôtel-
lerie;

Projet de loi n° 64.—Loi modifiant
la Loi de la taxe sur les carburants.

Au cours de la période de questions
orales des députés, du consentement
unanime de l'Assemblée, M. Parizeau
dépose le document suivant:

Copie d'une lettre, en date du 14 juin
1978, adressée à M. Jean Chrétien,
ministre des Finances du Canada, par
M. Jacques Parizeau, ministre des Fi-
nances et du Revenu du Québec, con-
cernant le mode de transfert au Québec
des sommes qui lui sont dues, suite à
la réduction de la taxe de vente.

(Document de la session n° 254.)

By Mr Charron, on behalf of Mr Joron:
Bill 26.—An Act to establish the
James Bay Regional Zone Council;

Bill 32.—An Act to create the La
Grande Complex Remedial Works Cor-
poration;

Bill 33.—An Act to incorporate the
James Bay Native Development Cor-
poration.

By Mr Tardif:

Bill 23.—An Act concerning North-
ern villages and the Kativik Regional
Government.

By Mr Parizeau:

Bill 61.—An Act to amend the Retail
Sales Tax Act;

Bill 62.—An Act to amend the To-
bacco Tax Act;

Bill 63.—An Act to amend the Meals
and Hotels Tax Act;

Bill 64.—An Act to amend the Fuel
Tax Act.

During the period of oral questions by
Members, with the unanimous consent
of the Assembly, Mr Parizeau tabled the
following document:

A copy of a letter, dated 14 June 1978,
forwarded to Mr Jean Chrétien, minis-
ter of Finance of Canada, by Mr Jacques
Parizeau, minister of Finance and Rev-
enue of Québec, concerning the meth-
od of transfer of sums due to Québec fol-
lowing the sales tax rebate.

(Sessional Papers, No. 254.)

Sur la motion de M. Charron, il est—
Ordonné que, le mercredi 21 juin 1978, à compter de onze heures trente minutes jusqu'à dix-huit heures, avec suspension des travaux de treize heures à quinze heures, quatre groupes d'Inuit du Nouveau-Québec puissent être entendus en commission parlementaire, lors de l'étude, article par article, après la deuxième lecture, du projet de loi n° 27, «Loi constituant la Société Makivik».

L'Assemblée procède à l'enregistrement des noms sur le vote de la motion de M. Johnson proposant que le projet de loi n° 59, «Loi modifiant le Code du travail», soit maintenant lu la deuxième fois.

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Beauséjour, Bédard, Boucher, Brassard, Cardinal, Charbonneau, Charron, Chevrette, Clair, Couture, de Belleval, Desbiens, Duhaime, Dussault, Gagnon, Garon, Gendron, Godin, Gosselin, Gravel, Grégoire, Guay, Johnson, Jolivet, Laberge, Lacoste, Landry, Larivière, Lavigne, Leblanc, Lefebvre, Léonard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Marcoux, Marquis, Mercier, Michaud, Morin (Louis-Hébert), O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Paquette, Parizeau, Payette, Perron, Proulx, Rancourt, Tardif, Tremblay, Vaugeois.—52.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Blank, Brochu, Caron, Ciacia, Cordeau, Fontaine, Giasson, Goldbloom, Goulet, Gratton, Lalonde, Lamontagne, Larivière, Lavoie, Lavoie-Roux, Le Moignan, Levesque (Bonaventure), Mailloux, Marchand, O'Gallagher, Pagé, Picotte, Roy, St-Germain, Verreault.—25.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Charron, le projet de loi n° 59 est déféré pour étude, article par article, à la Commission permanente du travail et de la main-d'oeuvre.

M. Charron propose que la Commission permanente des affaires municipales siège au Salon Rouge immédiatement jusqu'à treize heures pour étudier,

On motion of Mr Charron,—
Ordered, that on Wednesday, 21 June 1978, from eleven-thirty o'clock A.M. until six o'clock P.M., with suspension of work from one o'clock P.M. until three o'clock P.M., four groups of Inuit of New Québec may be heard in Parliamentary Committee, during the section by section examination of Bill 27, "An Act to establish the Makivik Corporation", following second reading.

The Assembly proceeded with the entry of names of the vote on the motion by Mr Johnson proposing that Bill 59, "An Act to amend the Labour Code", be now read the second time.

The motion was adopted on the following division:

The bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Charron, Bill 59 was referred to the Standing Committee on Labour and Manpower for section by section examination.

Mr Charron moved that the Standing Committee on Municipal Affairs do sit immediately in the Red Room until one o'clock P.M., for the section by section

article par article, le projet de loi n° 44, «Loi concernant les élections de 1978 dans certaines municipalités et modifiant la Loi des cités et villes», et que cet après-midi et ce soir, les commissions permanentes suivantes siègent à compter de quinze heures jusqu'à vingt-quatre heures, avec suspension des travaux de dix-huit heures à vingt heures:

À la Salle 81 «A»:

La Commission de la présidence du conseil et de la constitution pour étudier, article par article, le projet de loi n° 92, «Loi sur la consultation populaire».

À la Salle 91 «A»:

La Commission de la fonction publique, pour étudier, article par article, le projet de loi n° 50, «Loi sur la fonction publique».

La motion est adoptée.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission permanente des affaires culturelles qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 4, «Loi modifiant la Loi sur les biens culturels».

Les amendements proposés par M. Vaugeois au projet de loi et au rapport sont adoptés.

Sur la motion de M. Vaugeois, le rapport est adopté.

Le projet de loi n° 4 est remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

M. Parizeau propose que le projet de loi n° 55, «Loi sur l'organisation des parties patronale et syndicale aux fins des négociations collectives dans les secteurs de l'éducation, des affaires so-

examination of Bill 44, "An Act respecting the 1978 elections in certain municipalities and amending the Cities and Towns Act", and that the following Standing Committees do sit this afternoon and this evening from three o'clock until midnight, with suspension of work from six o'clock until eight o'clock:

In Room 81 "A":

The Committee on the Presidency of the Council and the Constitution for the section by section examination of Bill 92, "Referendum Act".

In Room 91 "A":

The Standing Committee on the Civil Service for the section by section examination of Bill 50, "Civil Service Act".

The motion was adopted.

The Assembly proceeded to take into consideration the report of the Standing Committee on Cultural Affairs which examined Bill 4, "An Act to amend the Cultural Property Act", following second reading.

The amendments proposed by Mr Vaugeois to the bill and to the report were adopted.

On motion of Mr Vaugeois, the report was adopted.

Bill 4 was ordered for third reading at the next sitting.

Mr Parizeau moved that Bill 55, "An Act respecting the organization of the management and union parties in view of collective bargaining in the sectors of education, social affairs and govern-

ciales et des organismes gouvernementaux», soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

Le débat est terminé.

La motion est alors mise aux voix et l'enregistrement des noms est demandé.

À la demande de M. Charron, Madame le Président remet à lundi prochain, avant l'appel des affaires du jour, l'enregistrement des noms sur le vote de cette motion.

À treize heures, sur la motion de M. Charron, l'Assemblée s'ajourne à lundi prochain dix heures.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

ment agencies", be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The debate was concluded.

The motion was then put to the vote and the entry of names was requested.

At the request of Mr Charron, Madam President postponed the entry of names of the vote on this motion until next Monday, before Orders of the Day are called.

At one o'clock P.M., on motion of Mr Charron, the Assembly adjourned until next Monday, at ten o'clock A.M.

CLÉMENT RICHARD,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirty-first Legislature

Le lundi 19 juin 1978

Dix heures

Monday, 19 June 1978

Ten o'clock A.M.

M. Lazure dépose le document suivant:

Rapport annuel du Régime des allocations familiales du Québec, pour l'année 1977/78.

(Document de la session n° 255.)

Mr Lazure tabled the following document:

Annual report of the Québec Family Allowances Plan, for 1977/78.

(Sessional Papers, No. 255.)

M. Lacoste, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente des affaires sociales qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 9, «Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées».

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

(Document de la session n° 256.)

Mr Lacoste, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Social Affairs which examined Bill 9, "An Act to secure the handicapped in the exercise of their rights", following second reading.

The bill was reported with amendments.

(Sessional Papers, No. 256.)

M. Gendron, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente de la fonction publique qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 60, «Loi concernant la protection à la retraite de certains enseignants».

Mr Gendron, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on the Civil Service which examined Bill 60, "An Act respecting pension coverage for certain teachers", following second reading.

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

(*Document de la session n° 257.*)

The bill was reported with amendments.

(*Sessional Papers, No. 257.*)

L'Assemblée procède à l'enregistrement des noms sur le vote de la motion de M. Parizeau proposant que le projet de loi n° 55, «Loi sur l'organisation des parties patronale et syndicale aux fins des négociations collectives dans les secteurs de l'éducation, des affaires sociales et des organismes gouvernementaux», soit maintenant lu la deuxième fois.

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit:

The Assembly proceeded with the entry of names of the vote on the motion by Mr Parizeau proposing that Bill 55, "An Act respecting the organization of the management and union parties in view of collective bargaining in the sectors of education, social affairs and government agencies", be now read the second time.

The motion was adopted on the following division:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Beauséjour, Bédard, Bérubé, Bordeleau, Boucher, Brassard, Charron, Clair, Couture, Cuerrier, de Bellefeuille, de Belleval, Desbiens, Duhaime, Dussault, Fallu, Gendron, Gravel, Grégoire, Guay, Johnson, Jolivet, Joron, Laberge, Lacoste, Landry, Laplante, Lavigne, Lazure, Leblanc, Lefebvre, Léonard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Marcoux, Marquis, Michaud, Morin (Louis-Hébert), O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Paquette, Payette, Proulx, Rancourt, Roy, Tardif, Vailancourt (Jonquière), Vaugeois.—48.

CONTRE—NAYS:—MM./Messrs Biron, Brochu, Ciaccia, Cordeau, Fontaine, Giasson, Goldbloom, Goulet, Gratton, Grenier, Lalonde, Lamontagne, Lavoie, LeMoignan, Levesque (Bonaventure), Marchand, O'Gallagher, Raynauld, Samson.—19.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

The bill was accordingly read the second time.

Sur la motion de M. Charron, le projet de loi n° 55 est déferé pour étude, article par article, à la Commission permanente des finances et des comptes publics.

On motion of Mr Charron, Bill 55 was referred to the Standing Committee on Finance and Public Accounts for section by section examination.

M. Charron propose que les commissions permanentes suivantes siègent immédiatement jusqu'à dix-huit heures, avec suspension des travaux de treize heures à quinze heures:

Mr Charron moved that the following Standing Committees do sit immediately until six o'clock P.M., with suspension of work from one o'clock P.M. until three o'clock P.M.:

Au Salon Rouge:

La Commission des affaires municipales pour étudier, article par article, le projet de loi n° 44, «Loi concernant les élections de 1978 dans certaines municipalités et modifiant la Loi des cités et villes».

À la Salle 81 «A»:

La Commission de la présidence du conseil et de la constitution pour étudier, article par article, le projet de loi n° 92, «Loi sur la consultation populaire», et que ce soir, les commissions permanentes suivantes siègent à compter de vingt heures jusqu'à vingt-quatre heures:

Au Salon Rouge:

La Commission de la fonction publique pour étudier, article par article, le projet de loi n° 50, «Loi sur la fonction publique».

À la Salle 81 «A»:

La Commission de la présidence du conseil et de la constitution pour étudier, article par article, le projet de loi n° 92, «Loi sur la consultation populaire».

La motion est adoptée.

Du consentement unanime de l'Assemblée, le projet de loi n° 24, «Loi concernant les villages cris», est présenté par M. Tardif, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

Mme Payette propose que le projet de loi n° 46, «Loi modifiant la Loi des caisses d'épargne et de crédit et la Loi des caisses d'entraide économique», soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

In the Red Room:

The Committee on Municipal Affairs for the section by section examination of Bill 44, "An Act respecting the 1978 elections in certain municipalities and amending the Cities and Towns Act".

In Room 81 "A":

The Committee on the Presidency of the Council and the Constitution for the section by section examination of Bill 92, "Referendum Act",

and that this evening, the following Standing Committees do sit from eight o'clock until midnight:

In the Red Room:

The Standing Committee on the Civil Service for the section by section examination of Bill 50, "Civil Service Act".

In Room 81 "A":

The Committee on the Presidency of the Council and the Constitution for the section by section examination of Bill 92, "Referendum Act".

The motion was adopted.

With the unanimous consent of the Assembly, Bill 24, "The Cree Villages Act", was introduced by Mr Tardif, read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

Mrs Payette moved that Bill 46, "An Act to amend the Savings and Credit Unions Act and the Act respecting the *caisses d'entraide économique*", be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted.

The bill was accordingly read the second time.

Sur la motion de M. Charron, le projet de loi n° 46 est envoyé pour étude, article par article, à la commission plénière et étudié en commission plénière.

À treize heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quinze heures.

Quinze heures

Et le débat continue en commission plénière.

Le projet de loi n° 46 est alors amendé et rapporté; le rapport est adopté; le projet de loi est remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des projets de loi suivants:

Projet de loi n° 25.—Loi concernant l'Administration régionale crie;

Projet de loi n° 27.—Loi constituant la Société Makivik;

Projet de loi n° 34.—Loi concernant les autochtones cris et inuit;

Projet de loi n° 42.—Loi approuvant la Convention du Nord-Est québécois.

M. Morin (Louis-Hébert) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération du projet de loi n° 42.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Charron, les projets de loi sont groupés pour étude.

M. Morin (Louis-Hébert) propose que lesdits projets de loi soient maintenant lus la deuxième fois.

On motion of Mr Charron, Bill 46 was committed and examined section by section in Committee of the Whole.

At one o'clock P.M., Mr Chairman of the Committee of the Whole left the Chair and the sitting was suspended until three o'clock P.M.

Three o'clock P.M.

And the debate continuing in Committee of the Whole.

Bill 46 was then amended and reported; the report was adopted; the bill was ordered for third reading at the next sitting.

The Order of the Day being read for the second reading of the following bills:

Bill 25.—An Act respecting the Cree Regional Authority;

Bill 27.—An Act to establish the Makivik Corporation;

Bill 34.—An Act respecting Cree and Inuit Native persons;

Bill 42.—An Act approving the Northeastern Québec Agreement.

Mr Morin (Louis-Hébert) informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended Bill 42 to their consideration.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Charron, the bills were grouped together for consideration.

Mr Morin (Louis-Hébert) moved that the said bills be now read the second time.

Et un débat s'élève sur cette motion.

And a debate arising on this motion.

À dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

At six o'clock P.M., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until eight o'clock P.M.

Vingt heures

Eight o'clock P.M.

Et le débat continue.

And the debate continuing thereon.

La motion est alors adoptée.

The motion was then adopted.

En conséquence, les projets de loi n^{os} 25, 27, 34 et 42 sont, l'un après l'autre, lus la deuxième fois.

Accordingly, Bills 25, 27, 34 and 42 were severally read the second time.

Sur la motion de M. Charron, ces projets de loi sont, l'un après l'autre, déferés pour étude, article par article, à la Commission permanente des affaires intergouvernementales.

On motion of Mr Charron, these bills were severally referred to the Standing Committee on Intergovernmental Affairs for section by section examination.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des projets de loi suivants:

The Order of the Day being read for the second reading of the following bills:

Projet de loi n^o 26.—Loi constituant le Conseil régional de zone de la Baie James;

Bill 26.—An Act to establish the James Bay Regional Zone Council;

Projet de loi n^o 32.—Loi constituant la Société des travaux de correction du Complexe La Grande;

Bill 32.—An Act to create the La Grande Complex Remedial Works Corporation;

Projet de loi n^o 33.—Loi constituant la Société de développement autochtone de la Baie James.

Bill 33.—An Act to incorporate the James Bay Native Development Corporation.

M. Joron informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération du projet de loi n^o 33.

Mr Joron informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended Bill 33 to their consideration.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Charron, les projets de loi sont groupés pour étude.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Charron, the bills were grouped together for consideration.

M. Joron propose que lesdits projets de loi soient maintenant lus la deuxième fois.

Mr Joron moved that the said bills be now read the second time.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, les projets de loi n^{os} 26, 32 et 33 sont, l'un après l'autre, lus la deuxième fois.

Sur la motion de M. Charron, ces projets de loi sont, l'un après l'autre, déferés pour étude, article par article, à la Commission permanente des affaires intergouvernementales.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi n^o 23, «Loi concernant les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik».

M. Tardif informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

Du consentement unanime de l'Assemblée, l'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi n^o 24, «Loi concernant les villages cris».

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Charron, les projets de loi n^{os} 23 et 24 sont groupés pour étude.

M. Tardif propose que ces projets de loi soient maintenant lus la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, les projets de loi n^{os} 23 et 24 sont, l'un après l'autre, lus la deuxième fois.

Sur la motion de M. Charron, ces projets de loi sont, l'un après l'autre, déferés pour étude, article par article, à la Commission permanente des affaires intergouvernementales.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted.

Accordingly, Bills 26, 32 and 33 were severally read the second time.

On motion of Mr Charron, these bills were severally referred to the Standing Committee on Intergovernmental Affairs for section by section examination.

The Order of the Day being read for the second reading of Bill 23, "An Act concerning Northern villages and the Kativik Regional Government".

Mr Tardif informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

With the unanimous consent of the Assembly, the Order of the Day being read for the second reading of Bill 24, "The Cree Villages Act".

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Charron, Bills 23 and 24 were grouped together for consideration.

Mr Tardif moved that these bills be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted.

Accordingly, Bills 23 and 24 were severally read the second time.

On motion of Mr Charron, these bills were severally referred to the Standing Committee on Intergovernmental Affairs for section by section examination.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi n° 45, «Loi modifiant la Loi sur les subventions aux municipalités de 10 000 habitants ou plus».

M. Tardif informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet loi.

M. Tardif propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Charron, le projet de loi n° 45 est envoyé à la commission plénière pour étude, article par article, étudié en commission plénière et rapporté; le rapport est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Tardif, le projet de loi n° 45 est lu la troisième fois.

M. Tardif propose que le projet de loi n° 49, «Loi concernant le rôle de la valeur locative de la Ville de Montréal et de Ville Saint-Pierre ainsi que des cités de Côte-Saint-Luc, Outremont et Westmount», soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Charron, le projet de loi n° 49 est envoyé à la commission plénière pour étude, article par article, étudié en commission plénière et rapporté; le rapport est adopté; le projet de loi est remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

The Order of the Day being read for the second reading of Bill 45, "An Act to amend the Act respecting subsidies to municipalities of 10,000 or more inhabitants".

Mr Tardif informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

Mr Tardif moved that the said bill be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted.

The bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Charron, Bill 45 was committed, considered in Committee of the Whole section by section and reported; the report was adopted.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Tardif, Bill 45 was read the third time.

Mr Tardif moved that Bill 49, "An Act respecting the roll of rental values of the City of Montreal, of Ville Saint-Pierre, and of the cities of Côte-Saint-Luc, Outremont and Westmount", be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted.

The bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Charron, Bill 49 was committed, considered in Committee of the Whole section by section and reported; the report was adopted; the bill was ordered for third reading at the next sitting.

À vingt-deux heures vingt minutes,
sur la motion de M. Charron, l'As-
semblée s'ajourne à demain dix heures.

At twenty minutes past ten o'clock
P.M., on motion of Mr Charron, the
Assembly adjourned until tomorrow,
at ten o'clock A.M.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

CLÉMENT RICHARD,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirty-first Legislature

Le mardi 20 juin 1978

Dix heures

Tuesday, 20 June 1978

Ten o'clock A.M.

Les documents suivants sont déposés: The following documents were tabled:

Par M. Bédard:

Rapport de l'Office de révision du Code civil, en date de 1977.

(Document de la session n° 258.)

By Mr Bédard:

Report of the Civil Code Revision Office, dated 1977.

(Sessional Papers, No. 258.)

Par M. Joron:

Livre blanc sur la politique québécoise de l'énergie, intitulé: *Assurer l'avenir*.

(Document de la session n° 259.)

By Mr Joron:

A white paper on the energy policy of Québec, entitled: *Assurer l'avenir*.

(Sessional Papers, No. 259.)

Par M. Forget:

Pétition organisée par le Comité pour la sauvegarde de l'hôpital de Baie-Comeau, faisant part de sa détermination de conserver à l'hôpital de Baie-Comeau sa vocation actuelle d'hôpital général.

(Document de la session n° 260.)

By Mr Forget:

A petition organized by the Comité pour la sauvegarde de l'hôpital de Baie-Comeau announcing its determination to see that this hospital retains its present status of general hospital.

(Sessional Papers, No. 260.)

Par M. Lamontagne:

Pétition organisée par les citoyens de

By Mr Lamontagne:

A petition organized by the citizens

l'île d'Orléans, demandant à l'Assemblée nationale de surseoir à l'adoption du projet de loi n° 4, «Loi modifiant la Loi sur les biens culturels», tant que le texte actuel n'aura pas été modifié.

(Document de la session n° 261.)

M. Mercier, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente des affaires municipales qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 44, «Loi concernant les élections de 1978 dans certaines municipalités et modifiant la Loi des cités et villes».

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

(Document de la session n° 262.)

M. Gravel, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente de la fonction publique qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 50, «Loi sur la fonction publique».

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

(Document de la session n° 263.)

M. Charron dépose les rapports du greffier en loi de l'Assemblée nationale sur les projets de loi privés suivants:

Projet de loi n° 201.—Loi modifiant la Loi constituant en corporation les Soeurs Servantes du Saint-Coeur de Marie;

Projet de loi n° 221.—Loi concernant la succession de J. Donat Langelier;

Projet de loi n° 238.—Loi concernant un immeuble de la Commission scolaire Beauport;

Projet de loi n° 247.—Loi modifiant la charte de Les Filles de Jésus (Trois-Rivières);

of the Island of Orleans urging the National Assembly to put off the adoption of Bill 4, "An Act to amend the Cultural Property Act", until the present text is amended.

(Sessional Papers, No. 261.)

Mr Mercier, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Municipal Affairs which examined Bill 44, "An Act respecting the 1978 elections in certain municipalities and amending the Cities and Towns Act", following second reading.

The bill was reported with amendments.

(Sessional Papers, No. 262.)

Mr Gravel, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on the Civil Service which examined Bill 50, "Civil Service Act", following second reading.

The bill was reported with amendments.

(Sessional Papers, No. 263.)

Mr Charron tabled the reports of the Law Clerk of the National Assembly on the following private bills:

Bill 201.—An Act to amend the Act to incorporate Les Soeurs Servantes du Saint-Coeur de Marie;

Bill 221.—An Act respecting the estate of J. Donat Langelier;

Bill 238.—An Act respecting an immoveable of the Commission scolaire Beauport;

Bill 247.—An Act to amend the charter of Les Filles de Jésus (Trois-Rivières);

Projet de loi n° 249.—Loi modifiant la Charte de la ville de Gatineau;

Bill 249.—An Act to amend the charter of the city of Gatineau;

Projet de loi n° 264.—Loi concernant la ville de Gatineau.

Bill 264.—An Act respecting the city of Gatineau.

(Document de la session n° 264.)

(Sessional Papers, No. 264.)

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Charron propose que les règles de pratique concernant les projets de loi privés soient suspendues dans le cas des projets de loi nos 201, 238, 249 et 264.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Charron moved that the Rules of Procedure concerning private bills be suspended respecting Bills 201, 238, 249 and 264.

La motion est adoptée.

The motion was adopted.

Les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, présentés, lus la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture:

The following bills were severally introduced, read the first time and ordered for second reading at the next sitting:

Par M. Parizeau:

By Mr Parizeau:

Projet de loi n° 51.—Loi sur les droits successoraux.

Bill 51.—Succession Duty Act.

Par M. Lavoie:

By Mr Lavoie:

Projet de loi n° 199.—Loi créant la Fondation Jean-Charles Bonenfant.

Bill 199.—An Act to establish the Fondation Jean-Charles Bonenfant.

Les projets de loi privés suivants sont, l'un après l'autre, présentés et lus la première fois:

The following private bills were severally introduced and read the first time:

Par M. Gravel:

By Mr Gravel:

Projet de loi n° 201.—Loi modifiant la Loi constituant en corporation les Soeurs Servantes du Saint-Coeur de Marie.

Bill 201.—An Act to amend the Act to incorporate Les Soeurs Servantes du Saint-Coeur de Marie.

Par M. Jolivet:

By Mr Jolivet:

Projet de loi n° 247.—Loi modifiant la charte de Les Filles de Jésus (Trois-Rivières).

Bill 247.—An Act to amend the charter of Les Filles de Jésus (Trois-Rivières).

Sur la motion de M. Charron, ces projets de loi sont déferés pour audition publique et étude, article par article, à la Commission permanente des consommateurs, coopératives et institutions financières.

On motion of Mr Charron, these bills were referred to the Standing Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions for public hearings and section by section examination.

Les projets de loi privés suivants sont, l'un après l'autre, présentés par M. Alfred et lus la première fois:

Projet de loi n° 249.—Loi modifiant la Charte de la ville de Gatineau;

Projet de loi n° 264.—Loi concernant la ville de Gatineau.

Sur la motion de M. Charron, ces projets de loi sont déferés pour audition publique et étude, article par article, à la Commission permanente des affaires municipales.

Les projets de loi privés suivants sont, l'un après l'autre, présentés et lus la première fois:

Par M. Gravel, au nom de M. Bertrand:
Projet de loi n° 238.—Loi concernant un immeuble de la Commission scolaire Beauport.

Par M. Raynauld:
Projet de loi n° 221.—Loi concernant la succession de J. Donat Langelier.

Sur la motion de M. Charron, ces projets de loi sont déferés pour audition publique et étude, article par article, à la Commission permanente de la justice.

M. Charron donne l'avis suivant:
Les commissions permanentes suivantes siégeront dès l'ajournement de l'Assemblée jusqu'à treize heures:

Au Salon Rouge:
La Commission des transports siégera pour étudier, article par article, le projet de loi n° 56, «Loi modifiant la Loi de la Communauté urbaine de Montréal et la Loi constituant la Commission de transport de la Rive sud de Montréal».

À la Salle 81 «A»:
La Commission de la présidence du conseil et de la constitution siégera pour

The following private bills were severally introduced by Mr Alfred and read the first time:

Bill 249.—An Act to amend the charter of the city of Gatineau;

Bill 264.—An Act respecting the city of Gatineau.

On motion of Mr Charron, these bills were referred to the Standing Committee on Municipal Affairs for public hearings and section by section examination.

The following private bills were severally introduced and read the first time:

By Mr Gravel, on behalf of Mr Bertrand:
Bill 238.—An Act respecting an immoveable of the Commission scolaire Beauport.

By Mr Raynauld:
Bill 221.—An Act respecting the estate of J. Donat Langelier.

On motion of Mr Charron, these bills were referred to the Standing Committee on Justice for public hearings and section by section examination.

Mr Charron gave the following notice:
The following Standing Committees will sit until one o'clock P.M., as soon as the Assembly adjourns:

In the Red Room:
The Committee on Transport will sit for the section by section examination of Bill 56, "An Act to amend the Montreal Urban Community Act and the Act to incorporate the Montreal South Shore Transit Commission".

In Room 81 "A":
The Committee on the Presidency of the Council and the Constitution will sit

étudier, article par article, le projet de loi n° 92, «Loi sur la consultation populaire».

À la Salle 91 «A»:

La Commission du travail et de la main-d'oeuvre siégera pour étudier, article par article, les projets de loi suivants:

Projet de loi n° 52.—Loi modifiant la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction;

Projet de loi n° 59.—Loi modifiant le Code du travail.

Cet après-midi, les commissions permanentes suivantes siégeront à compter de quinze heures jusqu'à dix-huit heures:

Au Salon Rouge:

La Commission de l'Assemblée nationale.

À la Salle 81 «A»:

La Commission de la présidence du conseil et de la constitution siégera pour étudier, article par article, le projet de loi n° 92, «Loi sur la consultation populaire».

À la Salle 91 «A»:

La Commission du travail et de la main-d'oeuvre siégera pour étudier, article par article, les projets de loi suivants:

Projet de loi n° 52.—Loi modifiant la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction;

Projet de loi n° 59.—Loi modifiant le Code du travail.

Ce soir, les commissions permanentes suivantes siégeront à compter de

for the section by section examination of Bill 92, "Referendum Act".

In Room 91 "A":

The Committee on Labour and Manpower will sit for the section by section examination of the following bills:

Bill 52.—An Act to amend the Construction Industry Labour Relations Act;

Bill 59.—An Act to amend the Labour Code.

The following Standing Committees will sit this afternoon from one o'clock until six o'clock:

In the Red Room:

The Committee of the National Assembly.

In Room 81 "A":

The Committee on the Presidency of the Council and the Constitution will sit for the section by section examination of Bill 92, "Referendum Act".

In Room 91 "A":

The Committee on Labour and Manpower will sit for the section by section examination of the following bills:

Bill 52.—An Act to amend the Construction Industry Labour Relations Act;

Bill 59.—An Act to amend the Labour Code.

The following Standing Committees

vingt heures jusqu'à vingt-quatre heures:

Au Salon Rouge:

La Commission des affaires intergouvernementales siégera pour étudier, article par article, les projets de loi suivants:

Projet de loi n° 23.—Loi concernant les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik;

Projet de loi n° 24.—Loi concernant les villages cris;

Projet de loi n° 25.—Loi concernant l'Administration régionale crie;

Projet de loi n° 26.—Loi constituant le Conseil régional de zone de la Baie James;

Projet de loi n° 32.—Loi constituant la Société des travaux de correction du Complexe La Grande;

Projet de loi n° 33.—Loi constituant la Société de développement autochtone de la Baie James;

Projet de loi n° 34.—Loi concernant les autochtones cris et inuit;

Projet de loi n° 42.—Loi approuvant la Convention du Nord-Est québécois.

À la Salle 81 «A»:

La Commission de la présidence du conseil et de la constitution siégera pour étudier, article par article, le projet de loi n° 92, «Loi sur la consultation populaire».

À la Salle 91 «A»:

La Commission du travail et de la main-d'oeuvre siégera pour étudier, article par article, les projets de loi suivants:

will sit this evening from eight o'clock until midnight:

In the Red Room:

The Committee on Intergovernmental Affairs will sit for the section by section examination of the following bills:

Bill 23.—An Act concerning Northern villages and the Kativik Regional Government;

Bill 24.—The Cree Villages Act;

Bill 25.—An Act respecting the Cree Regional Authority;

Bill 26.—An Act to establish the James Bay Regional Zone Council;

Bill 32.—An Act to create the La Grande Complex Remedial Works Corporation;

Bill 33.—An Act to incorporate the James Bay Native Development Corporation;

Bill 34.—An Act respecting Cree and Inuit Native persons;

Bill 42.—An Act approving the Northeastern Québec Agreement.

In Room 81 «A»:

The Committee on the Presidency of the Council and the Constitution will sit for the section by section examination of Bill 92, "Referendum Act".

In Room 91 «A»:

The Committee on Labour and Manpower will sit for the section by section examination of the following bills:

Projet de loi n° 52.—Loi modifiant la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction;

Projet de loi n° 59.—Loi modifiant le Code du travail.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi n° 52, «Loi modifiant la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction».

Conformément à l'article 119A du règlement sessionnel, M. Charron propose que la motion de deuxième lecture de ce projet de loi soit mise aux voix sans débat.

La motion est adoptée.

Sur la motion de M. Johnson, le projet de loi n° 52 est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Charron, le projet de loi est déféré pour étude, article par article, à la Commission permanente du travail et de la main-d'oeuvre.

Sur la motion de M. Charron, au nom de M. Morin (Sauvé), les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, lus la troisième fois:

Projet de loi n° 8.—Loi modifiant la Loi des collèges d'enseignement général et professionnel;

Projet de loi n° 58.—Loi modifiant la Loi de l'enseignement privé.

M. Vaugeois propose que le projet de loi n° 4, «Loi modifiant la Loi sur les biens culturels», soit lu la troisième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée après division des voix.

En conséquence, le projet de loi n° 4 est lu la troisième fois.

Bill 52.—An Act to amend the Construction Industry Labour Relations Act;

Bill 59.—An Act to amend the Labour Code.

The Order of the Day being read for the second reading of Bill 52, "An Act to amend the Construction Industry Labour Relations Act".

In accordance with Sessional Order 119A, Mr Charron moved that the motion for second reading of this bill be put to the vote without debate.

The motion was adopted.

On motion of Mr Johnson, Bill 52 was read the second time.

On motion of Mr Charron, the bill was referred to the Standing Committee on Labour and Manpower for section by section examination.

On motion of Mr Charron, on behalf of Mr Morin (Sauvé), the following bills were severally read the third time:

Bill 8.—An Act to amend the General and Vocational Colleges Act;

Bill 58.—An Act to amend the Private Education Act.

Mr Vaugeois moved that Bill 4, "An Act to amend the Cultural Property Act", be read the third time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted on division.

Bill 4 was accordingly read the third time.

À douze heures, sur la motion de M. Charron, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

At twelve o'clock noon, on motion of Mr Charron, the Assembly adjourned until tomorrow, at ten o'clock A.M.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

CLÉMENT RICHARD,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirty-first Legislature

Le mercredi 21 juin 1978

Dix heures

Wednesday, 21 June 1978

Ten o'clock A.M.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Burns, au nom de M. Morin (Sauvé):

Rapport annuel de la Corporation professionnelle des conseillers d'orientation du Québec, pour l'année 1977/78.
(*Document de la session n° 265.*)

Rapport annuel de l'Ordre des ingénieurs forestiers du Québec, pour l'année 1977/78.

(*Document de la session n° 266.*)

Rapport annuel de la Corporation professionnelle des infirmières et infirmiers auxiliaires du Québec, pour l'année 1977/78.

(*Document de la session n° 267.*)

Rapport annuel de la Corporation professionnelle des conseillers en relations industrielles du Québec, pour l'année 1977/78.

(*Document de la session n° 268.*)

The following documents were tabled:

By Mr Burns, on behalf of Mr Morin (Sauvé):

Annual report of the Professional Corporation of Vocational Guidance Counsellors of Québec, for 1977/78.
(*Sessional Papers, No. 265.*)

Annual report of the Order of Forest Engineers of Québec, for 1977/78.

(*Sessional Papers, No. 266.*)

Annual report of the Professional Corporation of Nursing Assistants of Québec, for 1977/78.

(*Sessional Papers, No. 267.*)

Annual report of the Professional Corporation of Industrial Relations Counsellors of Québec, for 1977/78.

(*Sessional Papers, No. 268.*)

Rapport annuel de la Corporation professionnelle des hygiénistes dentaires du Québec, pour l'année 1977/78.
(*Document de la session n° 269.*)

Annual report of the Professional Corporation of Dental Hygienists of Québec, for 1977/78.
(*Sessional Papers, No. 269.*)

Rapport annuel de l'Ordre des optométristes du Québec, pour l'année 1977/78.
(*Document de la session n° 270.*)

Annual report of the Order of Optometrists of Québec, for 1977/78.
(*Sessional Papers, No. 270.*)

Rapport annuel du Barreau du Québec, pour l'année 1977/78.
(*Document de la session n° 271.*)

Annual report of the Bar of the province of Québec, for 1977/78.
(*Sessional Papers, No. 271.*)

Rapport annuel du Conseil interprofessionnel du Québec, pour l'année 1977/78.
(*Document de la session n° 272.*)

Annual report of the Québec Interprofessional Council, for 1977/78.
(*Sessional Papers, No. 272.*)

Par M. Tremblay:

Rapport annuel de la Société de développement industriel du Québec, pour l'année 1977/78.
(*Document de la session n° 273.*)

By Mr Tremblay:

Annual report of the Québec Industrial Development Corporation, for 1977/78.
(*Sessional Papers, No. 273.*)

Par Mme Payette:

Premier rapport annuel de la Régie de l'assurance automobile du Québec, pour l'année 1977/78.
(*Document de la session n° 274.*)

By Mrs Payette:

First annual report of the Régie de l'assurance automobile du Québec, for 1977/78.
(*Sessional Papers, No. 274.*)

Par M. le Président:

Rapport annuel du Protecteur du citoyen, pour l'année 1977.
(*Document de la session n° 275.*)

By Mr President:

Annual report of the Public Protector, for 1977.
(*Sessional Papers, No. 275.*)

M. Laberge, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente de la présidence du conseil et de la constitution qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 92, «Loi sur la consultation populaire».

Mr Laberge, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on the Presidency of the Council and the Constitution which examined Bill 92, "Referendum Act", following second reading.

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

The bill was reported with amendments.

(*Document de la session n° 276.*)

(*Sessional Papers, No. 276.*)

M. Charron, au nom de M. Fallu, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission de l'Assemblée nationale qui a siégé le 20 juin 1978 pour les fins suivantes:

a) étudier un cas particulier, en vertu de l'article 55 de la Loi de la Législature;

b) la formation d'une sous-commission de la Commission de l'Assemblée nationale;

c) la nomination des membres du conseil d'administration, relativement au projet de loi n° 199, créant la Fondation Jean-Charles Bonenfant.

(Document de la session n° 277.)

M. Perron, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente des transports qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 56, «Loi modifiant la Loi de la Communauté urbaine de Montréal et la Loi constituant la Commission de transport de la Rive sud de Montréal».

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

(Document de la session n° 278.)

M. Gravel, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente du travail et de la main-d'oeuvre qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 52, «Loi modifiant la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction».

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

(Document de la session n° 279.)

Les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, présentés, lus la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture:

Par M. Bédard:

Projet de loi n° 20.—Loi concernant certaines dispositions législatives.

Mr Charron tabled, on behalf of Mr Fallu, the appointed reporter, the report of the Committee on the National Assembly which sat on 20 June 1978 for the purpose of:

(a) examining a particular case, under section 55 of the Legislature Act;

(b) establishing a subcommittee of the Committee on the National Assembly;

(c) appointing the members of the board of directors, as regards Bill 199, establishing the Fondation Jean-Charles Bonenfant.

(Sessional Papers, No. 277.)

Mr Perron, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Transport which examined Bill 56, "An Act to amend the Montreal Urban Community Act and the Act to incorporate the Montreal South Shore Transit Commission", following second reading.

The bill was reported with amendments.

(Sessional Papers, No. 278.)

Mr Gravel, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Labour and Manpower which examined Bill 52, "An Act to amend the Construction Industry Labour Relations Act", following second reading.

The bill was reported with amendments.

(Sessional Papers, No. 279.)

The following bills were severally introduced, read the first time and ordered for second reading at the next sitting:

By Mr Bédard:

Bill 20.—An Act respecting certain legislative provisions.

Par M. Tardif:

Projet de loi n° 66.—Loi modifiant la Loi autorisant les municipalités à percevoir un droit sur les mutations immobilières.

Le projet de loi n° 69, «Loi modifiant la Loi de la qualité de l'environnement», est présenté par M. Léger et lu la première fois.

Sur la motion de M. Charron, le projet de loi est déposé pour étude et audition publique à la Commission permanente de la protection de l'environnement.

M. Charron propose:

Que la sous-commission constituée par la Commission de l'Assemblée nationale aux fins d'étudier certaines modifications à la Loi de la Législature, soit autorisée à siéger après l'ajournement d'été de la présente session avec tous les droits et privilèges accordés aux membres des commissions en vertu de la Loi de la Législature et des règlements qui en découlent.

La motion est adoptée.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Charron dépose une réponse complémentaire à la question suivante de M. O'Gallagher qui avait été convertie en motion pour dépôt de document, le mercredi 7 juin dernier (*Document de la session n° 222*):

1. Le gouvernement ou ses offices, régies, commissions et sociétés ont-ils accordé des contrats à la société Photo-Air Laurentides Inc., 1650 rue Louis-Jetté, Québec, depuis le 26 novembre 1976 jusqu'au 28 février 1978?

2. Si oui, quel est le montant total de ces contrats?

3. Quels sont:

a) les contrats qui ont été accordés à

By Mr Tardif:

Bill 66.—An Act to amend the Act to authorize municipalities to collect duties on transfers of immovables.

Bill 69, "An Act to amend the Environment Quality Act", was introduced by Mr Léger and read the first time.

On motion of Mr Charron, the bill was referred to the Standing Committee on Protection of the Environment for public hearings and consideration.

Mr Charron moved:

That the subcommittee appointed by the Committee on the National Assembly for the purpose of examining certain amendments to the Legislature Act, be authorized to sit, after the adjournment of the present session for the summer, with all the rights and privileges granted to the members of the Committees under the Legislature Act and the regulations relating thereto.

The motion was adopted.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Charron tabled an additional answer to the following question by Mr O'Gallagher which was converted into a motion for the tabling of a document on Wednesday, 7 June 1978 (*Sessional Papers, No. 222*):

1. Did the government or any of its bureaux, boards, commissions or corporations grant any contracts to the firm Photo-Air Laurentides Inc., 1650 Louis-Jetté Street, Québec, from 26 November 1976 to 28 February 1978?

2. If so, what was the total amount of such contracts?

3. What were:

(a) the contracts awarded following

la suite d'appels d'offres;

b) la nature du travail;

c) les noms et adresses des soumissionnaires;

d) le montant de chaque soumission;

e) le montant du contrat?

4. Quels sont:

a) les contrats qui ont été accordés sans appel d'offres;

b) la nature et l'endroit du travail;

c) le montant du contrat?

5. Quel a été le montant total versé à cette société depuis le 26 novembre 1976 jusqu'au 28 février 1978, tant par le gouvernement que par ses offices, régies, commissions et sociétés?

6. Quels sont les noms, prénoms et adresses des administrateurs de ladite société?

7. Cette société a-t-elle produit, en 1976, le rapport requis en vertu de la Loi des renseignements sur les compagnies (S.R.Q., 1964, c. 273, a. 4 et amendements)?

8. S'il y a eu omission, les pénalités prévues dans la loi ont-elles été appliquées?

9. Si non, pourquoi?

(Document de la session n° 280.)

QUESTIONS ET RÉPONSES

Question de M. Bellemare:

1. Depuis l'acquisition de l'île d'Anticosti jusqu'au 1^{er} mars 1978, quelles sont les dépenses totales directes et indirectes occasionnées au Conseil exécutif par ce territoire?

2. Combien d'employés permanents et occasionnels ce ministère compte-t-il sur l'île?

3. Ce ministère a-t-il commandé, en dehors de la Fonction publique, des études sur l'administration et le développement de l'île?

calls for tenders;

(b) the nature of the work to be carried out;

(c) the names and addresses of the bidders;

(d) the amount of each bid;

(e) the amount of the contract?

4. What were:

(a) the contracts awarded without calls for tenders;

(b) the nature and the location of the work to be carried out;

(c) the amount of the contract?

5. What was the total amount paid to this firm from 26 November 1976 to 28 February 1978 by the government as well as by any of its bureaus, boards, commissions or corporations?

6. What are the names, given names and addresses of the directors of this firm?

7. Did this firm produce a report in 1976 in accordance with the Companies Information Act (R.S.Q., 1964, c. 273, s. 4 and amendments)?

8. If not, were the penalties provided in this act applied?

9. If not, why?

(Sessional Papers, No. 280.)

QUESTIONS AND ANSWERS

Question by Mr Bellemare:

1. From the time of the acquisition of Anticosti Island up to 1 March 1978, what have been the total direct or indirect expenses of this territory incurred by the Executive Council?

2. How many permanent and casual employees does this Department have on the island?

3. Did this Department order any studies outside the Civil Service on the administration and development of the island?

4. Dans l'affirmative:

a) quel est le sujet de chacune de ces études et à qui chacune d'elles a-t-elle été confiée;

b) quel est le coût de chacune de ces études?

Réponse de M. Lévesque (Taillon):

1. Depuis l'acquisition de l'île d'Anticosti jusqu'au 1^{er} mars 1978, le ministère du Conseil exécutif n'a encouru aucune dépense pour ce territoire.

2. Le ministère du Conseil exécutif ne compte aucun employé sur l'île.

3. Le ministère du Conseil exécutif n'a commandé, en dehors de la Fonction publique, aucune étude sur l'administration et le développement de l'île.

Question de M. Grenier:

1. Dans le cadre de la politique d'accessibilité, le gouvernement a-t-il l'intention d'ouvrir au public le chalet du lac des Neiges, dans les Laurentides?

2. L'accès au chalet sera-t-il l'objet d'un tirage au sort?

3. Au cours de l'été 1977, quels sont les membres du gouvernement qui se sont rendus à ce chalet et pour quelle période de temps?

Réponse de M. Duhaime:

1. Oui, dès que nous aurons terminé l'acquisition des camps de la compagnie de papier Reed.

2. Ces camps seront intégrés au système des réservations qui prévaut dans les parcs et réserves du Québec.

3. 23, 24, 25 et 26 juin, Jean Garon;
30 juin, 1, 2 et 3 juillet, Jean Garon;
18, 19, 20 et 21 juillet, Denis de Belleval;

28, 29, 30 et 31 août, 1^{er} septembre, Jean Garon.

4. If so:

(a) what is the subject of each of such studies and to whom was each study entrusted;

(b) what is the cost of each of such studies?

Answer by Mr Lévesque (Taillon):

1. From the time of the acquisition of Anticosti Island up to 1 March 1978, no expenses were incurred by the Department of the Executive Council on this territory.

2. The Department of the Executive Council has no employees on the island.

3. The Department of the Executive Council did not order any studies, outside the Civil Service, on the administration and development of the island.

Question by Mr Grenier:

1. Within the framework of the policy on accessibility, does the government intend opening to the public the chalet at Lake des Neiges, in the Laurentides?

2. Will the government draw lots to determine who will have access to this chalet?

3. During the summer of 1977, who were the government members who went to this chalet and for what period of time in each case?

Answer by Mr Duhaime:

1. Yes, as soon as the camps belonging to the Reed paper company have been purchased.

2. These camps will be included in the reservation system prevailing in Québec parks and reserves.

3. June 23, 24, 25 and 26, Jean Garon;
June 30, July 1, 2 and 3, Jean Garon;
July 18, 19, 20 and 21, Denis de Belleval;

August 28, 29, 30 and 31, September 1, Jean Garon.

Question de M. Le Moignan:

1. Combien d'écoles de village ou de campagne ont été ouvertes ou rouvertes depuis la déclaration ministérielle du printemps 1977?

2. Quelle est la liste de ces écoles et combien d'élèves sont inscrits dans chacune d'elles?

3. Quel en a été le coût à même le budget de 1977/78?

Réponse de M. Morin (Sauvé):

1. Les études conduites par le ministère de l'Éducation rapportent que:

a) une école qui normalement devait être fermée est demeurée ouverte en 1977/78;

b) une école, déjà fermée, a été rouverte depuis septembre 1977.

2. a) École Saint-Guy de la commission scolaire de Témiscouata;

b) École Saint-Alexandre de la commission scolaire Vallée de la Matapédia.

Ces deux écoles sont de niveau élémentaire. L'inscription au 30 septembre 1977 est de:

a) 25 élèves pour l'école Saint-Guy répartis en six niveaux d'âges (élémentaire 1, 2, 3, 4, 5 et 6);

b) 34 élèves pour l'école Saint-Alexandre répartis en six niveaux d'âge (élémentaire 1, 2, 3, 4, 5 et 6) dont 24 réguliers et 10 en dénombrement flottant.

3. Aucune somme n'a été déboursée.

Question de M. Pagé:

1. Qu'advient-il du projet Parc-Saguenay?

2. Les \$20 millions que le gouvernement fédéral était disposé à investir dans ce projet sont-ils irrémédiablement perdus pour la région?

Réponse de M. Duhaime:

1. Ce projet est à l'étude.

2. Non.

Question by Mr Le Moignan:

1. How many village or country schools have been opened or reopened since the ministerial declaration made in the spring of 1977?

2. What is the list of these schools and how many pupils were enrolled in each one?

3. What was the cost out of the 1977/78 budget?

Answer by Mr Morin (Sauvé):

1. Studies which were carried out by the Department of Education have shown that:

(a) a school which normally would have been closed, remained open in 1977/78;

(b) a school, already closed, was reopened in September 1977.

2. (a) The Saint-Guy school of the Témiscouata school board;

(b) the Saint-Alexandre school of the Matapédia Valley school board.

These two schools are at the elementary level. The enrolment of pupils, on 30 September 1977, was as follows:

(a) 25 pupils in the Saint-Guy school divided into six age levels (elementary 1, 2, 3, 4, 5 and 6);

(b) 34 pupils in the Saint-Alexandre school divided into six age levels (elementary 1, 2, 3, 4, 5 and 6): 24 regular pupils and a free flow of 10 pupils.

3. No sum of money was spent.

Question by Mr Pagé:

1. What has become of the Parc-Saguenay project?

2. Is the amount of \$20 million that the federal government was to invest in this project definitively lost for this region?

Answer by Mr Duhaime:

1. This project is being examined at present.

2. No.

Question de M. Gratton:

1. Depuis le 26 novembre 1976 jusqu'au 11 avril 1978, quels montants le gouvernement, ses offices, régies, commissions et sociétés ont-ils accepté de verser à titre de subventions aux organismes suivants et/ou à chacune de leurs composantes:

a) Société nationale des Québécois (S.N.Q.);

b) Mouvement national des Québécois (M.N.Q.);

c) Société Saint-Jean-Baptiste (S.S.J.B.)?

Réponse de M. Lévesque (Taillon):

Du 26 novembre 1976 au 11 avril 1978, le gouvernement n'a versé aucune subvention à la Société nationale des Québécois (S.N.Q.), au Mouvement national des Québécois (M.N.Q.) et à la Société Saint-Jean-Baptiste (S.S.J.B.).

Le ministère du Conseil exécutif a versé le 21 décembre 1976 un montant de \$81 922,55 représentant le solde d'une subvention de \$804 036,96 accordée par le gouvernement précédent au «Comité des Fêtes nationales de la Saint-Jean» pour l'année civile 1976. Même si la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal avait des représentants sur ce comité, le solde de la subvention a été versé exclusivement pour les fins des Fêtes nationales de la Saint-Jean de 1976 et il ne s'agissait pas d'une subvention de fonctionnement pour la Société.

Il en est de même pour un montant de \$2 000 000,00 accordé par le Haut-commissariat au Comité des Fêtes nationales de la Saint-Jean pour la fête de juin 1977.

Question de M. Pagé:

1. Le lac Douville, qui est situé à environ 100 milles au nord-est du Parc de La Vérendrye, est-il sous bail?

Question by Mr Gratton:

1. From 26 November 1976 to 11 April 1978, what amounts did the government, or any of its bureaux, boards, commissions and corporations, accept to pay in the form of subsidies to the following organizations and/or to each group forming part thereof:

(a) Société nationale des Québécois (S.N.Q.);

(b) Mouvement national des Québécois (M.N.Q.);

(c) Société Saint-Jean-Baptiste (S.S.J.B.)?

Answer by Mr Lévesque (Taillon):

The government has not awarded any subsidies to the Société nationale des Québécois (S.N.Q.), the Mouvement national des Québécois (M.N.Q.) or to the Société Saint-Jean-Baptiste (S.S.J.B.) from 26 November 1976 to 11 April 1978.

On 21 December 1976, an amount of \$81 922.55, representing the balance of a subsidy of \$804 036.96 granted by the previous government to the Comité des Fêtes nationales de la Saint-Jean for 1976, was paid by the Department of the Executive Council. Even though the Société Saint-Jean-Baptiste of Montreal had representatives on this committee, the balance of the subsidy was paid for the exclusive purposes of the Fêtes nationales de la Saint-Jean in 1976 and was by no means an operating grant for the Société.

The same applies for the \$2 million grant awarded by the Haut-commissariat to the Comité des Fêtes nationales de la Saint-Jean for the June 1977 festivities.

Question by Mr Pagé:

1. Is Douville Lake, which is located at approximately 100 miles north-east of La Vérendrye Park, under lease?

2. Dans la négative, quels sont les noms et prénoms des personnes qui ont fait des réservations pour y pratiquer la pêche sportive, entre le 1^{er} et le 15 septembre 1977?

3. Certaines de ces personnes se sont-elles plaintes au ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche d'avoir été forcées de quitter les lieux par un membre du gouvernement et ses amis qui prétendaient avoir loué l'emplacement pour dix jours?

Réponse de M. Duhaime:

1. Non.

2. Le ministère ne fait des réservations que pour ses établissements.

3. Le ministère a été informé d'un tel incident par les journaux et après enquête, on s'est rendu compte qu'il s'agissait d'un terrain privé.

Question de M. Verreault:

1. Le ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche a-t-il pris une décision concernant la demande de l'Association des hôtels du Grand Montréal pour que soit tenu un «sommet touristique» destiné à étudier les mesures concrètes qui assureraient la relance du secteur touristique actuellement en perte de vitesse?

2. Quel a été, selon le Service de recherche du ministère, le pourcentage de diminution du nombre de touristes qui ont visité le Québec en 1977 comparativement à l'année 1976?

Réponse de M. Duhaime:

1. Oui.

2. Sur la base des entrées des touristes internationaux au Canada via le Québec, nous avons subi une baisse de l'ordre de 9.8% en 1977 par rapport à 1976. Près des deux tiers (%) de cette baisse sont attribuables aux entrées

2. If not, what are the names and given names of the persons who made reservations to practise the sport of fishing between 1 and 15 September 1977?

3. Did any of these persons complain to the Department of Tourism, Fish and Game that they were forced to leave because a government member and his friends claimed that they had rented the place for ten days?

Answer by Mr Duhaime:

1. No.

2. The Department only makes reservations for its establishments.

3. The Department was informed of this incident through the newspapers and following an investigation, it was established that a private property was involved.

Question by Mr Verreault:

1. Did the Department of Tourism, Fish and Game reach a decision concerning a request made by the Hotel Association of Greater Montreal to hold a "tourist summit" for the purpose of examining concrete measures that could stimulate the tourist sector where activities are presently slowing down?

2. According to the research service of the Department, what was the percentage of the drop in the number of tourists who visited Québec in 1977 as compared to 1976?

Answer by Mr Duhaime:

1. Yes.

2. As regards the entry of foreign visitors into Canada via Québec, there has been a 9.8% drop in 1977 as compared to 1976. Nearly two thirds (%) of this decrease can be attributed to entries during the month of July alone

durant le seul mois de juillet qui, rappelons-le, était le mois des Jeux Olympiques en 1976.

Vraisemblablement, on assistera en 1978 à une reprise dans le domaine du tourisme au Québec, où il y avait une régression depuis 1973. Sur la base des entrées pour le premier trimestre de 1978, par rapport à 1977 au Québec, on note une hausse de 9.4% (comparativement à 7.6% pour le Canada) et pour le seul mois de mars, une hausse de 27.1% (comparativement à 19.2% pour le Canada).

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Grenier:

1. À qui la Régie des installations olympiques a-t-elle confié les divers types d'assurances des installations olympiques?

2. Dans chaque cas, y a-t-il eu des soumissions publiques?

3. Dans l'affirmative, quels sont les noms des soumissionnaires et quels sont les prix soumis par chacun d'eux?

4. Dans la négative, quels sont les noms du ou des courtiers qui ont obtenu la couverture de ces risques?

Sur la motion de M. Charron, il est—
Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Charron dépose ledit document.

(Document de la session n° 281.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. St-Germain:

1. Quelle décision le ministère des Affaires culturelles a-t-il finalement prise concernant la collection Coverdale, de Tadoussac?

2. Sera-t-il permis à la région de Tadoussac de conserver ce qui reste de ce

which, in fact, was the month of the 1976 Olympic Games.

In 1978, there will most likely be an increase of activities in the field of tourism in Québec which has been in a slump since 1973. As for entries during the first quarter of 1978, as compared to 1977 in Québec, a 9.4% increase can be observed (in comparison with 7.6% for Canada) and during the month of March alone, there has been a 27.1% increase (in comparison with 19.2% for Canada).

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Grenier:

1. To whom did the Régie des installations olympiques award the various types of insurance coverage of the olympic installations?

2. Were any public tenders called for in each case?

3. If so, what are the names of the bidders and what were the amounts submitted by each?

4. If not, what are the names of the broker(s) who obtained the coverage of these risks?

On motion of Mr Charron,—

Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Charron tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 281.)

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr St-Germain:

1. What decision was finally taken by the Department of Cultural Affairs concerning the Coverdale collection, at Tadoussac?

2. Will the Tadoussac region be allowed to keep what remains of this

précieux patrimoine, soit par le biais de subventions, aide technique ou autrement?

Sur la motion de M. Charron, il est—
Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Vaugeois dépose ledit document.

(Document de la session n° 282.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Verreault:

1. Depuis le 26 novembre 1976 jusqu'au 28 février 1978, combien d'entrepreneurs reconnus comme plus bas soumissionnaires, à la suite d'appels d'offres, se sont désistés:

- a) avant la signature du contrat;
- b) après la signature du contrat?

2. Dans chaque cas:

- a) quel était le ministère concerné;
- b) quelles étaient les raisons invoquées;

c) à qui le contrat a-t-il été accordé?

3. Le gouvernement a-t-il saisi les garanties de soumissions et, dans l'affirmative, quels étaient les montants?

4. Quels sont les règlements du Conseil du trésor à cet effet?

Sur la motion de M. Charron, il est—
Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

Mme Ouellette dépose ledit document.

(Document de la session n° 283.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Bisailon:

1. *Structure* — Quels étaient les objectifs visés lors de la création du

precious heritage through subsidies, technical assistance or other means?

On motion of Mr Charron,—
Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Vaugeois tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 282.)

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Verreault:

1. From 26 November 1976 to 28 February 1978, how many contractors recognized as the lowest bidders following calls for tenders, withdrew their bids:

- (a) before signing the contract;
- (b) after signing the contract?

2. In each case:

- (a) what Department was involved;
- (b) what were the reasons put forward;
- (c) to whom was the contract granted?

3. Did the government seize the bidders' guarantees and, if so, what were the amounts?

4. What are the regulations of the Treasury Board to this effect?

On motion of Mr Charron,—
Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mrs Ouellette tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 283.)

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Bisailon:

1. *Structure* — What were the objectives of the working group "GIPEX"

groupe de travail «GIPEX» du ministère de l'Éducation?

a) Ces objectifs ont-ils été respectés depuis sa mise en opération en 1973;

b) quelle était la responsabilité du ministère du Travail dans cette entente interministérielle;

c) existe-t-il une certaine coordination actuellement entre ces deux (2) ministères concernés;

d) dans l'élaboration des documents du GIPEX, où se situe la participation du ministère du Travail;

e) au ministère du Travail (plus précisément au Service des plans de carrière — SPC —) existe-t-il des études parallèles ou similaires à celles menées par le GIPEX;

f) à qui s'adressent principalement les documents produits par le GIPEX? Sont-ils connus dans le(s) milieu(x) de l'enseignement et de l'industrie;

g) le mandat quinquennal du GIPEX se termine au cours de la présente année (1978); une extension de deux (2) ans lui a été accordée. Quelles sont, alors, les modalités précises de cette prorogation?

2. *Administration* — Quels sont les effectifs humains et financiers de ce groupe de travail?

a) Combien de personnes sont actuellement à l'emploi (permanent ou occasionnel) de GIPEX;

i. quel est le nombre de spécialistes au total;

ii. quels sont les critères de sélection pour le choix de ces spécialistes;

iii. sont-ils du milieu de l'enseignement ou de l'industrie;

b) quel est le budget annuel alloué au GIPEX;

— quel est le coût total de fonctionnement et comment est-il réparti?

at the time of its establishment by the Department of Education?

(a) Have these objectives been respected since its establishment in 1973;

(b) what was the responsibility of the Department of Labour in this inter-departmental agreement;

(c) does a certain co-ordination exist at present between the two (2) Departments involved;

(d) what is the participation of the Department of Labour in the preparation of documents by the GIPEX;

(e) are any studies being done at the Department of Labour (at the Service des plans de carrière — SPC —, more precisely) which would be parallel with or similar to those carried out by the GIPEX;

(f) for whom, in particular, are the documents prepared by the GIPEX intended? Are education and industrial sectors aware of these documents;

(g) the five-year mandate of the GIPEX was to end during the current year (1978) and a two-year extension was granted to it. What are, therefore, the terms and conditions of this extension?

2. *Administration* — Who are the members of this working group and what are its financial means?

(a) How many employees (permanent or casual) are presently working for the GIPEX;

i. what is the total number of specialists;

ii. what criteria are used to select these specialists;

iii. were they trained in the education or industrial fields;

(b) what is the annual budget of the GIPEX;

— what is the total operating cost and how is it divided?

Sur la motion de M. Charron, il est—
Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Charron, au nom de M. Morin (Sauvé), dépose ledit document.

(Document de la session n° 284.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Russell:

1. Est-ce que les villes de Bedford, Bromont, Cowansville, Farnham, Granby, Lac Brome et Waterloo ont reçu des subventions des ministères ou organismes suivants, de 1964 à ce jour:

- a) Industrie et Commerce;
- b) Transports;
- c) Agriculture;
- d) Affaires culturelles;
- e) Haut-commissariat à la jeunesse, aux loisirs et aux sports?

2. Dans chaque cas, quel a été le montant de la subvention et le but pour lequel elle a été versée?

Sur la motion de M. Charron, il est—
Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Vaugois dépose ledit document, concernant le ministère des Affaires culturelles.

(Document de la session n° 285.)

M. Charron dépose un document, concernant le Haut-commissariat à la jeunesse, aux loisirs et aux sports.

(Document de la session n° 286.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Vaillancourt:

1. Quels sont les noms et prénoms des fonctionnaires de Communications-Québec qui ont accompagné chaque

On motion of Mr Charron,—

Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Charron tabled the said document, on behalf of Mr Morin (Sauvé).

(Sessional Papers, No. 284.)

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Russell:

1. From 1964 up to this day, did the towns of Bedford, Bromont, Cowansville, Farnham, Granby, Lake Brome and Waterloo receive any subsidies from the following Departments or bodies:

- (a) Industry and Commerce;
- (b) Transport;
- (c) Agriculture;
- (d) Cultural Affairs;
- (e) Haut-commissariat à la jeunesse, aux loisirs et aux sports?

2. What was the amount of the subsidy in each case and the purpose for which it was granted?

On motion of Mr Charron,—

Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Vaugois tabled the said document, concerning the Department of Cultural Affairs.

(Sessional Papers, No. 285.)

Mr Charron tabled a document, concerning the Haut-commissariat à la jeunesse, aux loisirs et aux sports.

(Sessional Papers, No. 286.)

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Vaillancourt:

1. What are the names and given names of the employees of Communications-Québec who accompanied each

Ministre, lors de la tournée que ces derniers ont effectuée à travers le Québec, à l'automne 1977?

2. À quelle date et à quels endroits chaque voyage a-t-il été effectué?

3. Quel a été le montant total des frais de voyage remboursés à chacun de ces fonctionnaires pour cette opération?

Sur la motion de M. Charron, il est—

Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. O'Neill dépose ledit document.
(*Document de la session n° 287.*)

Sur la motion de M. Grenier, il est—
Ordonné qu'il soit déposé:

Copie de toute correspondance, mémoires, rapports, ententes, autres documents échangés depuis le 1^{er} janvier 1977 jusqu'à ce jour entre le gouvernement du Québec, aucun de ses membres ou fonctionnaires, et le gouvernement fédéral, aucun de ses membres ou fonctionnaires, au sujet d'une meilleure participation du gouvernement fédéral au paiement du déficit olympique.

M. Charron dépose un document concernant ladite motion.

(*Document de la session n° 288.*)

Sur la motion de M. Le Moignan, il est—

Ordonné qu'il soit déposé:

La liste des personnes qui ont obtenu un permis de pêche au saumon sur la rivière Saint-Jean Aval pour l'été 1978 (c'est-à-dire du 15 juin au 15 août 1978) ainsi que les heures et les dates pendant lesquelles chacun de ces permis de pêche sera valide.

M. Duhaime dépose ledit document.

(*Document de la session n° 289.*)

Minister during the tour made by these Ministers across Québec in the fall of 1977?

2. On what date and where was each trip made?

3. What was the total amount of travelling expenses refunded to each of these employees for this operation?

On motion of Mr Charron,—

Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr O'Neill tabled the said document.
(*Sessional Papers, No. 287.*)

On motion of Mr Grenier,—

Ordered, that there be tabled:

Copy of any correspondence, briefs, reports, agreements and other documents exchanged from 1 January 1977 to date between the government of Québec, any of its members or employees, and the federal government, any of its members or employees, concerning a better participation of the federal government in the olympic deficit.

Mr Charron tabled a document concerning the said motion.

(*Sessional Papers, No. 288.*)

On motion of Mr Le Moignan,—

Ordered, that there be tabled:

A list of the persons who obtained a permit for salmon fishing on the Saint-Jean Aval River for the summer of 1978 (from 15 June to 15 August 1978) as well as the hours and dates during which each fishing permit will be valid.

Mr Duhaime tabled the said document.

(*Sessional Papers, No. 289.*)

Sur la motion de M. Marchand, il est—

Ordonné qu'il soit déposé:

La liste de tous les contrats, conventions et protocoles d'entente intervenus, depuis le 1^{er} janvier 1977 jusqu'au 15 mars 1978, entre la Régie des installations olympiques et toutes personnes, corporations ou sociétés, concernant la location du stade et du vélodrome, ce document devant indiquer dans chaque cas:

- a) la date;
- b) le nom et l'adresse de l'entreprise en cause;
- c) les noms, prénoms et adresses des administrateurs de ladite entreprise;

- d) la durée du contrat;
- e) le coût total de location.

M. Charron dépose ledit document.

(Document de la session n° 290.)

Sur la motion de M. Marchand, il est—

Ordonné qu'il soit déposé:

La liste des organismes à qui le HCJLS a accordé des subventions en vertu du programme hors-normes, au cours de l'exercice financier 1977/78, cette liste devant mentionner dans chaque cas:

- a) le montant;
- b) le district électoral.

M. Charron dépose ledit document.

(Document de la session n° 291.)

Sur la motion de M. Gratton, il est—

Ordonné qu'il soit déposé:

Un état indiquant les montants que les ministères, offices, régies, commissions et sociétés ont payé, depuis le 25 novembre 1976 jusqu'au 15 avril 1978, à titre d'annonces, d'appels d'offres, d'avis, de campagnes de publicité, d'of-

On motion of Mr Marchand,—

Ordered, that there be tabled:

A list of all the contracts, agreements and protocols of agreement made, from 1 January 1977 to 15 March 1978, between the Régie des installations olympiques and any persons, corporations or companies, concerning the leasing of the stadium or the velodrome, indicating in each case:

- (a) the date;
- (b) the name and address of the firm involved;
- (c) the names, given names and addresses of the directors of the said firm;
- (d) the length of the contract;
- (e) the total cost of the rent.

Mr Charron tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 290.)

On motion of Mr Marchand,—

Ordered, that there be tabled:

A list of the organizations which were awarded subsidies by the HCJLS during the 1977/78 fiscal year under the special program, indicating in each case:

- (a) the amount;
- (b) the electoral district.

Mr Charron tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 291.)

On motion of Mr Gratton,—

Ordered, that there be tabled:

A statement indicating the amounts paid by Departments, bureaux, boards, commissions and corporations, from 25 November 1976 to 15 April 1978, for advertising, calls for tenders, notices, publicity campaigns, offers of employ-

fres d'emplois et autres, ce document devant préciser dans chaque cas:

a) le nom du journal, du magazine, de la revue, de l'almanach ou autre publication;

b) la station radiophonique ou de télévision.

M. O'Neill dépose ledit document.

(Document de la session n° 292.)

M. Charron donne l'avis suivant:

Les commissions permanentes suivantes siégeront à compter de quinze heures jusqu'à vingt-quatre heures, avec suspension des travaux de dix-huit heures à vingt heures:

À la Salle 81 «A»:

La Commission des affaires intergouvernementales siégera pour étudier, article par article, les projets de loi suivants:

Projet de loi n° 23.—Loi concernant les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik;

Projet de loi n° 24.—Loi concernant les villages cris;

Projet de loi n° 25.—Loi concernant l'Administration régionale crie;

Projet de loi n° 26.—Loi constituant le Conseil régional de zone de la Baie James;

Projet de loi n° 27.—Loi constituant la Société Makivik;

Projet de loi n° 32.—Loi constituant la Société des travaux de correction du Complexe La Grande;

ment or for other purposes, specifying in each case:

(a) the name of the newspaper, magazine, review, almanac or other publication;

(b) the radio or television station.

Mr O'Neill tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 292.)

Mr Charron gave the following notice:

The following Standing Committees will sit from three o'clock P.M. until midnight, with suspension of work from six o'clock until eight o'clock in the evening:

In Room 81 "A":

The Committee on Intergovernmental Affairs will sit for the section by section examination of the following bills:

Bill 23.—An Act concerning Northern villages and the Kativik Regional Government;

Bill 24.—The Cree Villages Act;

Bill 25.—An Act respecting the Cree Regional Authority;

Bill 26.—An Act to establish the James Bay Regional Zone Council;

Bill 27.—An Act to establish the Makivik Corporation;

Bill 32.—An Act to create the La Grande Complex Remedial Works Corporation;

Projet de loi n° 33.—Loi constituant la Société de développement autochtone de la Baie James;

Projet de loi n° 34.—Loi concernant les autochtones cris et inuit;

Projet de loi n° 42.—Loi approuvant la Convention du Nord-Est québécois.

À la Salle 91 «A»:

La Commission des finances et des comptes publics siégera pour étudier, article par article, le projet de loi n° 55, «Loi sur l'organisation des parties patronale et syndicale aux fins des négociations collectives dans les secteurs de l'éducation, des affaires sociales et des organismes gouvernementaux».

À la Salle 101 «B»:

La Commission de la présidence du conseil et de la constitution siégera pour étudier les crédits de l'Office de planification et de développement du Québec.

Ce soir, du consentement unanime de l'Assemblée, la Commission permanente de la justice siégera au Salon Rouge à compter de vingt heures jusqu'à vingt-quatre heures pour étudier, article par article, le projet de loi n° 40, «Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires et le Code de procédure civile et instituant le Conseil de la magistrature».

M. Charron propose que les commissions permanentes suivantes siègent immédiatement jusqu'à treize heures:

À la Salle 81 «A»:

La Commission des affaires intergouvernementales pour étudier le projet de loi n° 27, «Loi constituant la Société Makivik», et pour entendre quatre groupes d'Inuit du Nouveau-Québec.

Bill 33.—An Act to incorporate the James Bay Native Development Corporation;

Bill 34.—An Act respecting Cree and Inuit Native persons;

Bill 42.—An Act approving the Northeastern Québec Agreement.

In Room 91 "A":

The Committee on Finance and Public Accounts will sit for the section by section examination of Bill 55, "An Act respecting the organization of the management and union parties in view of collective bargaining in the sectors of education, social affairs and government agencies".

In Room 101 "B":

The Committee on the Presidency of the Council and the Constitution will sit for the examination of the estimates of the Québec Planning and Development Bureau.

With the unanimous consent of the Assembly, the Standing Committee on Justice will sit this evening in the Red Room from eight o'clock until midnight for the section by section examination of Bill 40, "An Act to amend the Courts of Justice Act and the Code of Civil Procedure and to establish the Conseil de la magistrature".

Mr Charron moved that the following Standing Committees do sit immediately until one o'clock P.M.:

In Room 81 "A":

The Committee on Intergovernmental Affairs for the purpose of examining Bill 27, "An Act to establish the Makivik Corporation", and hearing four groups of Inuit of New Québec.

À la Salle 91 «A»:

La Commission du travail et de la main-d'oeuvre pour étudier, article par article, le projet de loi n° 59, «Loi modifiant le Code du travail», et que, dès l'ajournement de l'Assemblée, la Commission de la présidence du conseil et de la constitution siège à la Salle 101 «B» pour étudier les crédits de l'Office de planification et de développement du Québec.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Beauséjour, Bérubé, Bordeleau, Boucher, Brassard, Brochu, Burns, Caron, Charbonneau, Charron, Chevrette, Ciaccia, Clair, Cordeau, Couture, Cuerrier, de Belleval, Desbiens, Duhaime, Dussault, Fontaine, Forget, Gagnon, Garneau, Garon, Gendron, Giasson, Godin, Goldbloom, Goulet, Gratton, Gravel, Grégoire, Grenier, Guay, Johnson, Jolivet, Joron, Laberge, Lacoste, Lalonde, Lamontagne, Landry, Laplante, Larivière, Lavigne, Lavoie, Lavoie-Roux, Leblanc, Lefebvre, Le Moignan, Léonard, Lessard, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Mailloux, Marchand, Marois, Marquis, Mercier, Michaud, Morin (Louis-Hébert), O'Gallagher, O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Pagé, Paquette, Payette, Perron, Picotte, Proulx, Rancourt, Raynald, Roy, Saindon, Samson, Shaw, St-Germain, Tardif, Tremblay, Vaugeois.—83.

CONTRE—NAYS:—0.

M. Lavoie propose que le projet de loi n° 199, «Loi créant la Fondation Jean-Charles Bonenfant», soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Burns, le projet de loi est envoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière et rapporté; le rapport est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Lavoie, le projet de loi n° 199 est lu la troisième fois.

In Room 91 "A":

The Committee on Labour and Manpower for the section by section examination of Bill 59, "An Act to amend the Labour Code", and that, as soon as the Assembly adjourns, the Committee on the Presidency of the Council and the Constitution do sit in Room 101 "B" for the examination of the estimates of the Québec Planning and Development Bureau.

The motion was adopted on the following vote:

Mr Lavoie moved that Bill 199, "An Act to establish the Fondation Jean-Charles Bonenfant", be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted.

The bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Burns, the bill was committed, considered in Committee of the Whole and reported; the report was adopted.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Lavoie, Bill 199 was read the third time.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. le Président communique à l'Assemblée la dérogation et les résolutions adoptées par la Commission de l'Assemblée nationale et contenues dans le rapport déposé ce matin par M. Charron, au nom de M. Fallu, et demande que ce rapport soit adopté.

Le rapport est alors adopté à l'unanimité.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission permanente des affaires sociales qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 9, «Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées».

Du consentement unanime de l'Assemblée, l'amendement proposé au projet de loi et au rapport par M. Burns, au nom de M. Lazure, est adopté.

Sur la motion de M. Burns, au nom de M. Lazure, le rapport est adopté. Le projet de loi n° 9 est remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission permanente de la fonction publique qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 60, «Loi concernant la protection à la retraite de certains enseignants».

L'amendement proposé au rapport par M. Picotte est adopté.

Sur la motion de M. Charron, au nom de M. de Belleval, le rapport est adopté.

Le projet de loi n° 60 est remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr President informed the Assembly of the derogation and the resolutions adopted by the Committee on the National Assembly and contained in the report tabled this morning by Mr Charron, on behalf of Mr Fallu, and he requested that this report be adopted.

The report was then unanimously adopted.

The Assembly proceeded to take into consideration the report of the Standing Committee on Social Affairs which examined Bill 9, "An Act to secure the handicapped in the exercise of their rights", following second reading.

With the unanimous consent of the Assembly, the amendment proposed by Mr Burns, on behalf of Mr Lazure, to the bill and to the report was adopted.

On motion of Mr Burns, on behalf of Mr Lazure, the report was adopted. Bill 9 was ordered for third reading at the next sitting.

The Assembly proceeded to take into consideration the report of the Standing Committee on the Civil Service which examined Bill 60, "An Act respecting pension coverage for certain teachers", following second reading.

The amendment proposed to the report by Mr Picotte was adopted.

On motion of Mr Charron, on behalf of Mr de Belleval, the report was adopted.

Bill 60 was ordered for third reading at the next sitting.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission permanente de la fonction publique qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 50, «Loi sur la fonction publique».

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. de Belleval dépose les documents suivants:

Tableau indiquant la ventilation des fonctionnaires non-syndiqués de la fonction publique.

(Document de la session n° 293.)

Liste des syndicats de la fonction publique.

(Document de la session n° 294.)

Sur la motion de M. Charron, au nom de M. de Belleval, le rapport est adopté.

Le projet de loi n° 50 est remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission permanente des affaires municipales qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 44, «Loi concernant les élections de 1978 dans certaines municipalités et modifiant la Loi des cités et villes».

Sur la motion de M. Charron, au nom de M. Tardif, le rapport est adopté.

Le projet de loi n° 44 est remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

M. Tardif propose que le projet de loi n° 49, «Loi concernant le rôle de la valeur locative de la Ville de Montréal et de Ville Saint-Pierre ainsi que des cités de Côte-Saint-Luc, Outremont et Westmount», soit lu la troisième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

The Assembly proceeded to take into consideration the report of the Standing Committee on the Civil Service which examined Bill 50, "Civil Service Act", following second reading.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr de Belleval tabled the following documents:

A table showing the distribution of non-unionized employees as regards the civil service as a whole.

(Sessional Papers, No. 293.)

List of unions in the civil service.

(Sessional Papers, No. 294.)

On motion of Mr Charron, on behalf of Mr de Belleval, the report was adopted.

Bill 50 was ordered for third reading at the next sitting.

The Assembly proceeded to take into consideration the report of the Standing Committee on Municipal Affairs which examined Bill 44, "An Act respecting the 1978 elections in certain municipalities and amending the Cities and Towns Act", following second reading.

On motion of Mr Charron, on behalf of Mr Tardif, the report was adopted.

Bill 44 was ordered for third reading at the next sitting.

Mr Tardif moved that Bill 49, "An Act respecting the roll of rental values of the City of Montreal, of Ville Saint-Pierre, and of the cities of Côte-Saint-Luc, Outremont and Westmount", be read the third time.

And a debate arising on this motion.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi n° 49 est lu la troisième fois.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du projet de loi n° 46, «Loi modifiant la Loi des caisses d'épargne et de crédit et la Loi des caisses d'entraide économique».

Sur la motion de M. Charron, au nom de Mme Payette, l'ordre qui vient d'être lu est révoqué; le projet de loi est renvoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière, amendé et rapporté; le rapport est adopté.

Mme Payette propose que le projet de loi soit lu la troisième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

Au cours du débat, du consentement unanime de l'Assemblée, Mme Payette dépose le document suivant:

Copie d'un télégramme, en date du 20 juin 1978, adressé à Mme Lise Payette, ministre des Consommateurs, Coopératives et Institutions financières, par M. Jean-Claude Goulet, président du comité d'orientation des caisses populaires, secteur est de Montréal, lequel comité juge acceptables les modifications qui seront apportées au projet de loi n° 46.

(Document de la session n° 295.)

Et le débat continue.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi n° 46 est lu la troisième fois.

À treize heures dix minutes, sur la motion de M. Charron, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

The motion was then adopted.

Bill 49 was accordingly read the third time.

The Order of the Day being read for the third reading of Bill 46, "An Act to amend the Savings and Credit Unions Act and the Act respecting the *caisses d'entraide économique*".

On motion of Mr Charron, on behalf of Mrs Payette, the Order which had just been read was rescinded; the bill was committed, considered in Committee of the Whole, amended and reported; the report was adopted.

Mrs Payette moved that the bill be read the third time.

And a debate arising on this motion.

During the debate, with the unanimous consent of the Assembly, Mrs Payette tabled the following document:

A copy of a telegram, dated 20 June 1978, forwarded to Mrs Lise Payette, minister of Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions, by Mr Jean-Claude Goulet, chairman of the comité d'orientation des caisses populaires, secteur est de Montréal, which committee deemed satisfactory the amendments to be made to Bill 46.

(Sessional Papers, No. 295.)

And the debate continuing thereon. The motion was then adopted.

Bill 46 was accordingly read the third time.

At ten minutes past one o'clock P.M., on motion of Mr Charron, the Assembly adjourned until tomorrow, at ten o'clock A.M.

Aujourd'hui, mercredi 21 juin 1978, à dix-huit heures dix minutes, au Salon Rouge, en présence du Président de l'Assemblée nationale, du Premier ministre, de M. Lavoie, le représentant du chef parlementaire de l'Opposition officielle, du chef de l'Union Nationale, de plusieurs membres de l'Assemblée nationale et du secrétaire général de l'Assemblée nationale, il a plu à l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec de sanctionner la loi suivante:

199 Loi créant la Fondation Jean-Charles Bonenfant.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

Today, Wednesday, 21 June 1978, at ten minutes past six o'clock P.M., in the Red Room, in the presence of the President of the National Assembly, of the Prime Minister, of Mr Lavoie, the Delegate of the Leader of the Official Opposition, of the Leader of the Union Nationale, of several Members of the National Assembly and of the Secretary General of the National Assembly, the Honourable the Lieutenant-Governor of the province of Québec was pleased to sanction the following bill:

199 An Act to establish the Fondation Jean-Charles Bonenfant.

CLÉMENT RICHARD,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirty-first Legislature

Le jeudi 22 juin 1978

Dix heures

Déclaration ministérielle de M. Parizeau, ministre des Finances et du Revenu, sur le réexamen des dispositions relatives au crédit d'impôt sur les dividendes et sur la façon dont le gouvernement du Québec va récupérer la somme de \$186 millions que le gouvernement fédéral doit verser en compensation des coupures apportées à la taxe de vente.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Parizeau:

Rapport annuel de la Régie des loteries et courses du Québec, pour l'année 1977/78.

(Document de la session n° 296.)

Rapport annuel du curateur public du Québec, pour l'année 1977.

(Document de la session n° 297.)

Par M. Charron, au nom de M. Morin (Sauvé):

Thursday, 22 June 1978

Ten o'clock A.M.

Ministerial declaration by Mr Parizeau, minister of Finance and Revenue, on the re-examination of measures respecting tax credit on dividends as well as on the method to be used by the government of Québec to recover the sum of \$186 million that the federal government will pay by way of compensation for the sales tax rebate.

The following documents were tabled:

By Mr Parizeau:

Annual report of the Régie des loteries et courses du Québec, for 1977/78.

(Sessional Papers, No. 296.)

Annual report of the Public Curator of Québec, for 1977.

(Sessional Papers, No. 297.)

By Mr Charron, on behalf of Mr Morin (Sauvé):

Rapport annuel de l'Ordre des comptables agréés du Québec, pour l'année 1977/78.

(Document de la session n° 298.)

Par M. Lazure:

Rapport annuel de la Régie de l'assurance-maladie du Québec, pour l'année 1977/78.

(Document de la session n° 299.)

Par M. Lessard:

Rapport annuel de la Commission des transports du Québec, pour l'année 1977/78.

(Document de la session n° 300.)

Par M. Vaugois:

Rapport annuel du ministère des Affaires culturelles, pour l'année 1977/78.

(Document de la session n° 301.)

Par M. Johnson:

Premier rapport annuel des activités des tuteurs des cinq syndicats de la construction en tutelle au Québec.

(Document de la session n° 302.)

Par M. le Président:

Rapport annuel 1977 de la Commission des droits de la personne du Québec, intitulé: *Un défi de justice pour tous*.

(Document de la session n° 303.)

M. Michaud, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente des finances et des comptes publics qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 55, «Loi sur l'organisation des parties patronale et syndicale aux fins des négociations collectives dans les secteurs de l'éducation, des affaires sociales et des organismes gouvernementaux».

Annual report of the Order of the Chartered Accountants of Québec, for 1977/78.

(Sessional Papers, No. 298.)

By Mr Lazure:

Annual report of the Québec Health Insurance Board, for 1977/78.

(Sessional Papers, No. 299.)

By Mr Lessard:

Annual report of the Québec Transport Commission, for 1977/78.

(Sessional Papers, No. 300.)

By Mr Vaugois:

Annual report of the Department of Cultural Affairs, for 1977/78.

(Sessional Papers, No. 301.)

By Mr Johnson:

First annual report of the activities of the board of trustees of the five construction unions under trusteeship in Québec.

(Sessional Papers, No. 302.)

By Mr President:

Annual report of the Commission des droits de la personne du Québec, for 1977, entitled: *Un défi de justice pour tous*.

(Sessional Papers, No. 303.)

Mr Michaud, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Finance and Public Accounts which examined Bill 55, "An Act respecting the organization of the management and union parties in view of collective bargaining in the sectors of education, social affairs and government agencies", following second reading.

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

(Document de la session n° 304.)

Conformément à l'article 130 du règlement, M. Parizeau dépose le rapport groupant les rapports des commissions permanentes qui ont procédé à l'étude des crédits du budget principal de l'année financière 1978/79 pour chacun des ministères du gouvernement du Québec.

(Document de la session n° 305.)

M. Charron dépose les rapports du greffier en loi de l'Assemblée nationale sur les projets de loi privés suivants:

Projet de loi n° 223.—Loi concernant les Soeurs de la Charité de l'Hospice Ste-Croix de Marieville;

Projet de loi n° 230.—Loi modifiant la charte du Cimetière de l'est de Montréal;

Projet de loi n° 236.—Loi modifiant la charte de Les Soeurs de la Congrégation de Notre-Dame;

Projet de loi n° 240.—Loi concernant Joseph-Gino Gagné;

Projet de loi n° 263.—Loi concernant Parc du Souvenir (1976) Inc.;

Projet de loi n° 265.—Loi concernant la succession de Tancrede Bienvenu.

(Document de la session n° 306.)

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Charron propose que les règles de pratique concernant les pro-

The bill was reported with amendments.

(Sessional Papers, No. 304.)

In accordance with Standing Order 130, Mr Parizeau tabled the report grouping the reports of the Standing Committees, which examined the estimates of the main budget for the 1978/79 fiscal year of each one of the Departments of the government of Québec.

(Sessional Papers, No. 305.)

Mr Charron tabled the reports of the Law Clerk of the National Assembly on the following private bills:

Bill 223.—An Act respecting Les Soeurs de la Charité de l'Hospice Ste-Croix de Marieville;

Bill 230.—An Act to amend the Charter of Le Cimetière de l'Est de Montréal;

Bill 236.—An Act to amend the charter of Les Soeurs de la Congrégation de Notre-Dame;

Bill 240.—An Act respecting Joseph-Gino Gagné;

Bill 263.—An Act respecting Remembrance Park (1976) Inc.;

Bill 265.—An Act respecting the Tancrede Bienvenu estate.

(Sessional Papers, No. 306.)

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Charron moved that the Rules of Procedure concerning private

jets de loi privés soient suspendues dans le cas des projets de loi n^{os} 223, 230, 236, 240 et 263.

La motion est adoptée.

Les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, présentés, lus la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture:

Par M. Parizeau:

Projet de loi n^o 67.—Loi sur les loteries, les courses, les concours publicitaires et les appareils d'amusement;

Projet de loi n^o 68.—Loi constituant la Société des loteries et courses du Québec.

Du consentement unanime de l'Assemblée, le projet de loi n^o 65, «Loi modifiant la Loi sur les impôts et certaines dispositions législatives d'ordre fiscal», est présenté par M. Parizeau, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

Le projet de loi n^o 194, «Loi reconnaissant le droit à la libre disposition du peuple québécois», est présenté par M. Roy.

M. Roy propose que le projet de loi soit lu la première fois.

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bédard, Bertrand, Biron, Bisaillon, Bordeleau, Boucher, Brassard, Brochu, Cardinal, Caron, Charbonneau, Charron, Chevrette, Ciaccia, Cordeau, Couture, Cuerrier, de Bellefeuille, de Belleval, Desbiens, Duhaime, Dussault, Fallu, Fontaine, Forget, Gagnon, Garon, Gendron, Glasson, Godin, Goldbloom, Gosselin, Goulet, Gratton, Gravel, Grenier, Guay, Johnson, Jolivet, Joron, Laberge, Lacoste, Lalonde, Lamontagne, Landry, Laplante, Larivière, Lavoie, Lavoie-Roux, Lazure, Leblanc, Lefebvre, Léger, Le Moignan, Léonard, Lessard, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Mailloux, Marchand, Marcoux, Marquis, Martel,

bills be suspended respecting Bills 223, 230, 236, 240 and 263.

The motion was adopted.

The following bills were severally introduced, read the first time and ordered for second reading at the next sitting:

By Mr Parizeau:

Bill 67.—An Act respecting lotteries, racing, publicity contests and amusement machines;

Bill 68.—An Act to incorporate the Société des loteries et courses du Québec.

With the unanimous consent of the Assembly, Bill 65, "An Act to amend the Taxation Act and certain fiscal legislation", was introduced by Mr Parizeau, read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

Bill 194, "An Act to recognize the right of the people of Québec to self-determination", was introduced by Mr Roy.

Mr Roy moved that the bill be read the first time.

The motion was adopted on the following division:

Mercier, Michaud, Morin (Louis-Hébert), O'Gallagher, O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Pagé, Paquette, Parizeau, Payette, Perron, Picotte, Proulx, Rancourt, Roy, Springate, St-Germain, Tardif, Tremblay, Vaillancourt (Jonquière), Vaillancourt (Orford), Vaugeois.—90.

CONTRE—NAYS:—M./Mr Shaw.—1.

En conséquence, le projet de loi n° 194 est lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

Les projets de loi privés suivants sont, l'un après l'autre, présentés et lus la première fois:

Par M. Beauséjour:

Projet de loi n° 223.—Loi concernant les Soeurs de la Charité de l'Hospice Ste-Croix de Marieville.

Par M. Bisaillon:

Projet de loi n° 230.—Loi modifiant la charte du Cimetière de l'est de Montréal.

Par M. Lacoste:

Projet de loi n° 236.—Loi modifiant la charte de Les Soeurs de la Congrégation de Notre-Dame.

Par M. Bertrand:

Projet de loi n° 263.—Loi concernant Parc du Souvenir (1976) Inc.

Sur la motion de M. Charron, ces projets de loi sont déferés pour audition publique et étude, article par article, à la Commission permanente des consommateurs, coopératives et institutions financières.

Les projets de loi privés suivants sont, l'un après l'autre, présentés et lus la première fois:

Par M. Vaillancourt (Jonquière):

Projet de loi n° 240.—Loi concernant Joseph-Gino Gagné.

Bill 194 was accordingly read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

The following private bills were severally introduced and read the first time:

By Mr Beauséjour:

Bill 223.—An Act respecting Les Soeurs de la Charité de l'Hospice Ste-Croix de Marieville.

By Mr Bisaillon:

Bill 230.—An Act to amend the Charter of Le Cimetière de l'Est de Montréal.

By Mr Lacoste:

Bill 236.—An Act to amend the charter of Les Soeurs de la Congrégation de Notre-Dame.

By Mr Bertrand:

Bill 263.—An Act respecting Remembrance Park (1976) Inc.

On motion of Mr Charron, these bills were referred to the Standing Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions for public hearings and section by section examination.

The following private bills were severally introduced and read the first time:

By Mr Vaillancourt (Jonquière):

Bill 240.—An Act respecting Joseph-Gino Gagné.

Par M. Martel:

Projet de loi n° 265.—Loi concernant la succession de Tancrede Bienvenu.

Sur la motion de M. Charron, ces projets de loi sont déferés pour audition publique et étude, article par article, à la Commission permanente de la justice.

Au cours de la période de questions orales des députés, M. Morin (Sauvé) dépose le document suivant:

Copie d'une lettre, en date du 8 juin 1978, adressée à M. Jacques-Yvan Morin, ministre de l'Éducation, par M. Luc Larivée, président de la Commission des Écoles Catholiques de Montréal, au sujet de la fermeture d'écoles.

(Document de la session n° 307.)

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Lévesque (Taillon) propose:

Que le traitement annuel du Vérificateur général, M. Gérard Larose, soit fixé à \$54,000.

La motion est adoptée.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Charron propose que l'ordre adopté le 14 juin 1978, d'étudier de nouveau en commission plénière le projet de loi n° 57, «Loi modifiant de nouveau la Loi de l'instruction publique», soit révoqué; que le projet de loi soit déferé pour étude, article par article, à la Commission permanente de l'éducation et que le rapport du président de cette commission soit fait comme si ce projet de loi avait été étudié en commission plénière.

La motion est adoptée.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Charron propose que l'or-

By Mr Martel:

Bill 265.—An Act respecting the Tancrede Bienvenu estate.

On motion of Mr Charron, these bills were referred to the Standing Committee on Justice for public hearings and section by section examination.

During the period of oral questions by Members, Mr Morin (Sauvé) tabled the following document:

A copy of a letter, dated 8 June 1978, forwarded to Mr Jacques-Yvan Morin, minister of Education, by Mr Luc Larivée, president of the Montreal Catholic School Commission, concerning the closing of schools.

(Sessional Papers, No. 307.)

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Lévesque (Taillon) moved:

That the annual salary of the Auditor-General, Mr Gérard Larose, be fixed at \$54,000.

The motion was adopted.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Charron moved that the Order adopted on 14 June 1978 for the examination again in Committee of the Whole of Bill 57, "An Act to again amend the Education Act", be rescinded; that the bill be referred to the Standing Committee on Education for section by section examination and that the report of the Chairman of the Committee be made in the same manner as if the bill had been examined in Committee of the Whole.

The motion was adopted.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Charron moved that the

dre de deuxième lecture du projet de loi n° 38, «Loi modifiant la Loi de la Communauté urbaine de Québec et d'autres dispositions législatives», adopté le 31 mai 1978, soit révoqué et que le projet de loi soit déféré pour étude et audition publique à la Commission permanente des affaires municipales.

La motion est adoptée.

Du consentement unanime de l'Assemblée, les questions et les motions suivantes apparaissant au feuillet de mercredi le 21 juin 1978, sont appelées:

QUESTIONS ET RÉPONSES

Question de M. Bellemare:

1. Quel a été le montant total accordé par la Régie de l'assurance-maladie du Québec:

a) entre le 30 mars 1976 et le 30 mars 1977;

b) entre le 30 mars 1977 et le 30 mars 1978, à titre de remboursement aux établissements hospitaliers situés hors du Québec ou à des personnes pour des services externes ou internes assurés, dispensés à des résidents du Québec pour des services assurés reçus hors du Québec?

2. Quel a été le montant total accordé au cours de chacune de ces périodes de temps pour les mêmes fins:

a) aux hôpitaux canadiens codés;

b) aux hôpitaux canadiens non codés;

c) aux hôpitaux américains;

d) aux hôpitaux des autres pays?

3. Au cours de chacune de ces périodes de temps, quels montants les établissements hospitaliers suivants ont-ils reçus:

a) Ottawa Civic Hospital

1053 Carling Avenue

Ottawa, Ontario

b) Hôpital Général d'Ottawa

Order for second reading of Bill 38, "An Act to amend the Québec Urban Community Act and other legislation", adopted on 31 May 1978, be rescinded and that the bill be referred to the Standing Committee on Municipal Affairs for public hearings and consideration.

The motion was adopted.

With the unanimous consent of the Assembly, the following questions and motions appearing on the Agenda Paper for Wednesday, 21 June 1978, were called:

QUESTIONS AND ANSWERS

Question by Mr Bellemare:

1. What was the total amount paid by the Québec Health Insurance Board:

(a) between 30 March 1976 and 30 March 1977;

(b) between 30 March 1977 and 30 March 1978, as reimbursement to hospitals located outside the province of Québec or to persons for insured services as in-patients or out-patients given to Québec residents who received such insured services outside Québec?

2. What was the total amount paid during each of the above periods of time for the same purposes:

(a) to coded Canadian hospitals;

(b) to non-coded Canadian hospitals;

(c) to American hospitals;

(d) to hospitals in other countries?

3. What amounts did the following hospitals receive for each of the above periods of time:

(a) Ottawa Civil Hospital

1053 Carling Avenue

Ottawa, Ontario

(b) Hôpital Général d'Ottawa

- 43, Bruyère
Ottawa, Ontario
c) Montford Hospital
Montreal Road
Ottawa, Ontario
d) Riverside Hospital of Ottawa
1967 Riverside Drive
Ottawa, Ontario
e) Children's Hospital
of Eastern Ontario
401, Smyth Road
Ottawa, Ontario
f) Queensway Carleton Hospital
3045, Baseline Road
Ottawa, Ontario
g) National Defence Medical Centre
Alta Vista Drive
Ottawa, Ontario
h) Royal Ottawa Hospital
1145 Carling
Ottawa, Ontario?

Réponse de M. Lazure:

1. a) \$2 103 389.78
b) \$2 562 470.20

	<i>Période du</i> 30-03-76 au 30-03-77	<i>Période du</i> 30-03-77 au 30-03-78
2. a)	\$36 287 864.08	\$35 975 283.50
b)	158.26	6 360.59
c)	2 336 383.85	3 095 577.71
d)	129 290.59	119 120.61
e)	1 425 715.36	1 666 004.24
Total:	\$40 179 412.14	\$40 862 346.65

3. a)	\$ 3 963 759.27	\$ 4 214 252.23
b)	13 538 337.91	13 098 194.68
c)	1 006 188.19	1 224 577.80
d)	673 647.83	494 283.18
e)	3 379 161.01	4 701 373.19
f)	28 034.89	224 725.27
g)	717 786.62	740 196.42
h)	265 688.05	150 321.15

Total: \$23 572 603.77 \$24 847 923.92

Question de M. Fontaine:

1. Du 1^{er} septembre 1976 au 1^{er} février 1978, quel est le montant des sub-

- 43, Bruyère
Ottawa, Ontario
(c) Montford Hospital
Montreal Road
Ottawa, Ontario
(d) Riverside Hospital of Ottawa
1967 Riverside Drive
Ottawa, Ontario
(e) Children's Hospital
of Eastern Ontario
401, Smyth Road
Ottawa, Ontario
(f) Queensway Carleton Hospital
3045, Baseline Road
Ottawa, Ontario
(g) National Defence Medical Centre
Alta Vista Drive
Ottawa, Ontario
(h) Royal Ottawa Hospital
1145 Carling
Ottawa, Ontario?

Answer by Mr Lazure:

1. (a) \$2 103 389.78
(b) \$2 562 470.20

	<i>Period from</i> 30-03-76 to 30-03-77	<i>Period from</i> 30-03-77 to 30-03-78
2. (a)	\$36 287 864.08	\$35 975 283.50
(b)	158.26	6 360.59
(c)	2 336 383.85	3 095 577.71
(d)	129 290.59	119 120.61
(e)	1 425 715.36	1 666 004.24
Total:	\$40 179 412.14	\$40 862 346.65

3. (a)	\$ 3 963 759.27	\$ 4 214 252.23
(b)	13 538 337.91	13 098 194.68
(c)	1 006 188.19	1 224 577.80
(d)	673 647.83	494 283.18
(e)	3 379 161.01	4 701 373.19
(f)	28 034.89	224 725.27
(g)	717 786.62	740 196.42
(h)	265 688.05	150 321.15

Total: \$23 572 603.77 \$24 847 923.92

Question by Mr Fontaine:

1. From 1 September 1976 to 1 February 1978, what was the amount of sub-

ventions qui ont été accordées à chaque municipalité et à chaque commission scolaire du district électoral de Nicolet-Yamaska par le ministère de l'Agriculture?

2. À quelle fin chacune de ces subventions a-t-elle été accordée?

Réponse de M. Garon:

Aucune subvention n'a été accordée par le ministère de l'Agriculture.

Question de M. Saindon:

1. À quelle date les autorités du Centre hospitalier Georges-Frédéric, à Drummondville, ont-elles soumis une demande au ministère des Affaires sociales pour l'obtention d'un budget supplémentaire d'environ \$500,000, montant jugé nécessaire pour permettre le changement de vocation, de l'hébergement au chronique, à ce centre hospitalier?

2. Quelle a été la décision rendue et à quelle date?

3. Depuis le 1^{er} janvier 1977 jusqu'au 28 février 1978, combien de lits, pour malades à long terme, sont demeurés inoccupés en raison d'un manque de budget d'exploitation?

Réponse de M. Lazure:

1. La demande du Centre hospitalier a été présentée au ministère des Affaires sociales le 29 janvier 1976.

2. Le 21 juillet 1977, le ministère avisait l'établissement que les sommes requises pour le changement de vocation de 67 lits d'hébergement en lits de soins prolongés étaient disponibles.

3. Du 1^{er} janvier 1977 au 10 février 1977, la totalité des lits était utilisée.

Du 10 février 1977 au 5 septembre 1977, 47 lits sont demeurés inoccupés, dû à des difficultés de liquidité de crédits et aux difficultés rencontrées dans le recrutement du personnel durant le temps des vacances.

sidies granted to each municipality and to each school board, in the electoral district of Nicolet-Yamaska, by the Department of Agriculture?

2. For what purpose has each subsidy been granted?

Answer by Mr Garon:

No subsidies were granted by the Department of Agriculture.

Question by Mr Saindon:

1. On what date did the Department of Social Affairs receive a request from the administration of the Georges-Frédéric hospital centre, at Drummondville, to obtain an additional budget of approximately \$500,000 which was deemed necessary to convert this reception centre into a hospital centre for long-term patients?

2. What decision was reached and on what date?

3. From 1 January 1977 to 28 February 1978, how many beds for long-term patients have remained unoccupied due to an insufficient operating budget?

Answer by Mr Lazure:

1. The hospital centre's request was submitted to the Department of Social Affairs on 29 January 1976.

2. On 21 July 1977, the Department informed this establishment that the required sums to convert the 67 beds of the reception centre into beds for long-term patients were available.

3. From 1 January 1977 to 10 February 1977, all the beds were occupied.

From 10 February 1977 to 5 September 1977, 47 beds remained unoccupied due to a lack of budget and difficulties in hiring personnel during the holiday period.

Du 5 septembre 1977 au 18 octobre 1977, 20 lits sont demeurés inoccupés pour raison d'aménagement.

Depuis cette date, le Centre hospitalier fonctionne à pleine capacité.

Question de M. Saindon:

1. Combien d'handicapés le ministère des Affaires sociales a-t-il embauchés, depuis le 1^{er} mai 1977 jusqu'au 18 février 1978?

2. Quel était le pourcentage des postes occupés par des handicapés au sein du ministère, en date du 28 février 1978?

Réponse de M. Lazure:

1. Aucun. Lors du recrutement de nouveaux employés, le ministère des Affaires sociales, comme tous les autres d'ailleurs, doit choisir ses candidats parmi les personnes qualifiées auprès de la Commission de la fonction publique.

Ainsi, les quelques postes que mon ministère a comblés à partir de ces listes, entre le 1^{er} mai 1977 et le 30 novembre 1977, ne nous a pas permis d'embaucher des personnes handicapées.

Toutefois, il faut préciser que l'adoption du projet de loi n° 9 facilitera l'embauche des personnes handicapées étant donné que le gouvernement, comme tout autre employeur, devra faire approuver par l'Office des handicapés un plan d'embauche des handicapés.

2. Au 30 novembre 1977, 176 personnes handicapées étaient à l'emploi du ministère des Affaires sociales, ce qui représente 4.53% des effectifs autorisés.

Question de M. Forget:

Quelles mesures la Régie de l'assurance-maladie du Québec a-t-elle prises pour:

a) corriger les anomalies observées dans la prestation de services de psychothérapie suspects de psychanalyse;

From 5 September 1977 to 18 October 1977, 20 beds remained unoccupied for reorganization purposes.

Since then, the hospital centre has been operating at full capacity.

Question by Mr Saindon:

1. How many handicapped persons has the Department of Social Affairs employed from 1 May 1977 to 28 February 1978?

2. What was the percentage of positions held by handicapped persons in the Department as at 28 February 1978?

Answer by Mr Lazure:

1. None. When recruiting new employees, the Department of Social Affairs must select its candidates, like all the other Departments, among persons considered qualified by the Civil Service Commission.

However, the few positions that were filled in my Department from these lists, from 1 May 1977 to 30 November 1977, did not allow us to employ any handicapped persons.

Nevertheless, it must be pointed out that Bill 9 will facilitate the hiring of handicapped persons as the government, like any other employer, will have to submit for approval to the Office des handicapés a plan to employ handicapped persons.

2. On 30 November 1977, 176 handicapped persons were in the employ of the Department of Social Affairs which represent 4.53% of all the authorized personnel.

Question by Mr Forget:

What measures were taken by the Québec Health Insurance Board to:

(a) correct the irregularities noticed in the payment of fees for services of psychotherapy which look suspiciously like psychoanalysis;

b) poursuivre l'étude des profils de pratique médicale relativement aux actes de psychothérapie suspects de psychanalyse chez les psychiatres;

c) soumettre à un contrôle plus efficace l'augmentation spectaculaire des actes de psychothérapie chez les omnipraticiens?

Réponse de M. Lazure:

1. a) Avec les nouvelles ententes, le code d'acte 8943: psychanalyse est disparu du cahier de prestations des médecins spécialistes; malheureusement, ce code d'acte est demeuré dans l'entente des omnipraticiens et ceux-ci ont été avertis de ne pas l'utiliser et nous n'avons plus de facturations pour ce code.

Tous les établissements visés par l'article 5.03 des règlements concernant la Loi de l'assurance-maladie sont validés et toutes facturations pour des actes effectués en dehors de ces institutions sont annulées;

b) une étude de profils a été entreprise chez tous les psychiatres dont les séances de psychothérapie sont longues et s'étendent sur des périodes prolongées. En somme, l'étude porte sur toute forme de psychothérapie à long terme;

c) nous réalisons que la définition de la thérapie psychiatrique de soutien permet une utilisation extensive des codes s'y rattachant. Cette situation rend le contrôle difficile. Nous avons réalisé, cependant, que la facturation de ces codes d'actes, bien qu'élevée, est à peu près stabilisée. Une définition plus restrictive de la psychothérapie devra être envisagée lors de prochaines négociations.

Question de M. Roy:

Relativement à la publication intitulée: *L'équipe de Soquip*:

(b) carry on the study of profiles of the medical practice as regards acts of psychotherapy which look suspiciously like psychoanalysis among psychiatrists;

(c) control more efficiently the important increase in acts of psychotherapy among general practitioners?

Answer by Mr Lazure:

1. (a) Following new agreements, the medical act code 8943: psychoanalysis has disappeared from the list of allowances of medical specialists; unfortunately, this medical act code has remained in the general practitioners agreement but they have been informed not to use it and no more billing is done for this code.

All the establishments contemplated in article 5.03 of the regulations relating to the Health Insurance Act are approved and any billing for acts practised outside these establishments is void;

(b) a study of profiles was undertaken among psychiatrists whose treatments of psychotherapy are long and extend over lengthy periods of time. In fact, the study is being carried out on any type of long-term psychotherapy;

(c) it is clear that the definition of psychiatric support therapy leads to the extensive use of codes relating to it. This situation renders verifications difficult. It has been established, however, that the billing of these medical acts codes, though high, is almost stabilized. A more restrictive definition of psychotherapy must be considered when negotiations are resumed.

Question by Mr Roy:

Concerning the publication entitled: *L'équipe de Soquip*:

1. Quel est le coût de cette publication?

2. À combien d'exemplaires cette publication a-t-elle été tirée?

3. Depuis sa parution, y-a-t-il eu des modifications au sein de l'équipe de Soquip; si oui, quelles sont-elles?

Réponse de M. Joron:

1. Le coût de la publication intitulée: *L'équipe de Soquip* est de \$4 402.36.

2. Le document a été tiré à 500 exemplaires.

3. Il n'y a eu aucune modification au sein de l'équipe de Soquip depuis la publication du document.

Question de M. Grenier:

1. Combien d'appels téléphoniques interurbains ont été échangés entre le CRSSS de Sherbrooke et les centres hospitaliers Saint-Joseph et du Frère-André ainsi que le Centre d'accueil Jeanne-Mance (et vice versa) entre le 1^{er} mai 1977 et le 30 mars 1978?

2. Pour chacun d'eux, quelles ont été la date de l'appel téléphonique et la durée?

Réponse de M. Lazure:

1. Cette question a reçu réponse lors de l'étude des crédits du ministère des Affaires sociales en commission parlementaire.

2. Idem.

Question de M. Russell:

1. Est-ce que les villes de Bedford, Bromont, Cowansville, Farnham, Granby, Lac Brome et Waterloo ont reçu des subventions des ministères ou organismes suivants, de 1964 à ce jour:

- a) Industrie et Commerce;
- b) Transports;
- c) Agriculture;

1. What was the cost of this publication?

2. How many copies of this publication were printed?

3. Were any changes made within this team since the publication of this document; if so, which ones?

Answer by Mr Joron:

1. The cost of the publication entitled: *L'équipe de Soquip* was \$4 402.36.

2. 500 copies of this document were printed.

3. No changes were made within the Soquip team since the publication of this document.

Question by Mr Grenier:

1. How many long-distance calls were made between the Sherbrooke health and social services regional council and the Saint-Joseph and Frère-André hospital centres as well as the Jeanne-Mance reception centre (and vice versa) from 1 May 1977 to 30 March 1978?

2. What was the date and length of each call?

Answer by Mr Lazure:

1. This question was answered when the estimates of the Department of Social Affairs were examined in parliamentary committee.

2. Idem.

Question by Mr Russell:

1. From 1964 up to this day, did the towns of Bedford, Bromont, Cowansville, Farnham, Granby, Lake Brome and Waterloo receive any subsidies from the following Departments or bodies:

- (a) Industry and Commerce;
- (b) Transport;
- (c) Agriculture;

- d) Affaires culturelles;
- e) Haut-commissariat à la jeunesse, aux loisirs et aux sports?

2. Dans chaque cas, quel a été le montant de la subvention et le but pour lequel elle a été versée?

Réponse de M. Garon, concernant le ministère de l'Agriculture:

1. 2. Le ministère de l'Agriculture n'a versé aucune subvention aux villes mentionnées plus haut.

Question de M. Russell:

1. La Régie de l'assurance-maladie a-t-elle signé un contrat de location avec la compagnie P. Tardif Inc. au cours de l'année 1975 en vue d'occuper la totalité ou une partie de l'édifice situé au 1125, chemin Saint-Louis, à Québec?

2. Dans l'affirmative, quelle était la durée de ce contrat de location et quel était le prix de location au pied carré?

3. Ce contrat a-t-il été résilié au cours de la même année? Dans l'affirmative:

a) pour quelles raisons a-t-il été résilié;

b) le locataire a-t-il été tenu de payer une pénalité;

c) quel a été le montant déboursé en guise de pénalité?

4. Au cours de l'année 1977 ou de l'année 1978, la Régie de l'assurance-maladie du Québec a-t-elle signé un contrat de location en vue d'occuper la totalité ou une partie de l'édifice situé au 1125, chemin Saint-Louis, à Québec?

5. Dans l'affirmative, quelle est la durée de ce contrat de location et quel est le prix de location au pied carré?

Réponse de M. Lazure:

1. La Régie de l'assurance-maladie du Québec n'a pas signé de contrat de location avec la compagnie P. Tardif Inc. au cours de l'année 1975 en vue d'occuper la totalité ou une partie de l'édifice situé au 1125, chemin Saint-Louis, à Québec.

- (d) Cultural Affairs;
- (e) Haut-commissariat à la jeunesse, aux loisirs et aux sports?

2. What was the amount of the subsidy in each case and the purpose for which it was granted?

Answer by Mr Garon, concerning the Department of Agriculture:

1. 2. The Department of Agriculture did not award any subsidies to the above-mentioned towns.

Question of Mr Russell:

1. Has the Québec Health Insurance Board signed a lease with the firm of P. Tardif Inc. during 1975 for the purpose of occupying wholly or partly a building located at 1125 Saint-Louis Road, at Québec?

2. If so, what was the length of the lease and what was the rent per square foot?

3. Was this contract terminated during the same year? If so:

(a) for what reasons was it terminated;

(b) was the lessee compelled to pay a penalty;

(c) what was the amount of the penalty?

4. Has the Québec Health Insurance Board signed a lease during 1977 or 1978 for the purpose of occupying wholly or partly a building located at 1125 Saint-Louis Road, at Québec?

5. If so, what is the length of the lease and what is the rent per square foot?

Answer by Mr Lazure:

1. The Québec Health Insurance Board did not sign a lease with the firm of P. Tardif Inc., in 1975, in view of occupying wholly or partly the building located at 1125 Saint-Louis Road, at Québec.

2. Non applicable.

3. Non applicable.

4. Le 13 mars 1978, la Régie a signé un bail pour l'occupation de la totalité de l'édifice sis au 1125, chemin Saint-Louis.

5. La durée du bail est de 25 ans et le taux de location est de \$9.29 le pied carré pour les espaces locatifs du rez-de-chaussée et des étages, et de \$5.70 le pied carré pour les espaces locatifs en sous-sol.

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Bellemare:

1. Pour les années financières 1975/76, 1976/77 et 1977/78 (chiffre estimatif), combien le gouvernement a-t-il reçu à titre:

a) de contributions au régime d'assurance-maladie;

b) de revenus des points d'impôt cédés par le gouvernement fédéral à ce titre;

c) de remboursements en vertu de la Loi des accidents de travail?

2. Pour les années financières 1975/76, 1976/77 et 1977/78 (chiffre estimatif), combien le gouvernement a-t-il versé dans la caisse de l'assurance-maladie?

Sur la motion de M. Charron, il est—
Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Lazure dépose ledit document.
(*Document de la session n° 308.*)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Roy:

Pour sa dernière année financière, à quelle(s) compagnie(s) ou société(s) d'assurances la Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires a-t-elle confié:

2. Does not apply.

3. Does not apply.

4. On 13 March 1978, the Board signed a lease to occupy the whole building located at 1125 Saint-Louis Road.

5. The lease was signed for a period of 25 years and the rent is \$9.29 per square foot for the rentable space of the ground floor and other floors, and \$5.70 per square foot for the rentable space in the basement.

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Bellemare:

1. For fiscal 1975/76, 1976/77 and 1977/78 (estimated figure), how much did the government receive by way of:

(a) contributions to the health insurance plan;

(b) revenues from tax points awarded by the federal government for this purpose;

(c) reimbursements under the Workmen's Compensation Act?

2. For fiscal 1975/76, 1976/77 and 1977/78 (estimated figure), how much did the government contribute to the health insurance fund?

On motion of Mr Charron,—
Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Lazure tabled the said document.
(*Sessional Papers, No. 308.*)

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Roy:

For its last fiscal year, to what insurance company or companies did the Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires award:

a) Ses contrats d'assurance responsabilité, incendie et autres?

1. Quel est le coût de la prime payée pour chacun de ces contrats;

2. par l'entremise de quel courtier ces contrats ont-ils été négociés?

b) La gestion du plan d'assurance collective pour ses employés?

1. Quel est le montant global payé pour ce plan pour la dernière année financière;

2. quelle est la part payée par les employés;

3. quelle est la part payée par les employeurs;

4. si le plan a été négocié par l'entremise d'un courtier, quel est le nom de ce courtier?

Sur la motion de M. Charron, il est—

Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Garon dépose ledit document.

(*Document de la session n° 309.*)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Roy:

Pour sa dernière année financière, à quelle(s) compagnie(s) ou société(s) d'assurances la Société québécoise d'initiatives pétrolières a-t-elle confié:

a) Ses contrats d'assurance responsabilité, incendie et autres?

1. Quel est le coût de la prime payée pour chacun de ces contrats;

2. par l'entremise de quel courtier ces contrats ont-ils été négociés?

b) La gestion du plan d'assurance collective pour ses employés?

1. Quel est le montant global payé pour ce plan pour la dernière année financière;

(a) Its contracts of public liability insurance, fire insurance or other insurance?

1. What was the cost of the premium paid for each contract;

2. through which broker were these contracts negotiated?

(b) The group insurance scheme of its employees?

1. What was the total amount paid for this insurance scheme during the last fiscal year;

2. what was the employee's contribution;

3. what was the employer's contribution;

4. if the insurance scheme was negotiated through a broker, what is the name of this broker?

On motion of Mr Charron,—

Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Garon tabled the said document.

(*Sessional Papers, No. 309.*)

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Roy:

For its last fiscal year, to what insurance company or companies did the Québec Petroleum Operations Company award:

(a) Its contracts of public liability insurance, fire insurance or other insurance?

1. What was the cost of the premium paid for each contract;

2. through which broker were these contracts negotiated?

(b) The group insurance scheme of its employees?

1. What was the total amount paid for this insurance scheme during the last fiscal year;

2. quelle est la part payée par les employés;

3. quelle est la part payée par les employeurs;

4. si le plan a été négocié par l'entremise d'un courtier, quel est le nom de ce courtier?

Sur la motion de M. Charron, il est—

Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Joron dépose ledit document.

(Document de la session n° 310.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Dubois:

1. Depuis le 15 novembre 1976, combien de producteurs ou entreprises de production ou de préparation de pommes de terre ont reçu du ministère de l'Agriculture des subventions pour l'implantation de chaînes de traitement de la pomme de terre?

2. Quel est leur nom et leur localisation?

3. Combien chacun a-t-il reçu?

4. Quelles sont les conditions rattachées à l'octroi de cette aide financière?

Sur la motion de M. Charron, il est—

Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Garon dépose ledit document.

(Document de la session n° 311.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Grenier:

1. Quel est le montant total déboursé par la Régie de l'assurance-maladie du Québec pour l'inscription des bénéficiaires d'assurance-maladie depuis deux ans?

2. what was the employee's contribution;

3. what was the employer's contribution;

4. if the insurance scheme was negotiated through a broker, what is the name of this broker?

On motion of Mr Charron,—

Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Joron tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 310.)

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Dubois:

1. Since 15 November 1976, how many potato growers or enterprises involved in potato growing or packing were awarded subsidies by the Department of Agriculture to establish potato packing houses?

2. What are their names and where are they located?

3. How much did each one receive?

4. What are the conditions attached to the awarding of this financial assistance?

On motion of Mr Charron,—

Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Garon tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 311.)

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Grenier:

1. What total amount has the Québec Health Insurance Board spent during the last two years for the registration of health insurance beneficiaries?

2. Au cours de cette même période de temps, quel a été le coût encouru par la Régie de l'assurance-maladie du Québec pour le renouvellement des cartes d'assurance-maladie?

3. Quels sont les bénéfices pour les contribuables québécois rattachés à ces dépenses?

4. Y a-t-il eu des consultations entre la Régie de l'assurance-maladie du Québec, le ministère des Affaires sociales et le Ministre d'État à la réforme parlementaire et électorale en vue d'utiliser le fichier des bénéficiaires d'assurance-maladie pour émettre une carte d'identité qui servirait lors du prochain référendum?

Sur la motion de M. Charron, il est—

Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Lazure dépose ledit document.

(Document de la session n° 312.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Grenier:

1. Comment la Régie de l'assurance-maladie du Québec procède-t-elle pour déceler les cas de fraude de la part des professionnels de la santé inscrits à la Régie?

2. Depuis les deux dernières années:

a) combien de cas de fraude de la part des professionnels de la santé ont été décelés par la Régie de l'assurance-maladie du Québec;

b) combien de poursuites ont été intentées;

c) combien de poursuites ont donné lieu à des recouvrements complets et quel est le montant total de ces recouvrements;

d) combien de poursuites ont donné lieu à des recouvrements partiels et quel est le montant total de ces recouvrements?

2. During the same period of time, what has been the cost incurred by the Québec Health Insurance Board for the renewal of health insurance cards?

3. What benefits do Québec taxpayers get from these expenditures?

4. Were there any consultations between the Québec Health Insurance Board, the Department of Social Affairs and the Minister of State for Parliamentary and Electoral Reform in view of using the list of beneficiaries of health insurance for the purpose of issuing identity cards to be used at the time of the coming referendum?

On motion of Mr Charron,—

Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Lazure tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 312.)

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Grenier:

1. What method does the Québec Health Insurance Board use to uncover cases of fraud by participating professionals in the field of health?

2. During the last two years:

(a) how many cases of fraud by professionals in the field of health have been uncovered by the Québec Health Insurance Board;

(b) in how many cases were proceedings taken;

(c) in how many cases did legal proceedings lead to the recovery of the whole amount and what was the total amount recovered;

(d) in how many cases did legal proceedings lead to the recovery of part of the amount and what was the total amount thus recovered?

3. Au cours de cette même période de temps, la Régie de l'assurance-maladie a-t-elle préféré négocier des règlements à l'amiable avec des professionnels de la santé au lieu de poursuivre ceux-ci en justice? Dans l'affirmative, combien de cas:

a) ont donné lieu à de telles négociations;

b) ont donné lieu à des règlements à rabais et sans intérêt?

4. Dans ce dernier cas, quel est le montant d'argent total impliqué?

Sur la motion de M. Charron, il est—
Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Lazure dépose ledit document.
(*Document de la session n° 313.*)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Dubois:

Dans le domaine de la gestion de fumier animal, depuis le 16 novembre 1976:

1. Combien de travaux de recherche, sous l'autorité du ministère de l'Agriculture du Québec, ont été:

a) abandonnés;

b) continués;

c) entrepris?

2. Dans l'affirmative, lesquels?

3. Quel a été le budget consacré à chacun d'eux?

4. Un rapport a-t-il été fourni dans chaque cas?

5. Quelles sont les recherches en cours et quelles sont les sommes affectées à cette fin?

Sur la motion de M. Charron, il est—
Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

3. During the same period of time, has the Québec Health Insurance Board preferred to settle out of court some cases with professionals in the field of health instead of taking legal action? If so:

(a) how many cases led to such negotiations;

(b) how many cases led to reduced settlements without interest?

4. In the latter case, what was the total amount of money involved?

On motion of Mr Charron,—
Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Lazure tabled the said document.
(*Sessional Papers, No. 313.*)

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Dubois:

In the sector of animal manure management, since 16 November 1976:

1. In how many cases has research work, carried out under the authority of the Québec Department of Agriculture, been:

(a) abandoned;

(b) carried on;

(c) undertaken?

2. In the affirmative, in which cases?

3. What was the budget assigned to each of these studies?

4. Was a report submitted in each case?

5. What research work is being carried out at present and what sums of money are earmarked for this purpose?

On motion of Mr Charron,—
Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

M. Garon dépose ledit document.
(*Document de la session n° 314.*)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Cordeau:

1. Combien de bureaux privés à commission pour la vente des plaques d'immatriculation

a) ont été définitivement fermés le 30 avril 1978;

b) sont demeurés ouverts après cette date?

2. Dans chacun de ces cas:

a) quels sont les noms et adresses des vendeurs concernés;

b) quel est le nombre de plaques vendues par chacun d'eux au 30 avril 1978?

Sur la motion de M. Charron, il est—
Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Lessard dépose ledit document.
(*Document de la session n° 315.*)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Dubois:

1. Est-ce que la Coopérative laitière du Sud, de Sainte-Claire (Dorchester), a obtenu une aide financière du gouvernement pour l'achat des établissements suivants:

a) la fromagerie Bergeron de Saint-Antoine-de-Tilly;

b) la laiterie Turmel de Sainte-Marie-de-Beauce?

2. Dans l'affirmative, et dans chacun de ces cas, quels ont été:

a) le montant de cette aide financière;

b) la nature de cette aide financière (subvention conditionnelle ou inconditionnelle, prêt avec ou sans intérêt, etc.);

Mr Garon tabled the said document.
(*Sessional Papers, No. 314.*)

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Cordeau:

1. How many private offices selling registration plates on commission

(a) were definitively closed on 30 April 1978;

(b) remained open after this date?

2. In each of these cases:

(a) what are the names and addresses of these licence issuers;

(b) what was the number of plates sold by each one of them on 30 April 1978?

On motion of Mr Charron,—
Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Lessard tabled the said document.
(*Sessional Papers, No. 315.*)

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Dubois:

1. Did the Coopérative laitière du Sud, at Sainte-Claire (Dorchester), obtain financial assistance from the government for the purchase of the following undertakings:

(a) the Bergeron cheese factory at Saint-Antoine-de-Tilly;

(b) the Turmel dairy at Sainte-Marie-de-Beauce?

2. If so and in each of these cases, what was:

(a) the amount of this financial assistance;

(b) the nature of this financial assistance (conditional or unconditional subsidy, loan with or without interest, etc.);

c) la date de la remise des fonds par le gouvernement?

Sur la motion de M. Charron, il est—
Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Garon dépose ledit document.
(*Document de la session n° 316.*)

Sur la motion de M. Grenier, il est—
Ordonné qu'il soit déposé:

Copie des budgets d'administration pour l'année financière 1976/77 du Centre hospitalier Saint-Joseph, du Centre hospitalier du Frère André et du Centre d'accueil Jeanne-Mance.

M. Lazure dépose un document concernant ladite motion.

(*Document de la session n° 317.*)

Sur la motion de M. Grenier, il est—
Ordonné qu'il soit déposé:

Copie de toute correspondance, mémoires, rapports et autres documents échangés, depuis le 1^{er} janvier 1976 jusqu'au 1^{er} avril 1978, entre le ministère des Affaires sociales et le CRSSS de Sherbrooke concernant le réaménagement des services de santé dans la région de Lac-Mégantic.

M. Lazure dépose un document concernant ladite motion.

(*Document de la session n° 318.*)

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Charron propose:

Que cette Assemblée adresse des félicitations aux députés élus lors des élections générales tenues le 22 juin 1960.

La motion est adoptée.

M. Perron, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente des affaires intergouvernementales qui a étudié, après la deuxième lecture, les projets de loi suivants:

(c) the date on which the government supplied the funds?

On motion of Mr Charron,—
Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Garon tabled the said document.
(*Sessional Papers, No. 316.*)

On motion of Mr Grenier,—
Ordered, that there be tabled:
Copy of the administrative budgets for the 1976/77 fiscal year of the Saint-Joseph hospital centre, the Frère André hospital centre and the Jeanne-Mance reception centre.

Mr Lazure tabled a document concerning the said motion.

(*Sessional Papers, No. 317.*)

On motion of Mr Grenier,—
Ordered, that there be tabled:
Copy of any correspondence, briefs, reports and other documents exchanged, from 1 January 1976 to 1 April 1978, between the Department of Social Affairs and the Sherbrooke health and social services regional council concerning the reorganization of health services in the Lac-Mégantic region.

Mr Lazure tabled a document concerning the said motion.

(*Sessional Papers, No. 318.*)

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Charron moved:

That the Assembly do forward congratulations to the Members who were elected at the general election held on 22 June 1960.

The motion was adopted.

Mr Perron, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Intergovernmental Affairs which examined the following bills, after second reading:

Projet de loi n° 23.—Loi concernant les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik;

Projet de loi n° 24.—Loi concernant les villages cris;

Projet de loi n° 25.—Loi concernant l'Administration régionale crie;

Projet de loi n° 26.—Loi constituant le Conseil régional de zone de la Baie James;

Projet de loi n° 27.—Loi constituant la Société Makivik;

Projet de loi n° 32.—Loi constituant la Société des travaux de correction du Complexe La Grande;

Projet de loi n° 33.—Loi constituant la Société de développement autochtone de la Baie James;

Projet de loi n° 34.—Loi concernant les autochtones cris et inuit;

Projet de loi n° 42.—Loi approuvant la Convention du Nord-Est québécois.

Les projets de loi nos 23, 25, 26, 32, 33 et 42 sont rapportés avec des amendements; les projets de loi nos 24, 27 et 34 sont rapportés sans amendement.

(*Document de la session n° 319.*)

M. Lacoste, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente de la justice qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 40, «Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires et le Code de procédure civile et instituant le Conseil de la magistrature».

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

(*Document de la session n° 320.*)

Bill 23.—An Act concerning Northern villages and the Kativik Regional Government;

Bill 24.—The Cree Villages Act;

Bill 25.—An Act respecting the Cree Regional Authority;

Bill 26.—An Act to establish the James Bay Regional Zone Council;

Bill 27.—An Act to establish the Makivik Corporation;

Bill 32.—An Act to create the La Grande Complex Remedial Works Corporation;

Bill 33.—An Act to incorporate the James Bay Native Development Corporation;

Bill 34.—An Act respecting Cree and Inuit Native persons;

Bill 42.—An Act approving the Northeastern Québec Agreement.

Bills 23, 25, 26, 32, 33 and 42 were reported with amendments; Bills 24, 27 and 34 were reported without amendment.

(*Sessional Papers, No. 319.*)

Mr Lacoste, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Justice which examined Bill 40, "An Act to amend the Courts of Justice Act and the Code of Civil Procedure and to establish the Conseil de la magistrature", following second reading.

The bill was reported with amendments.

(*Sessional Papers, No. 320.*)

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Charron propose que les commissions permanentes suivantes siègent à compter de quinze heures jusqu'à ce qu'elles décident de s'ajourner:

Au Salon Rouge:

La Commission des consommateurs, coopératives et institutions financières pour audition publique et étude, article par article, du projet de loi privé n° 204, «Loi concernant Les Magasins Continental Ltée».

À la Salle 81 «A»:

La Commission de l'éducation pour l'étude, article par article, du projet n° 57, «Loi modifiant de nouveau la Loi de l'instruction publique», et pour audition publique et étude, article par article, du projet de loi privé n° 246, «Loi concernant l'Université de Sherbrooke».

À la Salle 91 «A»:

La Commission du travail et de la main-d'oeuvre pour l'étude, article par article, du projet de loi n° 59, «Loi modifiant le Code du travail».

La motion est adoptée.

À treize heures vingt minutes, Madame le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quinze heures.

Quinze heures

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission permanente du travail et de la main-d'oeuvre qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 52, «Loi modifiant la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction».

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Charron moved that the following Standing Committees do sit at three o'clock P.M. and do continue to sit until such time as they decide to adjourn:

In the Red Room:

The Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions for public hearings and section by section examination of Private Bill 204, "An Act respecting Les Magasins Continental Ltée".

In Room 81 "A":

The Committee on Education for the section by section examination of Bill 57, "An Act to again amend the Education Act", and for public hearings and section by section examination of Private Bill 246, "An Act respecting the Université de Sherbrooke".

In Room 91 "A":

The Committee on Labour and Manpower for the section by section examination of Bill 59, "An Act to amend the Labour Code".

The motion was adopted.

At twenty minutes past one o'clock P.M., Madam President left the Chair and the sitting was suspended until three o'clock P.M.

Three o'clock P.M.

The Assembly proceeded to take into consideration the report of the Standing Committee on Labour and Manpower which examined Bill 52, "An Act to amend the Construction Industry Labour Relations Act", following second reading.

M. Johnson informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

Sur la motion de M. Johnson, le rapport est adopté.

L'ordre du jour appelle la prise en considération du rapport de la Commission permanente de la présidence du conseil et de la constitution qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 92, «Loi sur le consultation populaire».

M. Lavoie propose que les amendements qu'il a soumis au projet de loi et au rapport soient adoptés.

Et un débat s'élève sur cette motion et sur la prise en considération du rapport.

À dix-huit heures, Madame le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

Vingt heures

Le débat est suspendu.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Gravel, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente du travail et de la main-d'œuvre qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 59, «Loi modifiant le Code du travail».

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

(Document de la session n° 321.)

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Rancourt, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission

Mr Johnson informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended this bill to their consideration.

On motion of Mr Johnson, the report was adopted.

The Order of the Day being read for the consideration of the report of the Committee on the Presidency of the Council and the Constitution which examined Bill 92, "Referendum Act", following second reading.

Mr Lavoie moved that the amendments he submitted to the bill and to the report be adopted.

And a debate arising on this motion and on the consideration of the report.

At six o'clock P.M., Madam President left the Chair and the sitting was suspended until eight o'clock P.M.

Eight o'clock P.M.

The debate was suspended.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Gravel, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Labour and Manpower which examined Bill 59, "An Act to amend the Labour Code", following second reading.

The bill was reported with amendments.

(Sessional Papers, No. 321.)

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Rancourt, the appointed reporter, tabled the report of the

permanente de l'éducation qui a étudié, après la première lecture, le projet de loi privé n° 246, «Loi concernant l'Université de Sherbrooke».

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

(Document de la session n° 322.)

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Beauséjour, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente des consommateurs, coopératives et institutions financières qui a étudié, après la première lecture, le projet de loi privé n° 204, «Loi concernant Les Magasins Continental Ltée».

Le projet de loi est rapporté sans amendement.

(Document de la session n° 323.)

L'Assemblée reprend le débat sur la prise en considération du rapport de la Commission permanente de la présidence du conseil et de la constitution qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 92, «Loi sur la consultation populaire», et sur la motion de M. Lavoie proposant que les amendements qu'il a soumis au projet de loi et au rapport soient adoptés.

Le débat est terminé.

M. Lavoie propose que l'amendement suivant soit adopté:

Article 6: Ajouter, à la fin, l'alinéa suivant:

«Dans le cas d'un référendum portant sur le statut constitutionnel du Québec, le gouvernement doit déposer à l'Assemblée nationale un document définissant son option constitutionnelle au moins trois mois avant le jour fixé pour l'émission du bref référendaire.».

L'amendement est rejeté, les voix se divisant comme suit:

Standing Committee on Education which examined Private Bill 246, "An Act respecting the Université de Sherbrooke", following first reading.

The bill was reported with amendments.

(Sessional Papers, No. 322.)

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Beauséjour, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions which examined Private Bill 204, "An Act respecting Les Magasins Continental Ltée", following first reading.

The bill was reported without amendment.

(Sessional Papers, No. 323.)

The Assembly resumed the debate on the consideration of the report of the Standing Committee on the Presidency of the Council and the Constitution which examined Bill 92, "Referendum Act", following second reading, and on the motion by Mr Lavoie proposing that the amendments he submitted to the bill and to the report be adopted.

The debate was concluded.

Mr Lavoie moved that the following amendment be adopted:

Section 6: That the following paragraph be added at the end:

"In the case of a referendum on the constitutional status of Québec, the government shall table in the National Assembly a document defining its constitutional option at least three months prior to the day fixed for the issuing of the referendum writ."

The amendment was rejected on the following division:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Biron, Brochu, Caron, Ciaccia, Cordeau, Dubois, Fontaine, Forget, Giasson, Goulet, Grenier, Lalonde, Lamontagne, Lavoie, Lavoie-Roux, Le Moignan, Levesque (Bonaventure), Mailloux, Marchand, O'Gallagher, Pagé, Picotte, Raynauld, Roy, Saindon, Springate, St-Germain, Vaillancourt (Orford), Verreault.—29.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bédard, Bisaillon, Bordeleau, Boucher, Brassard, Charron, Chevrete, Couture, de Belleval, Desbiens, Duhaime, Dussault, Fallu, Gagnon, Godin, Gosselin, Gravel, Grégoire, Johnson, Jolivet, Joron, Laberge, Lacoste, Landry, Laplante, Lavigne, Lazure, Leblanc, Lefebvre, Léonard, Lessard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Marcoux, Marois, Marquis, Mercier, Michaud, Morin (Louis-Hébert), Morin (Sauvé), O'Neill, Ouellette (Hull), Paquette, Parizeau, Perron, Proulx, Rancourt, Tardif.—51.

M. Lavoie propose que l'amendement suivant soit adopté:

Article 6: Ajouter, à la fin, l'alinéa suivant:

«Dans le cas d'un référendum portant sur le statut constitutionnel du Québec, il doit s'agir d'une question à laquelle il ne peut être répondu que par un oui ou un non.».

L'amendement est rejeté, les voix se divisant comme suit:

Mr Lavoie moved that the following amendment be adopted:

Section 6: That the following paragraph be added at the end:

"In the case of a referendum on the constitutional status of Québec, the question must be one that requires a simple yes or no response."

The amendment was rejected on the following division:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Biron, Brochu, Caron, Ciaccia, Cordeau, Dubois, Fontaine, Forget, Giasson, Goulet, Grenier, Lalonde, Lamontagne, Lavoie, Lavoie-Roux, Le Moignan, Levesque (Bonaventure), Mailloux, Marchand, O'Gallagher, Pagé, Picotte, Raynauld, Roy, Saindon, Springate, St-Germain, Vaillancourt (Orford), Verreault.—29.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bédard, Bisaillon, Bordeleau, Boucher, Brassard, Charron, Chevrete, Couture, de Belleval, Desbiens, Duhaime, Dussault, Fallu, Gagnon, Godin, Gosselin, Gravel, Grégoire, Johnson, Jolivet, Joron, Laberge, Lacoste, Landry, Laplante, Lavigne, Lazure, Leblanc, Lefebvre, Léonard, Lessard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Marcoux, Marois, Marquis, Mercier, Michaud, Morin (Louis-Hébert), Morin (Sauvé), O'Neill, Ouellette (Hull), Paquette, Parizeau, Perron, Proulx, Rancourt, Tardif.—51.

M. Lavoie propose que l'amendement suivant soit adopté:

Article 6: Ajouter, à la fin, l'alinéa suivant:

«Un référendum portant sur le statut constitutionnel du Québec ne peut être

Mr Lavoie moved that the following amendment be adopted:

Section 6: That the following paragraph be added at the end:

"No referendum on the constitutional status of Québec can be ordered until

ordonné sans que le gouvernement, avant l'émission du bref référendaire, n'ait pris devant l'Assemblée nationale l'engagement moral de respecter l'opinion de la majorité des électeurs qui exprimeront leur avis lors d'un tel référendum.».

L'amendement est rejeté, les voix se divisant comme suit:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Biron, Brochu, Caron, Ciaccia, Cordeau, Dubois, Fontaine, Forget, Giasson, Goulet, Grenier, Lalonde, Lamontagne, Lavoie, Lavoie-Roux, Le Moignan, Levesque (Bonaventure), Mailloux, Marchand, O'Gallagher, Pagé, Picotte, Raynauld, Roy, Saindon, Springate, St-Germain, Vaillancourt (Orford), Verreault.—29.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bédard, Bisailon, Bordeleau, Boucher, Brassard, Charron, Chevrette, Couture, de Belleval, Desbiens, Duhaime, Dussault, Fallu, Gagnon, Godin, Gosselin, Gravel, Grégoire, Johnson, Jolivet, Joron, Laberge, Lacoste, Landry, Laplante, Lavigne, Lazure, Leblanc, Lefebvre, Léonard, Lessard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Marcoux, Marois, Marquis, Mercier, Michaud, Morin (Louis-Hébert), Morin (Sauvé), O'Neill, Ouellette (Hull), Paquette, Parizeau, Perron, Proulx, Rancourt, Tardif.—51.

M. Lavoie propose que l'amendement suivant soit adopté:

Article 21: Ajouter, à la fin, l'alinéa suivant:

«Un électeur, un groupe, syndicat ou association, à l'exclusion des corporations commerciales, financières et industrielles, ou un parti politique peut participer à une campagne référendaire sans nécessairement adhérer à un comité national.».

L'amendement est rejeté, les voix se divisant comme suit:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Caron, Ciaccia, Forget, Giasson, Lalonde, Lamontagne, Lavoie, Lavoie-Roux, Levesque (Bonaventure), Mailloux, Marchand, O'Gallagher, Pagé, Picotte, Raynauld, Saindon, Springate, St-Germain, Vaillancourt (Orford), Verreault.—20.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bédard, Biron, Bisailon, Bordeleau, Boucher, Brassard, Brochu, Charron, Chevrette, Cordeau, Couture, de Belleval, Desbiens, Dubois, Duhaime, Dussault, Fallu, Fontaine, Gagnon, Godin, Gosselin, Goulet, Gravel, Grégoire,

the government, before the issuing of the referendum writ, has made a moral commitment before the National Assembly to respect the opinion of the majority of the electors who will express their opinion when such referendum takes place.”.

The amendment was rejected on the following division:

Mr Lavoie moved that the following amendment be adopted:

Section 21: That the following paragraph be added at the end:

“An elector, a group, union or association, excluding business, financial or industrial corporations, or a political party may take part in the referendum campaign without necessarily joining a national committee.”.

The amendment was rejected on the following division:

Grenier, Johnson, Jolivet, Joron, Laberge, Lacoste, Landry, Laplante, Lavigne, Lazure, Leblanc, Lefebvre, Le Moignan, Léonard, Lessard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Marcoux, Marois, Marquis, Mercier, Michaud, Morin (Louis-Hébert), Morin (Sauvé), O'Neill, Ouellette (Hull), Paquette, Parizeau, Perron, Proulx, Rancourt, Roy, Tardif.—60.

Sur la motion de M. Charron, le rapport est adopté après division des voix.

On motion of Mr Charron, the report was adopted on division.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission permanente des transports qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 56, «Loi modifiant la Loi de la Communauté urbaine de Montréal et la Loi constituant la Commission de transport de la Rive sud de Montréal».

The Assembly proceeded to take into consideration the report of the Standing Committee on Transport which examined Bill 56, "An Act to amend the Montreal Urban Community Act and the Act to incorporate the Montreal South Shore Transit Commission", following second reading.

Sur la motion de M. Charron, au nom de M. Lessard, le rapport est adopté après division des voix.

On motion of Mr Charron, on behalf of Mr Lessard, the report was adopted on division.

Sur la motion de M. Lazure, le projet de loi n° 9, «Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées», est lu la troisième fois.

On motion of Mr Lazure, Bill 9, "An Act to secure the handicapped in the exercise of their rights", was read the third time.

M. Tardif propose que le projet de loi n° 44, «Loi concernant les élections de 1978 dans certaines municipalités et modifiant la Loi des cités et villes», soit lu la troisième fois.

Mr Tardif moved that Bill 44, "An Act respecting the 1978 elections in certain municipalities and amending the Cities and Towns Act", be read the third time.

Et un débat s'élève sur cette motion.

And a debate arising on this motion.

La motion est alors adoptée, les voix se divisant comme suit:

The motion was then adopted on the following division:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bédard, Bisaillon, Bordeleau, Boucher, Brassard, Charron, Chevette, Couture, de Belleval, Desbiens, Duhaime, Dussault, Fallu, Gagnon, Godin, Gosselin, Gravel, Grégoire, Guay, Johnson, Jolivet, Joron, Laberge, Lacoste, Landry, Laplante, Lavigne, Leblanc, Lefebvre, Léonard, Lessard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Marcoux, Marois, Marquis, Mercier, Michaud, Morin (Louis-Hébert), Morin (Sauvé), O'Neill, Ouellette (Hull), Paquette, Parizeau, Perron, Proulx, Rancourt, Tardif.—51.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Biron, Brochu, Caron, Ciaccia, Cordeau, Dubois, Fontaine, Forget, Giasson, Goulet, Grenier, Lalonde, Lamontagne, Lavoie, Lavoie-Roux, Le Moignan, Levesque (Bonaventure), Marchand, O'Gallagher, Pagé, Picotte, Raynauld, Roy, Saindon, Springate, St-Germain, Vaillancourt (Orford), Verreault.—28.

En conséquence, le projet de loi n° 44 est lu la troisième fois.

Bill 44 was accordingly read the third time.

M. de Belleval propose que le projet de loi n° 60, «Loi concernant la protection à la retraite de certains enseignants», soit lu la troisième fois.

Mr de Belleval moved that Bill 60, "An Act respecting pension coverage for certain teachers", be read the third time.

Et un débat s'élève sur cette motion.

And a debate arising on this motion.

La motion est alors adoptée, les voix se divisant comme suit:

The motion was then adopted on the following division:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bédard, Biron, Bordeleau, Boucher, Brassard, Cardinal, Charron, Chevette, Cordeau, Couture, Cuerrier, de Belleval, Desbiens, Dubois, Duhaime, Dussault, Fallu, Fontaine, Gagnon, Godin, Gosselin, Goulet, Gravel, Grégoire, Grenier, Guay, Johnson, Jolivet, Laberge, Lacoste, Landry, Laplante, Lavigne, Leblanc, Lefebvre, Le Moignan, Léonard, Lessard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Marois, Marquis, Mercier, Michaud, Morin (Louis-Hébert), Morin (Sauvé), O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Paquette, Parizeau, Perron, Proulx, Rancourt, Roy, Tardif.—59.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Caron, Ciaccia, Forget, Giasson, Lalonde, Lamontagne, Lavoie, Lavoie-Roux, Levesque (Bonaventure), Marchand, O'Gallagher, Pagé, Picotte, Raynauld, Saindon, Springate, St-Germain, Vaillancourt (Orford), Verreault.—19.

En conséquence, le projet de loi n° 60 est lu la troisième fois.

Bill 60 was accordingly read the third time.

Conformément à un ordre adopté aujourd'hui, M. Dussault fait rapport à l'Assemblée que la Commission permanente de l'éducation a adopté, avec un amendement, le projet de loi n° 57, «Loi modifiant de nouveau la Loi de l'instruction publique».

In accordance with an Order adopted today, Mr Dussault reported to the Assembly that the Standing Committee on Education had adopted, with an amendment, Bill 57, "An Act to again amend the Education Act".

Le rapport est adopté après division des voix.

The report was adopted on division.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Charron, au nom de M. Morin (Sauvé), propose que le projet de loi n° 57 soit lu la troisième fois.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Charron moved, on behalf of Mr Morin (Sauvé), that Bill 57 be read the third time.

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit:

The motion was adopted on the following division:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bédard, Biron, Bordeleau, Boucher, Brassard, Cardinal, Charron, Chevette, Cordeau, Couture, Cuerrier, de Belleval, Desbiens, Dubois, Duhaime, Dussault, Fallu, Fontaine, Gagnon, Godin, Gosselin, Goulet, Gravel, Grégoire, Grenier, Guay, Johnson, Jolivet, Laberge, Lacoste, Landry, Laplante, Lavigne, Leblanc, Lefebvre, Le Moignan, Léonard, Lessard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Marois, Marquis, Mercier, Michaud, Morin (Louis-Hébert), Morin (Sauvé), O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Paquette, Parizeau, Perron, Proulx, Rancourt, Roy, Tardif.—59.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Caron, Ciaccia, Forget, Giasson, Lalonde, Lamontagne, Lavoie, Lavoie-Roux, Levesque (Bonaventure), Marchand, O'Gallagher, Pagé, Picotte, Raynald, Saindon, Springate, St-Germain, Vaillancourt (Orford), Verreault.—19.

En conséquence, le projet de loi n° 57 est lu la troisième fois.

Bill 57 was accordingly read the third time.

M. de Belleval propose que le projet de loi n° 50, «Loi sur la fonction publique», soit lu la troisième fois.

Mr de Belleval moved that Bill 50, "Civil Service Act", be read the third time.

Et un débat s'élève sur cette motion.

And a debate arising on this motion.

La motion est alors adoptée après division des voix.

The motion was then adopted on division.

En conséquence, le projet de loi n° 50 est lu la troisième fois.

Bill 50 was accordingly read the third time.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Charron, au nom de M. Lessard, le projet de loi n° 56, «Loi modifiant la Loi de la Communauté urbaine de Montréal et la Loi constituant la Commission de transport de la Rive sud de Montréal», est lu la troisième fois après division des voix.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Charron, on behalf of Mr Johnson, Bill 52, "An Act to amend the Construction Industry Community Act and the Act to incorporate the Montreal South Shore Transit Commission", was read the third time on division.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Charron, au nom de M. Johnson, le projet de loi n° 52, «Loi modifiant la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction», est lu la troisième fois.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Charron, on behalf of Mr Johnson, Bill 52, "An Act to amend the Construction Industry Labour Relations Act", was read the third time.

Du consentement unanime, l'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission permanente du travail et de la main-d'oeuvre qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 59, «Loi modifiant le Code du travail».

M. Johnson propose que le rapport soit adopté.

Et un débat s'élève.

0 heure, le vendredi 23 juin 1978

La motion est alors adoptée après division des voix.

En conséquence, le rapport est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Johnson propose que le projet de loi n° 59 soit lu la troisième fois.

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bédard, Bisailon, Boucher, Brassard, Cardinal, Charron, Couture, de Belleval, Desbiens, Duhaime, Dussault, Fallu, Gagnon, Garon, Godin, Gosselin, Gravel, Grégoire, Guay, Johnson, Jolivet, Laberge, Lacoste, Landry, Laplante, Lavigne, Leblanc, Lefebvre, Léonard, Lessard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Marois, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, Morin (Louis-Hébert), Morin (Sauvé), O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Paquette, Parizeau, Perron, Proulx, Rancourt, Tardif, Vaugeois.—52.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Biron, Brochu, Caron, Ciacia, Cordeau, Dubois, Fontaine, Forget, Giasson, Goulet, Grenier, Lalonde, Lamontagne, Lavoie, Lavoie-Roux, Levesque (Bonaventure), Marchand, O'Gallagher, Pagé, Picotte, Raynald, Saindon, Springate, St-Germain, Vaillancourt (Orford), Verreault.—26.

En conséquence, le projet de loi n° 59 est lu la troisième fois.

Du consentement unanime, l'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission permanente des finances et des comptes publics qui a

With the unanimous consent, the Assembly proceeded to take into consideration the report of the Standing Committee on Labour and Manpower which examined Bill 59, "An Act to amend the Labour Code", following second reading.

Mr Johnson moved that the report be adopted.

And a debate arising thereon.

Midnight, Friday, 23 June 1978

The motion was then adopted on division.

The report was accordingly adopted.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Johnson moved that Bill 59 be read the third time.

The motion was adopted on the following division:

Bill 59 was accordingly read the third time.

With the unanimous consent, the Assembly proceeded to take into consideration the report of the Standing Committee on Finance and Public Accounts

étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 55, «Loi sur l'organisation des parties patronale et syndicale aux fins des négociations collectives dans les secteurs de l'éducation, des affaires sociales et des organismes gouvernementaux».

Sur la motion de M. Charron, au nom de M. Parizeau, le rapport est adopté après division des voix.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Charron, au nom de M. Parizeau, propose que le projet de loi n° 55 soit lu la troisième fois.

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bédard, Bisaillon, Boucher, Brassard, Cardinal, Charron, Couture, de Belleval, Desbiens, Duhaime, Dussault, Fallu, Gagnon, Garon, Godin, Gosselin, Gravel, Grégoire, Guay, Johnson, Jolivet, Laberge, Lacoste, Landry, Laplante, Lavigne, Leblanc, Lefebvre, Léonard, Lessard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Marois, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, Morin (Louis-Hébert), Morin (Sauvé), O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Paquette, Parizeau, Perron, Proulx, Rancourt, Tardif, Vaugeois.—52.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Biron, Brochu, Caron, Ciacia, Cordeau, Dubois, Fontaine, Forget, Giasson, Goulet, Grenier, Lalonde, Lamontagne, Lavoie, Lavoie-Roux, Levesque (Bonaventure), Marchand, O'Gallagher, Pagé, Picotte, Raynault, Saindon, Springate, St-Germain, Vaillancourt (Orford), Verreault.—26.

En conséquence, le projet de loi n° 55 est lu la troisième fois.

Du consentement unanime, l'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission permanente des affaires intergouvernementales qui a étudié, après la deuxième lecture, les projets de loi nos 23, 24, 25, 26, 27, 32, 33, 34 et 42.

Sur la motion de M. Charron, au nom de M. Morin (Louis-Hébert), le rapport est adopté.

which examined Bill 55, "An Act respecting the organization of the management and union parties in view of collective bargaining in the sectors of education, social affairs and government agencies", following second reading.

On motion of Mr Charron, on behalf of Mr Parizeau, the report was adopted on division.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Charron moved, on behalf of Mr Parizeau, that Bill 55 be read the third time.

The motion was adopted on the following division:

Bill 55 was accordingly read the third time.

With the unanimous consent, the Assembly proceeded to take into consideration the report of the Standing Committee on Intergovernmental Affairs which examined Bills 23, 24, 25, 26, 27, 32, 33, 34 and 42, following second reading.

On motion of Mr Charron, on behalf of Mr Morin (Louis-Hébert), the report was adopted.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Charron, les projets de loi suivants sont groupés pour étude:

Projet de loi n° 23.—Loi concernant les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik;

Projet de loi n° 24.—Loi concernant les villages cris;

Projet de loi n° 25.—Loi concernant l'Administration régionale crie;

Projet de loi n° 26.—Loi constituant le Conseil régional de zone de la Baie James;

Projet de loi n° 27.—Loi constituant la Société Makivik;

Projet de loi n° 32.—Loi constituant la Société des travaux de correction du Complexe La Grande;

Projet de loi n° 33.—Loi constituant la Société de développement autochtone de la Baie James;

Projet de loi n° 34.—Loi concernant les autochtones cris et inuit;

Projet de loi n° 42.—Loi approuvant la Convention du Nord-Est québécois.

M. Morin (Louis-Hébert) propose que ces projets de loi soient lus la troisième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, les projets de loi n°s 23, 24, 25, 26, 27, 32, 33, 34 et 42 sont, l'un après l'autre, lus la troisième fois.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission perma-

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Charron, the following bills were grouped together for consideration:

Bill 23.—An Act concerning Northern villages and the Kativik Regional Government;

Bill 24.—The Cree Villages Act;

Bill 25.—An Act respecting the Cree Regional Authority;

Bill 26.—An Act to establish the James Bay Regional Zone Council;

Bill 27.—An Act to establish the Makivik Corporation;

Bill 32.—An Act to create the La Grande Complex Remedial Works Corporation;

Bill 33.—An Act to incorporate the James Bay Native Development Corporation;

Bill 34.—An Act respecting Cree and Inuit Native persons;

Bill 42.—An Act approving the Northeastern Québec Agreement.

Mr Morin (Louis-Hébert) moved that the bills be read the third time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted.

Accordingly, Bills 23, 24, 25, 26, 27, 32, 33, 34 and 42 were severally read the third time.

The Assembly proceeded to take into consideration the report of the Stand-

nente des consommateurs, coopératives et institutions financières qui a étudié, après la première lecture, le projet de loi privé n° 204, «Loi concernant Les Magasins Continental Ltée».

Sur la motion de M. Charron, au nom de M. Vaillancourt (Jonquière), le rapport est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Charron, au nom de M. Vaillancourt (Jonquière), le projet de loi n° 204 est lu la deuxième et la troisième fois.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission permanente de l'éducation qui a étudié, après la première lecture, le projet de loi privé n° 246, «Loi concernant l'Université de Sherbrooke».

Sur la motion de M. Charron, au nom de M. Rancourt, le rapport est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Charron, au nom de M. Rancourt, le projet de loi n° 246 est lu la deuxième et la troisième fois.

Du consentement unanime, l'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission permanente de la justice qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi n° 40, «Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires et le Code de procédure civile et instituant le Conseil de la magistrature».

Sur la motion de M. Charron, au nom de M. Bédard, le rapport est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Bédard propose que le projet de loi n° 40 soit lu la troisième fois.

ing Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions which examined Private Bill 204, "An Act respecting Les Magasins Continental Ltée", following first reading.

On motion of Mr Charron, on behalf of Mr Vaillancourt (Jonquière), the report was adopted.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Charron, on behalf of Mr Vaillancourt (Jonquière), Bill 204 was read the second and the third time.

The Assembly proceeded to take into consideration the report of the Standing Committee on Education which examined Private Bill 246, "An Act respecting the Université de Sherbrooke", following first reading.

On motion of Mr Charron, on behalf of Mr Rancourt, the report was adopted.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Charron, on behalf of Mr Rancourt, Bill 246 was read the second and the third time.

With the unanimous consent, the Assembly proceeded to take into consideration the report of the Standing Committee on Justice which examined Bill 40, "An Act to amend the Courts of Justice Act and the Code of Civil Procedure and to establish the Conseil de la magistrature", following second reading.

On motion of Mr Charron, on behalf of Mr Bédard, the report was adopted.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Bédard moved that Bill 40 be read the third time.

Et un débat s'élève sur cette motion. And a debate arising on this motion.

La motion est alors adoptée, les voix se divisant comme suit: The motion was then adopted on the following division:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bédard, Bisaillon, Bordeleau, Boucher, Cardinal, Caron, Charron, Chevrette, Ciaccia, Cuerrier, de Belleval, Desbiens, Duhaime, Dussault, Fallu, Gagnon, Garon, Giasson, Godin, Goldbloom, Gosselin, Gravel, Grégoire, Guay, Johnson, Jolivet, Laberge, Lacoste, Lalonde, Lamontagne, Landry, Laplante, Lavigne, Lavoie, Lavoie-Roux, Leblanc, Lefebvre, Léonard, Lessard, Lévesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Marchand, Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, Morin (Louis-Hébert), Morin (Sauvé), O'Gallagher, O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Pagé, Paquette, Parizeau, Perron, Picotte, Proulx, Rancourt, Raynault, Roy, Saindon, Springate, St-Germain, Tardif, Vaillancourt (Orford), Vaugeois, Verreault.—74.

CONTRE—NAYS:—MM./Messrs Biron, Brochu, Cordeau, Dubois, Fontaine, Goulet, Grenier.—7.

En conséquence, le projet de loi n° 40 est lu la troisième fois. Bill 40 was accordingly read the third time.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Bédard propose que le projet de loi n° 92, «Loi sur la consultation populaire», soit lu la troisième fois. With the unanimous consent of the Assembly, Mr Bédard moved that Bill 92, "Referendum Act", be read the third time.

Et un débat s'élève sur cette motion. And a debate arising on this motion.

La motion est alors adoptée, les voix se divisant comme suit: The motion was then adopted on the following division:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bédard, Biron, Bisaillon, Boucher, Brochu, Cardinal, Charron, Cordeau, Couture, Cuerrier, de Belleval, Desbiens, Dubois, Duhaime, Dussault, Fallu, Fontaine, Gagnon, Garon, Godin, Gosselin, Goulet, Gravel, Grégoire, Grenier, Guay, Johnson, Jolivet, Laberge, Lacoste, Landry, Laplante, Lavigne, Leblanc, Lefebvre, Léonard, Lessard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Michaud, Morin (Louis-Hébert), Morin (Sauvé), Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Paquette, Parizeau, Perron, Proulx, Rancourt, Roy, Tardif, Vaugeois.—59.

CONTRE—NAYS:—MM./Messrs Caron, Ciaccia, Giasson, Lalonde, Lamontagne, Lavoie, Lévesque (Bonaventure), Marchand, O'Gallagher, Pagé, Picotte, Raynault, Saindon, Springate, St-Germain, Vaillancourt (Orford), Verreault.—17.

En conséquence, le projet de loi n° 92 est lu la troisième fois.

Du consentement unanime de l'Assemblée, l'Assemblée prend en considération le rapport groupant les rapports des commissions permanentes qui ont procédé à l'étude des crédits du budget principal de l'année financière 1978/79 pour chacun des ministères du gouvernement du Québec.

Sur la motion de M. Charron, au nom de M. Parizeau, le rapport est adopté.

M. Charron, au nom de M. Parizeau, présente, en conséquence, un projet de loi basé sur ledit rapport: Projet de loi n° 53, «Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1979, et pour d'autres fins du service public», lequel projet de loi est lu la première, la deuxième et la troisième fois.

À trois heures trente minutes, sur la motion de M. Charron, l'Assemblée s'ajourne au mardi 3 octobre 1978, à quatorze heures.

Aujourd'hui, vendredi 23 juin 1978, à trois heures quarante minutes, au cabinet du lieutenant-gouverneur, en présence de Mme Cuerrier, vice-président de l'Assemblée nationale, de M. Bédard, le représentant du Premier ministre, de M. Lavoie, le représentant du chef parlementaire de l'Opposition officielle, de M. Brochu, le représentant du chef de l'Union Nationale, de M. Marois, de M. Duhaime et du secrétaire général de l'Assemblée nationale, il a plu à l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec de sanctionner les lois suivantes:

Bill 92 was accordingly read the third time.

With the unanimous consent of the Assembly, the Assembly proceeded to take into consideration the report grouping the reports of the Standing Committees which examined the estimates of the main budget for the 1978/79 fiscal year of each one of the Departments of the government of Québec.

On motion of Mr Charron, on behalf of Mr Parizeau, the report was adopted.

Mr Charron accordingly introduced, on behalf of Mr Parizeau, a bill based on the said report, namely: Bill 53, "An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the fiscal year ending 31 March 1979, and for other purposes connected with the public service", which was read the first, the second and the third time.

At three-thirty o'clock A.M., on motion of Mr Charron, the Assembly adjourned until 3 October 1978, at two o'clock P.M.

Today, Friday, 23 June 1978, at forty minutes past three o'clock A.M., in the Office of the Lieutenant-Governor, in the presence of Mrs Cuerrier, Vice-president of the National Assembly, of Mr Bédard, the Delegate of the Prime Minister, of Mr Lavoie, the Delegate of the Leader of the Official Opposition, of Mr Brochu, the Delegate of the Leader of the Union Nationale, of Mr Marois, of Mr Duhaime and of the Secretary General of the National Assembly, the Honourable the Lieutenant-Governor of the province of Québec was pleased to sanction the following bills:

4 Loi modifiant la Loi sur les biens culturels;	4 An Act to amend the Cultural Property Act;
8 Loi modifiant la Loi des collèges d'enseignement général et professionnel;	8 An Act to amend the General and Vocational Colleges Act;
9 Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées;	9 An Act to secure the handicapped in the exercise of their rights;
23 Loi concernant les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik;	23 An Act concerning Northern villages and the Kativik Regional Government;
24 Loi concernant les villages cris;	24 The Cree Villages Act;
25 Loi concernant l'Administration régionale crie;	25 An Act respecting the Cree Regional Authority;
26 Loi constituant le Conseil régional de zone de la Baie James;	26 An Act to establish the James Bay Regional Zone Council;
27 Loi constituant la Société Makivik;	27 An Act to establish the Makivik Corporation;
32 Loi constituant la Société des travaux de correction du Complexe La Grande;	32 An Act to create the La Grande Complex Remedial Works Corporation;
33 Loi constituant la Société de développement autochtone de la Baie James;	33 An Act to incorporate the James Bay Native Development Corporation;
34 Loi concernant les autochtones cris et inuit;	34 An Act respecting Cree and Inuit Native persons;
40 Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires et le Code de procédure civile et instituant le Conseil de la magistrature;	40 An Act to amend the Courts of Justice Act and the Code of Civil Procedure and to establish the Conseil de la magistrature;
42 Loi approuvant la Convention du Nord-Est québécois;	42 An Act approving the North-eastern Québec Agreement;
44 Loi concernant les élections de 1978 dans certaines municipalités et modifiant la Loi des cités et villes;	44 An Act respecting the 1978 elections in certain municipalities and amending the Cities and Towns Act;

- | | |
|---|--|
| 45 Loi modifiant la Loi sur les subventions aux municipalités de 10 000 habitants ou plus; | 45 An Act to amend the Act respecting subsidies to municipalities of 10,000 or more inhabitants; |
| 46 Loi modifiant la Loi des caisses d'épargne et de crédit et la Loi des caisses d'entraide économique; | 46 An Act to amend the Savings and Credit Unions Act and the Act respecting the <i>caisses d'entraide économique</i> ; |
| 49 Loi concernant le rôle de la valeur locative de la ville de Montréal et de Ville Saint-Pierre ainsi que des cités de Côte-Saint-Luc, Outremont et Westmount; | 49 An Act respecting the roll of rental values of the City of Montreal, of Ville Saint-Pierre, and of the cities of Côte-Saint-Luc, Outremont and Westmount; |
| 50 Loi sur la fonction publique; | 50 Civil Service Act; |
| 52 Loi modifiant la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction; | 52 An Act to amend the Construction Industry Labour Relations Act; |
| 53 Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1979, et pour d'autres fins du service public; | 53 An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the fiscal year ending 31 March 1979, and for other purposes connected with the public service; |
| 55 Loi sur l'organisation des parties patronale et syndicale aux fins des négociations collectives dans les secteurs de l'éducation, des affaires sociales et des organismes gouvernementaux; | 55 An Act respecting the organization of the management and union parties in view of collective bargaining in the sectors of education, social affairs and government agencies; |
| 56 Loi modifiant la Loi de la Communauté urbaine de Montréal et la Loi constituant la Commission de transport de la Rive sud de Montréal; | 56 An Act to amend the Montreal Urban Community Act and the Act to incorporate the Montreal South Shore Transit Commission; |
| 57 Loi modifiant de nouveau la Loi de l'instruction publique; | 57 An Act to again amend the Education Act; |
| 58 Loi modifiant la Loi de l'enseignement privé; | 58 An Act to amend the Private Education Act; |
| 59 Loi modifiant le Code du travail; | 59 An Act to amend the Labour Code; |

60	Loi concernant la protection à la retraite de certains enseignants;	60	An Act respecting pension coverage for certain teachers;
92	Loi sur la consultation populaire;	92	Referendum Act;
204	Loi concernant Les Magasins Continental Ltée;	204	An Act respecting Les Magasins Continental Ltée;
246	Loi concernant l'Université de Sherbrooke.	246	An Act respecting the University de Sherbrooke.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

CLÉMENT RICHARD,
President.

**PROCÈS-VERBAUX
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC**

Troisième session de la trente et unième Législature

**VOTES AND PROCEEDINGS
OF THE NATIONAL ASSEMBLY
OF QUÉBEC**

Third Session of the Thirty-first Legislature

Le mardi 3 octobre 1978

Quatorze heures

Tuesday, 3 October 1978

Two o'clock P.M.

M. le Président s'exprime comme suit:

J'ai l'honneur de communiquer à l'Assemblée la lettre suivante:

Gouvernement du Québec
Le Premier ministre

Québec, le 3 octobre 1978

Mr President made the following announcement:

I have the honour to inform the Assembly of the following letter:

Government of Québec
Office of the Prime Minister

Québec, 3 October 1978

Monsieur Clément Richard
Président de l'Assemblée nationale
du Québec
Hôtel du gouvernement
Québec

Monsieur le Président,

Je désire vous informer que le nouveau leader du gouvernement à l'Assemblée nationale est monsieur Claude Charron, député de Saint-Jacques et ministre délégué au Haut-commissariat

Mr Clément Richard
President of the National Assembly of
Québec
Government Buildings
Québec

Mr President,

I wish to inform you that the new Government House Leader at the National Assembly is Mr Claude Charron, Member for Saint-Jacques and Minister-Delegate, Haut-commissariat

riat à la jeunesse, aux loisirs et aux sports.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

(Signé) RENÉ LÉVESQUE
(Document de la session n° 324.)

Puis, M. le Président s'exprime comme suit:

J'ai l'honneur d'informer l'Assemblée que le secrétaire général de l'Assemblée nationale a reçu du directeur général des élections le certificat d'élection suivant:

Directeur Général des Élections
Gouvernement du Québec

Québec, le 13 juillet 1978.

Monsieur le Secrétaire général
de l'Assemblée nationale
Hôtel du Gouvernement
Québec

Cher Monsieur,

Je certifie que, conformément à un bref d'élection émis le troisième (3^e) jour de mai mil neuf cent soixante-dix-huit (1978) et adressé à monsieur Gérard-J. Michaud, représentant publicitaire, président d'élection dans le district électoral de Notre-Dame-de-Grâce et domicilié à Montréal, monsieur Reed Scowen, économiste, a été, ainsi qu'il appert du rapport qui se trouve dans les archives de mon bureau, élu député du collège électoral de Notre-Dame-de-Grâce à l'Assemblée nationale du Québec, en remplacement de monsieur Bryce Mackasey, administrateur, démissionnaire.

*Le directeur général
des élections,*
(Signé) PIERRE-F. CÔTÉ, C.R.
(Document de la session n° 325.)

à la jeunesse, aux loisirs et aux sports.

Yours sincerely,
(Signed) RENÉ LÉVESQUE.
(Sessional Papers, No. 324.)

Mr President then spoke as follows:

I have the honour to inform the Assembly that the Secretary General of the National Assembly has received from the Directeur des élections the following certificate of election:

Directeur Général des Élections
Government of Québec

Québec, 13 July 1978.

Mr Secretary General
of the National Assembly
Government Buildings
Québec

Dear Sir:

I do certify that, in consequence of a writ of election issued on the third (3rd) day of May, nineteen hundred and seventy-eight (1978) and addressed to Mr Gérard-J. Michaud, advertising agent, returning officer in the electoral district of Notre-Dame-de-Grâce, residing in Montreal, Mr Reed Scowen, economist, has been elected Member to represent the constituents of Notre-Dame-de-Grâce in the National Assembly of Québec, in the place of Mr Bryce Mackasey, administrator, resigning Member, as it appears by the election return now of record in my office.

(Signed) PIERRE-F. CÔTÉ, C.R.
Directeur général des élections,
(Sessional Papers, No. 325.)

M. Reed Scowen, député du district électoral de Notre-Dame-de-Grâce, est présenté par M. Levesque (Bonaventure) et prend séance.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. le Président:

Diagramme de l'Assemblée nationale du Québec, 31^e Législature, 3^e session, en date du 3 octobre 1978.

(Document de la session n° 326.)

Par M. Tremblay:

Rapport annuel de la Société des alcools du Québec, pour l'année financière terminée le 25 mars 1978.

(Document de la session n° 327.)

Par M. de Belleval:

Rapport annuel de la Commission administrative du régime de retraite du Québec, pour l'année 1977.

(Document de la session n° 328.)

Rapport annuel du ministère de la fonction publique, pour l'année 1977/78.

(Document de la session n° 329.)

Par M. Garon:

Rapport annuel de la Régie de l'assurance-récolte du Québec, pour l'année 1977/78.

(Document de la session n° 330.)

M. Gravel, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente des consommateurs, coopératives et institutions financières qui a étudié, après la première lecture, les projets de loi privés suivants:

Projet de loi n° 201.—Loi modifiant la Loi constituant en corporation les Soeurs Servantes du Saint-Coeur de Marie;

Mr Reed Scowen, Member for the electoral district of Notre-Dame-de-Grace was introduced by Mr Levesque (Bonaventure) and took his seat.

The following documents were tabled:

By Mr President:

Seating plan, National Assembly of Québec, 31st Legislature, 3rd Session, dated 3 October 1978.

(Sessional Papers, No. 326.)

By Mr Tremblay:

Annual report of the Québec Liquor Corporation, for the fiscal year ended 25 March 1978.

(Sessional Papers, No. 327.)

By Mr de Belleval:

Annual report of the Québec Pension Commission, for 1977.

(Sessional Papers, No. 328.)

Annual report of the Department of the Civil Service, for 1977/78.

(Sessional Papers, No. 329.)

By Mr Garon:

Annual report of the Régie de l'assurance-récolte du Québec, for 1977/78.

(Sessional Papers, No. 330.)

Mr Gravel, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions which examined the following private bills, after first reading:

Bill 201.—An Act to amend the Act to incorporate Les Soeurs Servantes du Saint-Coeur de Marie;

Projet de loi n° 223.—Loi concernant les Soeurs de la Charité de l'Hospice Ste-Croix de Marieville;

Projet de loi n° 230.—Loi modifiant la charte du Cimetière de l'est de Montréal;

Projet de loi n° 236.—Loi modifiant la charte de Les Soeurs de la Congrégation de Notre-Dame;

Projet de loi n° 247.—Loi modifiant la charte de Les Filles de Jésus (Trois-Rivières);

Projet de loi n° 263.—Loi concernant Parc du Souvenir (1976) Inc.

Les projets de loi n°s 201 et 223 sont rapportés sans amendement et les projets de loi n°s 230, 236, 247 et 263 sont rapportés avec des amendements.

(Document de la session n° 331.)

Sur la motion de M Gravel, le rapport est adopté.

Les projets de loi sont remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

M. Beauséjour, au nom de M. Gendron, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente de la protection de l'environnement qui a siégé les 25, 26 et 27 septembre 1978, aux fins d'entendre les mémoires concernant le projet de loi n° 69, «Loi modifiant la Loi de la qualité de l'environnement».

(Document de la session n° 332.)

Le projet de loi n° 69 est remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

M. Bertrand, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission

Bill 223.—An Act respecting Les Soeurs de la Charité de l'Hospice Ste-Croix de Marieville;

Bill 230.—An Act to amend the Charter of Le Cimetière de l'Est de Montréal;

Bill 236.—An Act to amend the charter of Les Soeurs de la Congrégation de Notre-Dame;

Bill 247.—An Act to amend the charter of Les Filles de Jésus (Trois-Rivières);

Bill 263.—An Act respecting Remembrance Park (1976) Inc.

Bills 201 and 223 were reported without amendment and bills 230, 236, 247 and 263 were reported with amendments.

(Sessional Papers, No. 331.)

On motion of Mr Gravel, the report was adopted.

The bills were ordered for second reading at the next sitting.

Mr Beauséjour tabled, on behalf of Mr Gendron, the appointed reporter, the report of the Standing Committee on Protection of the Environment which sat on 25, 26 and 27 September 1978, for the purpose of hearing briefs concerning Bill 69, "An Act to amend the Environment Quality Act".

(Sessional Papers, No. 332.)

Bill 69 was ordered for second reading at the next sitting.

Mr Bertrand, the appointed reporter, tabled the report of the Stand-

permanente des Affaires municipales qui a siégé le 15 août 1978, aux fins d'entendre les organismes qui ont présenté des mémoires relativement au projet de loi n° 38, «Loi modifiant la Loi de la Communauté urbaine de Québec et d'autres dispositions législatives».

(Document de la session n° 333.)

Le projet de loi n° 38 est remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

M. Desbiens, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente de l'énergie, qui a étudié les rapports de l'Hydro-Québec et de la Société d'énergie de la Baie James.

(Document de la session n° 334.)

Du consentement unanime de l'Assemblée, le Premier ministre rend hommage et offre les bons vœux de l'Assemblée à la communauté juive du Québec, à l'occasion du Rosh Ha-shanah qu'elle célèbre aujourd'hui.

Conformément à l'article 78 du règlement, avant l'appel des affaires du jour, le député d'Outremont propose que soit tenu immédiatement un débat pour discuter une affaire déterminée et importante de la compétence de l'Assemblée et dont l'étude s'impose d'urgence savoir: le problème du chômage au Québec.

Après avoir entendu les brèves explications du député d'Outremont, M. le Président déclare qu'il n'est pas nécessaire d'analyser le caractère d'urgence de cette motion puisqu'une motion de censure touchant ce sujet apparaît au Feuilleton et sera débattue dans un avenir très prochain, soit jeudi de cette semaine. En conséquence, cette motion est irrecevable.

ing Committee on Municipal Affairs which sat on 15 August 1978, for the purpose of hearing the groups which presented briefs relating to Bill 38, "An Act to amend the Québec Urban Community Act and other legislation".

(Sessional Papers, No. 333.)

Bill 38 was ordered for second reading at the next sitting.

Mr Desbiens, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Energy which examined the reports of Hydro-Québec and of the James Bay Energy Corporation.

(Sessional Papers, No. 334.)

With the unanimous consent of the Assembly, the Prime Minister paid tribute to the Jewish Community in Québec and extended the best wishes of the Assembly on the occasion of Rosh Ha-shanah.

In accordance with Standing Order 78, before Business of the Day was called, the Member for Outremont moved that a debate be held immediately on a specific and important matter within the competence of the Assembly and in urgent need of consideration, namely: The problem of unemployment in Québec.

Following a brief explanation from the Member for Outremont, Mr President declared that an immediate consideration of the motion was unnecessary since it appeared in the Agenda Paper as a motion of non-confidence which would be debated in the very near future, namely Thursday. The motion was accordingly deemed inadmissible.

M. Charron propose que la Commission permanente du travail et de la main-d'œuvre siège demain à la Salle 81«A», à compter de dix heures jusqu'à douze heures trente minutes, pour poursuivre ses travaux concernant le conflit de la Commonwealth Plywood.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

Mr Charron moved that the Standing Committee on Labour and Manpower do sit tomorrow in Room 81«A», from ten o'clock A.M. until twelve-thirty o'clock noon, to carry on its work concerning the dispute at the Commonwealth Plywood Company.

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bédard, Bellemare, Bertrand, Bérubé, Biron, Bisaillon, Bordeleau, Boucher, Brassard, Brochu, Burns, Caron, Charbonneau, Charron, Chevrette, Ciaccia, Clair, Cordeau, Couture, Cuerrier, de Bellefeuille, de Belval, Desbiens, Dubois, Duhaime, Dussault, Fallu, Fontaine, Forget, Gagnon, Garneau, Garon, Gendron, Giasson, Godin, Gosselin, Goulet, Gratton, Gravel, Grégoire, Grenier, Guay, Johnson, Jolivet, Joron, Laberge, Lacoste, Lalonde, Lamontagne, Landry, Laplante, Larivière, Lavigne, Lavoie, Lavoie-Roux, Lazure, Leblanc-Bantey, Lefebvre, Léger, Le Moignan, Léonard, Lessard, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Mailloux, Marchand, Marois, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, Morin (Louis-Hébert), Morin (Sauvé), O'Gallagher, O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Pagé, Paquette, Parizeau, Payette, Perron, Picotte, Proulx, Rancourt, Raynauld, Roy, Russell, Saindon, Samson, Scowen, Shaw, Springate, St-Germain, Tardif, Tremblay, Vaillancourt (Jonquière), Vaugeois, Verreault.—103.

CONTRE—NAYS:—0.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi n° 61, «Loi modifiant la Loi de l'impôt sur la vente en détail».

M. Parizeau informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

M. Parizeau propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

The Order of the Day being read for the second reading of Bill 61, "An Act to amend the Retail Sales Tax Act".

Mr Parizeau informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

Mr Parizeau moved that the said bill be now read the second time.

Et un débat s'élève sur cette motion.

And a debate arising on this motion.

La motion est alors adoptée.

The motion was then adopted.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

The bill was accordingly read the second time.

Sur la motion de M. Charron, le projet de loi n° 61 est déferé pour étude,

On motion of Mr Charron, Bill 61 was referred to the Standing Commit-

article par article, à la Commission permanente des finances et des comptes publics.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi n° 63, «Loi modifiant la Loi de la taxe sur les repas et l'hôtellerie».

M. Parizeau informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

M. Parizeau propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

À dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

Vingt heures

Et le débat continue.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Charron, le projet de loi n° 63 est déferé pour étude, article par article, à la Commission permanente des finances et des comptes publics.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi n° 64, «Loi modifiant la Loi de la taxe sur les carburants».

M. Parizeau informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

M. Parizeau propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

tee on Finance and Public Accounts for section by section examination.

The Order of the Day being read for the second reading of Bill 63, "An Act to amend the Meals and Hotels Tax Act".

Mr Parizeau informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

Mr Parizeau moved that the said bill be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

At six o'clock P.M., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until eight o'clock P.M.

Eight o'clock P.M.

And the debate continuing thereon.

The motion was then adopted.

The bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Charron, Bill 63 was referred to the Standing Committee on Finance and Public Accounts for section by section examination.

The Order of the Day being read for the second reading of Bill 64, "An Act to amend the Fuel Tax Act".

Mr Parizeau informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

Mr Parizeau moved that the said bill be now read the second time.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Charron, le projet de loi n° 64 est déféré pour étude, article par article, à la Commission permanente des finances et des comptes publics.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi n° 62, «Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le tabac».

M. Parizeau informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

M. Parizeau propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

Le débat est terminé.

La motion est alors mise aux voix et l'enregistrement des noms est demandé.

À la demande de M. Charron, Madame le Président remet à demain, avant l'appel des affaires du jour, l'enregistrement des noms sur le vote de cette motion.

À vingt-deux heures, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted.

The bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Charron, Bill 64 was referred to the Standing Committee on Finance and Public Accounts for section by section examination.

The Order of the Day being read for the second reading of Bill 62, "An Act to amend the Tobacco Tax Act".

Mr Parizeau informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

Mr Parizeau moved that the said bill be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The debate was concluded.

The motion was then put to the vote and the entry of names was requested.

At the request of Mr Charron, Madam President postponed the entry of names of the vote on this motion until tomorrow, before Orders of the Day are called.

At ten o'clock P.M., the Assembly adjourned until tomorrow, at ten o'clock A.M.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

CLÉMENT RICHARD,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirty-first Legislature

Le mercredi 4 octobre 1978

Dix heures

Wednesday, 4 October 1978

Ten o'clock A.M.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi n° 51, «Loi sur les droits successoraux».

M. Parizeau informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

M. Parizeau propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

Le débat est terminé.

La motion est alors mise aux voix et l'enregistrement des noms est demandé.

À la demande de M. Bertrand, au nom de M. Charron, Madame le Président remet à cet après-midi, avant l'appel des affaires du jour, l'enregistrement des noms sur le vote de cette motion.

The Order of the Day being read for the second reading of Bill 51, "Succession Duty Act".

Mr Parizeau informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

Mr Parizeau moved that the said bill be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The debate was concluded.

The motion was then put to the vote and the entry of names was requested.

At the request of Mr Bertrand, on behalf of Mr Charron, Madam President postponed the entry of names of the vote on this motion until the afternoon, before Orders of the Day were called.

À douze heures et cinquante-deux minutes, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quinze heures.

Quinze heures

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Charron:

Rapport annuel de la Régie des installations olympiques, pour l'année 1977.

(Document de la session n° 335.)

Par M. Parizeau:

État du rapport et des dépenses encourues au 2 octobre 1978, sur le mandat spécial autorisé depuis l'ajournement de l'Assemblée nationale, pour l'année financière 1978/79.

(Document de la session n° 336.)

Par M. Bérubé:

Rapport annuel de la Société de cartographie du Québec, pour l'année 1976/77.

(Document de la session n° 337.)

Par M. Lessard:

Rapport annuel du ministère des Transports, pour l'année 1977/78.

(Document de la session n° 338.)

Par M. Lazure:

Rapport annuel du Conseil des affaires sociales et de la famille, pour l'année 1977/78.

(Document de la session n° 339.)

Études et avis du Conseil des affaires sociales et de la famille au Ministre des affaires sociales sur la situation des familles québécoises.

(Document de la session n° 340.)

At fifty-two minutes past twelve o'clock noon, Mr President left the Chair and the sitting was suspended until three o'clock P.M.

Three o'clock P.M.

The following documents were tabled:

By Mr Charron:

Annual report of the Régie des installations olympiques, for 1977.

(Sessional Papers, No. 335.)

By Mr Parizeau:

Statement of the reports and the expenditures incurred as at 2 October 1978, on the special warrant authorized since the adjournment of the National Assembly, for the 1978/79 fiscal year.

(Sessional Papers, No. 336.)

By Mr Bérubé:

Annual report of the Québec Cartography Company, for 1976/77.

(Sessional Papers, No. 337.)

By Mr Lessard:

Annual report of the Department of Transport, for 1977/78.

(Sessional Papers, No. 338.)

By Mr Lazure:

Annual report of the Family and Social Affairs Council, for 1977/78.

(Sessional Papers, No. 339.)

Surveys and opinions by the Family and Social Affairs Council to the Minister of Social Affairs on the situation of Quebec families.

(Sessional Papers, No. 340.)

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Vaugeois, les félicitations de l'Assemblée nationale sont adressées aux cinq lauréats des Prix Athanase-David, Léon-Gérin, Marie-Victorin, Denise-Pelletier et Paul-Emile-Borduas.

L'Assemblée procède à l'enregistrement des noms sur le vote de la motion de M. Parizeau proposant que le projet de loi n° 62, «Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le tabac», soit maintenant lu la deuxième fois.

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bédard, Bertrand, Bérubé, Bisaillon, Bordeleau, Boucher, Brassard, Burns, Cardinal, Charbonneau, Charron, Chevrette, Clair, Couture, de Bellefeuille, Desbiens, Duhaime, Dussault, Fallu, Gagnon, Garon, Gendron, Godin, Gosselin, Gravel, Guay, Johnson, Jolivet, Joron, Laberge, Lacoste, Landry, Laplante, Lavigne, Lazure, Leblanc-Bantey, Lefebvre, Léger, Léonard, Lessard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, Morin (Louis-Hébert), Morin (Sauvé), O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Paquette, Parizeau, Payette, Perron, Proulx, Rancourt, Tardif, Tremblay, Vaillancourt (Jonquière), Vaugeois.—66.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Bellemare, Biron, Blank, Brochu, Caron, Ciaccia, Cordeau, Dubois, Fontaine, Garneau, Giasson, Goldbloom, Goulet, Gratton, Grenier, Lamontagne, Larivière, Lavoie-Roux, Le Moignan, Levesque (Bonaventure), Mailloux, Marchand, O'Gallagher, Pagé, Picotte, Raynauld, Roy, Russell, Saindon, Samson, Scowen, Shaw, Springate, St-Germain, Verreault.—35.

Sur la motion de M. Charron, le projet de loi n° 62 est déféré pour étude, article par article, à la Commission permanente des finances et des comptes publics.

L'Assemblée procède à l'enregistrement des noms sur le vote de la motion de M. Parizeau proposant que le projet de loi n° 51, «Loi sur les droits successoraux», soit maintenant lu la deuxième fois.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Vaugeois, congratulations were forwarded by the National Assembly to the five winners of the Prix Athanase-David, Léon-Gérin, Marie-Victorin, Denise-Pelletier and Paul-Emile-Borduas.

The Assembly proceeded with the entry of names of the vote on the motion by Mr Parizeau proposing that Bill 62, "An Act to amend the Tobacco Tax Act", be now read the second time.

The motion was adopted on the following division:

On motion of Mr Charron, Bill 62 was referred to the Standing Committee on Finance and Public Accounts for section by section examination.

The Assembly proceeded with the entry of names of the vote on the motion by Mr Parizeau proposing that Bill 51, "Succession Duty Act", be now read the second time.

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit:

The motion was adopted on the following division:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bédard, Bertrand, Bérubé, Bisaillon, Bordeleau, Boucher, Brassard, Burns, Cardinal, Charbonneau, Charron, Chevette, Clair, Couture, de Bellefeuille, Desbiens, Duhaime, Dussault, Fallu, Gagnon, Garon, Gendron, Godin, Gosselin, Gravel, Guay, Johnson, Jolivet, Joron, Laberge, Lacoste, Landry, Laplante, Lavigne, Lazure, Leblanc-Bantey, Lefebvre, Léger, Léonard, Lessard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Mercier, Michaud, Morin (Louis-Hébert), Morin (Sauvé), O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Paquette, Parizeau, Payette, Perron, Proulx, Rancourt, Tardif, Tremblay, Vaillancourt (Jonquière), Vaugeois.—66.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Bellemare, Biron, Blank, Brochu, Caron, Ciaccia, Cordeau, Dubois, Fontaine, Garneau, Giasson, Goldbloom, Goulet, Gratton, Grenier, Lamontagne, Larivière, Lavoie-Roux, Le Moignan, Levesque (Bonaventure), Mailloux, Marchand, O'Gallagher, Pagé, Picotte, Raynauld, Roy, Russell, Saindon, Samson, Scowen, Shaw, Springate, St-Germain, Verreault.—35.

Sur la motion de M. Charron, le projet de loi n° 51 est déferé pour étude, article par article, à la Commission permanente des finances et des comptes publics.

On motion of Mr Charron, Bill 51 was referred to the Standing Committee on Finance and Public Accounts for section by section examination.

QUESTIONS ET RÉPONSES

QUESTIONS AND ANSWERS

Question de M. Goulet:

1. Quel est le coût total des travaux temporaires exécutés sur le Boulevard Laurentien, afin de fournir une entrée au quartier Lebourgneuf?

2. À qui le contrat a-t-il été accordé? Y a-t-il eu des soumissions publiques et, dans l'affirmative, quel a été le nombre des soumissionnaires et le montant de chaque soumission?

3. Quel est le coût des travaux prévus pour leur donner un caractère permanent?

4. Le gouvernement a-t-il l'intention de poursuivre l'exécution de son propre plan de viaduc, même si le centre commercial Lebourgneuf n'ouvre pas

Question by Mr Goulet:

1. What was the total cost of the temporary work carried out on the Laurentian Boulevard to provide the Lebourgneuf development with an exit?

2. To whom was the contract awarded? Were any public tenders called for and, if so, how many bidders were there and what was the amount of each bid?

3. What is the cost of the work required to make it permanent?

4. Does the Government intend to proceed with its project for an overpass even if the Lebourgneuf shopping centre does not open and the Jadis

ses portes et le centre commercial Jadis se trouve en difficulté financière?

Réponse de M. Lessard:

Cette situation a fait l'objet d'un dépôt de document lors d'une séance de l'Assemblée nationale.

Question de M. Verreault:

1. Depuis le 1^{er} janvier 1977 jusqu'au 28 février 1978, le ministère des Transports a-t-il loué des camions ou des fourgons?

2. Dans l'affirmative, quels sont, pour chaque location:

a) la date;

b) les noms et adresse du locateur;

c) les caractéristiques du véhicule;

d) le taux mensuel de location;

e) le coût du mille;

f) la période de location;

g) les responsabilités inhérentes au locateur;

h) les responsabilités inhérentes au ministère?

3. En quoi est-il plus avantageux pour le ministère de louer des véhicules plutôt que de les acheter?

Réponse de M. Lessard:

1. Oui.

2. Le travail de recherches exigé pour donner une réponse à cette question étant hors de proportion avec son contenu, le ministère des Transports ne peut y répondre.

3. L'acquisition de camions lourds (30 000 lbs et plus) se fait à partir des besoins d'entretien d'hiver. Le ministère effectue l'entretien d'hiver avec ses propres ressources sur le réseau de routes principales et d'autoroutes. Les camions affectés à ces fonctions le sont également à des opérations d'entretien d'été, pour des motifs de rentabilité.

shopping centre is beset by financial difficulties?

Answer by Mr Lessard:

This question was the subject of a document tabled in the National Assembly.

Question by Mr Verreault:

1. Did the Department of Transport lease any trucks or vans between 1 January 1977 and 28 February 1978?

2. If so, and respecting each lease:

(a) what was the date;

(b) what are the name and address of the lessor;

(c) what are the specifications of the vehicle;

(d) what was the monthly leasing rate;

(e) what was the cost per mile;

(f) what was the term of the lease;

(g) what were the lessor's responsibilities;

(h) what were the Department's responsibilities?

3. Why is it more advantageous for the Department to lease vehicles rather than to purchase them?

Answer by Mr Lessard:

1. Yes.

2. This question does not warrant the considerable amount of research required to answer it. Therefore, the Department leaves it unanswered.

3. The purchase of heavy trucks (over 30 000 pounds) is based on winter maintenance needs. The Department has its own trucks and equipment for winter maintenance of main roads and highways which, for economic reasons, are also used for summer maintenance.

Le ministère achète également des camions plus petits (30,000 lbs et moins) pour les mettre à la disposition de ses équipes affectées aux opérations d'entretien ordinaire.

Par ailleurs et compte tenu de ce qui précède, le ministère a pour politique générale de recourir à la location pour combler ses besoins de transport.

Question de M. Roy:

1. Le gouvernement a-t-il l'intention de convenir d'une entente avec ses partenaires pour le montant de \$2 700 000 devant être accordé à la Société du port ferroviaire de Baie-Comeau-Hauterive pour compléter les travaux de construction du complexe du port ferroviaire?

2. Dans l'affirmative, à quelle date prévoit-il en venir à une entente?

Réponse de M. Lessard:

Cette question pourra faire l'objet de discussions lors de l'étude des crédits de mon ministère.

Question de M. Roy:

Pour chacune des années financières de 1970 à 1977, quelles sont les sommes perdues par l'Hydro-Québec au chapitre du non-recouvrement des comptes d'électricité?

Réponse de M. Joron:

1970 —	\$1 865 365
1971 —	\$1 979 199
1972 —	\$1 755 459
1973 —	\$2 347 978
1974 —	\$1 420 503
1975 —	\$2 095 422
1976 —	\$1 556 589
1977 —	\$3 175 340

The Department also purchases smaller trucks (under 30,000 pounds) for use by crews in charge of regular maintenance.

Furthermore, and taking into account the above remarks, the policy of the Government is to meet its transport needs by leasing.

Question by Mr Roy:

1. Does the Government intend to reach an agreement with its partners over the sum of \$2 700 000 to be awarded to the Société du port ferroviaire de Baie-Comeau-Hauterive to complete the construction of the rail-port?

2. If so, when does the Government expect to reach an agreement?

Answer by Mr Lessard:

This question may form the basis of discussions during the examination of estimates for my Department.

Question by Mr Roy:

For each fiscal year, from 1970 to 1977, what were the amounts lost by Hydro-Québec owing to unpaid electricity bills?

Answer by Mr Joron:

1970 —	\$1 865 365
1971 —	\$1 979 199
1972 —	\$1 755 459
1973 —	\$2 347 978
1974 —	\$1 420 503
1975 —	\$2 095 422
1976 —	\$1 556 589
1977 —	\$3 175 340

Question de M. Roy:

Relativement aux activités du Club social de récréation de l'Hydro-Québec:

a) combien de personnes ont bénéficié de voyages en groupe offerts par ce club social pour la dernière année financière;

b) quel est le nombre de ces personnes qui sont à l'emploi de l'Hydro-Québec;

c) quel est le nombre de ces personnes qui ne sont pas à l'emploi de l'Hydro-Québec;

d) quel est le coût d'exploitation de cet organisme pour la dernière année financière;

e) qui assume ces coûts;

f) pour ces activités, le club détient-il un permis d'agence de voyages;

i. si oui, quelle est la date d'émission de ce permis;

ii. par qui ce permis fut-il demandé?

Réponse de M. Joron:

a) Aucune.

b) Aucune.

c) Aucune.

d) \$36 483.

e) Membres: \$15 714.

Hydro-Québec: \$23 769.

f) Oui.

i. Le 22 août 1977 —

#13440250-0361.

ii. M. Jacques Gendreau, au nom du Club de récréation de l'Hydro-Québec de la région de Montréal Inc.

Question by Mr Roy:

Concerning the activities of Hydro-Québec's social recreation club:

(a) how many persons took advantage of group tours offered by this social club during the last fiscal year;

(b) out of this number, how many were employed by Hydro-Québec;

(c) how many were not employed by Hydro-Québec;

(d) what were the operating costs of this organization for the last fiscal year;

(e) who pays these costs;

(f) does the club hold a travel agent licence for such activities;

i. if so, on what date was this licence issued;

ii. who applied for this licence?

Answer by Mr Joron:

(a) None.

(b) None.

(c) None.

(d) \$39 483.

(e) Members: \$15 714.

Hydro-Québec: \$23 769.

(f) Yes.

i. On 22 August 1977 —

#13440250-0361.

ii. Mr Jacques Gendreau, on behalf of the Club de récréation de l'Hydro-Québec de la région de Montréal Inc.

Question de M. Ciaccia:

Quel montant total le gouvernement ou ses organismes a-t-il dépensé afin de faire connaître le Québec aux télé-spectateurs américains, dans le cadre de l'émission Dinah Shore Show?

Question by Mr Ciaccia:

What total amount was spent by the Government or any of its agencies to introduce American viewers to Québec on the Dinah Shore Show?

Réponse de M. Duhaime:

Le Dinah Shore Show a été tourné à Québec du 8 au 12 février lors du Carnaval et à Chicoutimi les 12, 13 et 14 février à l'occasion du Carnaval Souvenir. Les séquences en studio ont été enregistrées à Los Angeles les 20, 21 et 22 février 1978. Les cinq émissions ont été diffusées en mars 1978 sur 102 stations américaines avec un auditoire de 10 millions de spectateurs, à chaque occasion.

Le contenu total consacré au Québec équivaut à 150 minutes. Comme la minute du Dinah Shore Show se vend \$30 000 la valeur publicitaire de cette opération se chiffre à quatre millions et demi de dollars.

Le coût total de notre collaboration financière s'élève à \$233 367,60.

Question de M. Lavoie:

Quelle somme totale le gouvernement a-t-il dépensée, à quelque titre que ce soit, pour recevoir M. Alain Peyrefitte, ministre français de la Justice et Garde des Sceaux, ainsi que les personnes qui l'accompagnaient, du 8 au 12 septembre 1977?

Réponse de M. Morin (Louis-Hébert):

Le ministère des Affaires intergouvernementales a déboursé la somme de \$11 316,26 en frais de transport, d'hébergement et de réceptions, à l'occasion de la visite en septembre dernier, d'une délégation française conduite par le Garde des Sceaux, ministre de la Justice de France, M. Alain Peyrefitte, venue célébrer le dixième anniversaire des accords de coopération Johnson-Peyrefitte et signer une entente sur l'entraide judiciaire entre la France et le Québec.

À titre de comparaison, on peut noter que la précédente visite de M. Michel Poniatowski, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur de France, invité

Answer by Mr Duhaime:

The Québec sequences of the Dinah Shore Show were taped in Québec City from February 8 to 12, during the Winter Carnival, and at Chicoutimi on February 12, 13 and 14, during the "Carnaval Souvenir". The studio tapings were done in Los Angeles on 20, 21 and 22 February 1978. The five programs, each attracting 10 million viewers, were telecast in March 1978 on 102 American stations.

In all, 150 minutes was devoted to the Province of Québec. As the Dinah Shore Show is sold at \$30 000 a minute, the publicity value of this operation works out to \$4,5 million.

The total cost to the Government amounts to \$233 367.60.

Question by Mr Lavoie:

What was the total amount spent by the Government, for any reason whatever, on the occasion of the visit of the French Minister of Justice, Mr Alain Peyrefitte, and of the persons accompanying him, from 8 to 12 September 1977?

Answer by Mr Morin (Louis-Hébert):

The Department of Intergovernmental Affairs spent \$11 316.26 for transportation, accommodations and receptions on the occasion of a visit, last September, of a French delegation headed by the Minister of Justice, Mr Alain Peyrefitte, to commemorate the tenth anniversary of the Johnson-Peyrefitte cooperation agreements and to sign a legal assistance agreement between France and Québec.

By way of comparison, it can be pointed out that a previous visit by another French official, Mr Michel Poniatowski, Minister of State and

au Québec en juin 1975, par le Vice-premier ministre, ministre des Affaires intergouvernementales, M. Gérard D. Levesque, avait occasionné des dépenses de l'ordre de \$30 000 tandis que la visite l'an dernier, à Ottawa, de Sa Majesté la Reine, aurait entraîné des coûts de l'ordre de \$450 000 selon les chiffres dévoilés récemment par le gouvernement fédéral.

Question de M. Lavoie:

1. Quels sont les noms et prénoms des fonctionnaires qui ont accompagné chaque ministre, lors des tournées que ces derniers ont effectuées à travers le Québec, au cours de l'automne 1977 et de l'hiver 1978?

2. À quelle date et à quels endroits chaque voyage a-t-il été effectué?

3. Quel a été le montant total des frais de voyage remboursés à chaque fonctionnaire?

Minister of the Interior, who was invited to Québec in June 1975 by Mr Gérard-D. Levesque, then Deputy Prime Minister and Minister of Intergovernmental Affairs, cost \$30 000, while the expenses incurred by the visit to Ottawa last year of Her Majesty the Queen amounted to \$450 000, according to figures recently released by the Federal Government.

Question by Mr Lavoie:

1. What are the surnames and given names of the civil servants who accompanied each minister on tours of the Province of Québec in the fall of 1977 and in the winter of 1978?

2. On what date and where was each trip made?

3. What were the total travelling expenses refunded to each civil servant?

Réponse de M. Lévesque (Taillon): — Answer by Mr Lévesque (Taillon):

**Tournées du Premier ministre au Québec
au cours de l'automne 1977 et de l'hiver 1978**

*Tours of the province of Québec made by the Prime Minister
in the fall of 1977 and winter of 1978*

Endroit <i>Constituency</i>	Date <i>Date</i>	Accompagné de <i>Accompanied by</i>	Frais de voyage <i>Travelling expenses</i>
Rouyn-Noranda	77/09/19	André Marcil	Néant/ <i>Nil</i>
		Gratia O'Leary	\$ 15,75
		Michel Carpentier	Néant/ <i>Nil</i>
Beauce-Sud	77/09/26	Jean-Pierre Gauvreau	\$ 15,25
		Gratia O'Leary	\$ 5,00
		Michel Carpentier	\$ 12,25
		Jean-Pierre Gauvreau	\$ 15,25
L'Assomption	77/09/27	Jean-Pierre Gauvreau	Néant/ <i>Nil</i>
Duplessis	77/09/30	Robert MacKay	Néant/ <i>Nil</i>
		Jean-Pierre Gauvreau	\$ 22,25
		Lyse Savard	Néant/ <i>Nil</i>
Taillon	3, 4, 5, 6 et/and 7 octobre/October 1977	Christiane Tétreault	Néant/ <i>Nil</i>
		Gratia O'Leary	\$ 6,85
		Robert MacKay	\$111,65

Endroit <i>Constituency</i>	Date <i>Date</i>	Accompagné de <i>Accompanied by</i>	Frais de voyage <i>Travelling expenses</i>
Rosemont	78/01/20	Gratia O'Leary	\$ 9,75
		Jean-Pierre Gauvreau	\$ 38,01
Saint-Louis	78/01/23	Jean-Pierre Gauvreau	\$ 73,00
		Robert MacKay	\$ 95,35
Taschereau	78/01/26	Gratia O'Leary	Néant/ <i>Nil</i>
		Louis-Marie Dubé	Néant/ <i>Nil</i>
Taillon	78/01/30/31	Christiane Tétreault	Néant/ <i>Nil</i>
	78/02/02/03		
Berthier	78/03/17	Gratia O'Leary	Néant/ <i>Nil</i>
		Jean-Pierre Gauvreau	\$ 41,30

Question de M. Vaillancourt (Orford):

1. Depuis le 1^{er} janvier 1977 jusqu'au 25 avril 1978, quels montants totaux le gouvernement a-t-il versés à :

a) l'Association France-Québec
54, avenue de Saxe
Paris;

b) l'Association Québec-France
11, Place Royale
Québec?

Question by Mr Vaillancourt (Orford):

1. From 1 January 1977 to 25 April 1978, what total amounts did the Government pay to:

(a) the Association France-Québec
54, avenue de Saxe
Paris;

(b) the Association Québec-France
11, Place Royale
Québec?

Réponse de M. Morin (Louis-Hébert):

1. *France-Québec*

a) Subvention spéciale destinée à couvrir le traitement du secrétaire général, versée en mars 1977 \$20 000

b) Subvention de fonctionnement, versée en juillet 1977 24 500

c) Subvention pour la publication d'un numéro spécial du Bulletin de France-Québec préparé à l'occasion de la visite en France du Premier ministre du Québec, versée en mars 1978 10 000

TOTAL

\$54 500

Answer by Mr Morin (Louis-Hébert):

1. *France-Québec*

(a) Special grant to cover the salary of the Secretary General, paid in March 1977 \$20 000

(b) Operational grant, paid in July 1977 24 500

(c) Grant for the publication of a special issue of the *Bulletin de France-Québec* on the Prime Minister's visit to France, paid in March 1978 10 000

TOTAL

\$54 500

2. Québec-France

a) Subvention versée par le MAI à l'occasion du Congrès de septembre 1977	\$ 3 000
b) Traitement du directeur général	38 946,95
c) Traitement d'un attaché d'administration	18 539,40
TOTAL	\$60 486,35

N.B. Une autre subvention spéciale de \$50 000 a été approuvée par le Conseil du Trésor le 18 avril 1978, mais elle n'a été versée à Québec-France que le 18 mai 1978. Elle était destinée à couvrir une partie des frais de transport en France d'une dizaine de classes d'élèves québécois sélectionnées parmi celles qui ont participé à un programme de correspondance scolaire avec des classes françaises, programme organisé par les Associations France-Québec et Québec-France à l'occasion de l'Année du Français.

Question de M. Mailloux:

1. Le gouvernement du Québec a-t-il soumis des propositions concrètes au gouvernement fédéral en vue d'intensifier les activités à l'aéroport de Mirabel, notamment celle d'y transférer plusieurs opérations qui sont présentement effectuées à Dorval?

2. Si tel est le cas, quelle est la synthèse de ces propositions?

3. À quelle date le Ministre des Transports prévoit-il être en mesure de déposer le Livre blanc sur les transports qu'il a annoncé au mois de novembre 1977?

Réponse de M. Lessard:

La réponse à cette question a été donnée lors de l'étude des crédits du ministère.

2. Québec-France

(a) Subsidy paid by the Department of Intergovernmental Affairs for the Conference held in September 1977	\$ 3 000
(b) Salary of the Director General	38 946.95
(c) Salary of one administrative assistant	18 539.40
TOTAL	\$60 486.35

N.B. Another special grant of \$50 000 was approved by the Treasury Board on 18 April 1978 but was paid to Québec-France only on 18 May 1978. The purpose of the grant was to cover in part, the transportation cost of ten groups of Québec students visiting France as a result of their participation in a pen-pal program with their French counterparts. This program was organized by the France-Québec and Québec-France associations in conjunction with "l'Année du Français".

Question by Mr Mailloux:

1. Did the Government of Québec submit any concrete proposals to the Federal Government with a view to intensifying the activities at Mirabel Airport, particularly as regards the transfer of several operations which are at present carried out at Dorval?

2. If such is the case, what is the nature of these proposals?

3. By what date does the Minister of Transport expect to be in a position to table the white paper on transport announced in November 1977?

Answer by Mr Lessard:

This question was answered when Department estimates were examined.

Question de M. Verreault:

1. Des pourparlers ont-ils été entamés entre le gouvernement et certains états américains afin de conclure une entente de réciprocité au sujet des infractions au Code de la route?

2. Dans l'affirmative, quels sont les états concernés?

3. Est-il exact que la principale raison invoquée par les Américains est la perte de revenus sensible parce que les Québécois n'acquittent pas, en très grande majorité, les billets d'infraction qui leur sont imposés dans ces états?

Réponse de M. Lessard:

Il est exact que des pourparlers ont été entrepris entre le ministère des Transports et l'Association américaine des administrateurs en transport motorisé.

Le Québec, via le ministère des Transports, serait disposé à adhérer au "non résident violator compact" de l'A.A.M.V.A. Nous en retirerions des avantages au chapitre de la réciprocité au niveau du paiement des infractions qu'un automobiliste peut commettre dans un autre état que le sien.

Le ministère de la Justice serait également sympathique à l'adhésion du Québec à un tel "compact".

Il n'y a pas eu, jusqu'à maintenant, de pourparlers avec un état américain particulier car les négociations sont encore au niveau de l'Association américaine des administrateurs en transport motorisé.

Enfin, à aucun moment, les Américains de ladite Association n'ont mentionné une perte de revenus parce que les Québécois n'acquitteraient pas, en majorité, les billets d'infraction qui leur sont émis aux Etats-Unis.

Question by Mr Verreault:

1. Were any negotiations undertaken between the Government and certain American states for the purpose of reaching a reciprocal agreement concerning violations of the Highway Code?

2. If so, what states are involved?

3. Is it true that the reason put forward by the Americans is the serious loss of revenue because the great majority of Québec tourists do not pay the fines which are imposed on them in these states?

Answer by Mr Lessard:

It is a fact that negotiations were undertaken between the Department of Transport and the American Association of Motor Vehicles Administrators.

Québec, through its Department of Transport, would be prepared to join the "non-resident violator compact" of the A.A.M.V.A. This would be mutually beneficial as regards payment of fines imposed on a driver travelling outside his State or Province.

The Department of Justice is also in favour of Québec joining this compact.

To date, no negotiations have been undertaken with any particular American state, as they are still being carried out with the American Association of Motor Vehicles Administrators.

Finally, at no time, did the members of the Association imply that they experienced a loss of revenue because fines imposed on Québécois travelling in the United States were often left unpaid.

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Russell:

1. Quel est le montant total des subventions accordées à même le budget de 1977/78 pour l'amélioration des chemins?

2. Quel est le montant des subventions accordées, à cette fin, dans chaque comté:

a) soit à des municipalités;

b) soit pour des travaux exécutés par des entrepreneurs ou par les employés du ministère des Transports?

Sur la motion de M. Charron, il est—

Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Lessard dépose ledit document.

(Document de la session n° 341.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Bellemare:

1. Est-il exact qu'un contrat de 6 500 tonnes de tuyau a été octroyé à la firme Canron Ltée?

2. Dans l'affirmative, quand ce contrat a-t-il été octroyé et quel en est le coût pour le gouvernement?

3. Est-il exact que, contrairement à l'entente intervenue, l'exécution de ce contrat a lieu actuellement à Toronto et non à Trois-Rivières et que la marchandise est expédiée par la suite au Québec?

Sur la motion de M. Charron, il est—

Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Tremblay dépose ledit document.

(Document de la session n° 342.)

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Russell:

1. What is the total amount of the grants awarded out of the 1977/78 budget for road improvements?

2. What was the amount of the grants awarded for this purpose in each county:

(a) either to municipalities;

(b) or for work carried out by contractors or by employees of the Department of Transport?

On motion of Mr Charron,—

Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Lessard tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 341.)

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Bellemare:

1. Is it true that a contract for 6 500 tons of pipe was awarded to the firm Canron Ltd.?

2. If so, when was this contract awarded and what will it cost the Government?

3. Is it true that, contrary to the agreement reached, this contract is being carried out at present in Toronto instead of Trois-Rivières and the merchandise then shipped to Québec?

On motion of Mr Charron,—

Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Tremblay tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 342.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Roy:

Pour sa dernière année financière, à quelle(s) compagnie(s) ou société(s) d'assurances l'Hydro-Québec a-t-elle confié:

a) Ses contrats d'assurance responsabilité, incendie et autres?

1. Quel est le coût de la prime payée pour chacun de ces contrats;

2. par l'entremise de quel courtier ces contrats ont-ils été négociés?

b) La gestion du plan d'assurance collective pour ses employés?

1. Quel est le montant global payé pour ce plan pour la dernière année financière;

2. quelle est la part payée par les employés;

3. quelle est la part payée par les employeurs;

4. si le plan a été négocié par l'entremise d'un courtier, quel est le nom de ce courtier?

Sur la motion de M. Charron, il est—

Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Joron dépose ledit document.

(*Document de la session n° 343.*)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Russell:

1. Est-ce que les villes de Bedford, Bromont, Cowansville, Farnham, Granby, Lac Brome et Waterloo ont reçu des subventions des ministères ou organismes suivants, de 1964 à ce jour:

a) Industrie et Commerce;

b) Transport?

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Roy:

For its last fiscal year, to what insurance company or companies did Hydro-Québec award:

(a) Its contracts of public liability insurance, fire insurance or other insurance?

1. What was the cost of the premium paid for each contract;

2. through which broker were these contracts negotiated?

(b) The group insurance scheme for its employees?

1. What was the total amount paid into this insurance scheme during the last fiscal year;

2. what was the employee's contribution;

3. what was the employer's contribution;

4. if the insurance scheme was negotiated through a broker, what is the name of this broker?

On motion of Mr Charron,—

Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Joron tabled the said document.

(*Sessional Papers, No. 343.*)

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Russell:

1. From 1964 to date, did the towns of Bedford, Bromont, Cowansville, Farnham, Granby, Lake Brome and Waterloo receive any subsidies from the following Departments or bodies:

(a) Industry and Commerce;

(b) Transport?

2. Dans chaque cas, quel a été le montant de la subvention et le but pour lequel elle a été versée?

Sur la motion de M. Charron, il est—

Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Lessard dépose ledit document concernant le ministère des Transports.

(*Document de la session n° 344.*)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Pagé:

1. Depuis le 26 novembre 1976 jusqu'au 25 avril 1978, combien d'automobiles destinées à l'usage des ministres le gouvernement a-t-il:

- a) achetées;
- b) louées?

2. Quels sont, dans chaque cas, pour les automobiles achetées:

- a) la marque;
- b) l'année de fabrication;
- c) les noms et adresse du vendeur;

d) le prix, incluant le coût des accessoires optionnels;

e) les noms et adresses des soumissionnaires, s'il y a eu des appels d'offres;

f) le montant de chaque soumission;

g) pour quel ministre?

3. Quel sont, dans chaque cas, pour les automobiles louées:

- a) la marque;
- b) l'année de fabrication;
- c) les nom et adresse du locateur;

d) la date de location;

e) le taux mensuel de location;

f) le coût du mille;

g) la période de location;

h) les responsabilités inhérentes au locateur;

2. What was the amount of the subsidy in each case and the purpose for which it was granted?

On motion of Mr Charron,—

Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Lessard tabled the said document concerning the Department of Transport.

(*Sessional Papers, No. 344.*)

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Pagé:

1. From 26 November 1976 to 25 April 1978, how many automobiles intended for the use of Ministers, did the Government:

- (a) purchase;
- (b) lease?

2. For each purchased automobile what are:

- (a) the make;
- (b) the year;
- (c) the name and address of the dealer;

(d) the price, including the cost of optional accessories;

(e) the names and addresses of the bidders if tenders were called for;

(f) the amount of each bid;

(g) the name of the Minister?

3. For each leased automobile, what are:

- (a) the make;
- (b) the year;
- (c) the name and address of the lessor;

(d) the date on which the automobile was leased;

(e) the monthly rental rate;

(f) the cost per mile;

(g) the rental period;

(h) the lessor's responsibilities;

i) les responsabilités inhérentes au locataire;

j) pour quel ministre?

4. Y a-t-il des locations dont les contrats comportent une clause d'option d'achat?

5. Dans l'affirmative, dans quels cas le gouvernement s'en est-il prévalu, à quelles dates et à quels coûts?

Sur la motion de M. Charron, il est—

Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

Mme Ouellette dépose ledit document.

(*Document de la session n° 345.*)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Goulet:

1. Le gouvernement est-il au courant que la compagnie Hostess, filiale de General Foods, a cessé ses opérations au Québec, occasionnant ainsi le chômage d'environ 150 de ses employés?

2. Le gouvernement sait-il qu'en mai 1977, tous les employés de la compagnie au Québec avaient reçu une lettre de félicitations de M. Guy Charron, directeur des ventes, pour la progression rapide des ventes dans la province et les informant de la construction d'une usine au Québec dans un bref avenir?

3. Le gouvernement a-t-il entrepris des démarches afin de dissuader la compagnie de cesser ses opérations au Québec?

4. Dans l'affirmative, quelles mesures concrètes ont été prises?

(i) the lessee's responsibilities;

(j) the name of the Minister?

4. Are there any leases which include an option of purchase?

5. If so, in which cases did the Government take advantage of this clause, on what dates and at what cost?

On motion of Mr Charron,—

Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mrs Ouellette tabled the said document.

(*Sessional Papers, No. 345.*)

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Goulet:

1. Was the Government informed that the Hostess plant, a subsidiary of General Foods, ceased operating in Québec, thereby causing the lay-off of approximately 150 employees?

2. Does the Government know that in May 1977, all the employees of the plant in Québec had received a letter from the Sales Manager, Mr Guy Charron, congratulating them for the rapid increase in sales in the Province and informing them that a plant would be built in Québec in the near future?

3. Has the Government taken any steps to persuade the company not to cease operations in Québec?

4. If so, what concrete measures were taken?

Sur la motion de M. Charron, il est—

Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Tremblay dépose ledit document.

(Document de la session n° 346.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Verreault:

1. Le ministère des Transports a-t-il accordé des contrats à la compagnie Concorbec Inc. pour du concassage de gravier à:

a) Saint-Gervais, Protais, Sainte-Hénédine et Saint-Isidore;

b) Armagh, Saint-Malachie et Saint-Damien-de-Buckland?

2. Dans l'affirmative, quels sont, pour chaque contrat:

a) le montant total;

b) les noms et adresses des soumissionnaires;

c) le montant de chaque soumission;

d) le nombre de tonnes de gravier à concasser?

3. S'il n'y a pas eu d'appel d'offres, pourquoi?

4. Quels sont les noms, prénoms et adresses des administrateurs de la compagnie Concorbec Inc., l'adresse du siège social et la date d'incorporation?

Sur la motion de M. Charron, il est—

Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Lessard dépose ledit document.

(Document de la session n° 347.)

On motion of Mr Charron,—

Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Tremblay tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 346.)

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Verreault:

1. Did the Department of Transport award any contracts to the firm of Concorbec Inc. for the crushing of gravel at:

(a) Saint-Gervais, Protais, Sainte-Hénédine and Saint-Isidore;

(b) Armagh, Saint-Malachie and Saint-Damien-de-Buckland?

2. If so, for each contract:

(a) what was the total amount of the contract;

(b) what were the names and addresses of the bidders;

(c) what was the amount of each bid;

(d) what was the number of tons of gravel to be crushed?

3. If there was no call for tenders, what were the reasons therefor?

4. What are the surnames, given names and addresses of the directors of the firm of Concorbec Inc., the address of the head office and the date of incorporation?

On motion of Mr Charron,—

Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Lessard tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 347.)

Sur la motion de M. Verreault, il est—

Ordonné qu'il soit déposé:

Copie de toute correspondance, télégrammes et autres documents adressés par le ministère des Affaires municipales à la Corporation de Saint-Magloire-de-Bellechasse et faisant suite au télégramme transmis par cette dernière le 29 septembre 1977 pour réclamer la révision du dossier relatif à l'aqueduc.

M. Tardif dépose ledit document.

(Document de la session n° 348.)

Sur la motion de M. Russell, il est—

Ordonné qu'il soit déposé:

La liste, par district électoral, des subventions versées à différentes municipalités par le ministère des Transports dans le cadre du programme d'«Aide aux chemins municipaux», au cours de l'année financière 1977/78.

M. Lessard dépose un document concernant ladite motion.

(Document de la session n° 349.)

Sur la motion de M. Lavoie, il est—

Ordonné qu'il soit déposé:

1. Copie de toute correspondance mémoires, rapports, ententes, contrats, télégrammes, notes de service et autres documents échangés, depuis le 1^{er} janvier 1977 jusqu'au 30 avril 1978, entre le ministère des Finances et le ministère de l'Industrie et du Commerce, d'une part, et les autorités de Sidbec, d'autre part, concernant toute campagne de publicité relative à cette corporation.

2. Un état indiquant, pour la même période:

a) les sommes qui ont effectivement été payées ou sont engagées pour de la publicité à la télévision;

On motion of Mr Verreault,—

Ordered, that there be tabled:

Copy of any correspondence, telegrams and other documents forwarded by the Department of Municipal Affairs to the Saint-Magloire-de-Bellechasse corporation following a telegram sent by the latter on 29 September 1977 to request that the file concerning waterworks be reviewed.

Mr Tardif tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 348.)

On motion of Mr Russell,—

Ordered, that there be tabled:

A list, by electoral district, of the subsidies granted to various municipalities by the Department of Transport within the framework of the municipal roads assistance program during the 1977/78 fiscal year.

Mr Lessard tabled a document concerning the said motion.

(Sessional Papers, No. 349.)

On motion of Mr Lavoie,—

Ordered, that there be tabled:

1. Copy of any correspondence, briefs, reports, agreements, contracts, telegrams, memos or other documents exchanged, from 1 January 1977 to 30 April 1978, between the Department of Finance and the Department of Industry and Commerce, on the one hand, and the Sidbec administration, on the other hand, concerning any advertising campaign pertaining to this corporation.

2. A statement indicating for the same period:

(a) the sums actually paid or allocated for television advertising;

b) le montant total des compensations exigées par toute agence de publicité ou station de télévision pour modifier des contrats déjà signés.

M. Tremblay dépose un document concernant ladite motion.

(Document de la session n° 350.)

Sur la motion de M. Mailloux, il est—

Ordonné qu'il soit déposé:

Copie des études qui ont été effectuées, au cours des derniers mois, par ou pour le ministère des Transports, concernant les services de traverse situés en aval de l'île aux Coudres.

M. Lessard dépose un document concernant ladite motion.

(Document de la session n° 351.)

Sur la motion de M. Roy, il est—
Ordonné qu'il soit déposé:

Un rapport complet sur les activités de la Régie de l'assurance-automobile du Québec pour la période allant du 1^{er} mars 1978 au 1^{er} mai 1978. Ce document devra comprendre, entre autres, les éléments suivants:

a) le nombre de demandes de renseignements reçues par la Régie;

b) le nombre d'accidents survenus et rapportés;

c) le nombre d'accidents donnant ouverture à une réclamation auprès de la Régie;

d) le nombre de demandes de réclamations;

e) le nombre de cas réglés;

f) le nombre de cas encore en suspens;

g) le montant des indemnités versées;

h) la subdivision de ces indemnités selon leur nature: rentes, montants forfaitaires, etc.;

(b) the total amount in compensation claimed by all advertising agencies and television stations for changes in contracts already signed.

Mr Tremblay tabled a document concerning the said motion.

(Sessional Papers, No. 350.)

On motion of Mr Mailloux,—

Ordered, that there be tabled:

Copy of the studies which were carried out during the last months by or for the Department of Transport concerning ferry services situated downstream from Île aux Coudres.

Mr Lessard tabled a document concerning the said motion.

(Sessional Papers, No. 351.)

On motion of Mr Roy,—

Ordered, that there be tabled:

A complete report of the activities of the Régie de l'assurance-automobile du Québec for the period beginning 1 March 1978 and ending 1 May 1978. This document should include, in particular, the following details:

(a) the number of requests for information received by the Régie;

(b) the number of accidents that occurred and the number of accidents reported;

(c) the number of accidents for which claims were filed with the Régie;

(d) the number of claims;

(e) the number of cases settled;

(f) the number of cases still pending;

(g) the amount paid in indemnities;

(h) a break-down of these indemnities according to their nature: pensions, lump sums, etc.;

i) le montant des sommes d'argent perçues lors de l'émission des plaques d'immatriculation;

j) le montant des sommes perçues lors de l'émission des permis de conduire;

k) le montant des sommes d'argent perçues en provenance d'autres sources.

Mme Payette dépose ledit document.

(Document de la session n° 352.)

M. Charron propose que la Commission permanente du travail et de la main-d'oeuvre siège à la Salle 81 «A», immédiatement jusqu'à dix-huit heures, pour poursuivre ses travaux concernant le conflit de la Commonwealth Plywood.

La motion est adoptée.

Conformément à l'article 91 du règlement, M. Biron propose:

Que les membres de cette Assemblée demande la convocation immédiate de la Commission de l'Assemblée nationale en vue d'étudier les meilleurs moyens à prendre pour donner aux députés un droit de contrôle et de surveillance plus efficace sur le fonctionnement et la performance des sociétés d'État québécoises.

Et un débat s'élève sur cette motion.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Roy.

À dix-huit heures dix minutes, l'Assemblée s'ajourne à demain quatorze heures.

(i) the amount of money collected following the issuing of registration plates;

(j) the amount of money collected following the issuing of drivers' licences;

(k) the amount of money collected through other sources.

Mrs Payette tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 352.)

Mr Charron moved that the Standing Committee on Labour and Manpower do sit immediately in Room 81 "A", until six o'clock P.M., to carry on its work concerning the dispute at the Commonwealth Plywood Company.

The motion was adopted.

In accordance with Standing Order 91, Mr Biron moved:

That the Assembly do request that the Standing Committee on the National Assembly be convened forthwith to study the best measures to take in order to permit Members to follow and control more effectively the operation and performance of Québec Government corporations.

And a debate arising on this motion.

The debate was adjourned on motion of Mr Roy.

At ten minutes past six o'clock P.M., the Assembly adjourned until tomorrow, at two o'clock P.M.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

CLÉMENT RICHARD,
President.

**PROCÈS-VERBAUX
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC**

Troisième session de la trente et unième Législature

**VOTES AND PROCEEDINGS
OF THE NATIONAL ASSEMBLY
OF QUÉBEC**

Third Session of the Thirty-first Legislature

Le jeudi 5 octobre 1978

Quatorze heures

Thursday, 5 October 1978

Two o'clock P.M.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Morin (Sauvé):

Livre blanc concernant le projet du gouvernement à l'endroit des CEGEP.

(Document de la session n° 353.)

Par M. Bérubé:

Rapport annuel de la Société québécoise d'exploration minière (SOQUEM), pour l'année 1977/78.

(Document de la session n° 354.)

Le projet de loi n° 75, «Loi modifiant le Code civil et la Loi des déclarations des compagnies et sociétés», est présenté par M. Bédard, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

Au cours de la période de questions orales des députés, du consentement unanime de l'Assemblée, les documents suivants sont déposés:

The following documents were tabled:

By Mr Morin (Sauvé):

White paper on Government plans regarding CEGEP education.

(Sessional Papers, No. 353.)

By Mr Bérubé:

Annual report of the Société québécoise d'exploration minière (SOQUEM), for 1977/78.

(Sessional Papers, No. 354.)

Bill 75, "An Act to amend the Civil Code and the Companies and Partnerships Declaration Act", was introduced by Mr Bédard, read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

During the period of oral questions by Members, with the unanimous consent of the Assembly, the following documents were tabled:

Par M. Lévesque (Taillon):

Un communiqué indiquant que la direction de General Dynamics dément catégoriquement les allégations faites dans un article de *La Presse* de Montréal du 4 octobre 1978, à l'effet que la compagnie ne serait pas satisfaite du rythme des négociations entre le gouvernement et la compagnie concernant l'acquisition des actions d'Asbestos Corporation qui sont détenues par General Dynamics.

(Document de la session n° 355.)

Copie d'une formule ayant pour entête: Rapport du Recenseur.

(Document de la session n° 356.)

Par M. Levesque (Bonaventure):

Copie d'une formule ayant pour entête: Recensement 1978, fiche d'inscription pour les recenseurs urbains.

(Document de la session n° 357.)

M. le Président donne avis que le vendredi 13 octobre 1978, à compter de dix heures jusqu'à treize heures, la Commission permanente de l'industrie et du commerce siégera pour discuter la question avec débat du Député d'Outremont au Ministre de l'Industrie et du Commerce sur le sujet suivant: L'investissement dans la construction du Québec.

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la motion privilégiée (en vertu de l'article 24 du règlement) de M. Pagé proposant:

Que cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement qui, en réglementant le placement dans l'industrie de la construction, condamne au chômage de très nombreux travailleurs de la construction, particulièrement dans les régions rurales, et cela au moment où le nombre de chômeurs au Québec atteint un sommet inégalé.

By Mr Lévesque (Taillon):

Statement issued by the officials of General Dynamics categorically denying the allegations made in an article of *La Presse* of Montreal, dated 4 October 1978, to the effect that the Company is not satisfied with the rate of progress of negotiations between the Government of Québec and the Company concerning the purchase of the Asbestos Corporation shares owned by General Dynamics.

(Sessional Papers, No. 355.)

Copy of the form "Rapport du Recenseur".

(Sessional Papers, No. 356.)

By Mr Levesque (Bonaventure):

Copy of the form "Recensement 1978, fiche d'inscription pour les recenseurs urbains".

(Sessional Papers, No. 357.)

Mr President gave notice that Friday, 13 October 1978, the Standing Committee on Industry and Commerce will sit, from ten o'clock A.M. until one o'clock P.M., to discuss the question for debate by the Member for Outremont to the Minister of Industry and Commerce on the following matter: Investments in the construction industry in Québec.

The Order of the Day being read for the consideration of the motion of privilege (under Standing Order 24) by Mr Pagé proposing:

That the Assembly do pass strict censure on the Government for its hiring regulations in the construction industry, which has resulted in a considerable number of jobless construction workers, especially in rural areas, at a time of an unprecedented level of unemployment in Québec.

Avant d'entreprendre le débat sur cette motion, M. le Président communique à l'Assemblée le partage du temps accepté à la suite de la conférence qu'il avait convoquée avec les leaders des différents partis représentés en cette Chambre, savoir: cent minutes au gouvernement; quatre-vingts minutes à l'Opposition officielle; cinquante minutes à l'Union Nationale; dix minutes au Parti National Populaire; dix minutes au Ralliement Créditiste et cinq minutes au député indépendant.

Et un débat s'élève sur la motion de M. Pagé.

À dix-huit heures, Madame le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures quinze minutes.

Vingt heures quinze minutes

Et le débat continue.

Le débat est terminé.

À vingt-deux heures douze minutes, l'Assemblée s'ajourne à mardi prochain quatorze heures.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

Before undertaking the debate on this motion, Mr President informed the Assembly of the following distribution of debate time agreed to at the conference that he had convened with the House Leaders of the Parties represented in the House: one hundred minutes to the Government; eighty minutes to the Official Opposition; fifty minutes to the Union Nationale; ten minutes to the Popular National Party; ten minutes to the Social Credit Rally and five minutes to the Independent Member.

And a debate arising on the motion by Mr Pagé.

At six o'clock P.M., Madam President left the Chair and the sitting was suspended until eight-fifteen o'clock P.M.

Eight-fifteen o'clock P.M.

And the debate continuing thereon.

The debate was concluded.

At twelve minutes past ten o'clock P.M., the Assembly adjourned until next Tuesday, at two o'clock P.M.

CLÉMENT RICHARD,
President.

**PROCÈS-VERBAUX
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC**

Troisième session de la trente et unième Législature

**VOTES AND PROCEEDINGS
OF THE NATIONAL ASSEMBLY
OF QUÉBEC**

Third Session of the Thirty-first Legislature

Le mardi 10 octobre 1978

Quatorze heures

Tuesday, 10 October 1978

Two o'clock P.M.

Déclaration ministérielle de M. Lévesque (Taillon), Premier ministre, sur le contenu et l'essentiel de la solution politique du gouvernement soit la souveraineté-association.

Statement by Mr Lévesque (Taillon), Prime Minister, defining the Government's option of sovereignty-association.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Morin (Sauvé):

Règles relatives au financement des universités du Québec, ainsi que les calculs des subventions de fonctionnement desdites universités, pour la période s'étendant du 1^{er} juin 1978 au 31 mai 1979.

(Document de la session n° 358.)

Rapport annuel de l'Ordre des denturologistes du Québec, pour l'année 1977/78.

(Document de la session n° 359.)

The following documents were tabled:

By Mr Morin (Sauvé):

Rules for the funding of Québec universities and a compilation of tables on their operational grants, for the period extending from 1 June 1978 to 31 May 1979.

(Sessional Papers, No. 358.)

Annual report of the Order of Denturologists of Québec, for 1977/1978.

(Sessional Papers, No. 359.)

Par M. Marois:

Rapport du Comité interministériel sur les services d'accueil à la petite enfance, en date de février 1978.

(Document de la session n° 360.)

Le projet de loi n° 73, «Loi modifiant la Loi des régimes supplémentaires de rentes», est présenté par M. Charron, au nom de M. Lazure, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Charron, les félicitations de l'Assemblée sont adressées à M. Gilles Villeneuve à l'occasion de la victoire qu'il a remportée dans la course du Grand Prix du Canada, dimanche dernier.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de Mme Lavoie-Roux, il est—

Résolu que le gouvernement du Québec collabore avec le gouvernement fédéral ou, s'il y a lieu, prenne l'initiative d'établir un fond de secours pour venir en aide aux nombreux sinistrés du Liban.

À l'appel de la rubrique «Enregistrement des noms sur les votes en suspens», M. le Président rend la décision suivante quant à l'issue du débat de jeudi dernier sur la motion de censure proposée par le député de Portneuf.

La Présidence a prononcé l'ajournement de la séance à vingt-deux heures douze minutes, vu l'absence de consentement unanime afin de poursuivre le débat après l'heure prévue à l'article 24 du règlement, soit vingt et une heures quarante-cinq minutes.

By Mr Marois:

Report of the interdepartmental committee on child care services, dated February 1978.

(Sessional Papers, No. 360.)

Bill 73, "An Act to amend the Supplemental Pension Plan Act", was introduced by Mr Charron, on behalf of Mr Lazure, read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Charron, congratulations were extended to Mr Gilles Villeneuve for winning the first Canadian Grand Prix, last Sunday.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mrs Lavoie-Roux,—

Ordered, that the Government of Québec do cooperate with the Federal Government or, if need be, do take the initiative in setting up an emergency fund for the many victims of war-torn Lebanon.

Before "Entry of names on suspended votes" was called, Mr President rendered the following decision concerning the closing of the debate, last Thursday, on the motion of non-confidence proposed by the Member for Portneuf.

The President had pronounced the adjournment of the sitting at twelve minutes past ten o'clock in the evening, as there had been no unanimous consent to extend the debate beyond the time provided for in Standing Order 24, namely nine forty-five o'clock in the evening.

M. le Président rappelle qu'à la réunion des leaders il n'y eut aucune décision prise en vue d'écarter la règle édictée par l'article 24 quant à l'heure de tombée du débat, savoir un quart d'heure avant la fin de la séance ce qui est un impératif dudit article.

Les enveloppes globales de temps attribuées à chaque formation politique sont indicatrices seulement des proportions qu'il faut respecter et le Président ne peut les répartir qu'à l'intérieur du cadre rigide fixé par l'article 24.

Pour déborder il faut un ordre de l'Assemblée ou un consentement unanime.

La mise aux voix de la motion de censure n'a pu avoir lieu avant la fin de la séance parce que l'heure de l'ajournement était déjà passée.

Les motions de censure sont rares et limitées et leur sort peut comporter des conséquences graves. L'article 24 exige une mise aux voix de ces motions.

L'esprit de notre droit, la logique et la coutume incitent le Président à rendre des décisions qui ouvrent des avenues et permettent à l'Assemblée de se prononcer.

Enfin, puisque notre règlement autorise la mise aux voix à la séance suivante, M. le Président appelle la mise aux voix de la motion de censure.

L'Assemblée procède alors à l'enregistrement des noms sur le vote de la motion privilégiée (en vertu de l'article 24 du règlement) de M. Pagé proposant:

«*Que cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement qui, en réglementant le placement dans l'industrie de la construction, condamne au chômage de très nombreux travailleurs de la construction, particulièrement dans*

Mr President recalled that at the meeting of House Leaders, no decision had been made regarding the setting aside of the rule, enacted by Standing Order 24, respecting the time to conclude the debate, that is, a quarter of an hour before the adjournment of the sitting.

The total time given to each political party merely indicates a proportional distribution to be respected, and the President may allot this time only within the strict meaning of Standing Order 24.

To go beyond the fixed limit of time, an Order of the Assembly or a unanimous consent is required.

The putting to the vote of the motion of non-confidence could not take place before the end of the sitting, as the time of adjournment had already elapsed.

Motions of non-confidence are rare and limited and they could entail serious consequences. Standing Order 24 requires that these motions be put to the vote.

The spirit of parliamentary law, logic and customs urge the President to render decisions that give way to debate and allow the Assembly to pronounce itself on a particular issue.

Finally, as our Standing Orders authorize the putting to the vote at the following sitting, Mr President called for a vote on this motion of non-confidence.

The Assembly then proceeded with the entry of names of the vote on the motion of privilege (under Standing Order 24) by Mr Pagé proposing:

“*That the Assembly do pass strict censure on the Government for its hiring regulations in the construction industry, which has resulted in a considerable number of jobless construction workers, especially in rural areas, at a*

les régions rurales, et cela au moment où le nombre de chômeurs au Québec atteint un sommet inégalé.»

La motion est rejetée, les voix se divisant comme suit:

time of an unprecedented level of unemployment in Québec.”

The motion was rejected on the following division:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Bellemare, Biron, Ciaccia, Cordeau, Dubois, Fontaine, Forget, Garneau, Giasson, Goulet, Gratton, Lalonde, Lamontagne, Larivière, Lavoie, Lavoie-Roux, Le Moignan, Levesque (Bonaventure), Mailloux, O’Gallagher, Pagé, Picotte, Raynault, Roy, Russell, Saindon, Samson, Shaw, Springate, St-Germain, Verreault.—31.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Beauséjour, Bédard, Bertrand, Bérubé, Boucher, Brassard, Burns, Charron, Chevrette, Clair, Couture, de Bellefeuille, de Belleval, Desbiens, Duhaime, Dussault, Fallu, Gagnon, Garon, Gosselin, Gravel, Grégoire, Guay, Johnson, Jolivet, Joron, Laberge, Lacoste, Landry, Laurin, Lavigne, Leblanc-Bantey, Lefebvre, Léger, Léonard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Marois, Marquis, Mercier, Michaud, Morin (Louis-Hébert), Morin (Sauvé), O’Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Paquette, Parizeau, Payette, Perron, Proulx, Rancourt, Tardif, Tremblay, Vaillancourt (Jonquière), Vaugeois.—57.

Conformément à l’article 78 du règlement, avant l’appel des affaires du jour, le député de Laval propose que soit tenu immédiatement un débat pour discuter une affaire déterminée et importante de la compétence de l’Assemblée et dont l’étude s’impose d’urgence savoir: le déroulement du recensement tenu du 3 au 5 octobre 1978.

M. Lavoie explique que l’affaire est importante et c’est ainsi qu’on la qualifie dans le manuel du recenseur du Parti Québécois; elle est de la compétence de l’Assemblée nationale, la Loi électorale relevant de l’Assemblée; puisque la question a eu un effet de crise, un effet subit, que le directeur général des élections a décidé d’envoyer un télégramme à tous les présidents d’élection de comté sur la façon d’agir au cas où des recenseurs procéderaient de façon irrégulière, il y a urgence d’en discuter.

In accordance with Standing Order 78, before Business of the Day was called, the Member for Laval moved that a debate be held immediately on a specific and important matter within the competence of the Assembly and in urgent need of consideration, namely: the manner in which the enumeration was carried out from 3 to 5 October 1978.

Mr Lavoie explained that the matter was important, being described as such in the Manuel du recenseur of the Parti Québécois, and that it was within the competence of the National Assembly, as the Election Act falls under its jurisdiction; since the matter turned out to be an unexpected issue, prompting the Directeur général des élections to send a telegram to all the returning-officers, outlining for them the procedure to follow in the event of irregular questioning on the part of the enumerators, there was urgency for debate.

De plus le recensement se déroule actuellement et il ne se trouve aucun autre moyen de débattre cette question aussi capitale dans un délai raisonnable.

M. le Président rend la décision suivante:

Le recensement est terminé depuis le 5 octobre dernier. Un débat ne pourrait donc plus en changer le cours, à moins d'une décision du directeur général des élections. De plus, il est de notoriété publique que le directeur général des élections, chargé de l'application de la Loi électorale, est saisi de toute la question. Dans de pareilles circonstances, il est préférable de laisser cette instance utiliser les moyens mis à sa disposition plutôt que de s'immiscer dans son travail.

Comme il ne s'est présenté aucun fait nouveau depuis que les événements auxquels on a déjà fait allusion se sont déroulés, il n'existe pas de crise soudaine.

Pour toutes ces raisons, la motion est jugée irrecevable.

M. Bédard propose que le projet de loi n° 75, «Loi modifiant le Code civil et la Loi des déclarations des compagnies et sociétés», soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Charron, le projet de loi n° 75 est déféré pour étude, article par article, à la Commission permanente de la justice.

Furthermore, since the enumeration was being carried out at the time, there was no other means of debating this important matter within a reasonable time.

Mr President rendered the following decision:

The enumeration was completed on 5 October 1978. Therefore, a debate would not change its course unless the Directeur général des élections decided otherwise. Furthermore, it is common knowledge that the Directeur général des élections, in charge of the application of the Election Act, is made fully aware of the question. In such circumstances it is preferable to allow him to use the means at his disposal to handle this matter rather than to interfere in his work.

As there were no further developments, this was no longer felt to be a critical issue.

For all these reasons, the motion was deemed inadmissible.

Mr Bédard moved that Bill 75, "An Act to amend the Civil Code and the Companies and Partnerships Declaration Act", be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted.

The bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Charron, Bill 75 was referred to the Standing Committee on Justice for section by section examination.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi n° 20, «Loi concernant certaines dispositions législatives».

Conformément à l'article 119A du règlement sessionnel, M. Charron propose que la motion de deuxième lecture dudit projet de loi soit mise aux voix sans débat.

La motion est adoptée.

En conséquence, sur la motion de M. Bédard le projet de loi n° 20 est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Charron, ledit projet de loi est déferé pour étude, article par article, à la Commission permanente de la justice.

À dix-sept heures quarante-cinq minutes, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

Vingt heures

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi n° 67, «Loi sur les loteries, les courses, les concours publicitaires et les appareils d'amusement».

M. Parizeau informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

M. Parizeau propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

The Order of the Day being read for the second reading of Bill 20, "An Act respecting certain legislative provisions".

In accordance with Sessional Order 119A, Mr Charron moved that the motion for second reading of the said bill be put to the vote without debate.

The motion was adopted.

On motion of Mr Bédard, Bill 20 was accordingly read the second time.

On motion of Mr Charron, the said bill was referred to the Standing Committee on Justice for section by section examination.

At forty-five minutes past five o'clock P.M., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until eight o'clock P.M.

Eight o'clock P.M.

The Order of the Day being read for the second reading of Bill 67, "An Act respecting lotteries, racing, publicity contests and amusement machines".

Mr Parizeau informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said bill to their consideration.

Mr Parizeau moved that the said bill be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted.

The bill was accordingly read the second time.

Sur la motion de M. Bertrand, au nom de M. Charron, le projet de loi n° 67 est déféré pour étude, article par article, à la Commission permanente du revenu.

M. Parizeau propose que le projet de loi n° 68, «Loi constituant la Société des loteries et courses du Québec», soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Goulet.

À vingt-deux heures, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

On motion of Mr Bertrand, on behalf of Mr Charron, Bill 67 was referred to the Standing Committee on Revenue for section by section examination.

Mr Parizeau moved that Bill 68, "An Act to incorporate the Société des loteries et courses du Québec", be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The debate was adjourned on motion of Mr Goulet.

At ten o'clock P.M., the Assembly adjourned until tomorrow, at ten o'clock A.M.

CLÉMENT RICHARD,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirty-first Legislature

Le mercredi 11 octobre 1978

Dix heures

Wednesday, 11 October 1978

Ten o'clock A.M.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Charron propose:

Que sur les projets de loi n^{os} 51, 61, 62, 63 et 64 apparaissant au nom de M. Parizeau, les mots «du revenu» après le mot «Ministre» soient remplacés par les mots «des finances».

La motion est adoptée.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Parizeau proposant que le projet de loi n° 68, «Loi constituant la Société des loteries et courses du Québec», soit maintenant lu la deuxième fois.

La motion est alors adoptée après division des voix.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Bertrand, au nom de M. Charron, le projet de loi n° 68 est déferé pour étude, article par article, à la Commission permanente des finances et des comptes publics.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Charron moved:

That on Bills 51, 61, 62, 63 and 64 appearing under the name of Mr Parizeau, the words "du revenu" after the word "Ministre" be replaced by the words "des finances".

The motion was adopted.

The Assembly resumed the debate on the motion by Mr Parizeau proposing that Bill 68, "An Act to incorporate the Société des loteries et courses du Québec", be now read the second time.

The motion was then adopted on division.

The bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Bertrand, on behalf of Mr Charron, Bill 68 was referred to the Standing Committee on Finance and Public Accounts for section by section examination.

M. Tardif propose que le projet de loi n° 66, «Loi modifiant la Loi autorisant les municipalités à percevoir un droit sur les mutations immobilières», soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Bertrand, au nom de M. Charron, le projet de loi n° 66 est déféré pour étude, article par article, à la Commission permanente des affaires municipales.

À douze heures dix-huit minutes, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quinze heures.

Quinze heures

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Morin (Sauvé):

Rapport annuel de l'Ordre des techniciens en radiologie du Québec, pour l'année 1977/78.

(Document de la session n° 361.)

Rapport annuel de la Corporation professionnelle des diététistes du Québec, pour l'année 1977/78.

(Document de la session n° 362.)

Rapport annuel de l'Ordre des podiatres du Québec, pour l'année 1977/78.

(Document de la session n° 363.)

Mr Tardif moved that Bill 66, "An Act to amend the Act to authorize municipalities to collect duties on transfers of immovables", be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The motion was then adopted.

The bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Bertrand, on behalf of Mr Charron, Bill 66 was referred to the Standing Committee on Municipal Affairs for section by section examination.

At eighteen minutes past twelve o'clock noon, Mr President left the Chair and the sitting was suspended until three o'clock P.M.

Three o'clock P.M.

The following documents were tabled:

By Mr Morin (Sauvé):

Annual report of the Order of Radiology Technicians of Québec, for 1977/78.

(Sessional Papers, No. 361.)

Annual report of the Professional Corporation of Dieticians of Québec, for 1977/78.

(Sessional Papers, No. 362.)

Annual report of the Order of Podiatrists of Québec, for 1977/78.

(Sessional Papers, No. 363.)

Rapport annuel de la Corporation professionnelle des techniciens dentaires du Québec, pour l'année 1977/78.
(*Document de la session n° 364.*)

Par Mme Payette:

État des permis accordés aux compagnies étrangères au cours de l'année financière 1977/78.

(*Document de la session n° 365.*)

Par Mme Ouellette:

Copies des arrêtés en conseil autorisant l'acquisition d'immeubles et de terrains, pour la période s'étendant entre le 22 février et le 2 septembre 1978.

(*Document de la session n° 366.*)

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Chevrete dépose le document suivant:

Copie d'une formule, en date du 26 septembre 1978, adressée à un recenseur par Mme Evéline Préville, vice-présidente de l'Association Provinciale Libérale Joliette-Montcalm.

(*Document de la session n° 367.*)

Les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, présentés, lus la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture:

Par M. Bérubé:

Projet de loi n° 78.—Loi modifiant de nouveau la Loi du régime des eaux.

Par M. Tardif:

Projet de loi n° 79.—Loi modifiant la Loi concernant les régimes de retraite des maires et des conseillers des cités et des villes.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Ouellette propose:

ATTENDU que dans quelques minutes, ici même dans ce Parlement, le

Annual report of the Professional Corporation of Dental Technicians of Québec, for 1977/78.

(*Sessional Papers, No. 364.*)

By Mrs Payette:

A statement showing the licences issued to extra-provincial companies during the 1977/78 fiscal year.

(*Sessional Papers, No. 365.*)

By Mrs Ouellette:

Copies of Orders in Council authorizing the acquisition of immovables and land, for the period extending from 22 February to 2 September 1978.

(*Sessional Papers, No. 366.*)

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Chevrete tabled the following document:

Copy of a form, dated 26 September 1978, forwarded to an enumerator by Mrs Evéline Préville, Vice-President of the Provincial Liberal Association, Joliette-Montcalm.

(*Sessional Papers, No. 367.*)

The following bills were severally introduced, read the first time and ordered for second reading at the next sitting:

By Mr Bérubé:

Bill 78.—An Act to again amend the Watercourses Act.

By Mr Tardif:

Bill 79.—An Act to amend the Act respecting retirement plans for mayors and councillors of cities and towns.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Ouellette moved:

WHEREAS, in this very House, the Parliamentary Secretary General

secrétaire général parlementaire de l'Association internationale des parlementaires de langue française décernera, au nom de l'A.I.P.L.F., la décoration de l'Ordre de la Pléiade, à titre posthume, à un grand Québécois qui nous a quitté récemment et combien prématurément, Robert Cliche;

ATTENDU que cette décoration honorerait la mémoire du juge Robert Cliche à titre de défenseur du dialogue des cultures et, en particulier, pour sa contribution éminente à la promotion de la culture française;

ATTENDU que cette décoration sera remise à Madame Madeleine Ferron-Cliche dont j'ai l'honneur de souligner la présence parmi nous;

Que cette Assemblée, à l'occasion de cet événement, honore la mémoire du juge Robert Cliche et exprime la reconnaissance du Québec envers cet illustre Beauceron pour l'œuvre gigantesque qu'il a réalisée dans de nombreux secteurs de la vie québécoise.

La motion est adoptée à l'unanimité.

QUESTIONS ET RÉPONSES

Question de M. Lavoie:

1. Le gouvernement québécois a-t-il, à l'instar du gouvernement fédéral, pris des mesures pour réduire le nombre de formulaires que les hommes d'affaires doivent remplir?

2. Dans l'affirmative:

a) en quoi ces mesures consistent-elles;

b) quelle somme totale les hommes d'affaires peuvent-ils espérer économiser à la suite de cette réduction de paperasserie?

of L'Association internationale des parlementaires de langue française is about to confer, posthumously, on behalf of the A.I.P.L.F., the decoration of the Ordre de la Pléiade to the late Judge Robert Cliche, a distinguished Québécois who was recently taken from us by an untimely death;

WHEREAS, this decoration will pay tribute to the memory of Robert Cliche as the champion of dialogue between cultures and, in particular, for his eminent contribution to the promotion of French culture;

WHEREAS, this decoration will be presented to Madame Madeleine Ferron-Cliche who honours us with her presence here today;

That the Assembly do honour, on this occasion, the memory of Judge Robert Cliche and do express the indebtedness of Québec to this illustrious native of La Beauce for his outstanding work in many sectors of Québec life.

The motion was unanimously adopted.

QUESTIONS AND ANSWERS

Question by Mr Lavoie:

1. Has the Québec Government followed the example of the Federal Government by taking steps to reduce the number of forms that businessmen must fill in?

2. If so:

(a) what are these measures;

(b) what total amount of money can businessmen expect to save as a result of this reduced paperwork?

Réponse de M. Parizeau:

Le ministère du Revenu n'a pas entrepris d'études particulières en vue de réduire le nombre des formulaires que les hommes d'affaires doivent remplir aux fins de l'administration des lois fiscales. Il va sans dire que notre ministère s'efforce de réduire, dans toute la mesure du possible, le nombre et la complexité des formules qu'il adresse aux entreprises pour obtenir de celles-ci les renseignements dont il a besoin pour l'administration des lois fiscales.

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Russell:

1. Depuis le 16 novembre 1976 jusqu'à ce jour, quelle a été la dépense totale du gouvernement, ses ministères, organismes ou régies, en frais de représentation (dîners, réceptions, achats, transport, etc.)?

2. Quelle a été la dépense par ministère, organisme ou régie?

3. Quelle a été la dépense:

a) au Québec;

b) dans les autres provinces du Canada;

c) à l'étranger?

4. Quelle a été la dépense totale pour frais de publicité de toute nature?

Sur la motion de M. Charron, il est—

Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Charron dépose ledit document.

(Document de la session n° 368.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Pagé:

1. Dans quels journaux et à quelles dates le gouvernement a-t-il fait pa-

Answer by Mr Parizeau:

The Department of Revenue has not carried out any special studies for the purpose of reducing the number of tax forms which businessmen are required to complete. Needless to say, our Department is making every effort to minimize the number and complexity of the forms addressed to business firms, through which it obtains the necessary taxation information.

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Russell:

1. From 16 November 1976 to date, what has been the total amount spent by the Government, its Departments, bodies and boards, for purposes of representation (dinners, receptions, purchases, transportation, etc.)?

2. What was the amount spent by each Department, body or board?

3. What was the amount spent:

(a) in Québec;

(b) in the other provinces of Canada;

(c) abroad?

4. What was the total amount spent for advertising of any kind?

On motion of Mr Charron,—

Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Charron tabled the said document.

(Sessional Papers, No. 368.)

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Pagé:

1. In which newspapers and on what dates did the Government have

raître des annonces afin d'inviter les organismes à but non lucratif à soumettre leur candidature à Loto-Québec pour obtenir le droit de vendre l'abonnement Lotomatique ou d'exploiter un kiosque?

2. Quel a été le coût total desdites annonces?

3. Combien de demandes le gouvernement a-t-il reçues, pour chaque district électoral?

Sur la motion de M. Charron, il est—

Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Charron, au nom de M. Parizeau, dépose ledit document.

(*Document de la session n° 369.*)

L'Assemblée reprend le débat sur la motion (en vertu de l'article 91 du règlement) de M. Biron proposant:

«*Que les membres de cette Assemblée demandent la convocation immédiate de la Commission de l'Assemblée nationale en vue d'étudier les meilleurs moyens à prendre pour donner aux députés un droit de contrôle et de surveillance plus efficace sur le fonctionnement et la performance des sociétés d'État québécoises.*».

M. Joron propose:

Que la motion en discussion soit amendée en remplaçant dans les deuxième et troisième lignes, le mot «immédiate» par les mots «au cours de la présente session», et en remplaçant dans la cinquième ligne, tous les mots après les mots «moyens à prendre pour», par les mots «assurer un contrôle et une surveillance plus efficaces sur le fonctionnement et la performance des sociétés d'État québécoises par le gouvernement et par les membres de l'Assemblée nationale.».

advertisements published as an invitation to non-profit organizations to apply to Loto-Québec for a permit to sell through the mail or to operate a ticket booth?

2. What was the total cost of such advertisements?

3. How many applications did the Government receive for each electoral district?

On motion of Mr Charron,—

Ordered, that there be tabled a document containing the information requested.

Mr Charron tabled the said document, on behalf of Mr Parizeau.

(*Sessional Papers, No. 369.*)

The Assembly resumed the debate on the motion (under Standing Order 91) by Mr Biron proposing:

“*That the Assembly do request that the Standing Committee on the National Assembly be convened forthwith to study the best measures to take in order to permit Members to follow and control more effectively the operation and performance of Québec Government corporations.*”.

Mr Joron moved:

That the motion under debate be amended by replacing the word “forthwith”, in the third line thereof, by the words “during the current session”, and by replacing all the words after the words “best measures to take in order to”, therein, by the following: “ensure more effective control and supervision of the operation and performance of Québec Government corporations, by the Government and Members of the National Assembly.”.

Et un débat s'élève sur cette motion d'amendement.

And a debate arising on this motion of amendment

La motion d'amendement est alors adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

The motion of amendment was then adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bellemare, Bertrand, Biron, Bordeleau, Boucher, Brassard, Burns, Caron, Charron, Chevette, Ciaccia, Clair, Cordeau, de Bellefeuille, de Belleval, Dubois, Duhaime, Dussault, Fallu, Fontaine, Gagnon, Garneau, Gendron, Giasson, Gosselin, Goulet, Gratton, Gravel, Grégoire, Grenier, Guay, Johnson, Jolivet, Joron, Laberge, Lacoste, Lamontagne, Laplante, Larivière, Lavigne, Lavoie, Leblanc-Bantey, Léger, Le Moignan, Lessard, Levesque (Bonaventure) Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Marchand, Marquis, Mercier, Michaud, Morin (Louis-Hébert), O'Gallagher, O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Pagé, Paquette, Perron, Proulx, Rancourt, Raynault, Roy, Russell, Samson, Scowen, Shaw, St-Germain, Vaillancourt (Orford), Verreault.—73.

CONTRE—NAYS:—0.

ABSTENTION:—M./Mr Forget.—1.

La motion principale amendée de M. Biron, se lit maintenant comme suit:

«*Que les membres de cette Assemblée demandent la convocation, au cours de la présente session, de la Commission de l'Assemblée nationale en vue d'étudier les meilleurs moyens à prendre pour assurer un contrôle et une surveillance plus efficaces sur le fonctionnement et la performance des sociétés d'État québécoises par le gouvernement et par les membres de l'Assemblée nationale.*».

Ladite motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

The main motion by Mr Biron, as amended, now reads as follows:

“*That the Assembly do request that the Standing Committee on the National Assembly be convened during the current session to study the best measures to take in order to ensure more effective control and supervision of the operation and performance of Québec Government corporations, by the Government and Members of the National Assembly.*”.

The said motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Alfred, Baril, Beauséjour, Bellemare, Bertrand, Biron, Bordeleau, Boucher, Brassard, Burns, Caron, Charon, Chevrette, Ciaccia, Clair, Cordeau, de Bellefeuille, de Belleval, Dubois, Duhaime, Dussault, Fallu, Fontaine, Forget, Gagnon, Garneau, Gendron, Giasson, Gosselin, Goulet, Gratton, Gravel, Grégoire, Grenier, Guay, Johnson, Jolivet, Joron, Laberge, Lacoste, Lamontagne, Laplante, Larivière, Lavigne, Lavoie, Leblanc-Bantey, Léger, Le Moignan, Lessard, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Marchand, Marquis, Mercier, Michaud, Morin (Louis-Hébert), O'Gallagher, O'Neill, Ouellette (Beauce-Nord), Ouellette (Hull), Pagé, Paquette, Perron, Proulx, Rancourt, Raynald, Roy, Russell, Samson, Scowen, Shaw, St-Germain, Vaillancourt (Orford), Verreault.—74.

CONTRE—NAYS:—0.

À dix-huit heures onze minutes,
l'Assemblée s'ajourne à demain quatorze heures.

At eleven minutes past six o'clock
P.M., the Assembly adjourned until
tomorrow, at two o'clock P.M.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

CLÉMENT RICHARD,
President.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

Troisième session de la trente et unième Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Third Session of the Thirty-first Legislature

Le jeudi 12 octobre 1978

Quatorze heures

Thursday, 12 October 1978

Two o'clock P.M.

M. Johnson dépose les documents suivants:

Rapport annuel de l'Office de la construction du Québec, pour l'année 1977.

(Document de la session n° 370.)

Rapport annuel du Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre, pour l'année 1976/77.

(Document de la session n° 371.)

Les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, présentés, lus la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture:

Par Mme Payette:

Projet de loi n° 72.—Loi sur la protection du consommateur.

Par M. Couture:

Projet de loi n° 77.—Loi modifiant la Loi du ministère de l'immigration.

Mr Johnson tabled the following documents:

Annual report of the Office de la construction du Québec, for 1977.

(Sessional Papers, No. 370.)

Annual report of the Advisory Council on Labour and Manpower, for 1976/77.

(Sessional Papers, No. 371.)

The following bills were severally introduced, read the first time and ordered for second reading at the next sitting:

By Mrs Payette:

Bill 72.—Consumer Protection Act.

By Mr Couture:

Bill 77.—An Act to amend the Immigration Department Act.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Charron dépose le document suivant:

Liste des associations, groupes ou organismes consultés sur les deux avant-projets de loi de protection du consommateur.

(Document de la session n° 372.)

Conformément à l'article 78 du règlement, avant l'appel des affaires du jour, le député de Gaspé propose que soit tenu immédiatement un débat pour discuter une affaire déterminée et importante de la compétence de l'Assemblée et dont l'étude s'impose d'urgence savoir: La situation critique qui prévaut dans la région de l'Est du Québec, suite au conflit qui perdure entre la Société des Traversiers du Québec et le Syndicat international des marins canadiens.

Après les brèves explications données par M. Le Moignan, M. le Président s'exprime ainsi: Bien que conscient du problème qui vient d'être soulevé, pour qu'une question même urgente puisse être traitée dans un débat d'urgence, elle doit rencontrer certains critères décrits au règlement; parmi ceux-ci, il devrait s'agir d'une crise soudaine. Or comme le contenu même de l'avis mentionne que le conflit perdure, nous sommes en droit de constater qu'il n'y a pas crise soudaine.

C'est pourquoi la motion est jugée irrecevable.

M. Charron donne l'avis suivant:

Mardi, le 17 octobre prochain, les commissions permanentes suivantes siégeront à compter de dix heures jusqu'à douze heures trente minutes:

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Charron tabled the following document:

List of associations, groups and agencies consulted on the two draft bills on consumer protection.

(Sessional Papers, No. 372.)

In accordance with Standing Order 78, before Business of the Day was called, the Member for Gaspé moved that a debate be held immediately on a specific and important matter within the competence of the Assembly and in urgent need of consideration, namely: The critical situation prevailing in Eastern Québec as a result of the ongoing dispute between the Société des traversiers du Québec and the Seafarers' International Union of Canada.

After hearing the brief explanatory statement by Mr Le Moignan, Mr President declared that he was aware of the problem which had just been raised but that to qualify for an emergency debate, it would have to satisfy certain criteria set down in the Standing Orders, among which, that it should be a matter of sudden crisis. As the notice itself indicated that the dispute remained unsettled, there was just cause to rule out a sudden crisis.

For this reason, the motion was deemed inadmissible.

Mr Charron gave the following notice:

Next Tuesday, 17 October, the following Standing Committees will sit at ten o'clock A.M. until twelve-thirty o'clock noon:

À la Salle 81 «A»:

La Commission de la justice siégera pour audition publique et étude, article par article, des projets de loi privés suivants:

Projet de loi n° 221.—Loi concernant la succession de J. Donat Langelier;

Projet de loi n° 238.—Loi concernant un immeuble de la Commission scolaire Beauport;

Projet de loi n° 240.—Loi concernant Joseph-Gino Gagné;

Projet de loi n° 265.—Loi concernant la succession de Tancrede Bienvenu.

Au Salon Rouge:

La Commission de la protection de l'environnement siégera pour étudier le projet de règlement relatif aux exploitations de production animale.

Jeudi, le 19 octobre prochain, au Salon Rouge, à compter de dix heures jusqu'à douze heures trente minutes, la Commission permanente du travail et de la main-d'oeuvre siégera pour poursuivre ses travaux concernant le conflit de la Commonwealth Plywood.

M. Tardif propose que le projet de loi n° 38, «Loi modifiant la Loi de la Communauté urbaine de Québec et d'autres dispositions législatives», soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Goldbloom.

Madame le Président donne avis que le vendredi 20 octobre 1978, la Commission permanente de l'agriculture siégera pour discuter la question avec débat du Député de Huntingdon au Ministre de l'Agriculture sur le sujet suivant:

In Room 81 "A":

The Committee on Justice will sit for public hearings and section by section examination of the following private bills:

Bill 221.—An Act respecting the estate of J. Donat Langelier;

Bill 238.—An Act respecting an immoveable of the Commission scolaire Beauport;

Bill 240.—An Act respecting Joseph-Gino Gagné;

Bill 265.—An Act respecting the Tancrede Bienvenu estate.

In the Red Room:

The Committee on Protection of the Environment will sit to examine the draft regulation respecting livestock operations.

Next Thursday, 19 October, the Standing Committee on Labour and Manpower will sit in the Red Room, from ten o'clock A.M. until twelve-thirty o'clock noon, to carry on its work concerning the dispute at the Commonwealth Plywood Company.

Mr Tardif moved that Bill 38, "An Act to amend the Québec Urban Community Act and other legislation", be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

The debate was adjourned on motion of Mr Goldbloom.

Madam President gave notice that Friday, 20 October 1978, the Standing Committee on Agriculture will sit to discuss the question for debate by the Member for Huntingdon to the Minister of Agriculture on the following matter:

La politique du gouvernement pour une meilleure utilisation des sols arables en vue de protéger et d'accroître notre production agricole.

M. Charron donne l'avis suivant:

Demain, au Salon Rouge, à compter de dix heures jusqu'à treize heures, la Commission permanente de l'industrie et du commerce siégera pour discuter la question avec débat du Député d'Outremont au Ministre de l'Industrie et du Commerce sur le sujet suivant:

L'investissement dans la construction au Québec.

À dix-huit heures, sur la motion de M. Charron, l'Assemblée s'ajourne à mardi prochain quatorze heures.

The policy of the Government for better use of our arable land with a view to protecting and increasing agricultural production.

Mr Charron gave the following notice:

The Standing Committee on Industry and Commerce will sit tomorrow in the Red Room, from ten o'clock A.M. until one o'clock P.M., to discuss the question for debate by the Member for Outremont to the Minister of Industry and Commerce on the following matter:

Investments in the construction industry in Québec.

At six o'clock P.M., on motion of Mr Charron, the Assembly adjourned until next Tuesday, at two o'clock P.M.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

CLÉMENT RICHARD,
President.

**PROCÈS-VERBAUX
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC**

Troisième session de la trente et unième Législature

**VOTES AND PROCEEDINGS
OF THE NATIONAL ASSEMBLY
OF QUÉBEC**

Third Session of the Thirty-first Legislature

Le mardi 17 octobre 1978

Quatorze heures

Tuesday, 17 October 1978

Two o'clock P.M.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Charron, au nom de M. Lazure:

Rapports annuels des activités des conseils régionaux de la santé et des services sociaux, pour l'année 1977.

(Document de la session n° 373.)

Par M. Morin (Louis-Hébert):

Ouvrage préparé par M. Gilbert L'Écuyer, sur la Cour suprême du Canada et le partage des compétences, 1949-1978.

(Document de la session n° 374.)

Par M. Tardif:

Dernier rapport semi-annuel du Bureau d'assainissement des eaux du Québec métropolitain, au 29 septembre 1978.

(Document de la session n° 375.)

The following documents were tabled:

By Mr Charron, on behalf of Mr Lazure:

Annual reports of the activities of the regional health and social services councils, for 1977.

(Sessional Papers, No. 373.)

By Mr Morin (Louis-Hébert):

Study prepared by Mr Gilbert L'Écuyer, on the decisions of the Supreme Court of Canada and the distribution of legislative powers, 1949-1978.

(Sessional Papers, No. 374.)

By Mr Tardif:

Last semi-annual report of the Greater Québec Water Purification Board, as at 29 September 1978.

(Sessional Papers, No. 375.)

Le projet de loi n° 82, «Loi modifiant la Loi du crédit aux pêcheries maritimes», est présenté par M. Tremblay, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Lévesque (Taillon) propose:

Que cette Assemblée envoie le message de félicitations suivant au Très Saint-Père Jean Paul II, à l'occasion de son élection à la papauté:

«Je vous prie d'accepter les félicitations du peuple québécois, de son Assemblée nationale et de son gouvernement.

Le Québec auquel pourraient s'appliquer les paroles mêmes que vous avez employées au sujet de la Pologne, «pays lointain, mais si proche» de l'Église, se réjouit de l'élection par le Sacré Collège d'un pasteur issu des milieux populaires d'une nation amie. Cette joie et cet enthousiasme sont particulièrement vifs chez nos concitoyens d'origine polonaise qui n'oublient pas leurs rencontres chaleureuses avec l'Archevêque de Cracovie.

Les Québécois formulent le vœu que votre pontificat prolonge, avec l'appui de tous les hommes de bonne volonté, l'œuvre de justice, de paix et de fraternité de vos prédécesseurs.»

La motion est adoptée.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Goldbloom propose:

Que cette Assemblée félicite le CEGEP Montmorency, la ville de Laval et la Fondation André-Mathieu, à l'occasion de l'inauguration de la salle de concert qui portera le nom

Bill 82, "An Act to amend the Maritime Fisheries Credit Act", was introduced by Mr Tremblay, read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Lévesque (Taillon) moved:

That the Assembly do send the following message to Pope John Paul II, the newly elected spiritual leader of the Catholic Church:

"On behalf of the people of Québec, the National Assembly and the Government, I wish to extend sincere best wishes on the occasion of your election as Pontiff of the Catholic Church.

The Province of Québec which, like Poland, can aptly be described as "a distant land, but a land always close in Christian faith", hails the choice of the College of Cardinals of a truly humble pastoral Pope, from a nation it regards as a friend. Especially jubilant and enthusiastic, are our fellow citizens of Polish origin who proudly remember their meeting with the endearing Archbishop of Cracow.

The people of Québec earnestly pray that your pontificate, upheld by all men of good faith, will further the apostleship of justice, peace and brotherhood bequeathed to you by your predecessors."

The motion was adopted.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Goldbloom moved:

That the Assembly do congratulate the Montmorency Cegep, the City of Laval and the André-Mathieu Foundation on the occasion of the inauguration of the concert hall named after

de ce compositeur et pianiste québécois, et rende hommage à la mémoire d'André Mathieu, disparu prématurément il y a dix ans.

La motion est adoptée.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Blank propose:

Que des félicitations soient adressées à M. le Président de l'Assemblée nationale et à son équipe pour le succès de la Conférence sur le parlementarisme britannique, tenue à Québec la semaine dernière.

La motion est adoptée.

M. Charron propose que la Commission permanente de la protection de l'environnement siège au Salon Rouge, immédiatement jusqu'à vingt-deux heures, avec suspension des travaux de dix-huit heures à vingt heures, et demain à compter de dix heures jusqu'à treize heures, pour étudier le projet de règlement relatif aux exploitations de production animale.

La motion est adoptée.

M. Couture propose que le projet de loi n° 77, «Loi modifiant la Loi du ministère de l'immigration», soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

À dix-huit heures, Madame le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

Vingt heures

Et le débat continue.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Shaw.

this Québec composer and pianist, and do pay tribute to the memory of André Mathieu on the tenth anniversary of his untimely death.

The motion was adopted.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Blank moved:

That congratulations be extended to the President of the National Assembly and to all his assistants for the success of the Conference on the British Parliamentary System, held in Québec City last week.

The motion was adopted.

Mr Charron moved that the Standing Committee on Protection of the Environment do sit immediately in the Red Room until ten o'clock P.M., with suspension of work from six o'clock until eight o'clock in the evening, and tomorrow from ten o'clock A.M. until one o'clock P.M., to examine the draft regulation respecting livestock operations.

The motion was adopted.

Mr Couture moved that Bill 77, "An Act to amend the Immigration Department Act", be now read the second time.

And a debate arising on this motion.

At six o'clock P.M., Madam President left the Chair and the sitting was suspended until eight o'clock P.M.

Eight o'clock P.M.

And the debate continuing thereon.

The debate was adjourned on motion of Mr Shaw.

À vingt et une heures cinquante-cinq minutes, sur la motion de M. Bertrand, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

Le Président,
CLÉMENT RICHARD.

At fifty-five minutes past nine o'clock P.M., on motion of Mr Bertrand, the Assembly adjourned until tomorrow, at ten o'clock A.M.

CLÉMENT RICHARD,
President.